Jacques Attali

Les Juifs, le monde et l'argent

Fayard

Table des Matières

Page de Titre

Table des Matières

Page de Copyright

Du même auteur

Dédicace

1 - Genèse

2 - EXODE

3 - LEVITIQUE

4 - NOMBRES

5 - DEUTERONOME

notes bibliographiques

remerciements

© Librairie Arthème Fayard, 2002.
978-2-213-64167-6

Du même auteur

Analyse économique de la vie politique, PUF, 1973.

Modèles politiques, PUF, 1974.

L'Anti-économique (avec Marc Guillaume), PUF, 1975.

La Parole et l'Outil, PUF, 1976.

Bruits, PUF, 1977, nouvelle édition Fayard, 2000.

La Nouvelle Économie française, Flammarion, 1978.

L'Ordre cannibale, Grasset, 1979.

Les Trois Mondes, Fayard, 1981.

Histoire du temps, Fayard, 1982.

La Figure de Fraser, Fayard, 1984.

Un homme d'influence, Fayard, 1985.

Au propre et au figuré, Fayard, 1988.

La Vie éternelle, roman, Fayard, 1989.

Lignes d'horizon, Fayard, 1990.

Le Premier Jour après moi, roman, Fayard, 1990.

1492, Fayard, 1991.

Verbatim I, Fayard, 1993.

Europe(s), Fayard, 1994.

Il viendra, roman, Fayard, 1994.

Économie de l'apocalypse, Fayard, 1994.

Verbatim II, Fayard, 1995.

Verbatim III, Fayard, 1995.

Manuel, l'enfant-rêve (ill. par Philippe Druillet), Stock, 1995.

Chemins de sagesse, Fayard, 1996.

Au-delà de nulle part, roman, Fayard, 1997.

Mémoires de sabliers, éditions de l'Amateur, 1997.

Dictionnaire du xxi^e^ siècle, Fayard, 1998.

Les Portes du Ciel, théâtre, Fayard, 1999.

La Femme du menteur, roman, Fayard, 1999.

Fraternités, Fayard, 1999.

Blaise Pascal ou le génie français, Fayard, 2000.

À mon père, Simon

Voici l'histoire des rapports du peuple juif avec le monde et l'argent. Je sais ce que ce sujet a de sulfureux. Il a déclenché tant de polémiques, entraîné tant de massacres qu'il est devenu comme un tabou à n'évoquer sous aucun prétexte, de peur de réveiller quelque catastrophe immémoriale. Aujourd'hui, plus personne n'ose écrire sur ce sujet ; comme si des siècles d'études n'avaient servi qu'à nourrir des autodafés. De ce fait, par son existence même, ce livre est menacé d'être source de mille malentendus.

Dès qu'on traite d'un sujet, on est tenté d'en grossir l'importance. Ici, le risque est grand de surestimer le rôle de l'argent dans l'histoire du peuple juif et celui du peuple juif dans l'histoire du monde. En décidant de raconter cette histoire, on pourrait laisser croire qu'il existe un peuple juif uni, riche et puissant, placé sous un commandement centralisé, en charge de mettre en œuvre une stratégie de pouvoir mondial par l'argent. On rejoindrait par là des fantasmes qui ont traversé tous les siècles, de Trajan à Constantin, de Matthieu à Luther, de Marlowe à Voltaire, des *Protocoles des Sages de Sion* à *Mein Kampf*, jusqu'à tout ce que charrie aujourd'hui anonymement l'Internet.

De surcroît, un livre n'est pas comme une conversation qu'on peut clore et dont on peut maîtriser le tour ; ni même comme ces histoires drôles – il y en a tant sur ce thème ! – qui autorisent à rire de tout à condition que ce ne soit pas avec n'importe qui. Une fois publié, un manuscrit échappe à son auteur ; il aide certains lecteurs à réfléchir, d'autres à nourrir leurs fantasmes. Il faut donc, en l'écrivant, le préparer à tous ses avenirs, y compris les plus frauduleux.

Pourtant, les hommes d'aujourd'hui ont intérêt à comprendre comment le découvreur du monothéisme s'est trouvé en situation de fonder l'éthique du capitalisme, avant d'en devenir, par certains de ses fils, le principal courtier, le premier banquier, et, par d'autres, le plus implacable ennemi. Il est aussi essentiel pour le peuple juif lui-même d'affronter cette partie de son histoire qu'il n'aime pas et dont, en fait, il aurait tout lieu d'être fier.

Pour cela, il faut répondre à des questions difficiles : les Juifs ont-ils été les usuriers dont l'Histoire a gardé la mémoire ? Ont- ils entretenu avec l'argent un lien particulier ? Sont-ils des acteurs spécifiques du capitalisme ? Ont-ils profité des guerres et des crises pour faire fortune ? Ou, au contraire, n'ont-ils été banquiers, orfèvres, courtiers que lorsqu'on leur interdisait

l'accès aux autres métiers ? Sont-ils aujourd'hui les maîtres de la globalisation ou bien ses pires adversaires ?

Pour répondre à de telles interrogations et à bien d'autres – tout en assumant les risques inévitables de la synthèse –, il nous faudra faire revivre les plus grands événements de l'histoire politique, religieuse, économique et culturelle des trois derniers millénaires, décrire le sort que les nations réservèrent aux minorités, suivre le destin de princes et de mendiants, d'intellectuels et de paysans, de philosophes et de financiers, de marchands et de capitaines d'industrie, et, en retraçant leurs trajectoires souvent incroyables et fulgurantes, presque toujours tragiques, glorieux ou misérables, de pouvoir et d'argent.

On s'étonnera de découvrir alors le sens inattendu que prennent certains événements parmi les mieux connus quand on révèle le rôle qu'y ont tenu les gens du Livre.

Pour accomplir un tel voyage, il ne saurait être question d'adopter à l'avance une boussole unique : dans l'extraordinaire foisonnement d'aventures collectives et de destins individuels auquel le peuple juif est mêlé, il serait absurde de ne suivre qu'une seule piste. Ma une thèse ne se dévoilera qu'au fur et à mesure du récit, pour s'imposer à son terme. Aussi le meilleur fil conducteur pour entreprendre ce voyage chronologique, et le premier des guides, me semble-t-il devoir être la Bible elle-même.

Tout se passe en effet comme si le découpage du Pentateuque en cinq livres aux thèmes parfaitement circonscrits, était la plus exacte métaphore des principales étapes de l'histoire du peuple juif. Plus précisément, tout se passe comme si chacun de ces cinq livres décrivait à l'avance l'esprit de chacune des cinq phases de l'histoire réelle du peuple qui l'a écrit. Naturellement, il ne s'agit que d'une façon d'éclairer des tendances lourdes. Pas question de lire la Bible comme le récit secret de prédictions historiques. leur destin le montrera plus que toute autre : les hommes restent libres de faire le bien ou le mal. Il ne s'agit que de placer chaque période historique sous les auspices d'une des cinq parties du Pentateuque parce que le sujet de chacune d'elle renvoie de manière troublante aux enjeux essentiels d'une époque.

D'abord, la Genèse (qui va, dans la Bible, de l'origine du monde à la mort de Joseph en Égypte) peut servir d'éclairage à la période qui s'étend, dans l'histoire réelle, de la naissance du peuple juif autour d'Abraham à la destruction du second Temple. Dans les deux cas, il s'agit de la genèse d'un peuple et de ses lois, de ses rapports au monde et à l'argent. Dans les deux cas, tout se termine par l'arrivée des Juifs dans un lieu d'exil : l'Égypte dans l'un, l'Empire romain dans l'autre.

Puis vient l'Exode qui, dans la Bible, raconte le séjour en Égypte jusqu'à la sortie chargée d'espoir vers le Sinaï. Il peut être mis en correspondance avec une période d'un millénaire qui va de l'exil dans l'Empire romain au départ prometteur vers l'Europe chrétienne.

Après l'an mil commencent, en écho au Lévitique (livre qui relate les lois de l'Exil et l'espoir en la Terre promise), les tribulations du peuple juif entre les griffes des maîtres de l'Europe, en Espagne, aux Pays-Bas, au Brésil, en Inde, en Pologne jusqu'à la révolution américaine. Les lois expliquent sa survie.

Vient alors l'époque des Nombres (qui, dans la Bible, conduit les Juifs du Veau d'or dans le Sinaï jusqu'aux batailles aux portes de Canaan), période d'abondance économique et de croissance démographique, suivie de massacres de masse et de l'arrivée en Terre promise. Exactement comme dans l'histoire réelle, où les merveilleuses promesses des Lumières accouchèrent indirectement de la Shoah puis de la création d'Israël.

Quelques-uns des survivants rejoignent alors le nouvel État, passé entre-temps dans les mains des Hittites, des Philistins, des Apirus, des Cananéens, des Hyksos, des Égyptiens, des Babyloniens, des Perses, des Grecs, des Romains, de nouveau des Perses, des Byzantins, des Ommeyades, des Abbassides, des Croisés, des Fatimides, des Mamelouks, des Ottomans et des Anglais, sans que les Juifs y renoncent jamais.

S'ouvre alors la période où nous sommes encore. Elle fait écho au Deutéronome qui décrit les lois d'une société morale permettant aux peuples de défendre leur identité avec et contre l'argent.

En ces temps d'incertitude, où la reconnaissance réciproque des nations au Proche-Orient conditionne largement la paix et la guerre dans le monde, les leçons de ces millénaires nomades méritent d'être tirées. Jusqu'à – ainsi

le laisse espérer le cinquième livre – contourner la nouvelle barbarie de l'argent en inventant la plus prometteuse des civilisations, celle de l'hospitalité.

Que le voyage commence.

1

Genèse

(− 2000 / + 70)

1. *Jusqu'en Égypte : du troc à l'argent*
2. *Israël en Égypte : de l'argent à l'or*
3. *Le sens des mots : nomadisme et abstraction*
4. *Juges et rois : de l'or à la monnaie*
5. *Premier exil à Babylone : de la monnaie à la finance*
6. *Retour en Palestine : de la finance à la ruine*

Le judaïsme commence par un voyage. Et, comme le sens de toute chose se trouve souvent caché dans celui des mots, l'identité du peuple hébreu se dissimule dans son nom, qui renvoie justement au voyage. Son ancêtre le plus lointain, un des petits-fils de Noé, un des aïeux d'Abraham, se nomme *Ever*, ce qu'on peut traduire par « nomade », « homme de passage » ou encore « échangeur ». Cet Ever deviendra un peu plus tard *Ivri*, « hébreu ». Comme si, dès le début, le destin de ce peuple était inscrit dans les lettres de son nom, code génétique de son histoire : il devra voyager, échanger, communiquer, transmettre. Et donc aussi commercer.

On retrouve ce thème du voyage dans tous les mythes originels des peuples itinérants : leur fondateur vient d'ailleurs ; le premier de leurs dieux protège les voyageurs, règne sur la communication et l'échange, conditions de la paix et de la confiance ; et, pour compliquer encore un peu les choses, ce dieu est aussi, en général, celui des voleurs…

Ainsi le récit biblique commence-t-il par un voyage. Et le premier livre du Pentateuque – celui qu'on nomme Genèse, dont le premier mot est « Au commencement » ou « En tête »[90] – raconte justement ce périple qui va de la création du monde jusqu'au départ de Joseph vers l'Égypte, c'est-à-dire de la naissance de l'homme à la liberté jusqu'au désastre de l'esclavage.

Dans l'histoire réelle du peuple, cette Genèse commence dans les terres de Mésopotamie, dix-huit siècles avant notre ère, pour se terminer avec la destruction du second Temple, en 70, et la soumission dans l'Empire romain. Elle va en somme d'un autre paradis terrestre à une autre Égypte.

En l'espace de ces quinze siècles – au moins –, ce petit peuple a fait surgir une religion dont le tiers de l'humanité d'aujourd'hui aura fait le socle de sa croyance, et a structuré un rapport à l'argent qui servira plus tard de fondement au capitalisme.

1. Jusqu'en Égypte : du troc à l'argent

Ish et Adam

Si l'on ne peut affirmer en toute certitude l'existence d'un peuple hébreu avant qu'il arrive en Canaan – il y a plus de trois mille deux cents ans –, on ne peut en raconter l'histoire sans s'intéresser à la façon dont lui-même se souvient de son épopée antérieure. Même s'il n'existe aucune preuve matérielle des événements que raconte son Livre sacré, ceux-ci resteront pour les Hébreux, au long des siècles, une source d'inspiration morale, politique, économique et sociale, un guide des comportements quotidiens, une leçon de vie, de courage, un acte d'espérance dans le royaume de Dieu.

Rares sont les cosmogonies dans lesquelles le premier homme ne fait pas partie du peuple qui les raconte. C'est pourtant le cas du récit biblique, pour qui le premier homme n'est pas un Hébreu.

Cet homme, Ish ou Adam, vit d'abord au jardin d'Éden, lieu de non-désir, d'innocence et d'intégrité qui lui garantit l'abondance et le préserve des nécessités du travail, sinon pour garder ce jardin. Le jardin d'Éden ne lui

appartient pas, mais il n'a besoin de rien posséder pour y vivre heureux, d'abord seul, puis avec une compagne : le premier besoin est d'ordre sexuel, le premier rejet est la solitude. Seuls deux interdits le frappent, qui tous deux concernent la nourriture : il ne doit pas manger des fruits de l'Arbre de la connaissance – car il y découvrirait le savoir, la conscience de soi et donc le doute – ni de ceux de l'Arbre de la vie – car il y gagnerait l'éternité. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit de privilèges de Dieu. Première inscription de l'humaine condition dans l'économie : pour ne pas désirer, l'homme ne doit pas connaître l'étendue de son ignorance ni la finitude de sa condition. Sitôt qu'il viole l'un de ces deux interdits – en mangeant le fruit défendu –, il découvre la conscience de soi et le désir ; il est alors relégué dans le monde de la rareté où rien n'est disponible sans travail.

Le désir produit la rareté, dit ainsi la Bible, et non pas l'inverse, comme le laisserait penser l'évidence. Première leçon d'économie politique…

Cette expulsion du jardin d'Éden, cet exil de la condition humaine fait de l'homme un être matériel. Il devient un être de chair et de sang. Tout de suite, la recherche de la subsistance lui est pénible ; deux fois plus difficile même, dit le commentaire, que l'enfantement pour sa compagne, et deux fois plus ardue que la recherche du salut. Ish, l'homme sans nom, l'homme générique, devient alors l'homme particulier, qui passe avec Dieu un contrat transformant la condition humaine en projet : réaliser le royaume de Dieu sur la terre pour retrouver l'innocence morale, faire disparaître le manque.

Pour la première fois, une cosmogonie ne se vit pas comme cyclique ; elle ne se donne pas pour but le retour du même. Elle fixe un sens au progrès ; elle fait de l'Alliance avec Dieu la flèche du temps ; elle accorde à l'homme le choix de son destin : le libre arbitre. Ainsi est posée la fonction de l'économie : cadre matériel de l'exil et moyen de réinvention du paradis perdu. L'humanité a désormais un objectif : dépasser sa faute. Elle dispose d'un moyen pour l'atteindre : mettre en valeur le temps.

Mais, raconte la Genèse, génération après génération, tout dérape. Les hommes, au lieu de travailler à réinventer un nouveau Jardin de délices, s'en éloignent par leurs conflits et leurs ambitions. Plus ils oublient Dieu, plus ils peinent pour survivre. La Genèse n'est plus alors que le récit, d'Abel à Noé, de Noé à Abraham, d'Abraham à Joseph, de la confrontation de plus en plus désastreuse de l'homme avec toutes les contraintes de l'économie.

Incapables de préférer les exigences de la morale à celles de la rareté, les fils d'Adam s'entretuent. Caïn – dont le nom signifie « acquérir » ou « jalouser » – reçoit la terre en partage. Abel – dont le nom renvoie au néant, au souffle, à la vanité, à la fumée – reçoit les troupeaux[132]. Quand le paysan refuse au berger le droit de passage, l'un des deux frères y laisse la vie. Deuxième leçon d'économie : nul ne désire que ce que l'autre désire ; il n'y a donc de société possible que dans la différenciation des besoins[165].

Le meurtre du berger n'est pas un simple fratricide ; le vrai coupable est la terre elle-même, cette terre maudite que Caïn n'avait reçue en partage que pour y accueillir son frère[132]. Si la Bible donne le beau rôle à la victime nomade, si elle laisse survivre le meurtrier sédentaire, c'est pour le lancer, à son tour, dans un voyage rédempteur.

Comme Il l'a fait avec Adam, Dieu exile Caïn ; Il en fait un démuni, un voyageur, un nomade, pour lui apprendre à vivre l'autre côté de la violence.

Ces premières leçons ne suffisent pas. Les enfants de Caïn retombent encore et encore dans les engrenages du défi à Dieu, de la rivalité des semblables, du combat pour les biens rares. Plusieurs fois, Dieu tente de les remettre sur la voie du contrat passé avec Adam. À chaque tentative, aux temps des ouvriers de Babel ou des délires de Sodome et Gomorrhe, Dieu renouvelle Son geste de colère et renvoie les hommes à leur faiblesse.

D'Abraham à Jacob

Juste après un Déluge refondateur, Dieu choisit une autre stratégie : puisque tous les hommes ne sont pas accessibles à Ses raisons, Il chargera un peuple d'être Son intermédiaire auprès d'eux. Il lui confiera des devoirs particuliers, sans aucun privilège. Il exigera de lui qu'il serve d'exemple, qu'il répare le monde brisé par la faute. Ainsi naît le peuple « hébreu ». Il ne deviendra le peuple « juif » que quinze siècles plus tard.

Il y a quatre mille ans, si l'on en croit le récit de la Genèse, un petit-fils de Noé, nommé Ever, erre en Anatolie[16]. Avant d'y parvenir, il traverse les premières cités-États (Ourouk, Lagash, Girson et Kish) où des peuples adorent des divinités liées à la fertilité, connaissent l'écriture, pratiquent

l'irrigation, travaillent le bronze, utilisent l'or et l'argent comme moyens d'échange[157]. Un ancien officier du roi de Kish, Sargon, vient de les fédérer en un empire akkadien, qui vassalise Sumer, sans cesse attaqué par des peuples de passage qu'il soumet en intégrant le style de vie et les cultes de ses victimes[133]. Parmi ces peuples errants que croise Ever en Anatolie, il y a les Hittites, décrits comme des « rustres de la montagne qui ne connaissent pas le blé », « qui ne connaissent pas de maison ni de ville », parlant la plus ancienne des langues dites aujourd'hui indo-européennes[429]. Sumériens et Hittites s'affrontent et s'observent, chacun se construisant un territoire.

Les descendants de Noé, la tribu d'Ever, devenus Apirus ou Haribus, sont marchands caravaniers, éleveurs d'ânes[6], petits pasteurs en voie de sédentarisation[430]. Ils prient l'ancêtre immédiat, qui les accompagne et les protège, en échange de sacrifices d'animaux et de pierres dressées à chaque étape.

Un peu plus tard, vers − 1730, la Mésopotamie s'organise en un royaume unique avec pour capitale Babylone, « porte de Dieu », et pour roi Hammourabi. On retrouvera quelques traces de son « code » dans les lois juives ultérieures[157].

C'est alors que, selon le récit biblique, l'un de ces nomades Apirus, Térah, riche éleveur de bétail, quitte Our, en Chaldée sumérienne (ou Oura, en Anatolie), et s'installe, avec ses femmes, ses enfants, ses bergers et ses troupeaux, à Harran, en Assyrie hittite[6]. Venant de l'empire ennemi, il n'est pas très bien reçu et a du mal à obtenir le droit de faire paître ses troupeaux.

Un des fils de ce Térah, Abram – né, dit la Genèse, en -1812, soit vingt générations après Adam et dix après Noé –, quitte alors le clan paternel et épouse, parmi d'autres femmes, Sarah (dont le nom rappelle celui de Saraï, autre nom de Ningal, déesse de la Lune à Our comme à Harran[6]).

Voici que Dieu lui parle. Il lui donne l'ordre de fonder un nouveau peuple, un peuple-prêtre responsable devant Lui de la condition humaine. Tout ce que Dieu voudra dire aux hommes, Il le dira à ce peuple. Et tout ce qu'Il lui dira s'adressera en fait à tous les hommes. Abram doit apporter aux hommes le bonheur de Dieu.

Ainsi, au moment même où s'annonce, plus à l'est, en Inde, une autre pensée fondatrice, les Veda, le monothéisme surgit en Asie Mineure. Il ne pouvait apparaître qu'à des nomades ayant besoin de voyager léger – sans beaucoup d'idoles – et vite – sans avoir le temps d'adopter les dieux des pays traversés. Double abstraction : un seul dieu – El ou Elohim, curieux pluriel, dieu ou YHWH –, et le même pour tous les peuples[6]. Formidable bouleversement !

La Genèse raconte alors la dispute entre les bergers du clan d'Abram et ceux de son neveu Loth, pour le contrôle de terres. Loth part vers l'est et la riche plaine irriguée du Jourdain, et s'établit à Sodome. Abram – il a alors soixante-quinze ans – part vers le sud et les collines d'Hébron en Canaan. Le sud représente la sagesse spirituelle, la lumière de la Loi ; l'orient désigne la richesse temporelle.

La terre de Canaan où arrive Abram est un pays riche ; par là passent toutes les caravanes en route vers l'Asie. Elle est morcelée en une mosaïque de petites cités-États sous la tutelle de l'Égypte, où règne alors la XII[e] dynastie, dans les archives de laquelle on trouve des textes d'exécration dirigés contre des « rebelles » cananéens.

Il semble que les Apirus rencontrent à Canaan un autre peuple d'Asie, les Hyksos, guerriers sophistiqués, dont un des dieux, Seth, se confond avec le Baal des Cananéens[6].

Lorsque Abram, devenu Abraham, s'installe en Canaan, Dieu lui donne deux ordres.

D'abord, de croître, de se multiplier et de mettre en valeur la terre. Dieu lui demande d'être riche pour Le servir. Aussi la Genèse (13, 2) mesure-t-elle avec fierté les progrès de cette richesse : « Abraham était lourd en troupeaux, argent et or » – tous biens constituant alors les principales monnaies d'échange. Et, pour les obtenir, presque tous les moyens sont bons, y compris la ruse : Abraham va jusqu'à faire passer sa femme Sarah pour sa sœur, escomptant ainsi recevoir des cadeaux de ceux qui voudraient l'épouser !

Ensuite, Dieu lui interdit le sacrifice humain en écartant le couteau de la gorge d'Isaac, fils d'Abraham et de Sarah, préféré, selon le texte, à Ismaël, l'aîné, fils d'une autre de ses femmes, Agar, et en qui la tradition voit

l'ancêtre des Arabes du désert. Dieu met ainsi fin, pour le seul peuple hébreu, à des millénaires de meurtres rituels. Dieu n'a pas besoin de sacrifice humain, mais Il ne renonce pas au sacrifice animal ; Il place ainsi l'homme à part dans la Création et détourne la violence vers la seule destruction de ses richesses matérielles.

Ces deux premiers ordres de Dieu à Son peuple ne sont pas indépendants l'un de l'autre : la richesse sous forme de troupeaux, d'or ou d'argent est le meilleur substitut à la violence. On retrouvera à mille et une reprises ce lien entre l'argent et le sang, lancinant avertissement lancé par Dieu aux Hébreux et, à travers eux, à tous les hommes : l'argent est d'abord un moyen d'éviter la violence. En s'imposant à lui-même le remplacement du sacrifice par l'offrande, le peuple juif annonce tout son destin : il utilisera l'argent comme un moyen de réparer les dommages et d'arrêter l'engrenage des représailles. L'argent va devenir pour lui un moyen de négocier au lieu de combattre, de faire la paix. Par l'argent, le peuple juif va dire sa haine de la violence. Jusqu'à ce que la violence de l'argent se retourne contre lui…

Les deux ordres reçus se nouent dans le premier acte majeur d'Abraham en Canaan : quand il s'agit d'enterrer Sarah, sa femme, mère d'Isaac, il ne choisit pas un terrain conquis par la force, mais une grotte achetée à un Hittite, Efron, à Makhpela, non loin d'Hébron (Genèse 15, 13-16). Tout est fait pour que cette cession ne puisse jamais être remise en cause : elle a lieu en public ; Abraham ne discute pas le prix exorbitant que l'autre lui demande (Genèse 15, 23-15) : 400 shekels (le mot désigne alors encore une unité de poids), soit 4,6 kilos d'argent. On les pèse avec des poids d'une grande exactitude, dont chacun s'emploie à vérifier la sincérité.Des milliers de pages ont été écrites pour expliquer pourquoi, en fait, Abraham achète cette grotte aux hommes et la loue à Dieu, et pourquoi le prix en est de 400 shekels. La location rappelle que les hommes ne sont que de passage et que toute propriété, même la plus durable, comme le tombeau, ne peut être qu'un prêt de Dieu. Celui-ci dit d'ailleurs : « La terre est à moi, car vous n'êtes que des étrangers domiciliés chez moi » (Lévitique 25, 23). Il ne faudra jamais oublier cette précarité qui entraîne l'obligation de se montrer hospitalier envers les étrangers.

Le prix non plus n'est pas le fait du hasard, et la façon dont l'expliquent les commentateurs juifs ultérieurs mérite d'être rapportée, car elle fournit un excellent exemple de la manière dont raisonneront pendant des millénaires

les exégètes de ces récits. En hébreu comme dans beaucoup d'autres langues de l'Antiquité, les nombres se notent par des lettres. Or il se trouve que la dernière lettre de l'alphabet hébraïque désigne le nombre 400, et que, pour compter au-delà, il faut utiliser deux lettres et non plus une seule ; aussi 400 constitue-t-il une sorte de limite du mesurable. En outre, on peut décomposer 400 en 8 fois 50. Or 8 fait suite au nombre des jours de la semaine, et 50 fait suite à 49, nombre d'années après lequel il faut rendre toute terre à son propriétaire initial ; 8 et 50 représentent donc l'un et l'autre des nombres bornant à l'extérieur des cycles du temps humain. 400 symbolise l'au-delà du temps humain.

Or, au-delà du temps humain, c'est l'éternité. « 400 » revient ainsi à signifier le droit éternel acquis par Abraham sur la grotte, le droit éternel des Juifs sur Hébron et plus largement sur la terre de Canaan. On aura compris que, jusqu'à aujourd'hui, ce nombre même résonne comme un coup de tonnerre géopolitique…

Abraham meurt à cent soixante-quinze ans, soit un siècle après son arrivée à Canaan. Après lui, deux générations, celle d'Isaac puis celle de Jacob, vivent et prospèrent en Canaan. Leur religion se précise[16]. De nombreuses fêtes cananéennes sont transposées par les Hébreux en anniversaires des principaux épisodes de leur histoire du monde[6].

Isaac et Jacob confirment la nécessité de s'enrichir pour complaire à Dieu. Isaac rassemble des animaux. « Il alla s'enrichissant encore jusqu'à ce qu'il devînt puissamment riche. Il eut de grands troupeaux de menu bétail, de grands troupeaux de gros bétail et beaucoup d'esclaves » (Genèse 26, 13-14). Après lui, Jacob « devint très riche, il eut de nombreux troupeaux, des servantes et des serviteurs, des chameaux et des ânes » (Genèse 30, 43). Dieu bénit sa fortune et lui permet d'acheter son droit d'aînesse à son frère Ésaü – preuve que tout se monnaie, même pour un plat de lentilles…

Après un combat avec un ange qui, au petit matin, s'avoue vaincu par la sagesse du patriarche, Jacob, blessé à vie, reçoit de son mystérieux adversaire le nom d'Israël (« le combattant de Dieu »), qu'il transmettra à sa descendance. Puis il répartit les terres conquises, ou acquises plus ou moins pacifiquement depuis son grand-père, entre ses douze fils nés de ses deux femmes, Léa (Ruben, Siméon, Lévi, Juda, Issachar et Zabulon) et Rachel (Joseph et Benjamin), et de deux servantes, Bilhah (Dan et Nephtali) et

Zilpah (Gad et Acher). La polygamie est en effet, et restera longuement, la pratique admise par les Hébreux, comme elle l'est pour tous les peuples de la région.

Puis survient, dit le Livre, la famine en Canaan ; elle renvoie peut-être à la terrible crise économique qui frappe le Moyen-Orient à cette époque[157]. Elle pousse la famille de Jacob – ou au moins une partie d'entre elle – vers l'Égypte. Ce n'est pas nouveau : le Proche-Orient manque d'eau, alors qu'en Égypte les terres fertilisées chaque année par les limons du Nil accueillent champs et vergers. Aussi, chaque fois qu'une sécheresse se prolonge en Orient, les tribus asiatiques de Canaan, de Cappadoce et de Mésopotamie y affluent. Les Hyksos – que les Hébreux ont connus à Hébron et avec lesquels ils se sont mêlés – ont d'ailleurs profité d'une telle circonstance pour fondre sur le Nil[157]. Grâce à une force militaire supérieure, notamment due à l'usage des chevaux pour tirer des chars – ce que les Égyptiens ne maîtrisent pas –, ils ont pris le pouvoir à Memphis puis à Thèbes, privant le clergé d'Amon des produits d'Asie, désormais acheminés vers Avaris, le sanctuaire de Seth, frère d'Osiris et dieu favori des Hyksos.

Leur pharaon, Séti I[er], se dit le filleul de leur dieu, Seth, qui remplace Horus et protège la production des oasis[16]. C'est au même moment, plus au nord, chez les Hittites à leur apogée, qu'on trouve les premières traces écrites[6] de la présence des Apirus ou Apirou dans des textes évoquant des personnages dont les noms pourraient être ceux d'Abraham, d'Isaac et de Jacob.

2. Israël en Égypte : de l'argent à l'or

Richesse d'exil

Voici donc les Hébreux (ils ne deviendront « les Juifs », habitants de la Judée, que sept siècles plus tard) en Égypte, vers − 1600 peut-être. Ils sont bien accueillis par les puissants Hyksos, qu'ils ont connus en Canaan.

À moins de suivre la Genèse quand elle raconte (37, 41) qu'ils y sont reçus par un certain Joseph[131]. Mais de cela, nulle trace historique. Première figure du Juif de cour, ce Joseph est un des fils de Jacob, abandonné par ses frères dans un cul-de-basse-fosse, grand séducteur devenu le conseiller du pharaon pour avoir su prévoir une crise économique – en interprétant un rêve – et fournir au prince une façon de la régler : constituer des réserves, forme primitive de l'épargne. La métaphore des sept vaches grasses et des sept vaches maigres, nouveau cours d'économie politique donné par la Bible, révolutionne l'ordre social : ne pas consommer toute la récolte, prévoir les menaces de l'avenir et en tenir compte. Donner un rôle au temps dans la maîtrise de la nature.Là se termine le récit du premier livre de la Genèse. La formation historique du peuple hébreu n'est pas pour autant terminée. Il lui faudra beaucoup de temps pour se donner une Loi écrite, retrouver un royaume, puis le perdre. Son rapport à l'argent et au monde achèvera alors de se constituer. Dans cette genèse historique, on sera allé d'une naissance dans un paradis terrestre, Canaan, à un exil en esclavage, Rome ; là encore, les biens matériels auront été au cœur d'une formidable mutation théologique et politique.

Pendant quelques siècles, jusque vers − 1200, les Hébreux semblent d'abord vivre heureux en Égypte. Amis des princes hyksos (peut-être leurs cousins), ils y deviennent une communauté nombreuse et puissante, nation dans la nation. Sans pourtant disposer encore de texte sacré – il est interdit de l'écrire – ni de rites bien arrêtés, ils se vivent comme le Peuple choisi pour servir d'exemple, faire connaître l'unicité de Dieu. Certains se préparent à retourner un jour vers la Terre promise tandis que d'autres vivent en Égyptiens. Ils exercent tous les métiers : de commerçant à maçon, de menuisier à paysan ou officiant. Plusieurs sont admis au sein de l'élite égyptienne, dont ils apprennent la langue et adoptent les coutumes. Ils deviennent astronomes, scribes, officiers dans l'armée, financiers. Certains s'assimilent et quittent le groupe originel. La plupart sont pauvres, à l'instar des autres Égyptiens, et se fondent si bien dans le peuple qui les accueille qu'on a pu soutenir, en forçant très grossièrement le trait, qu'ils ne sont plus désormais que des Égyptiens, que toute leur culture ultérieure n'était qu'une expression parmi d'autres de la culture de la vallée du Nil.

Selon un schéma imité de l'organisation égyptienne, ils s'organisent en tout cas (au moins métaphoriquement) en douze familles ou tribus issues

des douze fils de Jacob – toutes polygames, elles-mêmes divisées en clans, subdivisés à leur tour en « maisons paternelles » administrées par des juges (*chofetim*), des policiers (*choterim*) et des gardes (*chomerim*). Un prince (*nassi*) prend les décisions concernant le peuple entier sous le contrôle de l'assemblée des chefs de clan, l'*eda*. Il ne rend compte qu'au pharaon, avec qui il négocie les impôts et les corvées.

Ils commercent entre eux et avec les Égyptiens, mais sans leur accorder les mêmes avantages qu'à leurs frères en difficulté. Une solidarité s'organise entre les Hébreux, faite de troc et de prêts sans intérêt.

La monnaie n'existe pas encore sous sa forme moderne ; on compare les objets que l'on échange à des quantités abstraites d'or ou à toutes sortes d'autres métaux travaillés en lingots à poids fixe. On trouve sur une stèle du xviii^e^ siècle av. J.-C. : « Vendu à Hay, par le brigadier Nebsem, un bœuf, soit 120 mesures [*deben*] de cuivre. Reçu en retour deux pots de graisse [soit 60 *deben*], cinq pagnes de tissu fin [soit 25 *deben*], un vêtement de lin méridional [soit 20 *deben*], un cuir [soit 15 *deben*][17]. »

Dans une tombe de Thèbes datant du xv^e^ siècle av. J.-C., un bas-relief représente une balance avec deux bœufs sur l'un des plateaux, et neuf anneaux de métal sur l'autre. À partir de ce siècle, des lingots de plomb ou d'or de taille incertaine commencent à servir d'instruments de règlement des échanges.

Les exilés n'ont pas rompu les liens avec ceux des leurs qui sont restés en Canaan. Par l'intermédiaire des marchands hébreux qui suivent les routes des caravanes, ils échangent avec eux des manuscrits religieux ainsi que d'innombrables marchandises : or de Nubie (cette « chair des dieux », que les orfèvres transforment en bijoux et objets funéraires), cuivre, améthyste, ébène, encens, huile, œufs d'autruche, peaux d'animaux exotiques, ivoire, etc. Ils s'installent ainsi parmi les principaux marchands et courtiers de l'empire.

Mais, quand changent les puissants, leur force commerciale et leur proximité du pouvoir deviennent funestes aux Hébreux. Nouvelle leçon pour l'avenir. Vers − 1600, des prêtres thébains trouvent la force de se dresser contre les occupants hyksos. Un certain Ahmosis s'empare d'Avaris, chasse les envahisseurs, restitue leur puissance aux prêtres de Thèbes et

fonde la XVIII[e] dynastie, avec laquelle les Hébreux d'Égypte n'ont aucune relation. La Bible le dit magnifiquement dans sa saisissante concision : « Un roi nouveau s'éleva sur l'Égypte, lequel n'avait point connu Joseph » (Exode 1, 8). Cette nouvelle dynastie, les Aménophis, restaure le dieu Amon comme protecteur.

L'économie se perfectionne

On va vers quelque chose qui ressemble à de la monnaie. En Égypte, l'or, le cuivre, l'argent et le bronze servent de monnaie de compte. Ainsi, l'hiéroglyphe égyptien désignant l'or consiste en une enfilade de perles.

Le régime se fait plus dur. Pour affronter les Hittites, qui se montrent pressants au nord-est, les Égyptiens constituent une véritable armée de métier, terrestre et maritime. C'est à cette époque qu'on trouve pour la première fois les Hébreux cités dans des tablettes égyptiennes, à Tell el-Amarna. De pharaon en pharaon, la vie des Hébreux se dégrade. Vers − 1372, Aménophis IV prend le nom d'Akhenaton, élimine le clergé thébain et remplace Amon, protecteur de sa propre dynastie, par un dieu unique et universel, Aton, dieu du Ciel, qu'il interdit de représenter autrement que par un disque solaire d'où rayonnent de longs rais de lumière terminés chacun par une main humaine tenant l'hiéroglyphe de la vie. Étrange période sur laquelle des dizaines de théories ont été émises sans qu'on en ait vraiment trouvé la clé[157]. Il se peut que le nouveau culte, peut-être monothéiste, soit inspiré par celui des Hébreux ; mais il semble aussi que ceux-ci ne se plient pas à l'ordre nouveau et applaudissent à la mort plus ou moins naturelle, en − 1347, du mystérieux pharaon[157] et à l'avènement de Toutankhamon.

Le clergé thébain et les militaires reprennent alors le pouvoir et installent la XIX[e] dynastie, qui durera jusqu'en − 1186. Ses pharaons, parmi lesquels Ramsès II (− 1294/-1229), s'acharnent contre les Hébreux. Ils s'inquiètent de leur nombre, de leur solidarité, de leur influence encore non négligeable dans l'appareil d'État et l'armée. Ils s'étonnent qu'une partie de l'élite égyptienne s'intéresse à cette religion si ancienne, proche de ce que la formidable science égyptienne donne à comprendre du monde, et qui a peut-être inspiré à Akhenaton l'idée d'abattre les prêtres d'Amon. Ils isolent

les Hébreux, leur interdisent d'exercer certains métiers, de se marier, d'avoir des enfants, tuent tous les nouveau-nés, et transforment les survivants en esclaves qu'ils envoient produire des briques et construire villes et monuments du Nouvel Empire : « Et il [le peuple hébreu] bâtit pour Pharaon des villes d'approvisionnement, Pithom et Ramessès » (Exode 1, 11).

Puis vient Moïse, sauvé et sauveur. En tout cas selon la Bible, car l'histoire égyptienne ne dit rien de cet Hébreu réchappé par miracle du massacre des nouveau-nés pour devenir prince, presque frère de Pharaon. Selon le Livre, il tue un Égyptien qui maltraite un Hébreu, se découvre hébreu lui-même et reçoit de son Dieu, par un buisson ardent, mission de libérer son peuple de l'esclavage pour le ramener sur sa terre. Étrange décision de Dieu que de choisir un Hébreu ignorant de ses origines, parvenu au faîte du pouvoir d'État chez l'étranger, pour en faire le chef d'une révolte d'esclaves ! On en verra plus tard bien d'autres exemples.

Leçon politique pour l'avenir, mais aussi leçon d'économie : si Dieu n'a pas tenu rigueur à Moïse de s'être assimilé, d'être devenu riche et puissant chez les non-Hébreux, au point même de le choisir comme Son patriarche, pourquoi ne pas en faire autant ?

Car Moïse accepte la mission que Dieu lui dicte. Il propose à Pharaon, son presque frère, de lui racheter les esclaves. Refus méprisant du monarque qui aggrave leurs conditions de travail, exigeant d'eux la fabrication de plus de briques avec moins de matière première. Les Hébreux se retournent alors contre Moïse, qui implore l'aide de Dieu. Elohim intervient par de multiples prodiges pour établir Sa suprématie sur les dieux d'Égypte. Chacun de ces prodiges pourrait s'interpréter comme un signe de la maîtrise divine sur l'économie. Ainsi, le bâton changé en un crocodile assez puissant pour dévorer le saurien créé par les mages égyptiens énonce la maîtrise divine sur toutes les créations humaines, aussi prodigieuses soient-elles. Puis viennent les dix plaies qu'Elohim inflige à l'Égypte pour qu'elle laisse partir Son peuple. Dix sanctions économiques parfaitement ciblées, hiérarchisées pour faire de plus en plus mal au geôlier en s'attaquant successivement à toutes les sources de sa richesse : l'eau, l'air, les poissons, l'agriculture, le blé, les troupeaux, le climat, etc. Les mots mêmes qui les désignent recèlent des messages à caractère économique. Ainsi l'une des plaies, le sang, est-elle nommée par le même mot, *dam*, qui désignera plus

tard l'argent *(damim)* : le sang et l'argent, inséparables depuis le sacrifice d'Isaac.

De fait, l'argent seul ne suffit pas ; il faudra la mort des premiers-nés d'Égypte pour que Pharaon se décide à laisser partir les Hébreux.

Exil et liberté

Et à les laisser partir riches. Quatre textes l'établissent. D'abord, la prédiction faite longtemps auparavant à Abraham : « Vous sortirez de ce pays-là avec de grandes richesses » (Genèse 15, 13-14) ; puis l'ordre donné à Moïse devant le buisson ardent : « Chaque femme demandera à sa voisine et à son hôtesse des vases d'or et d'argent, des vêtements, vous en couvrirez vos fils et vos filles, et vous dépouillerez l'Égypte » (Exode 3, 21-22) ; puis l'ordre transmis par Moïse aux chefs de tribu juste avant le départ : « Que chacun demande or et argent » (Exode 11, 1-2-3) ; enfin, le brutal résumé de la situation, un peu plus loin : « Ils demandèrent et dépouillèrent » (Exode 12, 35-36). À ceux qui s'étonnent de voir des esclaves fuir riches, les commentateurs[150] répondront au fil des siècles que ces richesses leur sont dues en guise de compensation pour le travail fourni gratuitement pendant les années d'esclavage, ou de cadeau d'adieu, ou encore de tribut payé aux vainqueurs par une armée vaincue. Certains exégètes juifs du Moyen Âge, tel Rachi de Troyes, noteront aussi que ces biens ne profiteront pas aux Hébreux : une fois parvenus en Canaan, ils les cacheront dans le Temple qui sera pillé par les Babyloniens, puis par les Grecs, puis « par les Romains qui l'ont repris aux Grecs, et l'argent est toujours à Rome »[325].

Nouvelle leçon d'économie : l'argent extorqué par la force ou par la terreur repart par le même chemin. Une partie, d'ailleurs, disparaîtra encore plus tôt : en prenant l'or des Égyptiens, les Hébreux prennent en réalité de quoi fabriquer un Veau d'or qui, on va le voir, coûtera la vie à presque tous les chefs de famille.

Selon la tradition, c'est en − 1212 qu'a lieu ce départ. Les textes égyptiens de l'époque mentionnent d'ailleurs l'expulsion d'un peuple malade, ou d'un peuple au roi lépreux, et un soulèvement d'esclaves étrangers. En − 1207, on trouvera aussi une deuxième référence égyptienne aux Apirus sur une

stèle consacrée au pharaon Mineptah, fils et successeur de Ramsès II, qui les poursuit, au-delà de la mer Rouge, jusqu'en Canaan, alors partiellement sous contrôle égyptien.

Des dizaines de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants partent donc, certains riches d'or, d'argent et de toutes sortes de biens, voire avec des esclaves. Quelques amis, maris ou épouses égyptiens les accompagnent dans ce voyage vers le nord-est, en direction de Canaan, à travers le désert du Sinaï.

Pour survivre le temps d'une marche, qu'on escompte brève, Moïse impose une organisation très rigoureuse : économie nomade mêlant sans cesse le religieux et le matériel. Il exige d'abord de chacun, riche ou pauvre, de décliner son identité, de verser un demi-shekel d'argent (Exode 30, 11-16) – lequel n'est encore qu'un poids, pas une monnaie –, de sacrifier un agneau par famille. Il enjoint aux artisans de fabriquer des objets solides, mais légers. En souvenir de ce qu'ils viennent d'endurer, il leur interdit tout travail humiliant, impose le repos hebdomadaire, accorde à tous les esclaves sept semaines de liberté par an (Exode 20, 10) et ordonne de libérer les esclaves hébreux au bout de six ans (Lévitique 25, 42 ; Exode 21, 1). Pour régler les conflits, il formule une règle de proportionnalité entre faute et punition (Exode 21, 12), et fixe un dédommagement en or ou en argent pour réparer tout dommage, même corporel. Enfin, il exhorte chacun à se montrer aimable avec les étrangers rencontrés dans les caravanes ou les oasis : on peut avoir besoin de leur eau et de leur nourriture. Il charge une des tribus, celle des Lévi, de faire appliquer rigoureusement ces règles.

De tout cela, le peuple ne veut pas. Il n'est pas sorti d'un esclavage, clame-t-il, pour retomber dans un autre. On murmure et proteste. On ne voit pas pourquoi se doter de règles aussi strictes pour un voyage aussi bref. Dans quelques jours on sera en Canaan, on posera les sacs, on fera fête sur la Terre retrouvée. Aussi, dès que Moïse s'éloigne du campement pour aller recevoir, sur le mont Sinaï, la Loi promise par Dieu, certains Hébreux entreprennent de construire une idole avec leur butin.

Étrange projet fait à la fois de dérision et de défi : volonté de s'approprier les dieux des anciens maîtres, de se dire les égaux de ceux qui les ont si mal traités, tout en oubliant le Dieu unique sans lequel ils seraient encore en train de mouler des briques en enfer. Aaron, le frère de Moïse, aidé par la

tribu des Lévi, fait tout pour retarder la fabrication de l'idole jusqu'au retour de son frère. Il suggère d'abord aux meneurs de choisir comme modèle un veau, symbole de la richesse en Égypte, espérant que le ridicule sautera aux yeux de tous. Mais, comme ce n'est pas le cas, il propose de réquisitionner pour le fabriquer tous les bijoux emportés d'Égypte, espérant que les femmes qui les ont récupérés s'y opposeront. Rien n'y fait. L'essentiel du trésor enlevé d'Égypte se trouve englouti dans la fabrication d'un somptueux Veau d'or. Le message est clair : adorer un seul Dieu ou bien se prosterner devant les richesses données par Dieu pour que les hommes l'aiment.

Nouvelle leçon d'économie : l'argent, outil au service de Dieu, devient un concurrent de Dieu, un objet d'idolâtrie, un danger s'il devient une fin en soi. Autrement dit, l'enrichissement est une forme d'idolâtrie s'il n'est pas encadré par des règles morales.

Plus tard, l'équivalence déjà posée entre l'argent et le sang deviendra, pour les ennemis des Juifs, une équivalence entre l'argent et Dieu, et donc entre Dieu, argent et sang. Un jour, diront-ils, le sang de Dieu sera échangé contre de l'argent. On ne sortira plus, dans l'antijudaïsme, de ce triangle infernal.

Au bout de quarante jours, Moïse revient de sa retraite avec le Décalogue, le texte que Dieu lui a dicté. Fou de colère au spectacle de l'idole en or, il la « brûle », dit le texte – ce qui indiquerait que le Veau n'est qu'en bois plaqué d'or ; ou encore, disent les commentateurs, il le fait fondre avant de faire couler le métal fondu dans la bouche de trois mille coupables. Le texte affirme ainsi que Moïse fait disparaître tout ensemble les richesses d'Égypte et l'élite du peuple hébreu. Celle-ci pour avoir convoité celles-là. Encore une fois, sang et argent.

Au peuple abasourdi par la succession d'événements – l'évasion, le franchissement de la mer Rouge, l'entrée dans le désert, puis l'extermination des idolâtres – Moïse demande de considérer comme sa principale richesse un bien qu'il ne pourra ni vendre ni consumer, mais que chacun pourra posséder sans en priver l'autre : la Loi. Peuple de passage, usufruitier d'un texte, il devra tout en connaître et tout en vivre pour le transmettre, pour en faire la colonne vertébrale du monde. Moïse impose ainsi le Décalogue au peuple maté. Dix commandements qui fondent une morale, une éthique, et dont les dimensions sociales sont considérables. Ils exigent en effet le

travail, imposent le repos hebdomadaire, interdisent la fabrication d'objets sacrés, protègent les contrats et la propriété privée, assimilent le vol à un rapt et le rapt à un meurtre.

Moïse donne alors à la tribu des Lévi mission de faire respecter ces commandements. Parce qu'ils sont les seuls à ne pas avoir participé à l'idolâtrie du Veau d'or, il fait d'eux des élus parmi les élus. Et, pour maintenir à douze le nombre des tribus non sacerdotales, il divise en deux celle de Joseph (autour de ses deux fils, Menasseh et Ephraïm).

Moïse comprend néanmoins que ses compagnons de voyage, ayant connu l'humiliation de l'esclavage et la tentation du Veau d'or, ne seront pas capables d'obéir à cette Loi : ils ont été trop longtemps soumis pour accepter le libre arbitre, pivot de la Loi. Il lui faut donc changer le peuple, le remplacer par une génération sans mémoire, qui n'aura pas connu l'Égypte. Ainsi tombe le verdict : tous ceux qui ont connu l'Égypte devront mourir dans le désert. Aucun ancien esclave n'aura accès à la terre de la liberté.

S'organise alors une hallucinante errance, le temps nécessaire pour forger un peuple de rechange. Pour aider les Hébreux dans ce labyrinthe de sable et y élever les enfants qui devront prendre le relais, Dieu lève provisoirement une des contraintes essentielles imposées à l'homme depuis Adam : le travail. Une « manne » vient rassasier les voyageurs. Selon les commentaires, c'est une étrange matière qui prend le goût rêvé par celui qui la consomme : pour l'enfant, elle a goût de lait ; pour l'adolescent, de pain ; pour le vieillard, de miel. Ceux qui en mangent deviennent aussi forts que les anges. Mais la manne est aussi une nourriture fastidieuse : après qu'on l'a mangée, seule la faim a disparu. Aucun plaisir ne l'accompagne. Le Sinaï n'est pas le jardin d'Éden. La manne n'est pas vraiment disponible à l'infini : elle tombe chaque matin, devant chaque tente, et on ne doit prendre que la quantité exactement nécessaire à ses occupants. Ce qu'il prend en plus pourrit : pas de stock, donc pas de commerce.

Comme pour tous les événements de la Bible, on a cherché une explication rationnelle à ce phénomène. Certains scientifiques y voient une allusion à des insectes parasites de certaines plantes, les tamaris, qui poussent aujourd'hui encore dans le sud du Néguev. Les Bédouins utilisent même aujourd'hui ces insectes, les *Tamarix mannifera* – des coccidées

riches en hydrates de carbone, au goût sucré et poisseux –, comme substitut du miel. Et, aujourd'hui encore, ils les appellent… *man* !

Le peuple ne se satisfait pas de cette nourriture qui exige tant d'imagination pour avoir du goût. Il souhaite échapper à cette prison de sable, sortir du labyrinthe. Là encore, leçon d'économie : produire en abondance une nourriture, prodiguer gîte et couvert, supprimer la rareté ne suffit pas. Nul ne peut se contenter de vivre en ne comblant que ses besoins élémentaires. Chacun cherche à satisfaire des désirs et trouver du plaisir à s'en inventer sans cesse de nouveaux. Les hommes veulent la Terre promise, mais pressentent qu'elle ne leur suffira pas. Aussi ne sont-ils pas malheureux de ne faire que la chercher : l'errance dans le labyrinthe finit par constituer sa propre finalité.

De fait, avec le temps, certains des Hébreux égarés trouvent même du plaisir à cette déambulation sans fin. Au bout de quarante ans, ils se sont si bien accoutumés à cette vie de nomades sans besoins que leurs avant-gardes qui atteignent enfin Canaan critiquent ce pays où il faut travailler pour gagner sa nourriture.

Moïse, qui va mourir, leur dispense une ultime leçon d'économie : la routine de l'aliénation *(avodah)* ne vaut pas l'incertitude de la liberté *(melakh'a)*. Le nom de la première renvoie à la peine ; celui de la seconde, au pouvoir. Une fois de plus, dans le judaïsme, le message gît dans le sens caché des mots.

3. Le sens des mots : nomadisme et abstraction

On ne peut rien comprendre à la pensée juive, en particulier à son rapport à l'argent, si l'on ne s'intéresse pas au sens des choses tel que le révèle la généalogie des mots qui les désignent. Les mots ont d'ailleurs été donnés aux hommes, dit la Genèse, avant même les choses qu'ils nomment, et ils vivent indépendamment d'elles. Aussi, vouloir décrire le rapport du judaïsme à l'économie, c'est d'abord s'attacher à analyser les mots qui peuvent le décrire, chercher à comprendre leur histoire, leur relation avec d'autres mots. C'est, par exemple, débusquer des points communs entre des mots qui s'écrivent avec les mêmes consonnes (en hébreu, on n'écrit pas les

voyelles, et comme ailleurs de nombreux mots peuvent s'écrire avec les mêmes consonnes), ou entre des mots qui ont même valeur numérique (chaque lettre équivaut à un nombre, et un mot équivaut à la somme des valeurs de chacune de ses lettres).

En opérant ainsi, sans doute depuis l'époque de la traversée du Sinaï, les Juifs ont mis au point les principes mêmes de la spéculation intellectuelle et du discours scientifique, qui vise lui aussi à découvrir des invariants communs à des faits *a priori* sans rapport les uns avec les autres. Ainsi, en travaillant sur les mots, les Juifs d'il y a trois mille deux cents ans préparaient-ils les générations futures à l'abstraction, faculté si essentielle, on le verra, à la finance, à la science et à l'art.

Cette capacité d'abstraction constitue la première richesse du nomade. Nul ne peut la lui voler. Voici comment elle permet de jouer avec les mots de l'économie.

Être et avoir

La langue hébraïque ne comporte pas de verbe « avoir ». Le mot *yech*, qui signifie « être » ou « il y a », désigne aussi la relation de « celui qui est » avec les objets ; « j'ai » se dit *yech li*, c'est-à-dire « ceci est à moi » ou « il y a pour moi ». Autrement dit, la chose possédée ne se distingue pas de celui qui possède. Les objets vivent de la vie de leur possesseur, et quiconque se défait d'un objet perd beaucoup plus en force de vie que ce que lui rapporte en argent sa vente.

Argent

Le principal mot utilisé pour désigner l'argent, *kessef*, apparaît environ 350 fois dans la Bible[98]. Il s'écrit avec les trois consonnes *KSF* qui, vocalisées *kossèf*, désignent l'envie, la nostalgie, ce qui n'est évidemment pas sans rapport avec l'argent. Par ailleurs, ces trois mêmes consonnes, vocalisées *kassaf* ou autrement, forment un verbe qui apparaît à cinq reprises seulement dans toute la Bible, avec à chaque fois un sens voisin de

« désirer »[111]. Ces passages révèlent d'ailleurs les formes du désir[119] que l'argent permet de satisfaire.

L'argent permet de *réclamer* son dû, comme quand Job dit à Dieu : « Tu m'appellerais, et moi je te répondrais, et l'œuvre de tes mains tu la *réclamerais* » (Job 14, 15).

L'argent permet de satisfaire une *impatience*, comme quand David dit à propos de ses ennemis : « Ces gens-là sont à l'image du lion, qui est *impatient* de déchirer » (Psaumes 17, 12).

L'argent permet de satisfaire le *désir d'être aimé*, comme quand le prophète Sophonie proclame : « Ressaisissez-vous, *gens sans désir* », ce qu'on traduit encore par « peuples indignes d'être aimés » (Sophonie 2, 1).

L'argent permet de cesser de *languir*, comme quand le poète chante : « Mon âme *languit* jusqu'à se consumer » (Psaumes 84, 3).

Enfin, l'argent permet d'obtenir ce pour quoi on est *prêt à tout, sauf au vol*. Ainsi Laban dit-il à Jacob, qui le quitte en emportant les idoles prises par Rachel : « Pourquoi as-tu donc *volé* mes dieux ? » (Genèse 31, 30).

Ainsi, l'argent renvoie à la réclamation, au désir, à la langueur, à l'amour, à la passion[119]. Il permet de les satisfaire de façon non violente, civilisée. À condition de maîtriser ce désir ; car « qui aime l'argent n'est jamais rassasié d'argent », dit magnifiquement l'Ecclésiaste (5, 9). Leçon d'économie encore : l'amour du désir ne peut sécréter que du désir.

Mais, puisque l'hébreu aime jouer avec les lettres[296], on obtient aussi, en modifiant l'ordre de celles de *kessef*, ou en changeant une lettre du mot, d'autres mots qui approchent encore autrement le sens de l'argent, tels que *kachef* (sorcellerie), *hessef* (découvrir, révéler), *sahaf* (ravager) ou encore *sekef* (affaiblir, décourager, tourmenter). *Kessef* peut également se décomposer en *kes* (couper, annuler) et *sof* (fin) ; le mot signifie donc aussi la « fin de l'annulation » : l'argent marque ainsi la fin d'une rupture, d'une violence, la reprise d'une communication, le début d'un message. Très exactement ce qu'il est.

D'autres termes sont aussi utilisés pour nommer l'argent et en compléter le sens.

L'argent-monnaie se dit *maot*, ce qui, avec une autre vocalisation, peut se lire *mèèt* (ce qui dépend du temps). Autrement dit, l'argent est une façon de cristalliser le temps, celui du travail et celui de la négociation.

L'argent au sens de « redevance due » se dira également, plus tard, *DaMim*, qui est aussi le pluriel de *DaM* (sang). L'argent substitut du sang : on asperge l'autel avec le *sang (DaM)* de l'animal sacrifié, *acheté* avec l'argent *(DaMim)* de celui qui offre le sacrifice[98]. Dangereuse et lumineuse proximité, déjà rencontrée en Égypte à plusieurs reprises et que détourneront les accusateurs chrétiens puis musulmans pour accuser les Juifs de boire le sang des enfants. *DM* donne aussi *DaMa* (ressembler, comparer, représenter), car l'argent représente les choses afin de les comparer. *DM* peut enfin se vocaliser *DoM* (silence), ce qui revient à dire que l'argent réduit au silence, qu'il évite la discussion, mais aussi, selon la très belle interprétation ultérieure du Talmud (*Baba Qamma* 92 a), qu'en dépit de l'argent versé à titre de dédommagement, l'agresseur n'est pas quitte tant qu'il n'a pas obtenu le pardon de sa victime[296].

Un autre mot encore désigne l'argent, au sens de « fortune » : *mamone*, alors que *ma-moné* est le raccourci de *ma (ata) moné*, qui veut dire : « Que comptes-tu faire ? » Autrement dit, l'argent oblige à calculer ses actes.

Comme les lettres ont une valeur numérique, on peut aussi trouver des équivalences et des relations intéressantes entre les mots dont la valeur totale des lettres est identique. Ainsi, un rabbin du début du xiv[e] siècle, Jacob ben Acher, dit Ba'al ha-Tourim, fit remarquer que les trois mots *mamon* (fortune), *soulam* (échelle) et *oni* (pauvreté) ont la même valeur numérique :136. Il découvre dans ce lien entre trois mots *a priori* sans rapport, une interprétation du rêve de Jacob : l'échelle de Jacob, qui met en relation les hommes avec Dieu, nivelle les différences entre les riches et les pauvres.

Le peuple juif fait ainsi de la monnaie l'instrument unique et universel d'échange, tout comme il fait de son Dieu l'instrument unique et universel de la transcendance.

Payer

Le mot *leshalem* (payer) se vocalise aussi *shlemout* (intégrité) et *shalom* (paix). Autrement dit, le règlement des dettes est un moyen d'obtenir la paix. Là encore, l'échange monétaire apparaît comme une meilleure façon de régler les conflits que la dispute ou la guerre.

Valeur

Le mot *sha'ar*, qui désigne la « valeur » permettant de calculer une équivalence, vient d'une racine qui signifie aussi « fixer », « préparer » ; il désigne également la porte d'une ville, c'est-à-dire l'endroit où le tribunal rend la justice et fixe la valeur des choses et des actes. « Comme la *valeur* de son âme, ainsi il est » (Proverbes 23, 7). Autrement dit, tout se compte, tout est jugé. La valeur en argent de chaque chose est indissociable de sa valeur éthique. En hébreu moderne, le mot désigne le prix courant des choses, en particulier le cours des monnaies et des titres.

Commerce

Le mot *massa oumatane*, qui désigne le « commerce », signifie à la fois « prendre » et « donner ». Ce qui veut dire que le commerce n'est pas le résultat d'un calcul de bénéfice, mais la juxtaposition de deux dons équivalents, la simultanéité de deux actes généreux, unilatéraux, où chacun des deux protagonistes est en situation d'égalité…

On pourrait poursuivre à l'infini ce voyage sémantique. Par exemple, le mot qui désigne le marché, *chouk*, désigne aussi la jambe (plus particulièrement le tibia) et, par extension, le lieu où l'on marche, la rue, lieu de commerce par excellence.

4. Juges et rois : de l'or à la monnaie

En s'installant à Canaan, les Hébreux ont pour la première fois l'occasion de s'organiser en un pays doté d'un État. Au début, ils hésitent. Ils ont trop souffert du pouvoir pour en accepter un, même s'il est le leur. Mais les

exigences de la guerre et de l'économie les y poussent. Il faut des impôts, un budget, de la monnaie, des règles de propriété. Dans une impressionnante éclosion de lois et de procédures s'expérimentent certaines des valeurs et certains des principes de l'économie de marché, qui serviront de base aux lois de l'Occident pour les trois millénaires à venir.

Juges

Avant de mourir, dernier de ceux qui ont connu l'Égypte de Ramsès II, Moïse constate qu'il a passé le plus clair de son temps dans le désert entre prières et exégèses de la Loi. Il partage alors ces deux fonctions entre Éléazar, un fils d'Aaron, qui reprend le rôle de prêtre, et Josué (dont le nom signifie « Dieu a sauvé »), qui reprend la charge d'interpréter la Loi et de conduire la vie quotidienne du peuple en présidant un tribunal de soixante et onze juges (ce nombre on le verra a des vertus particulières). Ce tribunal n'est pas un gouvernement, mais une sorte d'assemblée démocratique au moins dans ses principes, dotée d'un chef à la fois militaire et politique, chargée de trouver la solution des problèmes concrets. Pas d'État, pas d'administration, pas de fiscalité centralisée.

En ce début du xii[e] siècle, Canaan est un territoire militairement et économiquement stratégique, au carrefour des principales routes commerciales de l'époque : à l'est, vers la Mésopotamie ; au nord, vers l'Anatolie ; à l'ouest, vers la Méditerranée et la Grèce ; au sud, vers l'Égypte qui en a la tutelle.

Une multitude de cités-États indépendantes, villes marchandes, ports, relais de caravanes, sont les points de passage obligés des marchandises : or, argent, cuivre, bronze, étain, armes, bois de construction, bétail, miel, huile d'olive, bière, vin, onguents. Le commerce international, en particulier le commerce côtier, est entre les mains des Cananéens, « courtiers de tout l'Orient »[429]. Le terme « cananéen » ou « phénicien » désigne alors le commerçant, concurrencé et attaqué par les Philistins, « peuple de la mer », dont le nom donnera, un millénaire plus tard, celui de Palestine. Querelle d'origine : le mot grec Palestinaï viendrait, selon la plupart des historiens[6], de l'hébreu *Peleshet* (qui désigne les Philistins). Mais pour d'autres[205], il

viendrait du grec *palaistès* qui désigne le lutteur, c'est-à-dire le « combattant de Dieu », c'est-à-dire encore Jacob, autrement dit Israël ! Selon que la Palestine désigne le pays des Philistins ou celui de Jacob, la généalogie des mots est encore une fois d'une redoutable importance géopolitique…

Pour les historiens, la présence des Hébreux en ces lieux est avérée vers − 1200. Ils l'expliquent autrement que par les récits de la Bible. Pour eux, le plus vraisemblable est que ce peuple résulte du regroupement en Canaan de quatre clans venus de quatre pays : les Bene Jacob, clan araméen fuyant la vallée de Balih, en haute Mésopotamie, pour s'installer vers − 1270 à Sichem, en Canaan ; les Bene Israël, y arrivant un peu plus tard en provenance du sud, du pays de Goshen, dans le delta du Nil, où, sous Ramsès II, ils furent employés à la construction des villes de Pitom et Ramsès ; ces deux clans se retrouvent en Canaan pour former l'« alliance de Sichem » dont parle Josué (24) et qui rencontre vers − 1200 deux autres clans, eux aussi regroupés en une alliance : d'une part, les Bene Abraham, venus d'Hébron, qui prennent le nom de « maison de Juda », et, d'autre part, les Bene Isaac, venant de Beersheba, c'est-à-dire du Sinaï.

D'autres historiens réduisent cette histoire à une révolte de paysans Apirus alliés à des esclaves échappés d'Égypte contre leurs maîtres cananéens.

Quelle que soit la véritable explication de leur arrivée en ces lieux, il est certain qu'au xii^e^ siècle av. J.-C. des troupes composées d'Hébreux, militairement aguerries par le désert et commandées par un chef impitoyable nommé Josué, marchent, avec à leur tête une Arche contenant leur Loi, pour réclamer une terre attribuée à leur peuple par leur Dieu – au moins leurs récits cosmogoniques – cinq siècles auparavant.

Ils trouvent face à eux les armées des cités-États philistines : Gaza, Ascalon, Ashdod, Eqron et Gat.

Au terme d'affrontements d'une extrême violence, les douze tribus battent les Philistins, repoussent les Hittites et s'infiltrent parmi les Cananéens, s'installant sur toute la plaine côtière entre Jaffa et Gaza, organisant au nord les forteresses d'Akko, Megiddo, Taanakh et Bethshean, et construisant au sud une seconde ligne fortifiée avec Geer, Ayyalon et Jérusalem. Au début, le territoire de chacune des tribus est séparé de celui des autres par des

royaumes ennemis. Au fur et à mesure que la conquête progresse, les terres des tribus se rejoignent ; sentant monter les contentieux entre les conquérants, Josué partage la terre conquise entre les douze tribus : « Désignez vous-mêmes trois hommes par tribu afin que je leur donne mission de parcourir le pays et d'en faire le plan selon les possessions à attribuer ; après quoi, ils viendront me trouver. Ils le diviseront en sept parts, Juda devant conserver ses frontières au midi, et la maison de Joseph devant garder la sienne au nord. Vous ferez donc délimiter le pays en sept parts et m'apporterez le plan ici, où je les tirerai pour vous au sort devant l'Éternel, notre Dieu » (Josué 18, 4-6).

Désormais, les noms des tribus d'Israël s'inscrivent dans la géographie.

L'environnement est encore hostile. Les Cananéens contrôlent la métallurgie, et notamment celle du fer, qui est alors un métal précieux ; de ce fait, les Hébreux ont beaucoup de mal à se procurer des armes en fer. La population totale du pays compte alors, semble-t-il, environ un million de personnes, la majorité étant encore composée d'Égyptiens, de Philistins et de Cananéens[35]. Les quelques centaines de milliers de nouveaux arrivants hébreux hésitent alors dans leur foi. Beaucoup se mettent à adorer les dieux locaux, Astarté et Baal, divinités de la fertilité venues de Babylone. Pour préserver leur identité, les autres instaurent un ordre rigoureux : comme en Égypte et dans le Sinaï, une assemblée de tout le peuple, l'*eda*, débat des grands enjeux. Chaque ville, chaque village s'organise en communauté indépendante dirigée par des anciens et dotée d'un tribunal pour juger de la conformité à la Loi de tout acte de la vie quotidienne ainsi que des litiges entre les habitants.

Il n'y a pas de lois écrites ; il n'y a que des jurisprudences discutées à l'infini. Comme bien plus tard le droit anglo-saxon, le droit hébraïque ne prétend rien fixer par des textes. De siècle en siècle, les tribunaux (*bate din*) étudiront et règleront des cas particuliers en adaptant les principes éthiques de la Loi selon les conditions du moment.

Ces tribunaux fixent d'abord le rapport à la mort : à la différence de leurs voisins, les Hébreux enterrent leurs défunts hors des villes, dans des tombeaux. Ils sont sans doute parmi les premiers à interdire d'y déposer des objets ou des êtres vivants : la fortune ne doit pas disparaître avec la mort, degré suprême de l'impureté.

La population tend à devenir à peu près homogène à l'intérieur de frontières de plus en plus stables. Ces anciens bergers, devenus guerriers nomades puis esclaves terrassiers, se muent en paysans cultivant jusqu'aux coteaux les moins fertiles. Certains créent des villages, y deviennent artisans, commerçants, bijoutiers. La monnaie n'existe pas encore ; le commerce et les prêts se font, comme en Égypte et ailleurs, en nature, ou en poids d'or ou d'argent. Entre Hébreux, le prêt, forme de solidarité, est sans intérêt ; on l'accorde par exemple aux agriculteurs pour acheter leurs semences, remboursées avec la prochaine récolte. À d'autres on demande un intérêt comme le font les autres prêteurs.

Pour la première fois, la monnaie apparaît au détour d'un verset du livre des Juges (15, 9), quand il s'agit de payer à Dalila le prix du piège qu'elle tend à Samson ; puis, un peu plus loin, dans un autre verset du même livre (17, 2), sous forme de sicles d'argent (des pièces, et non plus des poids) fondus pour en faire une statue, comme cadeau remis à une mère. Ces deux premières apparitions de la monnaie renvoient l'une à la sexualité, l'autre à la maternité. Toutes deux accompagnent la trahison. Mais, par-delà la métaphore, il ne s'agit ici que d'un anachronisme : on le verra, la première monnaie au monde n'apparaîtra que cinq siècles plus tard, en Asie Mineure. De fait, le livre des Juges, qui la mentionne, est écrit six ou sept siècles après les événements qu'il relate et deux siècles après l'introduction de la monnaie par les Grecs.

Les tribunaux fixent de nouvelles règles familiales appliquées à la sédentarité. Ce qui est acquis par le travail doit d'abord servir à entretenir la famille (« L'homme doit dépenser au-dessous de ses moyens pour la nourriture, comme ses moyens le lui permettent pour ses vêtements, mais au-dessus de ses moyens pour honorer femmes et enfants, car ils dépendent de lui », diront plus tard les commentaires[407]). L'homme a toute autorité sur ses femmes (la polygamie se maintient) et sur ses enfants, sauf, depuis Abraham, celui de les tuer (Lévitique 20, 2-5 ; Deutéronome 21, 18-21). Le père est tenu de faire circoncire tous les enfants mâles et de « racheter », par une offrande, son premier-né pour se remémorer le sacrifice d'Isaac. Le fils aîné reçoit en héritage une part double des autres ; les petits-fils passent avant leurs tantes ; à défaut de fils et de petits-fils, les filles héritent de leur père, mais sans droit de primogéniture entre elles ; si un homme n'a pas d'enfants, sa succession va à ses oncles paternels. La mère d'un défunt et ses

parents n'ont aucun droit sur les biens du mort (Juges 11, 2). Mais le droit d'aînesse ne détermine pas à lui seul le destin de chacun. Tout homme peut même racheter un droit d'aînesse, ainsi que le firent Jacob et Joseph, ou encore être choisi comme tel par son père, ainsi que le fit Abraham avec Isaac.

Pourtant le statut des femmes s'améliore : le contrat de mariage leur garantit une certaine sécurité matérielle en cas de répudiation ; si une femme n'a pas d'enfants, elle peut en avoir par procuration d'une autre femme. Mais toutes restent extrêmement soumises : si elles héritent de leur père, les filles ne peuvent se marier qu'avec des hommes de la même tribu (Nombres 36) ; les veuves sans enfant sont tenues d'épouser un frère cadet de leur mari pour leur assurer une descendance posthume. L'épouse suit son mari en esclavage quand il ne peut acquitter une dette (Exode 21, 2-3). Elles ont la charge de la première éducation religieuse des enfants, sans pour autant déterminer encore l'appartenance au peuple qui est de lignée masculine.

Après Josué, d'autres fortes personnalités dominent l'assemblée des juges et élaborent la jurisprudence. Théocratie démocratique dont les principales figures sont Déborah, Jephté, Samson, Gédéon et Samuel. Mais théocratie de moins en moins efficace aussi bien financièrement que militairement…

Samuel et Saül

Au début du xi^e^ siècle av. J.-C., les tribus d'Éphraïm, de Menasseh et de Benjamin sont battues par des peuples particulièrement agressifs, les Philistins et les Ammonites. L'Arche est prise, le sanctuaire de Silo détruit. Les juges décident alors de renforcer l'armée, jusque-là fort peu professionnelle et à laquelle échappent le plus grand nombre. Servir dans l'armée, disent maintenant les juges, c'est servir Dieu ; les soldats sont les « hommes liges de Dieu » (Juges 20, 2). Celui qui se soustrait à la conscription est excommunié (« Il a refusé de venir au secours de Yahvé »). Malgré ces objurgations, l'absence de système fiscal interdit d'avoir une armée permanente et une stratégie cohérente.

Vers − 1020, la situation devient de plus en plus critique. Les envahisseurs ammonites se font plus menaçants. Une assemblée plénière des tribus est réunie à Rama. Les anciens de tous les clans somment le premier juge d'alors, Samuel, de désigner un roi et de lui déléguer les moyens de lever une armée permanente. Dans un discours magnifique, Samuel met en garde les délégués contre le risque de voir un monarque confisquer pouvoir et richesses, et rappelle tout ce qu'un pouvoir autoritaire est susceptible de faire subir à un peuple. Texte d'une modernité jamais remise en cause :

« Voici comment procédera le roi que vous voulez avoir : vos fils, il les prendra pour les employer à ses chars, à sa cavalerie, il les fera courir devant son char ; il en fera des officiers de mille, des officiers de cinquante ; il les forcera de labourer, de moissonner pour lui, de fabriquer ses armes et l'attirail de ses voitures. Vos filles, il les exploitera pour la préparation des parfums, pour sa cuisine et pour son pain. Les meilleurs de vos champs, de vos vignobles et de vos ânes, il les prendra pour les utiliser à s'enrichir. Il prélèvera un impôt sur votre menu bétail, et vous-mêmes finirez par devenir ses esclaves. Vous vous lamenterez alors à cause de ce roi que vous avez désiré ; mais l'Éternel ne vous exaucera point ce jour-là (I Samuel 8, 10-19). » Mais le peuple n'écoute pas et répond par une clameur : « Non, il nous faut un roi ! »

Samuel se résigne alors à proposer celui qu'il croit le mieux à même de résister à ces tentations : Saül, général sorti vainqueur de plusieurs batailles contre les Ammonites. Élu par acclamation et sacré par onction d'huile sainte, Saül recrute des soldats, réquisitionne des vivres, érige des forteresses.

Pendant un mois par an, chacun doit fournir les biens nécessaires au roi. À côté du roi siège un tribunal de soixante et onze membres. Chaque clan gère son district et nul ne peut l'aliéner hors du clan. Dans chaque ville, l'autorité est exercée par un tribunal (*beth din*) composé de trois personnes et par un exécutif de sept personnes, l'un et l'autre devant être légitimes aux yeux du peuple.

Saül met en place une organisation militaire efficace. Pendant dix ans, il repousse les Ammonites et les Philistins avant de mourir au combat, en − 1010, avec trois de ses fils, dont Jonathan désigné pour lui succéder.

David et Salomon

Le pouvoir passe alors à un autre général, récent vainqueur des Philistins en des circonstances dont le texte a gardé une trace légendaire. Et pourtant il est le premier personnage biblique dont l'authenticité historique est établie[115]. De lui descendra, selon la tradition, le Messie. David unifie les tribus et repousse une nouvelle attaque philistine. Administrateur hors pair, il construit l'État et choisit comme capitale celle d'un ancien roi cananéen, Melchisédech, alors occupée par les Jébuséens : Jérusalem, dont le nom signifie « ville de la paix ». Il s'y fait aménager un palais construit en bois de cèdre du Liban, y installe un collège de conseillers, organise l'exploitation du domaine royal, instaure une fiscalité, fait procéder à un recensement et dirige la rédaction de la liturgie (la tradition lui attribue la composition de la plupart des Psaumes). Sans doute met-il alors en circulation quelque chose qui commence à ressembler à de la monnaie : il utilise en tout cas des métaux précieux pour émettre des pièces de valeur encore inégale, dont il s'octroie le monopole[34]. Il acquiert une parcelle de terre pour y édifier un temple et remplacer ainsi les deux principaux lieux de culte hébreu, Gilgal – où Josué avait laissé trace de la traversée du Jourdain – et Silo, qui abritait l'Arche d'alliance. Mais, à son grand dam, il ne réussit pas à lever assez de tributs sur les voisins. La tradition veut aussi que le fait d'avoir envoyé à la mort Uri, le premier mari de Bethsabée, l'ait empêché de mener à bien ce projet. La croissance économique du pays est considérable. Il développe la métallurgie du fer et du cuivre, les transports routiers et maritimes. Des marchands partent s'installer dans des villes étrangères pour servir de relais aux commerçants de Judée. Dans le premier livre des Rois apparaît d'ailleurs la première mention de marchands hébreux résidant à l'étranger : « Ben Hadad dit à Achab : “Les villes que mon père a prises à ton père, je les rendrai, et tu pourras créer des bazars à Damas, comme mon père en avait créé à Samarie” » (Rois 20, 34).

Le fonctionnement des empires de l'époque exige d'extorquer des tributs de plus en plus élevés aux peuples voisins pour se défendre. Si David tire des tributs de ses conquêtes – assurées par une troupe de mercenaires –, il ne cherche pas à agrandir le territoire d'Israël ; aussi ses ressources s'essoufflent-elles. David condamne son pays à rester économiquement fragile faute d'ambition conquérante.

Il meurt en − 972. Après bien des querelles, son fils Salomon lui succède. Contemporain de la XXI[e] dynastie d'Égypte, il restera quarante ans sur le trône. La prophétie de Samuel continue à se réaliser : fastueux monarque au harem de sept cents épouses et trois cents concubines, Salomon remplace la troupe de mercenaires de son père par une armée de conscription et lève de lourds impôts. Il fortifie des villes aux frontières, comme Megiddo, Hazor, Gezer. Pour briser l'esprit de clan, il divise le pays en douze districts dont les frontières ne correspondent pas à celles des tribus, et en confie l'administration à des intendants. Il crée une école destinée à former les fonctionnaires. Il relance le projet de construction d'un temple à Jérusalem : 150 000 hommes y travaillent pendant sept ans et demi, utilisent les matériaux les plus luxueux de la région, notamment le bois de cèdre du Liban fourni par Hiram, roi de Tyr.

L'essentiel du commerce dans la région est encore tenu par les non-Hébreux ; pour désigner les marchands, on dit encore *Cana'ani*, mot qui désignera plus tard les Phéniciens. Le commerce n'est pas une activité réservée au peuple hébreu d'abord berger, paysan et soldat. Mais il s'y met très vite. Pour compléter l'argent-métal, l'or et les bijoux, on utilise désormais comme moyen de paiement des lingots estampillés par le roi. On compte bientôt de plus en plus d'Hébreux parmi les marchands de la région, et on en trouve même maintenant comme marins à bord des bateaux de commerce ou de guerre de Salomon ; d'autres, architectes, artisans ou orfèvres, partent construire des palais en d'autres pays[34].

Pour augmenter ses revenus, le roi assure la sécurité du commerce dans la région, moyennant paiement d'un tribut par ses voisins. Il organise une politique d'alliances, en particulier avec le royaume de Saba. C'est à cette occasion (I Rois 10) qu'on voit apparaître pour la première fois la monnaie comme offrande religieuse : la reine de Saba offre à Salomon, pour son Temple, du bois de santal, des aromates et cent talents d'or, dit le texte. Il s'agit encore une fois d'un poids, la monnaie apparaissant deux siècles plus tard.

Pour maintenir la paix avec l'Égypte, Salomon épouse, entre autres princesses lointaines, une fille de Pharaon ; la culture hébraïque se nourrit maintenant d'influences égyptiennes, phéniciennes – terme grec pour cananéennes – et babyloniennes.

La religion juive se précise[16]. Beaucoup de fêtes (Pessah, Shavouot, Souccot, Roch ha-Chana) s'organisent autour des cycles de la vie agricole. Les travaux de construction du Temple s'achèvent à coups d'impôts et de travail forcé. Son inauguration est l'occasion de grandes cérémonies pendant lesquelles on prie et offre des sacrifices – des taureaux –pour le bonheur de chacune des soixante-dix nations peuplant le monde. Dans sa prière inaugurale, Salomon lui assigne d'ailleurs une vocation universelle : « Afin que tous les peuples de la Terre reconnaissent Ton Nom… » (I Rois 8, 43). Texte essentiel pour l'avenir : le peuple hébreu ne peut être heureux si les autres ne le sont pas. Peuple élu, ses richesses n'ont de sens que si elles contribuent à la richesse de tous les autres. Rien n'est bon pour les Hébreux s'il n'est bon pour les autres, et toute richesse doit être partagée avec le reste du monde : un coin du champ est ainsi réservé aux étrangers qui peuvent librement venir récolter le fruit du travail du paysan hébreu.

Une véritable économie se met en place autour du Temple. Celui-ci reçoit chaque année le sixième des récoltes ; un dixième de cette offrande va aux lévites, prêtres parmi les prêtres, le reste sert à la gloire du Temple et au soulagement des pauvres. Les premiers fruits de l'année doivent être offerts au grand prêtre. Tout don au Temple devient sacré, et le donateur ne peut le reprendre qu'en le rachetant pour une somme supérieure à sa valeur marchande. Le Temple, lieu le mieux gardé du pays, devient ainsi une chambre forte qu'utilisent aussi l'État et les grandes fortunes privées pour abriter leurs richesses. Il constitue vite le principal pôle d'attraction du pays, le lieu de rencontre de tous les Hébreux venus des empires voisins. Son parvis devient même le lieu de travail des peseurs de métal précieux, puis des prêteurs d'argent – que ce soit à des personnes privées ou à des employeurs, en particulier aux propriétaires fonciers empruntant avant les récoltes pour payer le salaire de leurs métayers.

Premières doctrines

On ne se contente plus de se transmettre la Loi de mémoire. Il devient licite de rédiger les premières versions de ce qui deviendra, plusieurs siècles plus tard, la Torah (« l'enseignement »). On commence ainsi à compiler la jurisprudence des tribunaux, et un tribunal suprême – toujours de soixante

et onze membres, comme au temps de Josué –, le Sanhédrin, précise, entre autres choses, les conditions de fonctionnement de l'économie du royaume[98]. En voici les grands principes.

D'abord, un formidable optimisme. L'époque est à la construction, à l'établissement, aux grands projets. Même si le récit de la destruction de la tour de Babel rappelle les menaces du progrès, on croit plus que jamais à la nécessité et à la possibilité de la mise en valeur, de la réparation du monde. Il est recommandé de faire fortune, car, disent les juges, un homme riche est préservé de la tentation de voler et il peut plus facilement étudier et surtout donner. Un peu plus tard, dans l'*Éthique des Pères*, recueil de pensées, on lira cette forte maxime qui résume bien l'esprit du temps : « Quand il n'y a pas de farine, il n'y a pas de Torah. » Et réciproquement.

Mais la fortune doit rester discrète, elle ne doit pas monter à la tête, ni conduire à des comportements orgueilleux : l'époque n'est pas avare de contre-exemples dans l'entourage du roi… De plus, on réaffirme que la richesse est précaire, réversible. Alors que la vie, elle, ne l'est pas. Être riche n'est qu'un moyen de servir Dieu, de faire le bien. Pas une fin en soi.

La propriété privée est protégée sans être pour autant sacrée. Tout transfert de propriété, toute transaction commerciale doivent être faits par-devant témoins (Genèse 37, 2). La propriété mobilière se transmet par réception de l'objet ; la propriété foncière se cède par une cérémonie au cours de laquelle le vendeur ôte son soulier (Ruth 4, 7). Les droits du locataire sont maintenus si son contrat court alors que la propriété est vendue. La propriété d'autrui doit être protégée : « Si tu trouves égaré le bœuf ou l'âne de ton ennemi, tu le lui ramèneras. » Mais nul ne va en prison pour dette ou même pour vol. Le voleur opérant en cachette doit rembourser le double de ce qu'il a volé (le quadruple s'il s'agit de bétail), sauf s'il rend l'objet à un agent du tribunal (ce qui lui permet de rester anonyme). Le voleur opérant au grand jour n'est tenu qu'à restituer l'objet, sans payer d'amende. S'il y a insolence devant un juge, la peine est beaucoup plus lourde.

La tromperie est un « vol mental » et doit être sanctionnée davantage que le vol matériel. Il est écrit : « Maudit celui qui égare l'aveugle » (Deutéronome 27, 18), et : « Tu ne dois pas mettre un obstacle sur le chemin d'un aveugle » (Lévitique 19, 14), ce qui est interprété comme

l'interdiction de dispenser sciemment un mauvais conseil, de vendre des objets frelatés (vin, nourriture avariée) ou nuisibles (armes, drogues), de tromper celui qui ne sait pas, de peser les produits avec des poids truqués. De plus, comme les Hébreux côtoient de plus en plus d'étrangers en Canaan et ailleurs, les tribunaux sont amenés à distinguer ce qui est interdit à tous les hommes de ce qui l'est aux seuls Hébreux, peuple-prêtre aux devoirs particuliers. Peut-on vendre à des étrangers des armes, des idoles ? Peut-on leur prêter à intérêt ?

L'intérêt (qui se dit *nechekh*, ou « morsure ») est interdit au sein de la communauté parce que le prêt y est considéré comme une forme de solidarité entre frères et non comme un commerce. Même si l'emprunteur est aisé, on doit lui prêter sans intérêt, car on ne sait pas s'il le sera encore à l'échéance du prêt ; il doit donc être traité comme un pauvre potentiel. Celui qui sollicite un prêt à intérêt est aussi coupable que celui qui l'accorde. Certains déjà tournent cet interdit en investissant dans une affaire et en partageant les risques et les revenus avec l'entrepreneur.

Dans le commerce, à condition qu'il existe une vraie concurrence, les prix sont libres, sauf pour les produits de première nécessité ; les bénéfices pour ceux-là sont limités au sixième du prix de revient, avec deux intermédiaires au maximum. Autrement dit, le profit commercial sur les produits de base ne peut dépasser l'impôt au Temple, lui aussi d'un sixième. Le premier installé est parfois protégé de concurrents trop agressifs.

Point essentiel : chacun doit à tout prix éviter d'accepter un travail contraint, dépendant, car se soumettre à quelqu'un équivaut à retourner en Égypte, à s'adonner à une drogue ou à succomber à l'idolâtrie : « Vends-toi toi-même pour un travail qui t'est étranger, mais ne sois pas dépendant. » Cette interdiction explique pourquoi, de siècle en siècle, les Juifs refuseront le plus souvent d'appartenir à de grandes organisations et préféreront travailler à leur compte.

Comme la richesse, le travail manuel est glorifié s'il est mis au service de valeurs éthiques. Dans la mesure où il n'est pas contraint, il passe même avant le travail d'étude, puisqu'il permet de gagner les moyens de se consacrer à l'étude. « Que l'Éternel te bénisse dans toute l'œuvre de tes mains » (Deutéronome 14, 29). Réparer le monde est le premier devoir.

L'employé a droit à une protection contre les caprices de son employeur : le salaire doit être payé à jour fixe (Deutéronome 24, 14) ; il est interdit de faire travailler quiconque dans des conditions nuisibles à la santé ; le travailleur trop jeune, malade ou âgé doit être protégé. Les salariés ont le droit de s'unir, mais les unions ne peuvent aboutir à exclure un tiers du travail. La grève doit permettre au salarié d'exiger le respect du jugement d'un tribunal, d'un contrat ou d'une coutume. Les activités interdites le jour de shabbat ne sont pas encore énumérées en détail, mais, le samedi, il est d'ores et déjà défendu de labourer, de faire travailler les esclaves et les animaux, d'allumer un feu. Plus tard, on pourra, le samedi, faire jouer la légitime défense.

Le statut de l'esclave se précise. L'esclave hébreu doit être libéré au bout de six ans et recevoir alors quelques bêtes et des fruits (Deutéronome 15, 13) ; s'il veut rester au service de son maître en tant que salarié, on lui perce l'oreille (Exode 21, 6 ; Deutéronome 15, 17). Les autres esclaves, tous circoncis (Nombres 17, 23-27), prennent part aux réjouissances liées aux cérémonies religieuses et ont droit en particulier au repos du shabbat (Deutéronome 12, 16) ; ils peuvent devenir des hommes de confiance (Nombres 24, 2). S'ils se convertissent – ce qu'ils ont le droit de faire –, ils sont libérés dans les mêmes conditions que les Hébreux.

L'environnement doit être protégé des effets de l'économie et de la guerre : « Si tu es arrêté longtemps lors du siège d'une ville que tu attaques pour t'en rendre maître, tu ne dois cependant pas en détruire les arbres ni porter sur eux la cognée », car « ce sont eux qui te nourrissent et tu ne dois pas les abattre. Oui, l'arbre du champ, c'est l'homme même » (Deutéronome 20, 10-20).

Mais la Loi qui s'élabore ainsi suppose une société idéale, un monarque juste, des tribunaux parfaitement éclairés et aveuglément obéis. Tel n'est pas le cas dans les faits. Les jeux du temps et du pouvoir conduisent en réalité à une accumulation des richesses et des prérogatives. Ce qu'avait prédit Samuel au temps de Saül se produit au temps de Salomon : les fortunes s'accroissent ; des princes se laissent corrompre. Alors que le peuple devait être assemblé dans le Temple à intervalles réguliers (au moins tous les sept ans) pour prendre les grandes décisions, les chefs des grandes familles et les propriétaires de vastes domaines décident de tout avec quelques marchands, une poignée de hauts fonctionnaires et le roi (Deutéronome 31, 10).

Pour compenser ces injustices et protéger l'identité du groupe, un système de protection sociale sophistiqué se met progressivement en place à l'initiative des juges. Justice et charité se confondent en un concept particulier, *tsedaka*, mot qui renvoie à « charité » autant qu'à « solidarité », à « justice » autant qu'à « justesse ». La *tsedaka* s'applique à tous ceux qui risquent d'être exclus de la communauté par leur pauvreté ou par leur rébellion : « Si ton frère vient à désobéir, si tu vois chanceler sa fortune, soutiens-le, fût-il étranger et nouveau venu, et qu'il vive avec toi » (Exode 23, 1-9). Le pauvre doit recevoir de la communauté non seulement de quoi manger, mais aussi de quoi créer une nouvelle activité et vivre dignement de son travail. Une communauté est tenue d'assister tout pauvre qui réside en son sein en y consacrant au moins le dixième de ses revenus. C'est le Temple qui répartit les dons entre les pauvres. Un « bureau secret » permet de donner anonymement, et aux pauvres de recevoir sans se faire connaître.

À l'inverse, la richesse ne doit pas être sans limites. Il ne faut pas être trop riche. Dans les Proverbes (30, 8-9), il est écrit : « Ne me donne ni indigence ni opulence, laisse-moi gagner ma part de pain, de crainte qu'étant comblé je n'apostasie et ne dise : “Qui est Dieu ?”, ou encore, qu'étant indigent je ne profane le nom de Dieu. » Pour en freiner l'accumulation excessive, et conformément aux exigences de l'agriculture, il est impératif de laisser la terre reposer un an sur sept (c'est l'année sabbatique) et d'abandonner cette année-là les produits de la terre aux plus pauvres. En outre, tous les quarante-neuf ans, chaque terre est rendue à son propriétaire initial, c'est-à-dire à celle des douze tribus qui l'a reçue en partage (c'est le jubilé). Cette obligation s'étend aux prêts, qui, eux aussi, doivent être annulés tous les quarante-neuf ans. Ce mécanisme revient à interdire la constitution de grandes propriétés, à rendre inutile la possession d'esclaves agricoles, à empêcher surtout de transmettre des richesses au-delà de deux générations et à réduire l'attachement à la terre. Économie nomade…

Mais il est trop tard : la situation s'est par trop dégradée pour qu'un ensemble législatif aussi sophistiqué puisse la corriger. Quand Salomon meurt en − 932, les inégalités se sont creusées, les grands domaines ont ruiné les petits paysans, les vastes troupeaux remplacent les cultures vivrières, des fortunes insolentes s'affichent, les finances du pays sont au plus bas, les tribunaux deviennent incapables d'imposer leurs décisions, la

tsedaka n'est pas mise en pratique, le luxe du Temple et du Palais, naguère admiré, est maintenant objet de détestation. La légitimité du pouvoir est remise en cause par des tribus. Le royaume est au bord de l'implosion.

Judée et Samarie

L'histoire qui suit va marquer profondément le peuple hébreu. Elle va le conduire en quelques siècles à perdre la terre qui lui fut confiée, pour l'envoyer vivre en exil. Elle détermine jusqu'à aujourd'hui son rapport au monde et à l'argent. Elle explique largement le rôle que le monde va lui faire tenir.

Dix tribus du nord refusent de reconnaître Roboam, fils de Salomon, héritier légitime, et proposent d'élire comme roi un haut fonctionnaire intègre, Jéroboam, alors exilé en Égypte pour avoir tenté de mettre de l'ordre dans les finances du royaume. Comme Roboam refuse de se retirer, les provinces du Nord font sécession et créent un nouveau royaume (à peu près la Cisjordanie et la Galilée d'aujourd'hui), qu'on nomme d'Israël ou de Samarie, avec Samarie pour capitale et Jéroboam comme souverain. Le royaume du Sud, autour de Jérusalem, devient royaume de Judée – ou de Juda, du nom de la tribu qui le régit. Le peuple hébreu devient le peuple juif.

Le fossé entre les deux royaumes est d'abord politique. La conception de la monarchie n'y est pas la même : le petit royaume de Juda, autour de Jérusalem, conserve la forme dynastique autour de la famille de David, tandis qu'en Israël le roi doit être agréé par un conseil des anciens et peut être remplacé s'il ne remplit pas son premier devoir : assurer la justice et la protection des pauvres. Les rois d'Israël ne sont donc plus vraiment sacrés. Certains même, à Samarie, considèrent le roi comme un intermédiaire inutile entre Dieu et le peuple. Cette précarité du pouvoir conduira successivement neuf familles sur le trône d'Israël.

Plus vaste, plus peuplé, moins religieux, le royaume d'Israël connaît une civilisation plus brillante que l'autre, plus austère. Les richesses continuent de s'y accumuler, mais on n'y tolère plus autant qu'hier les injustices. Des lettrés particulièrement inspirés, qu'on nomme prophètes, se dressent pour

dénoncer ces déviations morales. Certains comparent Jérusalem à Sodome, détruite pour n'avoir pas su mieux répartir ses richesses entre riches et pauvres, pour avoir trop bien protégé la propriété privée et pour avoir refusé d'accueillir les pauvres de passage. Isaïe menace : « Malheur à vous qui annexez maison à maison, qui ajoutez champ à champ sans laisser un coin de libre, et prétendez vous implanter seuls dans le pays ! L'Éternel-Cebaot a dit à mes oreilles : “Je le jure, de nombreuses maisons sont vouées à la dévastation ! Grandes et belles aujourd'hui, les voilà sans habitants…” » (Isaïe 5, 8-9). Même en Judée, le commerce l'emporte parfois sur la Torah, et le shabbat n'est pas toujours respecté par les habitants de Jérusalem, au point que deux prophètes, Amos et Néhémie, doivent interdire l'accès du Temple à des commerçants venus profiter de ce jour d'affluence pour y installer leurs étals.

La distinction entre les deux royaumes est aussi d'ordre religieux : les habitants d'Israël, des Hébreux qu'on va vite appeler « Samaritains », aspirent à revenir à une religion plus simple. Certains en arrivent même à opérer un syncrétisme avec les religions des peuples vivant autour d'eux : El devient ainsi le père de YHWH et forme avec son épouse Astérath (Astarté) et leurs deux enfants (une fille et un fils) un ensemble divin[6]. Le royaume du Sud, celui de Judée, peuplé de Juifs, reste au contraire strictement monothéiste ; on y considère même les Samaritains comme des païens.

On commence ainsi à distinguer entre peuple, nation et État, puisqu'il existe maintenant deux royaumes pour la même nation et que de nombreux Juifs vivent à l'étranger, en Égypte, en Syrie, à Babylone.

Les échanges entre ces empires sont considérables et les Juifs y participent. L'est envoie les marchandises élaborées vers l'ouest, qui expédie de l'or et de l'argent. Les empires surveillent et entretiennent les routes. Le chariot à roues et le navire à voiles permettent à des caravanes régulières d'aller d'Égypte en Mésopotamie et aux Indes, en passant par Israël. Des marchands juifs font le commerce de métaux et d'étoffes entre le centre de l'Asie Mineure et la Mésopotamie[157]. L'Égypte importe du cuivre de Perse, du zinc de Syrie, de l'or d'Arménie et de Nubie, de l'argent de Cappadoce ; elle exporte des céréales aux Athéniens et aux Hittites, de l'alun à Delphes, de l'or aux princes d'Asie. Des marchands font la navette

entre les villes de Phénicie plus au nord – Tyr, Byblos –, liées entre elles et avec le delta égyptien par des ententes commerciales.

Toutes ces activités font la fortune de lieux de commerce (ports maritimes ou entrepôts aux frontières des États) et celle des communautés juives qui y résident.

La croissance économique, un moment interrompue par la crise des dernières années du règne de Salomon, reprend dans les deux royaumes. L'un et l'autre se couvrent de villes (Mizpa, Megiddo, Debir, Lakhish) et entreprennent d'immenses travaux d'adduction d'eau ; des pistes sillonnent le désert du sud vers la mer Rouge et le port d'Eilat. Le royaume d'Israël, plus ouvert, plus riche et plus marchand que l'autre, lance des expéditions commerciales jusqu'à la côte occidentale des Indes[34]. Dans les villes, les ateliers artisanaux et les manufactures (royales ou privées) travaillent à plein pour satisfaire les commandes des riches. Il n'y a pas encore de monnaie au sens moderne du terme, mais on utilise des métaux précieux, en poids estampillés par le trésor royal, pour financer les grandes opérations de commerce.

Certains, parmi les dirigeants des deux pays, ne renoncent pas à reformer l'unité du peuple hébreu. Un des premiers rois d'Israël, Achab, tente de rapprocher les deux royaumes en donnant sa fille Athalie en mariage au fils du roi de Juda, bien que sa femme, Jézabel, le pousse à se convertir au culte de Baal. Le rapprochement politique échoue, mais les deux royaumes conservent à peu près la même religion.

Par peur des désordres, nombre d'Hébreux des deux royaumes quittent alors la région pour des pays où la vie est réputée plus facile : Babylonie, Égypte, Crète ou Chypre. Un de ceux qu'on nomme Isaïe prononce alors, vers − 765, des paroles qui seront répétées pendant des millénaires dans toutes les communautés dispersées :

« En ce jour-là, le Seigneur étendra une seconde fois la main pour prendre possession du reste de son peuple qui aura échappé à l'Assyrie, à l'Égypte, à Patros, à Kouch, à Élam, à Sennaar, à Hammat et aux îles de la mer. Il lèvera l'étendard vers les nations pour recueillir les exilés d'Israël et rassembler les débris épars de Juda des quatre coins de la terre » (Isaïe 11, 11-12). De fait, l'éparpillement à travers le monde ne fait que commencer.

De Ninive à Babylone

Vers − 750, l'Empire assyrien, le plus puissant alors, a besoin de ressources nouvelles. À Ninive, la capitale, le roi Tiglath-Phalazar III s'intéresse aux richesses de Canaan. La plupart des voisins d'Israël et de la Judée passent sous le contrôle des Assyriens, qui réclament des tributs considérables. Le roi d'Israël, Peqah, s'allie au roi de Damas, Rason, et, avec la neutralité du roi de Juda, Yotam, repousse les Assyriens. Mais Achaz, fils de Yotam, devenu à son tour roi de Judée, trahit ses frères de Samarie en dépit des reproches d'Isaïe (7) : il se range du côté du roi d'Assyrie, le laisse pénétrer à Jérusalem et lui remet le trésor du Temple. L'Assyrien atteint alors Gaza et la « rivière d'Égypte » *(Wadi el-Arish)*, excluant toute possibilité de secours égyptien, puis se retourne contre le royaume d'Israël. Peqah est assassiné par un certain Osée ben Elah, qui monte sur le trône et pactise avec l'Assyrie en − 735. Le roi de Syrie, Rason, résiste encore trois ans, puis succombe à son tour en − 732. L'Assyrie a gagné : en − 721, son nouveau souverain, Salmanazar V, entre à Samarie et fait du royaume d'Israël une province assyrienne. Il déporte trente mille habitants du royaume vers Ninive et les remplace par des vaincus d'autres pays. De nombreux Samaritains fuient en Égypte et en Asie Mineure ; ils y rejoignent les communautés déjà installées et s'enrôlent parfois comme mercenaires dans les armées locales. Les dix tribus d'Israël, jusque-là regroupées en Samarie, sont dispersées, assimilées, perdues.

Plus petit et plus facile à défendre, le royaume de Judée, tiraillé entre l'Égypte et l'Assyrie, conserve une indépendance formelle et Jérusalem reste le centre de la vie juive. Le nouveau roi juif, Ézéchias, modernise le pays et creuse un aqueduc souterrain entre Siloé et Jérusalem. En − 705, à la mort du roi d'Assyrie Sargon II, Ézéchias tente de réunifier le pays et demande aux habitants des deux royaumes et aux Hébreux de la diaspora le paiement d'un impôt pour l'entretien du Temple de Jérusalem.

Isaïe proclame : « Malheur à ceux qui ajoutent maison à maison, qui joignent champ à champ, jusqu'à ne plus laisser de place » (Isaïe 5, 8). Amos dénonce l'emploi des esclaves le jour de shabbat (Amos 8, 5).

En − 701, le nouveau roi assyrien Sennachérib envahit le royaume de Judée. Quarante-six villes fortes sont détruites. Il est sur le point de prendre

Jérusalem quand il se retire, sans doute contre forte rançon. Ézéchias meurt en − 699. Le royaume de Judée se maintient, très affaibli. Le roi suivant, Manassé, règne près de cinquante ans, jusqu'en − 645. Il semble qu'il ait fait assassiner le prophète Isaïe (en tout cas un des deux, connus, sous le même nom) qui lui reprochait son laxisme religieux et l'outrageante fortune des riches.

En − 627, les Assyriens d'Assourbanipal sont battus par le gouverneur du « pays de la mer », un Chaldéen nommé Nabopolassar, qui fonde une nouvelle dynastie. En − 612, la ville d'Assour, puis Ninive, capitale des Assyriens, tombent entre les mains des nouveaux maîtres, qui les détruisent. Ils se partagent l'empire avec les Mèdes et s'installent à Babylone, ancienne capitale d'Hammourabi sur l'Euphrate.

Le roi de Judée d'alors, Josias, tente de profiter de ce changement de pouvoir chez les maîtres pour essayer une nouvelle fois de réunifier les deux royaumes hébreux. Pour doter les deux royaumes d'une jurisprudence unifiée, il fait rassembler les jugements des tribunaux en un code, première version de ce qui deviendra le cinquième livre de la Torah, le Deutéronome. Il réussit à financer une armée de mercenaires – grecs – et reprend aux Chaldéens une partie de la plaine côtière. Mais le roi Josias est tué à Megiddo en − 609 par les troupes des nouveaux maîtres babyloniens.

Les Égyptiens, qui entendent eux aussi exercer leur influence sur cette région commercialement si stratégique, imposent alors Yohakhim sur le trône de Jérusalem, et lui recommandent de faire la paix avec Nabuchodonosor, qui a succédé à son père Nabopolassar en − 605. Faisant fi des conseils du prophète Jérémie, retiré à Anathot, à côté de Jérusalem, le nouveau roi refuse ce conseil de sagesse et se soulève. En − 589, les troupes de Nabuchodonosor entrent dans Jérusalem ; elles expédient Yohakhim, sa suite et des milliers de membres des classes dirigeantes, cadres, artisans, techniciens, rejoindre les vingt mille Hébreux déjà exilés à Ninive, lors de la chute de Samarie, et les regroupent à Nippour, à soixante kilomètres au sud-est de Babylone, sur les bords de l'Euphrate. Nabuchodonosor nomme roi à Jérusalem un jeune homme de vingt et un ans, Zédékiah, neveu de Yohakhim. Zédékiah accepte le trône, mais suscite à son tour une révolte contre les occupants. Après dix-huit mois de siège, le 29 juillet − 587, Nabuchodonosor entre à nouveau dans Jérusalem et, un 9 du mois d'Ab, rase le Temple dont il emporte les trésors. Une fois Zédékiah arrêté, il fait

assassiner devant lui ses enfants, lui fait arracher les yeux et l'envoie rejoindre son oncle Yohakhim en déportation. Le royaume de Juda, qui a survécu pendant cent trente-six ans au royaume d'Israël, est à son tour anéanti.

C'en est fini de l'ordre religieux, politique et économique d'Israël. Sans Temple, pas de sacrifices, pas d'offrandes, pas de ressources fiscales, pas d'armée, pas de roi, pas de prêtres. Rien d'autre à faire que se plier à la loi du vainqueur. En − 586, Jérémie part pour l'Égypte, d'où il écrit aux exilés une longue lettre dont on a tiré quelques siècles plus tard la principale règle de vie en diaspora : pour survivre, se plier à la loi du pays d'accueil.

Pour autant, Jérusalem n'est pas oubliée. Le Psaume 137 traduit bien cet espoir de retour : « Au bord des fleuves de Babylone, nous étions assis et nous pleurions, nous souvenant de Sion. »

5. Premier exil à Babylone : de la monnaie à la finance

Nouvelle expérience qui se prolongera et servira pendant les millénaires ultérieurs : la diaspora, peuple au sein d'autres peuples, s'organise sans entité étatique. À leur propre surprise, les Hébreux vont se découvrir capables d'organiser l'exil beaucoup mieux que le royaume, la diaspora beaucoup mieux que la Judée. Mêlés à d'autres, sans autorité sur un territoire, ils se perçoivent plus libres de tirer le meilleur d'eux-mêmes et d'apporter aux autres les outils irremplaçables de leur culture. On comprendra plus tard pourquoi.

L'accueil

Au vi^e^ siècle av. notre ère se mettent en place, en s'ignorant presque totalement, quelques-uns des principaux fondements de la pensée mondiale. En Asie, c'est le siècle de Confucius et de Lao-tseu ; en Inde, celui de Bouddha ; en Grèce, celui de Pythagore. Dans le monde juif, ce siècle d'exception est celui de quelques-uns des grands prophètes et des premières descriptions de l'utopie messianique.

Le peuple hébreu se trouve pourtant dans une bien triste situation : la moitié des Juifs – ils sont sans doute trois millions au total – sont maintenant en exil ou dispersés en Babylonie, en Crète, en Afrique du Nord ou en Égypte. La Judée et la Samarie en ruine vivent de l'assistance collectée par les rabbins dans les communautés de la diaspora.

La Babylonie de Nabuchodonosor devient, avec l'Empire mède, la plus grande puissance économique du monde. Le monarque rénove sa capitale, multipliant ziggourats et jardins suspendus. Le nouveau pouvoir se montre tolérant à l'égard des minorités : pas de brimades, le droit de pratiquer la religion de son choix, et d'occuper toute fonction. Les déportés hébreux en bénéficient. En − 561, l'ex-roi Yohakhim est libéré ; on lui rend sa cour et on l'installe à Nippour comme un souverain. Les dirigeants juifs, résignés, décident de s'organiser pour vivre là durablement. Après tout, c'est de là que vient Abraham.

Comme le bruit se répand parmi les communautés dispersées que la situation à Babylone est bien meilleure qu'en Judée, beaucoup viennent même rejoindre volontairement les premiers déportés. Ils s'y comptent vite en centaines de milliers. Aux artisans, techniciens, hauts fonctionnaires militaires et civils du début s'ajoutent maintenant des commerçants, des agriculteurs, des pêcheurs, des maçons venus participer à tous les travaux lancés par le monarque[34].

De génération en génération, des relations amicales, culturelles, religieuses et commerciales s'établissent avec des non-Juifs. Les Hébreux commercent jusqu'à des produits qu'ils n'ont pas le droit de consommer. Et ils font du crédit à intérêt aux Babyloniens. Non que ceux-ci n'aient pas le droit d'en faire : ils ont conservé du vieux code d'Hammourabi, outre la loi du talion, l'autorisation du prêt à intérêt. Il n'y a pas encore de pièces de monnaie – on commerce surtout en orge, en blé, en dattes –, mais des lingots d'or estampillés tiennent maintenant lieu de réserves de richesses. Un fermier général, Shuma Ukin, finance ainsi des voyages commerciaux par avance de capitaux. La famille Egibi finance des sociétés en commandite et des prêts individuels, reçoit des dépôts, effectue des paiements par assignation. Certains financiers juifs travaillent avec ces marchands locaux. Dans les archives d'une des premières maisons de crédit du monde – la « Maison de Murashu »[34], installée à Nippour, qui finance

l'agriculture et le commerce par des techniques très simples de participation aux bénéfices –, on a retrouvé soixante-dix noms de prêteurs juifs et des contrats signés à parité entre hommes d'affaires juifs et babyloniens.

Mais, pour éviter d'avoir trop de relations avec les temples babyloniens, qui gèrent les offrandes et servent de lieux de garantie aux prêts entre marchands, les Juifs créent leurs propres banques et se font payer en bétail, en bijoux, en esclaves, en revenus du sol. Certains deviennent très riches (Néhémie 7, 67-69) et sont admis à la cour du roi Nabuchodonosor. Certaines familles juives prennent des patronymes locaux. Pour quelques-uns, l'assimilation est en marche. La plupart des Juifs, cependant, la refusent ne se mêlant pas complètement aux autres : le shabbat et d'autres pratiques, comme la circoncision et les interdits alimentaires, les différencient des autres habitants de Babylonie. Ils élaborent les préceptes essentiels auxquels ils devront leur survie pendant des millénaires d'exil à venir : obéir à la loi locale, rester groupés, ne faire confiance qu'aux siens, ne pas accumuler de fortune foncière, transmettre une culture, convaincre les non-Juifs épousant des Juifs de se convertir à la religion de Moïse. Les fêtes s'organisent autour de la famille érigée en valeur suprême, instrument de la durée, avec un contrôle rigoureux de la morale sexuelle. On commence à enseigner systématiquement à lire et à écrire aux enfants en araméen, langue de la vie quotidienne et du commerce, et en hébreu, langue de prière. L'écriture se modifie : les lettres deviennent carrées, ce qu'elles sont encore aujourd'hui. On voit apparaître un rapport plus individuel à Dieu, qui devient un être parfait, absolu, jaloux, exigeant de chacun – en particulier des prêtres – la perfection. Les notions d'au-delà, de péché, de résurrection, d'anges se cristallisent[16]. On prie pour le retour à Sion (nom cananéen de Jérusalem) et pour la reconstruction du Temple. Parmi les prêtres, poètes et musiciens composent les Psaumes, le livre de Job, les Proverbes, l'Ecclésiaste. Des prophètes nouveaux dénoncent encore les dangers encourus à se mêler aux enjeux des puissants, à vivre au milieu des riches, à gagner de l'argent avec les Babyloniens : « Leur or leur sera une souillure ! » clame Ézéchiel (7, 19-20), qui dénonce en Babylone une superpuissance (16, 29 ; 17, 4). Sophonie rejette l'or et l'argent, « les deux métaux qui ne peuvent plus sauver l'homme » (1, 18).Comme en Israël et en Judée, dans chaque communauté dispersée de Babylonie, des tribunaux rassemblent des sages (*hachamim*) et tranchent des litiges individuels.

Lorsque les débats portent sur des questions de personnes, pour régler des litiges d'affaires ou d'ordre privé, les noms ne sont jamais mentionnés. Ils ne peuvent infliger de sanctions corporelles, mais, dans les cas extrêmes, une peine qui équivaut pratiquement à la peine de mort : l'excommunication. Celle-ci, en excluant le condamné de sa communauté, lui interdit en effet de travailler et de recevoir l'assistance des autres Juifs. Pour statuer sur les questions les plus difficiles, les juges complètent les rares textes disponibles par ce qu'ils savent des décisions des grands maîtres de Judée. À cette fin, ils correspondent entre eux, et des lettres de ces rabbis – questions et réponses – sont acheminées par les marchands avec leurs ballots d'épices. Des écoles commencent à former les juges. Les professeurs n'y sont pas payés, à la différence des prêtres de Jérusalem, mais gagnent leur vie en travaillant manuellement – paysans, artisans, marchands. Même s'ils n'ont pas à rendre compte au pouvoir politique et ne sont pas tenus de se conformer à la législation babylonienne, ils commencent à adapter aux conditions de l'exil la doctrine établie au temps des royaumes de Judée et de Samarie.

La doctrine économique en diaspora

Toute la doctrine économique vise désormais à fixer les meilleures conditions de survie du groupe en milieu étranger. Elle est fondée sur trois principes : travail, concurrence, solidarité. Elle peut s'énoncer ainsi : chaque membre de la communauté doit travailler pour gagner sa vie, en conformité avec les principes éthiques posés par la Loi, si possible dans un métier libre et solitaire ; chacun doit accepter la compétition, ce qui lui permet d'avoir une chance de faire fortune, mais lui fait aussi courir le risque de l'échec, et rend nécessaire la solidarité. Chacun, enfin, doit prendre garde à ne pas nuire au groupe aux yeux des tiers et même, s'il le peut, se rendre utile aux hôtes qui les reçoivent.

Le travail est une priorité absolue. Un oisif est dangereux pour la communauté, parce qu'il est une charge et parce qu'il peut en venir au brigandage, voire au meurtre, et nuire ainsi au groupe tout entier. Une communauté se considère d'ailleurs comme responsable de tous les crimes commis dans le voisinage. Le travail manuel est regardé comme

particulièrement digne, même pour les lettrés : « Prends un travail, même si ce travail n'est pas conforme à ce que tu pourrais considérer comme ton honneur, afin de ne pas avoir besoin », énoncent les maîtres, qui ajoutent : « Celui qui vit du labeur de ses mains est supérieur à l'homme pieux qui croit en Dieu. » Même un rabbin doit travailler de ses mains pour gagner sa vie ; il ne doit pas attendre, comme certains le faisaient à Jérusalem, le produit de la dîme. D'après un récit, un sage, rabbi Kahana, répond à un rabbi qui lui demande où trouver sa nourriture : « Tu n'as qu'à aller au marché et dépecer des animaux qui viennent d'être égorgés, et avec ça tu pourras gagner ta vie[408]. » Le travail peut être pénible, mais il ne doit être aliénant ni par sa durée ni par ses conditions d'exercice. En particulier se renforce la méfiance à l'égard du salariat : travailler pour autrui peut constituer une aliénation ; il vaut mieux travailler pour son compte. Les sages disent : « L'univers est obscur pour celui qui attend sa nourriture d'autrui[408]. » Et encore : « Mieux vaut faire son shabbat un jour ouvrable que dépendre d'autrui[408]. » La jurisprudence est même réticente devant la division du travail, qu'elle perçoit comme une menace d'aliénation : « Maudit l'homme qui se confie dans l'homme[408]. » Les tribunaux de l'époque se défient volontiers des employeurs. Par exemple, payer le salaire en retard peut être considéré comme un péché aussi grave qu'un meurtre : « Le jour même, tu lui remettras son salaire avant que le soleil se couche, car il est pauvre et attend son salaire avec anxiété[408]. » Enfin, une longue série de jugements enjoint aussi de respecter le travail des animaux, de ne pas leur imposer des tâches trop pénibles : obligation de les nourrir avant les hommes, interdiction d'acheter une bête de somme dont on ne peut assurer l'entretien, repos hebdomadaire, interdiction de découper un animal vivant.

Dans cette économie faite pour l'essentiel de petites entreprises, la concurrence est primordiale. Les consommateurs, principaux objets d'attention des juges, doivent avoir la possibilité de se nourrir convenablement au prix le plus bas possible. Comme en Israël au temps de Salomon, le profit sur les produits de base reste limité à un sixième, ce qui conduit d'ailleurs les fournisseurs juifs à vendre souvent moins cher que leurs concurrents non juifs. Les tribunaux peuvent même fixer les prix de ces biens de première nécessité, essentiels à la survie, et interdire de les vendre hors de la communauté s'ils deviennent rares. Chacun doit consacrer

le dixième de son revenu à la solidarité. La communauté d'une ville doit évidemment accueillir tout Juif qui vient la rejoindre. Nul ne doit empêcher un nouveau venu d'ouvrir un commerce, même s'il met en difficulté des commerces déjà installés, à condition toutefois qu'il améliore la situation des consommateurs (par exemple, en offrant des produits nouveaux ou des prix plus bas), qu'il ne ruine pas tous les commerces existants, et qu'il n'augmente pas les nuisances, telles que fumées ou odeurs[408].

Pour que le consommateur soit parfaitement informé, le commerçant peut faire de la promotion à caractère publicitaire ou même distribuer gratuitement des échantillons de ses produits. La discussion des rabbins sur ce point est savoureuse : « Rabbi Yehouda dit : “Un commerçant ne doit pas distribuer du blé grillé ni des noix aux enfants, car il les habitue à venir chez lui.” Mais les autres sages le permettent. Rabbi Yehouda dit : “Il ne doit pas vendre au-dessous du prix du marché.” Mais les autres sages disent : “Un tel homme ne peut qu'être mentionné en bien[408].” »

Cette doctrine qui s'esquisse devra bientôt être mise en œuvre dans un nouvel environnement : car à peine partis en exil, à leur grande surprise, les Juifs vont pouvoir revenir en Israël où leurs maîtres se sont révélés plus faibles qu'eux.

6. Retour en Palestine : de la finance à la ruine

L'ultime étape de cette genèse du peuple juif est en apparence plus théologique et politique qu'économique. Au fil d'un incroyable entrelacs de dynasties jalonné de coups d'État et de trahisons, les Juifs vont regagner la Judée, y reconstruire leur royaume, y triompher, puis tout perdre à nouveau et repartir en exil pour deux mille ans. L'argent est là, derrière chacun de ces événements : c'est pour l'argent qu'on convoite la terre, c'est grâce à lui qu'on finance des armées et qu'on reconstruit le Temple, c'est à cause des richesses qu'il contient qu'on est attaqué et colonisé. L'argent qui aurait dû servir à éviter la violence, là encore et une fois de plus, n'a fait que l'attirer.

Le *talent*, les Perses, le Temple

C'est à cette époque, vers − 600, que, dans un petit royaume grec d'Asie Mineure, la Lydie, au nord d'Éphèse, apparaît la première monnaie véritable : des pièces standardisées en or et en argent ayant une valeur d'échange fixe. Les Lydiens utilisent d'abord comme instrument d'échange des pièces en électrum, alliage naturel d'or et d'argent d'origine alluviale, de taille variable et sans indication de valeur. Puis le dernier des rois lydiens, Crésus (vers − 550), abandonne l'électrum pour une monnaie bimétallique d'or et d'argent avec indication de valeur : le *talent*. Hérodote écrit : « Les Lydiens sont les premiers à notre connaissance qui frappèrent et mirent en usage la monnaie d'or et d'argent, les premiers aussi qui firent le commerce de détail[196]. » Il est possible que les pièces de monnaie viennent de Chine mais que la Lydie soit le premier royaume à en avoir fabriqué dans un métal précieux et à en avoir garanti la valeur. Le système est immédiatement repris par les Perses, par toutes les autres cités grecques et par tous les peuples avec qui ils commercent.

C'est conjointement que Crésus et les Babyloniens trouvent leur maître : cinquante ans après avoir pris Jérusalem en − 550, l'Empire babylonien de Nabuchodonosor (mort en − 562) tombe à son tour sous les coups d'un Perse, grand stratège, Cyrus II, qui a bâti son pouvoir sur le renversement d'alliances, autrement dit sur la trahison, comme l'avait fait Nabuchodonosor lui-même. Roi depuis six ans d'une cité perse, Fars, il se soulève d'abord contre son beau-père, Astyage, roi des Mèdes ; il le bat et s'empare de sa capitale, Ecbatane. En − 549, il se fait proclamer roi des Perses et des Mèdes. En − 547, allié de Nabonide, roi de Babylone, il progresse en Asie Mineure et écrase les Grecs ioniens, dont Crésus. En − 539, nouvelle trahison : il se retourne contre son allié babylonien, le fait prisonnier, entre triomphalement dans Babylone, prend le titre de « roi de Babylone, roi des quatre pays », et fait de la Judée une province perse. Il laisse aux peuples vassaux une large autonomie en contrepartie d'un tribut en argent et en soldats, que les Juifs doivent payer comme les autres. Il autorise les cérémonies rituelles de toutes les confessions. Mardouk, dieu de Babylone, côtoie ainsi le Dieu des Juifs, parmi bien d'autres.

En − 538, soit dix ans après la conquête, Cyrus, craignant une attaque de l'Égypte, décide de faire de la Judée un rempart entre le pharaon et lui. Il autorise alors le retour des Juifs, ordonne même de leur restituer les trésors du Temple emportés par Nabuchodonosor, afin qu'ils aient les moyens de

reconstruire leur pays. Il ne promet pas pour autant de rendre aux Juifs leur indépendance ni même leur roi ; la province reste gérée par un gouverneur perse.

Quand en − 530 Cyrus meurt en combattant des tribus touranes en Asie centrale, les Juifs de Babylone ne sont pas revenus en masse à Jérusalem. Car la Judée est entre-temps devenue une province pauvre, balayée par les raids de pillards. Les exilés de Babylone n'ont aucune envie de quitter le brillant empire perse. Au total ne rentrent que la moitié des exilés – ils sont maintenant environ 200 000 –, accompagnés de 70 000 esclaves domestiques (proportion normale à l'époque) ; ils sont souvent financés par les plus riches restés en Mésopotamie. Ces émigrés reviennent en général avec leur foi intacte ; ils se heurtent à ceux qui, restés au pays, sont parfois devenus païens et ont occupé les biens vacants. Les tribunaux de Judée doivent alors régler d'innombrables contentieux portant sur la récupération de leurs terres par ceux qui reviennent, la remise en culture des terres en friche, la reconstruction des fortifications. On réinstalle des tribunaux, des écoles de rabbins ainsi que le Sanhédrin. Il n'est plus possible de respecter toutes les lois du royaume de David. Par exemple, le jubilé ne peut plus s'appliquer : les terres ne sont plus réparties selon les tribus, on est dans l'incapacité d'en retrouver les héritiers et dix des douze tribus sont perdues. Cette loi majeure n'aura donc pu rester en vigueur les quarante-neuf ans nécessaires pour être expérimentée plus d'une seule fois. La vie demeure difficile : les Judéens doivent faire sans cesse appel à l'argent des riches Babyloniens pour éteindre les dettes des paysans auprès d'étrangers et éviter la saisie des terres.

En − 522, un officier nommé Darius, fils d'un satrape, épouse deux des filles de Cyrus, écartant de nombreux autres prétendants et devient roi des Perses. Il crée deux nouvelles capitales à côté de Babylone – Persépolis et Suse –, unifie le système monétaire en instaurant une véritable monnaie composée de dariques d'or et de sicles d'argent. Frappée à l'effigie d'un archer, cette monnaie est réservée aux échanges avec l'étranger ; sur les marchés intérieurs, les échanges continuent de se faire en nature. Darius divise l'Empire en vingt satrapies, met en œuvre un cadastre et implante des relais marchands et militaires le long des routes. Il prend le contrôle de la mer Égée, annexe la Thrace et la Macédoine, renforce les grands axes commerciaux entre la mer Rouge et le golfe Persique, parachève le

creusement du canal entre la mer Rouge et le Nil[35]. La Judée devient alors un carrefour commercial majeur de l'Europe. Sous son règne, les Juifs se sentent encouragés à s'y maintenir : il y a beaucoup de travail pour tous, des occasions de vivre à l'aise.

Pour gouverner en Judée, Darius a l'intelligence de choisir comme préfet un Juif, Zorobabel, fils du roi déporté, et de procéder ainsi à une quasi-restauration de la monarchie. L'enthousiasme soulève Jérusalem. Les prophètes Aggée et Zacharie veulent proclamer Zorobabel roi des Juifs. Celui-ci les modère, réorganise la fiscalité, s'entoure d'anciens exilés qui prennent avec lui le pouvoir sur ceux qui sont restés, non sans susciter disputes et conflits. On commence enfin la reconstruction tant annoncée du Temple, avec un financement assuré à la fois par une contribution des Juifs de Babylone, par un très lourd impôt frappant les Juifs de Judée et par des versements de toutes les communautés, maintenant dispersées tout autour de la Méditerranée et en Orient, que viennent inlassablement solliciter des rabbins dépêchés par Zorobabel. Commence le rôle de la Diaspora dans l'économie d'Israël.

Le nouveau Temple est inauguré le 3 mars − 515. Il n'est ni aussi grand ni aussi luxueux que le premier. L'Arche d'alliance a disparu ; un chandelier à sept branches remplace les dix chandeliers de Salomon. Mais l'économie du Temple est de retour avec ses prêtres, ses dîmes, ses donations et ses changeurs. Les offrandes affluent. Prêtres, grands prêtres et lévites s'affairent en masse. On compte bientôt plusieurs milliers de prêtres entretenus par les revenus du Temple, coffre toujours bien gardé contenant bijoux, monnaies d'or et d'argent de tous pays. Comme ces trésors sont cachés au cœur du sanctuaire, tous, Juifs et non-Juifs, en exagèrent l'importance. Le Temple devient sujet de conversation et objet de convoitise dans tout le Proche-Orient.

Vaincu en − 490 par les Grecs à la bataille de Marathon, Darius meurt en − 486. Son fils, Xerxès, recule devant les Grecs à Salamine. Son petit-fils, Artaxerxès, gouverne son empire en s'entourant d'intellectuels juifs et grecs, dont Thémistocle, exilé d'Athènes, et Néhémias, un rabbi qu'il nomme en − 445 gouverneur de Judée afin d'éviter que s'y installe une dynastie avec les descendants de Zorobabel. Néhémias réduit les impôts, annule les dettes, rétablit la dîme.

L'époque voit aussi une exceptionnelle floraison de textes. Un second Isaïe parle peut-être du Messie à venir, quand il annonce la venue du « Serviteur souffrant », à moins qu'il ne désigne sous ce nom le peuple juif . On met en forme les textes du Pentateuque et des Prophètes. Le livre de Jonas rappelle le devoir des Juifs du premier exil de défendre Ninive – métaphore de la nécessité pour les Juifs de défendre, à chaque époque, le monde contre la colère de Dieu. Le malheur des autres est aussi le sien.

Alexandrie

Quand, en − 338, Artaxerxès III est assassiné, Darius III lui succède, mais c'est la fin du grand royaume perse. La puissance économique bascule de la Perse à la Grèce. La Méditerranée prend le pouvoir. Alexandre, fils de Philippe de Macédoine, élève d'Aristote, roi à vingt ans, maître de Thèbes et d'Athènes, devient chef de la confédération hellénique. Faisant frapper des monnaies d'argent et d'or à son effigie, il adopte le système monétaire d'Athènes, bientôt généralisé à toute la région. Avec une importante armée, il bat Darius III à Issos, en Syrie, en − 333 ; la route d'Égypte lui est ouverte – et elle passe par la Judée. Alexandre fait le siège de Tyr (sept mois) et de Gaza (deux mois), traverse Jérusalem en − 332 sous les vivats des Juifs. Bien vite, les coutumes grecques font fureur. Les riches Judéens se mettent à parler le grec, à imiter la tenue vestimentaire et le mode de vie des nouveaux occupants. Même les jeunes serviteurs du Temple s'exercent aux jeux sportifs dans les gymnases[35]. L'assimilation est en marche, en Judée comme ailleurs.

La Grèce domine aussi le commerce. C'est dans la pratique des marins et des commerçants grecs de cette époque qu'apparaissent les modalités de la vente à terme, du prêt à la grosse aventure aux pêcheurs et aux marchands, de l'hypothèque, du gage, du cautionnement, du contrat de change et même de l'assurance[17]bsp;: ainsi, dès cette époque, des Grecs mettent sur pied à Babylone un système d'assurance contre la fuite d'esclaves, que finance le versement d'une prime par chaque propriétaire d'esclaves[17].

Alexandre quitte Jérusalem et conquiert l'Égypte, accompagné de mercenaires juifs en guise de paiement pour la construction d'un temple sur le mont Garizim, en Samarie. Il fonde Alexandrie, port commercial, en un

lieu stratégique où s'installera rapidement une vaste communauté juive jouissant des mêmes droits que les Macédoniens. Les Juifs représentent même d'emblée près de la moitié des trois cent mille habitants de la ville nouvelle. De là, le judaïsme va rayonner sur tout le monde grec. D'autres communautés juives s'établissent dans l'Égypte hellénisée ; mais, comme on y a gardé souvenir – au moins sur le plan mythologique – de ce que raconte l'Exode, les Égyptiens reçoivent plutôt mal ces marchands arrivés avec l'occupant grec.

C'est de cet endroit du monde et de cette époque de l'histoire que datent les premiers portraits de Juifs comme « usuriers » ou « meurtriers ». L'antijudaïsme est grec, alexandrin, avant d'être chrétien. Les Égyptiens, auparavant, les ont sans doute détestés. Un certain Damocrite affirme que, tous les sept ans, les Juifs doivent capturer un étranger, l'amener dans leur Temple et l'immoler en le coupant en morceaux. Appien d'Alexandrie écrit que les Juifs engraissent chaque année un Grec pour le manger. Un dénommé Manéthon, prêtre égyptien, explique que les Juifs ne sont qu'une race de lépreux, déjà renvoyée d'Égypte à l'époque de Moïse, et qu'il convient de chasser à nouveau.

En − 331, Alexandre quitte l'Égypte, repasse par la Judée et Tyr, marche vers la Mésopotamie, incendie Persépolis – Darius III est tué par ses troupes – et remplace la darique d'or par le statère. Les trésors des rois de Perse sont transformés en pièces de monnaie, ce qui favorise les échanges commerciaux et entraîne un formidable essor économique, lequel passe largement par les marchands juifs. En − 327, le Macédonien est à Kaboul et à Bamyan, continue vers l'Indus, puis revient par les déserts en un épuisant périple jusqu'à Babylone, où il meurt en − 323, à trente-trois ans, fulgurante étoile. Il aura été le premier homme à avoir son profil sur des pièces de monnaie, jusque-là privilège des dieux.

Ses généraux, les diadoques, se partagent son empire. Séleucos prend la Syrie et la Mésopotamie, de la mer Égée à l'Afghanistan. Ptolémée s'arroge l'Égypte et la Grèce. La Judée, placée sous contrôle de Séleucos, devient tout de suite une pomme de discorde entre les deux puissances grecques : l'enjeu est en effet le contrôle des routes commerciales, et elles passent encore par là.

Ptolémée Ier Sôter, général d'Alexandre, installe sa capitale à Alexandrie en − 313, en édifie le phare et la bibliothèque avec l'aide de lettrés grecs et juifs ainsi que de banquiers juifs. Il prend Chypre, aide Séleucos Ier à s'emparer de Babylone et reçoit de lui, en échange, la Syrie : deux Grecs sont aux commandes des deux anciens empires d'Égypte et de Babylone. Il règne jusqu'à − 286.

Dernier survivant de la formidable aventure du roi macédonien, Séleucos règne pendant près de cinquante ans, jusqu'en − 281, à partir d'une nouvelle capitale portant son nom, Séleucie, sur le Tigre, juste à côté de Babylone. Après lui, les rois grecs maintiennent leur pouvoir sur la Babylonie et leur soutien à la communauté juive locale – marchands, artisans, paysans. Ils contrôlent aussi la Palestine, où une distinction commence à se faire jour entre plusieurs groupes religieux parmi les Juifs : les pharisiens, les sadducéens et les esséniens[428].

Les sadducéens, représentants de l'aristocratie et des familles des grands prêtres, exercent le pouvoir sur l'ordre politique et religieux. Ils tiennent les impôts, les offrandes, le Temple et tous les circuits financiers.

Les pharisiens, guides spirituels de la communauté, dirigeants religieux et laïcs, font l'apologie de la vie simple, critiquent la richesse des prêtres, affirment leur croyance dans le libre arbitre, la vie éternelle, la résurrection et le Messie. Ils se souviennent que le prophète Élie a même proclamé que la pauvreté est le bien suprême que Dieu a conféré à Son peuple avec une très belle métaphore : « La pauvreté convient à Israël comme une bride rouge convient à un cheval blanc. » L'ascèse – *perishut*, d'où dérive « pharisien » – ne mène pas nécessairement au salut, et ils ne condamnent pas pour autant la richesse si elle est au service du bien.

Les esséniens, secte semi-monastique, vont plus loin encore dans le refus des richesses. Ils mettent en commun propriétés et revenus, nourriture et vêtements. Ils refusent le mariage et les sacrifices animaux. Ils prônent la chasteté, la pureté et le port de vêtements blancs.

Les conditions de la solidarité se précisent : chaque membre de la communauté doit toujours consacrer au moins le dixième de ses ressources à financer la *tsedaka*. Gérée par la communauté, elle assure maintenant la dot des filles pauvres, un revenu aux plus âgés sans famille, la remise au

travail de ceux qui ont fait faillite, l'octroi de prêts sans intérêt, l'accueil des étrangers de passage, le rachat des esclaves, enfin et surtout l'école pour tous les enfants.

En − 301, la Judée, d'abord dans les mains de Séleucos, passe dans celles de Ptolémée I^{er}. Celui-ci entre dans Jérusalem un jour de shabbat, ce qui fait scandale, mais il fait achever la reconstruction du Temple et intervient fort peu dans les affaires intérieures du pays. Il perçoit un tribut annuel, dont il exonère néanmoins les serviteurs du Temple et, pour trois ans, tous les Juifs de Jérusalem. Le grand prêtre, seule autorité nationale autorisée, a le pouvoir de collecter une dîme, en Palestine et en diaspora, et de gérer le trésor du Temple.

Ptolémée II (dit Philadelphe), qui succède à son père en − 286, contrôle la Palestine et règne depuis Alexandrie jusqu'en − 246. Jamais l'Égypte, dans son histoire, n'aura été aussi puissante ; hellénisée, elle passe peu à peu sous l'influence de Rome, nouvelle puissance occidentale. Philadelphe fait traduire la Bible en grec : c'est la Bible dite des Septante, utile à ceux des Juifs qui ne parlent plus d'autre langue.

En − 245, son successeur, Ptolémée III Évergète, renforce la Judée et enrichit le Temple. La fonction de grand prêtre est assurée par un certain Simon le Juste, puis par ses deux frères. « Pour un Juif, écrit à cette époque Simon le Juste, le monde repose sur trois piliers : la Loi, le service de Dieu et les actes d'amour. » En − 222, Ptolémée III accélère l'hellénisation de la Palestine, et toutes les relations officielles entre Juifs et occupants se font maintenant en grec. L'économie du pays est inscrite dans celle du nouvel empire égyptien. Pharisiens et esséniens continuent de se dresser contre les riches sadducéens et s'emploient à reconquérir les tribunaux : les membres sadducéens du Sanhédrin sont eux-mêmes progressivement remplacés par des pharisiens. L'économie commerciale reste florissante. Les campagnes redeviennent prospères. La Judée est désormais une province grecque, vivant en grec.

En − 202, nouveau changement de maître : au terme d'un long voyage de conquête jusqu'en Inde puis en Arabie, un autre roi grec, le Séleucide Antiochos III (− 223/− 187), fait alliance avec Philippe V de Macédoine, organise la reconquête de l'Asie. Il reprend la Palestine aux Ptolémées et reconnaît le droit de pratiquer le judaïsme.

Puissance nouvelle, se posant en garante de la liberté des villes grecques, Rome s'intéresse de plus en plus au Proche-Orient, pour son potentiel commercial, et s'inquiète de la force montante d'Antiochos III. Pour les maîtres de Rome, la route de l'Asie doit rester ouverte. Les alliances se forment : la Macédoine avec les Séleucides, les Ptolémées avec les Romains. La Judée se retrouve politiquement et commercialement entre les deux. Les communautés de la diaspora – chez les Ptolémées à Alexandrie, chez les Séleucides à Babylone, chez les Romains à Rome – sont parfois accusées de comploter pour faire passer la Judée sous la protection d'un autre des puissants : déjà, l'accusation de double allégeance renforcée par la présence de communautés sœurs dans les empires rivaux.

Rome se fait de plus en plus présente, militairement et commercialement, en Égypte. En − 191, le consul Flaminius, allié aux Ptolémées d'Égypte, affronte des armées séleucides alliées à Philippe V de Macédoine, ce qui leur confère une notable supériorité numérique. Les Romains gagnent pourtant aux Thermopyles, puis à Magnésie en − 189. Antiochos doit signer le traité d'Apamée, par lequel il abandonne aux Ptolémées ses possessions en Asie au-delà du Tigre. Le roi vaincu est condamné à payer des indemnités de guerre si élevées qu'il ne peut les honorer qu'en vendant les charges de grands prêtres de toutes les religions et en pillant tous les temples à sa portée, de toutes les religions, de Jérusalem à Babylone. Surpris en − 187 en train de piller celui de Baal à Suse, Antiochos y est assassiné.

Traversée par toutes les armées, changeant sans cesse de maître, la Judée n'en est pas moins encore très prospère. La terre produit du blé, de l'orge, des fruits, du vin, de l'huile et des figues. L'élevage fournit les animaux de sacrifice. La pêche se développe dans les ports d'Acre et de Jaffa. Comme le pays est pauvre en métaux mais riche en pierre à bâtir, et que le cheptel d'ovins y produit la laine en abondance, la construction et l'artisanat textile s'y épanouissent. Les prêteurs financent – en contournant l'interdiction qui frappe le prêt à intérêt – l'agriculture, la pêche, les ateliers[34]. Les changeurs se mettent au service des pèlerins. Quelques-uns, rares, s'enrichissent comme collecteurs d'impôts au service de l'occupant, quel qu'il soit. Les diasporas continuent de financer la reconstruction du pays et d'entretenir des prêtres de plus en plus nombreux à graviter autour du Temple.

Depuis Jérusalem, Babylone et Alexandrie, tribunaux et écoles religieuses précisent la jurisprudence. Maîtres et étudiants commencent à rédiger leurs notes de cours, dites *mishnaioth* ou « répétitions » – ce qui est appris par cœur –, ils réunissent en recueils récapitulant les décisions des tribunaux sur des questions morales, mais aussi économiques comme la fiscalité, les prix, les entreprises, la vie sociale, la solidarité, l'environnement. Ils exaltent le travail manuel – à la différence de la société grecque voisine, où il passe pour dégradant –, fixent les « justes prix », limitent les profits, contrôlent les groupements corporatifs, les *hevots*, répartissent les rues dans les villes entre les différents corps de métiers, surveillent particulièrement certains artisans spécialisés dans les produits féminins comme les parfumeurs, soupçonnés de relâchement moral, éloignent ceux qui exercent certains métiers considérés comme humiliants, tels le tannage, la mine ou le ramassage d'excréments (en raison de l'odeur), et autorisent le divorce d'avec eux.

Il arrive maintenant à certains tribunaux d'interdire une activité si elle nuit au reste de l'économie ou à l'environnement. Par exemple, l'élevage du petit bétail, en particulier celui des chèvres, est interdit parce qu'il dévaste les champs. Un autre jugement interdit d'établir une aire de battage à moins de cinquante coudées des limites d'une ville, de peur que la balle, emportée par le vent, ne nuise à la santé des habitants. De même, on ne doit pas construire de bas fourneaux, qui produisent trop de fumées, ni brûler sur l'autel du Temple du bois d'olivier, de vigne ou de palmier-dattier, ni faire brûler trop vite une lampe à huile de naphte, « car c'est gâcher une valeur naturelle[408] ». On impose aux villes nouvelles de préserver à leur périphérie une zone vide, sans arbres, ni cultures, ni entreprises.

Tirant les leçons de la précarité des situations et de la nécessité de se tenir prêt à partir, les tribunaux fixent des principes de gestion du patrimoine : « Un homme doit toujours garder sa fortune sous trois formes : un tiers en terre, un tiers en bétail, un tiers en or[408]. » Ils précisent aussi les conditions de l'aide dispensée aux pauvres, aux veuves, aux orphelins et aux étrangers, contre les créanciers et la maladie.

Il reste interdit de prêter à intérêt, tout emprunteur risquant de devenir pauvre et insolvable : l'intérêt demeure assimilé au mensonge et au détournement. « Si tu prêtes de l'argent à un compatriote, à l'indigent qui est

chez toi, tu ne te comporteras pas envers lui comme un prêteur à gages, tu ne lui imposeras pas d'intérêts » (Exode 22, 24 ; Lévitique 25, 37). Il est tout aussi interdit d'emprunter à intérêt, de rédiger l'acte de prêt, de le parapher à titre de témoin. Sont également prohibés tous les actes par lesquels un créancier pourrait profiter indirectement de son prêt (*avaq ribbit*, littéralement « poussière de l'intérêt »). En réalité, malgré cette interdiction générale, l'interprétation subtile des textes permet aux tribunaux de tolérer certaines pratiques : ils limitent d'abord l'interdiction aux prêts à la consommation, les seuls qui concernent vraiment les pauvres. Les prêts à l'investissement sont autorisés selon des mécanismes très précis. Par exemple, des biens laissés en gage d'un prêt sans intérêt sont rachetés, au moment du remboursement par l'emprunteur, avec une marge équivalant à un intérêt. Les gages sont pourtant, en principe, sévèrement contrôlés : « Tout homme rentrera dans le bien qu'il possède et chacun retournera à sa famille » (Lévitique 25, 23-31). Tout bien peut être laissé en gage sans limite de temps, sauf les logements qui ne peuvent être repris par l'emprunteur que dans le délai d'un an, afin de permettre au prêteur de s'y installer avec sa famille.

Hors de la communauté, qui exige solidarité et charité, l'intérêt est autorisé car il n'a rien d'immoral : « À l'étranger, tu pourras prêter et emprunter à intérêt » (Deutéronome 23, 20). Nul n'est tenu de considérer l'étranger comme un pauvre en puissance. Les non-Juifs ne risquent pas non plus d'être expulsés.

Comme il n'y a pratiquement aucune sanction – hormis l'exclusion de la communauté, très délicate à prononcer –, les tribunaux doivent sans cesse répéter la jurisprudence. Et les prêts directs à intérêt entre Juifs sont nombreux, ainsi que l'attestent au v^e^ siècle av. J.-C. des papyrus établis en Égypte par la communauté juive d'Éléphantine, une île située face à Assouan[399].

Les accusations de double jeu proférées contre les Juifs continuent. Elles prennent un tour particulièrement dramatique en − 187 quand Antiochos IV Épiphane, qui gouverne à l'Est, reproche aux Juifs de Mésopotamie et de Palestine d'être passés du côté des Ptolémées et des Romains. Il abroge l'édit d'Antiochos III reconnaissant le judaïsme et, dans une première tentative d'éradication du judaïsme, interdit sa pratique dans toute la Judée,

fait élever une statue de Zeus sur l'autel du Temple, punit de mort la circoncision, force les Juifs à participer aux festivités grecques et rebaptise Jérusalem du nom d'Antioche.

Jamais la survie du judaïsme en Judée n'a été aussi menacée. Les Juifs vont alors se tourner vers Rome pour qu'elle les sauve. Ce sera leur perte.

Sous Rome

Voici maintenant l'histoire de la disparition de l'ultime identité étatique des Hébreux. Elle va conditionner toute la suite du destin des Juifs. Et, une fois de plus, bouleverser les relations des Juifs avec le monde.

En − 169, Antiochos IV tente de réprimer la révolte en Judée du grand prêtre Jason, s'emparant au passage des trésors du Temple, brûlant les livres et décrétant l'hellénisation forcée de la Judée. Daniel proteste ; beaucoup de Juifs partent pour l'Égypte où les Ptolémées cherchent à les attirer. En − 167, un prêtre, Matthatias l'Asmonéen, et son fils, Judas Maccabée, prennent le maquis, incendient les villages hellénisants, y circoncisent de force les enfants mâles[101]. En décembre − 164, les rebelles prennent le contrôle de Jérusalem et inaugurent à nouveau le Temple en tant que lieu sacré des Juifs avec une huile miraculeuse, ce que commémore depuis la fête de Hanoukka. Le retour au pouvoir passe par celui de la Lumière, de l'Esprit..

En − 161, Judas Maccabée profite de ce premier succès pour proclamer la création d'un État juif indépendant[101]. Il dépêche deux représentants à Rome pour tenter d'obtenir la protection du Sénat. Mais il meurt en − 160 sur un champ de bataille, au nord de Jérusalem, face aux armées macédonienne et séleucide. Son frère Jonathan lui succède et, après avoir passé un accord avec les généraux séleucides, il s'appuie sur les pharisiens et se fait nommer grand prêtre du Temple, avec les revenus associés ; en − 150, il est reconnu chef de la nation juive, et même chef militaire des armées séleucides du Levant-Sud qui lui laisse gérer la Palestine. C'est qu'ils ont d'autres soucis.

En effet surgit à l'est une nouvelle puissance : les Parthes, venus d'Asie Mineure. Leur chef, Mithridate, bat les Grecs séleucides et entre en libérateur dans Babylone, sans changer le statut des communautés qui y

vivent. La Palestine, elle, reste sous contrôle des Séleucides à l'empire réduit.

En − 143, Simon, le troisième frère Maccabée, succède à Jonathan assassiné. Il refuse de payer les impôts au nouveau maître grec, Démétrios I[er], et décrète l'indépendance de fait de la Judée en fondant la dynastie asmonéenne. En − 141, il envoie encore des ambassadeurs à Rome pour essayer d'obtenir l'alliance romaine contre les Séleucides affaiblis, et convoque une Grande Assemblée, un Sanhédrin qui lui reconnaît le titre de « grand prêtre, stratège et roi des Juifs », « prince et grand prêtre à jamais ». Il émet des pièces de monnaie ornées des sept principaux produits agricoles (blé, avoine, raisin, figue, grenade, olive et datte[34]), et répartit entre ses frères les pouvoirs politique, économique et religieux ; tous nommés à vie, ceux-ci contrôlent ainsi l'armée, les religieux, les tribunaux et les finances. La royauté est revenue. Elle est même héréditaire : à Simon succède son fils aîné, Aristobule I[er], qui est le premier des Maccabées à prendre le titre de roi, dynastie des Asmonéens. Au bout d'un an, son frère, Judas Aristobule, fils de Hyrcan, lui-même troisième fils de Simon, s'empare du trône et règne un quart de siècle, jusqu'en − 76, massacrant les pharisiens qui lui résistent et conquérant la Samarie. Les sadducéens appuient les Asmonéens, que combattent les esséniens.

La crise entre les factions juives conduit à préciser la nature des livres sacrés à protéger. Pour les sadducéens, cela se limite au Pentateuque. Pour les pharisiens, cela couvre aussi les autres livres bibliques. Pour les esséniens, cela concerne tous les livres, mais qu'ils interprètent selon des exigences de pureté et d'austérité.

Là se situe un épisode dynastique particulièrement complexe qui conduit jusqu'à la naissance du christianisme et à la fin du dernier État juif.

Après la mort de leur mère Alexandra, les deux fils de Judas Aristobule, Hyrcan II et Aristobule II, se disputent le pouvoir. Jusqu'à ce qu'un jeune gouverneur juif d'Idumée (une des provinces du pays), nommé Antipater, fasse entrer les Romains dans le jeu en proposant aux deux frères ennemis de se soumettre à l'arbitrage de Pompée, le commandant des forces romaines déployées à l'est de la Méditerranée.

Pompée vient de recevoir du Sénat la double mission de pacifier les mers, où des pirates grecs menacent le commerce, et de mener la guerre contre Mithridate VI, le roi parthe qui vient de massacrer des Romains à Éphèse, en Asie Mineure. Pompée accepte d'aider Antipater, dont il pense avoir besoin pour son combat ultérieur. Il défait le reste des armées séleucides, et rentre dans Jérusalem en − 63. Il pénètre dans le Saint des saints et rend son arbitrage en faveur de Hyrcan II, dont il réduit néanmoins le pouvoir et le territoire. Aristobule II est expédié à Rome comme prisonnier. Douze mille Juifs sont massacrés. C'est en fait, malgré les apparences, la fin de la dynastie asmonéenne. Sans le vouloir, croyant restaurer un pouvoir juif, Antipater a en fait travaillé à la mainmise de Rome.

Les Juifs ont désormais l'obligation d'accepter la soumission à l'Empire ; leurs collecteurs d'impôts prélèvent des taxes, auxquelles s'ajoutent toujours la dîme pour le Temple et l'impôt pour les pauvres. L'alliance romaine ne s'est donc traduite que par un changement de maître et un alourdissement des servitudes.

Un épisode bien connu fait alors basculer plus encore la Palestine sous contrôle romain. En − 61, Pompée, affaibli, est obligé de partager le pouvoir avec le chef des armées d'Occident, Jules César, et avec un homme politique richissime, Crassus, à qui échoit le contrôle de l'Orient. Aristobule II est alors libéré et tente de reprendre le pouvoir à son frère. Battu, il est renvoyé une deuxième fois à Rome comme prisonnier de guerre. Allié de Pompée, Hyrcan II reconstruit Jérusalem pendant qu'à Rome César fait libérer les Juifs qui avaient été vendus comme esclaves. En − 54, passant par Jérusalem, en route pour la guerre contre les Parthes, Crassus entre dans le Temple. Il s'y empare de tous les cadeaux apportés par les diasporas et de 2 000 talents d'or auxquels Pompée n'avait pas touché ; il exige en outre de la population 8 000 talents supplémentaires, soit au total l'équivalent de 34 tonnes d'or.

Quand, en − 52, Crassus est assassiné, le Sénat vote les pleins pouvoirs à Pompée. César, alors en campagne en Gaule, n'accepte pas d'être ainsi déchargé de sa part de pouvoir ; il franchit le Rubicon et prend Rome, pendant que Pompée et toute la fine fleur du Sénat fuient vers la Grèce. Comme Antipater et Hyrcan II ont pris le parti de Pompée, César libère Aristobule II et le renvoie conquérir la Judée contre son frère. Il échoue pour la troisième fois.

Pompée est battu par César à Pharsale le 9 août − 48 ; Antipater et Hyrcan II changent alors de camp et se rallient à César, qui abandonne Aristobule II. La trahison est partout. Des soldats juifs se trouvent dans toutes les armées. L'un d'entre eux est le chef de la police en Égypte. Un autre commande les armées de Cléopâtre. Des mercenaires juifs viennent aider César à vaincre les Égyptiens. Antipater, récompensé pour sa trahison, devient citoyen romain et se fait nommer par César *procurator* (administrateur) pour toute la Judée. Pompée se réfugie en Égypte, où il est assassiné.

En − 44, devenu dictateur, César n'oublie pas l'aide que lui ont apportée les Juifs de Judée dans sa lutte contre Pompée : il leur accorde un statut privilégié, sans pour autant leur rendre leur indépendance. Il autorise la pratique du judaïsme, comme il autorise le culte d'Isis ou de Mithra. Comme à chaque fois, la souveraineté, même relative, s'accompagne d'avantages fiscaux : « Nous, Caius César, dictateur, consul pour la cinquième fois, ordonnons, tant pour des considérations d'honneur, de vertu et d'amitié que pour le bien et l'avantage du Sénat et du peuple romain, que Hyrcan, fils d'Alexandra, et ses enfants seront grands prêtres et souverains sacrificateurs de Jérusalem et de la nation juive ; qu'on diminuera les impôts des Juifs dans la seconde année ; que les habitants de la ville de Jérusalem paieront tous les ans un tribut, mais qu'ils ne paieront rien la septième année sabbatique, parce qu'ils ne sèment point et ne recueillent point les fruits des arbres ; qu'ils paieront de deux ans en deux ans un tribut égal au quart des semences, ainsi que les dîmes à Hyrcan et à ses enfants comme les ont payées leurs prédécesseurs[177]… »

La même année, César est assassiné et Antoine s'empare du pouvoir à Rome. Cassius, un des assassins, prend le commandement des troupes en Syrie. Antipater lui-même, dénoncé comme allié des Romains, est assassiné en − 42 par des nationalistes juifs.

À Jérusalem, Hyrcan II est remplacé par son neveu Antigone, jusqu'à ce qu'en − 37 le Sénat confie le pouvoir à la famille du procurateur qui a tant aidé Rome : un des deux fils d'Antipater, Hérode, est proclamé roi des Juifs. Antigone est décapité.

Hérode se révèle un administrateur brutal et un excellent soldat. Il se réconcilie avec les esséniens et s'oppose aux puissants sadducéens, nommant lui-même les grands prêtres à sa guise. Plus aucune charge n'est héréditaire. Pour reconstruire le pays, il pressure le peuple d'impôts.

En − 27, Auguste prend le pouvoir à Rome. Selon certaines estimations, les Juifs sont maintenant six millions dans l'ensemble des territoires contrôlés par Rome, soit presque 10 % de la population totale. On en trouve en Égypte, en Thessalie, en Asie, en Espagne, en Afrique (Algérie), à Lyon, à Trèves ; à Rome, ils sont 50 000, avec quinze synagogues : artisans et marchands, prêteurs et courtiers.

En − 20, à Jérusalem, Hérode, haï par le peuple comme l'était son père, tente de le séduire en finançant les travaux d'embellissement du Temple. Il en double le parvis, cherchant à retrouver la splendeur du règne de Salomon. Le sanctuaire redevient le centre d'offrandes et de pèlerinage du judaïsme. Cette seule année-là, il reçoit pour la Pâque – note l'écrivain juif romanisé Flavius Josèphe[213] – trois millions de pèlerins venus du monde entier, soit plus du tiers du judaïsme mondial ! Exagération, sans nul doute. L'économie du Temple fonctionne à plein. Marchands, prêteurs, lettrés – métiers souvent exercés par un même individu – circulent du Temple à la mer puis en diaspora, transportant offrandes, marchandises, questions théologiques, réponses de maîtres, engagements de prêts, dons pour le Temple…

Les esséniens réclament avec une insistance croissante plus de simplicité dans le mode de vie des prêtres, moins d'apparat dans le fonctionnement du Temple, moins d'offrandes, moins de grands travaux, plus de solidarité envers les pauvres. Beaucoup lisent dans les désordres du temps l'annonce de la venue prochaine du Messie.

Hérode se fait omniprésent. Il intervient lui-même à l'occasion de trente et un tremblements de terre qui perturbent les esprits, et de famines qui exacerbent les révoltes. Un certain Jean immerge brièvement dans les eaux du Jourdain tous ceux qui se présentent à lui et les appelle à la pénitence – jusqu'à être arrêté et exécuté. En 4 avant notre ère naît à Bethléem un certain Yehoshuha ou Joshua, bientôt élevé à Nazareth.

Hérode meurt cette année-là. Auguste, à Rome, refuse le titre de roi à son fils Hérode Antipas, se bornant à le nommer tétrarque. Deux ans plus tard, l'empereur décide de mater l'élite juive, qu'il exile – à l'exception du tétrarque – le plus loin possible, à Vienne, en Gaule. Il confie à un préfet romain l'administration de la Judée, rattache celle-ci à la province de Syrie et place le Temple sous la protection de la loi romaine.

Pour s'adapter au nouvel environnement, la doctrine des tribunaux rabbiniques s'assouplit. Par exemple, comme le fisc romain exige maintenant un règlement de l'impôt tous les ans, on renonce à la mise en jachère des terres et à l'annulation des dettes un an sur sept, au moment du jubilé. Pour ce faire, en accord avec les autorités théologiques, en particulier avec le principal sage, rabbi Hillal, on modifie les contrats existants qui le prévoyaient en recourant à une procédure grecque, le *probsol*, qui permet de changer les termes d'un accord par simple déclaration faite devant un tribunal.

Les riches ne s'intéressent plus guère à la religion. Aucun d'entre eux ne finance la construction d'aucune des nombreuses synagogues édifiées à cette époque en Judée par les communautés de paysans et d'artisans. Par ailleurs, l'agitation populaire se développe contre les prêtres (qui dépensent), contre les riches (qui gaspillent), contre les tribunaux (qui tolèrent), contre les Romains (qui oppriment), contre les fermiers généraux (qui pressurent).

En 14, un nouvel empereur, Tibère, nomme procurateur un certain Valerius Gratius ; celui-ci désigne puis dépose successivement trois grands prêtres avant d'arrêter son choix, en 18, sur le plus docile, Joseph Caïphe, qui accepte – humiliation suprême ! – de venir quémander ses habits sacerdotaux au procurateur avant chaque cérémonie. En 21, Hérode Antipas fonde une nouvelle capitale, Tibériade, encore plus luxueuse que Jérusalem, mais où les Juifs pieux refusent de se rendre, car elle est construite sur un cimetière. En 26, Gratius est remplacé par Pontius Pilatus, nommé avec tous pouvoirs : politique, fiscal, policier, judiciaire. Certains Juifs se révoltent quand il fait dresser des statues à César dans Jérusalem et quand il ordonne au trésor du Temple de financer un aqueduc. Joseph Caïphe, lui, cède à toutes les demandes des Romains.

Les sectes se multiplient[295]. L'attente du Messie se fait de plus en plus fervente. Parmi beaucoup d'autres, Joshua, Jésus de Nazareth, rabbi, prêche l'amour du prochain et la vanité des richesses. Reprenant ce qui est dit dans la Torah, du sermon sur la montagne au « shabbat fait pour l'homme », de l'apologie de la non-violence au précepte d'« aimer son prochain comme soi-même », il laisse entendre qu'il tient son autorité de Dieu, chasse les commerçants du parvis du Temple dont il annonce la destruction prochaine. Les autorités romaines et le Sanhédrin veulent le faire taire, comme tous ceux qui parlent haut. Jésus de Nazareth est exécuté par les Romains un jour de Pâque. Sa mort passe à peu près inaperçue jusqu'à ce que ses compagnons annoncent sa résurrection, trois jours plus tard.

La « proclamation », faite d'abord par Pierre, est répétée à tous les Juifs par Jacques et d'autres compagnons de Jésus, tous juifs, les apôtres. Après avoir été convaincu, Saül devenu Paul annonce dans les synagogues de plusieurs grandes villes du bassin méditerranéen l'avènement du Messie. Les Romains ne voient encore en eux qu'une secte parmi d'autres.

D'autres mouvements juifs apparaissent d'ailleurs à la même époque, dont les zélotes, partisans de la lutte armée contre les Romains.

Pendant ce temps, à Rome, la haine monte contre les Juifs. On leur reproche d'être différents, de ne pas prier les dieux Lares, d'attirer à eux beaucoup de grands seigneurs et de nobles. Tibère, qui succède à Auguste en 14, interdit le judaïsme dans toute la péninsule italique.

En 37, Caligula, qui ne va régner que quatre ans, nomme Hérode Agrippa II roi de Judée, révoque le procurateur de Judée, Ponce Pilate, et demande au légat en Syrie, Pétrone, d'installer une statue de lui dans le Temple de Jérusalem. Pétrone tergiverse, sentant que pareille provocation risque de déclencher une véritable insurrection.

Furieux, Caligula suscite des attaques de Grecs contre les Juifs d'Alexandrie, principale communauté de l'Empire, beaucoup plus riche et puissante que toutes celles de Judée. Redoutant que les massacres ne prennent de l'ampleur, les responsables de cette communauté dépêchent un émissaire à Rome pour négocier la paix avec l'empereur. Cet homme, connu sous le nom de Philon, est un intellectuel raffiné, grand philosophe en même temps que l'un des plus riches marchands de la ville ; il a financé les

portes d'or et d'argent ornant l'entrée principale du Temple de Jérusalem. La négociation traîne. Se sentant couverts par Rome, les Grecs se font de plus en plus menaçants. Les Juifs d'Alexandrie craignent alors le pire. Mais Caligula meurt en 41, avant d'être passé aux actes. Soulagés, les Juifs d'Alexandrie se vengent de la peur qu'ils ont éprouvée en s'en prenant aux Grecs.

La parole de Jésus de Nazareth prend de l'ampleur. Certains, parmi les derniers témoins de sa mort, souhaitent maintenant annoncer la « bonne nouvelle » à d'autres que des Juifs. Après d'âpres discussions, Paul l'accepte. On se demande alors s'il faut imposer aux païens convertis à la foi nouvelle les mêmes règles que celles auxquelles obéissent les Juifs. On convient de se montrer moins exigeant avec eux : pas de circoncision, beaucoup moins d'interdits alimentaires. En 41, quand les premiers chrétiens – presque tous juifs – arrivent à Rome où Claude vient de revêtir la pourpre impériale, on les traite encore comme les autres Juifs ; on les dispense du culte de Rome et d'Auguste, à condition qu'ils ne troublent pas l'ordre public[368]. Dans la *Vie des douze Césars*, Suétone écrit que « l'empereur Claude chasse de Rome les Juifs qui, sous l'impulsion d'un certain Christos, ne cessent de s'agiter »[335]. Au même moment, à Antioche, on commence à parer les disciples de Jésus du nom de *christianoi*, qui renvoie au mot grec *christos* désignant le Messie…En 41, Claude reconnaît à Hérode Agrippa I^{er}, petit-fils d'Hérode, le titre de roi des Juifs. La Palestine n'est plus tout à fait une province de l'Empire romain. Le nouveau roi renvoie Caïphe et le remplace par un nouveau grand prêtre, plus libre, à qui le procurateur romain, en partant, rend ses ornements. Mais cela ne dure pas : en 44, à la mort d'Hérode Agrippa, Claude rattache à nouveau l'essentiel du royaume à l'Empire en tant que province administrée par un procurateur romain. Il laisse au fils d'Hérode Agrippa I^{er}, Agrippa II, divers territoires en Syrie et le titre d'inspecteur du Temple de Jérusalem, avec pouvoir de nommer le grand prêtre et un certain accès aux richesses du Temple.

Les procurateurs se montrent de plus en plus répressifs. En 55, Néron, qui a succédé à Claude, rend au roi des Juifs une petite partie de la Galilée, dont Tibériade. Cela ne suffit pas à calmer les ardeurs indépendantistes d'une poignée de révoltés, les zélotes, dirigés par un certain Judas le Galiléen qui pousse à la guerre totale contre les Romains. Les chrétiens ne s'y associent pas. Rendu de plus en plus inquiet par ces révoltes et par le

prosélytisme des Juifs, jusques et y compris dans sa propre famille (on murmure que Poppée, sa femme, s'est faite juive), Néron, en 64, fait massacrer les Juifs – parmi lesquels des membres de la secte chrétienne – partout dans l'Empire après l'incendie de sa capitale, dont il les rend responsables.

La destruction du Temple

La crise finale commence encore une fois par une question d'argent : en 66, sous le gouvernement du procurateur Gessius Florus, un soldat romain dérobe dix-sept talents d'or au trésor du Temple. Somme dérisoire, au regard des richesses qui s'y trouvent entreposées. La foule, pour se moquer, organise une collecte à l'intention du procurateur, lequel riposte en envoyant la troupe. Ainsi débute une révolte qui devient vite une lutte d'indépendance. Un groupe de zélotes dirigés par Ménahem, fils de Judas le Galiléen, s'empare de Massada et y massacre la garnison romaine. Le roi Agrippa II est débordé. Les chrétiens refusent de se joindre aux Juifs révoltés et restent en retrait.

Terrible est la répression contre tous les Juifs de l'Empire, premiers massacres de masse de l'histoire juive. La communauté d'Antioche est exterminée ; 53 000 Juifs sont massacrés à Alexandrie, où ils ont vécu si heureux pendant plus de trois siècles. Les Romains assiègent Jérusalem, où les chefs juifs ne parviennent pas à se mettre d'accord sur une stratégie pour desserrer l'étau. Néron envoie Vespasien avec 70 000 hommes pour mater la rébellion.

Après la mort de Néron en 68, à Rome, trois empereurs – Galba, Othon et Vitellius – sont successivement assassinés. Vespasien, alors à Jérusalem, devient empereur en 69 et laisse son fils Titus en finir avec la guerre en Judée. Le jeune général assiège Jérusalem pendant la Pâque juive et prend le Temple, qu'il entend placer sous sa protection. Quand, le 23 juillet, la torche d'un soldat déclenche un incendie sous un porche voisin du Saint des saints, Titus tente de le faire éteindre : il a promis à Bérénice, fille d'Hérode Agrippa I^{er} dont il est épris, de protéger le Temple. Mais, le 9 Ab (29 août) 70 – c'est, selon la légende, le jour anniversaire de la destruction du premier Temple –, le second Temple est détruit et ses richesses raflées par la

soldatesque romaine. Selon un magnifique commentaire ultérieur (Souccah 55 a) la disparition du Temple est aussi une tragédie pour les non-Juifs car les Hébreux priaient pour eux : « Ils ne savent pas ce qu'ils ont perdu. »

La partie haute de la ville, contrôlée par Simon Bargiora, tient encore un mois. Après sa défaite, on compte entre six cent mille et un million de morts parmi trois millions de Juifs de Judée et de Samarie ; les hommes valides partent pour Rome comme esclaves ou gladiateurs. Les ultimes richesses du Temple – le chandelier à sept branches, la Table d'or, les rouleaux de la Loi – accompagnent Titus dans son triomphe. Le chef de la révolte, Simon Bargiora, fouetté pendant tout le parcours, est mis à mort à l'arrivée. De nombreuses pièces de monnaie célèbrent l'événement. Herodium et Machaerus tombent en 71 ; Massada en avril 73, quand sa garnison, après avoir tenu près de trois ans, se suicide collectivement.

Césarée devient la capitale du pays occupé. Le préfet autorise le principal sage survivant, un disciple d'Hillel, Yohanan ben Zakkaï, rabbin cordonnier qui s'était échappé de Jérusalem assiégée en se faisant enfermer dans un cercueil, à réinstaller non loin, à Yavneh, une académie de sages et le tribunal suprême, le Sanhédrin.

On dénombre alors environ sept millions de Juifs dans le monde[35] : deux en Palestine, trois dans le reste de l'Empire romain, un dans l'Empire parthe et le dernier ailleurs. Rome impose aux cinq millions alors sous son contrôle de lui verser les sommes collectées jusque-là pour l'entretien du Temple. Ainsi naît le *fiscus judaicus*[34], dont les chrétiens sont exemptés pour ne pas avoir participé à l'émeute : pour Rome, la distinction entre Juifs et chrétiens est d'abord fiscale.

Quelques zélotes continuent le combat en Égypte et en Cyrénaïque. En vain. Les Juifs ne semblent plus avoir d'autre destin que de se fondre irréversiblement dans les peuples au sein desquels ils sont dispersés. Leur rôle théologique, politique et économique paraît terminé. Un autre monothéisme va prendre le relais.

La Genèse historique, comme la Genèse biblique, s'achève dans l'Exil : l'Empire romain, nouvelle Égypte.

2

EXODE

(70 -1096)

1. *Avec Rome et sans le Temple : premier réseau nomade*
2. *Chrétiens et Juifs face à l'argent*
3. *Babylonie, cœur du monde*
4. *La nouvelle doctrine économique : le Talmud et l'argent*
5. *Entre Rome et Byzance : la nouvelle chance d'Israël*
6. *Heureux comme en islam*
7. *Premiers banquiers des chrétiens*
8. *Les marchands juifs passent à l'Ouest*

Alors qu'une ère nouvelle commence dans le triomphe de l'Occident romain, voici le peuple juif à nouveau jeté sur les routes. Son sort semble, cette fois, définitivement scellé : disparaître, comme l'ont fait avant lui d'autres peuples chassés de leurs terres ou soumis à des colonisateurs, tels les Hyksos ou les Scythes, et, comme le feront plus tard les Mèdes, les Gaulois, les Goths, les Vandales, fusionnant avec leurs vainqueurs sans guère laisser de traces de leur puissance, de leur foi, de leur culture et de leur langue.

Contrairement à eux, les Juifs vont pourtant réussir l'impossible : survivre dans les interstices des empires, y préserver l'essentiel de leur culture en l'adaptant sans cesse aux exigences de nouveaux lieux d'exil. De la destruction du second Temple jusqu'au début des croisades, ils vont

traverser toutes les vicissitudes économiques, religieuses et politiques du premier millénaire chrétien. Dans les empires d'Orient et les premières puissances d'Occident, sous la domination de monarques, de princes, d'évêques, leur sort restera presque partout à peu près tolérable, sauf dans l'Empire romain.

Étonnant destin d'un peuple minuscule fait de paysans, de marchands, d'artisans, de commerçants, de financiers et de lettrés, mêlé aux principaux événements du monde. Peuple de passeurs participant au premier rang à la transformation progressive de l'ordre des empires en ordre de l'argent, maintenant des liens entre des communautés dispersées dans les différents camps en guerre, constituant ainsi un réseau culturel et commercial unique entre tous les peuples sédentaires dans la paix et dans la guerre.

L'esprit de ce millénaire d'exil se calque sur celui de la période racontée par le deuxième livre du Pentateuque : l'Exode (ou les « Noms »[90]) rend en effet compte du long séjour des Hébreux en Égypte, parfois heureux et libres, parfois esclaves contraints de bâtir des villes où ils ne résident pas, jusqu'à leur départ vers un inconnu prometteur de liberté. Ce chapitre relate, lui aussi, un séjour en exil, dans de multiples lieux, certains hospitaliers, d'autres terribles lieux d'oppression où les Juifs, en esclavage, bâtissent des mondes dont ils se trouvent ensuite exclus.

À la fin du livre de l'Exode, ils partent pour Canaan. Au terme de ce premier millénaire chrétien, ils fuient vers l'Europe. L'une comme l'autre terres d'espoir, lieux de futures et cruelles désillusions.

Durant cette longue période, passeurs entre des mondes en guerre, les Juifs assurent les liaisons entre l'Espagne, la Syrie, l'Égypte et la Perse. Souvent lettrés et marchands à la fois, en général pauvres, confinés dans les charges les plus risquées et les moins populaires, détestés pour les services rendus et leur entêtement à ne pas se convertir, soupçonnés pour leurs liens avec des communautés implantées en territoire ennemi, parfois heureux, souvent martyrs, presque toujours solidaires, ils survivent en transmettant de génération en génération leur héritage culturel. Jalons oubliés sans lesquels maints aspects du monde d'aujourd'hui resteraient incompréhensibles.

1. Avec Rome et sans le Temple : premier réseau nomade

Lors de la chute de Jérusalem, l'essentiel du peuple juif se trouve dans l'Empire romain, dont un tiers en Palestine, carrefour stratégique de routes militaires et commerciales. Perdant les ressources du Temple, les Juifs vont devoir apprendre à vivre en exil, chez eux aussi bien qu'ailleurs, et mettre sur pied le premier réseau international de nomades.

Les lois de l'occupation : l'argent de l'essentiel

Pour Rome, la question juive n'est pas alors une question marginale : un habitant de l'Empire sur dix est encore juif ; trois sur dix même dans certaines régions, dont Rome ; davantage encore à Alexandrie, alors centre du judaïsme et du commerce mondial. On rencontre aussi des Juifs, comme à Carthage, sur le pourtour méditerranéen et dans certaines vallées fluviales de Gaule, à Clermont-Ferrand, à Poitiers, au carrefour des cours d'eau et des routes empruntées par les légions romaines. Ils suivent les armées comme fournisseurs ou comme soldats avant de s'installer aux villes-étapes comme fonctionnaires, boutiquiers, marchands ambulants, armateurs, prêteurs, viticulteurs. Ils commercent de tout : produits agricoles, textiles, bois précieux, épices, fourrures, vins, argent, or, esclaves[34]. D'aucuns établissent des relais de commerce du nord de la Germanie au Sud marocain, de l'Italie à l'Inde, et font même des adeptes parmi les autres marchands : être ou devenir juif apporte le double bénéfice d'une solidarité communautaire et d'un réseau commercial unique en son genre.

Quand se répand la nouvelle de la destruction du second Temple, ces communautés qui ont versé en cachette des sommes parfois considérables pour soutenir l'effort de guerre contre leur propre occupant ne peuvent que constater l'ampleur du désastre. Dans la bataille pour Jérusalem, un million de Juifs sont morts (d'après l'historien juif Flavius Josèphe, exactement 1 197 000 habitants de Judée)[191], soit le tiers de la population du pays ; 97 000 prisonniers sont partis en esclavage à Rome. L'aristocratie sadducéenne est totalement discréditée, l'élite essénienne est tombée au combat. Les deux millions de survivants implantés en Judée et en Samarie, essentiellement des pharisiens, tentent de survivre tant mal que bien dans un

pays en ruine. Le peuple a perdu sa raison d'être. Dieu semble l'avoir abandonné. Pourquoi se fier encore à Sa Loi et à Ses prêtres ? Pourquoi croire en Celui qui a conduit au malheur ou au moins ne l'a pas empêché ?

Toute l'économie judéenne (les Romains disent maintenant « palestinienne ») est en déshérence. Les industries dans lesquelles le pays excellait – celles du fer, du lin, de la verrerie, de la soie, de la teinturerie – sont à l'abandon. Dans les campagnes, l'occupation romaine brise les communautés villageoises ; les rares exploitations encore en activité vivent en autarcie. Riches ou pauvres, les paysans abandonnent leurs terres, faute de pouvoir commercialiser en sécurité leurs produits[34]. Villes et bourgades se remplissent de chômeurs et de mendiants qui maudissent Dieu et Ses prêtres. Les rabbins exhortent les paysans à ne pas brader leurs terres à des étrangers et les dispensent de toute étude religieuse par des maximes telles que : « Le travail de la terre est une occupation à plein temps[408] », ou : « On élévera les fils dans le métier du père[408]. » En désespoir de cause, ils enjoignent à tout propriétaire décidé à vendre de ne céder ses terres qu'à un membre de sa famille.

Tous attendent un sauveur. Pour certains, ce sera un chef de guerre qui les mènera au combat et les délivrera de l'occupation romaine. Pour d'autres, il est déjà venu sous les traits de Jésus le Galiléen, dont la mort a annoncé les malheurs ultérieurs et dont le retour sera l'occasion d'une revanche. D'autres encore, comme Flavius Josèphe, s'inquiètent des catastrophes qu'engendrerait une révolte et conseillent aux Juifs de se fondre dans l'Empire romain, si accueillant aux peuples vaincus[212].

Pour éviter les conversions à la religion de l'occupant ou au christianisme, les rabbins allègent les exigences de la prière. Opposé à la lutte ouverte contre Rome, rabbi Yohanan ben Zakkaï enseigne que « la simple récitation, matin et soir, du *shema* [la principale prière juive annonçant l'unité de Dieu] suffirait pour que soit accompli le commandement biblique[408] ». Rabbi Meir promet toutes les récompenses célestes à quiconque, résidant en Palestine, s'exprime en hébreu[408]. On unifie les rites, on met la dernière main aux textes de la Bible. On exclut des synagogues toutes les sectes, dont celle des chrétiens.

Les Romains, pour leur part, ne sont pas spécialement pressés d'assimiler les Juifs, que des pamphlets décrivent comme « sales », « sauvages », « lâches », « lépreux », « sacrificateurs d'enfants ». Sénèque, puis Quintilien, puis Juvénal dénoncent dans le judaïsme une superstition[335]. Tacite écrit : « Tout ce qui est sacré pour nous est profane pour les Juifs, et tout ce qui leur est permis nous est impur[335]. » Et Rome ne souhaite surtout pas qu'ils reconstituent un État. L'empereur Vespasien et son fils Titus, qui le représente encore à Jérusalem, leur coupent toutes ressources financières. Après avoir pillé le Temple et détourné l'impôt payé jusque-là au grand prêtre, on leur interdit de financer toute autorité juive, qu'elle soit religieuse ou politique. Un procurateur spécial est chargé de recouvrer le *fiscus judaicus* (fixé à l'équivalent de deux drachmes) auprès de tout Juif adulte résidant dans l'Empire.

Sans Temple, on ne peut plus accomplir de sacrifices ni entreposer des richesses, ni organiser des échanges, ni sacraliser des contrats. Aussi les rabbins transfèrent-ils une partie des compétences du Temple aux synagogues. Ils expliquent que la *tsedaka*, la solidarité, plus nécessaire que jamais, remplace les sacrifices et permettra à elle seule d'assurer l'expiation des péchés. À aucun moment, il n'est cependant question de reproduire dans les synagogues l'idéal de splendeur du Temple : celles-ci doivent rester simples, et les revenus des rabbins s'en tenir à un montant en moyenne dix fois inférieur à ce que touchaient les lévites naguère. Commence le judaïsme sans Temple, où la prière remplace le sacrifice.

Devenu empereur à son tour, Titus continue de piller les richesses de la Judée, comme celles du reste de l'Empire, et de distribuer les terres à des citoyens romains. Il interdit de reconstruire le Temple et fait massacrer tous ceux qui pourraient appartenir de près ou de loin à la maison de David, source de légitimité des monarques autochtones et du Messie. Il laisse les tribunaux rabbiniques régler les disputes entre Juifs, et le Sanhédrin se reconstituer à Jamnia (Yavneh) sous la direction de Yohanan ben Zakkaï, ce rabbin cordonnier qui avait réussi à fuir la Jérusalem assiégée en se cachant dans un cercueil. Son successeur à partir de l'an 80, rabbi Gamliel II – dont l'apôtre Paul est d'ailleurs l'élève –, reprend le titre de *nassi* qu'arboraient aux temps heureux ses prédécesseurs. Seule autorité juive autorisée par les Romains, il réaffirme l'unité de la jurisprudence. Mais, lâchant un peu de

lest à ses contradicteurs, il promet de faire mention dans les jugements rendus des opinions minoritaires.

La destruction du Temple, au moment précis où il aurait pu fédérer l'ensemble des diasporas, libère en fait celles-ci de toute tutelle. En Palestine comme ailleurs, les communautés renouent avec les vieilles règles élaborées au temps du premier séjour à Babylone : travailler dur, ne faire confiance qu'aux siens, transmettre aux générations futures une langue et une Loi, obéir à un prince du pays d'accueil, rester groupés, communiquer entre communautés.

Partout dans l'Empire romain, imitant ce qui se fait en Judée, les communautés s'organisent ainsi ; elles élisent un collège de direction formé à la fois des moins ignorants et des moins pauvres, parfois de sages riches ou de riches lettrés, se cooptant souvent de façon héréditaire.

Dans certaines villes d'Italie, où des exilés débarquent en provenance des quatre coins de la Diaspora, surgissent des synagogues distinctes selon les coutumes des uns et des autres. À Rome, sept synagogues – sur les treize que compte alors la ville – sont réservées à des Juifs venus de certaines régions de l'Empire.

Dans chaque communauté, un conseil de notables administre les cimetières, gère le recouvrement des impôts, le soutien aux pauvres, la négociation du rachat des esclaves. Un tribunal rabbinique réglemente entre les Juifs les prix, les rémunérations, les tarifs des transports, les commissions ; particulièrement en période d'inflation, intermédiaire entre employés et employeurs, il fixe les minima salariaux et les prix plancher, il contrôle les poids et mesures, vérifie l'application d'un embryon de droit du travail, assigne des rues spéciales aux corps de métiers, gère les mutuelles de solidarité des artisans.

Il gère aussi les relations avec les non-Juifs, parfois pour les limiter. Ainsi, quand Rome impose la création de collèges d'artisans, les tribunaux rabbiniques enjoignent aux Juifs de ne pas en devenir membres pour ne pas avoir à travailler le jour du shabbat. Ils encouragent la création de guildes juives pour assurer la défense de leurs intérêts et le secours mutuel. Le plus souvent, ces tribunaux poussent à s'adapter aux lois locales (ainsi, la société romaine étant monogame, de nombreux tribunaux rabbiniques sanctionnent

la polygamie) ; ils autorisent les commerçants juifs à vendre de la nourriture ou des boissons non casher.

Après les massacres qui y ont sévi, Alexandrie est redevenue la communauté la plus florissante de l'Empire. Son port est le plus grand du monde, et des Juifs y sont de nouveau parmi les principaux armateurs. On y échange des plumes d'autruche, de l'ivoire, de l'or qui remonte sur les canaux du Nil ; on y fabrique des papyrus, du verre, des tapis, de l'argenterie, des tissus, dont le Talmud citera, un peu plus tard, quatorze espèces différentes. Rabbi Yehouda écrit à ce propos[329] : « Celui qui n'a pas vu la synagogue d'Alexandrie n'a jamais vu la gloire d'Israël : les fidèles n'occupaient pas leur place au hasard, mais les orfèvres étaient assis à part, ceux qui travaillaient l'argent étaient assis à part, les forgerons étaient assis à part… Si bien que lorsqu'un pauvre homme venait à rentrer dans la synagogue, il reconnaissait immédiatement les membres de sa profession ; ces derniers lui procuraient du travail, ainsi qu'aux autres membres de sa famille. » Dans certains pays – comme justement en Égypte, où résident maintenant près d'un million de Juifs[35] –, un ethnarque ayant rang de prince, comme l'était Moïse, et un collège d'anciens *(gerousia)* élu par les assemblées de fidèles de toutes les villes gèrent les relations avec le procurateur romain qui dirige la province.

À aucun moment, personne n'a l'idée ni le pouvoir de rattacher toutes ces communautés à une autorité centrale. Un tribunal suprême, le Sanhédrin, en Palestine, n'exerce plus qu'un magistère d'influence qui inspire les tribunaux locaux du monde entier dans leurs jugements. Et encore est-ce avec une extrême souplesse, car si un juge local prend quelque part une décision contraire à la jurisprudence du Sanhédrin, il n'est sanctionné par personne ; il arrive même que des arguments locaux entraînent un revirement de celle du Sanhédrin lui-même. Tout s'adapte sans cesse autour de principes éthiques immuables.

Face à ce formidable instinct de survie, le successeur de Titus, Domitien, affronte un dilemme que rencontreront maintes fois ceux qui voudront en finir avec le judaïsme : ne vaut-il pas mieux le laisser vivre pour lui extorquer ce qu'il sait et ce qu'il gagne plutôt que de dépenser le prix de sa mise à mort ? Après avoir maté les derniers soubresauts de révolte en Judée, Domitien est tenté d'exiger une conversion générale à la religion officielle

de l'Empire ; il parle de fermer tribunaux et synagogues, voire d'expulser ceux qui prétendraient rester juifs. Mais il se ravise quand ses financiers lui font valoir les recettes dont il se priverait en poussant les Hébreux à émigrer chez les ennemis de Rome, où de vastes communautés sont prêtes à les accueillir. L'empereur décide alors de ne plus parler de conversion, mais d'augmenter le *fiscus judaicus* et de l'appliquer à tout homme *né juif*, où qu'il se trouve dans l'Empire et quelle que soit sa religion du moment, allant jusqu'à imposer à tous les suspects de judaïsme un interrogatoire et un examen physique. Le judaïsme devient ainsi une *race*, et non plus seulement une religion. Beaucoup se cachent pour ne pas payer l'impôt. La situation en Palestine s'aggrave encore ; les derniers fortunés émigrent vers la Mésopotamie ; la taxe rapportera de moins en moins, même si elle reste longtemps l'une des premières recettes fiscales de l'Empire romain.

Pour tenter d'en accroître encore le rendement, l'empereur Nerva inverse la politique de Domitien, assassiné en 96, et s'efforce de faire revenir les élites juives en Palestine. Il leur rend le droit, unique dans l'Empire, de ne pas célébrer le culte à l'empereur ; il encourage leurs tribunaux à régler leurs contentieux ; il restitue à la maison de David, pour l'essentiel réfugiée chez les Parthes, quelques-unes de ses prérogatives ; il redonne au chef du Sanhédrin, rabbi Gamliel II, le titre de patriarche, et l'exonère d'impôt tout en l'autorisant à prélever à son profit, sur toutes les communautés de l'Empire, l'impôt autrefois payé au Temple (l'*aurum coronarium*), pour financer sa cour à Yavneh et les écoles. Nerva laisse circuler librement à travers l'empire les collecteurs de cet impôt, personnages souvent considérables qui passent de communauté en communauté, nouveaux agents du réseau intercommunautaire. Du côté du patriarche, ni palais ni luxe : la chute du Temple a servi de leçon. Pas de centralisation marquée. Pas d'accumulation voyante. Pas de coordination visible.

Même si Nerva ne règne que deux ans, ses réformes ont un énorme impact sur le judaïsme. Après lui, les circuits économiques de Palestine se réorganisent, la production reprend, les villes se raniment, les communautés échangent et dialoguent. En 98, Trajan ne remet pas en cause les mesures prises par son prédécesseur ; mais le règne de cet Espagnol se révèle beaucoup plus difficile, pour les Juifs comme pour les autres peuples colonisés, du fait des guerres civiles et des conflits avec les voisins. La situation économique se dégrade. En Égypte et à Chypre, Juifs et Grecs

s'entre-tuent. Trajan y envoie des forces, qui massacrent les deux camps. En 116, en Judée, la révolte gronde à nouveau ; le gouverneur Lucius Quintus la mate. D'autres troupes romaines l'emportent contre les Parthes, occupent la Mésopotamie, prétendent imposer le *fiscus judaicu*s aux Juifs qui y vivent.

L'Empire romain n'a jamais couvert une telle superficie. Pourtant, comme toujours, l'apogée semble annoncer à terme la chute : Rome n'a pas les moyens de gérer un aussi vaste ensemble.

Deuxième guerre, premier Talmud

Dès l'année suivante (117), Hadrien, qui succède à son oncle Trajan, comprend qu'il est dangereux de contrôler un empire si étendu. Pour le plus grand plaisir des Juifs de Babylonie, il rend la Mésopotamie à ses anciens maîtres parthes. Il tolère les prières dans les synagogues de l'Empire et autorise l'Académie à déménager de Yavneh à Sepphoris, capitale administrative de la Galilée. Gamliel II transmet le titre de patriarche à son fils Simon.

Hadrien rêve néanmoins d'unifier les peuples de l'Empire, de créer un *civis romanus*. Il doit donc en finir avec ces Juifs si nombreux, si organisés, si chamailleurs, si attirants pour les élites romaines. S'il admet les étrangers – dont les Juifs – dans l'administration romaine, il interdit toute pratique spécifique et ostentatoire, comme le shabbat ; de même, la circoncision devient un crime capital, par analogie avec la castration (la mesure vise aussi les Égyptiens). Son imagination fiscale est sans limite : il invente la corvée de charroi et la *quadragesima*, droit de douane de 2,5 % perçu au passage de chacune des frontières provinciales. Tout est prétexte à impôt nouveau ; un gouverneur romain regrette même de « ne pouvoir taxer l'air que les Juifs respirent[34] ». Selon certaines chroniques, il arrive que des Juifs soient obligés de vendre leurs enfants pour payer les collecteurs d'impôts, placés sous la responsabilité des autorités juives, qui deviennent des « collaborateurs » de fait. Rabbi Yohanan écrit à ce sujet : « Plutôt fuir le pays qu'accepter une élection au collège de la ville[408]. »

Hadrien décide de faire de Jérusalem une ville romaine, *Aelia Capitolina*. Il ordonne de construire en lieu et place du Temple un autel dédié à Jupiter, et interdit à tout Juif l'accès à ses ruines, sauf le 9 Ab – date anniversaire de sa destruction –, mesure que les Juifs contournent en soudoyant les gardes romains. Un auteur du XIX[e] siècle écrira à ce propos : « Les Juifs ne pouvaient qu'à prix d'argent verser des larmes dans le lieu même où ils avaient acheté et répandu le sang de Jésus-Christ[264]. » Argent et meurtre se retrouvent encore une fois mêlés quand il s'agit d'accuser les Juifs.

Quand, en 130, Hadrien vient en personne vérifier l'efficacité de son entreprise d'annihilation culturelle, une révolte explose en Judée. Elle a pour chef un certain Simon ben Kozeba. Un des plus grands sages de l'époque, rabbi Akiba, devine dans la tyrannie romaine une menace d'extermination : il abandonne le Sanhédrin, se met au service des rebelles et part collecter à travers tout le Moyen-Orient, de communauté en communauté, les moyens de financer une insurrection. Au retour de rabbi Akiba, Simon ben Kozeba déclenche des opérations de guérilla ; beaucoup de Juifs se rallient à lui. Comme lors de la précédente révolte, soixante ans plus tôt, les chrétiens préfèrent pour leur part se tenir à l'écart ; certains se rangent même du côté de l'occupant. Certaines villes juives, telles Sepphoris et Tibériade, choisissent la neutralité par crainte des représailles.

Simon ben Kozeba commence par battre l'armée romaine commandée par le général Tineius Rufus. Il reprend Jérusalem, détruit Aelia Capitolina, réinstalle un autel juif sur l'emplacement du Temple, proclame la restauration de l'État hébreu et fait même fabriquer de nouvelles pièces de monnaie portant l'inscription « An 1 de la liberté de Jérusalem ». C'est l'heure du triomphe. Rabbi Akiba proclame Simon ben Kozeba roi des Juifs, et transforme son nom en Bar Kochba (« fils de l'étoile ») pour rappeler la prophétie annonçant l'arrivée du Messie : « Une étoile se lèvera de Jacob » (Nombres 24, 17), laissant ainsi entendre que Simon – et non Jésus – pourrait être le Messie tant attendu, puisqu'il a sauvé le pays.

Hadrien remplace alors le général vaincu par son meilleur officier, Julius Severus, qu'il fait venir de Bretagne où il était occupé à réduire les derniers bastions celtes. Après quatre années de combats acharnés, Jérusalem est reprise ; la dernière forteresse juive, Béitar, tombe en 135. Ne subsistent que quelques poches de résistance isolées dans des grottes du désert. Simon bar

Kochba est exécuté ; rabbi Akiba, d'abord incarcéré à Césarée, l'est également peu après. Le Sanhédrin est démantelé ; le temple de Jupiter et la ville d'Aelia Capitolina sont reconstruits, et aucun Juif n'a plus le droit d'en approcher, ni pour vivre ni pour prier.

Le peuple juif a perdu tous ses chefs civils, militaires et même religieux. La plupart des hommes en âge de porter les armes ont été tués ou sont vendus comme esclaves. Comme tout le territoire est déclaré domaine impérial, les rares paysans juifs à cultiver encore le sol n'en sont plus que les tenanciers plus ou moins héréditaires, et doivent payer à Rome un fermage en sus des impôts. Ceux qui le peuvent fuient.

Au total, selon l'historien grec Dion Cassius[34], né trente ans après les événements, 580 000 Hébreux ont succombé à cette guerre, s'ajoutant au million de la guerre précédente. Il ne reste plus en Palestine que quelques centaines de milliers de Juifs. Au total, le peuple juif a diminué d'un tiers en un siècle. Les nazoréens, nom donné par certains Romains aux disciples juifs de Jésus, maintenant appelés « chrétiens » par les autorités, conservent, eux, le droit de résider à Jérusalem et de ne pas payer le *fiscus judaicus* : la distinction entre les uns et les autres est d'ordre fiscal[34].

Cinq ans plus tard, en 140, le successeur d'Hadrien, Antonin le Pieux, autorise les disciples de rabbi Akiba, le maître rebelle, à rentrer en Judée et à reconstituer une académie à Usha, en Galilée, encore sous la présidence de Simon, fils de Gamliel II, qui a repris à son père le titre de patriarche ou *nassi* près de son fils Simon II. Au grand dam des autres contribuables de l'Empire, juifs et non juifs, les rabbins sont exemptés de charges fiscales pour les encourager à l'étude. Antonin réautorise par ailleurs la circoncision de tout enfant mâle né de parents juifs. C'est un tel revirement que la rumeur court même à Rome qu'un rabbin nommé Juda l'aurait converti, voire chargé de rédiger des commentaires théologiques ! La Palestine cesse d'être une subdivision de la province de Syrie pour devenir une province autonome. C'est là que le nom de « Palestine » apparaît vraiment. Il faudra attendre encore trois siècles pour qu'il s'impose dans tous les écrits romains.

Malgré ces efforts, en 161, dernière année du règne d'Antonin, des Juifs de Galilée s'allient aux Parthes, massés aux frontières de la Syrie, pour tenter de se débarrasser de la tutelle romaine. L'empereur suivant, Marc

Aurèle, mate cette nouvelle révolte juive, fait reculer les Parthes et revient sur la plupart des réformes d'Antonin.

En 165, rabbi Yehouda ha-Nassi succède à Simon II comme patriarche et s'installe à Sepphoris avec le Sanhédrin. Il le restera trente ans. Sa première décision consiste à faire coucher par écrit les commentaires de la Bible que les sages se transmettent oralement depuis des siècles et qu'il était même formellement interdit de consigner, peut-être pour éviter de mettre au jour leurs contradictions (« deux rabbis, trois avis »). Cent quarante-huit auteurs au moins participeront à la rédaction de cet ensemble qui deviendra la *Mishna* (ou « Répétition », puisqu'elle rassemble des textes jusque-là « répétés » de mémoire). Le Livre se substitue au Temple comme « lieu » de rassemblement du peuple.

En 188, rabbi Yehouda finit de compiler soixante-trois traités subdivisés en six ordres : l'agriculture, le cycle annuel des cérémonies, le mariage, le code commercial civil et pénal, le service du Temple, les rituels de pureté. Il faudra encore un demi-siècle, à Jérusalem et à Babylone, pour que s'achève la Mishna. L'essentiel de la doctrine économique figure dans le quatrième ordre *(Nezikim)*, en particulier dans trois traités *(Baba Qamma, Baba Metsia* et *Baba Batra)*, littéralement, en araméen (langue encore parlée à Babylone et en partie utilisée dans les textes), la « première porte », la « porte du milieu » et la « dernière porte », où sont regroupées les lois sur la propriété.

La Mishna constitue l'état du droit de l'époque ; elle ne fige pas la réflexion des juges, les lettrés continuent de rédiger des commentaires nouveaux, et les tribunaux de juger librement de situations sans cesse changeantes. Par exemple, quand, après la publication de la Mishna, les Romains exigent le paiement d'impôts tous les ans, y compris pendant l'année dite sabbatique, les tribunaux autorisent les Juifs à vendre fictivement leurs terres pour un an à des amis non juifs afin d'échapper à l'obligation de jachère qui les prive de revenus cette année-là. Rabbi Yannaï en vient même à proclamer, pour les mêmes raisons et circonstances, l'abolition de l'année sabbatique.

Aussi travaille-t-on déjà, dans les académies de Galilée, à des commentaires de la Mishna qu'on nommera *Guemara*(« Achèvement »), faits d'anecdotes, de discussions, de compléments ajoutés à chacun des

livres de la Mishna. L'un et l'autre formeront ensemble ce qu'on appellera le Talmud de Jérusalem.

Cependant, malgré tous les efforts accomplis pour maintenir une vie juive en Palestine, les communautés tendent toujours à se disperser dans le reste de l'Empire romain : en Perse, en Arabie, plus loin encore. Les plus riches emmènent dans leur sillage tous les corps de métiers nécessaires à la vie d'une communauté : professeurs, juges, officiants, bouchers, boulangers. Ceux qui restent deviennent minoritaires, soumis à une influence qui reste plus grecque que romaine.

Peu à peu, une fois de plus, le peuple juif disparaît en tant que tel. Il ne restera bientôt plus rien de lui, prévoient les écrits romains[335] si ce n'est quelques livres et le souvenir ironique et méprisant qu'en conserveront les vainqueurs.

Au même endroit, à ce moment, surgit une autre lecture monothéiste du monde et de l'argent, un bouleversement radical dans le rapport à Dieu.

2. Chrétiens et Juifs face à l'argent

Argent fertile, argent stérile

Les premiers disciples de Jésus sont des Juifs pratiquants. Ils suivent la liturgie juive, respectent la Torah. Ayant reconnu le Messie en Jésus, ils espèrent convaincre les autres Juifs de les rejoindre dans l'attente de son retour.

Mais le retour du Messie se faisant attendre, et les conversions étant plus rares, les relations se tendent. Les chrétiens se disent le *« verus Israël »* , soupçonnent les Juifs de maudire Jésus dans leurs prières et les accusent de « déicide »[428]. Certains murmurent même que tous les malheurs des Juifs trouvent leur source dans le martyre de Jésus et le rôle qu'y ont joué les sadducéens. En retour, les Juifs les déclarent hérétiques, les excluent des communautés et des réseaux commerciaux[428].

Les deux branches du judaïsme s'éloignent ainsi l'une de l'autre. Paul de Tarse, en désaccord avec Pierre, attire à lui des païens, d'abord sympathisants du judaïsme. Les conversions au christianisme s'accélèrent en Asie Mineure, en Grèce, en Syrie, en Égypte, à Rome, à Carthage. Dans chaque communauté, quand il y a assez de fidèles, un prêtre est ordonné. Quand il y a assez de prêtres, ceux-ci élisent un évêque qui, consacré par les évêques voisins, devient responsable des prêtres et des fidèles de sa communauté[428]. L'Église n'a pas encore de Livre saint. Après la disparition de Pierre, elle n'a pas non plus de chef. Ce sera, bien plus tard, l'évêque de Rome, au cœur de l'Empire dominant.

Parallèlement se creusent les différences entre les deux doctrines économiques. Dans l'une et l'autre, on croit aux vertus de la charité, de la justice et de l'offrande. Mais, pour les Juifs, il est souhaitable d'être riche, tandis que pour les chrétiens il est recommandé d'être pauvre. Pour les uns, la richesse est un moyen de mieux servir Dieu ; pour les autres, elle ne peut que nuire au salut. Pour les uns, l'argent peut être un instrument du bien ; pour les autres, ses effets sont toujours désastreux. Pour les uns, chacun peut jouir de l'argent bien gagné ; pour les autres, il doit brûler les doigts. Pour les uns, mourir riche est une bénédiction dès lors que l'argent a été acquis moralement et qu'on a accompli tous ses devoirs à l'égard des pauvres de la communauté ; pour les autres, mourir pauvre est la condition nécessaire du salut. Ainsi, Matthieu rapporte ce propos de Jésus : « Je vous le dis encore une fois : il est plus aisé qu'un chameau passe par le trou d'une aiguille, qu'il ne l'est qu'un riche entre dans le Royaume des cieux » (19, 24). Et si Luc conclut la parabole de l'intendant infidèle par une phrase ambiguë (« Faites-vous des amis avec l'argent de la malhonnêteté » [16, 11]), reconnaissant par là la force de l'argent, il ajoute aussitôt : « Faites du bien et prêtez sans rien attendre en retour » (6, 35).

De fait, on l'a vu, pour les Juifs, tirer un intérêt de l'argent n'est pas immoral ; et si l'on ne doit pas le faire entre Juifs, c'est par souci de solidarité, pas par interdit moral. L'argent est, comme le bétail, une richesse fertile, et le temps est un espace à valoriser. Pour les chrétiens, au contraire, comme pour Aristote et les Grecs, l'argent – comme le temps – ne produit pas en soi-même de richesse, il est stérile ; aussi faire commerce de l'argent est-il un péché mortel. Cette obsession de la stérilité de l'argent renvoie aussi à la haine de la sexualité, interdite hors mariage. Pour la nouvelle

Église, rien ne doit être fertile hors de ce qui est créé par Dieu. Faire travailler l'argent, c'est forniquer.

Sans doute faut-il voir aussi dans ces différences la trace du conflit très ancien entre esséniens et sadducéens, et la volonté des apôtres d'attirer à eux les plus pauvres des Juifs.

Les dons des Juifs à leurs communautés sont limités au cinquième de leurs revenus. À l'inverse, on encourage les chrétiens à donner sans limites à l'Église. Alors que les communautés juives doivent redistribuer intégralement ces dons aux pauvres, l'Église peut les garder, au moins en partie, pour elle-même afin de créer par sa splendeur les conditions de l'émerveillement et du salut des hommes. Pour elle, l'argent, qui ne saurait produire d'intérêts, peut donc produire de la grâce s'il transite par l'Église. Toute la puissance ecclésiale à venir viendra de ce renversement du rapport à l'argent.

Pour creuser encore cette différence, la critique chrétienne du judaïsme mêle d'emblée le théologique et l'économique en combinant les accusations de déicide à celles d'accaparement. Les Évangiles opposent Judas (qui accepte de recevoir trente deniers pour livrer Jésus [Matthieu 27, 6-7], puis espère être lavé de sa faute en les rendant) à Marie-Madeleine qui répand pour trois cents deniers de parfum aux pieds du Christ (Luc 7, 47), faisant de l'argent un moyen de rédemption et donnant l'exemple d'une offrande pour la rémission des péchés.

Les Évangiles opposent aussi à la prétendue « loi juive du talion » (dont on a vu pourtant qu'elle venait en réalité d'Hammourabi et était dénoncée dans le Pentateuque) à l'apologie chrétienne de la non-violence[121]. Matthieu (5, 38-39) reprend cette accusation à son compte. Il fait dire à Jésus : « Vous avez appris qu'il a été dit : “Œil pour œil, dent pour dent.” Et moi, je vous dis de ne point résister au mal que l'on veut vous faire ; mais si quelqu'un vous a frappé sur la joue droite, présentez-lui encore l'autre. » Or le verset biblique cité dit en fait : « Tu donneras vie selon [et non “pour”] vie, œil selon œil, dent selon dent… » Le mot *ta'hat* (selon) désigne non pas une vengeance, mais au contraire le versement d'une indemnité en compensation d'un dommage[121]. Le verset exige donc de se contenter d'argent quand on a perdu du sang. Cette interdiction des représailles se retrouve dans d'innombrables autres versets du Pentateuque, dont celui-ci

que Jésus, excellent docteur de la Loi, cite si souvent qu'on en oubliera par la suite la référence initiale : « Ne te venge pas et ne garde pas rancune. […] Aime ton prochain comme toi-même » (Lévitique 19, 18).

Même si, dans cet esprit, certains théologiens du christianisme antique[301], comme Clément d'Alexandrie, prônent une éthique économique fort proche de la morale du Pentateuque, les premiers chrétiens tirent argument de ces passages des Évangiles pour soutenir que, chez les Juifs, tout se mesure en argent, tout se monnaie : même le temps, même la chair humaine, même Dieu ! Le Juif, disent-ils, qui a échangé le Messie contre de l'argent, est prêt à tout acheter et à tout vendre. Le marché est sa seule Loi. L'antijudaïsme chrétien est immédiatement inséparable de la dénonciation économique.

À la fin du I^er^ siècle de l'ère chrétienne, quand l'Église commence à s'installer, la question de ses relations avec le judaïsme est au centre des débats[301]. Certains théologiens expliquent que le christianisme est l'aboutissement du judaïsme ; d'autres, au contraire, qu'il n'a plus rien à voir avec lui. Les gnostiques, par exemple, soutiennent que le Dieu des Juifs n'a créé que le monde d'ici-bas et qu'un autre Dieu, le Père de Jésus, a créé le monde d'en haut. Vers 150, l'hérésiarque gnostique Marcion demande même qu'on élimine des textes des Évangiles, alors en train de s'écrire, toute référence au judaïsme et au Pentateuque.

Malgré ces clivages, les chrétiens ne sont encore aux yeux des Romains qu'une secte juive parmi d'autres, comme les Samaritains. Le successeur de Marc Aurèle, l'empereur Commode, un fou qui se prend pour Hercule, pourchasse indistinctement Juifs et chrétiens. Les uns et les autres restent à l'écart dans l'Empire, habitent aux marges et sont condamnés à des emplois tout aussi marginaux. À partir de 212, Caracalla, devenu empereur après avoir perpétré mille crimes, reprend contre les uns et les autres la stratégie de l'assimilation. Il promulgue un édit instituant une citoyenneté romaine unique pour tous les habitants de l'Empire. Les Juifs entrent alors nombreux dans l'administration romaine, sans avoir à prêter serment à l'empereur ni à changer de religion, mais ils ne peuvent accéder aux postes importants. Les meilleurs emplois qu'ils puissent espérer sont ceux de collecteurs d'impôts, exécrés de tous. Aucun droit spécifique ne leur est plus applicable ; leur religion et leur culture sont niées. Ils sont pris dans un dilemme qui ne

cessera plus : trop de persécutions, et ils meurent ; trop d'intégration, et ils disparaissent.

Vers 240, le christianisme pénètre de plus en plus les milieux élevés de l'Empire. Les canons du Nouveau Testament se forment, les Évangiles sont au point. On reconnaît le pouvoir des évêques sur des régions entières. Échangées avec Dieu contre promesses d'éternité, les donations affluent, qu'il s'agisse de terres, de têtes de bétail ou d'objets précieux. Les prélats ont mission de les gérer pour constituer des domaines et des revenus propres à l'Église. Certains cherchent à les revendre – ce que l'institution, autour de l'évêque de Rome, fait tout pour empêcher. Origène, théologien d'Alexandrie, déclare que les fidèles à l'Église remplacent le peuple juif comme « peuple élu ».

Au début du III^e^ siècle, Rome décline au profit de ses provinces d'Asie, pendant que le christianisme gagne tout l'Empire. Ainsi, en 216, un concile régional réunit soixante et onze évêques africains à Carthage. Un autre, s'inspirant aussi du Sanhédrin, en rassemble autant à Rome un peu plus tard. Dans la capitale, on dénombre déjà quarante-six prêtres chrétiens. Il s'en trouve même de plus en plus hors du monde romain. La montée en puissance des chrétiens inquiète maintenant beaucoup plus le pouvoir impérial que les quelques millions de Juifs, non prosélytes, disséminés dans l'Empire.

À partir de 222, quand débute le règne d'Alexandre Sévère, les Juifs sont un peu moins maltraités que les chrétiens : ils ont droit de cité à Rome, sont exemptés de charges, peuvent célébrer publiquement leur culte. En 236 disparaît même le *fiscus judaicus*, qui coûte depuis quelque temps plus cher à collecter qu'il ne rapporte ; les communautés se lassent aussi de payer l'*apostolé*, l'impôt au patriarche, dont la notoriété s'affaiblit. Les relations entre communautés conservent de leur force, mais leur centre n'est plus situé en Palestine. S'il est quelque part, c'est plutôt à Alexandrie et, on le verra plus loin, dans les empires rivaux de Rome.

Les empereurs suivants (Dèce, Valérien, Dioclétien) persécutent tout ensemble Juifs et chrétiens. L'effort d'assimilation des uns et des autres continue. En 250, Dèce oblige encore tous les citoyens de Rome à prier les dieux officiels. En 285, Dioclétien interdit aux artisans juifs et chrétiens

d'avoir leurs propres guildes. En 303, leurs lieux de culte sont brûlés, les assemblées chrétiennes interdites, tous les biens de l'Église saisis.

En dépit de ces persécutions, le judaïsme persiste et l'Église se renforce, gagnant partout du terrain et des cœurs. Sous l'autorité croissante de l'évêque de Rome, elle calque son organisation sur celle de l'Empire. Recevant de plus en plus d'offrandes, elle déclare ses biens inaliénables et interdit à ses évêques d'en faire commerce, accumulant ainsi les moyens d'attirer de plus en plus de fidèles. Les empereurs saisissent souvent la fortune des évêchés, presque aussitôt reconstituée par de nouveaux dons.

Les premiers évêques font tout pour distinguer les patriarches de la Bible des Juifs de leur temps. Ainsi Eusèbe, évêque de Césarée, distingue entre les « bons Hébreux de l'Ancien Testament » et les « horribles » Juifs contemporains. Pour autant, cette stratégie de ségrégation ne doit pas se révéler très efficace puisque, en 312, lors d'un de ses premiers conciles régionaux qui se tient à Elvira, en Espagne, l'Église défend aux chrétiens de faire bénir leurs récoltes par les rabbins. Interdictions si souvent réitérées par la suite qu'elles ne font en réalité que mettre en lumière la persistance des pratiques qu'elles condamnent : chrétiens et Juifs restent en fait beaucoup plus proches que ne le voudraient leurs officiants. De part et d'autre, marchands et paysans, artisans et orfèvres se parlent plus que les évêques ne le souhaiteraient. On se reçoit, on assiste aux fêtes des uns et des autres. On échange prières et bénédictions, à la grande colère des autorités religieuses.

L'enfermement byzantin

Ce qui s'annonce depuis un siècle finit par arriver : en 312, un empereur devient chrétien. Après maints massacres entre prétendants, Constantin s'empare du pouvoir à Rome et, par l'édit de Milan, octroie en 313 la liberté de culte aux chrétiens. Il rend même à l'Église tous les biens saisis par ses prédécesseurs. La fortune de la chrétienté est faite. Dans le même temps se décide le basculement de l'Empire vers l'Orient ; l'économie du monde gravite de plus en plus autour de l'Asie.

Constantin fonde une nouvelle capitale, Constantinople, sur les ruines de Byzance, une ancienne colonie grecque sur le Bosphore. Pour désigner cette partie orientale de l'Empire, on parlera d'ailleurs plus tard de l'Empire byzantin. En 325, devenu seul maître de tout l'Empire, Constantin se prétend aussi celui de l'Église, au-dessus des évêques. Il intervient dans les débats théologiques et tente de convertir les Samaritains, qu'il distingue des autres Juifs. À ceux qui refusent de devenir chrétiens il retire la citoyenneté romaine accordée par Caracalla un siècle auparavant ; il interdit sévèrement tout prosélytisme (un chrétien converti au judaïsme est condamné au bûcher comme le Juif qui l'a converti), prohibe la circoncision de tout esclave chrétien, punit de mort tout reproche adressé par un Juif à un autre Juif pour s'être converti. Il exclut les Juifs des emplois militaires et civils – hormis la collecte des impôts –, tout en leur rendant la possibilité de soumettre leurs litiges à leurs propres tribunaux : ils ne sont plus romains et la loi romaine ne s'applique plus à eux.

La distinction entre Juifs et chrétiens reste discutée au sein de l'Église même. En 318, Arius, prêtre à Alexandrie, soutient que le Père préexiste au Fils et l'a créé. L'évêque d'Alexandrie l'excommunie, affirmant que le Fils coexiste avec le Père de toute éternité. Derrière cette divergence se cache un débat sur la place du judaïsme dans la naissance du christianisme. Les chrétiens sont partagés entre le désir d'en finir avec l'autre monothéisme et celui de conserver le peuple dont est issu Jésus comme témoin de son authenticité historique. Pour trancher la question, Constantin convoque en 325 à Nicée, en Asie Mineure, le premier concile œcuménique. L'empereur et le concile confirment que le Père, Dieu des chrétiens, est le même que celui des Juifs, pourtant décrétés « peuple odieux »… L'antijudaïsme chrétien se met en place, fondé sur la haine de celui qui a apporté la bonne parole. La haine de celui qui a rendu service. On retrouvera cela beaucoup plus tard dans le rapport à l'argent : la haine pour celui qui prête aux autres de l'argent après leur avoir fourni son Dieu.

D'empereur en empereur, la situation des Juifs se détériore. Leur enfermement se fait plus dur à mesure que décline l'Empire. En 330, année où est inaugurée Constantinople, « Nouvelle Rome », un conflit de pouvoir éclate entre l'Église et l'empereur, chacun prétendant à la prééminence politique et théologique. Le seul point sur lequel ils s'entendent est la nécessité de mater les Juifs. Aux interdits qui leur sont faits par l'empereur,

l'Église répond – en une incessante surenchère – par d'autres interdits faits aux chrétiens d'entretenir quelque lien que ce soit avec eux. Ainsi interdisent-ils aux chrétiens d'utiliser le calendrier des fêtes juives pour fixer les leurs. Certains rabbins n'en sont pas mécontents, qui voient eux aussi dans cette ségrégation l'occasion de maintenir une identité menacée.

À la mort de Constantin, l'Empire romain à son apogée se scinde en deux sous-ensembles, d'Orient et d'Occident : en 337, Constance II, l'un des fils de Constantin, s'installe à Constantinople et mène la guerre contre les Perses ; son frère aîné Constantin II s'établit à Rome et gouverne la partie occidentale de l'Empire. Le frère cadet, Constance II, avec son troisième frère Constant, réprime des révoltes juives à Alexandrie et en Judée. Il interdit en 339 le mariage entre Juifs et chrétiennes, puis entre Juives et chrétiens. Et, pour les chasser définitivement de l'agriculture, il leur interdit de posséder des esclaves, même non chrétiens.

En 350, Constance II tente de réunir les deux parties de l'Empire après avoir fait massacrer le reste de sa famille. Il dénonce les Juifs comme une « secte pernicieuse » et les accuse de comploter contre lui, de mèche avec les Perses ; il en veut pour preuve ces « rabbins-espions » qui circulent entre les deux empires, en fait pour transmettre aux communautés le calendrier des fêtes établi à Jérusalem. Leurs réseaux commerciaux et religieux se retrouvent alors très sérieusement fragilisés. Nombre de Juifs se convertissent pour éviter les persécutions ; ils vivent alors leur foi en cachette, ou finissent par devenir des chrétiens sincères. En Galilée, le lieutenant de Constance pour l'Orient, Gallus, rend la vie insupportable aux Juifs. La région est de moins en moins importante politiquement. Les routes commerciales majeures vont de Rome à Constantinople et à Alexandrie. La Palestine est marginalisée.

Une nouvelle révolte y éclate en 352 ; mais, comme elle n'est pas soutenue par le patriarche, lequel collabore avec Rome, elle a tôt fait d'avorter, faute de ressources financières. En 358, pour en finir avec l'identité nationale juive, Constantinople décide de regrouper la Palestine avec l'ensemble des autres territoires situés entre la mer Rouge et la Méditerranée en une nouvelle province baptisée *Palestina Tertia*. S'installe vraiment le nom de Palestine. Quand, en 358, le patriarche, discrédité auprès des Juifs du monde entier, tente d'imposer un nouveau calendrier,

cette fois à partir de la date de destruction du second Temple, nul n'y prête attention.

Au même moment, dans la solitude de leurs écoles, malgré la déchéance environnante, les rabbis de Tibériade achèvent la rédaction des nouveaux commentaires de l'ensemble des textes sacrés. Œuvre immense, cette Guemara forme, avec la Mishna, le Talmud dit « de Jérusalem », ou plutôt d'« Erets Israël » puisqu'il n'a pas été écrit dans la Ville sainte. Simultanément, on le verra, s'écrivent d'autres commentaires de la Mishna, une autre Guemara qui formera un peu plus le Talmud de Babylone.

Comme par un jeu de bascule, au gré des circonstances économiques et des besoins du temps, les empereurs d'Orient se montrent ensuite plus ou moins tolérants avec les Juifs. Où qu'ils vivent, ceux-ci sont essentiellement commerçants ou artisans ; ils ne peuvent désormais plus guère cultiver la terre, faute d'être autorisés à avoir des esclaves. Ils ne sont que très rarement prêteurs sur gages, surtout pour le commerce international où leur rôle reste considérable.

Julien, polythéiste convaincu, succède à Constance II en 361. Il revient au paganisme, ce qui lui vaut le surnom de Julien l'Apostat. Espérant obtenir le concours du réseau international des marchands juifs et, par leur intermédiaire, celui des communautés de Babylone dans la guerre qui l'oppose aux maîtres sassanides de la Mésopotamie, il protège les Juifs de tout l'Empire, leur permet de revenir occuper des emplois publics, leur reconnaît le droit à la prière et à leurs propres tribunaux, promet de supprimer l'impôt dû au patriarche. Il engage même la reconstruction du Temple, dont un mystérieux incendie interrompt les premiers travaux juste avant sa mort en 364, au bout de trois ans seulement de règne, alors qu'il assiège Ctésiphon, la capitale des Sassanides.

Après lui, les empereurs renouent avec le christianisme et les persécutions antijuives reprennent. Valens et Valentinien chassent les Juifs des emplois publics où Julien leur avait permis de revenir. Les empereurs suivants aggravent encore leur isolement hors de l'économie et du pouvoir.

En 380, Théodose I[er] revient à une politique plus clémente. Alors qu'Ambroise, évêque de Milan, dénonce en 390 les Juifs qui se livrent « à d'horribles transactions commerciales »[301], Théodose réaffirme l'autonomie

de décision des tribunaux juifs (« Nulle personne étrangère à la foi judaïque ne fixera les prix pour les Juifs[301] »), exige le respect de leurs fêtes, de leur calendrier, leur protection contre toute forme d'agression ; la même année, il accorde aux armateurs juifs d'Alexandrie le droit de se constituer en guilde autonome – privilège exceptionnel dans le premier port du monde.

Pour autant, l'Église s'oppose aux Juifs sur le terrain théologique aussi bien qu'économique. En 395, juste après la destruction partielle de la bibliothèque d'Alexandrie par le patriarche chrétien Théophile, le patriarche de Constantinople, Jean Chrysostome, les dénonce comme « hostiles à Dieu », appelle la synagogue « la maison de Satan dédiée à l'idolâtrie », « le repaire des meurtriers de Dieu[34] ». Il reproche aux Juifs leur luxe et leur pratique du prêt à intérêt (pourtant encore extrêmement rare). « Les Juifs adorent le diable, leur religion est une maladie[135]. » À la même époque, à Hippone, en Numidie, Augustin dénonce le prêt à intérêt. Il distingue trois péchés majeurs : la convoitise de la chair (mais il faut bien se reproduire), la convoitise du pouvoir (mais il faut bien se dévouer aux affaires communes) et la convoitise de l'argent (qui, elle, est inexcusable). Autrement dit, on doit interdire à l'argent de « forniquer », c'est-à-dire de produire de l'intérêt. Augustin fait des Juifs les symboles, « par leur déchéance », de la mort du Christ. S'il demande qu'on s'abstienne de les tuer, il prescrit – pour pouvoir les montrer – de les disperser et de les humilier « afin de marquer la victoire de l'Église sur la Synagogue ».

En 395, Théodose I[er] remet l'empire d'Orient à son fils aîné, Arcadius, et celui d'Occident à son fils cadet, Honorius. Les nouveaux empereurs se montrent moins tolérants que leur père. Une loi de 398 revient sur l'autonomie juridique des Juifs et ne reconnaît leurs tribunaux que comme « de simples organes d'arbitrage avec l'accord des parties[135] », assortis d'un droit d'appel aux cours ordinaires. Elle leur interdit de se convertir s'ils y trouvent un avantage économique, par exemple pour avoir accès à certains métiers ou ne pas payer certains impôts. Les marchands grecs et byzantins sont maintenant sur toutes les routes et toutes les mers. Les Juifs sont des concurrents dont ils ne veulent plus.

Théodose II, fils d'Arcadius, lui succède en 408. Il achève d'enfermer les Juifs dans un statut d'exception. En 431, il abolit par décret impérial la dignité de patriarche. Il instaure un nouvel impôt dont le paiement doit être

garanti par chaque communauté[34]. Il va jusqu'à promettre à tout délateur de Juifs une fraction du revenu récupéré. Il renouvelle l'interdiction pour les Juifs de posséder des esclaves chrétiens, de critiquer des chrétiens, de collecter des impôts pour la *tsedaka*, de convertir et de circoncire des non-Juifs, de construire des synagogues. Les Juifs ne sont autorisés à observer leurs fêtes qu'en privé. Les lois rédigées depuis 312 et regroupées ensuite dans le « Code théodosien », composé de 435 à 438, condamnent aussi à mort tous les Juifs – désignés comme « la secte abominable » –, tous les Samaritains et tous les autres non-chrétiens « qui cherchent le paradis » qui tenteraient de convertir un chrétien. Ce code limite les endroits où les « mécréants » peuvent vivre[135]. Pour qu'ils cessent de s'intégrer et qu'on les distingue des marchands rivaux, il définit comment les Juifs doivent s'habiller. Il leur ferme la plupart des emplois publics, en particulier ceux de gardien de prison et de juge, et les oblige à assumer ceux qui entraînent des charges financières, notamment la collecte des impôts.

Le texte du code est, sur ce point, d'une impitoyable hypocrisie :

« Comme il importe à Sa Majesté Impériale de considérer toutes choses en vue du bien-être général dans ses moindres détails, nous ordonnons que ceux de ces sectes à qui on confiera les charges de collecter les impôts dans toutes les villes les conservent, avec leurs employés de province, et soient tenus d'y consacrer leur fortune, de faire des dons, de remplir des devoirs militaires. Aucune exemption ne sera accordée à ces gens, détestables par leurs manœuvres que la loi doit condamner[177]. »

Vers 435, le terme de « déicide » est utilisé pour la première fois en latin par l'évêque de Ravenne, Pierre Chrysologue.

La plupart des Juifs quittent alors l'empire d'Orient. Pendant ce temps, ceux de l'empire d'Occident s'installent, un peu mieux traités.

Les Vandales hospitaliers : besoin de marchands

En Occident, les Wisigoths, conduits par leur roi Alaric, entrent dans Rome le 24 août 410. En 418, Honorius réussit à les en chasser, puis à s'en faire des alliés. C'est ensuite au tour des Vandales, venus d'Europe centrale, de piller la Gaule, l'Espagne, l'Afrique du Nord, Carthage, et d'arriver en

Italie. Même si Aetius, qui gouverne alors l'Occident, repousse d'autres envahisseurs – les Huns, près de Troyes, en 453 – les Vandales de Gensséric mettent Rome à sac en 455.

L'épisode ultime est mal connu, sans doute parce qu'il est peu glorieux : en 476, Odoacre, roi des Hérules (un des groupes vandales), dépose le dernier empereur d'Occident, Romulus Augustule, prend sa place et fait porter les insignes impériaux à Zénon, qui règne alors à Constantinople : ultime humiliation de l'empire romain d'Occident moribond.

Paradoxalement, les Juifs seront beaucoup mieux traités par ces Barbares que par les chrétiens de Constantinople. Il est vrai qu'avant même de les rencontrer dans l'Empire romain les tribus germaniques étaient entrées en contact avec des marchands juifs, venus dès le I^er^ siècle dans les terres du Nord et de l'Est à la recherche, d'ambre et de fourrures. Là, conformément au droit germanique, ils avaient demandé aux seigneurs locaux, contre redevance, la protection due aux étrangers de passage pendant la durée de leurs achats. Ils l'avaient obtenue avant de repartir vers l'Empire romain et l'Orient sans chercher à obtenir sur place un droit de résidence : les Germains ont besoin de marchands pour leur acheter leurs productions et leur apporter les marchandises du reste du monde.

Quand l'empire romain d'Occident s'effondre, c'est le droit germanique qui s'applique : les Juifs sont traités par les Germains à l'égal des autres citoyens romains, comme des « étrangers ». À ces sujets *a priori* sans maître, le droit coutumier germanique ne reconnaît aucun statut : on ne punit pas leur meurtrier ; celui qui les héberge est responsable de leurs actes ; ils n'ont ni droit de propriété ni droit d'hériter. Si, au bout d'un an et un jour de résidence, ils n'ont trouvé aucun protecteur, ou s'ils ne peuvent lui payer la redevance qu'il exige, ils doivent partir ou deviennent esclaves. On les utilise comme une ressource, une richesse, un outil de commerce.

Quand, au V^e^ siècle, ces Barbares se font chrétiens, on ne sait plus au juste qui, des Romains, des Vandales, des Francs, des Burgondes ou des Wisigoths, assimile l'autre. Les droits fusionnent. Les Romains christianisés comme les Vandales ou les Wisigoths romanisés deviennent des citoyens de royaumes nouveaux. Seuls les Juifs restent des « étrangers », utiles pour cela et désireux de le rester.

Beaucoup semble fait pour les pousser à se convertir, au moins pour leur interdire d'empêcher leurs enfants de le faire. Ceux qui persistent dans leur religion sont toutefois moins maltraités par les nouveaux maîtres qu'ils ne l'étaient par les empereurs byzantins : ils sont exclus des charges militaires, mais on les laisse fonder des comptoirs commerciaux. Car, en réalité, on a besoin d'eux : dans l'insécurité des routes, le chaos des relations et le fracas des armes, ils assurent, avec quelques marchands grecs qu'on nomme *Syri* – dont beaucoup sont aussi juifs –, les relations commerciales et le financement des premiers villages de la nouvelle Europe.

Malgré ce qui se passe à Constantinople, s'améliorent les relations des Juifs avec l'Église de Rome qui veut protéger les témoins de l'authenticité du Christ. En 495, le pape Gélase I^{er} recommande même à un évêque un Juif « lui ayant rendu de grands services ». En 512, Théodoric, roi des Ostrogoths, influencé par son consul et préfet l'écrivain Cassiodore, conserve aux Juifs leur droit de résider librement, s'ils sont « de quelque utilité à la collectivité » *(pro servanda civilitate*) et leur rend l'autonomie judiciaire retirée par la loi romaine de 398. En 519, Théodoric oblige même des chrétiens à financer la reconstruction des synagogues de Ravenne que ceux-ci ont incendiées.

Seule l'Espagne s'aligne sur l'antijudaïsme de Constantinople. Quand, en 589, sous l'influence des Byzantins, le roi Reccared abandonne l'arianisme et se convertit au catholicisme, il ordonne aux Juifs de libérer leurs esclaves, interdit les mariages mixtes, oblige les enfants juifs à recevoir une éducation chrétienne, puis met tous les Juifs en demeure de choisir entre le baptême et l'expulsion. En 615, l'un de ses successeurs, Sisebuth, réédicte ces lois, ce qui tendrait à prouver qu'elles n'étaient pas appliquées.

Les Juifs se font de moins en moins nombreux dans ce qui reste de l'Empire romain. Ils partent vers la Babylonie devenue parthe pour assurer ses relations commerciales avec l'empire d'Orient.

3. Babylonie, cœur du monde

À l'époque où le second Temple est détruit, une partie des Hébreux résident depuis au moins cinq siècles dans cette Babylonie où, selon le récit

biblique, est né le père du peuple, Abraham. Tous les Juifs savent que ce premier exil fut si heureux que, lorsque Cyrus leur permit de rentrer en Israël, très peu le firent. Beaucoup savent aussi que, malgré les vicissitudes qui suivirent avec les occupations grecque puis parthe, les communautés juives y furent toujours à peu près bien traitées et purent préserver leur identité sans craindre de disparaître. C'est pourquoi, après le désastre du 9 Ab, de nombreux Juifs de Judée et du reste de l'Empire romain rejoignent les provinces perses. Mouvement si ample qu'en l'espace de deux siècles, ce sont plus de deux millions d'entre eux qui passent d'un empire à l'autre.

Puissants en Babylonie

À cette époque, les Parthes de Babylonie sont, avec la Chine et Rome, parmi les premières puissances économiques, politiques, culturelles et artistiques du monde.

La guerre fait alors rage entre Rome et Ctésiphon, capitale des Parthes, pour le contrôle des marges et des routes stratégiques, depuis l'Espagne jusqu'à la Chine. Guerres froides, guerres chaudes, guerres de positions, guerres de mouvements, guerres de marchands et de soldats. Les frontières se déplacent ; les troupes des uns poussent parfois jusqu'au cœur des autres. Guerres « poreuses », aussi : les empires et leurs armées échangent des biens, des hommes, des terres ; ils laissent passer caravanes et messagers. Pas question de fermer les routes aux commerçants, en particulier aux Juifs et aux Grecs.

Aux frontières, des villes surgissent ; des communautés s'installent dans une dangereuse mais avantageuse situation. Soupçonnées d'espionnage par tous les camps, victimes de tous les pillards, elles tentent de conserver leur neutralité, commerçant avec tous ceux qui passent, voyageant même dans les bagages des uns et des autres. On trouve ainsi trace de marchands juifs dans les armées parthes comme dans celles des Romains ; ils y sont fournisseurs de grain ou de matériel (le commerce des armes leur est en principe interdit), parfois aussi soldats, comme en Égypte.

En général, les Juifs choisissent de soutenir la Perse accueillante contre la Rome destructrice. En 116, les Juifs d'Égypte participent à une insurrection

contre Rome ; puis à une autre en Cyrénaïque, et encore une autre à Chypre. Dans tous les coins de l'Empire romain, on les accuse d'ailleurs de financer des soulèvements contre Rome. Leur rôle économique s'accroît chez les Parthes, dont augmente la force commerciale.

Dans l'Empire parthe, les Juifs deviennent majoritaires dans de nombreuses villes : à Babylone même, à Séleucie, à Néhardéa, à Nisibis, à Mahoza, à Ispahan, à Suse, mais aussi dans des villages disséminés dans toute la Perse et toute la Mésopotamie où des communautés de paysans, d'artisans et de marchands juifs se maintiennent depuis des siècles[34]. Pendant toute cette période, on n'y relève aucune trace de conflits violents, de massacres de masse, d'accusations spécifiques.

Pour diriger l'ensemble de ces communautés qui regroupent bientôt, avec les exilés venus de l'Ouest, autour de deux millions de personnes, le pouvoir parthe – comme Cyrus l'avait fait au temps du premier exil – reconnaît une certaine autonomie à une autorité juive, l'exilarque (ou, en araméen, toujours parlé *resh galutha*, « chef de l'exil »). À l'inverse du patriarche de Jérusalem, l'exilarque exerce un pouvoir temporel et non religieux. Prince juif recruté au sein de dynasties supposées descendre directement de David, son pouvoir s'étend à toutes les communautés de Mésopotamie. Il administre même les habitants, juifs et non juifs, des régions où les Juifs sont majoritaires. Des villes telles que Nares, Soura, Pumbeditha, Nehardea, Nahar-Paked et Mahoza (où il réside) sont placées sous son autorité. Il dirige leur économie, de plus en plus importante pour l'Empire.

Le premier exilarque connu sous ce titre est un certain Nahoum, vers − 75 avant notre ère, même s'il est vraisemblable que d'autres ont existé avant lui, peut-être même depuis le règne de Darius[45]. Il dispose d'une police, d'une armée, d'un budget financé par un impôt communautaire dont il organise la perception, et d'une administration judiciaire, civile et religieuse. Il nomme un prévôt au sein de chaque communauté. Il peut infliger des peines d'amende, de flagellation ou d'emprisonnement. En Babylonie, chacun accepte cette fiction de monarchie, comme en souvenir de la royauté en Judée, et parce qu'elle permet d'améliorer le rapport de forces avec le maître. Mais, comme aucun verset de la Bible n'impose son autorité sur les communautés, il ne jouit pas des privilèges d'un roi : par exemple, il est responsable de ses actes devant l'assemblée du peuple, et les

Juifs ne se privent pas de le critiquer. Étonnante construction – qu'on retrouvera en Égypte, au Maroc, en Pologne – d'un pouvoir à l'intérieur d'un pouvoir. Il va durer ici un millénaire, conférant au judaïsme babylonien les moyens d'une extraordinaire stabilité politique et économique ainsi que d'une exceptionnelle créativité théologique, culturelle et financière.

Le nom et la lettre de change

Dans les campagnes, les Juifs sont marchands de produits agricoles et d'animaux nécessaires à l'agriculture ; ils sont parfois aussi cultivateurs, éleveurs, journaliers, métayers, et même propriétaires. Ils sont si nombreux à être attachés à la terre que les tribunaux rabbiniques ne siègent pas pendant les mois de Nissan et de Tishri, époque d'intenses travaux agricoles. Les nouveaux immigrés et les marchands venus du reste du Moyen-Orient leur font connaître les nouvelles technologies, les produits nouveaux. Ce n'est pas la dernière fois que ces nomades apportent du neuf. Devenus paysans, ils sont à l'avant-garde des progrès de l'agriculture : ils implantent l'olivier dans la vallée de l'Euphrate et organisent le remplacement de l'huile de sésame par celle d'olive comme denrée et comme combustible. Ils introduisent le miel d'abeille, les dattes, les palmiers et même la vigne jusqu'à Ta'if, près de La Mecque[34]. Leurs médecins – la dissection est autorisée par les rabbins – entreprennent les premières luttes contre les épidémies et épizooties qui ravagent la région.

Pressurés d'impôts – pour la communauté, pour le propriétaire foncier, pour le roi –, les paysans, juifs ou non, s'ils ne peuvent payer, sont réduits en esclavage par l'État ou par toute personne, juive ou non juive, venant régler leurs dettes. Mais, alors que dans l'Empire romain les terres des débiteurs fiscaux sont vite saisies par l'État, en Mésopotamie, relations et corruption permettent mille et un arrangements, et rares sont en définitive les débiteurs réduits en esclavage.

En ville, les Juifs sont commerçants, boulangers, brasseurs, tisserands, tailleurs, tanneurs, pêcheurs, matelots, portefaix, forgerons. Comme les juges interdisent d'exercer un métier contraint et d'y contraindre quiconque, ils préfèrent travailler à leur compte avec très peu d'employés, en général des membres de leur famille. Ils n'aiment ni être salariés ni en avoir ; leur

actif principal est leur nom et leur réputation. Leurs artisans sont considérés comme les meilleurs experts de l'Empire dans la fabrication des teintures, le travail du cuivre, des perles, de la verrerie, des métaux précieux[34]. Certains sont colporteurs et gagnent à peine leur vie ; d'autres sont orfèvres, marchands d'or plus ou moins pur, frappeurs de monnaie ; d'autres encore, grands marchands, exportent des grains, du vin, de la laine, et importent du fer, de la soie, des pierres précieuses par caravanes ou par bateaux en mer Rouge et sur l'océan Indien[45]. Quelques-uns aussi, prêteurs sur gages, financent les récoltes et les cargaisons. Importer du neuf, et de l'argent, est leur spécialité.

Naturellement, les prêts entre Juifs restent sans intérêt ; mais les marchands inventent sans cesse de nouvelles techniques pour tourner cet interdit en partageant les risques et les profits. Le commerce international se développe et il lui faut du crédit. De Constantinople au Caire, de Babylone à Ispahan, d'Alexandrie à Fès, disposant des meilleurs réseaux d'information de l'époque, les Juifs restent, avec les Grecs, comme les financiers de l'économie internationale. Très jalousés des riches Babyloniens sédentaires, ces marchands et financiers, lettrés et voyageurs, constituent des cibles idéales pour toutes les critiques, et font peser une menace sur la communauté entière. Au début du III^e^ siècle, un banquier juif de Séleucie – l'ancienne capitale des Séleucides devenue camp militaire, puis ville marchande sous les Parthes – se résigne aux taxes spéciales qui le frappent en affirmant qu'elles « assurent leur existence », alors qu'« en les supprimant vous libéreriez les tendances de la population à verser le sang des Juifs[34] ». On retrouvera de nombreux cas où le succès d'une infime minorité servira de prétexte à des persécutions de masse.

Les Juifs se sentent si bien protégés par cet équilibre qu'en 220, quand le roi d'une petite principauté voisine de Persépolis, Ardachir I^er^, attaque le roi parthe Artaban V, la plupart d'entre eux prennent parti pour la dynastie menacée. Artaban est pourtant vaincu. Ardachir établit la dynastie connue sous le nom de sassanide et installe sa nouvelle capitale au bord du Tigre, à Veh-Ardachir ou Ctésiphon, sur la rive gauche, en face de Séleucie – située sur la rive droite – qui reste la capitale marchande. L'ensemble est relié par deux ponts hérissés de murs fortifiés.

Les nouveaux maîtres ne changent presque rien à l'organisation du pays. Ils maintiennent le système religieux et les divisions sociales en castes ; la nouvelle haute noblesse s'appuie sur des seigneurs de second rang et sur le clergé mazdéen. Ardachir ne touche pas davantage à l'organisation des communautés juives ni à l'exilarquat ; il n'ordonne aucune conversion, mais accorde quelques avantages fiscaux aux fidèles de la religion des maîtres. L'administration sassanide n'interdit pas aux Juifs de construire des synagogues, alors qu'elle interdit aux chrétiens, qui commencent à se multiplier, de construire des églises.

Après dix ans de lutte plutôt victorieuse contre ses ennemis de l'est, les Scythes, Ardachir se heurte à Rome pour le contrôle de la Mésopotamie et de l'Arménie, lieu de passage vers le reste de l'Asie. Il meurt en 240, laissant un empire prospère, ouvert aux artistes et aux intellectuels venus de partout, juifs en particulier. Son successeur, Chapour I^{er}, attire encore les Juifs qui deviennent même majoritaires à Ctésiphon, capitale de l'Empire.

La vie communautaire est alors florissante. Sinon que, au moment où s'achève la rédaction de la Mishna, il est presque impossible aux Juifs de Mésopotamie d'avoir accès aux commentaires des rabbins de Palestine : tout Juif passant des documents à travers la frontière entre l'Empire romain et l'empire devenu sassanide est considéré par l'un et l'autre camp comme un dangereux espion, même s'il ne s'agit que de commentaires religieux.

De plus, les sujets propres à l'exil ne sont pas traités par les académies de Yavneh et de Tibériade, et la Mishna ne permet pas aux Juifs de Babylonie de trancher dans chaque cas. Il leur faut donc se doter au plus vite des moyens d'élaborer une doctrine propre à la Diaspora, quitte à s'éloigner des maîtres de Judée.

En 250, un médecin, astronome, juriste et rabbin, rav Samuel, crée une première académie religieuse à Nehardea. Comme elle est détruite en 259 lors d'une incursion d'alliés de Rome, il la fait reconstruire un peu plus loin, à l'abri, à Pumbedita, puis à Soûra où elle restera huit siècles. Le chef de cette académie prend le titre de *gaon* (« fierté » de Jacob). C'est un lieu de recherches autant qu'un tribunal suprême. Les jeunes lettrés y commencent par étudier ; puis, jusqu'à quarante ans, ils écrivent leurs propres commentaires avant d'enseigner à leur tour. Chaque maître peut conférer le titre de rav à son élève, car « toute personne ayant reçu l'ordination peut

conférer l'ordination »[408]. Les lettrés ne sont pas coupés des communautés. D'abord, pendant deux mois chauds (Adar et Elul), tous les Juifs des villes voisines rejoignent les étudiants pour de grandes sessions, dites *kallah*, de commentaires en plein air. En outre, ces lettrés ne sont pas payés par la communauté, mais doivent travailler pour gagner leur vie ; ils sont marchands, médecins, banquiers, horticulteurs, artisans. Par exemple, rav Abba Arikha, le fondateur de l'académie de Soûra, gère le commerce de soie de son oncle. Rav Hiya surveille des marchés. Rav Samuel, qui dirige l'académie de Nehardea, fait aussi commerce de la soie. Certains sont propriétaires fonciers et vivent de leurs rentes. D'autres encore trouvent à épouser la fille d'un riche lettré, et leur travail manuel est alors purement symbolique. La plupart sont exemptés d'impôts.

La rivalité est immédiate entre l'exilarque et le gaon. Même si le premier a en principe autorité administrative sur les juges et traite le second comme un simple collaborateur, les rabbis méprisent les fonctionnaires de l'exilarque, accusés de vivre des impôts prélevés sur les Juifs : « Mieux vaut gagner de l'argent par le travail de ses propres mains que jouir de la richesse de l'exilarque qui vit de l'argent d'autrui[408]. »

Sous les Sassanides comme sous les Parthes, les Juifs sont beaucoup mieux traités que les chrétiens. Partout, dans les zones d'affrontement, ils sont en général les alliés des Perses, tandis que les chrétiens deviennent ceux de Rome. Aussi les empereurs sassanides essaient-ils d'attirer les Juifs de l'Empire chrétien, tandis que les empereurs chrétiens interviennent fréquemment en faveur des chrétiens de Perse. On échange les populations comme des otages ; les marchandises circulent à nouveau.

Les Juifs se sentent si bien en Mésopotamie que vers 360, quand l'empereur romain Julien l'Apostat tente de les séduire et attaque la Perse, les rabbins de Babylone n'appellent pas à la rébellion souhaitée par Constantinople, mais autorisent les marchands juifs de Mésopotamie, en violation des règles juives, à fournir des armes à l'armée perse.

Pour autant, les Juifs figurent rarement dans l'entourage des princes. Sous les Sassanides comme sous les Parthes – tout comme dans les pays soumis à Rome –, le pouvoir politique reste entre les mains des militaires et d'une aristocratie héréditaire très cloisonnée. Le seul lien des autorités avec la communauté juive est assuré par l'exilarque et par l'impôt : chaque

communauté doit une somme forfaitaire au prorata du nombre de ses membres. Si la somme n'est pas réunie à la date prévue, l'administration perse réclame le règlement à l'exilarque, qui tente ensuite de se faire rembourser par la communauté en même temps qu'il prélève sur elle un autre impôt pour faire fonctionner ses services et financer la *tsedaka*. Les agents de l'exilarque se montrent aussi insistants pour le règlement de l'un que de l'autre. Inutile de dire qu'ils sont fort peu populaires !

Toutes les communautés, si modestes soient-elles, mettent en place une organisation sophistiquée (synagogue, école, bain rituel…). Dès qu'elles en ont les moyens, elles créent aussi des institutions pour prendre en charge les enterrements, héberger les vieillards sans famille, rémunérer les professeurs, payer les dots, les trousseaux, la nourriture et les vêtements des pauvres de la communauté ou de ceux de passage.

Le développement du commerce au long cours, dont ils sont le moteur, pousse les marchands à inventer de nouveaux instruments financiers. Ainsi, la *lettre de change*, inventée à ce moment-là en Perse, peut-être par l'un des leurs[34], constitue une révolution financière et économique majeure puisqu'elle permet de rendre la créance abstraite et de la transférer à un tiers qui se charge de se la faire payer par l'emprunteur initial. Comme elle ne peut fonctionner qu'avec la confiance des parties, les marchands juifs sont les mieux placés pour en user. Pourtant, les rabbins se méfient de cet instrument dont ils craignent qu'il ne conduise à rendre les créances transférables à des inconnus. Or, pour eux, la confiance, fondement de l'économie, suppose de connaître celui qui garantit la valeur de la créance. Le *nom*, la répétition sont les principales valeurs, et il est recommandé de ne point l'oublier : ce sont eux qui permettent d'obtenir des fonds en cours de voyage sur simple présentation d'une telle lettre (tant et si bien que des marchands perses prennent souvent un Juif comme associé pour être couverts par la même garantie).

Pour vaincre les réticences des lettrés devant ces nouveaux instruments de crédit, certains marchands, souvent eux aussi des rabbis, mettent au point des gages très particuliers réservés à des prêteurs de confiance : ils remarquent que certains rabbins venus de Palestine en vue de recueillir des dons pour les communautés de Judée remettent à leurs généreux mécènes des titres de propriété purement symboliques sur des parcelles de terre

situées en Palestine, par lots de quatre coudées de superficie[34]. Ils décident d'utiliser de tels titres de propriété – évidemment sans aucune valeur juridique, puisque la terre est devenue là-bas domaine impérial – comme gages pour des prêts consentis entre eux et comme garantie pour des transferts entre marchands juifs d'une créance sur un non-Juif. Ces documents, qui n'ont d'autre valeur que l'attachement de ceux qui les transmettent à la terre d'Israël, constituent à leurs yeux la meilleure assurance de la validité de la créance.

Malgré cette inventivité financière, l'activité de crédit à cette époque-là reste très marginale, la monnaie étant fort peu répandue et le troc demeurant le plus souvent de règle. Aussi les tribunaux juifs ne s'en occupent-ils guère, sauf pour ce qui concerne le commerce international.

Pour régler leurs litiges, les Juifs conservent en effet le droit – tout à fait particulier et qu'on ne retrouve pour aucune autre minorité de l'Empire sassanide – de ne s'adresser qu'à leurs propres tribunaux. Outre les conditions des prêts, ceux-ci fixent un très grand nombre de conditions d'application de la Mishna et précisent en particulier le prix des marchandises, les taux de profit, la hiérarchie des salaires, les formes des contrats ; ils contrôlent les prix, les poids et mesures. En découle tout un écheveau de réglementations, de dérogations, d'exceptions aux exceptions, d'où se déduisent des commentaires de commentaires qui s'éloignent peu à peu de ceux de Jérusalem.

4. La nouvelle doctrine économique : le Talmud et l'argent

L'Écriture et l'argent

S'appuyant sur la Mishna élaborée vers 200 en Palestine et en Babylonie, à Yavneh et à Pumbeditha, les juges de Babylonie, exilés s'adressant à des exilés, affinent et précisent l'équilibre entre les points de vue des paysans, attachés à la tradition, et ceux des commerçants, des voyageurs et des lettrés des métropoles et des ports, porteurs de nouveautés. Leur objectif est avant tout d'assurer la cohésion des communautés et la transmission de l'éthique.

L'ensemble de ces réflexions formera au V^e^ siècle avec la Mishna ce qu'on va bientôt appeler le « Talmud de Babylone », par opposition à celui qui est rédigé au même moment en Palestine. Comme il est l'œuvre d'une communauté riche, il va bientôt circuler dans toutes les communautés, plus que celui de Palestine.

Dans ce monde brutal, régi par les rapports de force, la monnaie apparaît peu à peu comme une forme supérieure d'organisation des relations humaines permettant de régler sans violence tous les conflits, y compris d'ordre religieux. Les auteurs du Talmud, pour la plupart marchands eux-mêmes, sont souvent des experts en économie ; leurs jugements sont d'une rare finesse théorique, et même d'une grande modernité. À tel point qu'au début du XX^e^ siècle, un des premiers économistes à s'y intéresser, l'Allemand Werner Sombart, notera que « les rabbins du Talmud raisonnent comme s'ils avaient lu Ricardo et Marx, ou comme s'ils avaient exercé pendant des années les fonctions d'agents de change au Stock Exchange »[391]. On verra que David Ricardo, Karl Marx et beaucoup d'agents de change du Stock Exchange étaient eux aussi nourris de cette culture… Les décisions du Talmud s'appliqueront dans toutes les communautés juives du monde jusqu'à la fin du XVIII^e^ siècle, et parfois même jusqu'au milieu du XX^e^. Soit quinze siècles après l'écriture de ce recueil, dont voici les grands traits.

Aimer Dieu de toutes ses richesses

D'abord, la richesse reste bienvenue[409]. Dieu, auteur de tous les biens, a donné la terre aux hommes pour qu'ils la mettent en valeur et en fassent leur patrimoine commun. En particulier l'argent, machine à transformer le sacré en profane, à libérer des contraintes, à canaliser la violence, à organiser la solidarité, à faire face aux exigences des non-Juifs, constitue un excellent moyen de servir Dieu. C'est un fluide nécessaire à la vie des réseaux. Aussi, pas plus que les textes antérieurs, le Talmud ne condamne-t-il les riches ni ne glorifie-t-il les pauvres.

Mais la richesse n'est pas une récompense : c'est une charge. Le riche n'a pas à s'excuser de l'être ; il doit seulement prendre une plus grande part de

responsabilités dans la gestion du monde ; aucun riche n'a le droit de se dérober à cette mission. Devenir riche n'est donc pas le signe d'une faveur divine, mais d'un devoir divin, et le riche n'acquiert que le privilège de pouvoir se rendre utile, de pouvoir aider les autres.

À l'inverse, la richesse peut se révéler dangereuse si elle est égoïste et ostentatoire ; elle crée alors des jalousies et peut vicier le comportement de celui qui en dispose en le rendant avare et prétentieux. Le riche doit donc vivre en modestie, sans orgueil ni suffisance mais aussi sans fausse humilité : il ne doit pas vivre comme un pauvre pour ne pas perdre le sens de ses privilèges et celui de ses devoirs. Il doit s'assumer comme riche pour ne pas oublier de partager avec les plus pauvres.

La fortune ne doit pas être essentiellement foncière, car elle est alors trop visible, créatrice de jalousies, difficile à céder pour celui qui peut avoir à partir au plus vite. Aussi doit-elle rester fluide : le métal précieux est sa meilleure forme, la terre sa plus mauvaise.

La richesse n'est pas non plus le moyen de satisfaire tous les désirs, insatiables depuis la Chute. Elle ne peut que créer le besoin de son propre dépassement, lequel est indéfini. Plus encore, l'enrichissement n'est tolérable et bénéfique que s'il se fait en créant des richesses par innovation ou, à partir de biens fertiles (bétail, argent), et non en prenant à d'autres. Enfin, comme toute richesse vient de Dieu, donner c'est s'enrichir : la *tsedaka* est un mode d'enrichissement. Enfin, la seule vraie richessse, c'est la vie. L'argent est remplaçable. Pas elle. La fortune, réversible, n'est pas le principal bien des hommes, alors que la vie s'écoule, irréversible. Aussi les rabbins approuvent-ils qu'un agriculteur épuise une terre pour manger ou payer ses impôts. Ou qu'une communauté vende ses biens pour obtenir la libération d'un esclave ou d'un prisonnier. Ou qu'on viole le shabbat pour défendre une vie. Rien n'est donc plus important que la vie, pas même la Parole de Dieu : si cela est nécessaire pour racheter des esclaves ou acquérir des moyens de défense, on peut utiliser l'argent collecté pour construire une synagogue ou un lieu d'étude, et même vendre des manuscrits de textes sacrés et tout objet culturel.

La relation monétaire des choses et des corps

La monnaie sert à compenser tout dommage, y compris ceux qui peuvent avoir été causés intentionnellement, et même les dommages corporels. Elle permet de dédommager une victime de la souffrance et aide à éviter l'engrenage des représailles. Précisant le rejet de la loi du talion déjà énoncé par la Bible, le Talmud stipule dans le détail comment indemniser vols, coups et blessures. De très longues discussions précisent la nature de ce qui doit être compensé par le fautif : « Quiconque blesse son prochain est astreint à le dédommager pécuniairement de l'atteinte portée à ses capacités professionnelles, de la souffrance physique occasionnée par la blessure, du préjudice moral, des frais médicaux, de l'arrêt de son activité[408]. » De plus, l'indemnisation est proportionnelle au dommage, non à la fortune de celui qui a commis la faute.

Cependant, cette équivalence monétaire ne compense pas tout dommage. En particulier, l'argent ne peut compenser la perte d'une vie : pour lourde qu'elle soit, une amende ne suffit donc pas à punir un meurtre, le pardon est indispensable[408]. De même, tout ce qui touche à la vie ne peut être échangé contre de l'argent : par exemple, un homme ne peut ni vendre une épouse ni acheter un titre de rabbin. Et un esclave peut échapper à son statut sans être racheté, simplement en devenant juif. De même, comme on croit encore – à l'instar de beaucoup d'autres civilisations – que tout objet fabriqué de main d'homme contient un peu de la vie de celui qui l'a façonné, l'argent ne saurait compenser entièrement la valeur de l'objet vendu. Le Talmud (*Baba Metsia* 51 a) dit même très joliment : *zaben ovid* (le vendeur perd) ; ce qui revient à dire que vendre un objet, c'est comme abandonner la vie qui s'y trouve, qu'aucun argent ne saurait compenser.

Un marché honnête : le juste et vrai prix

Tromper et truquer constituent les pires des crimes : « Tromper quelqu'un en paroles est une action pire que la fraude en argent[408]. » En particulier, sur un marché, se servir d'un poids falsifié, même très légèrement, est un blasphème. Un prix est comme une parole. L'hébreu désigne d'ailleurs un « prix injuste » par le mot *ona'ah*, qui renvoie à « mensonge » ou « blessure ». Autrement dit, vendre quelque chose à un prix injuste revient à mentir ou à opprimer (Lévitique 25, 14).

Une série de règles talmudiques définissent les conditions dans lesquelles un marché peut faire surgir le juste prix des choses, en respectant par priorité le plus faible : le consommateur. Et notamment le consommateur non juif.

D'abord, le marché doit utiliser des instruments honnêtes, en particulier un système précis de poids et mesures. « Des balances frauduleuses sont une obscénité [vis-à-vis de Dieu] ; des poids justes sont Sa volonté » (Proverbes 11, 1). Ce que dit déjà le Lévitique (19, 35-36) : « Tu ne commettras pas de tort dans le jugement, dans la mesure de la longueur, du poids et du contenu. Vous aurez des balances justes, des poids justes. » Au moment où il mesure ou pèse les objets qu'il va vendre, le marchand devient un officier de justice et, en annonçant un poids ou une longueur, il énonce un verdict. Certains commentaires vont même jusqu'à considérer l'interdit frappant les fausses balances comme presque aussi important que celui, absolu, de l'inceste « en raison de l'amplitude, dans l'espace et le temps, des conséquences d'une fraude[408] ». Le producteur a le devoir d'informer en détail ses clients de la nature de ce qu'il leur vend ; les vendeurs ne peuvent se « cartelliser » que si leur alliance contribue à trouver le « juste prix ».

Si le prix de vente se révèle après coup excessif, l'acheteur peut réclamer le remboursement du surprofit, sauf si le vendeur peut établir qu'il en a informé l'acheteur avant la vente. Pour que le prix soit juste, le profit ne doit pas dépasser un montant « raisonnable » fixé, dans le cas du simple intermédiaire commercial, au sixième du prix de revient, sauf si le vendeur justifie le service rendu. Pour les produits de première nécessité – nourriture et vêtements –, la communauté doit fixer des prix tels que les pauvres puissent y avoir accès. De très nombreux commentaires (*Baba Battra* 90 b) précisent les conditions de fixation des prix en cas de pénurie d'un bien essentiel. L'intérêt du consommateur conduit à permettre à un nouveau venu d'intervenir sur un marché, sauf s'il n'apporte rien de neuf ou s'il crée une situation inégale avec les vendeurs déjà installés. À l'inverse, un acheteur n'a pas le droit d'écarter d'autres consommateurs pour maintenir les prix à la baisse.

La propriété

La propriété sur les choses n'est jamais absolue. En matière foncière, on peut se saisir d'un terrain en déshérence *(hazaqah)*. La communauté peut reprendre une propriété si c'est « d'intérêt public », par exemple pour créer un espace vert, ouvrir un lieu de culte ou une école, éliminer une pollution, garantir la sécurité de la collectivité contre des voisinages dangereux, empêcher de vendre ou de louer à un non-Juif un terrain situé dans un quartier juif. Pour faire jouer l'interdiction, la communauté peut elle-même, dit le commentaire de la Mishna (*Baba Qamma* 114 a), acheter le terrain litigieux, ou seulement accorder à des voisins juifs un droit de préemption en invoquant le verset : « Tu as autorisé un lion à vivre aux bornes de ma propriété ». Ces remises en cause de la propriété privée sont plus vastes que celles qu'autorisent les catégories romaines de *res nullius* et de res omnium communes, dont se sont inspirés les droits occidentaux modernes.

La propriété n'étant pas absolue, le vol reste moins puni que la violence. Si un larcin est commis à visage découvert *(guezéla)*, le tribunal n'exige du voleur que la restitution ou le remboursement du bien volé ; s'il est commis à l'insu de la victime ou par un voleur masqué *(guenéva)*, celui-ci doit encore rembourser au moins le double de ce qu'il a dérobé. Le vol d'une personne, le rapt, peut être puni de mort.

Comme pour bien marquer que la propriété privée ne doit pas être considérée comme un principe sacré, on trouve dans le Talmud, juste après l'analyse d'un enjeu essentiel – le shabbat –, une définition de la conduite à tenir en la matière : respecter la propriété d'autrui sans défendre la sienne. Dans un commentaire intitulé le *Traité des Pères*, Hillel écrit dans sa langue si particulière : « Il y a quatre dimensions de l'homme. Celui qui dit : “Ce qui est à moi est à moi, et ce qui est à toi est à toi”, est un médiocre. Celui qui dit : “Ce qui est à moi est à toi, et ce qui est à toi est à moi”, est un ignare. Celui qui dit : “Ce qui est à toi est à moi, et ce qui est à moi est à moi”, est un mauvais. Celui qui dit : “Ce qui est à moi est à toi, et ce qui est à toi est à toi”, est un sage. » Autrement dit, seul le partage mérite défense et respect[296].

Les femmes et la terre

En diaspora, pour vivre en paix avec leurs voisins, les Juifs doivent adapter leur droit à leur environnement. Par exemple, comme la Mésopotamie est polygame, les Juifs de Babylone le sont aussi – au moins en principe –, alors que ceux d'Occident ont depuis lontemps adopté la monogamie en vigueur dans l'Empire romain. Et, tout comme les rabbins du monde chrétien trouvent des textes de la Torah pour interdire les mariages multiples, les rabbins du monde babylonien en trouvent d'autres, tout aussi péremptoires, pour les justifier, interdire toute discrimination légale entre les épouses et même conseiller de prendre plutôt trois femmes que deux afin d'éviter les rivalités. En revanche, bien que l'inceste soit couramment pratiqué chez les Babyloniens comme chez les Égyptiens, il reste rigoureusement interdit chez tous les Juifs où qu'ils soient. Et, alors que l'union libre est interdite par la législation perse, les rabbins la tolèrent – et, avec elle, la sexualité hors mariage –, reconnaissant les mêmes droits à tous les enfants, légitimes et naturels. Comme en Palestine et à Rome, les rabbins d'Orient encouragent aussi les mariages précoces, surtout en ville. Le métier de marieur est d'ailleurs reconnu comme une profession honorable, qu'exerce parfois un rabbin.

Un contrat écrit protège les femmes contre les caprices de leurs maris, et les rabbins de Mésopotamie dénoncent les Juifs d'Alexandrie qui se marient sans établir un tel document, à l'instar de « gens qui viendraient de la rue pour s'emparer d'une femme afin de l'épouser ». Autrement dit, épouser une femme sans lui donner la garantie d'un contrat revient à la traiter comme une prostituée. Comme dans les communautés juives du monde chrétien, la dot est d'abord versée par les jeunes filles pour permettre au mari d'étudier, puis apportée par les parents du marié, puis par le marié lui-même, d'abord aux parents de l'épousée, puis à la femme elle-même. Cette dot est mise en réserve en cas de mort du mari ou de divorce. Le mari la gère avec les autres biens de son épouse et en garde l'usufruit. La collectivité prend à sa charge la dot des plus pauvres. Peu de femmes travaillent, sinon pour assister leurs maris dans leurs échoppes et pour accomplir les tâches domestiques.

Les tribunaux juifs tentent aussi de réglementer les relations des Juifs avec les Babyloniens. Si une communauté manque de denrées alimentaires, le tribunal peut demander qu'on évite d'en vendre aux non-Juifs, même si cela doit rapporter plus. À l'inverse, il recommande de vendre aux seuls

non-Juifs les produits dangereux pour la moralité. Par exemple, selon rav Judah ben Betéra, une communauté de viticulteurs doit encourager la vente de vins à des étrangers « parce que cette exportation contribue à réduire la lascivité[408] » au sein de la communauté. Mais nul ne doit non plus faire commerce d'objets qui pourraient inciter les non-Juifs à accomplir des actes immoraux. Ainsi les tribunaux interdisent-ils de vendre des armes à des non-Juifs, et de vendre à quiconque des objets d'idolâtrie ou des statues à figure humaine qui pourraient servir à organiser des cultes non monothéistes.

Transmettre

À cette époque, le judaïsme se transmet encore par les hommes ou par les femmes. Une belle histoire talmudique raconte que la judéité se juge d'ailleurs aux enfants, et non pas aux parents : il ne suffit pas d'être éduqué en Juif pour l'être, il faut aussi élever ses enfants comme tels. Autrement dit, pour tout homme, juif ou non, le plus important n'est pas ce qu'il reçoit, mais ce qu'il transmet. La plus grande responsabilité de la communauté consiste donc à transmettre son savoir à la génération suivante. D'où l'obligation de se marier à l'intérieur de la communauté ou, à tout le moins, d'obtenir la conversion du conjoint. Il faudra attendre quelques siècles encore pour que le judaïsme ne se transmette que par les femmes.

Le premier devoir de la mère et du père à l'égard de leurs enfants est de leur apprendre à lire. Les manuscrits sont rares et la mémoire est le meilleur réceptacle du savoir. L'apprentissage s'organise par la participation aux prières familiales et par des exercices mnémotechniques. Des dizaines de pages sont alors consacrées à l'ordre dans lequel doivent être étudiés les textes, à la liste de ceux qu'il convient d'apprendre par cœur, à la sélection des textes profanes – Aristote au premier rang – qu'on peut lire et faire lire aux enfants.

Le Talmud précise aussi les conditions de la transmission du patrimoine matériel. Un homme hérite de son épouse, mais une femme n'hérite pas de son mari, sauf donation écrite. Les rabbis interdisent à un père de déshériter ses enfants et imposent, dans chaque contrat de mariage, l'attribution d'une part d'héritage aux filles mineures : « Tel est l'ordre de succession : les fils

et les descendants des fils (s'ils meurent avant leur père) précèdent les filles ; les filles précèdent les frères du défunt, et ses descendants également ; les frères du défunt précèdent les frères du père, et les descendants des frères viennent avant les frères du père. Mais le père qui survit à ses fils précède tous ses descendants » (*Baba Batra* 8 b).

Si les hommes sont les héritiers prioritaires, l'éducation des filles passe avant l'héritage des garçons. « Lorsqu'un homme meurt en laissant à la fois des fils et des filles, si la succession est importante, les fils héritent et pourvoient sur cette somme à l'entretien des filles jusqu'à leur mariage ; si la succession est modeste, cette somme sert à faire vivre les filles, et les fils vont mendier » (*Baba Batra* 9 a).

Le travail pour la vie

En exil, on ne peut vivre de la manne comme dans le désert, ni de la dîme comme les prêtres du Temple. Personne, pas même les rabbins ou les juges, n'a le droit de vivre sans travailler. Vivre de la charité n'est que l'extrême recours. « Mieux vaut se passer du shabbat que de dépendre de la charité[408]. » Travailler de ses mains est le premier devoir d'un Juif, quel que soit le temps qu'il passe à étudier, prier, juger, enseigner. Le Talmud cite d'innombrables exemples de maîtres, en Judée ou à Babylone, gagnant leur vie par un travail manuel : le patriarche Yohanan ben Zakkaï était cordonnier, rabbi Yehoudah ha-Nassi boulanger, rav Houna cultivateur, rabbi Isaac forgeron. Un autre maître considérable, fondateur de l'école de Soura, rav Abba Arikha, refusa même un jour de répondre à un salut de ses élèves parce qu'il était alors engagé dans un travail manuel dont l'interruption eût risqué de léser son commanditaire. Même la lecture de la Bible – sauf au moment des prières – passe après le travail.

Et l'on ne saurait échapper au caractère pénible du travail. Selon un mode de raisonnement qui lui est propre, le Talmud démontre d'ailleurs que travailler pour vivre est nécessairement deux fois plus difficile que donner la vie. Voici cette démonstration. Il est écrit d'une part : « Tu enfanteras dans la douleur » (Genèse 3, 16), et d'autre part : « Tu tireras toute subsistance dans l'amertume » (Genèse 3, 17). Comme le mot « amertume » compte deux fois plus de syllabes que le mot « douleur », ce qui se fait

« dans l'amertume » (le travail) est deux fois plus difficile que ce qui se fait « dans la douleur » (l'enfantement). L'un est souffrance morale, beaucoup plus pénible que l'autre, souffrance physique. Pour les mêmes raisons, gagner sa nourriture est plus pénible que gagner l'éternité, et même plus complexe qu'ouvrir un passage à travers la mer Rouge…

Si l'on ne peut éviter que le travail soit moralement pénible, il ne doit être ni avilissant ni humiliant. Aussi sont interdits les travaux qui exigent des gestes indéfiniment recommencés, ceux dont la finalité, l'intention ou la conséquence sont immorales, ceux qui mettent en situation de dépendre du bon vouloir d'un tiers. D'où la préférence pour le travail indépendant. Les tâches domestiques, inévitables, sont acceptées avec réticence (« dégradantes pour les hommes, préjudiciables à la moralité des femmes »). Aussi est-il admis – comme c'est la coutume à l'époque pour les plus riches – d'avoir des esclaves non juifs pour les accomplir, car ils ne sont pas tenus aux mêmes obligations morales, tel le shabbat.

Pour autant, l'esclavage est moins toléré qu'aux siècles précédents : s'il est encore permis à un Juif de retenir des prisonniers de guerre et des débiteurs, cette dépendance est maintenant limitée à un an. Se fondant sur le verset qui dit que l'esclave doit « se trouver bien chez toi » (Deutéronome 15, 16), les rabbins babyloniens en déduisent qu'il est interdit de conserver un seul instant un esclave juif et qu'il faut proposer à tout autre esclave de se convertir ; si ce dernier persiste un an à le refuser, il faut alors le revendre.

On trouve par ailleurs dans le Talmud une description des activités interdites pendant le shabbat beaucoup plus précise que celle qu'en fournissait antérieurement le Pentateuque – lequel n'interdisait que de porter le moindre objet et de s'éloigner de plus de deux mille coudées de son village. Cette liste ajoute l'interdiction de trente-neuf activités (présentées comme les métiers liés à la construction du Temple), dont l'examen fournit de fort précieuses indications sur les métiers de l'époque, où l'on constate encore la prégnance de l'agriculture et des activités connexes.

Il est autorisé tous les jours, mais interdit du vendredi soir au samedi soir, de semer, labourer, faucher, moissonner, lier des gerbes, battre le blé, vanner, trier le grain, moudre, passer au tamis, pétrir, faire cuire du pain, tondre les moutons, laver la laine, la battre, la teindre, filer, tisser, faire deux

boucles, tisser deux fils, les séparer, faire un nœud permanent, le défaire, coudre deux points, déchirer afin de recoudre deux points, chasser un daim, abattre un cheval, écorcher un animal, trier, tanner une peau, gratter une peau en vue d'en faire un vêtement ou un rouleau d'écriture, la couper, écrire deux lettres de l'alphabet, effacer deux lettres de l'alphabet, construire, abattre une construction, éteindre un feu, en allumer un, donner des coups de marteau afin de parachever un ouvrage, porter un objet d'un endroit à l'autre. À tout cela s'ajoutent, dans un autre texte, des interdits portant sur le commerce et sur diverses tâches domestiques.

Lorsque le travailleur ne peut éviter d'être salarié – dans une boutique, un atelier d'artisan ou chez un armateur –, il doit consacrer à son travail tout le temps prévu ; il a même le droit de ne pas saluer son employeur ou de ne pas prononcer la moindre bénédiction après le repas si cela empiète sur ses heures de travail. En contrepartie, l'employeur lui doit un salaire qui lui permette de faire vivre dignement sa famille.

Il n'y a pas de « juste salaire », alors qu'il y a un « juste prix » : le Talmud protège mieux les consommateurs que les travailleurs. Le salaire découle du « juste prix » partagé entre le profit – limité, dans certains cas extrêmes à un sixième du prix de revient –, le coût des matières premières et lui ; c'est ce qui subsiste quand le reste a été payé. Le profit étant plafonné, on peut dire que la valeur créée passe pour l'essentiel au consommateur et au salarié, et non au capitaliste.

Plus encore que son salaire, l'employeur doit respecter la dignité du salarié. Il doit le considérer comme son égal et, par exemple, l'inviter à partager tous les jours son repas à sa table. Il doit aussi lui payer le salaire dû. S'il refuse, il le dépossède de son temps, de son travail et de ses attentes ; il lui enlève en somme une tranche de vie et commet alors l'équivalent d'un meurtre, car l'autre « est pauvre et sa vie y est investie » (commentaire talmudique du Deutéronome 24, 14). Il s'agit d'un crime extrêmement grave. « L'Éternel dépossède alors de leur vie ceux qui dépossèdent le faible de ses biens, et dépossède de leurs biens mal acquis ceux qui dépossèdent le faible de sa vie[408]. » Un employeur ne peut, pour refuser de payer, se contenter de jurer qu'il ne doit rien ou qu'il a déjà payé ; il doit apporter la preuve matérielle de son paiement ou du fait qu'il ne doit rien. Alors qu'il suffit à un salarié d'affirmer qu'un salaire lui est dû pour que

l'employeur soit tenu de le lui payer. Parce que, disent les juges, l'employeur, ayant de nombreux salariés, peut oublier sa dette à l'égard de l'un d'entre eux, alors que le salarié, lui, sait s'il a été ou non exactement payé.

L'intolérable pauvreté

La pauvreté ne prive pas de dignité. L'offrande religieuse d'un pauvre vaut autant que celle d'un riche ; « le taureau du riche a la même sainteté que la poignée de farine du pauvre[408] ». La pauvreté ne se discute pas, ne se démontre pas, ne se négocie pas. On ne doit pas demander à quelqu'un de justifier qu'il a faim avant de le nourrir, mais on peut lui demander de prouver qu'il n'a pas de vêtements avant de lui en fournir. La pauvreté est l'ennemie du peuple. « Dieu se tient devant la porte avec l'homme pauvre », dit magnifiquement un commentaire du Lévitique (34, 9). Il faut la combattre par amour du prochain (Levitique 19, 18), en raison de la priorité reconnue à la vie (Deutéronome 30, 19), pour préserver l'intégrité du peuple et pour éviter la violence.

Mais la pauvreté est invincible. Le Talmud n'est pas un texte utopiste : fort de l'expérience des siècles antérieurs, il pense que la pauvreté résistera toujours et se recréera sans cesse. « Pire que cinquante plaies »[408], la pauvreté est toujours la conséquence ou la cause d'un manquement éthique, de la violation d'un commandement, de la négation de la parole ou du mauvais sort qui s'acharne sur quelqu'un. Pour le démontrer, le Talmud, comme souvent, mêle fable et jeux de mots. En voici un splendide exemple :

« Rabbi Yohanan ben Zakkaï [le patriarche au temps de la révolte] quitta un jour Jérusalem à dos d'âne, accompagné de ses disciples. Il vit dans un champ une femme fouillant le crottin de bétail pour y chercher des grains d'avoine. L'apercevant, la femme s'enveloppa dans sa chevelure, s'approcha de lui et lui demanda : “Maître ! Donne-moi à manger.” Il répondit : “Ma fille, qui es-tu ?” Elle répondit : “Je suis la fille de Nakdimon ben Gourion.” Il lui demanda : “Ma fille, qu'est devenue la fortune de ton père ?” Elle répondit : “Comme on dit à Jérusalem : Le sel de la monnaie provoque sa diminution.”[408] »

Cette réponse mystérieuse suscite bien sûr mille et un commentaires. Elle peut signifier que tout usage de l'argent provoque la ruine. Mais certains rabbins remarquent que le mot « diminution » *(h'asser)* ne diffère du mot « bienfaisance » *(h'essed)* que par une seule lettre – le *d* au lieu du *r*. Cela montre, disent-ils, que la différence entre « fortune » et « ruine » résulte d'une simple faute d'orthographe, d'une défaillance dans l'expression de la parole. Autrement dit, la pauvreté pourrait être le résultat d'une faute éthique, et non d'un hasardeux maniement de l'argent. D'autres commentateurs font observer que le sel est le principal moyen de conserver les denrées et qu'il est donc le symbole de l'accumulation. Quand la femme dit : « Le sel de la monnaie provoque sa diminution », elle veut dire que c'est l'avarice qui a mené son père à la ruine morale, puis matérielle. Alors qu'une juste attitude lui aurait permis d'avoir à la fois de quoi rester riche et de quoi donner généreusement.

Bref, la femme explique que son père s'est ruiné en voulant trop garder pour lui. Une lettre de différence – une autre attitude éthique –, et elle aurait affirmé qu'il était devenu riche de sa générosité…

L'obligation d'être charitable

Les tribunaux peuvent, selon un autre commentaire magnifique, obliger les membres d'une communauté « à se rendre réciproquement tous les services compatibles avec leur propre intérêt »[408]. Autrement dit, la richesse n'a de sens que parce qu'elle permet d'être utile aux autres. Les biens matériels, affirment encore les maîtres, sont comme une fontaine qu'il faut laisser couler ; l'argent n'est qu'un moyen de créer et d'être utile. S'obstiner à le garder est une folie meurtrière ; donner est un acte éthique, une façon de s'enrichir.

Comme il le fait en matière de propriété, le Talmud distingue quatre attitudes face au don : « Celui qui veut donner seulement si les autres ne donnent pas veut se distinguer des autres ; celui qui veut que les autres donnent, mais pas lui, veut se camoufler des autres ; celui qui ne donne pas et empêche les autres de donner est un méchant ; celui qui donne même si les autres donnent aussi est un sage[408]. »

Le don n'est qu'une obligation terrestre ; ce n'est pas une offrande garantissant le salut ou l'éternité. Il s'adresse en priorité aux autres Juifs, mais aussi à tous ceux qui ne sont pas idolâtres. Et le christianisme est à cette époque considéré par les Juifs comme idolâtre, en raison de la Trinité. À la différence de ce qu'elle est dans le christianisme, la charité ne constitue pas une assurance pour l'après-vie, mais seulement un devoir humain, une responsabilité collective. Ainsi, une communauté sera tenue pour responsable des vols et des meurtres commis dans le voisinage, pour ne pas avoir été capable d'éviter la pauvreté autour d'elle. Chaque membre d'une communauté a donc l'obligation de verser à celle-ci un impôt qui doit être entièrement redistribué aux pauvres. La mesure normale de cette charité – la *tsedaka* – est, comme au temps de Salomon, le dixième des revenus de toute nature ; par exemple, un paysan ou un propriétaire terrien doit verser le dixième du produit de ses champs, vergers ou vignobles, après soustraction de la dîme payée aux prêtres (réduite à presque rien, en Palestine comme en exil, depuis la destruction du Temple). Le paysan doit aussi permettre aux pauvres de venir après la moisson glaner les gerbes et les épis des chutes ainsi que les grains de raisin tombés ou non mûrs. Plus encore, un coin de son champ ne lui appartient pas : il est à tout étranger, juif et non juif. Et le paysan juif ne peut être satisfait de sa récolte que si celle de l'étranger sur son champ est considérable. Le riche doit donner jusqu'au double de la *tsedeka* – soit le cinquième de ses revenus –, mais pas davantage, pour ne pas mettre sa fortune en danger. Il ne doit pas non plus masquer sa fortune à seule fin de réduire ses dons. Le Talmud dit même qu'un riche doit faire bonne chère et vivre bien pour ne pas être tenté de conseiller aux pauvres d'imiter sa frugalité ! Et un riche qui s'attend à voir ses revenus décroître doit en prélever de quoi accomplir ultérieurement la *tsedaka*, ainsi que le montre cette charmante histoire talmudique[118] :

« Rabbi Yohanan ben Zakkaï [encore lui !] vit en songe que ses neveux étaient sur le point de perdre 700 dinars. Sans le leur dire, il les persuada de lui donner tout ce qu'ils possédaient pour faire la *tsedaka*, et de ne conserver que 17 dinars. Ils acceptèrent. La veille de Yom Kippour, le gouvernement des étrangers rafla tout l'argent des Juifs. Rabbi Yohanan dit à ses neveux : “Ce n'est pas grave, vous n'aviez que 17 dinars, et c'est tout ce qu'on vous a pris.” Ses neveux lui demandèrent : “Comment l'as-tu su ?” Il répondit : “Par un rêve.” Ils l'interrogèrent : “Pourquoi ne nous en avoir rien dit ?” Il

répliqua : “Parce que je souhaitais que vous accomplissiez la *tsedaka* de manière désintéressée”[408]. »

Le Talmud dit encore joliment à ce propos qu'il faut « tondre les brebis avant qu'elles ne passent le gué »[408].

La *tsedaka* doit toujours être accomplie dans la discrétion. Si le donneur l'effectue de manière ostentatoire, c'est qu'il en attend une rétribution ; c'est alors un acte marchand, un trafic, qui conduit à des catastrophes : celui qui donne ainsi attire l'attention des puissants et des jaloux, et celui qui reçoit ainsi est victime de « blessures narcissiques ».

Le Talmud précise l'usage que la communauté doit faire de l'argent récolté. À la différence de l'Église, qui se met alors en place, rien n'est gardé pour la splendeur des lieux de culte. La priorité est le paiement de la rançon des esclaves, des prisonniers de guerre, des marchands arraisonnés par les pirates. Pour que cette assurance de rachat n'incite pas à prendre des Juifs en otages, on proclame haut et fort qu'on ne paiera pas plus cher que ce que ce qui se pratique usuellement pour un esclave ou un otage non juif. Et pour que les Juifs prodigues ne soient pas tentés d'emprunter sans limite, il est entendu que la communauté ne paiera que deux fois la rançon d'un esclave pour dettes, sauf s'il y a ensuite danger pour sa vie. La *tsedaka* assure par ailleurs le financement de l'entretien des orphelins, la dot des jeunes filles pauvres, l'accueil des voyageurs, le salaire des professeurs, les vêtements « pour celui qui est nu ; les ustensiles de cuisine pour celui qui n'en a pas ; une femme ou un mari pour un ou une célibataire, et même un serviteur à un riche devenu pauvre[408] ». Car le Talmud recommande d'aider davantage un ancien riche qu'un pauvre de toujours. Enfin, la *tsedaka* doit surtout venir en aide à ceux qui n'ont besoin que d'une aide temporaire, pour éviter qu'ils aient à vendre leurs biens au mauvais moment. C'est là qu'elle prend sa forme la plus achevée : le prêt d'argent sans intérêt.

Le prêt d'argent

La meilleure façon d'accomplir la justice consiste en effet à prêter de l'argent ou des biens matériels à celui qui est sans ressources ou qui traverse une difficulté passagère. Le prêt doit alors être sans intérêt : « Il est permis

de faire payer par tranches, mais pas si le total des tranches est supérieur au prix payable comptant » (*Baba Metsia* 70 b). Rabbi Gamliel recommande même de prêter à perte aux plus pauvres.

Plus généralement, il reste interdit, comme depuis toujours, de prêter à intérêt à un membre de la communauté. Cette interdiction est formelle et répétée : « N'accepte de ton frère ni “morsure” *(néchèkh)* ni “plus-value” *(ribbit)*, mais crains ton Dieu et que ton frère vive avec toi » (Deutéronome 23, 20, commenté dans *Baba Metsia* 61 a). La « morsure » désigne l'intérêt payé par le débiteur ; la « plus-value » est l'intérêt reçu par le prêteur. Pour certains lettrés, cette interdiction de l'intérêt n'est pas seulement justifiée par le risque pour le riche de devenir pauvre, mais aussi par le fait que l'homme n'est pas propriétaire du temps. Or l'intérêt transfère le temps de l'emprunteur (pour qui l'intervalle entre deux échéances est trop court) au prêteur (pour qui cet intervalle est trop long). L'intérêt n'est donc pas, comme disent les doctrines grecque et chrétienne, une vente de temps du prêteur à l'emprunteur, mais, à l'inverse, un vol du temps de l'emprunteur par le prêteur qui reçoit en sus des intérêts.

On peut néanmoins, dans certains cas, prêter à intérêt à un membre de la communauté, par exemple si l'on ne dispose plus d'aucune autre source de revenu – c'est alors l'emprunteur qui fait la charité en payant des intérêts. Mais le prêteur ne doit pas se mettre volontairement dans la situation de dépendre des revenus de prêts pour vivre, et le Talmud condamne le prêteur d'argent professionnel (*Maqqot* 24 a ; *Nedarim* 49 b).

Pour certains lettrés, si ces interdictions ne concernent que les prêts entre Juifs, c'est parce qu'ils sont soumis à des obligations supérieures ; pour d'autres, c'est parce qu'un non-Juif est en situation moins précaire ou court moins le risque de devenir pauvre. Comme ce n'est que par esprit de charité et de solidarité que les intérêts ne sont pas perçus entre Juifs, ailleurs l'argent est vivant et doit travailler ; il est fécond, comme l'étaient les troupeaux de Jacob, et la richesse est saine. Il n'est pas un bien différent des autres ; il est aussi vivant que les autres. Pour certains juges, seuls peuvent prêter à intérêt les lettrés, et eux seuls, aux non-Juifs, parce qu'ils savent mieux que les autres comment se conduire avec eux. Pour d'autres, enfin, prêter à intérêt à des non-Juifs est pour tous les Juifs une obligation, un devoir moral.

En définitive, après maints débats et moult contradictions, le Talmud autorise dans tous les cas le prêt à intérêt aux non-Juifs et l'autorise entre Juifs à condition de faire du prêteur l'associé de l'emprunteur.

Une société nécessairement altruiste : « réparer le monde »

Au total, dans le Talmud, se cristallise le fondement de la pratique juive de l'économie : rien n'est bon pour les Juifs si ce n'est bon pour les autres également. Ils ne peuvent donc vivre heureux dans un environnement qui ne l'est pas. Aussi leur appartient-il de « réparer le monde » (*tikoun olam*), car le monde est, dit la Mishna, le résultat d'une « brisure de vases »[43]. Le rôle du peuple juif est d'aider à le réparer, en étant solidaire de tous les autres hommes.

On trouve trace de cette exigence altruiste dans de très nombreux commentaires[43]. Ainsi le Talmud se demande-t-il comment les Juifs doivent aimer Dieu. Réponse : en faisant en sorte, par l'exemplarité de leurs actes, par l'altruisme de leur conduite, que les autres hommes aiment ce Dieu qui pousse Ses fidèles à une telle attitude.

On l'a vu, celui qui cultive un champ doit en laisser une partie des fruits aux étrangers. D'où aussi l'obligation d'honnêteté, l'interdiction de se livrer à la fraude et de commettre des actes nuisibles aux tiers – Juifs comme non-Juifs –, d'exploiter ou d'aliéner qui que ce soit. D'où encore l'obligation de bien recevoir les étrangers, de ne pas oublier qu'un jour on a été – ou que l'on peut devenir – un étranger. D'où enfin l'obligation d'ajouter aux biens du monde, et non de soustraire à ceux des autres. En conséquence, l'économie ne consiste pas à prendre aux voisins des richesses, mais à créer des richesses nouvelles, pour ne priver personne de son bien. D'où l'importance des biens fertiles, qui créent des richesses : la terre, l'argent, l'intelligence.

Là est la fonction de l'« élection » (Exode 19 et Deutéronome 26), qui impose au peuple juif des devoirs, librement consentis, et d'abord celui de rendre les autres heureux, trouver son bonheur dans le bonheur des autres. Rabbenu Hananaël dit : « Les Juifs ne sont jamais mieux que quand les autres sont eux-mêmes mieux. »

En conséquence, le monde a intérêt à laisser aux Juifs suffisamment de liberté pour qu'ils puissent remplir ce rôle. Ainsi, selon un commentaire (*Soukka* 55 b), le monde est dans son meilleur état quand les Juifs sont libres et donc capables d'intercéder en sa faveur. Ils doivent aider comme des égaux monothéistes et pardonner aux polythéistes pour qu'ils rejettent l'idôlatrie[390]. Le malheur du peuple juif est donc un malheur pour tous les hommes.

Pendant la rédaction de ces textes, du III^e^ au V^e^ siècle, sous la direction successive de rav Judas, rav Huna, rav Nahmen, rav Abaye, rav Papa et rav Ashi, Juifs et Mésopotamiens vivent en bonne intelligence, les uns prenant les risques marchands que les autres ne veulent pas prendre. L'ensemble des commentaires rédigés vers 420 sous la direction du rabbin Ashi est quatre fois plus volumineux que celui de Jérusalem. Mais, au milieu du V^e^ siècle, alors que l'empire d'Occident s'effondre sous les coups de plusieurs invasions barbares successives, voilà que des mouvements fanatiques émergent en Mésopotamie dans les milieux mazdéens. L'exilarque d'alors, Mar Samuel, se rebelle, mais se fait tuer. Le nouvel exilarque, Mar Zutra II, lève une armée et déclare l'indépendance d'un État juif, regroupant les principales villes à majorité juive de Babylonie. Il tient pendant sept ans, jusqu'à sa mort en 520.

Ces événements interrompent les travaux d'écriture de la Guemara de Babylone plus d'un siècle après l'achèvement de celle d'Israël.

La situation est alors fort inquiétante pour le peuple juif : mal reçu à Constantinople, persécuté en Mésopotamie et à Rome, chassé de Jérusalem, il n'a plus beaucoup d'endroits où aller. Persécutés, les Juifs s'assimilent. Ils ne sont plus que cinq millions au lieu de huit il y a cinq siècles[35]. Beaucoup quittent l'Empire sassanide pour s'installer au Yémen, en Arabie, en Inde, dans les Balkans. Un roi d'Arabie méridionale, Dhu Nuwar, se convertit au judaïsme au début du VI^e^ siècle, ce qui aboutira à la création de la communauté des Falasha d'Abyssinie. Sur la côte de Malabar (au Kérala d'aujourd'hui), des réfugiés venus de Ctésiphon fondent une communauté qui tiendra jusqu'au XVI^e^ siècle un rôle considérable dans le commerce du poivre.

Entre Byzance et Rome, une nouvelle chance se fait jour en Palestine…

5. Entre Rome et Byzance : la nouvelle chance d'Israël

Le pape contre Byzance

Lorsqu'il devient empereur en 527 à la mort de son oncle Justin I[er], Justinien réprime les rébellions (dont une dans sa propre capitale en 532), puis centralise l'administration de l'Empire et celle de l'Église. Il laisse diriger l'empire d'Occident par son représentant, l'exarque, qui siège à Ravenne et qui a préséance sur le pape. Il signe lui-même des traités théologiques, arbitre entre les différents courants chrétiens, favorisant les « nicéens » – pour qui Jésus est consubstantiel à Dieu – contre les « monophysites » – pour qui Jésus est l'égal de Dieu – qui dominent alors en Orient. En 531, il rassemble toutes les lois existantes en un code, compromis entre l'orthodoxie de l'Église et la pratique de l'Empire[21]. Sur la question du prêt, par exemple, il reprend la tradition romaine admettant dans certains cas un intérêt, comme dans le commerce maritime, plafonné à 33% l'an, en contrepartie des risques encourus. Comme il voit encore dans le judaïsme un rival en universalité, Justinien exige de chaque communauté qu'elle rende hommage à chaque nouvel empereur et à chaque nouveau pape. À ceux « qui croient aux superstitions juives, les hérétiques, les manichéens et les Samaritains »[21], il interdit de témoigner contre un chrétien, d'agrandir les synagogues existantes, d'en bâtir de nouvelles, d'exercer des reponsabilités locales. Il réduit les tribunaux rabbiniques à des cours d'arbitrage et oblige à célébrer les mariages selon les règles de la loi canonique. Il autorise les Juifs à posséder et acheter des esclaves païens à condition de libérer ceux qui se convertissent au christianisme.

En 532, l'un de ses généraux, Bélisaire, conclut une paix avec le souverain sassanide Khosrô I[er] Anushirvan, permettant aux commerçants byzantins d'utiliser les routes d'Asie et de commercer avec les Juifs de Ctésiphon et de tout l'Empire perse. Trois ans plus tard, à la tête de douze mille hommes, Bélisaire reprend aux Ostrogoths le contrôle de Ravenne, du sud de l'Italie et du sud de l'Espagne, et fait de Tolède une véritable métropole. Comme les Juifs de Rome, Naples, Milan, Gênes et Palerme prennent parti pour les Vandales et les Ostrogoths contre les Byzantins – par

exemple, en défendant Naples contre l'armée de Byzance –, Bélisaire les exclut du service armé et de tous les services publics. En 535, les conciles locaux de Clermont et de Mâcon protestent encore contre la présence des Juifs dans la fonction publique et judiciaire de l'Empire. En 538 et 541, les conciles d'Orléans tentent de nouveau de proscrire toute relation entre Juifs et chrétiens. Mais toujours en vain. Les communautés se cramponnent à leur identité profonde.

En 546, Rome est reprise par les Goths, lesquels sont de nouveau battus par les Byzantins en 555. En 565, à la mort de Justinien, qui n'a jamais quitté Constantinople, la Méditerranée est sous contrôle de l'empire d'Orient. Mais, encore une fois, la toute-puissance annonce la chute : trois ans après, d'autres Barbares, les Lombards, attaquent l'Italie tandis que la Perse attaque Constantinople. Sous Justin II, puis sous Tibère et Maurice, fils adoptif de Justin II, les empires s'épuisent dans ces multiples et interminables conflits.

En 590, le pape Grégoire I[er] exige la préséance sur l'exarque de Ravenne, représentant en Italie de l'empereur byzantin[3]. Tout occupé à asseoir son autorité et à lutter contre une résurgence de l'arianisme, il lève les restrictions touchant les Juifs[308]. En 591, il interdit à l'évêque de Terracina de déplacer une synagogue sous prétexte que les prières des Juifs troubleraient les fidèles d'une église voisine, et ordonne l'indemnisation de la communauté juive de Palerme dont la synagogue et les lieux d'accueil des pauvres ont été réquisitionnés. Il va même jusqu'à blâmer un Juif converti d'avoir installé une croix et une image de la Vierge dans une synagogue[336]. Il encourage les Juifs à exercer les activités économiques nécessaires à la chrétienté, mais interdites aux chrétiens. Par exemple, le travail des esclaves « étant essentiel au fonctionnement des grandes propriétés chrétiennes », y compris celles de l'Église, et le christianisme n'autorisant pas le commerce d'esclaves, il s'emploie à y inciter les Juifs. Mais comme l'Église leur interdit par ailleurs d'en posséder, Grégoire les autorise à détenir un esclave chrétien pendant quarante jours, et un esclave païen converti pendant trois mois, le temps de les vendre. Mieux encore, il autorise un marchand juif nommé Basil à transférer fictivement ses esclaves chrétiens à ses fils, convertis le temps de la transaction ! Il autorise enfin les rares propriétaires fonciers juifs à employer des *coloni* chrétiens. Ce qui ne l'empêche pas de féliciter le roi Reccared pour sa législation antijuive, et de

condamner les rois francs pour avoir autorisé les Juifs de Gaule à posséder durablement des esclaves chrétiens[34].

À Constantinople, voici qu'un coup d'État affaiblit encore l'Empire. En 602, une mutinerie de l'armée du Danube débouche sur l'assassinat de Maurice, dernier empereur associé à la lignée de Justinien ; en 610, à Byzance, Héraclius fonde une nouvelle dynastie.

La situation militaire est chaotique. Si les Perses sont contenus par Héraclius, les Slaves passent le Danube ; en 629, les Wisigoths byzantins sont chassés d'Espagne par d'autres Wisigoths. Tous sont chrétiens et soumis au pape. Dès lors, l'Église n'a plus besoin de ménager les Juifs : en 633, un concile régional tenu à Tolède en présence des nouveaux maîtres déclare que le judaïsme est une « pollution »[135]. Il réitère l'obligation de conversion de tous les Juifs, en particulier de ceux qui exercent un emploi public, et l'interdiction pour tout converti de côtoyer ses anciens coreligionnaires. Aucune de ces mesures n'est pourtant vraiment appliquée.

Ultime tentative en Judée

En 610, l'année même où Héraclius I[er] et les Wisigoths s'emparent du pouvoir à Byzance, l'empereur sassanide, Khosrô II, tente de reprendre la Palestine – où les Juifs ne représentent plus que le dixième de la population – à l'empereur chrétien. Les Juifs se rangent du côté du général sassanide Romizanès, et essaient de se débarrasser de l'occupant byzantin. Un groupe tue le patriarche chrétien d'Antioche, d'autres se rebellent à Tyr. Il semble (selon les seules sources d'époque disponibles, qui sont chrétiennes) que des Juifs de Tibériade dirigés par un certain Benjamin aident les Sassanides à prendre Césarée en échange de la promesse d'administrer eux-mêmes la Judée[135]. Les Perses entrent en 614 dans Jérusalem. Romizanès emporte à Ctésiphon la relique de la sainte Croix et confie, comme promis, l'administration de la Ville sainte à Benjamin. Certains voient là des signes avant-coureurs de la venue du Messie. Dans l'*Apocalypse* d'Élie, il était en effet écrit qu'avant cette venue le « dernier roi de Perse » devrait « se rendre à Rome pendant trois années successives », « défaire trois héros venant de la mer à sa rencontre ». Benjamin est proclamé roi des Juifs, et tous ceux

qui, d'Espagne à Alexandrie, rêvent de la reconstitution de l'État juif affluent à Jérusalem.

Mais ce rêve est de courte durée. Trois ans plus tard, en 617, les Perses retirent à Benjamin l'administration de Jérusalem et expulsent les « turbulents » à plus de trois milles hors des murs de la ville. L'ultime chance de rétablir un royaume juif en Judée est passée. Benjamin, désespéré que le Messie ne soit pas venu à son secours, se convertit, comme beaucoup d'autres, déçus de voir s'évanouir tout espoir de reconstruire Israël. On a ainsi, par exemple, gardé la trace de la conversion au christianisme de 375 Juifs à Tumaï, en Égypte[135].

En 626, l'empereur Khosrô II assiège Constantinople. Mais l'Empire byzantin d'Héraclius recouvre des forces. À la bataille de Nehavend, ses troupes enfoncent les Perses, qui ont négligé de consolider leur flotte. Khosrô II est assassiné et remplacé par son fils Yazdgard. Ctésiphon est occupée par les Byzantins, qui y reprennent tous les trésors pillés par les Perses, dont la sainte Croix qu'ils ramènent, en 630, à Jérusalem quittée quinze ans plus tôt.

Les Juifs, qui ont œuvré à la victoire des Perses avant d'être chassés par eux, s'attendent aux pires représailles de la part des Byzantins. Mais Héraclius proclame l'amnistie. C'est l'heure de son apogée, et de la rupture entre l'Orient et l'Occident : Héraclius remplace le latin par le grec comme langue officielle de l'armée et de la cour, prend le titre de *basileus* en lieu et place de « César Auguste » utilisé par l'empereur romain depuis Auguste. Il place chaque province sous la direction d'officiers et crée une armée de mercenaires. L'empire d'Orient semble installé pour toujours.

Pourtant, une fois de plus, un empire victorieux va pâtir de sa victoire. Affaibli par la guerre avec les Perses, miné par les incessants conflits de doctrine entre ariens (pour qui Dieu est premier avant Jésus), monotélistes (pour qui la volonté de Dieu s'exprime en Jésus) et monophysites (pour qui Jésus est l'égal de Dieu), mal accepté par l'évêque de Rome, le pouvoir d'Héraclius peine et s'essouffle. Même si, en 632, il répète l'obligation de conversion faite à tous les Juifs de l'Empire, il ne peut plus l'imposer. Pas plus que le roi wisigoth en Espagne, Sisebuth, qui exige encore des Juifs de choisir entre le baptême et l'exil. Nul ne parvient à leur imposer quoi que ce

soit. Les communautés perdurent en dépit de toutes les attaques et de tous les interdits qu'elles subissent.

Pendant ce temps, la lutte entre les empires byzantin et sassanide met à mal toute l'économie du Moyen-Orient. Les canaux d'irrigation ne sont plus entretenus, la région revient lentement au désert[34]. En dépit de la victoire, la lutte a affaibli Byzance. Leçon d'économie domestique : le dominant est parfois beaucoup plus vulnérable que le dominé. Leçon de stratégie : pyramidal, un empire a beaucoup moins de chances de résister aux chocs qu'une structure en réseaux. Leçon de politique : quand deux superpuissances se disputent la suprématie, une troisième peut surgir et l'emporter.

Voici en effet venu le temps de l'islam, et les Juifs vont trouver un nouvel espace de liberté relative.

6. Heureux comme en islam

Une nouvelle idée de Dieu vient bouleverser la géopolitique. En un siècle, l'islam prend le pouvoir de Cordoue à Kaboul. Les Juifs y rencontrent un nouvel environnement monothéiste, cette fois à peu près accueillant. Ils vont y vivre correctement, humiliés mais acceptés, tout en restant les maîtres du commerce international. En accompagnant les conquérants arabes vers l'Europe, en y important marchandises et savoirs d'Orient, ils créeront les conditions du réveil de l'Occident. Voici comment.

Marchands juifs et naissance de l'islam

Avant la naissance de Mahomet, les Juifs sont déjà nombreux dans les différents royaumes d'Arabie, fuyant les persécutions perses et romaines. L'Arabie est alors un lieu de passage où se croisent monothéisme et polythéisme. Il existe même dans le Hedjaz (Hijaz), au Nord-Yémen, un royaume d'Arabes convertis au judaïsme, qui disparaîtra vers 530 sous la pression d'un roi chrétien d'Abyssinie[166].

C'est justement dans cette région que commence l'aventure de Mahomet, né en 570 ou 571 à La Mecque, oasis caravanière de trois mille habitants, sous le nom de Muhammad ibn Abdallah. Orphelin à dix ans, illettré, ayant reçu enfant dans le désert le sceau de la prophétie, il est recueilli par un de ses oncles, Abou Talib, commerçant, chef d'une tribu, les Qoraïchites. Elle a la garde d'une météorite, la Pierre noire, siège alors de trois cents idoles, offerte par l'ange Gabriel à Abraham et à son fils Ismaël – ce qui atteste la présence du monothéisme abrahamique dans la région. Mahomet épouse une riche veuve, Khadija, de quinze ans son aînée. Il approfondit sa connaissance du monothéisme, sans doute par des contacts avec la petite communauté juive de la ville. Vers 607, il part pour de longues retraites dans le désert et en 610 reçoit la révélation de sa mission par l'ange Gabriel, pendant le mois de Ramadan, dans une grotte du mont Hira. Il fait l'apologie de la pauvreté, de la purification morale, de la soumission (*islam*) au Dieu d'Abraham, Allah. Il demande à ses premiers disciples – rares et persécutés – de lire, de réciter (*qûran* qui donne « Coran »), de prier en se tournant vers Jérusalem et de rejeter les idoles. Il attire de plus en plus de disciples, les *muslimum* (« ceux qui remettent leur âme à Allah »). Deux ans après la mort de sa première femme – il en aura jusqu'à neuf simultanément –, une nuit de 621, au milieu de son sommeil, un voyage *(isra)* le conduit vers le sanctuaire lointain, à Jérusalem, d'où il s'élève vers le ciel *(miraj)* pour y rencontrer les prophètes, Jésus et les apôtres, avant de revenir. Il dicte alors le Coran, rédigé en « arabe pur », à des scribes qui le notent sur des morceaux de cuir, des tessons de poterie, des nervures de palme. C'est une révélation (*al-tanzil ;* le même mot désigne l'averse), une parole « incréée », le « verbe de Dieu » Lui-même. Certains scribes se flatteront plus tard de ne pas avoir consigné exactement ce que leur a dit le Prophète et de lui avoir même suggéré certains passages. Quand il termine sa dictée, son dialogue avec Gabriel aura duré douze ans.

En septembre 622, soixante-quinze habitants du principal centre commercial d'Arabie, l'oasis de Yattib, ou Médine (« la ville du Prophète »), à trois cents kilomètres de La Mecque, lui demandent de venir arbitrer un conflit entre deux familles arabes, les Aws et les Khazraj. Médine est alors aussi le plus important centre de vie juive en Arabie[385]. Artisans, commerçants, marchands, orfèvres, fabricants de cuirasses et d'armes, banquiers (le Coran est le premier texte non juif à faire allusion à une

activité juive de prêteurs à intérêt) prennent parti dans la dispute : les Banu Nadir et les Banu Qurayza pour les Aws ; les Banu Quaynuqa pour les Khazraj. L'arbitrage est difficile ; Mahomet tranche pour les Khazraj et leurs alliés juifs[455].

Mahomet devient chef de guerre, prophète armé et maître de la ville. Dans une déclaration dite de Médine, il propose d'organiser les tribus monothéistes, musulmanes et non musulmanes, en une confédération de tous les descendants d'Abraham. « Débattez avec eux [les Juifs] de la manière la plus gentille » (Coran 16, 126). Certains Juifs sont séduits, mais la plupart refusent. La dispute théologique est très vive avec les rabbins qui accusent Mahomet de déformer le texte biblique. L'ange Gabriel, qui l'a informé le premier de sa mission, revient avertir Mahomet que la tribu juive des Banu Nadir, qui a perdu le procès, complote contre lui. En 624, il ordonne qu'on la chasse de Médine : « Quittez votre terre et prenez tout ce que vos chameaux peuvent porter, excepté vos armes et votre armure ! » Il ne prie plus en se tournant vers Jérusalem, mais vers La Mecque. Le Ramadan remplace l'Ashura, qui ressemble à Kippour.

En mars 627, ceux des Arabes qui ne suivent pas Mahomet lèvent une armée de dix mille hommes, avec l'aide de quelques familles juives et chrétiennes. La guerre est déclarée. Mahomet va mener vingt-huit batailles contre les infidèles : « Faites la guerre contre les gens du Livre qui […] n'acceptent pas la religion d'islam » (Coran 9, 29) ; « Et Allah avait décrété le bannissement pour eux. Il les aurait punis dans ce monde certainement, et dans l'Au-delà qu'ils aient la punition du feu » (Coran 59, 3). Il chasse ensuite les Juifs de Quaynuqa et fait massacrer ceux de la tribu de Qurayza.

En 628, les Juifs de Khaybar, au nord, dans le Hijaz, sont massacrés. Khaybar devient musulmane ; femmes et enfants sont remis aux vainqueurs. Mahomet garde pour lui-même, entre autres, comme concubine, une Juive nommée Rayhanah[305]. Il signe alors avec les chrétiens et les Juifs de Khaybar des traités de paix leur garantissant la liberté du culte et du travail, en échange de l'impôt d'une pièce d'or par adulte, payé naguère aux occupants perses[34].

Peu à peu, toutes les tribus arabes se convertissent. En 630, les dix mille hommes des armées de Mahomet maîtrisent la région de La Mecque. Dans les zones qu'il contrôle, Mahomet organise un État. Toutes les formes

anciennes de commerce, y compris de prêt, sont maintenues. Le Coran admet les contrats d'association *(shirka al akd)*, les contrats de société, les sociétés de capitaux, les sociétés de travail, les sociétés de « haute considération » (contrats dissous au gré de chacun des associés), la commandite (déjà pratiquée à l'époque préislamique pour les caravanes), le contrat d'ensemencement et le contrat d'irrigation[17]. Il admet également le contrat générateur de gain, à condition que celui-ci soit justifié par un travail ; en conséquence, il autorise le prêt *(rahn)* gagé sur un immeuble pour une durée déterminée et avec jouissance de l'usufruit s'il n'est pas remboursé à échéance. Le créancier peut aussi vendre le gage sans même recourir à la justice.

L'Arabie entière s'étant ralliée à lui, Mahomet interdit à tout Juif et à tout chrétien de résider dans la péninsule[385] : « Seigneur, que périssent les Juifs et les chrétiens ! Ils ont fait des églises des tombes de leurs prophètes. Il n'y aura aucune des deux religions en Arabie. » En 631, il passe néanmoins un accord avec les chefs chrétiens du Najran et les colonies juives du nord de l'Arabie qui s'engagent à verser la moitié de leurs récoltes aux musulmans en échange du droit de séjour[385].

Après sa mort, le 8 juin 632, à environ soixante-deux ans, commencent les foudroyantes conquêtes de ses successeurs. En dix ans, la Palestine, la Syrie, l'Égypte, l'empire babylonien tomberont entre leurs mains. « Nous t'avons envoyé vers tous les hommes », écrit le Coran.

Jérusalem et Babylone passent à l'islam

Très occupé à mettre au point le texte du Coran et à poursuivre la conquête, le premier calife, Abou Bakr, ne chasse ni les Juifs ni les chrétiens d'Arabie. Il remonte vers la Judée par le désert. Craignant alors une collusion entre Juifs et musulmans, Héraclius tente à nouveau de contraindre tous les Juifs de Palestine à la conversion au christianisme. Mais, en 633, ses armées sont battues au sud de la mer Morte par celles d'Abou Bakr. Là où les musulmans s'installent, les terres vacantes, jusque-là terres de l'empereur, deviennent « domaine de l'imam ». Beaucoup de Phéniciens, de Cananéens, de Grecs de Palestine se convertissent alors à l'islam. Abou Bakr tente à plusieurs reprises de conquérir Jérusalem, mais

en vain : l'armée byzantine tient le choc. En août 634, le calife meurt – de mort naturelle, ce qui ne sera pas le cas de ses trois successeurs[256].

Le premier d'entre eux, le calife Omar ibn al-Khattaab, le premier à porter le titre de « commandeur des croyants », contourne la Judée par l'est, écrase en 636, sur les rives du Yarmouk, une armée de mercenaires au service de Byzance et s'empare de Damas. Les Juifs qui y vivent reçoivent les conquérants en libérateurs. En 638, les musulmans prennent enfin Jérusalem, qu'ils ont totalement encerclée. Une négociation s'engage entre Omar et le patriarche chrétien de la ville sur le nombre de Juifs à y tolérer. Les Juifs réclament ce droit pour au moins deux cents familles. Le patriarche en propose cinquante. Omar en accepte soixante-dix, sans accès aux puits – les Juifs l'obtiendront plus tard, ainsi que le droit de prier devant le mur occidental, en dépit des ordres formels du calife.

Partout où il s'installe, Omar confie le pouvoir à quelques fidèles. Il laisse en place, sous leurs ordres, des fonctionnaires du régime précédent dont il fait des bureaucrates-esclaves, et confie à des Syriens et à des Juifs le soin de lever les impôts. Les villes et provinces qui se rendent sans résistance sont moins taxées que celles qui résistent[256]. S'inspirant de l'arrangement de Mahomet avec les Juifs de Khaybar, Omar ajoute à la taxe par tête un impôt foncier égal au cinquième de la récolte, et d'autres sur les biens, auxquels s'ajoutent encore ceux que les fermiers généraux prélèvent pour leur propre compte. Le paiement des impôts, qui conditionne le droit de circuler, est souvent prétexte à des cérémonies humiliantes : dans chaque ville, le représentant du calife, l'émir, reçoit la contribution puis assène un coup sur la nuque du contribuable, qu'un garde chasse ensuite. Comme le calife ne tient pas à perdre de contribuables, les troupes musulmanes et les émirs ne font pas d'efforts pour les convertir et l'impôt contribue plutôt à maintenir la cohésion des communautés.

Les non-musulmans, qu'ils soient juifs, chrétiens ou polythéistes deviennent des minorités « protégées », des *dhimmis*[454]. Situation humiliante : le *dhimmi* n'a pas le droit d'élever la voix en présence de musulmans, ni de se tenir à côté de l'un d'eux sur un chemin étroit ; il n'a pas le droit de tuer des animaux, ni d'être armé, ni d'aller à cheval. Aucun métier ne lui est interdit ; aucun ne lui est non plus réservé, hormis celui de banque, encore peu développé. Bien qu'ils n'aient en principe pas le droit de

porter des noms arabes, les *dhimmis* conservent ceux qu'ils avaient avant l'arrivée de l'islam, avec les désignations *Abou*, *Banu* et *Ibn* combinées à des noms arabes. Ils ne sont pas tenus de résider dans un quartier réservé, mais trouvent intérêt à rester groupés pour mieux bénéficier des services du rabbi, du juge, du surveillant des transactions, de la caisse de secours, du préposé au rachat des captifs, des messagers venus des autres communautés. Pour autant, ces villages dans la ville – appelés *mellahs* dans certaines régions – ne sont pas fermés, et leurs échanges sont incessants avec les voisins. La seule contrainte frappant les résidences comme les lieux de culte juifs est qu'ils ne doivent pas être plus vastes ou plus hauts que les bâtiments musulmans avoisinants.

Paysans, tisserands, banquiers ou traducteurs juifs s'intègrent à la société islamique. Des Juifs participent même à l'établissement du texte coranique[455] ; ils aident à l'élaboration des catégories de la grammaire arabe et jouent un rôle très particulier dans la mise en place de la civilisation islamique. De très nombreux marchands juifs circulent en bateau et en caravane entre l'Espagne et la Perse, en traversant terres chrétiennes, musulmanes et perses.

Certains sont même employés par les armées musulmanes. En 640, Omar s'installe à Alexandrie – où il trouve encore quarante mille Juifs – et dans ce qui deviendra Le Caire[256]. Dans la conquête de la ville, il est accompagné d'une tribu de quatre cents guerriers juifs, les Beni Roubi. 642 est une très grande année pour les musulmans : ils prennent toute la Judée aux Byzantins et toute la Mésopotamie aux Sassanides. Omar entre dans Ctésiphon en battant Yazdgard II, dernier fils de Khosrô II. La ville compte plus de deux millions d'habitants avec les alentours. Plus de la moitié des chefs de famille sont juifs ; quatre-vingt-dix mille d'entre eux font un triomphe à Omar. Déjà ébranlé par l'occupation byzantine, quinze ans plus tôt, le régime local s'effondre. Les princes sassanides et les prêtres zoroastriens disparaissent rapidement. La Mésopotamie devient l'un des centres politiques et intellectuels de l'Islam. Malgré les demandes de ses troupes, Omar protège les Juifs. Il interdit ainsi à l'un de ses généraux, Sa'd ibn Abu Waqqar, de s'emparer de terres appartenant à des Juifs[34]. Il reconnaît la légitimité de l'exilarque, alors nommé Bostanaï. Le chef de l'école de Soura, le *gaon*, prend de l'importance : il peut désormais ordonner des excommunications, la flagellation en public, et conclut ses réponses par

un péremptoire : « Telle est la Loi et il est interdit de s'en écarter, que ce soit vers la droite ou vers la gauche[135]. »

Après Omar, le calife Otthman est assassiné en 657 par Ali, père du chiisme et cousin de Mahomet. Commence alors une querelle de légitimité ; puis Mu'â wiya inaugure en 661 la dynastie des Omeyyades. Depuis Damas, où il s'installe après avoir quitté Le Caire, il tente chaque année, à partir de 674, de prendre Constantinople. Chaque fois, l'empereur Constant IV réussit à le repousser. De Ctésiphon, il conquiert ensuite la Perse où des Juifs vivent depuis au moins six siècles ; certaines communautés comme celle d'Ispahan, centre économique et culturel de première importance, remonteraient même, selon des légendes locales, au premier exil[346]. Les réseaux marchands des Juifs d'Islam rencontrent là de nouvelles sources de commerce.

De même, quand les troupes musulmanes pénètrent en Afghanistan, elles trouvent à Merv, Balkh, Ghazni, Herat, Kaboul et Nishapur des Juifs marchands, gestionnaires des impôts pour le compte des maîtres des villes, ou dirigeants de mines de plomb[47]. À Merv, on a gardé trace d'un rabbin ayant reçu l'ordination à Babylone, collecteur d'impôts pour le compte d'un certain Mansur ibn Omar, et d'une polémique ayant éclaté entre les « Juifs » et « ceux qu'on appelle les Juifs[47] ». Une partie de cette communauté se convertit à l'islam, comme les autres habitants ; le reste part pour la Palestine, où le contrôle musulman se fait plus intense.

À Jérusalem, les Juifs sont encore autorisés, en de rares occasions, à s'approcher des vestiges du mur occidental au-dessus duquel le calife Abd el-Malik fait construire, à partir de 685, la mosquée du Dôme, sur le Rocher, puis, à côté, à partir de 705, celle d'Al-Aksa. Jérusalem devient *Al-Qods*, « la Sainte ».

Marchands juifs et premiers Juifs de cour

En 672, c'est à des Juifs que les nouveaux maîtres arabes vendent le bronze du Colosse de Rhodes – l'une des sept merveilles du monde – qu'ils détruisent. Dans bien des villes et des émirats, les marchands juifs restent responsables de la perception des impôts. Certains deviennent fournisseurs

des armées musulmanes tout en maintenant des liens étroits avec leurs communautés d'origine ; ils écrivent en hébreu ou en araméen, et parlent l'arabe dans la vie quotidienne.

Grande première : dans de nombreuses régions, certains Juifs deviennent les conseillers écoutés des émirs. Le phénomène est tout à fait nouveau : jusqu'ici, les Juifs n'approchaient les princes qu'au titre d'employés du fisc. La carence en élites musulmanes les pousse au premier plan. En 695, à Damas, un financier juif est même nommé responsable de la monnaie pour l'Islam tout entier par le calife Abd el-Malik.

En Tunisie, où des Juifs résident bien avant la conquête arabe, les troupes musulmanes se heurtent parfois à des tribus juives, telle celle des Ubaid Allah, installée sur l'île de Djerba. En Algérie, une femme, Dihya, dite « la Kahina », combat les Arabes en 703 aux côtés de Juifs et de Berbères judaïsés. Les conquérants musulmans trouvent des communautés juives, marchandes et agricoles, à Constantine, Fès, Marrakech. Au Sahara, la tribu des Daggatoun, qui combat l'Islam, serait juive[252].

Continuant de progresser, les troupes arabes débarquent en Espagne, d'où les Wisigoths viennent de chasser les derniers Byzantins ; les Juifs les accueillent en libérateurs. Avec leur aide, les troupes musulmanes battent le roi Roderic en juillet 711 et ont tôt fait de conquérir toute la péninsule, à l'exclusion de quelques enclaves dans le nord qui restent chrétiennes. Les relations entre Juifs et musulmans deviennent plus intenses. Ils discutent philosophie, littérature, science, théologie. Ils échangent des idées. Ils traduisent en arabe et en hébreu les textes grecs. Tâche immense : rav Ibn Abitur traduit la Mishna en arabe. Les marchands circulent ; les artisans prospèrent. Jamais les Juifs n'ont connu plus beau lieu de séjour que cet Islam européen du VIII^{e} siècle.

En 717, depuis Damas, le calife Omar II entreprend de renforcer la présence musulmane dans l'appareil d'État. Il tente de remplacer tous les fonctionnaires *dhimmis* par des musulmans. Il essaie donc de se débarrasser des hauts fonctionnaires juifs, devenus trop nombreux et trop influents. Mais il n'y parvient pas, faute de cadres de valeur, au point que les religieux musulmans reprochent aux califes leur bienveillance excessive envers les Juifs[454].

C'est à ce moment, en 745, que le suzerain d'un royaume d'Asie centrale, un certain Boulan, roi des Khazars, se serait converti au judaïsme. Ses successeurs seraient restés juifs durant deux siècles et demi. Selon une correspondance du X^e^ siècle entre un ministre juif du calife de Cordoue – un puissant Juif de cour, Hasdaï ibn Chaprout, dont on reparlera, – et Joseph, roi des Khazars, cette conversion aurait eu lieu à l'issue d'un débat entre les trois monothéismes, organisé par le roi Boulan et dont le judaïsme serait sorti vainqueur.

En 753, un nouvel échec des califes ommeyades devant Constantinople provoque la révolte des descendants d'Al-Mansour, un oncle de Mahomet, Al-Abbas. L'un d'eux massacre le dernier calife ommeyade, Mervan II, et sa famille[256]. En 756, le seul rescapé de cette tuerie, Abdel Rahman, fonde une dynastie à Cordoue et prend le titre d'émir d'Al-Andalus.

En Mésopotamie, le nouveau calife de la nouvelle dynastie, les Abbassides, décide d'édifier une nouvelle capitale, plus à l'est que Damas, pour se rapprocher des provinces orientales qui constituent désormais l'essentiel de son territoire. Il charge un mathématicien et astrologue juif, Masha Allah, et un astronome zoroastrien, An-Naubakhl, d'en établir les plans, non loin de Ctésiphon, de Babylone et de Séleucos, capitales des empires précédents, et sur le Tigre : ce sera Bagdad.

Bagdadis et radhanites

En 762, soit dix ans après qu'en a surgi l'idée, Bagdad devient la capitale de l'Islam. Elle est vite une ville géante, la plus vaste du monde, avec bientôt jusqu'à peut-être deux millions d'habitants. Plus d'un million de Juifs, dit-on, quittent les villes, bourgades et campagnes avoisinantes pour venir vivre dans son centre marchand, Al-Karkh, afin de ne plus payer l'impôt foncier, bien que les califes promettent des réductions fiscales à ceux qui resteront fixés à la terre[34].

Dans cette immense agglomération, les Juifs *bagdadis* exercent tous les métiers ; ils ne sont ni plus ni moins riches que les musulmans. Ils vivent groupés dans des quartiers non fermés. Là comme partout ailleurs, les propriétaires juifs sont incités par les rabbins à ne pas céder à un musulman

une maison du quartier juif, afin de ne pas avoir « un loup pour voisin »[256]. Les lois musulmanes reconnaissent même aux Juifs un droit de préemption sur une maison possédée en commun avec un musulman. Les écoles de Surâ et de Pumbedita sont maintenant reliées à la nouvelle capitale par le *Nahr Yahudiyya*, la « rivière des Juifs », parce que leurs maisons bordent le fleuve. Les deux écoles s'opposent parfois sur l'attitude à adopter vis-à-vis du Talmud ou sur certaines formules de prières.

Le réseau des communautés commerçantes relie maintenant toutes les communautés juives du monde connu – celles de l'Inde, du Caucase, de la mer Rouge, de Mésopotamie, de Palestine, d'Égypte, des oasis sahariennes, d'Italie et d'Espagne[256] – autour de trois capitales : Cordoue, Alexandrie, Bagdad. Entre elles circulent des marchands juifs comme depuis sept siècles, qu'on appelle désormais les *radhanites* (le mot viendrait du persan *radhan*, « guide », ou « celui qui connaît les routes »)[256]. Pour la plupart, ces marchands sont encore des lettrés. Bien que, jusqu'à cette époque, nul n'ait de nom tout à fait stable, il commence à en surgir à la faveur de quelque lettre ou facture. Ainsi d'Abraham ben Yishon, qui commerce de l'Afrique du Nord à Sumatra et obtient le titre de *haver* (membre) de la yeshiva de Jérusalem[230]. Tandis que les marchands de Damas, dits les *Syri* (souvent chrétiens mais parfois juifs), exportent les produits de luxe orientaux à destination de l'Espagne, de l'Italie ou de l'Europe du Nord, les radhanites importent à Bagdad soieries, or, épices, drogues, esclaves et fourrures du Nord, vins et tissus en provenance du Rhin, de la Meuse, du couloir Saône-Rhône et du Languedoc. Ils organisent pour ce faire des transferts de fonds entre communautés, sur simples écritures. D'autres sont fermiers généraux et garantissent le paiement des impôts des provinces[455].

La lettre de change devient impersonnelle, en dépit de l'opposition des rabbins ; l'hébreu devient, avec le grec et l'arabe, une des principales langues du commerce international ; le droit commercial international, privé et public, est presque unifié autour de la Loi juive et de ses commentaires.

Grands vizirs et Juifs de misère

À Bagdad, les califes se méfient des Perses (qui se convertissent à l'islam chiite) et des chrétiens (qui pourraient être tentés d'aider les Byzantins). Pour tenir le califat, écartelé par des forces centrifuges, ils ont recours à des conseillers et à des banquiers juifs. Ceux-ci gèrent leurs finances, organisent leur monnaie, obtiennent des prêts considérables que les califes remboursent après la collecte des impôts dont les mêmes – ou d'autres – marchands juifs sont chargés.

Leur évidente influence ne doit cependant pas masquer l'extraordinaire précarité du statut de l'essentiel des communautés environnantes. Dans leur immense majorité, les Juifs restent très pauvres, et leur situation est même, là comme ailleurs, aggravée par la réussite des Juifs de cour.

Ainsi, vers 800, le cinquième calife abbasside, le célèbre Haroun al-Rachid, surtout connu pour le récit de ses relations légendaires avec Shéhérazade, est entouré de nombreux conseillers juifs. Il envoie même l'un d'eux, nommé Isaac, comme ambassadeur auprès de Charlemagne (selon certaines sources, cet Isaac serait en fait un envoyé de Charlemagne, devenu l'ami de Haroun qui l'aurait renvoyé, chargé de cadeaux, à son premier maître). Cela ne l'empêche nullement, au contraire, de pressurer les Juifs, comme les autres, d'impôts.

En 853, le calife Al-Motawakkel, bien que plusieurs de ses conseillers influents soient juifs, transforme certaines synagogues et églises en mosquées ; il interdit aux Juifs la récitation de certaines prières à voix haute, retire aux marchands juifs le droit d'utiliser des chevaux pour transporter des marchandises – ce qui réduit à néant certains commerces – et finit par les chasser de l'administration des finances.

Comme Juifs et chrétiens s'assimilent si bien, à l'époque, qu'on ne peut les distinguer des musulmans, il leur impose une tenue vestimentaire spécifique : à un pied, une chaussure blanche et à l'autre une noire ; sur le manteau, le dessin d'un singe pour les Juifs, celui d'un cochon pour les chrétiens. D'autres le feront aussi, bientôt, en Europe.

Le calife suivant, Al-Hakim, oblige les Juifs à porter en certaines occasions des billots de bois pesant au moins cinq livres, sculptés en forme de bœuf symbolisant le Veau d'or, et les chrétiens à traîner une croix longue de deux pieds. Ce qui n'empêche nullement quelques banquiers juifs de

conserver des positions élevées. Ainsi, autour de 880, deux banquiers juifs de Bagdad, Joseph ben Phiméas et Aaron ben Amram, sont employés par le vizir Al-Khaqan pour des « transactions mi-fiscales, mi-commerciales ». En 892, le gendre du même Joseph ben Phiméas, Netira, devient le confident du calife Al-Muktadin, après avoir découvert un détournement de fonds au sein de l'appareil d'État[251]. En 969, Jawhar Paltiel, venu d'Italie du Sud, construit une partie du Caire pour Al-Mir'izz, le premier calife d'une nouvelle dynastie, les Fatimides. En 975, Yacoub ibn Killis devient le vizir du calife Al'Aziz et fonde au Caire l'université coranique El-Azhar. En 983, alors qu'est aussi fondée au Caire une guilde des banquiers juifs, leur situation est si prospère que des pamphlets accusent la dynastie fatimide d'avoir des origines juives[251].

Mais il ne fait pas bon, pour une communauté, avoir des puissants dans ses rangs : quand, en 998, un banquier juif de Bagdad refuse un prêt au calife, certains dirigeants de la communauté sont emprisonnés. Vers 1030, la famille Tusturi, enrichie dans le commerce des pierres précieuses, devient le principal financier du calife Mustansim[161], sans que s'en trouvent arrêtées ou même ralenties les persécutions.

Puis Bagdad décline ; la puissance économique des califes se perd dans les sables du désert. Les élites juives partent alors vers l'Égypte et l'Espagne. En 1038, le poste de *gaon* de Babylone disparaît ; en 1040, le dernier exilarque, Ezekiah, meurt sans successeur. Bagdad s'efface devant Le Caire, puis devant Cordoue où des écoles talmudiques dépassent en rayonnement les académies bagdadiennes. Les maîtres y prennent aussi le titre de *gaon* avec, à la différence de celui de Babylonie, un droit de vie et de mort sur ceux qu'ils jugent.

En 1080, le calife Al-Muqtadir oblige les derniers Juifs de Bagdad à arborer un insigne jaune et une médaille de plomb du poids d'un dinar d'argent sur laquelle figure le mot *dhimmi*. Ainsi s'achève, pour les Juifs, un millénaire et demi de vie presque heureuse en Mésopotamie. C'est aussi la fin des empires d'Orient. L'Occident est en passe de prendre le dessus. En apparence par son organisation sociale, la féodalité. En réalité par son réseau marchand.

Le transfert de Cordoue

Le royaume musulman d'Espagne et du Maroc attire à lui les marchands hébreux au point que certaines villes espagnoles deviennent vite majoritairement juives. Grenade est même appelée en langue arabe *Gharmartat al-Yahud* (« ville juive ») parce que, explique à l'époque l'historien Al-Himyari, « les premiers habitants à s'y être établis étaient des Juifs »[19]. Ceux-ci y organisent avec des musulmans ce qu'on pourrait appeler un « transfert de technologies » d'Orient vers l'Occident : les manuscrits grecs, les calculs indiens, la géométrie chinoise, la comptabilité babylonienne, la médecine grecque y parviennent par le truchement des Arabes et des Juifs[34]. D'immenses œuvres sont alors traduites en hébreu et en arabe. Cordoue devient une énorme machine à traduire et à commenter. De considérables communautés s'y installent, ainsi qu'à Séville, Grenade, Tolède. Là comme ailleurs, des Juifs deviennent artisans, fournisseurs des armées et des cours, collecteurs d'impôts, financiers et ministres. Citons quelques destins parmi d'autres.

En 960, Hasdaï ibn Chaprout, rabbin, médecin et savant, devient diplomate, homme de cour, puis le grand vizir du calife Abd er-Raman III ; il reçoit les ambassadeurs, oriente le commerce international vers les communautés d'Orient. En 970, Jacob Ibn-Jau conseille le calife Al-Hakem. Un peu plus tard, Samuel Halevi devient le régent du calife Al-Mansur. En 1030, Samuel ibn Nagida, issu d'une riche famille de marchands de Cordoue, courtier en épices à Malaga, auteur de traités religieux, talmudiste et linguiste, devient receveur des impôts, puis vizir du roi Habbus de Grenade et pendant dix-huit ans général commandant en chef de l'armée ; en dépit de nombreuses cabales, il devient même, en 1038, Premier ministre sous Belir le Débauché, et le restera jusqu'à sa mort au combat en 1056 dans une bataille contre des princes chrétiens. Son fils lui succédera, mais, en 1066, un soulèvement dirigé contre lui entraînera le massacre de trois mille Juifs de la ville.

Espoirs et massacres : prélude à tout ce qui attend les Juifs en Europe.

7. Premiers banquiers des chrétiens

La France mérovingienne

Quand le christianisme s'installe en Gaule, une communauté juive fort ancienne y est déjà implantée. Dès l'an 6, Archélaos, fils d'Hérode le Grand, a été exilé à Vienne et Hérode Antipas l'a été à Lyon. De nombreux autres Juifs palestiniens s'installent à leur suite à Tours, Poitiers, Narbonne, Lunel, Nîmes, en Aquitaine, en Normandie et en Champagne. Au V^e^ siècle, on a trace d'une synagogue dressée à Paris dans l'île de la Cité[61]. Dans le royaume burgonde, en 517, la présence de Juifs est révélée par les lois du roi Sigismond qui les en chasse. En 554, Childebert I^er^, qui règne sur une partie de la Gaule, leur interdit de se montrer le jour de Pâques dans les rues de Paris. Ferréol, évêque d'Uzès, est privé de son diocèse pour « avoir traité des Juifs avec trop de douceur »[369]. En 576, une synagogue de Clermont est détruite à la suite de la prédication de l'évêque Avitus. En 582, Chilpéric contraint les Juifs à choisir entre le baptême et l'arrachement des yeux.

L'essentiel des échanges se fait encore – jusqu'au XI^e^ siècle – sous forme de troc. Le sel, les armes, les tissus, le vin, les denrées agricoles s'échangent entre eux. Les redevances aux seigneurs se paient en blé, pièces d'étoffe ou de vêtement en laine ou en lin (certains domaines ruraux possèdent de véritables ateliers de tissage)[34]. Entre les villes, des marchands, parfois des Syriens, mais aussi des Juifs de langue grecque – quelquefois nommés *Syri* –, font circuler étoffes précieuses, épices, drogues, esclaves, parfois or. On n'utilise presque jamais de pièces de monnaie[17] ; çà et là, des lingots pour le commerce au loin. Pas ou plus de devises « nationales » : abbayes, évêques, princes frappent des sous d'or et des monnaies d'argent incompatibles les uns avec les autres ; dans certaines régions prévaut encore le *solidus* d'or créé par Constantin, sous le nom de besant, de dinar ou de maravedi[17]. Le *nomisma* byzantin, pièce d'un sou frappé d'or à Constantinople, d'un poids théorique de 3,89 grammes, reste avec les vieilles pièces romaines et franques, la principale monnaie du commerce international. Ce *solidus* – francisé bien plus tard en « sol » ou « sou » – ne joue en Europe qu'un rôle de monnaie de compte entre grands centres commerciaux et entre les marchands juifs et grecs qui font la liaison. Il ne circule pas réellement. L'or domine plutôt en Orient, l'argent en Occident[17].

À côté des *castra*, bourgs entourés de murs, de nouvelles communautés juives s'installent à la fin du VI[e] siècle. Dans les ports, les Juifs assurent les réseaux d'échange qu'ils maintiennent depuis l'Empire romain, quels que soient les maîtres. Le papyrus d'Égypte est débarqué à Marseille ; le blé d'Afrique du Nord et de Sicile, à Ostie. L'huile d'olive, qui vient d'Espagne, est vendue jusque dans le nord de la Gaule. Les épices d'Inde et de Chine sont livrées à Narbonne, qui est encore un port. On livre les soieries de Constantinople à des marchands de Ravenne. À la foire de Verdun, on fait commerce d'esclaves saxons, distribués ensuite en Espagne et en Orient[34]. Les Juifs exercent dans ces villes tous les métiers du commerce et de l'artisanat ; le crédit, activité marginale, limitée aux prêts à la consommation, reste leur monopole. L'investissement n'est pas encore de mise et l'esprit d'entreprise est mal vu : l'« usure »[237] *(usura)*, mot emprunté à la Vulgate, désigne tout profit résultant d'une transaction à base d'argent, donc aussi bien le profit commercial que l'intérêt du crédit, y compris quand celui-ci porte sur un montant modeste ; cette généralité du substantif conduira à traiter d'« usurier » pratiquement tout entrepreneur jusqu'au IX[e] siècle et tout prêteur, quel que soit le taux qu'il pratique, jusqu'au XIX[e].

En 584, Grégoire de Tours, archevêque et chroniqueur de l'*Historia Francorum*, mentionne l'assassinat dans sa ville d'un prêteur juif, un certain Armentarius[34]. Clotaire II en 613, puis Dagobert en 629 donnent à nouveau aux Juifs du Languedoc – repris aux Wisigoths – le choix entre baptême et expulsion. En 719, Narbonne, Carcassonne, Agde, Béziers et Nîmes sont occupées par un général musulman. En 732, Charles Martel arrête à Poitiers cette poussée de l'Islam vers le nord ; en 737, il reprend Carcassonne et Béziers. À Narbonne, musulmans, chrétiens et Juifs continuent encore de cohabiter. En 755, Pépin le Bref bat les Lombards et tient la promesse qu'il a faite au pape l'année précédente de « faire don à saint Pierre » des territoires conquis en Italie : ainsi sont fondés les États pontificaux. En 759, il reprend Narbonne aux musulmans, avec l'aide des Wisigoths. En guise de remerciement pour leur neutralité, il confirme aux Juifs de cette ville le droit de s'organiser en une communauté et celui de transmettre à leurs héritiers des biens immobiliers. Très rare privilège, pour six siècles encore.

L'âge d'or carolingien

En 800, le pape Léon III couronne Charlemagne empereur d'Occident pour faire surgir un rival face à l'empereur byzantin, auquel l'oppose un vif différend sur la question de la représentation de Jésus par des images. L'Europe de Charlemagne est encore très pauvre, comparée à l'empire de Constant IV, à la Mésopotamie d'Haroun al-Rachid et à l'émirat de Cordoue d'Abd er-Rahman II. Charlemagne inaugure son règne par une réévaluation de la monnaie : l'argent est confirmé comme étalon, avec deux monnaies de compte (la livre et le sou) et avec une seule pièce en circulation (le denier). Afin d'affirmer sa prééminence politique, de favoriser les échanges dans le pays et de réduire le commerce vers l'extérieur de l'Empire, Charlemagne interdit la frappe privée de moyens d'échanges internationaux et limite le nombre d'ateliers publics de frappe de monnaie[17]. Les marchands juifs continuent d'importer les produits orientaux par Sens, Verdun et Troyes, qui sont de grands centres de foires[34].

À Narbonne, un certain rabbi Makhir fonde vers 800 une école religieuse et reçoit de Charlemagne une grande partie de la ville qui devient une sorte de minuscule « royaume » avec à sa tête, sur l'ancien modèle de la communauté de Babylone, un « prince d'exil » dont le titre sera transmis héréditairement pendant plusieurs générations. En 797, l'empereur confie même une ambassade auprès du calife de Bagdad à un Juif narbonnais nommé Isaac (peut-être celui dont on a parlé plus haut), lequel en revient en 802 avec une clepsydre et un éléphant.

Pour favoriser le développement économique de son royaume, l'empereur carolingien cherche à attirer les Juifs. Un médecin et historien juif, Joseph Ha-Cohen, écrira à ce propos au XVI^e^ siècle : « Les chrétiens et les Maures se firent la guerre, et ce fut un temps d'affliction pour Israël que ce temps-là. L'empereur Charlemagne, roi de France, amena de Rome rabbi Kalonymos, de Lucques, et celui-ci reconduisit en Allemagne les Juifs survivants, rassembla les dispersés de Juda, et Charlemagne contracta une alliance avec eux. Alors ils établirent en Allemagne des écoles de la Loi de Dieu, comme auparavant, et ce rabbi Kalonymos fut leur chef[293]. » L'empereur permet par ailleurs aux marchands juifs de prêter un serment *more judaico*, c'est-à-dire sur leur Bible, et charge certains fonctionnaires

chrétiens, les *magistri Judaeorum*, de surveiller et protéger les Juifs faisant du commerce. Une véritable administration spécifique se met en place.

Le pays reste très pauvre. Des bandes de brigands et de misérables hères le sillonnent sans trêve. L'aide aux indigents incombe à l'Église, qui doit en principe leur destiner le tiers de ses revenus. Un des capitulaires de Charlemagne précise que « la dîme ecclésiastique doit être partagée, en présence de témoins, en trois parties qui assureront les frais d'entretien de l'église, la subsistance du prêtre et l'aide aux pauvres[160] ».

Un chroniqueur[60] du règne de l'empereur connu sous le nom de « Moine de Saint-Gall » rapporte comment Charlemagne demanda un jour à un marchand juif de ses amis de tendre un piège à un évêque particulièrement avide et ne respectant pas l'obligation de reverser le tiers de ses ressources aux pauvres. Le marchand parfume une souris et l'exhibe au prélat tout en « prétendant avoir trouvé en Judée cet animal jamais vu auparavant ». L'évêque veut l'acheter pour trois livres d'argent. « Quel prix ridicule pour un objet aussi cher ! se récrie le marchand juif. Je préférerais le jeter à la mer plutôt que le céder à si vil prix. » L'évêque propose alors dix livres. Le marchand répond : « Le Dieu d'Abraham ne voudrait point que je perde ainsi le fruit de ma peine et mon gagne-pain. » L'évêque renchérit à vingt livres. Le marchand enveloppe la souris dans un tissu précieux et fait mine de tourner les talons. Le prélat le rappelle et lui offre une pleine mesure d'argent. Le marchand cède et rapporte aussitôt à Charlemagne le prix de la vente en lui narrant la scène. L'empereur convoque alors les évêques en synode et, après avoir expédié les affaires courantes, fait apporter l'argent obtenu par le marchand juif, le montre à l'assemblée et dit : « Vous, évêques, devriez servir les pauvres et, par eux, le Christ, plutôt que de rechercher les choses futiles… Voilà tout l'argent que l'un d'entre vous a payé à un marchand juif pour une vulgaire souris domestique un peu parfumée !… » D'après la chronique, l'évêque ainsi « exposé à la honte publique se jeta aux pieds de l'empereur pour implorer son pardon[60] ».

De telles anecdotes, vraies ou fausses, n'arrangent en rien l'image de Charlemagne, ni celle des Juifs, aux yeux de l'Église.

Le fils de Charles, Louis le Pieux, s'entoure lui aussi de Juifs. Il a pour conseiller privé un médecin, Zedekiah, qui prend un tel ascendant sur lui que, écrit le moine espagnol Agobard dans *Cinq lettres contre les Juifs*

écrites en 814, « les courtisans recherchent ses faveurs en lui offrant de riches présents »[60]. À la cour, il devient ainsi à la mode de soutenir les Juifs. « Quelques seigneurs célèbrent même le shabbat et préfèrent les sermons des rabbins à ceux des prêtres et des moines, qui étaient alors fort ignorants[60]. » Le souverain délivre des passeports à des familles juives « pour les attirer et les protéger dans leurs périples commerciaux ». Il les autorise à bâtir de nouvelles synagogues et leur accorde le droit de se livrer au commerce pendant le carême et d'observer le shabbat – malgré les protestations d'Agobard, devenu en 813 archevêque de Lyon. Le roi réussira à l'exiler après qu'il eut poussé ses trois fils à se révolter contre lui.

Cette paix carolingienne attire un nombre croissant de Juifs d'Asie Mineure, des Balkans et d'Italie du Sud. Malgré l'hostilité de l'Église et de l'aristocratie, des communautés s'installent ainsi en Provence, en Champagne, sur le Rhin, en Italie du Nord, partout sur le trajet des premières foires. Là comme à Cordoue, les Juifs apportent leur expérience en matière de viticulture et d'artisanat et leurs relations commerciales avec l'Asie Mineure[34] ; ils participent au transfert de richesses et de savoirs en provenance d'Orient.

Églises et synagogues sont encore indiscernables ; les chants sont encore proches. Beaucoup de chrétiens célèbrent le repos le samedi ; curés et rabbins débattent, se mêlent, commercent, conversent. Des recueils du Midrash ou de la Haggadah traduits en langue d'oïl par des Juifs convertis sont présentés comme des « fabliaux ». La parabole de l'aveugle et du paralytique de Sanhédrin 91a devient l'histoire de saint Martin[388]. À la fin du IX^{e} siècle, environ vingt mille Juifs sont établis en Germanie et trente mille en Gaule.

Les Juifs avoisinent les cent mille dans toute l'Europe chrétienne, soit une fraction encore dérisoire des six millions à vivre alors de par le monde. Le reste se trouve pour l'essentiel en Islam et à Byzance, un peu aussi en Europe centrale. Au X^{e} siècle, à Vienne (Autriche actuelle) où des marchands s'installent, apparaît le mot *ashkénaze* pour désigner les Juifs d'Allemagne, mot formé, dit-on, à partir du nom d'un arrière-petit-fils de Noé (dont le propre père s'appelait Gomen, nom dont les sonorités renvoient vaguement à *Germania*…).

Le judaïsme féodal

Le système féodal s'installe peu à peu. Au début du X^e^ siècle, les nobles et les hommes libres protègent les paysans en échange de leur travail agricole. Les Juifs, eux, ne sont ni libres ni serfs qui n'ont ni le droit de porter des armes ni celui de posséder des terres. Ils ne sont que des contribuables étrangers, une source de revenus qu'un prince peut céder à un vassal ou à une abbaye en échange d'autres avantages.

En revanche, les maîtres des jeunes villes marchandes d'Europe reçoivent des Juifs et leur offrent des terres, des privilèges, voire une « charte de droits ». Ils ont besoin de marchands et constatent que les Juifs apportent des richesses à la ville qui les accueille. En 1004, un évêque de Spire en Rhénanie, nommé Rudiger, accorde une telle charte aux Juifs de sa ville : « Je pense, écrit-il, que j'augmenterais mille fois l'honneur de notre localité en amenant des Juifs à y vivre. » En Champagne, le long du Rhin, de la Loire, de la Seine, en Italie du Nord et en Pologne s'installent ainsi plusieurs centaines de nouvelles communautés. Dans le sud de la Gaule, certains Juifs deviennent propriétaires terriens et exploitent parfois eux-mêmes leurs domaines. Il leur arrive même d'être viticulteurs, alors qu'ils ne peuvent boire avec des chrétiens (le Talmud dit : « Le vin des Gentils est interdit en raison de leurs filles. Il ne faut pas le boire ensemble »). Encore la crainte des mariages mixtes. En général, les Juifs sont cependant moins impliqués dans les travaux agricoles qu'en terre d'islam et en Mésopotamie. D'abord parce que l'Église préfère confier ses terres à des chrétiens, à qui elle peut faire payer une dîme. Ensuite parce que les Juifs n'ont pas le droit d'employer des esclaves, sans lesquels il n'est pas d'agriculture extensive possible. Enfin et surtout parce que les menaces d'expulsion inciteront bientôt les Juifs à rester mobiles : la diaspora, en Europe, ne peut qu'être urbaine.

Dans les villes, les communautés *(universitas Judaeorum)* se constituent en personnes morales : comme ailleurs, elles se dotent d'un conseil, d'un tribunal, d'un fonds de solidarité, d'une synagogue. Les Juifs exercent les métiers les plus divers : médecins, teinturiers, mégisseurs, carrossiers, tailleurs, menuisiers, forgerons, bijoutiers, banquiers, charpentiers. Les marchands chrétiens s'inquiètent de leur concurrence. Au IX^e^ siècle, le

capitulaire de Quierzy stipule que les marchands juifs devront payer des droits du dixième, du onzième pour les chrétiens.

Les opérations de crédit restent marginales ; elles ne sont même pas mentionnées dans les recueils antijuifs, les *Adversus Judaeos* de l'époque[60]. Les sommes consignées dans les jugements (lesquels, par ailleurs, ne précisent jamais l'identité des parties, ni la date et le lieu de la transaction, ni le taux de l'intérêt) sont peu importantes. Ces opérations existent cependant : des chrétiens de différentes couches sociales empruntent aux Juifs et ils considèrent en général le remboursement comme une obligation morale. Ainsi Dhuoda, comtesse de Toulouse, dans son *Liber manualis* rédigé à l'intention de son fils Guillaume, lui rappelle l'obligation de payer les dettes de son père, y compris celles dues aux créanciers juifs[60]. Des Juifs prêtent aussi à des abbayes : un certain Ursellus, de Montmorency, perçoit par exemple un intérêt de 28 % pour un prêt consenti à l'abbaye de Saint-Denis[176].

Ces demandes augmentent un peu avec la croissance économique et finissent par dépasser les capacités des prêteurs individuels ; les juges autorisent alors les prêteurs juifs à se grouper pour rassembler les fonds à prêter aux chrétiens. Il devient donc possible de se prêter à intérêt entre Juifs, pourvu que l'emprunteur final soit chrétien. Deux siècles plus tard, au XI^e^ donc, en Allemagne, rabbi Gershom écrit : « Si un non-Juif autorise un Juif à trouver de l'argent chez un autre Juif afin qu'il lui soit prêté à intérêt, l'affaire est légitime parce que le premier Juif sert de procurateur dans la transaction du prêt au Gentil[176]. » De plus en plus, les communautés juives ne sont admises qu'à condition d'être prêteurs, métier interdit aux chrétiens.

Pour garantir le remboursement de ces capitaux et des intérêts qui dépassent souvent 60 % par an, les prêteurs prennent un gage. Soit le gage rapporte lui-même des revenus que l'emprunteur conserve par-devers lui, et c'est le « mort-gage », soit le revenu du gage est laissé au prêteur comme un intérêt en échange d'un engagement pris par-devant des notables chrétiens de ne point aliéner ce bien, sauf en cas de non-remboursement de la dette, et c'est le « vif-gage ».

Dans la seconde moitié du X^e^ siècle, la demande de prêts se fait plus forte et la pression des débiteurs sur les prêteurs devient inquiétante. On discute

âprement des gages. Rabbi Meshulam ben Kalonymos préconise de demander en gage des immeubles aux revenus équivalents aux intérêts[34]. Parfois ces gages ne rapportent rien : en présence de témoins « notoires », les couvents remettent en gage des objets précieux, des vêtements de cérémonie, des objets de culte qui ne rapportent rien et que le prêteur juif ne peut ni utiliser ni vendre. Il ne peut que se fonder sur le désir de l'emprunteur de récupérer le gage.

Personne d'autre que les Juifs n'a encore le droit de prêter, et souvent ils n'ont plus celui d'exercer d'autres métiers sans exercer aussi celui-là. « Il n'est de prêt d'argent que juif », dit-on partout[134]. Dans beaucoup de langues de l'époque, « judaïser » signifie « prendre des intérêts »[231]. L'expression n'est en rien bienveillante. Les Juifs s'en inquiètent, cherchent à s'en dégager, mais en vain. On ne désigne plus comme « usure » les profits commerciaux tirés de l'achat et de la vente de biens, mais les seuls prêts : l'usurier est le Juif, et réciproquement…

Juifs de foires

La distance avec les « centres » de Babylone et de Palestine favorise l'originalité des communautés qui se créent en Europe chrétienne. Là, on prie tête découverte, on récite le *kaddish* (sanctification du nom de Dieu) du vivant des parents. Des intellectuels composent des poèmes liturgiques pour toutes les fêtes et introduisent de nouvelles méthodes d'étude du Talmud. On n'attend plus de réponses ni de Jérusalem, ni de Bagdad, ni même de Cordoue. Nul ne s'émeut quand l'académie de Soura, centre théologique du judaïsme babylonien, renouvelle l'interdiction du prêt à intérêt, fût-il indirect, d'abord à des Juifs puis à des non-Juifs.

Comme les lettrés sont aussi des marchands, c'est tout naturellement dans les villes de foires – Mayence et Worms en Allemagne, Troyes et Sens en France – que s'organisent les rendez-vous entre maîtres : pour vendre leurs produits en même temps que pour discuter des controverses théologiques de l'heure. Leurs avis sont ensuite répercutés à travers l'Europe par d'autres marchands et font jurisprudence.

À Mayence, rabbi Gershom Maor ha Golah (« Lumière de l'Exil ») interdit ainsi définitivement la polygamie à tout le judaïsme européen. Cette pratique, autorisée encore par le Talmud, reste en vigueur en terre d'islam, mais n'a plus cours depuis longtemps dans l'Empire romain. Mais l'arrivée en Europe chrétienne de communautés venues du monde musulman oblige à réitérer la règle. À Worms, rabbi Éléazar s'inquiète du rôle dévolu aux Juifs dans toutes les activités financières. Sentant poindre la menace, il conseille – pour des raisons de prudence politique, et non d'ordre théologique – de ne jamais prêter à intérêt à qui que ce soit, y compris à un non-Juif. Personne ne l'entend. Et d'ailleurs, comment refuser ?

À Troyes, alors un des tout premiers centres commerciaux d'Europe, apparaît l'un des premiers penseurs en langue française – ou plutôt, en vieux champenois –, Salomon ben Isaac, dit Rachi, disciple d'Isaac ben Yehudah, de Metz, élève de Gershom Maor ha Golah, de Mayence, viticulteur et marchand de vin de son état[373]. Entre 1060 – il a vingt ans – et 1105, il écrit un commentaire complet de la Bible, verset par verset, et de la quasi-totalité du Talmud, à quoi s'ajoutent trois cent cinquante *responsae* à des questions reçues de communautés de toute l'Europe[325]. Donnant souvent l'équivalent en vieux champenois d'un mot hébreu difficile, il est une source extrêmement précieuse pour la généalogie de la grammaire du vieux français. Remarquable théologien et homme de son temps, Rachi propose une lecture simple et claire de la Loi, en même temps qu'une modernisation considérable de la jurisprudence. Il autorise par exemple les Juifs à se mêler aux chrétiens : « Nous ne pouvons gagner notre subsistance à moins de faire des affaires avec les Gentils, car nous vivons parmi eux, nous dépendons d'eux[325]. » Il exhorte les marchands à passer des contrats écrits, établissant la claire volonté des parties d'y souscrire sans transgresser la Loi. Comme il connaît à merveille le fonctionnement des foires, il édicte une nouvelle réglementation des prix. Par exemple, il met en garde contre les riches marchands qui achètent une part importante de la récolte à bas prix et qui la stockent pour la revendre plus tard, moyennant des profits considérables, tout en respectant en apparence le principe du « juste prix ». Il améliore le statut des salariés en exigeant qu'ils bénéficient d'un contrat de travail limité à trois ans. Il autorise un journalier à quitter son poste à tout instant si ce départ n'entraîne pas de préjudices matériels autres que l'arrêt du travail lui-

même, et il lui conserve le droit au paiement intégral de la fraction de salaire correspondant à son temps de travail réel.

À la fin de sa vie, Rachi connaîtra l'angoisse des premiers massacres liés à la première croisade, et il n'aura pas le temps de parachever son travail[373]. Les corrections ou rectifications apportées par lui au texte du Talmud seront incorporées dans toutes les éditions ultérieures. Après lui, ses disciples, appelés tosafistes (*tosafa* signifiant « addition ») parce qu'ils « ajoutent » au maître (tels Simhah ben Samuel, de Vitry ; Chemayah ; Yehudah ben Abraham ; Joseph ben Yehudah ; Jacob ben Siméon). Ses trois filles épouseront trois de ses élèves. Un de ses petits-fils, Samuel ben Meïr, achèvera la rédaction de son commentaire du traité *Baba Batra*, un des traités économiques du Talmud. Un autre petit-fils, Jacob rabbenou Tam, prêteur sur gages, fermier des impôts et viticulteur, autorisera la vente de vin aux non-Juifs si c'est la seule façon de gagner de l'argent. Il écrira : « Chaque fois qu'il s'est agi d'une grosse perte financière, la Torah s'est toujours préoccupée de l'argent d'Israël. Pourquoi témoignerais-je moins de sollicitude et refuserais-je de décider que c'est là chose permise[34] ? » Un des lointains disciples de Rachi sera l'un des plus grands maîtres du judaïsme d'Europe centrale, au XVII[e] siècle, le Maharal de Prague. L'influence de Rachi dépassera même la sphère du judaïsme : le moine franciscain Nicolas de Lyre (1270-1340) le lira dans le texte et le citera fréquemment dans son propre commentaire biblique. Martin Luther citera lui aussi ses commentaires.

Rachi reste le plus haut symbole de ce moment de gloire des marchands lettrés, acteurs essentiels de l'éveil économique et politique du monde chrétien.

8. Les marchands juifs passent à l'Ouest

Dans ce bouleversement géopolitique, les Juifs sont encore presque seuls à pouvoir passer d'une partie du monde à l'autre. Les ports de la Méditerranée tenus par les musulmans (de l'Espagne à l'Égypte, de la Palestine au Liban) sont fermés aux commerçants chrétiens. Gênes et Pise doivent mener de durs combats contre les pirates musulmans. Par la route, c'est encore pire, puisque l'Islam commence aux frontières de Byzance. Les

marchands juifs, eux, sont présents dans les principaux relais commerciaux, terrestres et portuaires, qu'ils soient musulmans ou chrétiens : Gênes, Palerme, Kairouan, Alexandrie, Fustat (futur Le Caire), Cos, Aden, Ramle et Sijilmosa (oasis d'arrivée des caravanes au Maroc, en plein désert). Ils circulent de la Mésopotamie au Maroc, du Caucase et de la Crimée à l'Espagne, du golfe Persique à la côte de Malabar. Ils forment une sorte de guilde qui se réserve l'exclusivité de certains clients[34], organise des échanges qu'ils sont seuls à pouvoir conduire. Grâce à des archives trouvées au Caire[45], on connaît bien leurs pratiques de l'époque ; sans doute reflètent-elles aussi peu ou prou celles des siècles antérieurs.

Beaucoup de marchands juifs accompagnent à bord des navires leurs propres marchandises (textiles, teintures, remèdes, parfums, cuivres, bronzes, sucres, sirops, huiles, cires, vins, poissons séchés, pièces d'or et d'argent, manuscrits – mais on ne trouve aucune trace d'un commerce d'armes ou d'esclaves)[5]. Ils prennent le plus grand soin de protéger les marchandises de l'eau et des termites ; aussi sont-ils experts en emballage, en papiers, tissus et nœuds. Leurs clients sont en général d'autres marchands juifs, importateurs de leurs marchandises. Pour faire connaître leurs produits, ils utilisent des sortes d'« agents de publicité » payés à la commission. Pour ne pas courir trop de risques, ils répartissent leurs cargaisons entre plusieurs bateaux, sauf par temps de guerre où ils tentent parfois de forcer le passage sur un seul vaisseau, quitte à y laisser la liberté ou la vie. Ils ont alors peu de contacts avec les gouvernements et les armées, sauf s'ils en sont les fournisseurs. Il leur arrive de demander protection pour leurs convois sur mer, à travers les déserts ou dans les zones de troubles (Syrie, Yémen, Égypte). Ils sont parfois faits prisonniers par des pirates, mais rapidement libérés (c'est le cas d'un Juif d'Aden fait prisonnier à Bombay et libéré par son beau-frère à Bangalore). Il leur arrive aussi de croupir des années dans une ville, adressant des lettres désespérées à leurs associés et à leurs parents (c'est le cas, vers l'an mil, d'un marchand de Tunisie bloqué à Amalfi, ou de Nahrey ben Nissim, intellectuel, marchand et banquier tunisien, qui passera l'essentiel de sa vie bloqué malgré lui en Égypte).

Les lettres que ces marchands échangent – dont on a trace à cette époque, mais qui doivent exister depuis longtemps – sont parfois longues et complexes, subtiles et détaillées, fleuries, voire poétiques, mais parfois

aussi réduites à de simples états comptables. Sans cesse ils prennent des nouvelles, s'inquiètent, se résignent à la fatalité. Mais l'optimisme est général et la confiance en Dieu inébranlable. Dans toute lettre, on souhaite au destinataire de « préserver sa position honorable[5] ». À la fin d'une lettre adressée par un marchand juif tunisien du XIe siècle à un correspondant commercial, on peut lire :

« Récupérez, s'il vous plaît, les deux mille dinars qui me sont dus des deux convois. Achetez avec de la cire de première qualité, si possible de la Misari, la meilleure, et autant de lames de couteaux Fayymi que vous trouverez[5]. »

Tous utilisent souvent comme formule de politesse : « Que Dieu vous inspire des idées pleines de réussite[5] ! » Ils voyagent de Sicile en Tunisie, d'Égypte au Yémen, sans argent, assurés de trouver sur place crédit, gîte, informations sur les marchés locaux[254]. Lors du paiement, ils discutent longuement de la teneur en métal des monnaies, dont les fluctuations équivalent à un intérêt positif ou négatif qu'il convient donc de partager. (En général, les tribunaux décident que la perte de valeur de la monnaie doit être partagée à égalité entre l'acheteur et le vendeur.)

Dans les villes où il n'existe pas de communautés juives importantes et où ils n'ont pas de correspondants naturels, les marchands installent des agents de représentation dont le bureau tient aussi lieu de bourse, de bureau de poste, de banque, de tribunal et d'étude notariale (pour les familles des marchands morts en cours de voyage). Parfois, ces agents ont des esclaves vite libérés ou revendus. Çà et là, ces représentants sont musulmans ; il arrive même que les juges entre deux marchands juifs soient des cadis appliquant pour l'occasion le droit talmudique. Il advient aussi que des marchands juifs et musulmans s'unissent pour construire des bateaux ou pour commercer : ainsi, vers l'an mil, le chef de la communauté juive d'Aden, Ma'mun, s'associe à un armateur musulman, Bilal, pour construire un énorme vaisseau destiné à faire route entre Aden et Ceylan.

Certains marchands, après avoir beaucoup voyagé, s'installent dans une ville initialement inconnue d'eux. Ainsi Joseph ben Jacob ibn Awkal, originaire d'Iran, après maints voyages en Espagne et en Sicile, débarque en Égypte avec les Fatimides en 969 et s'établit à Fustat. Dans sa famille, on

parle le persan ; lui-même écrit en hébreu, en judéo-persan et en arabe, dans un style très raffiné. Il commerce avec l'Asie et le monde musulman, reçoit de Sijilmosa tout ce qui provient d'Afrique noire, *via* Kairouan. Il se spécialise dans le commerce des perles et des diamants, qu'il échange contre du bois précieux, des épices, des parfums, des soieries, des savons, de l'or du Soudan, de l'argent d'Espagne. Il reçoit aussi, par les mêmes circuits, les questions et réponses des académies de Bagdad, agonisantes, qu'il représente au Caire.

À Aden, la principale famille juive, les Ma'mun, exerce le métier d'armateur (il est alors plus facile pour un Juif de l'être dans l'océan Indien qu'en Méditerranée[5]). Une autre famille fixe les tarifs douaniers du port.

Régis par le droit talmudique, les contrats comme les créances des marchands juifs sont très protégés. Leurs lettres de change et de crédit sont souvent rédigées en hébreu pour rester indéchiffrables à d'éventuels pirates. Quand les polices locales apprennent à déchiffrer les caractères hébreux, les courriers utilisent des codes secrets formés de ces mêmes caractères. Les contentieux sont réglés par des tribunaux rabbiniques en application de leur droit, et non de celui du pays par lequel ils transitent. Le droit, nomade, voyage avec le marchand.

Les marchands juifs font ainsi tomber les barrières linguistiques entre l'Orient (peu d'Arabes savent le latin) et l'Occident (peu de chrétiens parlent l'arabe). Ils assurent l'uniformisation des actes, font passer des idées, traduisent des textes (grecs en arabe, arabes en latin). Il revient, semble-t-il, à un marchand juif d'avoir transmis le système numérique hindou au monde arabe, et à un autre d'avoir apporté le système numérique arabe au monde chrétien[64]. Bien d'autres innovations passent ainsi d'un monde à l'autre[254].

Là, comme depuis quinze siècles, ces nomades sont nécessaires au fonctionnement des communautés sédentaires. Encore une fois, rien n'est bon pour eux si ce n'est pas aussi bon pour les autres. Les marchands juifs auront ainsi réussi à maintenir des liens entre les parties hostiles d'un monde disloqué, tout en se maintenant eux-mêmes. Le passeur trouve sa raison d'être dans l'organisation du passage. Si les Juifs ont survécu, c'était pour accomplir cette mission : transmettre, « passer » dans l'espace et le temps.

Pour eux – bien reçus dans l'Islam abbasside comme dans l'Europe carolingienne, nombreux en Espagne, facteurs de rencontre des deux monothéismes dominants –, ils ne pensent plus à l'État juif que par nostalgie. Sa restauration n'est plus qu'une espérance mystique aussi improbable que la venue du Messie, avec laquelle d'ailleurs elle se confond.

Ultimes témoins d'un bouleversement géopolitique majeur, les Juifs annoncent le basculement du monde vers l'Europe. L'Exode, pour eux, paraît se terminer. Pendant cette période, massacres et assimilation ont réduit de moitié l'effectif du peuple juif, de huit à peut-être quatre millions, alors que la population du monde faisait plus que doubler[86]. Est-ce une Terre promise qui s'annonce en Europe ? Comme l'autre, elle sera semée de gloire et de prospérité, de larmes et de sang.

3

LEVITIQUE

(1096-1789)

1. *Voyager plus à l'Est (an mil)*

2. *Prêteurs et vendus (1000-1260)*

3. L'argent sans Juifs (1260-1492)

4. D'Islam et de Pologne (1260-1492)

5. Financer les découvertes et disparaître (1000-1492)

6. Judaïsme d'Orient : des marchands de substitution (1492-1700)

7. Juifs du prince et princes sans Juifs (1492-1700)

8. Juifs de contrebande au cœur du capital (1492-1700)

9. Les trois nouveaux mondes (1492-1700)

10. Vie et mort des nations au XVIII^e^ siècle

11. Fournisseurs de cour et révolution industrielle (1700-1800)

À la fin du premier millénaire de notre ère, contrairement à ce que disent tous les mythes, les Juifs ne sont ni riches, ni banquiers, ni conseillers des princes. Ils sont presque tous pauvres, paysans et artisans. Quelques-uns sont prêteurs contraints, pour de faibles montants, à de commerçants, des artisans, des paysans, des couvents, de petits seigneurs. Une poignée sont financiers de monarques et aident à mettre sur pied les administrations des États. La plupart vivent dans l'Islam d'Espagne, de Mésopotamie et d'Égypte. Quelques-uns sont marchands sur des bateaux ou dans des

caravanes ; voyageant sans respecter les frontières ni les interdits des princes, ils constituent l'ultime réseau reliant des empires de plus en plus dressés les uns contre les autres.

Quand l'Orient s'assombrit et que la flamme de l'Occident menace de n'être plus qu'un bûcher, quand décline le monde qui les tolère et que s'éveille celui qui les hait, les Juifs devinent qu'il ne fera pas bon être pris au milieu des combats qui s'annoncent.

Ceux-ci, en effet, seront terribles : pendant que, de l'an mil à la fin du XVIII[e] siècle, la population du monde fait, semble-t-il, plus que tripler[86], passant peut-être de 250 à 900 millions, celle du peuple juif paraît stagner autour de quatre millions sous les coups des massacres et des conversions plus ou moins forcées.

Si le peuple hébreu ne disparaît pas totalement en s'assimilant – comme le font bien d'autres à l'époque –, c'est parce qu'il réussit à respecter et à transmettre des règles de vie recueillies deux mille ans plus tôt dans le troisième livre du Pentateuque, le Lévitique (ou « Il appela[90] »). Cet ensemble de consignes dispensées aux prêtres organise justement les conditions pratiques du maintien dans la durée de ce qui fait l'identité du peuple : règles d'alliance, principales fêtes, préceptes alimentaires, langue, culture, mémoire, éthique de la liberté et, en passant, éthique de l'économie. À côté des règles de la vie juive, le Lévitique récapitule en effet les conditions d'annulation des dettes et de dévolution des gages. Étrange mélange, extraordinaire prémonition : au cours des siècles du Moyen Âge, et au-delà, les Juifs deviendront prêteurs forcés. On leur en voudra de rendre ce service. Obligés de financer la naissance du capitalisme, persécutés pour l'avoir fait, ils en façonneront les valeurs. Au fil d'une formidable épopée, au cœur de mille désastres, ils vont aider à instituer les règles du monde de l'argent et à organiser l'argent du monde.

1. Voyager plus à l'Est (an mil)

De Byzance et d'Islam : chèque et comptabilité

Au tournant du millénaire, alors que Bagdad décline, Constantinople a tous les atouts pour devenir le centre de l'économie-monde. Point de rencontre entre l'Asie, l'Afrique, l'Occident et Pékin, la mégapole est, avec la métropole chinoise, une des plus grandes villes du monde. Elle dispose d'argent, de marchandises, d'espace, de force militaire et de réseaux commerciaux. Pourtant, par manque de combativité d'une élite trop bureaucratique, trop luxueuse, trop heureuse, de plus en plus paralysée par son propre art de vivre et sa nostalgie hellénique, Constantinople ne réussit pas à prendre l'ascendant sur l'Islam.

Les Juifs y vivent entre eux et y travaillent pour tous. Ils sont teinturiers, fourreurs, tisserands, commerçants, marchands, courtiers en toutes choses, fournisseurs – parfois jusqu'à la cour – de vêtements et de bijoux ; très peu exercent comme prêteurs ou financiers : l'Empire byzantin dispose maintenant de ses propres canaux.

Depuis l'empereur Justinien, un groupe d'Hébreux s'est particulièrement intégré à l'esprit grec pour mieux se faire accepter : les romaniotes. Pour l'essentiel, ils sont artisans, orfèvres, menuisiers, marchands sur le port. Ayant hellénisé leurs patronymes, ils lisent les Écritures et accomplissent leurs rites en grec ; attachant plus d'importance aux commentaires de leurs rabbins qu'au texte même de la Torah, ils jugent parfois des litiges entre eux selon les lois de l'Empire. Après 1050, quand d'autres Juifs, fuyant Bagdad en déclin, échouent dans la capitale byzantine, leurs rites sont si différents de ceux des romaniotes que l'empereur Alexis Comnène doit faire élever un mur entre leurs quartiers respectifs. Ces deux communautés juives travaillent et commercent ensemble, mais ne prient pas dans les mêmes synagogues et se marient rarement les uns avec les autres. Ce n'est pas un schisme ; juste une distance culturelle.

L'Islam environnant est maintenant moins favorable. Les communautés y regroupent encore les trois quarts des Juifs – soit plus de trois millions de personnes – de Cordoue à Kaboul et même au-delà. Partout, comme à Constantinople, ils travaillent dans tous les métiers du commerce, de l'agriculture et de l'artisanat. Partout ils continuent d'être isolés, parqués, « protégés », humiliés et traités en inférieurs. Leurs marchands assurent pourtant une part majeure des échanges entre l'Indus et l'Atlantique, poussant leurs cortèges de caravanes et leurs navires jusqu'à chercher le poivre de l'Inde et la soie de Chine.

L'Islam n'a plus d'autre centre que celui, religieux, de l'Arabie dont les Juifs sont exclus. Bagdad n'est plus la première ville juive du monde et le judaïsme de Mésopotamie a perdu son rôle millénaire de maître à penser. Il n'y a plus ni exilarque ni gaon ; de moins en moins de financiers gravitent autour des califes. La population de Bagdad a fondu : en 1168, elle ne compte plus que 40 000 Juifs. En 1177, selon un voyageur juif, Benjamin de Tudèle, dont les passionnants récits[422] ne sont pas toujours d'une grande rigueur historique, on y trouve encore vingt-huit synagogues et une dizaine d'écoles. Un siècle plus tard, en 1258, un autre voyageur ne parle plus que de 36 000 Juifs fréquentant seulement seize synagogues : comme partout ailleurs dans l'Islam, la pression musulmane les pousse maintenant à prier en privé. Ailleurs dans le califat, ils sont moins d'un million ; les autres sont partis pour Alexandrie ou pour les innombrables petites communautés dispersées en terres d'islam.

À Alep, Mossoul, Damas, Fostat, Kairouan, Fès, au Yémen et en Espagne, ces communautés règlent leurs pratiques chacune à sa façon, restant parfois pendant des siècles sous l'autorité d'une même famille de marchands-lettrés. Elles y endurent humiliations et persécutions, comme à Fès où, en 1032, un chef arabe, Abou Kama Tanim, massacre six mille personnes ; ou comme à Marrakech où, à partir de 1150, une communauté fondée en 1062 se voit interdire de pratiquer par une nouvelle dynastie particulièrement intolérante, les Almohades. En Palestine, la situation est encore plus misérable : il y a très peu de Juifs, sinon dans les académies et ceux qui restent sont traités dans quelques villes comme des sous-hommes.

L'Islam le plus accueillant et le plus prospère de l'époque se trouve en Égypte, qui demeure le point de passage obligé d'Orient vers l'Occident. À partir de l'an mil, la dynastie chiite des Fatimides y assure une prospérité et une liberté presque jamais atteintes dans toute l'histoire du Nil. Dans cette société méditerranéenne, les théologiens byzantins et lettrés juifs voisinent et dialoguent avec les penseurs musulmans. Les communautés juives d'Égypte sont représentées auprès du calife par un *naguid*, qui négocie pour elles les impôts et corvées dans un esprit de respect mutuel. Quand les Fatimides prennent le contrôle de La Mecque et de Médine ainsi que des régions environnantes, le *naguid* du Caire devient du même coup le porte-parole des communautés de Palestine, de Sicile et d'Afrique du Nord.

Paysans, artisans, changeurs, courtiers, orfèvres participent à la construction de la nouvelle capitale, Al-Qahira (Le Caire), à côté de l'ancienne, Fostat. Des architectes juifs dessinent les plans de la mosquée Al-Azhar, et les marins juifs, avec les grecs, maintiennent le réseau des liaisons commerciales qui relient depuis plus de mille ans Alexandrie, l'Espagne, la Sicile, Pise, Amalfi, Corfou, Oman et Cochin.

Les premiers, les marchands juifs recourent à trois inventions que l'Histoire attribuera bien plus tard à des Italiens : le *chèque* (un papier remis en paiement d'une marchandise par l'acheteur au vendeur, sur lequel est mentionné le nom de l'un et de l'autre, l'endroit où se trouve l'argent, le montant à payer et un verset biblique en guise de code d'identification de l'acheteur), la *lettre de change* lorsque le paiement est différé, et la *comptabilité en partie double* pour noter les mouvements de leurs créances.

Mais la parenthèse fatimide et chiite est de courte durée. En 1164, d'insuffisantes crues du Nil, des récoltes catastrophiques, une famine aiguë entraînent des troubles économiques et des émeutes au Caire. Le calife, débordé, fait alors appel aux troupes de l'atabek d'Alep, le sunnite Nur al-Din. Le général kurde Saladin[258] (Salah al-Din ibn Ayyoub), dépêché pour rétablir l'ordre, se fait nommer vizir du calife fatimide Al-Adid, puis élimine celui-ci et restaure la primauté sunnite au Caire. À la mort – plus ou moins naturelle, en 1174 – de Nur al-Din, Saladin rattache la Syrie à l'Égypte, prend le contrôle d'une partie de la Mésopotamie et de l'Arabie, et s'empare en 1187 de Jérusalem. Le sort des Juifs d'Égypte ne s'en trouve pas modifié. Ils restent pour l'essentiel artisans et marchands. Un certain Abou Al Beygren devient médecin du nouveau calife. Un autre, Abou Al Menagga ibn Shahah, est son responsable de l'agriculture et construit un canal dérivé du Nil.

Dans cet islam brillant et plutôt tolérant, nul n'incarne mieux les multiples facettes du destin juif que Moïse Maimonide, rabbin, médecin et conseiller du prince. Né en 1135 à Cordoue, il a treize ans quand les princes almohades envahissent la ville et y interdisent la pratique du judaïsme. Sa famille se convertit alors en apparence à l'islam, tout en s'exilant au Maroc, un peu plus loin de la dynastie almohade. Là, ils retrouvent de nombreux intellectuels en quête de liberté : des musulmans – tel Averroès, grand commentateur d'Aristote, réfugié à Marrakech – et des Juifs, pour la plupart

établis à Fès. Là, Juif plus ou moins secret, Moïse Maimonide étudie le Talmud, la médecine, les philosophies grecque et musulmane (il écrira plus tard : « Il n'y a pas de monothéisme plus pur que l'islam[262] »). Il a vingt-deux ans quand il rédige un traité sur le calendrier.

En 1165, les Almohades resserrent leur emprise sur le Maroc ; la pratique, même discrète, du judaïsme y devient très difficile. Attiré par la liberté qui règne en Égypte, Maimonide s'installe à Alexandrie vers 1165 et y trouve une ville en déclin (en 1177, Benjamin de Tudèle n'y dénombre plus que trois mille Juifs). Il y rejoint son frère, venu peu avant lui s'enrichir dans le commerce vers l'océan Indien avant de périr noyé en mer Rouge en 1169. Devenu un riche et jeune héritier, Maimonide se marie, emménage à Fostat, quartier du Caire où vivent la plupart des Juifs de la capitale ; il se consacre alors à la théologie et à la médecine. En 1185, il est le médecin d'Al-Fadil, vizir représentant Saladin parti s'installer à Damas ; il reçoit rabbins et lettrés musulmans férus de mathématique grecque et de science égyptienne. À ce milieu d'intellectuels et de marchands lettrés, troublés par le choc du Coran avec Aristote, il entend démontrer – en arabe – que la philosophie juive fournit une explication rationnelle de la condition humaine. Il écrit vers 1190 le *Guide des égarés*[262], dépassant et actualisant le *Livre des Pères* et la pensée de rabbi Hillel qu'il adapte à l'univers grec et musulman. Il organise une cohérence nouvelle entre le collectif et l'individuel, la foi et la raison, la Bible et Aristote – comme le fait au même moment Averroès dans l'islam. Selon Maimonide, chacun est libre de vivre la foi comme il l'entend (« La Torah seule peut s'intituler comme divine : les autres lois sont l'œuvre des hommes[262] »). Dans le monde de marchands et de voyageurs où il vit, il fait l'apologie de la responsabilité individuelle ; il va même jusqu'à en déduire que la meilleure forme de la charité consiste à aider, « soit par des dons, soit par des prêts, soit en s'associant à lui, celui qui s'est appauvri à se créer un travail de telle sorte qu'il n'ait plus besoin de demander d'assistance[262] ». Autrement dit, la pauvreté ne peut être vaincue que si les riches financent les projets des pauvres. Créer est en effet la seule façon digne de s'enrichir. Par ailleurs, il est moralement obligatoire de prêter aux non-Juifs, si on en a les moyens, avec pour seule limite l'interdiction d'exploiter l'emprunteur par des taux trop élevés et de prêter à une femme seule pour ne pas la rendre dépendante.

Après la mort de Maimonide en 1204, ses enfants inaugurent une dynastie de rabbins et de dirigeants communautaires qui dominera le judaïsme égyptien jusqu'à la conquête du pays par les Ottomans en 1517. Cette dynastie commence même avec le beau-père d'un de ses fils, rabbi Abraham Hananaël, riche propriétaire d'une raffinerie de sucre, responsable de l'ensemble des tribunaux rabbiniques d'Égypte, jugeant de tous les litiges entre marchands partis chercher les épices de l'Inde et les soies de Chine pour les revendre jusqu'en Europe.

Très tôt, l'œuvre de Maimonide se fait connaître au sein des communautés juives d'Islam et de la chrétienté : les marchands voyagent avec ses livres. Ainsi, c'est notamment à partir de l'Égypte et par le biais de ce penseur juif que les rudiments d'une éthique de l'individualisme rationnel irrigueront bientôt l'Occident chrétien. Maimonide précise au passage les notions de grâce individuelle et d'éternité de l'âme, dont s'inspirera Thomas d'Aquin, et les valeurs de liberté et de responsabilité dont surgira l'éthique du capitalisme. Nombre de ceux qui, plus tard, prétendront réfléchir sur les origines de la modernité en oublieront les sources judéo-islamiques : Hillel, Averroès, Maimonide.

Poivre et papier-monnaie

Le poivre est alors – avec la soie – une des principales richesses de l'Orient. On le trouve pour l'essentiel en Inde, sur la côte de Malabar (aujourd'hui Kérala). Depuis des siècles, voire plus d'un millénaire, des marchands juifs viennent l'échanger contre des tissus et des bijoux. Une communauté puissante s'est installée à Cochin, vers l'an mil, sous la direction d'un certain Joseph Rabban ; elle sert de relais aux courtiers et marchands venus d'Égypte. Benjamin de Tudèle, voyageur impénitent, rapporte qu'il y rencontre, vers 1180, mille Juifs « noirs comme leurs voisins, observant la Loi et possédant quelques connaissances du Talmud[422] ». Un peu plus tard, divers voyageurs chrétiens notent aussi la présence de marchands juifs à Cochin et à Cranganore, servant de relais pour des voyages plus lointains vers la Chine où ils vont chercher la soie.

Des marchands juifs atteignent en effet l'empire du Milieu au moins trois siècles avant Marco Polo. En 950, un Juif du Caire, Buzuy ibn Shahriyar,

raconte dans le *Livre des merveilles de l'Inde* l'histoire d'un certain Isaac ben Yehuda, marchand parti d'Oman en 882 pour la Chine, où il serait resté jusqu'en 912 ; il en serait revenu riche, avant de repartir et de mourir assassiné à Sumatra. Vers l'an mil, une communauté de marchands[248] venus d'Oman, de Perse et d'Inde s'installe dans la province du Henan, sur le fleuve Jaune, à Kaifeng ; c'est alors la capitale impériale de la dynastie Song. Cette minuscule communauté perdue au milieu de soixante millions de Chinois sert d'abord de bureau de représentation pour les marchands du Proche-Orient ; ils sont courtiers en toutes choses. Puis ils assurent d'autres fonctions au sein de la société chinoise et se font artisans, paysans, prêteurs. Un siècle plus tard, sous la dynastie Jin, on les retrouve dans l'administration de l'Empire à des niveaux parfois importants ; en particulier, certains y sont responsables de la monnaie et du Trésor public, comme en maints autres lieux du monde. Il semble même, selon certains chercheurs chinois d'aujourd'hui[472], qu'en 1154 ce soient des Juifs qui, les premiers, aient fabriqué des billets de banque en jute : sur les quatre côtés d'une plaque d'impression retrouvée récemment, on pourrait lire comme des caractères hébraïques.

Des Juifs sont alors présents dans plusieurs villes du pays : on trouve trace d'une synagogue établie en 1163 à Shangjing (aujourd'hui Acheng), dans la province de Heilongjiang. En 1271, si l'on en croit les souvenirs attribués à un marchand juif de passage à Canton, Jacob d'Ancône, deux mille Juifs y vivent au milieu de Francs, de Génois et de Romains ; on lui parle de plusieurs dizaines de milliers d'autres Juifs installés plus au nord de la Chine. Ces communautés prospèrent jusqu'au XIV^e^ siècle sous les Yuan. Puis, sous les Ming, elles perdent tout contact avec le reste du monde : quelques milliers de Juifs au milieu de cent millions de Chinois.

La ruée vers l'Ouest

L'Europe de la fin du XII^e^ siècle s'éveille. Des ports se créent et s'organisent le long de la mer du Nord et de la Baltique. De nouveaux réseaux commerciaux se tissent pour aller chercher les produits de l'océan Indien, symboles d'abondance et de confort ; ils passent par les foires de Nuremberg, Mayence et Troyes, par les ports de Venise, Ravenne, Amalfi,

Tunis, Constantinople, Alexandrie, Oman et Cochin. Seuls à disposer de correspondants de confiance dans toutes ces places, les marchands juifs restent parmi les maîtres des routes de l'Asie lointaine et de l'Afrique ; ils sont ainsi presque les seuls à savoir comment rapporter l'or du Soudan.

Mais ils perdent beaucoup de leurs marchés d'Europe. D'une part, les progrès de l'agriculture permettent d'y produire nombre des marchandises (les teintures en particulier) dont ils faisaient jusque-là commerce. D'autre part, dans les nouvelles villes marchandes d'Angleterre et des Flandres, les marchands chrétiens, pour se défendre contre les pillards, se regroupent en « charités » qui, à l'image des associations millénaires de marchands juifs, organisent et financent désormais leurs propres caravanes et installent l'un des leurs dans chaque port de passage. La solidarité n'est plus un monopole juif. Une association de marchands saisonniers de Gotland forme une *hansa* qui rassemblera au XIV^e^ siècle ceux de cent soixante-dix villes de la Baltique, de Bruges à Dantzig, de Lübeck à Riga[69]. Par eux passent les produits d'Extrême-Orient, qui transitent parfois par la Mésopotamie et les Balkans. Ils ne laissent aux marchands juifs que les marchés les moins rentables : ceux du blé et du vin, qu'ils viennent écouler dans les foires de Rhénanie où ils finissent par poser leurs bagages, grossissant les petites communautés installées là parfois depuis des siècles.

Au total, au XI^e^ siècle, les communautés juives de l'Occident chrétien forment un réseau d'environ deux cent mille personnes. Malgré leurs faibles effectifs, elles vont jouer, bien involontairement, un rôle stratégique dans la naissance du capitalisme : au moment où ils s'éveillent au commerce, les vingt-cinq millions de chrétiens que compte l'Europe ont besoin d'emprunter, sans avoir eux-mêmes le droit de prêter. Ces quelques « déicides » feront l'affaire…

2. Prêteurs et vendus (1000-1260)

Foires et ports

Quand l'Empire carolingien se défait, les Juifs vivent en Europe au sein de communautés réduites, souvent de moins de cinq cents membres. On les trouve en Sicile, à Naples (où Frédéric II accueille savants juifs et musulmans, faisant de la ville un lieu de traductions, d'échanges et de commerce), Venise, Rome, Spire, Worms, Mayence, Nuremberg, Londres, York, Bristol, Canterbury et Vienne (où un premier établissement juif est créé au XII[e] siècle). Benjamin de Tudèle cite en exemple la communauté d'Astransburg, « l'une des plus florissantes d'Allemagne[422] » à partir de 1188. En France, il en existe dans plus d'une centaine de villes[113], surtout en Provence et le long des fleuves : Seine, Loire, Garonne, Rhône et Rhin. À Paris, les Juifs sont moins d'un millier ; à Narbonne, à Bordeaux et dans les autres ports du Sud ainsi que dans l'Espagne chrétienne et musulmane, ils sont beaucoup plus nombreux.

Au total, même si les chiffres sont incertains, la population juive de l'Europe chrétienne au XI[e] siècle atteint vraisemblablement les trois cent mille individus – chiffre dérisoire, comparé aux quatre millions et demi encore installés en Orient. C'est pourtant à partir de ce petit groupe que va se façonner la nouvelle image du Juif : l'usurier parasite, et non plus seulement le déicide. Dans cette histoire, l'économie va prendre peu à peu le relais de la théologie.

Les règles romaines et carolingiennes s'effacent. Les étrangers ont en principe le choix entre se voir appliquer leurs propres coutumes et se fondre dans le droit féodal, fait de rapports de force et de relations à la terre. Ceux des Juifs qui restent fidèles à leur foi ne peuvent être ni chevaliers ni serfs. Beaucoup demeurent ainsi de vrais étrangers, alors que les autres peuples s'assimilent. *Servi camerae* – « serfs du Trésor », « vassaux du roi » –, ils ne peuvent alors disposer, sans le consentement du prince, ni de leur personne ni de leurs biens. Les seigneurs ont sur eux droit de vie ou de mort. Leurs créances s'éteignent avec leur décès et leurs seigneurs héritent de tous leurs biens, sauf faveur particulière consentie à leurs descendants.

Quand on vole un Juif, c'est son protecteur qu'il faut indemniser. Il arrive aussi qu'un protecteur s'oppose au départ d'un Juif lui appartenant pour se marier avec une Juive appartenant à un autre ; ainsi le roi d'Aragon écrit-il à Alphonse, comte de Toulouse, pour lui réclamer son Juif Bonus du Mas-d'Agenais.

Les communautés reçoivent des chartes d'établissement qui, en échange d'une taxe, leur assurent une protection contre les brigands, le droit de vivre sur les terres du protecteur et celui de pratiquer leur religion. Souvent ces chartes, à peine accordées, sont reprises puis revendues aux mêmes, après des simulacres d'expulsion qui ne visent qu'à justifier de nouveaux impôts.

Avoir des Juifs c'est, pour un prince, s'assurer des revenus importants. Les communautés constituent peu à peu des sources financières considérables que les seigneurs protègent et défendent avec soin, choisissant, selon les circonstances, entre saisir tous leurs biens en une seule fois ou prélever régulièrement une part de leurs revenus. Neuf siècles plus tard, Hitler, Goering, Speer et Himmler débattront encore de la même alternative.

Les premiers statuts de ce genre sont accordés au XI^e^ siècle en Angleterre, en Allemagne et en France par des monarques ; puis, entre 1120 et 1150, par des villes comme Worms, Spire, Salamanque et Marseille. En 1236, les Juifs de Strasbourg deviennent *Kammerknechte*, « serfs de la Chambre impériale », placés sous la protection personnelle de l'empereur Frédéric II ; la communauté de la ville paie alors annuellement 200 marks au Trésor impérial ; ses dirigeants répartissent cette charge entre les familles selon leur patrimoine. Quand une communauté renâcle, il arrive que le paiement soit extorqué : ainsi un évêque de Strasbourg, Berthold de Bucheck, considérant que lui aussi peut taxer les Juifs de la ville, les fait tous arrêter par ses propres troupes à la synagogue un jour de shabbat – il est sûr de les y trouver – et ne les relâche qu'en échange de 6 000 livres, dont la moitié, précise-t-il, « pour le mariage de ses nièces ». Parfois, la réclamation s'accompagne de sévices et de tortures ; parfois aussi, des seigneurs acceptent de différer le paiement, le temps que les contribuables se reconstituent de nouvelles ressources.

Ils changent de maîtres avec les mouvements de pouvoir. Par exemple, en 1177, quand Frédéric Barberousse doit reconnaître l'indépendance des villes lombardes, les Juifs passent entre les mains de nouveaux seigneurs.

Les protections s'organisent en cascade : les vassaux doivent demander à leur seigneur le droit d'accueillir des Juifs sur leurs terres. En 1294, Ulrich de Neuhaus demande à Wenceslas III, roi de Bohême, la permission d'établir chez lui huit familles et de les autoriser « à faire, pour son bon

plaisir, toutes les choses que les Juifs du roi font pour le plaisir du roi, et à lui rendre tous les services que les Juifs du roi rendent au roi[221] ». Il promet que seul le chef de chaque famille sera tenu de pratiquer le prêt d'argent et que, si certaines familles s'enfuient, il ne cherchera pas à les remplacer parmi les communautés appartenant au roi. En 1322, le roi de Bohême, Jean, autorise l'évêque d'Olmutz à garder un Juif dans chacune de ses quatre villes ; en 1334, il autorise Pierre de Rosenberg à en garder quatre sur ses propres États.

Des seigneurs cèdent parfois les revenus que leur rapportent leurs Juifs à des créanciers ou à des vassaux[221]. Ils peuvent aussi vendre, mettre en gage, s'échanger leurs Juifs. En Bourgogne, en 1196, le duc Eudes III échange ses Juifs avec ceux de la ville de Dijon. Henri III d'Angleterre met les siens en gage auprès de Richard de Cornouailles, puis les cède à son fils Édouard, lequel les met à son tour en gage auprès de banquiers lombards. En 1293, l'empereur Adolphe de Nassau cède ses droits sur les Juifs d'Alsace à l'archevêque de Mayence en règlement d'une dette de 1 200 livres. Pour remercier un certain Henri d'Isny de sa fidélité, Rodolphe de Habsbourg lui promet 3 000 marks et lui cède ses droits sur les Juifs de Strasbourg et de Mayence jusqu'à paiement de cette somme.

Il arrive aussi que des seigneurs cèdent des terres ou des privilèges tout en gardant pour eux les Juifs qui y étaient attachés. Ainsi, en 1106, en Espagne, le vicomte de Gérone cède la forteresse de Balaguer à Arnold Bérenger de Anglerola, mais conserve la mainmise sur les marchands qui s'y trouvent, qu'ils soient juifs, chrétiens ou maures[19].

Objets de commerce, les communautés juives sont aussi sujets de contentieux entre les seigneurs, les autorités religieuses et les municipalités. On se dispute d'abord le droit de les juger, donc celui d'encaisser des amendes. Puis celui de les taxer. En 1094, l'évêque de Spire, Rüdiger, accorde une charte à ses Juifs ; six ans plus tard, l'empereur Henri IV en octroie une autre à la même communauté. Celle de Ratisbonne est placée sous la protection de trois autorités : l'empereur, le comte et les bourgeois de la ville. Les Juifs de Narbonne sont divisés en deux communautés, l'une dépendant de l'archevêque et l'autre du vicomte, chacune avec des droits différents ; en 1289, le parlement de Toulouse ordonne que des indemnités

soient versées à des Juifs de l'archevêché torturés par des serviteurs du vicomte.

On ne manque pas d'imagination en matière fiscale : en 1261, la municipalité de Strasbourg impose aux Juifs le paiement des drapeaux de la ville, à quoi s'ajoutent un impôt sur les amendes infligées par le tribunal rabbinique, et un autre pour « payer les cadeaux de Noël » ! L'évêque de la ville, Walther de Geroldseck, qui les taxe déjà, s'oppose à cette décision, estimant que ces impôts risquent d'entamer leur capacité de payer ceux que lui-même leur réclame. Le conflit tourne à la guerre civile : les troupes de l'évêque sont battues le 8 mars 1262 ; il est alors convenu que les Juifs seront exemptés d'impôts pendant cinq années et devront payer ensuite annuellement 1 000 livres à la ville, 12 marks à l'évêque et 60 marks à l'empereur.

En France, il faut attendre Philippe Auguste et la centralisation du pouvoir pour voir les Juifs passer sous l'autorité des monarques[67]. Et encore, moyennant quelques précautions pour préserver les droits acquis : entre 1198 et 1231, dix-huit accords de respect réciproque de la propriété des Juifs sont signés entre le roi et divers seigneurs. En 1223, par exemple, Louis VIII signe avec vingt-cinq seigneurs du royaume un accord précisant que nul n'a le droit de recevoir ou de retenir les Juifs d'autrui, ou de les prêter à un autre seigneur sans l'accord du roi qui reçoit au passage une rémunération. En 1230, Louis IX le confirme encore par une convention de Melun, alors que la moitié des villes hébergeant des communautés juives sont passées sous administration royale. Il faut attendre Philippe le Bel, vers 1300, pour que des officiers royaux interdisent que les privilèges des barons interfèrent « avec les personnes ou les activités commerciales des Juifs du royaume[61] » ; autrement dit, pour qu'ils veillent à ce que la Couronne reçoive sa part des impôts payés par les Juifs à leurs seigneurs. La propriété des Juifs est ainsi l'un des premiers signes de l'affirmation d'un pouvoir monarchique.

La vie des communautés

Jeunes, marchandes, pionnières, ces communautés soumises à un ordre féodal implacable s'organisent pour négocier leurs droits et leurs impôts.

Alors qu'en Orient leur conduite est en général assurée de façon héréditaire par des familles de lettrés, en Europe elles sont administrées par les plus audacieux des marchands, les mieux à même de négocier avec le prince. Il arrive même, dans l'Angleterre des Plantagenêts, que toutes les communautés d'un pays parviennent à se regrouper pour qu'un seul représentant, le *presbyter*(l'« ancien »), négocie avec le prince le montant de l'impôt, renouant ainsi avec la tradition de l'exilarque de Bagdad et du *naguib* du Caire.

La vie de ces petits ensembles isolés en terre chrétienne s'organise autour de quelques principes simples et ancestraux : rester groupés, entretenir des relations correctes mais distantes avec les puissants, être utile aux non-Juifs et transmettre la Loi. Des ascètes du Nord aux bons vivants d'Espagne et de Provence, la pratique religieuse varie ; il arrive qu'une communauté, prise par les travaux des champs, rémunère des *batlan* pour prier matin et soir au nom de tous.

En Europe comme ailleurs, les Juifs sont, avec les clercs, parmi les seuls à savoir lire ; c'est toujours une obligation de tous, dès l'enfance. Leur langue de prière et de culture reste l'hébreu, celui-ci intégrant des expressions de la langue du pays d'accueil. Les dirigeants de chaque communauté qui organisent l'enseignement de la langue et de la Loi, le fonctionnement des bains rituels – élément essentiel de l'hygiène –, les synagogues, les cimetières, les tribunaux et surtout la solidarité. Depuis l'Antiquité, aucun lettré n'accepte de vivre dans une communauté qui n'assisterait pas ses pauvres. Bien avant les fondations et les hôpitaux généraux des chrétiens, des sociétés d'« hospitalité » nourrissent et logent les visiteurs et les pauvres venus d'autres communautés ; des règles rigoureuses sont édictées par les rabbins pour organiser leur séjour : « Dès leur arrivée, il faut traiter les visiteurs avec la plus grande courtoisie, même s'ils se montrent grossiers. Il faut leur apporter de la nourriture aussi vite que possible, parce que, s'ils sont pauvres, ils peuvent hésiter à en faire la demande. L'hôte ne doit pas paraître préoccupé par des problèmes personnels et ne doit pas se vanter de ses richesses. De leur côté, les invités réciteront une bénédiction en faveur de leur hôte lors de l'action de grâces, après le repas[408]. » Parfois, certaines communautés hésitent à laisser s'installer trop de familles nouvelles, de peur des réactions de leur

protecteur ou du surcoût que leur entretien pourrait entraîner. Mais l'hospitalité est sacrée et les plus réticents finissent en général par céder.

Chaque communauté doit aussi mettre de côté les moyens d'acquitter la rançon de ceux de ses membres jetés en prison par le caprice d'un prince ou qui, marchands, sont retenus au loin par des pirates. Il arrive – rarement – qu'un prisonnier refuse qu'on paie sa rançon ; ainsi, en 1286, un lettré de la région de Worms, connu comme le Maharal de Rothenburg, emprisonné par le seigneur de Worms, Rodolphe de Habsbourg, interdit à sa communauté de payer sa rançon pour éviter que le prince ne fasse enlever d'autres notables. Le prince ne cède pas et le Maharal meurt en prison. Un marchand juif, Alexander Wimpfen, qui s'était proposé pour régler la rançon, rachète son corps – pour le même prix – et le fait enterrer en grande pompe dans son propre caveau. On peut voir aujourd'hui encore, à Worms, les deux tombes juxtaposées.

La charité n'est pas limitée aux seuls voisins : comme les autres, les communautés d'Europe doivent contribuer aux collectes organisées par les rabbins venus de Terre sainte pour les dernières communautés qui y survivent.

On discute aussi de l'attitude à adopter vis-à-vis d'un pauvre non juif qui viendrait frapper à la porte d'une synagogue. Bien que les textes (*Soukha* 55 a) exigent la même solidarité envers tous les monothéistes, beaucoup de rabbins s'y opposent pour ne pas dilapider les rares ressources disponibles et parce que, soutiennent-ils, les chrétiens, croyant en la Sainte Trinité, ne sont pas monothéistes, à la différence des musulmans…

La communauté finance tous ces services par un impôt payé en argent ou en nature, et par la vente aux enchères d'« honneurs » à la synagogue. Se soustraire à l'impôt communautaire est un motif d'excommunication, condamnation majeure. Mais son taux ne doit pas nuire au développement économique : un dixième du revenu constitue toujours un minimum ; un cinquième, un maximum. Rien n'est distrait de l'impôt pour financer la splendeur des lieux de culte : il n'y a pas – ou presque pas – d'art religieux juif.

Les communautés régissent aussi la vie des plus riches en leur interdisant une attitude par trop ostentatoire afin de ne pas susciter de jalousies chez les

chrétiens. Ainsi une communauté du Rhin – région où, on le verra, les Juifs sont particulièrement maltraités – interdit-elle au XIII[e] siècle à ses membres toute fête non religieuse, pour ne pas attirer l'attention. Les lettrés, notamment, n'ont pas le droit de participer à des fêtes, même entre eux, « sauf pour le mariage d'un lettré avec la fille d'un autre lettré[262] », précise Maimonide, repris par les rabbins d'Europe. Une autre communauté d'Allemagne punit sévèrement tous ceux qui s'habillent, ou habillent leurs filles, de vêtements coûteux. D'où les accusations d'avarice qui commencent à se répandre un peu partout à propos des Juifs. Une fois de plus, on leur reproche ce qu'on les force à être.

Courtiers et artisans

L'argent doit être gagné honnêtement et par le travail. Le jeu, comme le vol, est interdit, parce qu'il « ne contribue pas à l'établissement du monde ». L'argent n'est pas honteux ; il est un sauf-conduit, un moyen de fuir, une garantie de liberté. Il n'est pas un moyen d'accumuler des terres – dérisoire ambition, boulet au pied, disent les sages. Il n'est pas non plus une voie vers le salut. Il est un bouclier. Un rabbin judéo-provençal de la seconde moitié du XIII[e] siècle, Jacob ben Elie, remercie Dieu « d'avoir multiplié nos richesses, car cela nous donne la possibilité de protéger nos vies et celles de nos enfants, de faire échec aux desseins de nos persécuteurs[329] ». De plus, quand menacent les persécutions, la peur de manquer est un puissant stimulant du travail et de l'épargne.

Assez rares sont les Juifs établis comme paysans ; s'ils le sont, c'est en général comme tenanciers de fiefs, jamais comme serfs ni comme seigneurs – à moins de se convertir. Moins rares sont ceux qui font le commerce de produits agricoles, de bétail ou de vin. Dans les gros villages, on les trouve souvent aubergistes, tanneurs (métier si malodorant que des synagogues – à tout le moins des offices – leur sont réservées), tailleurs, souffleurs de verre, tisseurs de soie (la soie de la robe portée lors du couronnement des Habsbourg est traditionnellement tissée par un Juif[34]), orfèvres, tailleurs de pierres précieuses, et même fabricants d'encens et d'objets de culte chrétiens. Il arrive que les rabbins s'opposent au travail des femmes : par exemple, le colportage à domicile leur est interdit, une femme non

accompagnée de son mari ne devant pas se trouver sous le toit d'un autre homme.

En ville, les Juifs sont souvent courtiers, c'est-à-dire intermédiaires, acheteurs et vendeurs de tous produits, parfois représentants de grands marchands chrétiens. Dans le capitalisme naissant, pas de marché transparent sans courtier qui aide à confronter l'offre et la demande, à trouver le financement de l'une comme de l'autre, et à faire évoluer la qualité des produits. Par nature, le courtier est un marginal ; à la fois nécessaire et détesté, il travaille en solitaire, sur la simple vertu de son nom, hors des guildes. Son métier n'exige aucun capital : seulement une aptitude à anticiper les besoins, les clients, les fournisseurs, les prix. À spéculer, au beau sens du mot.

En Arles, des Juifs sont fabricants de savon ; à Marseille, ils sont courtiers maritimes et certains détiennent le monopole de l'artisanat du corail[5]. À Naples, on les trouve particulièrement dans la teinture des étoffes, le tissage de la soie et – première industrie – l'exploitation minière. En Languedoc et en Espagne, d'aucuns accèdent aux conseils des villes et obtiennent parfois le privilège de l'affermage des impôts ou celui de battre monnaie. Ils sont partout médecins, découvreurs du corps humain, parce que les seuls en principe à avoir le droit de disséquer les cadavres. Beaucoup sont enfin musiciens ambulants, comme le trouvère Susskind von Trimberg et le troubadour Acher Ben Yehiel.

Au début du millénaire, dans le sud de l'Europe comme en terre d'islam et à Constantinople, les Juifs constituent leurs propres guildes d'artisans. Dans le Nord, ils pénètrent les guildes chrétiennes, parfois ouvertement, parfois clandestinement. Puis, au Nord comme au Sud, les corporations, devenues toutes-puissantes, les excluent des professions artisanales, même des métiers les moins recherchés : en 1331, dans la cité impériale d'Esslingen, ils sont chassés de la guilde des tanneurs[5].

Il ne leur reste alors pratiquement plus, dans de nombreux lieux d'Europe, que le commerce des chevaux, le métier de boucher et surtout – impasse tragique ! – celui de prêteur d'argent, office stratégique dans cette phase du capitalisme naissant et de la constitution des nations. Comme on les force à l'exercer, ils vont s'y engouffrer. Pour leur plus grand malheur. Une fois de plus, ils seront utiles et on les haïra pour les services qu'ils rendent.

L'intérêt des Juifs

Au tournant du millénaire, le système monétaire étouffe face aux demandes du commerce. Même si des monnaies de Gênes (le florin), de France (le gros tournois) et de Venise (le ducat) s'ajoutent au cours du Moyen Âge à celle de Charlemagne (le denier d'argent), le volume des moyens de paiement ne suffit plus à couvrir les besoins des paysans, des artisans, des marchands, et surtout des seigneurs et des monarques. Il faut donc du crédit. Beaucoup plus que dans les siècles passés.

Or, prêter reste absolument interdit aux chrétiens ; l'Église nomme encore avec horreur *usura* le revenu qu'on en tire, mot qu'elle n'emploie plus pour désigner le revenu issu du commerce des marchandises[237]. Tout prêteur est considéré comme un diable qui tente l'emprunteur et crée les conditions de sa ruine : le prêt et le prêteur sont à l'image, respectivement, de la pomme et du serpent dans le jardin d'Éden. Le prêteur est donc haï de celui à qui il rend service, même si ses conditions de prêt ne sont pas usuraires.

De surcroît, l'Église s'inquiète de voir le crédit renforcer les monarques, qui s'opposent à elle, et les villes, où elle peut moins facilement qu'à la campagne encadrer les corps et les âmes. Elle continue donc à interdire à tout chrétien de prêter ; mais, paradoxalement, elle n'interdit pas aux fidèles d'emprunter. L'impasse est donc totale entre les besoins économiques et l'idéologie religieuse.

À partir du XI^{e} siècle, alors que le féodalisme est en passe d'accoucher de l'ordre marchand et de l'État-nation, il n'est personne d'autre que les Juifs pour exercer le commerce de l'argent. Ils ont déjà commencé à le faire, on l'a vu dans les siècles précédents. Plusieurs en ont maintenant les moyens monétaires : commerçants et artisans, interdits d'achats fonciers, soucieux de disposer de quoi partir en hâte en cas de menace, accumulent quelques liquidités en pièces, or et pierres précieuses, qu'ils peuvent prêter tout en continuant d'exercer leur autre métier s'ils ont le droit d'en exercer un. Par ailleurs, les taux d'intérêt sont tels (parfois encore plus de 60 % l'an, en raison de la demande et des risques) que leurs liquidités s'accroissent vite. Même s'ils ne fixent pas à leur gré leurs taux, très contrôlés par les

autorités, ils sont assez libres d'en choisir les conditions de paiement. L'Église souligne encore avec horreur que « l'argent engendre l'argent » ; des voix outragées mêlent économie et sexualité dans leur dénonciation du caractère monstrueux de l'intérêt, produit des « amours » coupables du prêteur et de son obligé.

Voilà donc les Juifs devenant prêteurs en même temps que soumis. Propriété des seigneurs, et prêteurs à leurs maîtres ou à leurs voisins. Prêteurs forcés. Prêteurs vendus.

Dès le XII^e^ siècle, certaines chartes posent comme condition aux communautés juives pour les accueillir de faire ce métier. Parfois, elles exigent même que tous les chefs de famille soient prêteurs sur gages – en sus d'un autre métier –, comme c'est le cas à Neuhaus, en Bohême. Au XIII^e^ siècle aussi, la première charte accordée aux Juifs de Pologne mentionne l'activité de prêteur comme l'un des métiers exigés. En 1236, l'empereur accepte les Juifs comme *servi nostri* en échange de leurs services comme prêteurs.

Les rabbins des XI^e^ et XII^e^ siècles sont parfaitement conscients des dangers inhérents à l'acceptation d'un tel rôle : déjà, à Bagdad, au X^e^ siècle, des communautés entières ont été persécutées parce que certains des leurs avaient accepté de faire office de banquiers. Si les persécutions de prêteurs ont jusqu'ici été rares en Europe, c'est que le crédit y était insignifiant. Les rav en débattent longuement ; des lettres s'échangent. Reprenant toujours la même question : pourquoi prendre le risque de se faire massacrer par des débiteurs en colère ?

Rabbi Ishmaël recommande que l'interdiction de prêter à intérêt à des Juifs soit étendue aux non-Juifs, sauf s'il n'existe pas d'autre moyen de gagner sa vie. Autrement dit : ne prenez pas ce risque, sauf urgence absolue ! Rabbi Ravina est du même avis, parce que le métier de prêteur conduit à nouer trop de relations avec les non-Juifs, et menace l'intégrité éthique ; l'auteur du *Sefer Hachinukh* souligne que, « selon la nouvelle moralité du monde, on devrait être autorisé à prêter à intérêt, mais le but des *mitzvot* est de purifier les Juifs, et Dieu nous interdit de faire des choses qui ne sont pas acceptables selon les exigences morales qui nous sont propres[442] ».

À l'inverse, d'autres rabbins n'y sont pas opposés : rabbi Mordechaï, en France, citant Rachi de Troyes, l'approuve entre Juifs quand le prêt est conduit à travers un intermédiaire qui masque le destinataire final ; mais la plupart des commentaires refusent le prêt à intérêt entre Juifs, sauf si les profits vont à la *tsedaka*, c'est-à-dire aux pauvres. On en verra plus tard des exemples. En 1160, l'un des petits-fils de Rachi, Rabbenu Jacob Tam – tout comme, au même moment, Maimonide en Égypte –, interprète la permission de prêter aux étrangers comme une obligation morale[176]. On doit mettre ses biens à la disposition des étrangers. Il ajoute – raisonnement très moderne qui ne sera pas repris avant Adam Smith – que le prêt à intérêt est dans l'intérêt de l'emprunteur, car il le pousse à prendre des décisions rationnelles, alors que le prêt sans intérêt fausse les calculs économiques. Rambam est du même avis et rappelle quant à lui que, sans être obligatoire, le métier de prêteur à intérêt est autorisé par la Torah. Beaucoup expliquent encore que c'est un métier honorable, les prêteurs gagnant vite assez d'argent pour abandonner tout autre métier et se consacrer à l'étude religieuse. C'est en particulier le cas en Allemagne où un rabbin du XII^e^ siècle, Chalom ben Isaac Shekel, note : « La raison pour laquelle la Torah tient une place plus grande en Allemagne que dans les autres pays est que les Juifs y prêtent à intérêt aux Gentils et n'ont pas besoin de se consacrer à un métier qui prend du temps […]. Celui qui ne s'adonne pas à l'étude de la Torah emploie ses gains à subvenir aux besoins de ceux qui l'étudient[34]… »

D'autres encore débattent du taux d'intérêt : il doit être très élevé, disent certains, pour couvrir le risque de ne pas être remboursé et pour n'avoir pas trop à prêter ; il doit être bas, répliquent d'autres, pour ne pas susciter la rancœur et la jalousie.

Les seigneurs qui protègent les Juifs sont leurs premiers clients : il faut de l'argent, beaucoup d'argent pour bâtir des États. Après la conquête normande qui les entraîne en 1066 en Angleterre, Guillaume le Conquérant exige des commerçants juifs qu'ils financent ses nouvelles institutions ; il leur laisse le soin de se faire rembourser en collectant eux-mêmes les impôts ou en prêtant à fort taux d'intérêt à d'autres que le prince. En 1170, un marchand juif, Josué de Gloucester, prête ainsi à Henri II des sommes considérables pour financer la conquête de l'Irlande. Un évêque anglais proteste[239] : « L'argent qu'un prince obtient par le biais des revenus d'un usurier fait de lui un complice du crime. » Le prêteur est alors entraîné dans

un engrenage mortel : collecteur des impôts, il doit supporter les retards de paiement des petits notables et des paysans, et il devient donc leur créancier sans l'avoir voulu. Il arrive ainsi, comme sous Louis IX, que les fonctionnaires royaux, collectant eux-mêmes l'impôt, saisissent les biens des contribuables insolvables, qui forcent des Juifs à les accepter en gages en échange d'un prêt consenti au roi, à charge pour le prêteur forcé de se faire ensuite rembourser directement par le contribuable en échange de ses gages. Il arrive enfin, tout simplement, que les agents du pouvoir confisquent les biens des prêteurs au motif que « leur pratique usuraire appauvrit les débiteurs », oubliant que ce sont eux qui les en ont chargés !

Après les princes, les monastères sont les deuxièmes clients imposés aux Juifs. L'abbé Suger, qui se consacre au redressement de l'abbaye de Saint-Denis, se félicite d'avoir pu emprunter, puis rembourser sa dette, contractée auprès d'un certain Ursellus de Montmorency, prêteur sur gages[60].

Une anecdote particulièrement éclairante[80] : en Angleterre, l'abbaye de Bury Saint Edmund's emprunte en 1173 à un certain Isaac, fils de rabbi Josué, 400livres sterling au taux de 25 % l'an, en mettant en gages les propriétés de l'abbaye, des vêtements de soie et de la vaisselle d'or, puis 40 autres livres à un certain Benedict de Norwich. L'histoire de ce prêt, rapportée un peu plus tard par un moine[80], rend bien compte des conditions qu'affrontent tous les Juifs de ce temps, banquiers obligés, prêtant sans cesse davantage dans l'espoir, souvent illusoire, d'être un jour remboursés, voyant leurs créances truquées et contestées jusqu'à leur annulation par une autorité supérieure. Le récit vaut d'être lu en détail.

« Notre baratte étant détruite, le sacristain William dut, pour la restaurer, emprunter secrètement, à Benedict, le Juif de Norwich, 40 livres à usure ; il lui donna une reconnaissance de dette scellée avec un sceau placé d'habitude près du reliquaire de saint Edmund, avec lequel les guildes et les fraternités scellent leurs messages. Quand la dette se monta à 100 livres, le Juif vint avec des lettres du roi à propos de la dette du sacristain et il fut révélé que celui-ci avait contracté cette dette en cachette de l'abbé et des moines. L'abbé, après avoir voulu démettre le sacristain, émit une nouvelle reconnaissance de dette au Juif, pour 400 livres à payer dans quatre ans, à la fois pour les 100 livres déjà prêtées et pour 100 autres de plus que demanda l'abbé. Mais l'abbé ne mit pas son propre sceau sur la reconnaissance de

dette, seulement le sceau des moines. Aussi, à la fin des quatre ans, la dette ne fut pas payée, et une nouvelle reconnaissance de dette de 880 livres fut établie, à payer cette fois chaque année à raison de 80 livres par an pendant onze ans. Le même Juif ayant d'autres reconnaissances de dettes non remboursées de ce couvent, dont une depuis quatorze ans, la somme totale qui lui était due était de 1 400 livres. Le représentant du roi indiqua à l'abbé qu'il devait le tenir informé de dettes aussi énormes[80]. »

L'histoire ne dit pas si le créancier juif fut en définitive remboursé. Il est vraisemblable qu'il ne le fut pas, étant donné la façon dont les Juifs anglais furent traités quelques années plus tard.

Au-delà des princes et de l'Église, tout le monde – surtout en Rhénanie – emprunte aux commerçants juifs : les paysans pour acheter des semences, les artisans pour se procurer des outils, et même les guildes qui ne veulent pas d'eux dans leurs rangs. En général, il s'agit de faibles montants. Prêtés à taux élevés et presque toujours remboursés dans une ambiance amicale. Des documents notariaux conservés à Perpignan à la fin du XIII^{e} siècle[134], montrent que la moyenne des prêts équivaut à une année de revenu d'artisan, et qu'un dixième des prêts sont inférieurs à 10 sous, soit deux mois de revenu. Alors qu'à Saint-Quentin les prêteurs juifs font crédit aux commerçants les plus modestes, ils ne financent à Perpignan que l'artisanat aisé[134], avec un taux d'intérêt annuel supérieur à 50 %.

Parfois les emprunteurs contractent ces prêts avec remords, comme une drogue dont ils ne sauraient se passer, furieux contre celui qui la leur procure. Les prêteurs, eux, doivent calculer leurs risques selon la personnalité et la situation de l'emprunteur, supputer les taux qu'ils peuvent raisonnablement demander, imaginer et évaluer des gages, se faire rembourser aux échéances convenues, cacher les gages et l'argent, souvent considérable, qu'on leur rembourse et si tentant pour les voleurs. Aussi, pas de prêteurs sans théorie du risque, sans science de la cachette, sans expertise en objets précieux – perles, or, argent, pièces –, permettant de dissimuler la plus grande richesse possible dans le plus petit espace imaginable.

Au début, les opérations de crédit se font surtout oralement : les villageois ne savent ni lire ni écrire ; en particulier, les femmes, qui

empruntent souvent en cachette de leur mari, refusent que leur dette figure sur un document[176].

Avec le développement du droit écrit en Europe méridionale dans la seconde moitié du XII^e^ siècle, des contrats commencent à servir de preuves en cas de contestation. Encore faut-il – comme on l'a vu dans le cas du monastère anglais de Bury Saint Edmund's – que le paraphe et le sceau soient dignes de foi. On établit parfois les titres de prêt chez un notaire ou chez l'official de l'évêché. Ainsi les actes des archives notariales de Perpignan contiennent-ils aussi bien des contrats d'importantes transactions financières que des procès-verbaux de menus prêts consentis à des artisans[125], en général sans contestation.

Les prêteurs élaborent alors des techniques de prêt de plus en plus sophistiquées. Certains travaillent en outre avec l'épargne de leurs voisins juifs qu'ils rémunèrent – les sages l'autorisent, puisque l'emprunteur final est étranger à la communauté. D'autres mettent au point des instruments écrits permettant de transformer le prêt en un bien commercialisable qu'ils peuvent revendre : le *mamram* est un simple document sur lequel figurent la somme due, la date prévue pour le remboursement et la signature du débiteur (nul ne connaît vraiment l'origine de ce mot très utilisé au Moyen Âge : vient-il de l'hébreu *hemir*, « changer », du latin *in memoriam*, ou encore de membrana qui désigne en bas-latin un morceau de parchemin ?) . On en trouve une première trace en France au XII^e^ siècle dans un commentaire par Elahan ben Isaac de Dampierre du traité *Avodah Zarah*. Comme le nom du créancier n'y est pas mentionné, le *mamram* est payable à celui qui le présente au débiteur ; il est donc transférable, au moins entre prêteurs juifs qui se font confiance, avec un intérêt puisque l'emprunteur final est chrétien. Formidable outil de développement du crédit, il permet aux prêteurs de disposer de nouvelles ressources en convainquant un autre prêteur de la valeur de la signature de leur client, État, paysan, artisan ou marchand. Les Juifs l'utilisent trois siècles avant que les billets à ordre ne deviennent transférables en Italie (au début du XV^e^ siècle). Cette innovation sera pourtant attribuée à des banquiers lombards dont certains pourraient être, on le verra, des convertis restés juifs en secret.

La question du gage suscite aussi de nombreuses discussions doctrinales[231]. Les rabbins acceptent que les biens de Gentils soient pris en

gages, hormis certains objets de première nécessité (la pierre à moudre le grain ou certains vêtements[231]). En ville, on prend en gages des outils, des pierres précieuses, des chefs-d'œuvre d'artisans, voire des objets de culte chrétiens. À la campagne, le gage est souvent la récolte de l'emprunteur ; en Moselle, en Rhénanie, ce sont des tissus, des chevaux ou des vins. Dans les villes polonaises[414] et dans les communautés moraves, c'est aussi du vin. Il arrive en conséquence que le prêt sur gages soit en fait une vente déguisée et que l'emprunteur soit obligé de laisser à bas prix un bien de valeur à son créancier. Certains seigneurs interdisent aux Juifs de prendre en gages des terrains, des moulins ou des fiefs ; d'autres, plus malins, les forcent au contraire à ne prendre en gages que des biens fonciers afin qu'ils ne puissent partir avec ! Parfois, les chartes accordées par une ville à une communauté précisent que les prêteurs peuvent faire saisir le gage d'un débiteur en défaut. La situation est particulièrement délicate quand un prêteur doit saisir les gages laissés par son propre protecteur, celui qui a octroyé la charte. Et que demander comme gage à un monarque qui emprunte de quoi payer la solde de son armée ?

Des prêteurs deviennent ainsi peu à peu propriétaires plus ou moins volontaires de vêtements, de chevaux, de récoltes de vin et même de tenures, de fiefs d'artisans, de bans, de fabriques, de chutes d'eau, de moulins, d'aqueducs, de canaux, qu'ils n'ont parfois le droit ni d'exploiter ni de revendre à leur guise. L'Église s'inquiète aussi de voir les seigneurs donner en gages aux Juifs de tels biens qu'elle espérait récupérer à titre d'offrandes religieuses.

De nouveaux métiers apparaissent alors, pour gérer et faire commerce de ces biens. Déjà commerçants, artisans, courtiers, prêteurs, les Juifs deviennent en outre négociants d'articles d'occasion. Ainsi les prêteurs d'Alsace et de Rhénanie apprennent-ils le commerce des chevaux, du bétail, du vin – ce que tentent d'empêcher les rabbins –, des tissus, des vêtements d'occasion (les fripiers), et des objets précieux. Il arrive même aux prêteurs d'avoir à faire le commerce d'objets dérobés laissés en gages par des voleurs en fuite, au risque de se faire ensuite eux-mêmes accuser du larcin.

Chaque communauté est responsable de la probité de ses prêteurs. Dans certains cas, elle doit même s'engager à ce qu'ils ne dépassent pas certains taux, et garantir la restitution des gages aux emprunteurs à plein temps.

En général, prêter n'est pas un métier. C'est une occupation annexe de la plupart des Juifs. Dans certaines communautés, tous les Juifs adultes sont prêteurs et paysans, prêteurs et commerçants, prêteurs et médecins, prêteurs et rabbins. Il est parfois difficile de trouver un Juif qui ne se livre pas, au moins épisodiquement, au commerce d'argent. Menahem Ha-Meiri, savant juif provençal du XIIIe siècle, écrit : « Il semble que personne ne se prive de l'exercice du prêt à intérêt aux Gentils[104]. » Même pas lui…

Un rapport d'enquêteurs dépêchés par Louis IX à Saint-Quentin montre que le tiers des prêteurs juifs y sont des femmes, sollicitées par d'autres femmes ayant charge de famille pour des montants de beaucoup inférieurs à ceux qu'empruntent les hommes.

Quand la situation politique est durablement calme, s'installent parfois des dynasties de prêteurs spécialisés qui exercent ce métier pendant trois ou quatre générations et prennent la suite des dynasties financières d'Afrique du Nord ou d'Orient, surtout pour prêter aux princes et aux grands marchands : ainsi les Volterra, les Tivoli, les Da Pisa, les Del Banco, Juifs d'Italie qu'on prendra plus tard pour des Lombards. Certains d'entre eux deviennent riches : en Angleterre, vers 1240, sous Henri III, des documents fiscaux établissent que trois prêteurs juifs (Aaron et Leon d'York, David d'Oxford) acquittent 83 % des taxes payées par tous les Juifs sur les activités de crédit. À la fin du XIIIe siècle, un grand banquier et marchand juif de Bourgogne, Élias de Vesoul, a des clients jusqu'en Allemagne. Devant l'ampleur que prennent les opérations de ces prêteurs, leurs protecteurs, en Angleterre ou en Espagne, les contrôlent, enregistrent leurs créances et prélèvent une part des intérêts même s'ils sont eux-mêmes emprunteurs !

Le prêteur et le Juif finissent par ne plus faire qu'un. Bernard de Clairvaux forge ainsi le verbe *judaisare* pour désigner l'activité du prêteur. Dans la mentalité du XIIe siècle, tout débiteur est chrétien et tout créancier est juif ; même quand un chrétien est financier, comme le marchand flamand Guillaume Cades, dont le volume de transactions sur le marché anglais dépasse celui de son contemporain juif Aaron de Lincoln, on le considère comme un « judaïsant »[104].

Certains rabbins s'en inquiètent. Ils demandent aux Juifs de se détourner de ce commerce qu'aggrave un autre risque : il oblige à vivre dans le voisinage des autres et, bientôt, dans la menace de la haine des autres.

Les relations avec les autres : haïs pour services rendus

Certains Juifs, peu nombreux, s'établissent en solitaires dans des villages, des forts, des avant-postes ; ils y sont commerçants, concessionnaires de distillerie, représentants de grands marchands, courtiers, collecteurs d'impôts – et, dans le même temps, très souvent, prêteurs. Les autres vivent en communautés d'au moins dix adultes mâles, comme l'impose la Loi. Tous sont en contact avec les chrétiens environnants. Leurs médecins et leurs sages-femmes soignent les malades alentour ; leurs paysans vendent leurs produits à la foire ; leurs commerçants entrent à l'intérieur des maisons des Gentils ; ils voyagent en leur compagnie, mangent et logent avec eux ; des artisans juifs travaillent dans des ateliers avec des ouvriers chrétiens ; les prêteurs doivent négocier avec leurs clients ; les camelots de toutes confessions jouent ensemble aux dés dans les tripots ; les marchés accueillent chrétiens et Juifs ; la « rue des Juifs », qu'on trouve dans de nombreuses villes, est un espace ouvert.

Explorateurs par essence, les Juifs se plient volontiers à cette plongée dans de nouveaux mondes. Chaque fois qu'ils arrivent dans un pays, ils en apprennent la langue et s'en approprient la culture. Ils discutent des mêmes littératures, lisent les mêmes philosophes, partagent les mêmes modes vestimentaires, souffrent des mêmes famines, des mêmes épidémies, des mêmes ennemis. Ils se battent dans les mêmes armées, créent ensemble des œuvres littéraires, des chefs-d'œuvre d'artisanerie et des entreprises commerciales. Ils participent à la même économie, consomment et produisent les mêmes biens que les chrétiens. Ils apportent aussi du neuf de là où ils viennent. Plus flexibles, exempts des contraintes des guildes, ils sont de redoutables concurrents des artisans chrétiens. Souvent, on craint leur aptitude à produire mieux et moins cher.

Cette nécessité de vivre en milieu ouvert les contraint à modifier leur pratique de la Loi. Bien que la question soit encore évoquée et discutée, le précepte babylonien interdisant de commercer avec des non-Juifs trois jours

avant les fêtes religieuses n'est plus appliqué. L'interdiction de commercer du vin et de détenir des objets de culte chrétiens tombe aussi en désuétude avec les nécessités du gage. La polygamie devient un motif d'excommunication, la répudiation est interdite et le divorce n'est plus autorisé que par consentement mutuel. Enfin, comme depuis le temps du premier exil babylonien, il est interdit aux Juifs de résister à la force du prince (sauf si on veut leur imposer la conversion : dans ce cas, et seulement dans ce cas, la résistance armée et même le suicide sont parfois autorisés).

On rapporte maintes histoires de discussions publiques, de relations commerciales et familiales, d'amitié, d'amour même entre chrétiens et Juifs – telle celle de ce clerc d'Oxford qui, vers 1220, se convertit au judaïsme par amour pour une jeune fille de la communauté juive de la ville. L'inverse est aussi vrai, et certains Juifs se convertissent par amour ou par souci d'intégration.

Chrétiens et Juifs débattent de théologie sur la place publique ou au domicile des uns et des autres. Rachi de Troyes raconte que l'un de ses voisins chrétiens lui offre des gâteaux au dernier jour de la Pâque juive. Des étudiants juifs polonais fréquentent des clercs d'universités italiennes. Rabbi Levi ben Gerson est reçu en Avignon à la cour du pape Clément VI. Les œuvres d'Abraham ibn Ezra sont traduites en latin et en français[104]. Les grands intellectuels juifs d'alors, tel le philosophe Ha Meiri, de Perpignan, dialoguent avec leurs homologues chrétiens, tel Raymond Lulle qui écrit *Le Gentil et les trois sages*[257]. Certains écrivains chrétiens témoignent d'une excellente connaissance de la littérature juive[388]. Les textes de Nicolas de Lyre contiennent d'innombrables renvois à Rachi ; des textes juifs font de plus en plus souvent appel à la philosophie arabe, grecque et augustinienne ; des romans de chevalerie inspirent des philosophes juifs. Au XII^e^ siècle, certains théologiens chrétiens consultent les manuscrits hébreux et font appel à des rabbins pour les comparer à la Vulgate. Une étroite collaboration se noue entre des moines de Cîteaux et des rabbins qui traduisent de l'hébreu en français des passages de l'Écriture que les clercs ne connaissent qu'en latin[104]. Des dominicains et des franciscains consultent des exégètes juifs pour enrichir leurs commentaires. Au XIII^e^ siècle, Salomon ibn Gabirol, dans *La Source de Vie*, nourrit ses constructions

théoriques en puisant dans certaines doctrines chrétiennes[388]. Les rabbis insistent alors sur les convergences entre les trois monothéismes. On accepte mieux ce que Rachi a écrit à ce propos : « Ces nations dans lesquelles nous, le peuple d'Israël, sommes exilés, reconnaissent la Création *ex nihilo*, l'Exode et d'autres points essentiels. Leur culte est dédié au Créateur du ciel et de la terre[326]. » À Perpignan, Ha Meiri reconnaît même désormais que les chrétiens sont monothéistes, à l'instar des Juifs et des musulmans, et non pas idolâtres, ce qui oblige les communautés à aider leurs pauvres au même titre que ceux des autres religions du Livre.

Aristote – déjà traduit en arabe – est débattu en hébreu par les communautés juives du midi de la France avant d'être commenté par Thomas d'Aquin[388]. En 1336, d'ailleurs, une polémique éclate au sein de la communauté de Narbonne à propos de l'âge auquel les jeunes Juifs doivent être formés à la pensée aristotélicienne. Les chrétiens, confrontés à Aristote par Averroès, traversent alors une crise à laquelle Maimonide avait déjà tenté de répondre dans le *Guide des égarés*. Certains auteurs chrétiens citent l'enseignement juif en modèle. Ainsi, un élève d'Abélard note dans un commentaire de l'Épître de Paul aux Éphésiens : « Même s'il est pauvre, même s'il a dix enfants, un Juif les enverra à l'école, non pour le profit, mais pour l'intelligence de la Loi, et non seulement ses fils, mais ses filles[59]. » Au passage, il relève aussi l'exceptionnel essor démographique juif : les familles de dix enfants ne sont pas rares, et les communautés croissent vite.

Comme toujours, les rabbis craignent alors que les plus gros commerçants, les mieux intégrés, les plus riches, les plus proches des princes ou des milieux intellectuels, ne causent des ennuis à leurs communautés par les fautes qu'ils pourraient commettre ou par la jalousie qu'ils pourraient susciter. Toujours la vieille idée : rien n'est bon pour les Juifs, si ce n'est pas bon aussi pour tous les autres. Aussi les relations hors des communautés sont-elles très surveillées ; les maîtres répètent sans relâche que la survie de tous dépend de l'honnêteté de chacun, que s'approprier malhonnêtement les biens d'un chrétien ou tirer profit d'une erreur chrétienne lors d'une transaction commerciale constituent des péchés majeurs et que chacun a intérêt à la prospérité des Gentils et doit y contribuer.

Mais comme on craint par-dessus tout l'assimilation, les rabbis veillent à faire respecter les prescriptions alimentaires interdisant à tout Juif de partager un repas ou de boire avec un chrétien. Ils poussent leurs fidèles à se regrouper dans les mêmes quartiers, autour d'une synagogue, d'un bain rituel, d'un cimetière. Ils réclament parfois de pouvoir fermer eux-mêmes leur rue à ses deux bouts par un portail afin de mieux se défendre en cas d'agression. Désormais, dans ce type de quartiers, le rabbin, le maître d'école, le boucher et certains artisans n'ont plus jamais de contacts avec les Gentils[34]. Les seigneurs favorisent de tels regroupements, qui facilitent les contrôles et évitent les mélanges. Ainsi, en 1243, Jacques le Conquérant, roi d'Aragon, assigne-t-il aux Juifs de Perpignan, avec leur accord, de vivre dans un quartier proche de celui des tisserands dont ils sont les financiers. Le ghetto n'est pas loin.

Les rabbins ont assurément raison de se méfier : malgré la coexistence populaire et leur utilité économique, la haine est de retour. Par un savant mélange de théologie et d'économie, l'Occident va bientôt se débarrasser de ses créanciers en les accusant de déicide. Les communautés juives vont ainsi devenir les cibles d'attaques nouvelles, glissant sans cesse d'un domaine à l'autre. On en veut aux Juifs d'avoir fourni leur Dieu et leur argent parce qu'on s'en veut à soi-même de ne plus pouvoir se passer ni de l'Un ni de l'autre. Prêteurs de Dieu, prêteurs d'argent, on les accuse indifféremment d'être voleurs, exploiteurs, parasites, accapareurs, usuriers, comploteurs, buveurs de sang, empoisonneurs, assassins d'enfants, profanateurs d'hosties, ennemis de Dieu, assassins du Christ, jaloux de Jésus.

Les croisades : payer et mourir

Tout s'annonce dès le milieu du XI^{e} siècle. La situation en Europe n'est pas florissante. Des bandes de brigands pillent des villes, des seigneurs se battent entre eux. En 1073, un nouveau pape, Grégoire VII, en profite pour dénier à l'empereur romain germanique le droit d'intervenir dans l'élection pontificale. Il l'oblige même, en 1077, à s'agenouiller devant lui à Canossa, et interdit aux seigneurs l'achat des charges ecclésiastiques. C'est encore vers le pape qu'en 1081 se tourne le nouvel empereur d'Orient, Alexis

Comnène, dont les armées viennent d'être battues par les musulmans, pour solliciter l'aide des chrétiens d'Occident avec lesquels il a pourtant rompu depuis plus de vingt ans.

L'occasion est trop belle pour l'Église de Rome : en répondant à cet appel, elle peut espérer prendre le commandement des princes d'Occident, récupérer l'Église d'Orient, en profiter pour continuer jusqu'à Jérusalem et reprendre aux musulmans le tombeau du Christ. Grégoire VII n'a pas le temps de mettre ce projet à exécution. C'est son successeur, Urbain II, qui, lors d'un concile réuni à Clermont, le 27 novembre 1095, déclenche ce qu'on appellera plus tard la première croisade. Des chevaliers, des moines, des hommes du peuple venus de toute l'Europe, dirigés par des chevaliers francs, Godefroy de Bouillon et Raymond de Toulouse, se lancent ainsi au secours des Byzantins et à la conquête de l'Orient.

Pour financer leurs équipements et assurer la protection de leurs familles pendant leur absence qui s'annonce longue, les croisés manquent naturellement d'argent. Le seul endroit où ils imaginent pouvoir en trouver, ce sont les coffres des prêteurs juifs. L'Église les exonère d'ailleurs de tout remboursement d'emprunts antérieurs. Cela ne suffit pas : certains recourent au pillage. Sur la route de Jérusalem, les croisés – surtout ceux d'Allemagne, mais pas seulement eux – détroussent les communautés qu'ils rencontrent, raflant argent, or, perles et jusqu'aux bijoux des morts déterrés. Les appels au calme de certains évêques, comme les protestations de l'empereur Conrad III à qui les Juifs allemands sont assujettis, n'y font rien. À partir du 30 mai 1096, les communautés de Cologne, Mayence, Worms, Spire, Strasbourg sont mises à sac et massacrées – souvent après des offres refusées de conversion. Parfois, pour prévenir viols et tortures, des batailles débouchent sur des suicides collectifs, comme à Cologne et à Worms. Au total, trente mille morts en l'espace de quelques semaines. Jamais rien de pareil n'est advenu, nulle part au monde, depuis les massacres de Judée, mille ans auparavant. On en discute fiévreusement en Provence, en Espagne, en Italie et en Europe centrale, régions relativement épargnées.

En arrivant en Terre sainte en 1098, les croisés trouvent, rangés derrière les armées seldjoukides, quelques rares communautés juives correctement traitées par l'Islam. Aussi, quand le 15 juillet 1099, après cinq semaines de siège, il s'empare de Jérusalem et massacre les habitants, Godefroy de Bouillon rassemble les quelques milliers de Juifs de la ville dans une des

rares synagogues encore intactes, et y met le feu. Les autres Juifs pris les armes à la main sont vendus comme esclaves à des prix inférieurs à ceux des soldats musulmans pour bien marquer leur humiliante infériorité.

Une fois installé, le royaume chrétien n'institue pas de taxation particulière sur les Juifs et n'impose pas de discrimination aux survivants, hormis l'interdiction d'habiter Jérusalem. Leur participation à l'économie du royaume des croisés restera marginale.

En Europe du Sud, l'événement suscite un traumatisme tel que certaines communautés partent vers le Maroc et que d'autres exigent des garanties supplémentaires des princes chrétiens pour rester sous leur tutelle. Par exemple, la cité de Reggio de Calabre doit garantir à sa communauté juive une indemnisation totale en cas d'agression pour la dissuader de partir.

Cela n'enraie en rien la violence. En Allemagne et en Angleterre, les Juifs sont de plus en plus souvent accusés de crimes de plus en plus variés : ennemis du Christ, alliés des Sarrasins, profiteurs de l'absence des croisés ceux-ci étant contraints, dit-on, « de priver leurs familles du nécessaire pour subvenir à leurs frais de voyage, tandis que les ennemis du Christ vivent dans l'opulence ». Toutes les occasions sont bonnes pour leur confisquer leurs biens. En 1130, le roi Henri I^{er} d'Angleterre, d'abord très accueillant, leur fait payer collectivement une amende de 2 000 livres parce que l'un d'eux est soupçonné de meurtre. À sa mort, en 1135, ses deux héritiers se disputent encore âprement l'argent des Juifs.

En 1144, grande innovation : les Juifs de Norwich sont accusés d'avoir tué, pour boire son sang, un jeune garçon retrouvé mort dans un bois, la veille du Vendredi saint. C'est la première fois depuis l'Antiquité qu'une telle accusation est lancée contre des Juifs. Elle était réservée jusqu'ici aux chrétiens hérétiques. Malgré l'intervention de quelques autorités locales qui établissent que l'enfant est mort d'une crise d'épilepsie, une centaine de commerçants juifs, dont beaucoup prêtaient aux paysans, sont massacrés ; une amende frappe les autres : les protecteurs se font pillards.

En 1146, devant les difficultés financières et militaires du royaume des croisés, Bernard de Clairvaux prêche une deuxième croisade tout en interdisant le pillage des biens juifs. Pour lui comme pour saint Augustin et pour saint Grégoire le Grand, le peuple juif doit être protégé comme témoin

et « responsable » de la passion du Christ. Il faut donc qu'il survive pour continuer d'être dénoncé comme déicide. Certains moines – surtout dans le sud de l'Allemagne – en appellent pourtant à la destruction de communautés tout juste reconstituées un demi-siècle après les premiers massacres. Un moine nommé Randulph prêche le pillage en Allemagne et en Alsace. Là encore, les accusations de déicide sont autant d'encouragements au massacre. Cette année-là aussi, Pierre le Vénérable, abbé de Cluny, criblé de dettes contractées auprès de prêteurs juifs et furieux de voir des biens qu'il espérait recevoir en offrandes devenir juifs par le biais du prêt sur gages, répand son amertume. Ses sermons dénoncent l'usure, « mauvaise coutume des Juifs », susceptible de contaminer le bon peuple. Il faut tout leur prendre, écrit-il cyniquement à Louis VII : « Ils doivent être exécrés et haïs, mais je recommande qu'ils ne soient point mis à mort. Il convient de les punir d'une manière plus en rapport avec leur perversité. Est-il châtiment plus indiqué pour ce peuple mauvais que de lui prendre ce qu'ils ont acquis par la fraude et qu'ils ont volé avec iniquité[309] ? »

La deuxième croisade, conduite par Louis VII et Conrad IV, débute médiocrement par la prise de quelques îles grecques et s'achève lamentablement devant Damas. En Europe reprennent les massacres ; ils sont cette fois le fait du peuple et non plus des princes. C'est le cas en 1168 à Gloucester. Puis, à Pâques 1171, toute la communauté de Blois, accusée de boire le sang d'enfants – c'est le deuxième cas de ce genre après Norwich –, est brûlée vive. Cette même année, Salah al-Din ibn Ayyoub, dit Saladin[85], devenu maître de l'Égypte, déclenche la guerre contre les Francs et s'empare de Damas, avant d'être battu en 1177 à Montgisard et d'échouer devant Jérusalem.

Le premier monarque d'Europe chrétienne à avoir l'idée de chasser tous les Juifs de son royaume est Philippe Auguste. En 1180, à son arrivée sur le trône, il projette de les bannir en les autorisant à emporter seulement le produit de la vente de leurs meubles. Il fait fermer la *yeshiva* de Paris, puis, pris par des besoins d'argent – notamment en vue de la nouvelle croisade qui s'annonce –, leur permet de rester en échange d'un impôt supplémentaire : ses financiers lui ont expliqué que les Juifs rapportent plus comme contribuables que comme expropriés.

La même technique sera maintes fois utilisée ultérieurement : un édit d'expulsion qu'on rapporte ensuite en échange d'une rançon. Ainsi les Juifs seront-ils six fois en un siècle sur le point d'être expulsés de France – ne partant jamais, mais payant toujours.

Les massacres continuent, surtout en Angleterre : à Bury Saint Edmund's en 1181 (soit huit ans après le prêt dont il a été question plus haut), à Bristol en 1183, à Winchester en 1192. Les Juifs ne sont pas les seuls à être ainsi pourchassés par l'Église. Celle-ci, en effet, s'en prend aussi aux hérétiques : en 1184, les vaudois sont massacrés, puis c'est le tour des cathares contre qui est créée l'inquisition épiscopale, police dotée de tous les pouvoirs, dont celui de torturer : ceux des suspects qui n'abjurent pas meurent souvent sous les sévices ; ceux qui se « réconcilient » avec l'Église sont condamnés au « mur », c'est-à-dire à la prison à vie ; ceux qui avouent et persistent dans leur foi hérétique (les « relaps ») sont remis au bras séculier et brûlés. Parfois morts, parfois vifs.

En 1187, après quinze ans d'efforts, Saladin renverse le royaume des croisés, massacre les chevaliers (tel Renaud de Châtillon), conquiert Beyrouth et Jérusalem, arrache la croix placée sur le Dôme du Rocher et autorise de nouveau les Juifs à y résider[85]. Pour reprendre la ville aux musulmans, une troisième croisade est lancée en 1188 par les trois principaux souverains d'Europe, Frédéric Barberousse, Henri II Plantagenêt et Philippe Auguste. Son financement est partout explicitement mis à la charge des Juifs. En 1188, le Parlement anglais, rassemblé à Northampton, décide de subventionner la nouvelle aventure en prélevant une taxe de 130 000 livres, dont la moitié échoit aux Juifs alors qu'ils représentent moins de 0,25 % de la population. Pour faire face à ces impôts et spoliations, les prêteurs Juifs augmentent leurs taux d'intérêt, ce qui accroît d'autant leur impopularité. Le 3 septembre 1189, après la mort de Henri II, son successeur Richard I^{er} Cœur de Lion refuse l'accès à son couronnement, à Westminster, à des Juifs venus lui apporter des présents ; des émeutes se déclenchent, des Juifs sont massacrés. Le lendemain, le monarque les prend sous sa protection : les biens de ses vassaux sont à lui, explique-t-il en substance, il convient de ne pas les lui abîmer !

Une fois Richard parti en croisade, au début de 1190, un groupe de barons endettés, conduit par Richard Malebys, s'attaque à la communauté

d'York qui, le 16 mars, se réfugie dans un château du roi que la foule prend d'assaut tout en brûlant les registres des prêts conservés dans la cathédrale. Le lendemain, à l'instigation de son rabbin, rabbi Yom Tov Ben Isaac de Joigny, la communauté assiégée se défend presque sans armes, puis se suicide pour ne pas se convertir et éviter la torture. D'autres massacres ont lieu à Londres et, de nouveau, à Norwich.

Acre est prise par les chevaliers. Saladin est battu. La guerre s'enlise ; on se dispute Jérusalem. Richard veut la Ville sainte, « qui est pour nous, écrit-il, un objet de révérence tel que nous n'y renoncerions point, fussions-nous réduits à un seul homme[85] ». Saladin lui répond : « Jérusalem est à nous autant qu'à vous ; elle nous est même plus sacrée encore, point de départ de notre prophète pour son voyage nocturne et lieu de réunion de notre communauté au jour du Jugement[85]. » En 1191, pour payer la rançon que réclame le duc Léopold d'Autriche, qui a fait prisonnier Richard Cœur de Lion sur le chemin du retour, ce sont encore les prêteurs juifs qu'on impose lourdement, et leurs créances qu'on annule. Une trêve signée en 1192 laisse la côte et Acre aux croisés de l'Empire latin d'Orient, autorisés à aller prier à Jérusalem ; la Syrie, Jérusalem et la Palestine reviennent à Saladin. Après sa mort, en 1193, l'Égypte passe sous le sultanat d'Al-Malik al-Kamil, son oncle.

À son retour à Londres en 1194, le roi Richard, furieux d'avoir perdu, par la destruction des archives, les biens qu'il aurait pu récupérer des Juifs, met en place une minutieuse protection de leurs prêts pour éviter d'en perdre la trace en cas d'émeute. Il charge des agents de la Couronne de l'enregistrement de toutes les créances et fait déposer trois exemplaires des registres dans des coffres. Des commissions mixtes, présidées par un officier royal et composées de notables chrétiens et juifs, en détiennent les clés[34]. En cas de non-paiement des impôts sur le revenu des prêts, les punitions infligées aux communautés vont de la prison à la mort en passant par la torture, la confiscation des biens, des femmes et des enfants. Certains barons du nord de la France, jusqu'ici modérés, se déclarent libres de leurs dettes vis-à-vis des Juifs, les spolient et les chassent avant de partir pour une nouvelle croisade.

Dans la bulle *Sicut Judeis*, le pape Innocent III, comme d'autres avant lui, interdit aux chrétiens de dépouiller les Juifs, de troubler leurs fêtes, de les

forcer à accomplir certains travaux, de profaner leurs cimetières ou d'« exhumer les corps qu'ils ont enterrés dans le but de leur extorquer de l'argent ». De fait, le pillage des biens juifs ne rapporte plus assez pour financer l'énormité des besoins : les croisés n'ont même plus de quoi payer aux Vénitiens le prix de la traversée de la mer Égée et de la Méditerranée. Le doge leur propose alors de les engager pour renverser l'empereur byzantin pour son compte. En 1204, les croisés, devenus mercenaires, occupent Constantinople, permettant ainsi aux Vénitiens (et aux Génois) d'ouvrir des comptoirs en mer Noire ; ils y retrouvent des marchands juifs. L'éphémère empire latin d'Orient, privé de renforts, se meurt pendant que les croisés découvrent à Constantinople les délices de l'art de vivre byzantin, source lointaine de la future Renaissance.

En Europe, pour se protéger quelque peu, les Juifs tentent de généraliser la rédaction des contrats de prêt. La même année 1204, le même pape Innocent III proteste auprès du roi de France contre cette pratique : « Si, quelquefois, ceux [des chrétiens] à qui ils prêtent leur argent à intérêt produisent des témoins chrétiens du fait qu'ils ont repayé, plus de crédibilité est placée dans le document que, parfois, l'emprunteur chrétien a eu la négligence de laisser à son créancier. Et comme en la matière les chrétiens ne peuvent témoigner contre des Juifs, ceux-ci font fortune. » Le pape s'indigne également de la trop grande tolérance du roi de France à l'égard de ses communautés juives, moins pillées là qu'ailleurs, et souvent assez riches pour commettre l'erreur de construire de trop belles synagogues : « Et leur insolence va si loin (nous en parlons avec honte) que les Juifs de Sens viennent de construire, près d'une vieille église, une nouvelle synagogue, de beaucoup plus haute que l'église, où ils célèbrent leurs offices selon les rites juifs. Et ils le font non pas comme avant d'être expulsés du royaume, c'est-à-dire de façon discrète, mais avec une grande clameur, sans avoir le scrupule d'éviter de déranger les plus saintes cérémonies qui se tiennent dans l'église voisine[60]. »

Partout, les extorsions continuent. En 1210, Jean sans Terre, qui a succédé en 1198 à son frère Richard Cœur de Lion, fait emprisonner et torturer les dirigeants communautaires pour en obtenir le paiement de 66 000 marcs d'argent. Il ordonne en particulier qu'on arrache chaque jour une dent à un représentant des Juifs de Bristol qui refusent de payer 10 000 marcs d'argent. À la troisième dent, ils paient ce qu'ils peuvent. En

1211, trois cents Juifs français et anglais partent s'installer à Acre et à Jérusalem du côté chrétien et du côté musulman. Il devient de plus en plus difficile de leur extorquer ce qu'ils n'ont plus.

1215 marque une date considérable. En Angleterre, est signée la *Magna Carta* par laquelle le roi Jean sans Terre, après la défaite de Bouvines en 1214, s'engage à ne pas lever d'impôt sans l'assentiment de la noblesse et du clergé, et à accorder à tous les étrangers – en particulier aux Juifs – la liberté du commerce. En Italie, le quatrième concile de Latran, réuni par le pape Innocent III, interdit aux Juifs de prêter à intérêt. Il réaffirme aussi la définition de la transsubstantiation : l'hostie est le corps de Jésus, et le vin son sang. Encore une fois, les symboliques de l'argent et du sang sont mêlées. Pour mieux repérer les hérétiques, le concile oblige aussi tous les chrétiens à se confesser une fois l'an. Pour les Juifs, devenus dangereux pour l'Église, c'est l'isolement : il leur est interdit d'occuper un emploi public, d'employer une femme chrétienne en âge d'avoir des enfants, d'entrer dans une église, de sortir dans les rues les jours de fêtes chrétiennes, de travailler le dimanche, de construire des synagogues hautes et décorées. Pour mieux les distinguer des chrétiens et éviter qu'ils ne se glissent en ville pour se livrer au commerce, le concile leur fait obligation de porter une marque : dans les pays germaniques, ce sera un chapeau conique ; dans les pays latins, ce sera un décalogue ou un rond de tissu jaune cousu sur leur vêtement (la rouelle), symbolisant les pièces d'or acceptées par Judas – toujours l'argent ! Un commissaire est chargé de poursuivre les Juifs qui ne portent pas cette marque distinctive.

Comme celles qui précèdent, ces interdictions ne sont pas vraiment appliquées. Jusqu'en 1270, vingt et un ordres écrits devront les réitérer, chaque fois sous peine d'amende ou de châtiments corporels. Toujours en vain : les peuples se montrent souvent plus tolérants que leurs maîtres et continuent de coexister parce qu'ils ont besoin les uns des autres.

En 1223 commence une nouvelle croisade contre d'autres hérétiques : le fils de Philippe Auguste, qui a commandé la campagne contre les troupes cathares de Raymond de Toulouse, accède au trône sous le nom de Louis VIII. Il prend possession du Languedoc avant de mourir en 1226 sur le chemin du retour des Cévennes. En 1229, Frédéric II de Hohenstaufen obtient du sultan Al-Kamil, successeur de Saladin, le droit d'entrer à Jérusalem. Il s'y installe ; excommunié en 1228, il mène jusqu'à sa mort en

Italie la vie raffinée d'un prince oriental. L'idée même de croisade est ainsi tournée en ridicule.

En 1232, Henri III d'Angleterre est critiqué pour ne pas taxer suffisamment les Juifs. Un chroniqueur du siècle suivant notera qu'à cette époque les Juifs ont accumulé de grandes richesses grâce à leur monopole forcé du métier de banquier[183] : « La Couronne les a protégés à la condition qu'une partie de leur butin aille dans les coffres du roi, ce qu'ils avaient les moyens de payer sans changer leur mode de vie luxueux […]. Pendant le règne d'Henri III, les besoins du royaume maintenaient tellement le roi en situation de dépendance à leur égard qu'au lieu de les persécuter, il construisit la *Domus Conversorum* [Maison des convertis], où il versa des pensions à des anciens Juifs qu'il hébergea. Les barons, furieux de cette alliance du roi et des Juifs, massacrèrent les agents du roi avec les Juifs. »

En 1235, Grégoire IX condamne des agressions perpétrées contre les Juifs sous Louis VIII… soit quinze ans plus tôt ! En 1239, la noblesse et les marchands obtiennent du duc de Bretagne, Jean le Roux, qu'il bannisse de la province les rares artisans-prêteurs juifs qui y vivent encore ; la mesure est naturellement libératoire des dettes. À Rouen, les derniers Juifs qui n'ont pas suivi les Anglais subissent la même mésaventure. En 1240, le concile de Lyon enjoint avec une extrême précision à tous les princes chrétiens, sous peine d'excommunication, de forcer leurs Juifs « à livrer aux croisés l'argent qu'ils ont acquis par intérêt ».

Tous les moyens sont alors utilisés pour les exproprier. En 1241, dans l'Empire, sous Frédéric II, on découvre à Haguenau trois enfants morts ; la populace se déchaîne. Face à la menace, la communauté juive obtient la protection de l'empereur en échange d'une forte somme : on murmure que le monarque a suscité l'une pour extorquer l'autre. Les trois quarts des Juifs de Francfort – un millier –, accusés d'être alliés à d'hypothétiques envahisseurs mongols et de véhiculer la peste, sont massacrés ; le dernier quart paie très cher de conserver la vie sauve.

L'Église souhaite qu'on pille les Juifs, mais pas qu'on les massacre : ils sont les témoins de la mort du Christ. Aussi, après les avoir parqués, après avoir incité à les haïr et à ne pas leur rembourser leurs prêts, elle prétend encore les protéger. En 1247, le pape Innocent IV proteste, comme l'a fait Grégoire IX douze ans plus tôt, contre les accusations de crime rituel

portées contre eux et contre les « spoliations ». Il écrit aux évêques de France et d'Allemagne : « Certains membres du clergé, princes, nobles et grands seigneurs de nos villes et diocèses, ont tracé quelques plans ourdis par le diable contre les Juifs, les privant par la force de leurs propriétés et les accusant faussement de se partager entre eux, à Paynes, le cœur d'un enfant assassiné. Puisque c'est notre plaisir qu'ils ne soient pas dérangés, nous ordonnons qu'on se conduise avec eux de façon amicale. Quand toute injuste attaque viendra à votre attention, redressez les injustices et ne permettez pas à l'avenir qu'ils soient victimes de pareilles tribulations. » Ordre qui restera sans effet, mais qui aura eu le mérite d'exister.

La même année, en Angleterre, cette fois sous l'accusation de faux-monnayage, les Juifs sont taxés de 20 000 marcs d'argent ; c'est l'occasion d'une réunion à Worcester de tous les chefs de communauté du royaume afin de se partager les charges. Le plus grand banquier juif du pays, Aaron d'York, est condamné par le roi à payer à lui seul d'abord 4 000 marcs d'or, plus 14 000 marcs d'argent. On leur prête à tous d'inépuisables richesses ; mais, l'année suivante, une vaste enquête lancée sur ordre du roi d'Angleterre révèle qu'ils sont presque tous pauvres et que, s'ils prêtent, c'est pour l'essentiel à des petites gens et de petites sommes.

En 1248, avant de partir pour une nouvelle croisade, Louis IX convoque le concile de Melun ; il interdit aux chrétiens d'emprunter aux Juifs – on aurait pu commencer par là ! – et aux Juifs de commercer avec les chrétiens. Il impose aux Juifs le port d'une « rouelle » (un rond jaune). Sa croisade est ensuite une longue odyssée : il s'empare de Damiette, en Égypte, avant d'être fait prisonnier sur la route du Caire, tandis que la famille de Saladin est écartée du pouvoir par les Mamelouks, soldats mogols venus des régions tcherkesses. Pendant sa captivité, en 1253, la régente Blanche de Castille, sa mère, décide d'expulser tous les Juifs de ses États ; puis, comme tant d'autres gouvernants, elle choisit de leur faire payer une part de l'énorme rançon – 400 000 livres – réclamée pour la libération du souverain. À son retour, le futur Saint Louis, en signe de gratitude envers ceux qui lui ont permis de revenir vivant… les bannit ! Innocent IV, dont la sollicitude à l'égard des Juifs a été de très courte durée, lui écrit pour l'en féliciter et comme pour s'excuser de sa mansuétude antérieure : « parce que nous avons appris qu'ils n'obéissent pas aux statuts que nous avons émis ». Pourtant, les Juifs obtiennent de rester contre paiement d'un impôt de plus.

En Angleterre, le roi Henri III cherche encore de l'argent pour mener ses guerres et taxe à nouveau les Juifs anglais, cette fois de 8 000 marcs d'argent. Comme ils sont insolvables, il les vend – ils sont quelque dix mille – à son frère Richard de Cornouailles, second fils de Jean sans Terre. En 1255, on les accuse encore d'avoir tué un enfant, un certain Hugues de Lincoln, pour boire son sang. La découverte du corps, vingt-six jours plus tard, près du lieu du mariage d'un rabbin, est l'occasion du massacre d'une centaine de Juifs.

En 1260, rabbi Yehiel, témoin d'un autodafé du Talmud à Paris, quitte la France pour aller fonder une école talmudique dans la ville d'Acre.

Louis IX interdit de nouveau aux Juifs français de posséder des terres, de transmettre des biens par héritage, de prêter à intérêt. Mais, écrit Guillaume de Chartres, ses conseillers lui font remarquer l'importance croissante du crédit pour le fonctionnement de l'économie du royaume, « de sorte qu'il vaut mieux tolérer les usuriers juifs, puisqu'ils sont déjà damnés, que de laisser les chrétiens commettre ce péché[240] ». Louis réplique qu'il ne peut tolérer ce « venin qui ruine le royaume ». Il veut inciter les Juifs à devenir artisans, mais recule devant l'opposition des guildes chrétiennes, et parle encore de les expulser quand il meurt, en 1270, devant Tunis.

Les croisades sont terminées, même s'il faudra attendre 1291 pour que les Mamelouks s'emparent de Saint-Jean-d'Acre et en finissent avec le minuscule royaume des croisés.

Le seul vrai vainqueur est Venise : la Sérénissime a construit les énormes navires qui ont acheminé les croisés ; un temps, elle a eu la maîtrise de Constantinople et des comptoirs de la mer Noire ; elle maîtrise les techniques d'Orient pour la fabrication et la teinture des étoffes de coton et de soie (le camelot, le brocart, le damas), et pour l'art de la verrerie ; elle contrôle une partie du trafic de certains ports méditerranéens : Pise, Gênes, Marseille, Narbonne, Sète, Aigues-Mortes. Ses marchands s'allient aux marchands juifs et profitent de leurs réseaux dans les Balkans et les pays musulmans pour faire venir ces produits nouveaux dont raffolent les Européens : dattes, bananes, roses, lis, henné, séné, indigo, poivre, clous de girofle, gingembre, cannelle, muscade, safran, cardamome, cumin, anis…

Les premiers crédits ont fait leur œuvre : l'économie est prête à décoller sous la pression de besoins nouveaux. Les principaux risques ont été pris. Le métier de banquier devient moins aventureux. Plus besoin des Juifs.

3. L'argent sans Juifs (1260-1492)

Nouveaux banquiers

Face à une telle demande, nombre de chrétiens enragent de ne pouvoir exercer un métier si lucratif et si utile. L'Église ne parvient plus à justifier l'interdiction de la mise en valeur de l'argent ni la relégation du prêteur et du changeur, avec le jongleur, le comédien et la prostituée, parmi les métiers conduisant en enfer. Peu à peu elle passe « de la compromission avec la féodalité à la compromission avec le capitalisme ; l'Église ne fait que se sauver elle-même dans le capitalisme : la bourse, c'est sa vie[239] ».

Elle prend d'abord quelques distances avec l'idéal de pauvreté et laisse entendre qu'il n'est pas tout à fait immoral de désirer des récompenses terrestres. À condition, bien sûr, de les offrir à l'Église et de se satisfaire de continence et de frugalité ; autrement dit, d'épargner à tous les sens du mot. Comme le souligne Lewis Mumford[287], l'Église transforme peu à peu cinq des sept péchés capitaux (avarice, orgueil, envie, gourmandise, convoitise) en valeurs positives. Restent frappées d'interdit la luxure et la paresse.

Des juristes trouvent la législation romaine plus riche que le droit canon ; ils ressortent du placard le Code Justinien oublié depuis quelques siècles. Ils autorisent de nouveau le prêt à intérêt, au moins dans le commerce maritime et en paiement des risques encourus. On redécouvre que, malgré les conciles et les anathèmes, des laïcs chrétiens et même des monastères, des abbés et des évêques n'ont jamais cessé d'exercer tous les commerces de l'argent[239]. Certains couvents prêtent même à intérêt les dons qu'ils ont reçus en offrande[159] ! Ainsi l'abbaye Saint-Martin de Pontoise prête-t-elle 60 livres à Guillaume de Mello, prenant son fief de Berville en gage avant son départ pour la croisade en 1157. L'ordre des Templiers devient un prêteur

considérable, tout comme l'ordre Teutonique est l'un des plus gros marchands de laine en Europe.

Mais cela ne suffit pas : ces prêts à intérêt entre chrétiens doivent rester discrets, clandestins même, et ils ne peuvent couvrir l'immensité des besoins suscités par l'éveil de l'économie en Europe.

En 1179, le troisième concile de Latran ne s'inquiète plus que des usures « manifestes », c'est-à-dire des prêts à taux « injustes ». Il estime alors que 33 % l'an peut être, dans certains cas, une limite admissible du « juste prix » de l'argent. Pour mieux écarter les Juifs, il déclare que le témoignage d'un chrétien vaut plus qu'un contrat passé par écrit avec un Juif. En 1215, le quatrième concile de Latran admet, non sans quelque hypocrisie, que le prêt d'argent d'un chrétien à un autre peut être rémunéré s'il est fait en compensation d'un retard de paiement, ou comme salaire d'un travail de changeur ou de comptable, ou encore comme prix du risque de perte du capital prêté. L'usure « grave et immodérée » reste en revanche interdite aux chrétiens[237]. Cela entraîne l'apparition de quelques banquiers chrétiens qui augmentent la quantité du crédit disponible.

Mais l'argent reste trop rare ; les taux annuels continuent de dépasser couramment 40 %. Entre Rhin et Loire, ils varient entre 30 et 60 %. En Angleterre, ils peuvent s'élever encore jusqu'à 80, voire 100 %. Les princes tentent alors de les contenir. En 1218, une ordonnance du roi de France fixe le prix de l'argent à 2 deniers par semaine (soit 43,33 % l'an). En 1228, Jacques I[er] d'Aragon le limite à 20 % pour le court terme et il interdit l'intérêt composé. En 1255, lors d'une réunion de la Confédération des villes rhénanes, le taux d'intérêt légal est fixé pour le court terme à 2 deniers par livre et par semaine, soit 43,33 % l'an, et à 33,5 % pour le long terme.

Des marchands italiens, courtiers en produits agricoles puis prêteurs en devises, surgissent en trois lieux : Venise, Gênes, Florence[69]. Leur correspondent trois formes de capitalisme[17] : capitalisme d'État, capitalisme d'aventure, capitalisme familial.

Avec les croisades, la cité des Doges prend le relais de Constantinople comme intermédiaire privilégié entre l'Occident et l'Orient. Par elle passera désormais l'essentiel des épices, de la soie, du coton que consomme l'Occident ; elle échange contre les draperies des Flandres et l'argent extrait

des mines de Nuremberg. En 1252, quelques marchands juifs s'installent sur l'île de Spinalonga, qui devient la *Giudecca*[75]. La plupart deviennent marchands, assureurs, parfois prêteurs et rejoignent les changeurs qui circulent et négocient sur le Rialto.

À Gênes, quelques marchands et corsaires importent depuis des siècles les produits agricoles et miniers d'Europe du Nord, les tissus d'Europe centrale et les verreries d'Italie ; ils les échangent contre l'or du Sénégal et du Niger, le sel et le cuivre du Sahara, les esclaves, les bois et les armes d'Afrique de l'Est[69]. Leurs luttes avec les Sarrasins leur insufflent le goût du risque et de la gloire. Pour financer ce commerce et équiper leurs navires, resurgissent la « société de mer » (connue des marins phéniciens, juifs et grecs depuis quinze siècles, elle associe des marchands dans l'achat d'un bateau divisé en parts abstraites) et la « commande » (qui rassemble des capitaux de plusieurs marchands pour financer des opérations artisanales ou industrielles[17]). Afin de permettre aux marchands de ne pas voyager en portant sur eux de trop grosses sommes, ils redécouvrent la lettre de change pratiquée par les Juifs depuis au moins deux siècles en Égypte.

À Florence, enfin, les marchands de grains et de laine deviennent banquiers des princes. Ils reçoivent des dépôts, effectuent des paiements pour le compte de leurs clients, des virements et des compensations d'une filiale à l'autre. Parmi eux, de grandes familles, les Bardi, les Riccardi, les Peruzzi, les Frescobaldi prêtent aussi à l'étranger, en particulier aux Plantagenêts (les Riccardi leur avancent 400 000 livres et les Frescobaldi 12 200), et qui s'installent à Bruges puis à Anvers.

À la fin du XIII^e^ siècle, le crédit se développe ainsi suffisamment en Italie pour que les taux d'intérêt baissent jusqu'à 25 %. L'Église y trouve son profit en associant ces prêteurs à ses affaires. Elle n'en a pas pour autant fini avec les Juifs. Ils sont encore nombreux à prêter aux marchands et même à l'Église : un demi-siècle après le quatrième concile de Latran, en 1267, le concile de Vienne observe encore que les prêts juifs détournent en gages des biens qu'elle lorgne, et qu'ils « sont devenus si nombreux et puissants que les revenus du clergé éprouvent une diminution considérable ». La conclusion en sera vite tirée : il faut les expulser !

Changer de mémoire (1260-1300)

L'Occident s'éloigne alors de l'Orient. L'Église choisit définitivement Rome pour centre. La peinture, la musique, la littérature occidentalisent les discours, les comportements et les noms. Jésus et Marie deviennent blonds. Le peuple juif, témoin de l'origine orientale du christianisme et de l'échec des croisades, est désigné comme l'incarnation du Mal dans la peinture, la littérature, le théâtre religieux.

Et puisque les communautés juives ne sont plus économiquement nécessaires, on commence à les menacer de les chasser de tous les grands royaumes chrétiens. Ce départ prendra en fait plus de deux siècles ; entre-temps, des dizaines de décisions d'expulsion seront prises et annulées, les communautés rapportant plus par les impôts et les rançons qu'elles paient que par une spoliation définitive.

Même si Grégoire X ordonne de protéger les personnes et les biens des Juifs sur tous ses territoires, même si Philippe III le Hardi fait appel à eux pour « ranimer le commerce, rétablir la circulation de l'argent et remédier à l'épuisement des finances[67] », voici que s'annoncent les premières décisions d'expulsion. En 1272, les synagogues de Londres sont fermées, la pratique du judaïsme est prohibée en Angleterre. Un *Statum judaicum* édicté par Édouard I^er^ leur interdit le prêt à intérêt. Comme le souverain français, le roi d'Angleterre les autorise à devenir artisans, mais sans leur ouvrir les guildes – ce qui, comme en France, les empêche de faire autre chose, pour survivre, que de prêter. Bonne occasion pour pendre des prêteurs juifs : en 1278, 680 d'entre eux sont arrêtés et pendus à la Tour de Londres ; en 1280, 293 autres subissent le même sort. Devant l'impossibilité pour les survivants de trouver d'autres sources de revenus, et face aux besoins de crédit, la Couronne les autorise à prêter encore pendant quatre ans, puis renouvelle ce sursis. En 1287, Édouard I^er^, de retour d'Orient, furieux de voir que sa décision d'expulsion n'a pas été appliquée, s'approprie les ultimes maisons des Juifs, les taxe sur leurs biens meubles et leur interdit de céder leurs gages. Beaucoup se préparent à partir et liquident leurs biens ; accusés alors de vouloir masquer ce qu'ils possèdent, ils aiguisent d'autant plus les jalousies. L'expulsion massive est proche.

Elle commence en 1288 par celle des Juifs de Naples, presque tous d'origine allemande. Beaucoup acceptent de se convertir pour rester. Deux ans plus tard, en 1290, Édouard I[er] décide d'expulser les quinze mille Juifs qui vivent encore en Angleterre. Quelques-uns restent, en cachant leur nom et leur identité ; les autres émigrent vers l'Allemagne, la Bohême, la Hongrie, la Pologne et même la France – à Rouen et Bordeaux notamment –, où la situation n'est pas meilleure.

Au début de l'année, une histoire court Paris[175] : un prêteur sur gages de la rue des Billettes aurait prêté 30 sous (le nombre de deniers de Judas) à une femme aux mœurs légères *(muliercula)* et pris en gage sa plus belle robe. À la veille de Pâques, elle serait venue lui proposer d'échanger le gage contre une hostie volée dans une église ; il aurait accepté et lui aurait même fait rémission de sa dette, considérant que l'hostie valait bien les 30 sous. Selon la rumeur, « le Juif pique alors l'hostie avec son couteau, mais, à la stupeur générale, le sang du Sauveur coule de l'hostie ». Le Juif et toute sa famille sont arrêtés et traduits devant la cour de l'évêque qui, « pour tirer leçon du miracle, leur propose de se convertir ». La femme et les enfants acceptent, mais le « cupide blasphémateur, entêté », refuse ; il est emmené à l'échafaud et brûlé, « bien qu'il prétende qu'un livre en sa possession lui sauvera la vie. Une chapelle est élevée sur le lieu du miracle[175] ».

Le 18 juillet de cette même année, le roi de France décide l'expulsion des quelque cent mille Juifs du royaume – mesure qu'il transforme une fois de plus, peu après, en simple expropriation.

En 1294, on expulse aussi tous les Juifs de Berne, accusés d'avoir tué un garçonnet ; deux siècles et demi plus tard, une fontaine, dite « fontaine du Mangeur d'enfants », représentant un ogre coiffé d'un bonnet jaune pointu et enfournant un enfant dans un sac pendant qu'il en dévore un autre, est installée place de La Grenette. Cette fontaine s'y trouve encore aujourd'hui.

En 1298, un seigneur allemand, Rindfleish, surnommé « tueur de Juifs » *(Judenschäger)*, rassemble une petite armée qui, en six mois, massacre la plupart des cent mille Juifs alors installés dans les villes de foires à Warburg, Ratisbonne, Nuremberg, Augsbourg, Heilbronn et Röttingen en Bavière[129]. C'est le plus grand massacre perpétré jusqu'alors dans l'histoire des Juifs d'Europe, plus important encore que celui de la première croisade, exactement deux siècles plus tard et exactement au même endroit.

En 1306, après sa guerre contre les Flamands, Philippe IV le Bel a encore besoin d'argent. En même temps qu'il fait emprisonner les templiers et les banquiers lombards pour confisquer leurs biens, il décide, comme il l'a déjà fait quinze ans plus tôt, d'expulser ceux des Juifs qui refusent de se convertir. Cette fois, c'est sérieux : pas question pour eux, semble-t-il, d'acheter le droit de rester. Ils sont autorisés à n'emporter que ce qu'ils portent sur eux et des vivres pour une journée. L'opération commence ; elle traîne en longueur : on trouve encore, entre 1307 et 1310, de nombreux actes de vente de biens juifs au rabais. Puis, en 1311, l'édit est à nouveau rapporté ; les Juifs peuvent encore rester, mais sans récupérer leurs biens…

La renaissance par la Grande Peste

Au début du XIV[e] siècle, l'essor de l'économie et la hausse des prix accroissent en Europe occidentale les besoins de crédit et le rôle des banquiers. À Florence, les Frescobaldi, les Bardi, les Peruzzi – les « Lombards » – effectuent maintenant toutes les opérations bancaires[411] : change, virements, règlements de place à place, prêts aux papes, aux rois, aux princes, aux villes, dont ils perçoivent les revenus et qu'ils conseillent en matière de finance[176]. Comme le métier de la banque reste interdit aux chrétiens par l'Église, les Lombards prétendent se livrer seulement au commerce et ne pas savoir que ce que leurs débiteurs ajoutent au remboursement de leurs prêts se nomme « intérêt »[311]… Ils travaillent beaucoup à Bruges, à Anvers et en Angleterre, où ils ont pris la place des Juifs (qu'ils ont même pris un jour en gages d'un prêt consenti au roi !). Les Frescobaldi avancent ainsi à Édouard II l'argent nécessaire pour financer sa guerre contre l'Écosse[354] ; les Bardi et les Peruzzi financent les opérations d'Édouard III contre la France au cours de la guerre de Cent Ans, prenant en gage la laine anglaise qui va faire la fortune des ateliers textiles de Florence : le prêt devient alors une forme d'achat au rabais. En 1318, le patrimoine des Bardi est évalué à 875 000 florins, soit l'équivalent du budget de leur principal client, Édouard II[354].

Puis survient le krach : en 1345, Henri III est incapable de rembourser 900 000 florins qu'il doit aux Bardi et 600 000 florins empruntés aux

Peruzzi[354]. Énormes sommes ! Faillite des Lombards qui efface la fortune bancaire de Florence au profit de celle de Gênes et de Venise[176].

Les prêteurs juifs restent donc indispensables, malgré la fin des croisades. Aucune des expulsions générales n'est encore vraiment mise en œuvre. Des écoles talmudiques existent toujours à Sens, à Falaise et à Troyes, formant des dizaines de maîtres. On exige partout que les Juifs continuent de prêter aux paysans et aux artisans. À Zurich, en 1309, un décret leur ordonne même de prêter aux bourgeois de la ville moyennant un taux d'intérêt fixé par le conseil de la ville ; c'est d'ailleurs, avec la vente des vêtements laissés en gages, les seules sources de revenu qui leur sont autorisées. En France, l'expulsion de 1306 est vite oubliée, en tout cas pour les prêteurs, car dès 1311 l'héritier de la couronne concède à certains barons le droit d'avoir sous leur juridiction des « Lombards, Juifs et autres usuriers »[61]. En 1315, devenu Louis X, il confirme leur droit de séjour, en principe pour douze ans. La même année, à la « commune clameur du peuple », le souverain anglais rappelle à son tour les Juifs expulsés vingt-cinq ans plus tôt. En 1317, à Marseille, le juif Bondavin de Draguignan est défendu au tribunal par vingt-quatre témoins chrétiens[382].

Ce répit est de courte durée : en 1320, en France, quarante mille « pastoureaux », des paysans en révolte massacrent les Juifs sur leur route – c'est une de leurs occupations favorites –, en particulier à Bordeaux. En 1321, les communes de la sénéchaussée de Carcassonne demandent à Philippe V le Long d'expulser les derniers Juifs présents en ville, accusés d'avoir violé des débitrices chrétiennes. La même année, ceux de Rome, menacés d'expulsion par Jean XXII qui réside à Avignon, sont protégés par Robert d'Anjou, vicaire général des États pontificaux. En 1337, ceux de Bordeaux sont encore massacrés pour avoir profané une hostie, comme d'autres le sont en Bohême, en Moravie, en Autriche. En 1339, des bandes de miséreux, se qualifiant eux-mêmes de *Judenschläger*, massacrent des communautés en Alsace et en Franconie.

Partout en Europe, les Juifs sont à nouveau accusés d'empoisonner les puits, cette fois en collusion avec les lépreux. La rumeur galope : l'argent et la maladie. L'un et l'autre circulent, comme le sang, et se mêlent dans l'esprit populaire. Sang, maladie, argent ? Voici venir la Peste noire.

En 1346, un bateau venu de Caffa, comptoir génois de la mer Noire assiégé par les Mongols, introduit à Venise une maladie épouvantable : la peste[69]. Elle tue la moitié de la population de la ville et se répand à très grande vitesse en Europe, le long de la route qui remonte à travers la Rhénanie vers la mer du Nord.

Même si médecins juifs et chrétiens se battent ensemble – avec les faibles moyens de l'époque – pour sauver des vies, certains prêtres et seigneurs dénoncent d'emblée un « acte satanique » orchestré par les Juifs pour exterminer la chrétienté en empoisonnant l'air et l'eau. On parle d'un complot ourdi à Tolède par un certain rabbi Peyrat, dont le quartier général se trouverait à Chambéry ; de là, il aurait envoyé ses empoisonneurs partout en Europe, de Venise à Hambourg ! Les Juifs de Chambéry sont arrêtés par le comte de Savoie, Amédée VI ; ils avouent sous la torture. En Suisse et en Allemagne, on massacre des communautés sans que l'épidémie s'en trouve évidemment enrayée. À Strasbourg, où la peste n'a pas encore sévi, les guildes des bouchers et des tanneurs ainsi que certains nobles endettés entreprennent de les tuer ; la peste n'en arrive pas moins en ville et y extermine mille six cents personnes. En avril 1348, les Juifs de Toulon, une des rares villes d'Europe où ils sont admis comme des citoyens à l'assemblée de la ville, sont massacrés dans la « Carriere de la Juderia ».

En juillet et septembre 1348, le pape Clément VI prend sous sa protection les Juifs d'Avignon et du Comtat, rappelant qu'ils ne sont pas épargnés par la maladie et que celle-ci sévit même dans les régions dont ils sont absents. En 1349, 2 000 sont encore tués à Strasbourg, 400 à Worms, 2 000 à Oppenheim ; 6 000 sont brûlés vifs à Mayence ; 3 000 sont massacrés à Erfurt ; à Vienne, Munich, Augsbourg, Wurtzbourg, Nuremberg, on assiste à des tueries, à des batailles, à des suicides. Au total, le troisième massacre de masse en Rhénanie en deux siècles fait au moins 30 000 morts. Les survivants quittent à nouveau la région ; cette fois, ils partent pour la Pologne, la Poméranie et la Ruthénie.

La peste continue à parcourir l'Europe. On brûle les morts et les vivants. L'Espagne, la France, l'Italie du Sud et les Pays-Bas, moins touchés que l'Allemagne, restent, avec l'accord des papes et des marchands, des lieux de refuge pour quelques Juifs. Jusqu'à ce que la maladie s'interrompe en 1352, aussi mystérieusement qu'elle s'est déclarée. Au total, l'épidémie aura

emporté plus du tiers de la population du continent. Elle reviendra à plusieurs reprises.

Ce n'est pas seulement une indicible tragédie. C'est aussi, par un étrange détour, la mise à bas du système féodal : les travailleurs étant devenus plus rares, les salaires doivent augmenter ; l'ordre des corporations n'y résiste pas. L'ordre marchand peut s'annoncer ; la Peste noire aura mis fin au vieux monde.

À ce moment précis, en 1353, à Florence, l'un des premiers textes de la Renaissance parle justement du monde, des Juifs et de l'argent. Et, pour la première fois, on en parle de façon positive : dans une curieuse nouvelle du *Décaméron*[62] (première journée, troisième nouvelle : « Les trois anneaux ou les trois religions »), Boccace raconte comment Saladin négocie un emprunt « dans la ville d'Alexandrie à un riche Juif nommé Melchisédech, qui prêtait à usure. Ce Juif était l'homme le plus intéressé et le plus avare de son temps. Saladin le fait venir et le flatte : “Melchisédech, plusieurs personnes m'ont dit que tu as de la sagesse, de la science, et que tu es surtout très versé dans les choses divines : je voudrais savoir de toi laquelle de ces trois religions, la juive, la mahométane ou la chrétienne, te paraît la meilleure et la véritable.”[62] » L'autre répond par une métaphore dans laquelle un père, pour ne pas partager un magnifique joyau entre ses trois enfants, en fait refaire deux autres si semblables qu'à sa mort les héritiers se disputent pour savoir lequel est le vrai, alors qu'ils sont également beaux. Saladin applaudit à l'habileté de la réponse. « Le Juif, piqué de générosité, lui prêta tout ce qu'il voulut ; et le sultan, sensible à ce procédé, se montra très reconnaissant. Il ne se contenta pas de rembourser le Juif, il le combla encore de présents, le retint auprès de sa personne, le traita avec beaucoup de distinction et l'honora toujours de son amitié[62]. » Texte radicalement neuf où l'islam est donné en exemple de tolérance et de respect réciproque : la Renaissance italienne est en marche.

Dès 1355, malgré les horribles souvenirs de la Grande Peste, des marchands juifs reviennent en Thuringe, en Bavière et en Bohême pour y vendre des épices et des vêtements, sans vraiment s'y réinstaller. À Nuremberg, capitale de l'argent, lieu de trois grands massacres, il ne subsiste plus que soixante-dix-huit adultes juifs dont le seul métier autorisé est encore celui de prêteur sur gages ; trois familles constituent près de la

moitié de cette communauté, chacune comptant entre huit et onze adultes. Un agent municipal se rend à la synagogue chaque année, lors d'un shabbat du mois de Nissan, pour dresser la liste des présents et vérifier que chacun a le *Bürgerrecht* (droit de citoyenneté)[34] : il y trouve neuf serviteurs, dix enseignants de la Torah, un boucher rituel, un bedeau et quelques enfants.

En 1376, en Angleterre, à la mort du Prince Noir, on murmure que ces banquiers lombards à qui le roi n'a pas payé ses dettes trente ans plus tôt auraient en fait été des Juifs dissimulés[417] : il était donc normal de ne pas les rembourser. En 1370, les Juifs de Bruxelles sont massacrés sous le prétexte d'avoir « souillé les saintes hosties ». Le 5 juillet 1394, alors que la guerre de Cent Ans rebondit dans un mariage royal, les quelques Juifs revenus en Angleterre après l'expulsion de 1315 sont de nouveau chassés par Richard II sous la double accusation d'usure et de prosélytisme. Sans doute ont-ils essayé de réveiller la foi d'amis convertis. On leur laisse douze ans pour régler leurs affaires ; le prêt à intérêt leur est interdit ; le roi s'approprie les deux tiers de leurs créances en cours. Cette fois, c'est la fin : après un siècle d'expulsions à répétition, on ne les rappellera pas ; le prosélytisme est un crime trop grave aux yeux de l'Église.

Certains partent pour l'Allemagne où, encore accusés d'être des « buveurs de sang », ils sont persécutés. Tout au long duXIV^e^ siècle, ils disparaissent d'Europe et ne survivent qu'en Allemagne, en Espagne et en Italie. En 1458, à Francfort, ils sont même enfermés derrière des portraits dressés aux deux bouts de leur rue. Premiers enfermements. D'autres se réfugient en Lombardie, où ils survivent en vendant à des banquiers locaux des lettres de change tirées sur des débiteurs anglais. Sans doute certains renouent-ils là des liens anciens avec des banquiers lombards. Peut-être même certains de ces « Lombards » qui les accueillent si bien sont-ils eux aussi des convertis. Jeux de masques pour survivre sans trop se perdre…

Toscane et Vénétie

Au début du XV^e^ siècle, Bruges s'ensable[69] et cesse d'être le premier port du monde, la Hanse décline, Anvers est encore timide ; presque tout le commerce passe désormais par Gênes, Florence et Venise. Dans toute

l'Italie, les Juifs ne sont plus que quinze mille sur une population totale de onze millions d'habitants. Grâce aux chartes *(condotte)* accordées depuis le XIII[e] siècle par les villes de Ferrare, Bologne, Padoue, Mantoue, Pérouse, Gênes, Florence et Venise, et malgré les franciscains et les dominicains qui souhaitent les faire expulser de toute la péninsule, ils y sont encore artisans, orfèvres et prêteurs.

Venise est alors la première ville de l'économie-monde[69]. C'est là que se fixent les prix des principales marchandises, que se bâtissent les meilleurs bateaux, les *galere da mercato*. C'est de là que des marchands chrétiens et juifs font partir vers l'Orient la laine des Flandres, le velours de Gênes, le drap de Milan et de Florence, le corail de Barcelone. C'est encore là qu'arrivent les esclaves de Tana, la soie de Constantinople, les métaux d'Anatolie, les soieries de Perse, le poivre de Malabar. La petite communauté juive est prospère[75]. Une première bible en hébreu y est imprimée en 1488 par Abraham ben Hayyim sur des presses installées par une famille de libraires, les Soncino, après qu'un tout premier livre de prières a été imprimé en hébreu en 1475 à Reggio de Calabre[75].

L'imprimerie constitue une vraie révolution pour le judaïsme, comme pour le christianisme[19] : enfin les livres, si essentiels à la vie commune, vont pouvoir être disponibles en nombre et à bas prix. Aucune communauté d'importance ne se concevra plus sans son imprimerie. Le marché est vaste : une seule langue pour tout le judaïsme mondial ; presque aucune langue parlée dans le monde, hors le chinois et le latin, ne compte alors autant de lecteurs ! Mais, en contrepartie, les commentaires des grands rabbins, rendus ainsi disponibles, figeront la réflexion. Peu oseront désormais ajouter les leurs à ceux déjà imprimés.

Les Juifs vénitiens sont dorénavant, avec d'autres marchands basés à Venise, parmi les seuls à pouvoir franchir les lignes et à commercer avec Istanbul (nouveau nom de Constantinople depuis 1453) et la Perse. Ils ont des représentants dans des comptoirs échelonnés tout au long des Balkans et sur la route de la soie jusqu'en Chine : Samarkand, Boukhara… Les deux mille Juifs vénitiens sont si bien intégrés aux divers commerces que le doge s'en inquiète et leur impose à partir de 1420 le port d'un chapeau jaune pour les distinguer[75].

À Florence, Côme de Médicis, qui règne de 1434 à 1464, attire des philosophes juifs et arabes autour de Marsile Ficin[411]. En 1437, il accorde aux marchands juifs une charte leur permettant de faire du crédit. Puis Laurent le Magnifique leur garantit la liberté d'étudier et de commercer. Des romaniotes apportent d'Istanbul les traductions de textes arabes et grecs, et jouent un rôle essentiel dans la diffusion de l'imprimerie. Une chaire d'hébreu est créée à l'université de Bologne. Rabbi Elijah Delmedigo, qui tient la chaire de philosophie à l'université de Padoue, exerce une influence majeure sur Pic de La Mirandole qui va chercher dans la kabbale (la tradition) la preuve de la vérité du christianisme. En Toscane, le nombre de Juifs dépassera bientôt les cinquante mille.

Dans les États du pape – surtout à Rome et son port, Ancône –, Martin V accorde en 1420 sa protection à quelques banquiers juifs en contrepartie d'une redevance[313]. En 1442, Eugène IV interdit aux Juifs de construire des synagogues, d'occuper des emplois publics et de témoigner dans des procès contre des chrétiens, ce qui leur interdit *de facto* tout recours dans les litiges commerciaux. En 1462, les franciscains créent les monts-de-piété pour offrir des prêts sans intérêt et forcer le pape à se débarrasser de ses banquiers juifs – ce qu'il ne fait pas. Étrange ironie : dans cette Europe chrétienne où les Juifs sont expulsés de partout, les papes en conservent quelques-uns pour exercer le métier de banque sans se priver de recommander aux princes chrétiens de s'en débarrasser !

En 1491, encore à l'instigation des franciscains et des dominicains, les Juifs sont expulsés de Ravenne dont les synagogues sont détruites un an avant que s'achève la fabuleuse histoire des Juifs d'Espagne…

4. D'Islam et de Pologne (1260-1492)

Mamelouks, Ottomans, Mongols

L'Égypte des Mamelouks dispute le Moyen-Orient à la Turquie des Ottomans et à la Perse des Mongols : trois empires musulmans en déclin, dont beaucoup de Juifs cherchent à s'échapper.

Les Mamelouks, officiers d'origine turque, assassinent en 1250 le dernier sultan de la famille de Soliman et établissent un régime militaire en Égypte, en Syrie, puis en Palestine. Alexandrie, comme l'Égypte entière, affronte la puissance ottomane. Les derniers marchands juifs y gardent le contrôle du marché des épices, qu'ils revendent à des négociants génois, pisans, vénitiens, marseillais et catalans.

À la fin du XIV^e^ siècle, sous le règne de Bajazet I^er^, l'Empire ottoman s'étend sur l'Anatolie, une partie de la Serbie (après la bataille de Kosovo gagnée en 1389), la Bulgarie, la Macédoine et une partie de la Thrace. Il ne lui reste plus qu'à s'emparer de Constantinople, quand il est attaqué par les Mongols convertis à l'islam depuis un siècle. En 1386, leur chef, Tamerlan, petit-fils de Gengis Khan, entreprend la conquête de la Perse, massacre les habitants d'Ispahan et de Chiraz, épargnant toutefois artisans et lettrés, dont les Juifs, qu'il déporte à Samarkand pour les faire travailler à la gloire de sa capitale (boiseries, tapis, soieries). En 1393, les Mongols entrent dans Bagdad, où résident encore vingt mille Juifs. Ils ordonnent en 1401 le massacre de tous les habitants : chaque soldat doit rapporter une tête ; tous les édifices, dont les synagogues, sont détruits. C'est l'anéantissement de la plus ancienne communauté de la Diaspora, celle du premier exil de − 722. Ne survivent plus dans la région que quelques communautés éparses qui reviendront plus tard dans Bagdad meurtrie.

Cette même année, Tamerlan s'empare d'Alep, carrefour commercial majeur, et de Baalbek. Damas, qui lui ouvre ses portes, n'en est pas moins mise à sac par ses troupes. En juin 1402, à la bataille d'Ankara, Tamerlan affronte Bajazet, le fait prisonnier et prend l'Anatolie et Smyrne aux Ottomans tout en massacrant au passage Juifs et chrétiens. L'empereur mongol meurt en 1405 alors qu'il s'apprête à attaquer la Chine des Ming, après avoir fondé la dynastie des Moghols en Inde. Les Ottomans peuvent alors reprendre souffle et en finir avec l'Empire byzantin. Tamerlan n'aura réussi qu'à procurer un répit aux chrétiens assiégés dans le Péloponnèse et dans la ville de Constantinople isolée en territoire ottoman.

Le 29 mai 1453, le sultan Mehmet II bouscule le dernier empereur romain d'Orient, Constantin Paléologue, et entre dans la ville. Les églises sont remplacées par des mosquées. Pas les synagogues. L'humiliant statut de *dhimmis*, les « protégés » tels que l'islam les a définis depuis le

VIII[e] siècle, est appliqué aux uns et aux autres. Les romaniotes gardent le droit de dire leurs prières en grec ; quittant la France, l'Allemagne, la Hongrie, la Sicile, d'autres Juifs viennent les y rejoindre. La guerre continue un moment, jusqu'à ce que Mehmet II échoue devant Belgrade et Rhodes ; il signe alors, le 25 janvier 1479, un traité avec Venise.

Dans l'Empire ottoman qui s'étend maintenant de l'Algérie à la Perse en passant par la Palestine, les Juifs sont surtout artisans et paysans. En arabe ou en turc, leurs noms renvoient d'ailleurs à leurs métiers[459] : Haddad (forgeron), Tzaig (joaillier), Nahesi (chaudronnier), Fellah (fermier), Leben (plâtrier), Sabag (peintre), Hiat (tailleur), Nejar (charpentier), Attal (portefaix). Parfois, les noms choisis renvoient volontairement à des métiers humbles pour masquer les fortunes. Quelques-uns commercent sur toutes les mers, malgré les pirates. D'autres deviennent financiers jusqu'à la cour des sultans. Une bonne description de leur situation au XV[e] siècle musulman est donnée par rabbi Isaac Ilos à propos des derniers Juifs de Jérusalem : « Beaucoup sont artisans […]. Certains occupent de riches commerces. Certains se consacrent à la science […] ; la plupart se consacrent à l'étude de la Loi. Les Juifs d'Hébron sont nombreux et font un commerce considérable dans le coton qu'ils tissent et teignent[459]. » En Algérie comme au Maroc, les communautés sont prospères ; les *yeshivas* y sont particulièrement sophistiquées ; le rabbin Siméon ben Tsemah Duran y rédige des ordonnances qui fixeront pour des siècles les règles matrimoniales dans la plupart des diasporas d'islam.

À ces rares exceptions près, les Juifs n'occupent presque plus de fonctions importantes en Islam, et ils en partent peu à peu. Le centre de gravité du judaïsme bascule alors vers la Pologne.

L'arrivée en Europe de l'Est

Les premiers Juifs à passer par la Pologne viennent de terres d'islam : en 965 y arrivent quelques marchands radhanites – et peut-être khazars – dont on a gardé trace par un récit d'Ibrahim ibn Jacob, marchand juif de Tolède (alors ville musulmane)[414]. Puis, en 1097, juste après la première croisade, des familles venant de Rhénanie ou de Prague s'installent en Silésie,

commerçants et paysans fort bien reçus : très récente, la christianisation de la région par le duc des Polanes (« peuple des champs »), Miesko I[er], ne prédispose pas les Polonais à épouser les haines occidentales. Selon une chronique de Vincent Kadluba[414], des Juifs vivent sans inquiétude à Cracovie vers 1170-1180. Ils y sont graveurs, teinturiers, fabricants de soieries, prêteurs sur gages, marchands, courtiers. De la Baltique à la Turquie, ils peuplent la Lituanie, l'Ukraine et les Balkans de communautés qui servent de relais aux marchands. Retrouvées en Pologne, en Silésie et en Mazovie, des pièces d'argent portant des blasons en hébreu établissent que certains d'entre eux battent monnaie pour Mieszko III, prince de Grande-Pologne, de 1138 à 1202[414].

En 1264, conformément à la coutume germanique, le roi Boleslas le Pieux en fait des « esclaves du Trésor ». Il leur confirme le droit d'organiser leur vie communautaire, de faire du commerce, de prêter en prenant en gages des biens immeubles, et même d'être paysans[414]. Puis, avec cinquante ans de retard, l'Église de Pologne tente de faire respecter les décisions du concile de Latran de 1215. Au synode de 1267, elle s'évertue à interdire aux Juifs de cultiver la terre, d'employer des chrétiens, d'avoir plus d'une synagogue par ville, à leur imposer de porter un insigne spécial et de s'isoler dans un quartier. Ces mesures ne sont pas plus appliquées que celles de Rome et doivent être réitérées en vain par les assemblées de Buda (en Hongrie) en 1279 et de Leczyca (en Pologne) en 1285 : l'Église ne peut empêcher prince et peuple de bien recevoir les Juifs. Ceux de Silésie se voient reconnaître les mêmes droits par certains seigneurs locaux : Henri Probus de Wroclaw en 1273, Henri de Glogow en 1274, Henri de Legnica en 1290, et Bolko de Wroclaw en 1295.

En 1334, un an après son accession au trône, Casimir le Grand confirme la protection que leur a accordée, soixante-dix ans plus tôt, Boleslas le Pieux. Même s'il ne leur en reconnaît pas la propriété du sol, il fonde même une ville pour eux, Kazimierz, à côté de Cracovie. L'Église proteste encore ; elle murmure même que le roi est sous l'influence d'une maîtresse juive, la belle Esterka[414].

Les nouvelles circulent vite entre les communautés. Un grand nombre de Juifs accourent en Pologne, fuyant l'Europe occidentale et ses massacres contemporains des croisades ; ils ne représentent encore que 0,6 % de la

population du pays, mais on trouve maintenant des communautés plus ou moins importantes dans trente-cinq villes de Pologne, de Silésie et de l'Ukraine incorporée au royaume polono-lituanien. La plupart des Juifs s'emploient dans l'artisanat (fourrures, tannerie, vêtements), dans le commerce du sel, du cuivre et des harengs, et comme courtiers de la Baltique à la Silésie, à la Hongrie, la Turquie et jusque dans les colonies vénitiennes de la mer Noire. Certains prêtent à des paysans, d'autres à de riches marchands et deviennent des banquiers considérables : ainsi Lewek de Cracovie, Abraham Niger, Wolczko de Drohobycz, Josek de Lublin[414].

Comme les persécutions se multiplient à l'Ouest, les Juifs sont de plus en plus nombreux à venir vers l'Est : en Silésie d'abord, en 1349, puis, juste après, pendant la Grande Peste, en Pologne. On les accuse là aussi d'empoisonner les puits, sans pour autant les chasser ni les massacrer tous. Après Casimir, à partir de 1387, une dynastie nouvelle, les Jagellons, réunit Pologne et Lituanie[414]. Des Juifs sont souvent employés par la monarchie comme collecteurs de l'impôt royal à l'intérieur des domaines des seigneurs, les magnats. On les trouve aussi au service de ces propriétaires terriens comme gérants de domaines, contremaîtres, paysans, artisans, aubergistes. Certains de ces intendants deviennent riches et acquièrent des étangs, des moulins, des manoirs, des villages. Un dénommé Wolczko, de Drohobycz, possède ainsi plusieurs villages en Ruthénie.

À partir du début du XV^e^ siècle, certains hommes libres, devenus hobereaux, c'est-à-dire membres de la *szchlachta*, revendiquent ces emplois si lucratifs. Comme ailleurs, après avoir utilisé les Juifs comme « risqueurs par intérim », on songe à les chasser. Certains, devenus propriétaires, sont poussés à vendre leurs maisons et leurs terres. Une université chrétienne est construite en plein Kazimierz et les étudiants forcent les prêteurs juifs à leur accorder des prêts sans intérêt, qui sont plus ou moins remboursés. Les accusations de meurtre rituel arrivent d'Occident. En 1423, on interdit aux prêteurs d'émettre des lettres de crédit, de prendre des hypothèques foncières ; ils ne peuvent plus consentir que de modestes prêts garantis par des biens mobiliers (vêtements, barriques de vin). En 1454, alors qu'il lutte contre l'hérésie hussite en Bohême, le franciscain Jean de Capistran, inquisiteur, s'en prend au passage aux Juifs de Wroclaw. En 1490, les Juifs sont chassés de Basse-Silésie, puis de Cracovie et même de Kazimierz.

Face à ces persécutions, quelques-uns se convertissent pour devenir eux aussi des hobereaux. D'autres sortent des métiers où on les a cantonnés jusqu'ici et investissent dans les mines ou dans des charges de collecteurs d'impôt. Ils semblent pourtant mieux là que partout ailleurs. Et, surtout, mieux qu'en Espagne.

5. Financer les découvertes et disparaître (1000-1492)

L'heure espagnole

Au début du millénaire le mot hébreu *Séfarad* commence à désigner l'Espagne, point de rencontre de l'Islam et de la chrétienté. Le mot vient du livre biblique d'Obadiah qui parle de l'« exil de Jérusalem en Séfarad », évoquant par là les communautés d'Asie Mineure au temps de Nabuchodonosor. Dans le même verset, on trouve le mot *Tsarfat*, utilisé pendant le premier millénaire pour désigner la Gaule, puis le royaume franc.

Au nord de la péninsule Ibérique, les chrétiens ; au sud, les musulmans. Dans l'un et l'autre, les Juifs. En bonne intelligence. Très vite s'y installe la plus importante communauté juive d'Europe occidentale. L'histoire de son séjour et de son expulsion constitue l'une des plus extraordinaires aventures du destin juif.

Au XI^{e} siècle, rabbi Samuel Lévi est à la fois le *naguib* de la communauté et le principal collaborateur du roi musulman de Grenade. Des écrivains juifs y importent la pensée grecque d'Orient, la traduisent en hébreu, la commentent et la révèlent au monde chrétien. En 1150, après avoir reconquis une large partie de la Castille sur les Maures, Alphonse VII de Castille se proclame « empereur des Espagnes » et « roi des trois religions ». En 1170, alors que les croisades font rage, son fils Sanche III, roi de Castille, fait venir d'Égypte et de Babylone des savants et des docteurs de la Loi. À Tudela, au nord de Saragosse, des tribunaux chrétiens arbitrent les litiges entre Juifs sur la base du droit talmudique[406].

À cette époque, au nord comme au sud de la Péninsule, on trouve des Juifs exerçant tous les métiers : artisanat, commerce et même agriculture. À Ségovie, par exemple, dans la partie chrétienne, la moitié des chefs de familles juives sont tisserands, cordonniers, tailleurs, orfèvres, forgerons, potiers ou teinturiers. À Barcelone aussi, les artisans (relieurs, graveurs, bijoutiers) représentent la moitié de la communauté[19]. À Tudela, ils sont artisans ou médecins, ailleurs encore paysans, vignerons, propriétaires d'oliveraies ou de champs de blé, les cultivant parfois eux-mêmes ou les louant à des musulmans ou à des chrétiens. Ailleurs encore, ils travaillent la laine ou la soie.

En Espagne, comme dans le reste du monde, en raison des interdits de l'Église et des exigences des monarques, le prêt est un monopole forcé des Juifs. Beaucoup prêtent argent, grain, huile, rédigeant en hébreu ou en judéo-castillan leurs lettres de change et leurs factures adressées jusqu'à la cour des rois. Partout en Espagne, le vocabulaire économique se forme à partir de l'hébreu[19]. Ainsi, en castillan, l'intérêt d'une dette est nommé *quiño*, dérivant de l'hébreu *quenesh*. « Juif » et « prêteur » sont, comme ailleurs, deux synonymes.

Certains Juifs sont conseillers de princes, responsables de la frappe des monnaies, agents financiers des cours. Joseph ibn Zadok est collecteur d'impôts d'Alphonse X ; Abraham El Barchilón, le financier de Sanche IV ; Benveniste de Porta, le banquier de Jacques I^{er} d'Aragon ; Judah Halevi et Abraham Ibn Joseph, les fermiers généraux de Charles III de Navarre. Certaines familles juives sont de véritables pépinières où se recrutent de grands administrateurs : les ben Nashman et les Abravanel (ou, selon les sources, Abarbanel) de Séville ; les Ibn Wakar et les Ibn Shoshan de Tolède ; les Halevi et les Benveniste de Burgos ; les Caballeria et les Alazar de Saragosse. Ils ne sont ni chanceliers ni trésoriers généraux ; ils servent la personne privée du roi plutôt que l'État. Ils sont rarement admis dans les gouvernements ou dans les cours. Ils se font les exécutants efficaces d'une politique à la conception de laquelle ils ne participent que rarement, en tout cas officiellement.

Certains de ces marchands abjurent pour mieux s'intégrer : au Sud, Samuel ben Yehoudah embrasse l'islam, devient Asmouril et publie en 1174 un livre dans lequel il accuse les Juifs d'avoir déformé la Bible ; en

chrétienté, le médecin d'Alphonse VII, roi de Castille et de León, est un Juif converti.

Quand les petits royaumes chrétiens du Nord, aidés par des chevaliers venus de France, entreprennent de reconquérir les terres musulmanes, les Juifs servent de colons comme paysans ou comme administrateurs.

Alors que les massacres et les expulsions se multiplient au nord des Pyrénées, Juifs et chrétiens d'Espagne vivent en bonne intelligence. En 1250, sous Jacques I[er] d'Aragon, le général des dominicains, Raimond de Peñafort, confesseur de Grégoire IX, fait apprendre l'hébreu et l'arabe à plusieurs moines pour qu'ils soient en état de discuter avec les rabbins[19]. En Castille, Alphonse X, qui a pour intendant des finances Joseph ibn Zadok, accueille des savants de toutes religions. Les autres souverains de Castille encouragent même les Juifs à respecter leur confession, et certains tribunaux castillans vont jusqu'à infliger des amendes aux Juifs non religieux. Le meurtre d'un Juif est puni de la même peine que l'assassinat d'un noble. Au milieu du XIII[e] siècle, l'un des plus grands seigneurs du royaume, don Juan Nuñez de Lara, joue aux dés avec des Juifs au monastère dominicain de Tolède[406].

Une partie des Juifs de France, expulsés en 1306 par Philippe le Bel, viennent se réfugier outre-Pyrénées, heureux de trouver là une communauté prospère et de nombreuses écoles talmudiques. Comme les marchés espagnols sont pratiquement fermés aux Lombards, aux Cahorsins et autres prêteurs chrétiens, le crédit juif y perdure beaucoup plus longtemps qu'ailleurs. Il y est aussi beaucoup mieux accepté qu'ailleurs, sans spoliations ni massacres. Judah Abravanel devient ainsi le trésorier de Sanche IV de Castille en 1284, puis de son successeur Ferdinand IV.

En cette fin du XIII[e] siècle, après l'expulsion de la plupart des princes musulmans, l'Église a pris de l'assurance et entend contraindre les princes à obéir aux consignes de Rome. Un siècle après les injonctions du quatrième concile de Latran, elle s'efforce d'obtenir d'eux qu'ils séparent Juifs et chrétiens. L'archevêque de Tolède accuse ainsi les Juifs de trahison en faveur des Sarrasins, provoquant un soulèvement, et organisant le pillage des synagogues. À Barcelone, à Tortosa, les « disputes » deviennent des procès dirigés contre les textes hébreux.

Bien qu'elle touche moins l'Espagne que le reste de l'Europe, la Grande Peste n'arrange rien et le sort des Juifs empire en Castille. Là, en 1368, une lutte de succession oppose le prétendant légitime, Pierre le Cruel, à son frère, Henri de Trastamare. Incertains du sort des armes, les prêteurs juifs financent les deux camps. Quand Henri l'emporte en 1369, il dénonce son frère comme « enjuivé », le fait assassiner et interdit aux Juifs toutes fonctions au service de l'État. En 1370, l'Église poursuit des marchands chrétiens de Gérone pour avoir, un Jeudi saint, joué aux dés dans le quartier juif. En 1378, l'archidiacre d'Ecija et vicaire général du diocèse de Séville, Fernándo Martinez, réclame l'expulsion des Juifs, à l'instar de ce qui se fait partout ailleurs en Europe[274]. En juillet 1390 meurt le dernier souverain qui les protégeait encore un peu, Jean I^er^ de Castille. Le XV^e^ siècle s'annonce bien sombre pour eux, dans leur ultime refuge ibérique. La cartographie est une science majeure : toute carte est un secret d'État et constitue une information, l'accès à des richesses. Les cartes sont donc des objets de grande valeur. Leur commerce est complexe et rémunérateur, lié à la diplomatie et à l'espionnage.

Marins et découvreurs

Les marchands juifs sont, depuis Salomon, de remarquables marins ; on les a déjà trouvés, tout au long des deux précédents millénaires, voguant de l'Espagne à l'Inde sur des bateaux perses, grecs, égyptiens, arabes, et sur leurs propres flottes. Ils ont ainsi accumulé un savoir immense, et plusieurs sont partout d'excellents cartographes.

C'est maintenant d'Espagne et du Portugal que l'on regarde vers le grand large : c'est à partir de là qu'on contournera l'Afrique et trouvera le bord du monde. Aux marins qui s'aventurent vers le sud, il faut des instruments de navigation et des cartes de plus en plus précis. Au début du XIV^e^ siècle, nombre d'instruments maritimes sont améliorés par des astronomes juifs. Ainsi, vers 1300, Jacob ben Machir ibn Tibbon invente un appareil d'abord connu sous le nom de « quadrant judaïque », permettant de mesurer la position des étoiles. Vers 1330, Lévi ben Gershon, commentateur biblique, mathématicien et astronome, invente la « bascule de Jacob », quadrant très simple permettant aux marins de mesurer la séparation angulaire entre deux

corps célestes. Vers 1475, Abraham Zacuto, astronome à Salamanque, dresse les premières tables astronomiques donnant les heures à peu près exactes du lever des planètes et des étoiles ; sa table des éphémérides, traduite de l'hébreu en latin par un autre Juif, Joseph Vezinho Diego Mendes, est publiée sous le titre d'*Almanach perpetuum*.

Des navigateurs et marchands juifs établis au Portugal à partir du règne de Jean I^er^ le Grand, vers 1410, à l'époque des premières conquêtes outre-mer, participent à l'organisation du commerce extérieur du royaume. Un peu plus tard, à Barcelone, des courtiers en épices – la famille Crescas – dirigent un centre juif de cartographie appelé Académie nationale de Palma de Majorque. Forcé de se convertir au catholicisme sous le nom de Jaime Riba, le fils d'Abraham Crescas, Yehudah, entre au service d'Henri le Navigateur, fils de Jean I^er^ de Portugal, lequel rêve à la conquête de l'Afrique sans jamais embarquer lui-même. Il devient le directeur de l'école de navigation de Sagrès et, à ce titre, fait partie des organisateurs des expéditions portugaises le long des côtes d'Afrique, cherchant – en vain – à en faire le tour. À partir de 1448, ces expéditions parviennent sur les côtes d'Afrique occidentale et débouchent sur un commerce d'esclaves, arrachés par les Arabes aux royaumes du Mali et du Songhaï pour être échangés avec les Portugais à Arguin, sur la côte de Guinée, contre des soieries. Il ne semble pas que des marchands juifs aient joué un rôle particulier dans ce commerce, même s'il est vraisemblable qu'ils y aient participé.

Derrière la quête d'un passage au sud de l'Afrique vers l'Asie, les Juifs ont aussi l'idée qu'existe une terre inconnue, Terre promise, jardin d'Éden ou paradis perdu. Des textes du Midrash entretiennent l'idée que des membres des dix tribus du royaume d'Israël – celles qui furent « perdues » après le premier exil de 722 avant notre ère – sont partis vivre de l'autre côté d'un fleuve légendaire, le Sabbatyon, dont les eaux s'agitent en semaine et s'arrêtent pendant le shabbat. Un voyageur juif du XII^e^ siècle, Eldad Ha Dani, prétend venir d'un lieu inconnu et appartenir à l'une de ces tribus, celle de Dan. Benjamin de Tudèle, le voyageur espagnol du XII^e^ siècle qu'on a déjà croisé à Alexandrie et à Bagdad, décrit les tribus de Dan, Acher, Zabulon et Nephtali, rencontrées près d'un fleuve, le Gozan ; quant aux tribus de Ruben, de Gad, et à la moitié de celle de Manassé, il les situe à Khaibar, au Yémen.

Stupéfiante conséquence de cette culture du voyage : presque tous ceux qui organiseront et financeront la découverte de l'Amérique sont juifs ou l'ont été. Voici l'extraordinaire odyssée des Juifs d'Espagne, chassés du monde ancien et découvrant le nouveau.

Conversos et marranos

À la mort de Jean I[er] de Castille, en juin 1390, il n'y a plus de protecteur ; la herse est levée. Les quelque trois cent mille Juifs d'Espagne sont aux aguets, sentant monter la menace. Le 4 juin 1391, c'est comme une traînée de poudre[274] : le quartier juif de Séville est détruit, puis c'est le tour, dans les jours qui suivent, de ceux de Cordoue, Montoro, Jaén, Tudela, Madrid, Ségovie, Valence, Barcelone, Palma et Gérone. Au total, cinquante mille morts, soit le sixième de la communauté. Autant que dans les massacres du siècle précédent. Cinquante mille survivants fuient vers les terres d'islam à Grenade, Fès, Marrakech, Alger, Mostaganem, Tlemcen, Oran, Tunis et Tripoli. Cent mille persistent dans leur foi et restent en Espagne. Cent mille autres se convertissent, mais une partie demeureront juifs en secret.

En Espagne davantage encore qu'ailleurs, pratiquer le judaïsme en secret est dangereux : l'Église peut à la rigueur tolérer les Juifs, mais elle brûle les « relaps ». Les allers et retours entre christianisme et judaïsme sont parfois tolérés ailleurs, mais pas ici. Se faire prendre en train de pratiquer le judaïsme après une conversion entraîne la mort après torture et procès. De plus, un *converso* perd ses amis juifs sans pour autant gagner l'amitié des « vieux chrétiens », qui le nomment avec mépris *marrano* (porc). En conséquence, nombre de ces marranes vivent et se marient entre eux, ce qui renforce les soupçons de l'Église à leur égard.

Ainsi commence, avec les massacres de 1391, la double vie du marrane, juif en secret, faite d'angoisse, de double jeu et de risques quotidiens pour transmettre une identité interdite. Dans certaines familles, des parents se convertissent sans leurs enfants, un époux sans son conjoint, et des enfants partent sans leurs parents. À Tudela, quelques rabbins sollicitent le baptême tandis que deux autres, Itzhak ben Sheshet et Joseph ben Menir, partent pour le Maghreb. À Saragosse, un fils de rabbin, Alazar Galluf, se convertit sous le nom de Juan Sanchez. À Burgos, le grand rabbin lui-même,

Salomon Ha-Levi, se convertit avec toute sa famille, devient, sous le nom de Pablo de Santa Maria, évêque de Burgos et écrit des pamphlets antijuifs.

Ceux qui s'exilent dénoncent les convertis ; ceux qui restent dénoncent les intellectuels, disciples de Maimonide qui, avec son goût pour la philosophie aristotélicienne et sa passion pour la modernité, a troublé les esprits et poussé les dirigeants des communautés à s'assimiler, à s'approcher des princes, provoquant des jalousies, causes de tous les malheurs[19].

Au bout de quelques mois, la violence retombe. En 1394, alors que les tout derniers Juifs d'Angleterre sont expulsés, la vie redevient plus paisible en Espagne. À Saragosse, en 1397, la communauté est à nouveau florissante. Mais ceux qui se sont convertis dans la panique de l'été 1391 sont pris au piège : un *converso* ne peut redevenir juif ; un Juif ne peut convertir des *conversos*au judaïsme. Les uns et les autres sont placés sous haute surveillance.

Empêcher les Juifs de « contaminer » les *conversos* devient alors une idée fixe pour l'Église d'Espagne. Contre toute considération d'intérêt économique, parfois contre les monarques eux-mêmes et contre le pape, avec une rage obsessionnelle, l'Église va tenter de « protéger » les *conversos* contre les Juifs : ceux-ci, disent-ils, sont porteurs d'une peste, le judaïsme lui-même, dont ils peuvent à tout moment contaminer les convertis, encore convalescents. La métaphore de la peste ou celle de la tumeur ne les quittera plus. Peu à peu, l'Église d'Espagne débarrassera le pays des Juifs, pour ne garder – en les surveillant de près – que ceux d'entre eux qui se sont convertis. Elle n'hésitera plus pour cela à détruire l'armature commerciale, culturelle, économique et financière des divers royaumes, faisant passer son idée fixe avant les intérêts des marchands et des princes.

En 1411, à Valence, les prédications d'un moine fanatique, Vicente Ferrer, incitent les foules chrétiennes à massacrer des Juifs qu'il accuse – comme on le fait ailleurs en Europe – d'empoisonner les puits. Certains fuient et s'exilent alors jusqu'en Pologne.

Le 2 janvier 1412, un premier monarque de la Péninsule cède à l'Église et à Ferrer : Jean II décide d'appliquer les résolutions prises près de deux siècles plus tôt par le quatrième concile de Latran, et d'enfermer tous les Juifs de son royaume dans des quartiers clos. Le texte de ce très important

décret, dit de Valladolid, en dit long sur les conditions économiques et sociales des Juifs de l'époque :

« Tous les Juifs du royaume doivent vivre à l'écart des chrétiens dans un quartier entouré d'un mur, avec une seule porte d'accès. Ils ont huit jours pour s'y installer, sinon ils perdent tous leurs biens. Aucun Juif ne pourra manger ni boire avec des chrétiens ; ils ne pourront pas converser avec eux, ni assister à une cérémonie chrétienne, ni les employer pour faire la cuisine, ni pour élever des enfants, ni pour quelque travail que ce soit. Ni employer un chrétien pour labourer des champs ou des vignes, ni pour construire des maisons ou autres édifices. Aucun Juif ne pourra utiliser de drap d'une valeur supérieure à 30 maravédis pour chaque vara (unité de mesure). Les Juives porteront un manteau long jusqu'aux pieds, sans frange ni plumes, et une toque sans or. Aucun Juif ne pourra se raser la barbe ni se tailler les cheveux. Aucun Juif ne pourra exercer les métiers de droguiste, procureur, percepteur d'impôts et de droits de douane, changeur (dans aucune ville), pharmacien, chirurgien, médecin, vétérinaire, boucher, tanneur, forgeron, menuisier, fondeur, marchand de tissus, de chaussures ou de corsages, fabricant de bas ou de pourpoints, ni coudre les vêtements des chrétiens, ni être muletier, ni transporteur d'aucune marchandise, et s'abstiendra surtout de vendre de l'huile, du miel, du riz et autres aliments, ni porter ou utiliser aucune arme. Tout dénonciateur d'une violation de ce texte par un Juif percevra le tiers de l'amende imposée au Juif qu'il aura fait condamner. Aucun Juif ne pourra faire obstacle à ceux d'entre eux qui, inspirés par l'Esprit saint, veulent devenir chrétiens, quel que soit le lien qui les unit. Aucune communauté juive n'aura le droit de lever d'impôts en son sein sans autorisation royale. Aucune communauté juive ne pourra distribuer de ses biens davantage que ce qui aura été ordonné expressément par le roi, sous peine, pour les responsables, de perdre leurs biens et leurs vies[39]. »

On ne peut décréter condamnation plus exhaustive ni enfermement plus total : le prêt d'argent reste le seul métier autorisé à ces cloîtrés privés de toute ouverture.

Un Abravanel, famille de banquiers depuis deux siècles, qui garantit les emprunts de la Couronne pour financer le siège d'Algésiras, émigre alors au Portugal. On retrouvera sa famille, près d'un siècle plus tard, de retour en

Espagne[390]. À Alcañiz, un médecin juif, Joshua Ha-Lorki, se convertit sous le nom de Jérôme de Santa Fé.

En 1412, le pape Benoît XIII organise une *disputatio* entre le converti Jérôme de Santa Fé, devenu son médecin, et quatorze rabbins aragonais. Elle les opposera pendant deux ans. À l'été 1414, le pape décidera qu'elle s'est conclue par la victoire du nouveau chrétien[266].

Pourtant, seul en Europe, grâce à certains princes, le judaïsme espagnol survit encore. Meir Alguadez, le grand rabbin de Castille où un important massacre vient d'avoir lieu, achève, vers 1420, une nouvelle traduction en hébreu de l'*Éthique* d'Aristote. D'autres traduisent Thomas d'Aquin et Guillaume d'Occam. À la demande de chrétiens, Moïse Ajangel traduit la Torah en castillan. En ce début du XV^e^ siècle, les financiers juifs restent très appréciés dans certaines cours ; d'autres sont interprètes, traducteurs, négociateurs, espions, ambassadeurs, ce qui leur vaut un regain de jalousie dans la noblesse, le petit peuple et surtout le clergé. En 1432, Abraham Benveniste, grand rabbin et trésorier du roi Jean II, obtient la révocation du décret de 1412 et réorganise les communautés. Une part importante du pouvoir, en Aragon et en Castille, est alors entre les mains de *conversos*.

Paradoxe : on a tout fait pour convertir les Juifs, mais on ne supporte pas les convertis. En 1446, à la demande de l'Église, le roi de Castille interdit aux *conversos* l'accès à toute charge publique, ce qui exclut en particulier la famille Caballería du service de l'État, tout comme plusieurs grandes familles chrétiennes ayant contracté mariage avec des *conversos*. Le pape Nicolas V émet un avis contraire : un nouveau chrétien, explique-t-il à ses évêques, est un chrétien comme les autres, sauf si l'on prouve qu'il judaïse en secret. L'Église des royaumes d'Espagne résiste. Il faudra deux bulles pontificales pour venir à bout de son acharnement[406].

Étrange situation : en certaines villes, on massacre, on torture, on expulse ; en d'autres, des chrétiens écoutent encore les sermons de rabbins réputés, des Juifs assistent à des messes de Noël, de grands seigneurs viennent dîner – casher – chez des marchands juifs, des financiers juifs sont invités dans les cours et y exercent des fonctions considérables, des *conversos* travaillent côte à côte avec des Juifs et en tant que des vieux-chrétiens comme ministres, marchands, orfèvres, paysans ou artisans.

Quelques destins juifs singuliers de cette seconde moitié du XV^e^ siècle :

Diego Arias de Avila, puis son fils, deviennent secrétaires d'Henri IV de Castille, frère et prédécesseur d'Isabelle la Catholique. Le fils, Juan, se convertit et devient évêque de Ségovie.

Abraham Señor, d'abord rabbin, puis banquier d'Alphonse V dans la guerre contre Grenade, devient fermier général et chef de la communauté juive de Castille sous le règne d'Henri IV. En 1469, il participe, avec d'autres Juifs influents, à l'arrangement du mariage de la sœur du roi, Isabelle, avec Ferdinand, fils du roi Jean II d'Aragon. À la mort d'Henri IV, en 1474, il aide à l'élimination de sa fille, la Beltraneja, ce qui ouvre à Isabelle l'accès au trône[304]. Il rend ainsi possible, à la mort de Jean II d'Aragon en 1479, la réunion des deux royaumes d'Aragon et de Castille. Señor devient alors *rab de la corte* (rabbin de la cour) et *gaon* (titre qui avait disparu depuis longtemps) de l'ensemble des Juifs des deux royaumes réunis ; on le dispense de payer l'impôt et de porter les vêtements imposés aux autres Juifs.

Huit des neuf fils de Luís de la Caballería, le trésorier de Jean II d'Aragon, père de Ferdinand, se convertissent ; plusieurs d'entre eux occupent des charges importantes dans l'Église et l'État ; l'un d'eux, Alfonso de la Caballería, entame ainsi vers 1460 une carrière de conseiller à la cour d'Aragon, royaume dont il deviendra vice-chancelier. Tous semblent rester juifs en secret et la plupart de leurs mariages se font entre *conversos*.

De nombreux *conversos* occupent de très hautes fonctions auprès des deux nouveaux monarques : Hernándo de Talavera, confesseur de la reine, est né de mère juive ; Gabriel Sanchez, fils de Juan Sanchez, petit-fils du rabbin Alazar Galuff de Saragosse, devient trésorier d'Aragon ; Luís de Santangel surtout – dont le grand-père, Azarias Chinillo, s'est converti au christianisme au début du XV^e^ siècle avant de devenir évêque de Majorque – est nommé fermier des impôts ; il est le favori du roi Ferdinand d'Aragon, qui le nomme en 1481 escribano de ración, soit contrôleur général de la maison d'Aragon, autrement dit encore principal collecteur des impôts indirects du roi, puis *contador mayor*, soit payeur général de Castille, et trésorier général de la Santa Hermandad, organisation paramilitaire assurant le maintien de l'ordre, l'un des postes les plus éminents du royaume[304].

Cette liste n'est pas dressée au hasard : comme on le verra un peu plus loin, ces *conversos*, constituant le cœur de l'appareil administratif et financier du pays, sont en fait restés juifs en secret. Ensemble ils financeront le projet d'un marin génois inconnu que certains[259] disent juif : il se trouve alors au Portugal, en quête d'un financement pour un voyage vers l'ouest, dont il discute la route maritime avec des cartographes portugais, juifs pour la plupart : Christophe Colomb.

Pendant ce temps, l'Église en Espagne n'a de cesse de surveiller les *conversos*, surtout ceux qui se sont hissés au sommet de l'État. Elle guette leurs contacts avec les Juifs, espionne leurs habitudes de vie, à l'affût du moindre indice : une manière insolite de tuer la volaille, d'allumer des bougies, d'éteindre les cheminées le samedi, de se conduire à table, d'habiller les morts, de célébrer les enterrements. L'ordre des chevaliers d'Alcantara affirme même que toute surveillance est inutile, que tout Juif converti est nécessairement resté juif en secret ; il faut donc exclure de Castille et d'Aragon tout individu ayant un ascendant juif, et instaurer ce que l'ordre appelle la « pureté de sang ». Mais Rome, on l'a vu, n'est pas de cet avis ; elle souhaite seulement s'assurer de la foi des nouveaux convertis et les accepter parmi les chrétiens. Le 1er novembre 1478, un nouveau pontife, Sixte IV, élu en 1471, exige justement des Rois Catholiques qu'ils nomment des inquisiteurs dans leurs royaumes afin de vérifier la sincérité des *conversos* et de surveiller les Juifs qui les incitent à se reconvertir. Dès lors, toute personne soupçonnée de « judaïser » en secret, ou de pousser un *converso* à le faire, sera dénoncée au tribunal et finira sur le bûcher. Une enquête montre à ce moment qu'à Séville beaucoup de *conversos* sont en fait restés juifs en secret[274]. À Majorque, le médecin Bonet Bonjorn et le grand cartographe Yehudah Crescas se convertiront à leur tour.

L'Inquisition est tout de suite prise à partie : l'année même de son entrée en fonction, en 1480, Pedro de Arbues, chanoine de la cathédrale de Saragosse, est assassiné. L'Inquisition enquête et croit débusquer un complot impliquant les plus fameux *conversos* du royaume : Luís de la Cerda, Pedro Gonzales de Mendoza, Luís de Santangel, Alfonso de la Caballería, le marquis de Moya, Juan Sanchez, Sancho de Patenoy et Juan de Coloma. Tous grands seigneurs et proches des monarques.

L'enquête est terrifiante : on exhume la grand-mère d'Alfonso de la Caballería pour vérifier comment elle a été enterrée ; on traîne sa femme en pénitente dans un autodafé ; on brûle en effigie son frère Jaíme. Le beau-père de Gabriel Sanchez, accusé lui aussi d'être juif en secret, est condamné à mort, et exécuté. Sancho de Patenoy est condamné à mort, mais gracié sur l'intervention de son petit-fils Juan Cabrero, majordome en chef du roi, qui a pu faire commuer la sentence en prison à vie. Les autres – tous grands du royaume – s'en sortent par la volonté du souverain qui défend ses favoris. L'année suivante, à la suite de ces procès lancés sans son accord contre des *conversos* qui lui sont proches, et après diverses attaques contre des Juifs supposés les avoir approchés, Ferdinand, comme preuve de sa confiance, nomme l'un des principaux suspects, Luís de Santangel, contrôleur général d'Aragon, et rappelle que « les Juifs sont nos vassaux. Prendre des ordonnances sur les Juifs qui sont nos coffres et appartiennent à notre patrimoine ne dépend que de nous ». Les Juifs « qui sont nos coffres » : rarement les choses auront été dites plus crûment. L'Inquisition néglige cette interdiction : en l'espace de quelques mois, cinq mille *conversos* sont torturés, puis libérés après s'être « repentis » ; sept cents autres sont brûlés vifs.

C'est dans cette Espagne inquiétante, en pleine crise économique, que revient en 1481 un grand financier juif portugais, don Isaac ben Judah Abravanel[391], descendant de Judah Abravanel, parti naguère se réfugier au Portugal. Isaac fuit la colère de Jean II, nouveau roi à Lisbonne, qui le soupçonne d'avoir participé à un complot dirigé contre lui après avoir été le conseiller, puis le ministre des Finances, du souverain précédent, Alphonse I[er]. Isaac Abravanel revient ainsi, à quarante-quatre ans, sur la terre de ses ancêtres, et met tous ses biens au service d'Isabelle et de Ferdinand. Il organise par exemple le financement de la nouvelle guerre contre les Maures pour en finir avec Grenade[391] ; puis il devient trésorier du royaume sous le regard méfiant de l'Inquisition, furieuse de voir un Juif de plus se hisser dans l'entourage des Rois Catholiques.

Si, en 1482, le pape Sixte IV s'efforce de freiner quelque peu l'Inquisition castillane qu'il a pourtant suscitée, le dominicain Tomas de Torquemada, confesseur de la reine, nouvel inquisiteur général à partir de 1483, ne renonce pas[107]. Il propose même aux Rois Catholiques une solution

radicale : expulser tous les Juifs du pays pour qu'ils ne puissent plus détourner les *conversos* de la vraie foi.

Ferdinand, qui se veut encore le roi des trois religions, n'est pas convaincu, ni politiquement ni économiquement, de la nécessité de l'expulsion[304]. Ni le peuple, ni la bourgeoisie, ni la noblesse ne la réclament. Les Juifs représentent une force économique majeure ; ils sont les seuls prêteurs autorisés et animent le commerce international. L'arrivée d'Abravanel le montre : les Juifs peuvent apporter des richesses au pays et en priver les royaumes rivaux. Ils constituent le « patrimoine » du roi et forment, avec les *conversos* et divers autres seigneurs et marchands chrétiens, l'armature administrative, financière et commerciale du pays, ainsi que son seul lien avec l'Empire ottoman et les marchés de l'Inde. Pas question pour lui de les perdre ! Au reste, le pape ne le lui demande pas.

Isabelle, pour sa part, est davantage séduite par les idées de Torquemada : purifier est son obsession ; de plus, elle est convaincue que tous les Juifs, mis au pied du mur, se convertiront[304].

Les Rois Catholiques hésitent et, en manière d'avertissement aux trois cent mille Juifs d'Espagne – leur nombre a presque triplé en un siècle –, ils décident, le 1er janvier 1483, de donner le choix aux quatre mille familles juives de l'archidiocèse de Séville – où les soupçons sur les *conversos* sont les plus forts[274] – et des diocèses de Cadix et de Cordoue entre quitter leur ville et se convertir. À la grande surprise d'Isabelle, très peu se convertissent, presque tous partent, en général ailleurs dans la Péninsule[274]. Torquemada ne s'en satisfait pas ; il étend sa compétence à Tolède, à l'Aragon puis à la Castille tout entière, et commence à instruire des procès de *conversos* et de Juifs supposés les avoir approchés. En quinze ans, il instruira cent mille cas et enverra plus de deux mille accusés au bûcher[107].

Pendant ce temps, Christophe Colomb continue d'expliquer aux Portugais le bien-fondé de son projet : aller vers les Indes par l'ouest. Détail singulier : beaucoup de ceux qu'il rencontre sont juifs ou *conversos*. D'abord, à Lisbonne en 1484, le cartographe *converso* Yehudah Crescas qu'il rencontre juste avant de présenter son projet à Jean II ; on prétendra plus tard que le géographe lui aurait montré une esquisse des côtes d'un nouveau monde à l'ouest. Puis Joseph Diego Mendés Vezinho, autre cartographe juif à la cour

du roi de Portugal, à la tête d'un comité d'experts chargé par celui-ci d'évaluer la proposition de Colomb. Lisbonne refuse finalement le projet de Colomb.

En 1485, découragé, le Génois part pour l'Espagne. Cette année-là, à Guadalupe, cinquante-deux *conversos* sont brûlés comme relaps après avoir été torturés à mort. Un rabbin, Abraham de Huesca, est brûlé vif pour avoir fait circoncire des *conversos*.

En 1486, Colomb rencontre à Saragosse l'astronome juif Abraham Zacuto, conseiller du roi pour les expéditions maritimes, qui semble convaincu par le projet, mais qui n'emporte pas l'adhésion des monarques.

Colomb cherche alors un financement privé. Curieuse coïncidence : il rencontre, parmi d'autres mécènes possibles, tous ceux qui ont pris part d'une façon ou d'une autre au meurtre de l'inquisiteur Arbues. D'abord Luís de la Cerda, comte de Medinaceli, lequel lui fait rencontrer à son tour un de ses cousins, le cardinal Pedro Gonzales de Mendoza, archevêque de Tolède, qui partage avec lui une grand-mère juive ; sans jamais se faire prendre, tous deux ont été soupçonnés d'être juifs en secret. Mendoza préside une commission royale qui approuve les plans de Colomb, cependant que Luís de la Cerda fait le siège des monarques pour qu'ils reçoivent le Génois et que Juan Cabrera, dans l'intimité de ses fonctions de majordome, décrit au couple royal les trésors que le navigateur pourrait rapporter à la Couronne.

En 1486, Colomb est enfin reçu à la cour réunie à Cordoue. Une nouvelle commission d'experts, présidée par le confesseur de la reine de Castille, Hernándo de Talavera – prieur du Prado, plus tard archevêque de Grenade, dont, on l'a dit, l'une des grand-mères est juive –, rejette son projet.

En 1488, Colomb rencontre un autre *converso*, lui aussi inquiété après le meurtre de l'inquisiteur : il s'agit de Luís de Santangel, alors payeur général de Castille, l'homme le plus puissant d'Espagne, qui, lui, approuve ses plans.

Au début de 1491, alors que le projet du Génois a été une fois de plus rejeté par les monarques, Santangel obtient une nouvelle audience pour Colomb. Le grand seigneur explique aux souverains que la Santa Hermandad, qu'il dirige, est à même de garantir un emprunt qui financera le voyage, et que la ville de Palos, qui doit de l'argent à la Couronne pour

s'être livrée à la contrebande, pourrait fournir les trois caravelles de l'expédition[19].

Les Rois Catholiques cèdent à leur principal financier[304]. Ils accordent à Colomb des lettres de mission et les caravelles de Palos. Signe supplémentaire : c'est un autre marrane, Juan de Coloma, dont la femme est une Caballería, qui rédige le contrat passé entre Colomb et les monarques, précisant les répartitions des richesses des terres découvertes.

Santangel finance lui-même le projet de Colomb – pour 17 000 ducats – avec deux autres *conversos* : Alfonso de Caballería (le trésorier de Castille, encore soupçonné par l'Inquisition de judaïser en secret), et Juan Andrés Cabrera, le majordome de Ferdinand, devenu marquis de Moya, ami d'Isabelle et presque certainement marrane lui aussi.

Deux dernières rencontres juives de Colomb : au printemps 1491, il rencontre à Malaga, qui vient d'être prise aux musulmans, le chef de la communauté de Castille et banquier, Abraham Señor ; celui-ci lui fait à son tour rencontrer, au milieu de 1491, don Isaac ben Judah Abravanel, le juif portugais devenu trésorier du royaume d'Espagne. Mais celui-ci ne peut l'aider, car il est occupé à tout autre chose[391] : à la mi-décembre 1490, un *converso*, arrêté au motif qu'on l'aurait surpris avec « dans sa besace une hostie consacrée », a avoué à l'Inquisition, sous la torture, que quelques années auparavant, un Vendredi saint, il aurait, en compagnie de Juifs et d'autres *conversos*, arraché le cœur d'un enfant chrétien après l'avoir crucifié et lui avoir posé une couronne d'épines sur la tête. L'instruction de ce procès farfelu, commencée le 17 décembre 1490, se clôt un an plus tard, le 16 novembre 1491, par une série de condamnations à mort et d'exécutions.

En juillet 1491, Luís de Santangel, payeur général de Castille, alors déjà très engagé dans l'organisation du projet de Colomb, est lui aussi accusé, une nouvelle fois, d'être juif en secret. Le roi Ferdinand réussit encore à l'arracher aux griffes de l'Inquisition.

Torquemada veut en finir et imposer sa décision aux monarques : l'Espagne est, avec quelques villes allemandes et italiennes – dont, on l'a vu, les États du pape ! –, l'un des derniers lieux d'Europe occidentale à tolérer les Juifs. Ils doivent partir d'Espagne.

Le mardi 20 mars 1492, alors que s'est achevée la triomphale reconquête de Grenade, prise aux musulmans, Torquemada demande au Conseil royal réuni dans cette ville d'en finir avec les derniers mécréants, en donnant aux Juifs le choix entre conversion et bannissement. Membre du Conseil, Luís de Santangel soutient avec courage que la communauté juive est économiquement, moralement et intellectuellement nécessaire à la nation. Torquemada riposte que « l'hérésie judaïsante est une tumeur maligne qu'il faut éliminer ». La métaphore de la maladie est toujours aussi efficace.

Le mercredi 28 mars, après une semaine de réflexion et sans qu'on sache au juste en quelles circonstances, Ferdinand cède à Isabelle : les souverains approuvent l'expulsion[304]. Le 12 avril, Isaac Abravanel, rabbin et trésorier de la cour, qui vient de financer la guerre victorieuse contre les musulmans, demande audience aux Rois Catholiques avec une délégation de Juifs – et de non-Juifs – marchands, diplomates, médecins, banquiers, hauts fonctionnaires, nobles et évêques. Ils viennent solliciter l'annulation de la décision ; sans doute proposent-ils en fait de la racheter, comme ce fut si souvent le cas par le passé, ailleurs en Europe. Mais l'expulsion, en l'occurrence, n'est pas motivée par des besoins d'argent. Il n'y a donc rien à racheter. La discussion tourne court. Le mardi 1er mai, le texte du décret d'expulsion est placardé dans les deux royaumes.

Comme si souvent ailleurs depuis des siècles, la panique s'empare alors des communautés juives. Que faire ? Ne pas y croire, comme d'habitude ? On se rassure : bien sûr, nos dirigeants, et surtout le *rab de la corte*, Abraham Señor, si puissant à la cour, vont nous épargner cela. Pas nous ! Pas ça ! Pas eux !

Puis le doute s'installe ; les menaces se font plus précises ; les dirigeants des communautés semblent impuissants. Les Juifs espagnols comprennent alors qu'ils vont subir le même sort que ceux du reste de l'Europe. Se convertir ? Rien de plus périlleux si on est pris ensuite à judaïser. Partir ? Mais pour aller où ? Au Portugal ? En Navarre ? L'antisémitisme y menace aussi. En Flandre ? En Italie En France ? En Turquie ? En Pologne ? À Jérusalem ? Partout des dangers. De grands seigneurs chrétiens d'Aragon proposent de cacher les proscrits, le temps que tout se calme : ils se font fort d'obtenir, avec l'aide d'Abraham Señor, l'annulation ultérieure de

l'expulsion. D'autres leur suggèrent de liquider au mieux leurs propriétés avant que les prix ne s'effondrent, et de partir au plus vite.

Au mois de mai, c'est la panique : les Juifs n'ont le droit d'emporter ni or ni argent ; il leur faut tout brader à vil prix et payer très cher leur passage aux armateurs. À Cadix, près de huit mille familles juives dispersent ainsi leurs biens à la hâte et négocient leur voyage avec des capitaines bien décidés à leur faire lâcher tout l'or qu'ils peuvent détenir. Chacun essaie d'emporter des outils de travail. Les imprimeurs font l'impossible pour partir avec leurs presses ; les communautés tentent d'aider les plus pauvres. Quand celle de Palencia essaie de vendre sa synagogue pour financer le voyage des plus démunis, la municipalité interdit à quiconque de l'acheter. À l'inverse, quand la communauté de Vitoria confie son cimetière à la garde de la municipalité en la priant de s'engager à ce qu'on n'y construise jamais, dans l'attente de son retour, celle-ci accepte de souscrire à cet engagement – qu'elle ne rompra qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale…

Les Rois Catholiques, embarrassés ou cyniques, font savoir qu'ils placent ce départ « sous leur protection » ; mais les paroles n'y changent rien : l'Inquisition, chargée par le pouvoir de superviser l'ensemble des opérations, pousse les Juifs au départ et leur barre autant qu'elle peut la route de la conversion.

Coup de théâtre : le mardi 5 juin, le banquier et rabbi Abraham Señor qui, en organisant le mariage d'Isabelle et de Ferdinand, les a aidés à unifier la Péninsule, celui dont chacun espérait qu'il parviendrait à convaincre les souverains de rapporter leur décision, se convertit en grande pompe dans la cathédrale de Cordoue en présence des monarques. Il prend le nom de Fernando Perez Coronel. Puis il se tait et rompt tout contact avec ses proches. Il mourra quelques mois plus tard. On découvrira bien après sa mort qu'il a continué à judaïser en secret et qu'il ne s'est converti que pour protéger au mieux ceux qui ne pouvaient partir.

Autre coup de théâtre : le dimanche 17 juin, un rabbin de Saragosse, Levi ibn Santo, avoue sous la torture qu'Alfonso de la Caballería, grand d'Espagne et vice-gouverneur d'Aragon – dont, on l'a vu, la famille s'est convertie dès 1414 –, l'un de ceux qui ont été inquiétés dans le procès Arbues et l'un des financiers de Colomb, est en fait resté juif en secret.

Libéré, Levi ibn Santo s'enfuit au Portugal. Alfonso de la Caballería sera assassiné peu après.

La panique est à son comble chez les Juifs. C'est fini : il faut partir, camouflant autant qu'on le peut les rares biens qu'on a la faculté et le temps d'emporter. Un témoin chrétien, le curé André Bernaldez, qui ne comprend pas leur refus de se convertir, écrira peu après[406] : « Les Juifs d'Espagne vivaient dans l'aisance et il y avait parmi eux des hommes fort riches, des propriétaires, des financiers tels qu'Abraham Señor, qui affermait les impôts de la Castille, et d'autres qui excellaient dans le commerce. Délaissant ces biens et cette splendeur, et se confiant aux vains espoirs de leur aveuglement, ils vendirent en quelques mois tout ce qu'ils purent ; ils donnaient une maison pour un âne, une vigne pour une pièce de tissu ou de toile. Avant de partir, ils marièrent entre eux tous leurs enfants de plus de douze ans pour que chaque fille eût la compagnie d'un mari[406]. »

Le 2 août (qui correspond justement, cette année-là, au 9 du mois d'Ab, jour anniversaire de la destruction du premier et du second Temple de Jérusalem), les derniers Juifs espagnols quittent leur pays par voie de terre vers le Portugal ou la Navarre, et par mer vers l'Islam marocain ou turc.

Dès leur sortie des ports, les bateaux des expulsés sont guettés par des pirates génois et barbaresques qui les arraisonnent. Un autre témoin, juif celui-ci, Joseph Ha Cohen, note avec emphase :

« Les Juifs s'en allèrent où le vent les poussa, en Afrique, en Asie, en Grèce et en Turquie […]. D'accablantes souffrances et des douleurs aiguës les assaillirent. Les marins génois les maltraitèrent cruellement. Ces créatures infortunées mouraient de désespoir pendant leur route ; les musulmans en éventrèrent pour extraire de leurs entrailles l'or qu'elles avaient avalé pour le cacher, et en jetèrent d'autres dans les flots ; il y en eut qui furent consumées par la peste et la faim ; d'autres furent débarquées nues par le capitaine du vaisseau sur des îles désertes ; d'autres encore, en cette année de malheur, furent vendues comme esclaves dans Gênes la superbe et dans les villes soumises à son obéissance[348]. »

Pauvres et riches partent ensemble, sans aucun bien ou presque, et sans comprendre pourquoi on les chasse. En 1496, depuis Naples où il s'est exilé[390], Isaac Abravanel donne sa version de la décision des Rois

Catholiques avec une extraordinaire et amère ironie. Pour lui, c'est par pur caprice mystique que Ferdinand a cédé à Isabelle. Voici comment il le ridiculise :

« Quand le roi d'Aragon eut pris Grenade, ville puissante et populeuse, il se dit : “Comment puis-je rendre grâces à mon Dieu, montrer de l'empressement envers Celui qui a livré cette ville en mon pouvoir ? N'est-ce pas en abritant sous ses ailes ce peuple qui marche dans l'obscurité, cette brebis égarée qu'est Israël, ou en le rejetant vers d'autres pays sans espoir de retour ?” Aussi le héraut annonça-t-il partout : “À vous, toutes les familles de la maison d'Israël, nous faisons savoir : si vous recevez l'eau du baptême et que vous vous prosternez devant mon Dieu, vous jouirez comme nous du bien-être en ce pays. Si vous refusez, sortez dans les trois mois de mon royaume !”[390] »

Puis il trace un bilan économique de ce départ :

« Sur la crainte que j'ai des cieux et sur la gloire de la divinité, je témoigne que le nombre des enfants d'Israël était en Espagne de trois cent mille en l'année où fut pillée leur splendeur ; et la valeur de leurs biens, et leur fortune en immeubles et en meubles, et l'abondance de leurs bénédictions étaient de plus de mille milliers de ducats d'or pur, richesses qu'ils gardaient pour les jours du malheur. Et aujourd'hui, quatre ans après notre exil et notre destruction, tout a péri à la fois d'une fin amère ; car il ne reste d'eux qu'environ dix mille hommes, femmes et enfants dans les pays qu'ils habitent ; et aux régions de leur exil finirent leurs richesses et tout ce qu'ils avaient apporté dans leurs mains de leur pays natal[391]. »

Alors le royaume d'Espagne, avec la découverte de l'Amérique et de son or, croit venue son heure de gloire. De fait, privé d'une large fraction de son élite culturelle, commerciale et administrative, il ne connaît qu'une vitalité sans lendemain, au-delà du Siècle d'or. L'histoire de l'Espagne, mieux qu'aucune autre, montre combien les communautés juives sont utiles au développement d'un pays.

Conversions, exils, Amérique

Nombre de ceux qui restent en Espagne et se convertissent deviennent d'authentiques chrétiens. Sainte Thérèse d'Avila naît au début du XVI[e] siècle dans une famille de *conversos*. Le successeur d'Ignace de Loyola (qu'il avait lui-même choisi), Diego de Lañez, et son secrétaire sont des *conversos* d'avant 1492, sans que nul ne puisse mettre en doute la sincérité de leur foi. D'autres ne se convertissent que pour pouvoir rester en Espagne, dans l'attente que le décret soit révoqué. Tout en se rendant ouvertement à la messe le dimanche, ils prient en secret, le vendredi soir et le samedi, dans des caves au sol sablé pour éviter le bruit. Mais il leur est difficile de manger casher, de respecter les jeûnes, de ne pas allumer de feu le samedi, de ne pas se pénétrer des prières chantées à l'église alors qu'il n'y a plus aucun Juif autour d'eux. Le vocabulaire, les concepts de leur foi apparente finissent par les imprégner. L'implacable surveillance de l'Inquisition les guette et les force à se débarrasser des Bibles en hébreu. Ainsi, en 1505, l'inquisiteur de Cordoue, Lucero, fait arrêter la famille d'Hernándo de Talavera pour pratique clandestine du judaïsme ; Hernándo en mourra[380].

Beaucoup continueront cependant à dialoguer et à commercer en secret avec d'autres marranes partis vers d'autres terres soumises à l'Espagne. D'aucuns iront bientôt les rejoindre, s'ils parviennent à survivre. La plupart de ceux qui restent se fondent dans le paysage.

Jusqu'en 1572, date à laquelle l'archevêque de Tolède, primat d'Espagne, Juan Martinez Siliceo, obtient que *tous* les marranes – définis comme ceux dont un ancêtre au moins est juif – soient chassés du pays. Nombreux sont ceux qui partent alors vers les Provinces-Unies ou la Turquie. Quelques-uns restent encore en Espagne.

Vingt ans plus tard, en 1592, soit un siècle après l'expulsion, les jésuites, dernier pôle de résistance au sein de l'Église, chasseront de leurs rangs les ultimes descendants des marranes, y compris à titre posthume, allant jusqu'à falsifier la généalogie de Diego de Lañez pour qu'il soit oublié que le successeur d'Ignace de Loyola avait un ancêtre juif[380].

En 1609, les marranes d'islam, les morisques – dont les ancêtres refusant la conversion avaient été chassés la même année que les Juifs –, doivent eux aussi quitter l'Espagne devenue « pure de tout sang non catholique », disent les jésuites.

Ceux des Juifs qui sont partis en 1492 se dispersent[66]. Certains, tel Isaac Abravanel, partent directement pour Naples chez Ferdinand, roi des Deux-Siciles, dont il devient le trésorier. Quand, en 1494, don Pedro est renversé par Charles VIII, roi de France, Abravanel l'accompagne en exil en Sicile[391]. À la mort du monarque, il part pour Corfou, puis s'en revient à Naples avant de s'installer à Venise, en 1500, sur l'insistance de son fils Joseph. Il y publie en hébreu des ouvrages religieux, dont un commentaire de la Bible, et sert la Sérénissime comme diplomate jusqu'à sa mort en 1508. On retrouvera ses enfants au service des Médicis.

Quelques autres partent pour les États pontificaux, où ils sont tolérés, en particulier à Ancône et à Rome. Mais les communautés, déjà surpeuplées, ne peuvent les accueillir tous. Plus rarement, d'autres encore, parce qu'ils y ont des relations commerciales, se rendent en des lieux où ils n'ont pas le droit d'être juifs ouvertement, comme les Pinto, les Lopez Suissa et les Mendes qui cherchent refuge à Anvers. Diego Texeira de Sampaio, fermier général d'Espagne, devient conseiller financier de Christine de Suède ; son fils Manuel s'installe, juif en secret, à Hambourg. Les Gradis, les Pinto partent pour Bayonne et Bordeaux ; d'autres poussent vers Toulouse ou Rouen. On en retrouvera aussi plus tard, en contrebande, en Angleterre, à Amsterdam et ailleurs.

La plupart cherchent d'abord à s'abriter au Portugal, où ils sont encore tolérés : ils ont parfois des amis ou de la famille parmi les quelques Juifs portugais ; la langue est voisine ; de là, ils pourront garder le contact avec ceux qui ont décidé de se convertir. Le roi Jean II les autorise à séjourner dans le pays contre paiement de huit cruzados par personne tous les six mois : il n'y a pas de petits bénéfices… Ils tentent de refaire leur vie quand, le 5 décembre 1496, le successeur du roi Jean, Manuel I^{er}, après avoir épousé la fille des Rois Catholiques, leur impose de choisir entre le départ ou la conversion. Puis il change d'avis et leur interdit de partir : tous sont convertis de force ; il a besoin d'eux, en particulier pour les voyages que prépare Vasco de Gama, Cabral et les autres.

Ceux des Juifs d'Espagne et du Portugal qui se plient à l'obligation de se faire baptiser et restent à Lisbonne obtiennent en échange deux privilèges : celui de ne pas être inquiétés pendant vingt ans par l'Inquisition ; et, pour les marchands, le monopole du commerce du poivre, de l'Inde vers les

Flandres. Ces marchands, souvent restés juifs en secret, s'associent à d'autres « nouveaux chrétiens » ou bien à des Juifs discrets (*de nacao*) réfugiés à Anvers et à Amsterdam. Ils réussissent si bien que Manuel I[er], puis son successeur Jean III, préfèrent recourir à eux plutôt qu'aux importantes maisons de commerce allemandes et italiennes (les Welser, Fugger, Hähsteller, Marchioni, Carducci) qui entretiennent pourtant des succursales à Lisbonne. On le verra, nombre de Juifs baptisés ainsi prendront alors part au commerce extérieur portugais ; on les retrouvera plus tard, Juifs secrets, dans tout le commerce à destination d'Amsterdam, de Londres, des Indes et des Amériques. La haine et la jalousie sont là, cependant : en 1506, deux mille « nouveaux chrétiens » portugais sont massacrés. En 1507, les survivants sont autorisés à partir. Quand l'Inquisition s'installe à Lisbonne en 1547, ils doivent gagner la France, les Pays-Bas, l'Afrique du Nord[380].

Au total, la plus grande partie des 145 000 Juifs qui abandonnent la péninsule Ibérique finissent leur voyage en terre d'islam, dont 93 000 en Turquie et 30 000 au Maghreb (10 000 en Algérie et 20 000 au Maroc) ; 9 000 autres s'installent en Italie, 3 000 en France, 2 000 en Hollande, 2 000 en Égypte, 1 000 en Grèce, en Hongrie, en Pologne et dans les Balkans. Et 5 000 aux Amériques.

Car, à bord des caravelles de Colomb qui laissent derrière elles le port de Palos le 2 août 1492 – avec les derniers Juifs expulsés d'Espagne –, il y a au moins cinq Juifs baptisés à la hâte juste avant le départ : Alonso de la Calle ; Rodrigo Sanchez de Segovia, parent de Gabriel Sanchez, un des financiers du projet ; Marco, le chirurgien ; Bernal de Tortosa, médecin que l'Inquisition a relâché après l'avoir fait assister à la mort de sa femme ; et Luís de Torres, interprète pour le compte du gouverneur de Murcie, parlant l'hébreu, le chaldéen et l'arabe, dont la présence à bord de la *Santa María* n'a de sens que si Colomb espère retrouver l'Orient et ses tribus perdues, ou atteindre des terres déjà visitées par d'autres voyageurs juifs : qu'a-t-il donc appris des cartographes ?

En débarquant dans la première grande île, baptisée par Colomb Hispañola (aujourd'hui Saint-Domingue), Luís de Torres est envoyé en exploration par l'amiral qui lui remet des lettres de créance de la reine Isabelle et des cadeaux pour les princes de l'intérieur de ces terres

nouvelles. Luís ne découvre rien qui ressemble aux palais de Cipangu – le Japon – ni aux tribus perdues d'Israël. Il note la pratique de fumer des feuilles de tabac. Plus tard, il reviendra dans l'île comme agent du roi, obtiendra des terres du souverain local et y bâtira une sorte de petit empire avec Alonso de la Calle, l'un des cinq Juifs de la *Santa María*.

À son retour, c'est à Luís de Santangel – plus que jamais le principal financier du royaume, surtout depuis le départ d'Abravanel – et à Gabriel Sanchez que Colomb écrit pour faire part de ses découvertes, et c'est Santangel qui en informe les souverains : il est le vrai patron de l'expédition et Sanchez, qui avait un parent à bord, en est sans doute le vrai financier.

Destin d'une lettre : Gabriel Sanchez envoie copie de celle qu'il a reçue de Colomb à son frère Juan, marrane exilé à Florence où les Juifs sont admis pour deux ans encore ; Juan la fait passer à un cousin imprimeur, Leonardo de Cosco, qui la traduit en latin et la publie. En un an, cette traduction connaîtra neuf éditions : la nouvelle de la découverte de cette terre nouvelle gagne le monde par les Juifs et les marranes…

D'autres marranes arrivent avec Cortés au Mexique en 1521, et avec Pizarro au Pérou en 1540. Fabuleux destins de marchands, d'aventuriers, d'explorateurs, de marins. Presque tous, fidèles jusqu'à la mort à leur foi cachée, en transmettront les exigences secrètes à leurs descendants.

Une des plus extraordinaires aventures de découvreurs – sur laquelle nous sommes mal renseignés[326] – est celle de Gaspar de Gama. Né vers 1445 à Posen (Poznan), en Pologne, sous un nom qu'on ne connaît pas, voyageur et marchand, commerçant jusqu'à Jérusalem et Alexandrie, devenu pirate en mer Rouge, il est vendu comme esclave en Inde, puis obtient sa liberté vers 1490 et entre au service du prince musulman de Goa sous le nom de Yusuf Abdil. Selon des sources peut-être légendaires[470], il y acquiert une excellente connaissance de l'océan Indien. En 1498, quand Vasco de Gama y arrive, Yusuf Abdil l'accueille au nom de son maître ; il se fait reconnaître comme Juif deux ans après la conversion forcée au Portugal, dont il ne sait rien. Baptisé en hâte sous le nom de Gaspar de Gama, il devient le pilote de la flotte lusitanienne et la ramène au Portugal ; il reçoit une pension du roi, peu soucieux de savoir s'il est resté juif. L'année suivante, en 1500, Gaspar de Gama accompagne Cabral dans son voyage vers l'Amérique du Sud, et il est le premier, avec Nicola Coelho, à poser le

pied sur ce qui sera bientôt nommé le Brésil. Sur le chemin du retour, il rencontre, au Cap Vert, un petit aventurier, Amerigo Vespucci, qui donnera un jour son nom au continent. En 1502, peut-être parce que le pays lui manque, il repart avec Vasco de Gama pour l'Inde, où il reviendra de nouveau en 1505, cette fois avec Francisco de Almeida qui le baptisera Gaspar de Almeida.

En 1510, il se choisit encore un autre nom, celui de Gaspar de las Indias, et repart pour Calicut où il semble rester jusqu'à sa mort.

Tel fut cet homme aux cinq noms, Juif polonais découvreur des Indes et du Brésil, dont l'existence incertaine n'est presque jamais mentionnée par les livres d'histoire.

6. Judaïsme d'Orient : des marchands de substitution (1492-1700)

À la fin du XV^{e} siècle, environ trois millions de Juifs, soit moins qu'en l'an mil, sont dispersés à la surface de la planète. D'autres ont disparu dans les épidémies et les massacres. Beaucoup, enfin, se sont convertis.

Alors que le capitalisme éclôt, pour l'essentiel en Europe occidentale, les trois quarts du peuple juif se trouvent relégués en terres d'islam par l'expulsion d'Espagne et en Pologne par les massacres germaniques.

Les terres d'islam

Tous les lieux sacrés du judaïsme sont maintenant sous contrôle de l'islam : la Babylonie d'où vient Abraham, l'Égypte d'où vient Moïse, la Judée d'où viennent les prophètes. L'Empire ottoman s'étend du sud de l'Autriche aux confins du Maroc ; en Europe, il regroupe la Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie, Istanbul, Salonique, Andrinople et les îles grecques ; il est maître de tous les ports méditerranéens de l'Islam, excepté ceux du Maroc ; il contrôle tous les débouchés sur la mer Rouge, le golfe Persique et la mer Noire ; au-delà, par Alep, Damas et la Crimée, les Ottomans sont maîtres des transports terrestres ; des marchands juifs et arméniens contrôlent pour eux le commerce vers l'Orient lointain, et servent

d'intermédiaires pour la délivrance des captifs musulmans pris en terre chrétienne ou pour le rachat des chrétiens faits prisonniers par des musulmans.

Dans cet empire, les communautés juives, nombreuses, vivent à peu près librement. Parfois persécutés, jamais expulsés, en général *dhimmis* pauvres et humiliés, les Juifs ne sont pas autorisés à bâtir de nouvelles synagogues et restent soumis à des impôts spéciaux (la capitation [*j'zya*] et une taxe militaire [le *bedel*]) remis au sultan ou aux gouverneurs de province lors des grandes fêtes musulmanes, accompagnés quelquefois encore d'humiliation : on gifle le contribuable après qu'il a payé la taxe[454]. Les dirigeants s'efforcent d'en répartir la charge le plus équitablement possible, le plus riche étant imposé à égalité avec les suivants pour ne pas être singularisé. Des collecteurs désignés par le rabbinat évaluent la fortune des membres de la communauté et leurs capacités contributives. Parfois, les plus riches tentent de dicter à la communauté leur propre évaluation de leur fortune, ce que refusent les *beth din*. Les Juifs exercent tous les métiers, du colporteur au conseiller du prince, mais toujours en situation d'infériorité. Même riches, ils n'ont pas le droit de posséder ce qui fait le vrai prestige : ni esclaves musulmans (sauf au Caire et à Damas), ni palais, ni chevaux, ni bateaux de plus de six rameurs, ni vêtements luxueux[34]. En revanche, ils ont droit à des esclaves non musulmans.

Après 1492, quatre-vingt-dix mille Juifs de la péninsule Ibérique aboutissent d'une façon ou d'une autre dans l'Empire ottoman. Selon des sources juives[66], lorsqu'un des rabbins représentant les exilés, rabbi Capsali, vient le prier de lui accorder asile, Bajazet II l'aurait accueilli chaleureusement à Istanbul d'un : « Comment peut-il être sage et intelligent, ce monarque qui appauvrit son royaume et enrichit le mien ? »

Les réfugiés s'entassent d'abord à Istanbul, accueillis par les petites communautés d'artisans romaniotes et bagdadis. Alors qu'en 1477 on ne dénombre dans cette ville que 1 647 maisons juives, soit 10 % de la cité, elles sont 8 070 en 1532, soit plus du tiers sans que cela provoque de réactions hostiles.

Dès leur arrivée, commerçants et artisans espagnols se lancent dans les métiers qu'ils connaissent et qui n'exigent pas de gros capitaux : fabrication de poudre et d'armes à feu, filature, tissage, teinture, couture, tannage, cordonnerie, commerce des pierres précieuses, d'or et d'argent, ferblanterie, épicerie. Les courtiers juifs obtiennent même les monopoles du commerce du vin, de la cire d'abeille, et, dans certaines régions, celui, beaucoup plus important, de la frappe de monnaie. Leur apport à l'économie ottomane est vite incommensurable.

En 1493, sitôt arrivés d'Espagne avec leurs presses et des caractères latins et hébraïques, David et Samuel ibn Nahmias établissent la première imprimerie d'Istanbul[66]. Ils éditent d'abord un Pentateuque accompagné de commentaires : les communautés nouvelles en ont grand besoin pour leur culte. Les frères Nahmias ouvrent ensuite d'autres imprimeries dans l'Empire ottoman et publient des œuvres religieuses et laïques. Cela devient vite une industrie florissante. Pendant plus de deux siècles, toutes les imprimeries créées dans l'Empire ottoman restent juives : en 1504 à Istanbul ; en 1510 à Salonique ; en 1554 à Andrinople ; en 1557 au Caire ; en 1605 à Damas ; en 1646 à Smyrne (ou Izmir), le grand port du sud de la Turquie. La première imprimerie non juive n'apparaîtra en Turquie qu'en 1728, ce qui confirme l'avance intellectuelle de la société juive sur la société ottomane de l'époque.

Certains nouveaux venus rejoignent aussi les communautés déjà installées dans toutes les villes-étapes de la route de la soie : à Izmir, à

Trébizonde, à Samarkand, à Boukhara. On les trouve également dans le grand commerce avec Venise, l'Inde et la Chine[66].

D'autres renouent avec des emplois d'astronomes, de financiers, de marchands. Les princes ottomans les utilisent comme diplomates, parce qu'ils les savent peu disposés à les trahir en faveur des princes chrétiens. Les sultans s'entourent aussi de médecins juifs. Un voyageur français, Pierre Belon, écrit en 1553 :

« Ceux qui médecinent en Turquie, Égypte, Syrie, Anatolie et autres villes du pays du Turc sont pour la plus grande partie juifs. Il est facile aux Juifs de savoir quelque chose en médecine, car ils ont la commodité des livres grecs, arabes et hébreux qui ont été tournés en leur langue vulgaire, comme Hippocrate et Galien, Avicenne, Almansour, Rasis, Sérapion et autres auteurs arabes[345]. »

Partout où l'islam est maître – du Maroc à la Palestine –, les cent vingt mille Juifs venus d'Espagne réussissent à s'installer à peu près librement. Le *ladino* reste longtemps leur langue d'expression courante ; leurs règlements sont rédigés en hébreu, en arabe et en castillan.

En 1517, Selim I[er] ajoute l'Azerbaïdjan, la Syrie, la Mésopotamie et l'Égypte à l'Empire. Des Juifs partent alors pour Rosette, Le Caire, Alep (où se développe ce qui deviendra une immense communauté de marchands et d'intellectuels), Bagdad, Ispahan et Tabriz en Perse, et pour toutes les villes turques d'Afrique, d'Asie et des Balkans. Selim prend Jérusalem en 1518. Au Caire, on dénombre bientôt trente synagogues et une communauté tournée tout entière vers le commerce extérieur : le samedi, les bureaux de la douane restent fermés ; ni les marchandises des Juifs, ni celles des musulmans ou des chrétiens ne peuvent entrer dans la ville.

L'Empire s'empare bientôt de l'Arabie avec La Mecque : le sultan – Soliman le Magnifique à partir de 1520 – prend alors le titre de calife, chef de tous les musulmans du monde. Mais il échoue devant Vienne en août 1529.

Après son annexion, la Palestine, où vivent maintenant moins de cent mille Juifs, est rattachée à la province de Syrie. Kurdes, Druzes, Grecs orthodoxes, Arméniens, Éthiopiens, Géorgiens, catholiques romains s'y côtoient. La communauté de Jérusalem décline, compensée par l'expansion

de celle de Safed, en Galilée, que rejoignent après mille tribulations quelques expulsés d'Espagne : ainsi rabbi Moïse de Trani, et rabbi Joseph Caro qui y écrit en 1555 le *Shulkhan Arukh*, résumant les règles éthiques applicables en diaspora. Pour survivre, ces communautés de kabbalistes envoient en Europe des rabbins vendre leurs livres qu'ils impriment eux-mêmes avec des sachets de terre sainte à disperser sur les tombes.

Dans cet empire, deux destins juifs d'exception :

Née au Portugal en 1510 dans une famille de *conversos* sous le nom chrétien de Béatriz de Luna, Gracia Ha-Nassi épouse un marchand de pierres précieuses et banquier, Francisco Mendes, *converso* comme elle[344]. À la mort de son mari en 1536, Béatriz rejoint son beau-frère, Joseph Diego Mendes, parti l'année précédente pour Anvers, Juif toujours clandestin. Dans la ville encore sous tutelle espagnole, Joseph fait de la prison – on verra plus loin en quelles circonstances –, puis renoue avec la puissance : anobli par Charles Quint, il devient banquier de divers souverains européens. Avec lui, Béatriz aide d'autres Juifs en secret à fuir l'Inquisition portugaise. En 1543, à la mort de son beau-frère, elle fuit Anvers avec le jeune fils de ce dernier, Juan Ha-Nassi Diego Mendes, né au Portugal en 1514 et qui fut à Anvers le compagnon de jeunesse du futur empereur, Maximilien[345]. Ils voyagent en France, passent par Venise, et s'établissent à Ferrare où ils redeviennent juifs et banquiers. Ils abandonnent le nom de Luna : elle reprend celui de Gracia Ha-Nassi, et lui, celui de Juan Ha-Nassi, nom de jeune fille de sa tante… Ils continuent d'aider des Juifs en secret et dépensent à cette fin tant d'argent qu'une sœur de Gracia, *conversa* au Portugal, la dénonce à l'Inquisition. Gracia et Juan fuient de nouveau et s'installent cette fois en Turquie en 1553. Banquiers, ils se spécialisent dans le placement à l'étranger des capitaux de marchands juifs ottomans, pour la plupart d'anciens amis d'Espagne ou du Portugal. Juan trouve en particulier 150 000 ducats à prêter au roi de France, Henri II, lequel refusera de les lui rembourser. Devenu proche de Soliman II et l'un de ses financiers, Juan Ha-Nassi le convainc alors de confisquer une flotte française de passage dans un port ottoman jusqu'à concurrence de la somme non remboursée par le monarque français. En 1555, il persuade aussi Soliman de demander au pape – dans des conditions dont on reparlera – la libération de Juifs retenus en otages à Ancône. En 1558, il semble que Gracia Ha-Nassi achète au sultan des terres autour de la ville de Tibériade, en Palestine, pour s'y faire

un jour enterrer. Elle y investit même assez pour y attirer ces Juifs d'Ancône, dont elle a découvert trois ans plus tôt la terrible situation. Mais le premier bateau d'émigrants est arraisonné par des pirates, ses passagers dépouillés et massacrés ; le projet avorte. En 1566, Soliman le Magnifique élève Juan à la dignité de duc de Naxos et lui fait don de l'île éponyme[345].

Nassi est alors – sous cinq noms différents – un homme d'influence aussi bien pour les Juifs (il protège la communauté de Salonique) que pour le sultan lui-même (il utilise ses relations avec les Juifs d'Amsterdam pour aider la Sublime Porte contre Philippe II d'Espagne, lequel ordonne qu'on l'amène mort ou vif en Sicile[345]). Quand Gracia meurt en 1569, Nassi conseille à Soliman d'attaquer Venise pour prendre Chypre, dont il veut faire un refuge pour les Juifs. Désastre : en 1571, cette guerre se solde par une défaite à Lépante face à l'armée vénitienne que commande don Juan d'Autriche, le bâtard de Charles Quint. Bien que cette guerre, dans laquelle toutes les puissances catholiques, sauf la France, sont coalisées contre les Ottomans, dépasse très largement le sort de Chypre, les Juifs de Venise sont considérés comme complices de Juan Ha-Nassi. Nassi tombe en disgrâce et meurt en 1579.

Après les Ha-Nassi, d'autres Juifs d'origine espagnole se feront financiers, diplomates ou médecins influents à la cour des sultans : ainsi Esther Kiera sous Mourad III, Méhémet III et Ahmet I^{er} ; Aluaro Mendes, à qui le sultan Mourad III donnera le titre de duc de Mytilène ; Salomon Rophe, à qui le sultan confiera la mission de négocier la paix avec la république de Venise après Lépante ; Salomon ben Nathan Eskenezi, chargé d'établir les premières relations diplomatiques avec l'Angleterre.

Mais la période faste est passée. Comme toujours en phase de déclin, les Juifs sont persécutés. Les besoins financiers de l'Empire ottoman s'alourdissant, les impôts qui frappent les Juifs augmentent. En 1636, Mourad IV fait même exécuter Judah Kovo, président de la communauté de Salonique, parce qu'il ne lui apporte pas le montant prévu en règlement de l'impôt drapier. Le niveau de vie des communautés juives baisse ; de plus, d'autres minorités, notamment grecque et arménienne, leur disputent maintenant la prééminence commerciale.

Une dernière aventure achève de discréditer le judaïsme ottoman aux yeux du reste du monde, avec des conséquences considérables sur les plans

économique, politique et social.

Au milieu du XVII[e] siècle, le déclin de l'Empire pousse les communautés ottomanes au mysticisme. Des savants des *yeshivot* de Safed, si respectées, font même annoncer partout dans l'Empire et en Europe, par leurs envoyés collecteurs de fonds, l'avènement probable du Messie pour 1666. De telles annonces ont eu lieu à maintes reprises depuis deux mille ans. Cette fois encore, elle est prise au sérieux. Partout, dans le monde juif, l'attente est décuplée par les persécutions auxquelles fait face exactement au même moment – on va le voir – l'autre grande communauté, celle de Pologne.

Aussi, nul ne s'étonne quand on annonce en 1664 que le Messie est arrivé ; il se nommerait Shabbataï Zvi[366]. On se renseigne. Cet homme est né en 1626 à Izmir, premier port de l'Empire, où prospère une communauté juive particulièrement brillante. Voyageur, ascète, illuminé, Shabbataï Zvi se prétend l'« homme de Dieu », attirant les foules et irritant les rabbins, enseignant la kabbale sur les routes, jusqu'à Jérusalem et Safed où les mystiques s'étonnent de son savoir. Un de ses compagnons de voyage, Nathan de Gaza, le déclare Messie. Les sages kabbalistes ne démentent pas. En octobre 1665, la nouvelle atteint l'Italie, la Hollande, l'Allemagne, la Pologne. La ferveur pousse des dizaines de délégations à venir à Izmir apporter à Shabbataï Zvi les messages et présents des dirigeants des plus grandes communautés, celles de Venise, Livourne et Amsterdam. L'engouement tourne à la folie : des marchands, des rabbins, des médecins abandonnent tout pour le rejoindre. Pas pour longtemps : le 15 septembre 1666, le sultan le fait arrêter et amener à Istanbul. Il lui demande de choisir entre la décapitation et l'islam. Sans hésiter, Shabbataï Zvi choisit l'islam et reçoit le titre de « gardien des portes du Palais » avec une pension de 150 piastres par jour.

Atterrées, toutes les communautés refusent d'abord de croire à ce pitoyable dénouement. Nathan de Gaza explique que la conversion de son maître n'est qu'une ruse destinée à lui permettre de poursuivre sa mission ; certains disciples le suivent même dans sa conversion, pathétiques marranes de l'islam, continuant de lire la Torah et de respecter les offices en cachette… Partout on est partagé entre la haine de soi, la peur du ridicule et la dénonciation des rabbis qui ont désigné l'imposteur comme le Messie.

Les marchands détruisent les documents où ils l'avaient reconnu comme fils de David et brûlent les textes qui parlent de lui.

L'événement aura de très profondes répercussions sur l'ensemble du judaïsme et sur sa place dans l'économie du monde. L'autorité des rabbis est désormais ébranlée ; les laïcs prennent le pas sur les religieux, les marchands sur les lettrés, les intellectuels sur les théologiens, l'éthique moderne sur celle du dogme. Dans la continuité des travaux des médecins et de certains rabbis comme le médecin-rabbi Maimonide, la pensée scientifique juive s'affirme. Elle résonnera jusqu'aux Pays-Bas avec Spinoza, en Angleterre avec Locke, en France avec Voltaire qui se gaussera des Juifs ridiculisés par l'un des leurs[432].

Le seul autre pays musulman où les Juifs jouent des rôles d'importance est extérieur à l'orbite turque : le Maroc. Ici aussi ils sont courtiers, artisans, financiers des monarques, organisateurs de réseaux commerciaux et diplomatiques. En 1492, vingt mille d'entre eux s'y sont installés. Ses rives sont alors sous contrôle des Portugais, qui repoussent vers l'intérieur les Mérinides, lesquels ont remplacé les Almohades en 1248. La plupart des expulsés tentent d'abord de s'établir à Fès, mais la ville les refuse. Certains repartent vers l'Algérie et l'Empire ottoman. D'autres reviennent en Espagne, désespérés, et se convertissent sans qu'on leur rende pour autant leurs biens. Ceux qui restent au Maroc finissent par s'installer à Salé, à Marrakech, où ils prennent rapidement le pas sur les communautés qui les y ont précédés.

Vers 1550, la dynastie des Saadiens prend le pouvoir, jusqu'à ce qu'en 1603 les Alaouites s'installent dans un pays enfin débarrassé des Portugais. Une ère nouvelle s'ouvre alors pour les Juifs du royaume chérifien[458]. Entassés dans des quartiers réservés, les *mellah*, ils exercent tous les commerces : minerais, blé, amandes, cire, figues. D'autres se font artisans, orfèvres ou colporteurs ; d'autres encore se trouvent aussi réduits à la condition de misérables portefaix ou de mendiants entretenus par la *tsedaka*. Des rabbis vendent du papier, fabriquent de l'encre, des amulettes, des talismans ; d'autres gagnent leur vie comme chantres, calligraphes, copistes, fabricants de lanières, de franges, de châles de prière, préposés à l'abattage rituel des bêtes et à la circoncision. La vie religieuse et la vie économique sont étroitement mêlées. On étudie sans cesse, parfois en se

réunissant dans une boutique, aux heures creuses, pour discuter du texte de la semaine[458]. Les réflexions théologiques étant supposées plus inventives la nuit, on veille tard.

Comme ailleurs, les riches doivent vivre de façon modeste et discrète ; le gaspillage d'argent doit être évité pour ne pas exposer les biens de tous à la convoitise des étrangers. Les tribunaux précisent avec un luxe de détails quels vêtements, quels bijoux peuvent être portés, comment doivent être fêtés les mariages, les circoncisions, le rachat du premier-né. En 1603, une ordonnance de tribunal rabbinique de Fès mentionne incidemment la présence de captifs chrétiens chez de riches négociants du *mellah* lorsqu'elle explique… qu'il est permis de fournir des boissons alcoolisées aux chrétiens captifs[458] en présence de musulmans ! À Mogador, ville neuve où Moulay Hassan a installé une puissante communauté juive pour faire face aux attaques portugaises, certains Juifs possèdent aussi, comme les seigneurs musulmans, des harems d'esclaves noires[459].

Les marchands juifs s'ingénient à tourner l'interdit de l'intérêt dans les prêts qu'ils se font entre eux. Ils déclarent par exemple aux rabbins, lorsque ceux-ci les soupçonnent, que l'emprunteur a versé « spontanément » un supplément au prêteur ; ou ils organisent le remboursement d'un prêt dans une autre devise que celle du prêt, à un cours fictif, ce qui paie l'intérêt ; ou encore le remboursement s'effectue en or, ou dans n'importe quelle autre matière première, à un prix tel qu'il paie l'intérêt. Les tribunaux ne sont pas dupes : un jugement de 1603 interdit aux greffiers-notaires de rédiger des actes concernant certaines denrées utilisées pour ce genre de transaction (blé, cire, beurre, miel, huile d'holive, soie) et impliquant « toute personne n'étant pas réputée en faire commerce[458] ». Parfois la variation du cours de change est réelle, et il faut bien en tenir compte : ainsi, en 1609, après la prise de Fès par Moulay Abdallah, le cours de l'or fluctue ; les autorités rabbiniques décident alors de partager la perte de change à parts égales entre prêteur et emprunteur.

Les communautés sont dirigées par des marchands hiérarchisés selon leurs dons en « excellents de la ville », « meilleurs de la synagogue », « honorables bourgeois », « élites de la société » et « classe dominante ». En général, les fonctions communautaires sont exercées à titre bénévole.

Rabbi Judah ben Attar, orfèvre renommé, refuse ainsi d'être rémunéré pour présider le tribunal rabbinique de Fès.

Parmi les notables, l'ensemble de la communauté désigne un *naguid*, un prince, qui gère les rapports avec le souverain. Comme l'exilarque de Mésopotamie, le *naguid* d'Égypte ou le *stadlan* d'Allemagne, le *naguid* du Maroc devient souvent conseiller du roi, ambassadeur, parfois même intendant des armées. Il est assisté par des *mokhazni*, sortes de policiers juifs qui font respecter l'ordre dans les communautés et défendent les *mellah* contre les attaques (fréquentes) de musulmans[459].

Pour aider les pauvres, empêcher les conversions forcées et racheter les esclaves convertis de force – ce qui est toléré par l'islam marocain –, les communautés se financent par des impôts (sur le sel, sur la nourriture, sur le vin), par des amendes infligées à ceux qui transgressent les interdits sur les signes extérieurs de richesse, par la vente aux enchères du droit de « monter au *sefer* » (pour lire les prières à la synagogue), et par des contributions semestrielles des fidèles. Dans les écoles juives, les parents versent au professeur une rétribution, non pour l'enseignement, qui est gratuit, mais pour la surveillance des enfants, « en compensation du temps qu'il soustrait à ses occupations ordinaires[459] ». Dans le sud du Maroc, la tradition atteste qu'il reçoit le vendredi le « pain du maître ». La *tsedaka*, là comme ailleurs, est efficace : une lettre datée de 1613 indique que, lors d'une famine, à Fès, « plus de soixante musulmans mouraient chaque jour de faim, mais, Dieu merci, pas un seul Juif ne périt[459] ».

Les grands marchands juifs marocains possèdent des comptoirs dans toutes les villes de l'Empire ottoman, d'Alger à Sofia, de Sarajevo à Monastir, de Patras à Izmir, de Volubilis à Gallipoli. Ils jouent auprès du souverain chérifien un rôle diplomatique avec le Portugal, les Pays-Bas et l'Angleterre[459]. Ainsi, Khlifa ben Malka, courtier en toutes choses, talmudiste et poète, envoie à un correspondant commercial d'Amsterdam, rabbi Isaac ben Salomon Yeshurum, un recueil de commentaires sur les rituels séfarades. Joseph de Tolède est chargé en 1684 par le successeur de Moulay Ismail de négocier la paix avec les Provinces-Unies. Le marchand Joseph Pallach a trois fils : Isaac, courtier à Amsterdam et professeur d'hébreu à l'université de Leyde ; Moses, secrétaire du sultan du Maroc ; et

David, à la fois ressortissant hollandais et marocain, ambassadeur du Maroc à La Haye, puis à Constantinople.

Parfois, ils semblent se livrer contre le roi à des jeux compliqués : ainsi, en mai 1624, un marchand juif de Salé, Aaron Querido, achète à deux marchands juifs d'Amsterdam, Diego Nuñez del Monte et Francisco Vaez de León, des armes et des munitions qu'il fait expédier sur des bateaux hollandais au caïd de Kasba, alors en rébellion contre le monarque. Celui-ci le fait arrêter et proteste auprès de l'ambassadeur des Pays-Bas, Joseph Biscayno, Juif lui aussi, contre cet envoi d'armes à un de ses ennemis sur des bateaux hollandais. Au même moment, le caïd de Kasba se plaint auprès des Pays-Bas de ces mêmes marchands juifs qui « ont fait des faveurs à l'ennemi [le roi du Maroc] en lui envoyant poudre, mousquets et munitions sur des bateaux appartenant à Votre Excellence, grâce à Benjamin Cohen et Aaron Querido[459] » : cet Aaron Querido a donc procuré des armes aux deux belligérants. On comprend que le souverain n'ait pas apprécié…

Les deux Siècles d'or polonais

Unie à l'Ukraine, puis à l'État lituanien, la Pologne forme, à la fin du XV^e^ siècle un ensemble territorial de 850 000 kilomètres carrés allant de la Baltique à la Crimée (*od more do more*, « de la mer à la mer »). Le pays est hospitalier pour tous : chrétiens orientaux, calvinistes aussi bien que Juifs venus d'Allemagne, de Bohême, de Hongrie, de Basse-Silésie, d'Autriche, d'Espagne et des rivages turcs de la mer Noire. Si les controverses religieuses ne manquent pas, elles se déroulent sans violence ; l'Église, jusqu'à la lente reconquête des esprits par les jésuites après la Contre-Réforme, est tenue en bride par les princes[414]. Chaque nationalité, régie d'abord par son propre droit, reçoit des privilèges généraux et individuels qui fusionnent peu à peu dans un droit unique[414].

En 1495, trois ans après l'ultime expulsion des Juifs d'Espagne, Alexandre Jagellon réaffirme leur droit de vivre en Pologne[414] malgré quelques agressions antijuives. Vers 1500, ils ne sont encore que vingt-trois mille, soit 0,6 % de la population, dispersés dans quatre-vingt-cinq villes et

villages[414]. Un siècle et demi plus tard, ils seront plus de cinq cent mille, représentant 5 % de la population, dans un territoire plus vaste.

Leurs métiers varient considérablement d'une ville à l'autre. Ils sont paysans, commerçants, colporteurs, tenanciers de moulins, de brasseries et d'auberges, musiciens, conducteurs de chevaux, valets de chambre – au service des Juifs les plus riches –, fabricants de cuir, de textiles, de vêtements, fonctionnaires de communautés. Dans certaines villes, leurs artisans et praticiens (orfèvres, barbiers, pharmaciens, médecins, fabricants de produits alimentaires) doivent payer de fortes taxes aux guildes locales. Dans d'autres, l'artisanat leur est interdit et ils restent clandestins. Dans d'autres encore, ils sont admis dans les guildes avec les artisans chrétiens. Dans d'autres, enfin, ils créent leurs propres guildes. Les rabbis leur interdisent certains métiers. Par exemple, au milieu du XVI^e^ siècle, le grand maître en charge de la communauté, rabbi Moses Isserles, autorise le commerce d'objets sacramentels catholiques tels que les rosaires, alors que d'autres rabbins l'interdisent. Plus tard, s'appuyant sur la kabbale, rabbi Judah Loew, dit le Maharal de Prague – très influent en Pologne un demi-siècle durant – décrète que le commerce du cuir avec les non-Juifs exclut ceux qui le pratiquent de la « céleste Israël ».

Ils gèrent parfois le commerce du sel pour le compte de l'État ; ainsi, en 1578, un Juif de Lituanie, Saul Frudycz, à qui le roi afferme le commerce du sel de Koden (à 60 kilomètres de Brest-Litovsk), obtient des prêts à taux très bas du Trésor royal pour aménager une tour d'évaporation et une cuve de cuisson des pâtes à sel[414].

Les rois en font aussi des collecteurs d'impôts ou de droits de douane : là encore, la formation de la nation exige un financement étranger.

Les grands propriétaires fonciers, en concurrence avec les rois, utilisent des Juifs comme régisseurs de leurs domaines. En échange de droits sur la récolte, ces régisseurs avancent le produit des champs aux seigneurs, se font rembourser par les paysans, et deviennent assez influents pour faire venir dans les domaines qu'ils gèrent d'autres Juifs comme aubergistes (métier très prisé), fermiers, meuniers, valets de chambre. Des villages juifs s'organisent même autour de ces grands régisseurs.

L'activité de prêteur devient considérable et les rabbins de Pologne doivent l'autoriser de nouveau explicitement : pour rabbi Judah Loew, le droit de prêter à intérêt vient de ce que la valeur numérique du mot « intérêt » *(ribbit)* est de 612, ce qui, selon lui, prouve que prêter équivaut à lui seul à obéir aux 613 obligations de la Loi[414]. Comme ailleurs, en dehors des prêts à de riches marchands, les juifs prêtent à des artisans et à des commerçants chrétiens en utilisant le *mamram* (en polonais *membran goly*), ce billet à ordre très sommaire, mis au point par des Juifs français au XII[e] siècle, qui mentionne le montant de l'emprunt, la date de règlement et la signature du débiteur.

Comme ailleurs, les métiers de prêteur et de courtier se mêlent. Un poète et compositeur de musique des cours de Brandebourg puis de Pologne, A. Jarzebski, note au XVI[e] siècle que « les Juifs nous rendent certains services en apportant des fourrures, de l'or, de l'argent, des cordes et des boutons, et, chez eux, tout est bon marché. On peut tout obtenir soit par l'emprunt, soit par le troc. On dit que, chez eux, il y a marché tous les jours, à l'exception du samedi. Mais, s'il est vrai qu'ils tirent peu de profit de ce qu'ils vendent, il est également vrai qu'ils donnent peu de chose pour cet argent[414] ».

Innovation par rapport à ce qui se passe ailleurs en Europe : les prêteurs juifs font vraiment métier de banque : non seulement ils prêtent, mais aussi ils gèrent et placent l'épargne de leurs clients chrétiens. Cela commence par des prêts de nobles à leurs régisseurs pour l'entretien des domaines qu'ils leur confient ; certains nobles prêtent même quatre fois plus aux Juifs que ceux-ci ne leur prêtent. Cela continue par des placements que les prêteurs juifs font de l'argent reçu en gestion dans des emprunts publics ou dans des affaires privées, en particulier dans le commerce international. Ils prennent ainsi le risque de perdre l'argent qui leur est confié, espérant gagner plus que le taux d'intérêt qu'ils garantissent à leurs clients.

Certains marchands juifs – on l'a déjà vu avec le légendaire destin de Gaspar de las Indias vers 1490 – font du commerce (fourrure, bois, sel, blé, bétail, vêtements) avec l'Angleterre, les Pays-Bas, la Hongrie, la Turquie, la Palestine, l'Égypte et l'Inde. Ils ont des correspondants à Venise, Florence, Leipzig, Hambourg, Francfort-sur-le-Main, Wroclaw, Gdansk, Brest-Litovsk, Tykocin, Grodno, Sledzew, formant entre eux des compagnies,

s'associant à des marchands non juifs et y plaçant des fortunes chrétiennes. Les plus riches d'entre eux (les Fiszel à Cracovie, les Nachmanowicz à Lvov, Mendel Izakowicz et Isaac Brodawka en Lituanie[414]) sont financés par des prêts d'autres entrepreneurs, juifs et non juifs. En 1521, un des pamphlétaires de l'époque, Justus Ludwik Decius, écrit avec rage dans la *Chronique de Sigismond le Vieux* : « Les Juifs gagnent en importance ; il n'y a pas de douane ou d'impôt dont ils ne sont pas responsables ou auxquels ils ne peuvent aspirer. Les chrétiens leur sont en général subordonnés. Parmi les riches familles du pays, on n'en trouve aucune qui ne favorise les Juifs chez eux et qui ne leur donne le pas sur les chrétiens[414]. »

Éminents banquiers juifs de cette époque : les trois frères Ezofowicz, de Brest-Litovsk[414]. L'aîné, Abraham, se convertit en 1490 ; il est nommé responsable de la place militaire de Kowno ; anobli, il prend à ferme les douanes de Kowno et devient staroste de Smolensk et de Minsk ; en 1510, Sigismond I[er] le nomme ministre du Trésor de Lituanie. Après sa mort en 1519, sa femme se remariera à un noble. Ses deux frères[34], Michal et Ajzyk, ne se convertissent pas et, tout en restant en relation avec Abraham, font une grande carrière financière. Michal, notamment, devient l'un des banquiers du royaume de Lituanie en 1514, puis staroste de Kowno ; devenu le principal collecteur d'impôts de Lituanie, il est anobli en 1525 comme comte de Leliwa. Il est un des derniers banquiers juifs importants de l'histoire de la Pologne avant qu'elle ne devienne en partie russe.

Les mariages sont en général arrangés lors des foires où les pères des jeunes filles viennent rencontrer les jeunes gens des écoles talmudiques, particulièrement recherchés. Les garçons se marient en général avant dix-huit ans, les filles avant quatorze. Rabbi Salomon Luria rappelle la règle talmudique : un mariage est considéré comme régulier dès qu'un garçon déclare à une fille : « Je te veux pour épouse », et qu'elle accepte un cadeau de lui, même sans le consentement des parents. La natalité des Juifs connaît alors un essor considérable[414]. Comme les règles en matière de nourriture et d'hygiène sont très astreignantes, malgré l'extrême pauvreté et l'exiguïté des logements, la mortalité infantile est plus faible que chez les chrétiens. Il n'est donc pas rare d'avoir dix enfants, dont six ou sept survivent. La population juive, complétée par l'immigration, croît donc très vite[35]. Les

communautés s'entassent dans des villes où elles deviennent souvent majoritaires.

Chaque communauté (de cent à mille personnes au début, puis comptant jusqu'à dix mille membres et plus) possède au moins une *yeshiva*, où tous les garçons étudient le Talmud, et une imprimerie pour les livres de prières : la transmission est ainsi assurée. L'organisation est la même qu'ailleurs : un *betdin* (tribunal) pour faire respecter l'éthique de la Loi ; des *parnassim* et des *tovim* pour fixer l'assiette de l'impôt – percepteurs d'impôt – versé aux princes et aux institutions communautaires ; des *medunim* – « gardiens de la mesure » – pour s'occuper des poids et mesures sur les marchés ; un *stadlan* – « celui qui négocie avec la ville » – pour évaluer les menaces, négocier avec les autorités publiques les impôts, les amendes ou la révocation des édits d'expulsion.

En 1503, le roi Alexandre Jagellon confirme au grand rabbin de Pologne, Jacob Pollack, l'autorité des tribunaux juifs sur les litiges entre Juifs. Vers 1520, le roi Sigismond divise le pays en cinq régions juives : Grande Pologne, Petite Pologne, Russie rouge, Podolie et Lituanie. À partir de 1533, des tribunaux rassemblent une fois l'an les grands rabbins venus de tout le pays à l'occasion des grandes foires, en général à Lublin, parfois à Jaroslaw ou à Tsyzowce, pour régler les affaires concernant l'ensemble des communautés[414]. Les principaux notables, rabbins et marchands, prennent alors l'habitude de s'y réunir et d'élire à cette occasion un Conseil, la « Généralité juive », avec à sa tête un rabbin général pour la seule Pologne. Le premier d'entre eux vers 1540 est rabbi Moses Isserles. Peu à peu, ce Conseil fixe les impôts communautaires, organise l'aide aux pauvres et la vie culturelle, surveille le système scolaire, les académies talmudiques et l'impression des livres hébraïques. Il se donne le pouvoir suprême, celui d'excommunier. Il discute des relations avec les chrétiens : peut-on s'associer au commerce des produits d'État ? quels taux d'intérêt exiger des chrétiens ? quels gages leur demander ?

À partir de 1540, ce Conseil délègue auprès du roi et de la Diète un représentant qui fait appliquer les édits royaux dans les communautés et négocie avec les autorités polonaises le montant global des impôts, qu'il se charge ensuite de répartir entre Juifs. Les plus pauvres protestent parfois contre cette organisation qu'ils jugent souvent trop favorable aux riches.

Vers 1550, le Conseil étend son autorité à toutes les communautés du pays, y compris en Lituanie. Les Juifs sont maintenant cent cinquante mille en Pologne, soit 2 % de la population totale[414]. Certaines villes polonaises commencent à trouver « ces gens-là » un peu trop envahissants.

Plus de vingt villes obtiennent le *privilegium de non tolerandis Judaeis* : d'abord Miedzyrzec en 1520, puis Varsovie en 1525, Sambor en 1542, Grodek en 1550, Vilna en 1551, Bygdoszcz en 1556, Stryj en 1567, Biez, Krosno et Tarnogrod en 1569. Les mêmes, et d'autres, repoussent les Juifs dans des faubourgs réservés : ainsi Lublin, Piotrkow, Bydgoszcz, Drohobycz et Sambor. Le désir de séparation est parfois réciproque : en 1564, les Juifs obtiennent le *privilegium de non tolerandis Christianis* pour Kazimierz. La séparation entre Juifs et chrétiens décidée par le concile de Latran de 1215 s'installe ainsi en Pologne avec trois siècles et demi de retard.

En 1569, Sigismond II Jagellon unifie la Pologne et la Lituanie avant de mourir en 1572 sans héritier. Commence alors une monarchie élective, avec d'abord, pendant quelques semaines, Henri de Valois qui, devenu roi de France, abandonne le trône de Pologne à Étienne I^er^ Bathory. Celui-ci, en 1579, officialise la « Généralité juive » sous le nom de « Conseil des quatre pays » *(Vaad arbaa aratsot*, ou *Vaad)*. La réputation de cette instance auprès des Juifs pauvres ne s'améliore pas : à peine créé, le Vaad les oblige à accepter de servir de domestiques aux riches s'ils veulent bénéficier de l'assistance communautaire : pas d'aide sociale pour les chômeurs[414] ! L'année suivante (1580), un rabbin polonais, Salomon Efraim, de Keczyca, publie à Bâle une attaque contre « ces rabbins qui courtisent les riches ». Rabbi Loew, dit le Maharal de Prague, dont l'influence est de plus en plus considérable dans toute l'Europe orientale, et notamment en Pologne, proteste lui aussi : « Dispenser de la substance vitale au pauvre pour le faire vivre, telle est l'essence même de la vie. Quiconque s'y dérobe devient idolâtre […]. L'unité de Dieu exige celle du peuple[260]. » Le Vaad sent bien que les inégalités et l'excessive richesse de certains constituent une menace pour tous. En 1581, il interdit à quiconque, sous peine d'anathème, de gérer les mines de sel, de collecter des impôts, des droits sur les alcools et des droits de douane, « parce que cela peut faire courir un grand danger à tout le peuple juif[414] ». Certains persistent néanmoins à enfreindre cet interdit en

Ruthénie, en Podolie, en Volhynie, en Ukraine et en Lituanie[414]. Les Juifs continuent d'être employés comme une bourgeoisie de substitution par les nobles, qui craignent les revendications politiques d'une bourgeoisie nationale.

L'organisation des communautés devient de plus en plus sophistiquée. Par exemple, en 1599, un conseil de quatre membres dirige celle de Cracovie, épaulé par quatorze rabbins et neuf juges ; cinq autres notables sont en charge des orphelins, des pauvres, de la taxe d'État, de la vente des places à la synagogue (aux plus riches, et non aux plus lettrés), du contrôle des boissons alcoolisées, de la maison de bains, des bouchers, des taux d'intérêt, du contrôle des prêteurs de la gestion des ordures et des autorisations de circuler dans les rues non juives.

Comme de plus en plus de chrétiens placent leur épargne chez des Juifs, les communautés doivent aussi se porter garantes de l'aptitude à rembourser de leurs banquiers pour éviter la colère des chrétiens en cas de défaillance. Mais donner une telle garantie est risqué : si la communauté ne peut rembourser le prêteur chrétien, celui-ci peut faire fermer la synagogue ou emprisonner les dirigeants. Aussi, pour s'en prémunir, certains dirigeants interdisent-ils à tout membre de leur communauté de gérer de l'argent chrétien ; d'autres, plus audacieux, créent une banque communautaire qui reçoit des placements chrétiens qu'elle reprête ensuite, avec un intérêt plus élevé, à des banquiers de la communauté, lesquels les reprêtent enfin, plus cher encore, à des emprunteurs chrétiens ou les investissent dans les opérations de commerce international. Comme le profit de la banque communautaire sert uniquement à financer les œuvres sociales, les rabbins autorisent le prélèvement d'intérêt entre Juifs.

À la fin du XVI^e^ siècle – on compte maintenant trois cent mille Juifs en Pologne, en Lituanie et en Ukraine –, l'intégration est à son zénith : des marchands juifs constituent des compagnies commerciales et bancaires avec des marchands chrétiens. Et, malgré les interdits, les Juifs de Kazimierz commercent à Cracovie. Les nobles polonais, qui ne veulent toujours pas laisser s'enrichir une bourgeoisie nationale, sont satisfaits de voir les Juifs remplir ces rôles.

Les guerres du début du XVII^e^ siècle orientent les Juifs vers de nouveaux métiers. Certains deviennent officiers du roi Bathory. On connaît ainsi

l'histoire d'un certain Mendel Izakowicz, de Kazimierz, ingénieur, spécialiste de la construction des ponts, pendant la guerre contre la Moscovie en 1610. D'autres servent dans la cavalerie légère de Lisowski. D'autres encore sont officiers pendant la guerre de Trente Ans. Beaucoup d'artisans deviennent aussi fournisseurs des armées. Ils sont forgerons, verriers, fourreurs, tailleurs, maçons, bronziers, armuriers, tapissiers, charpentiers, imprimeurs, teinturiers. Apparaissent même à Cracovie, Lvov et Przemysl des guildes juives d'artisans fournisseurs d'État. En 1640 voit le jour une confrérie des chirurgiens-barbiers juifs, pour l'essentiel au service des armées.

Afin de défendre le pays, les princes polonais créent neuf cents bourgs « privés » et fortifiés, certains majoritairement peuplés de Juifs. La Pologne abrite alors la plus vaste communauté juive du monde. En 1648, entre la Lituanie, la Pologne et l'Ukraine, ils avoisinent les cinq cent cinquante mille. Ils gèrent à ferme des moulins, des auberges, des brasseries, des étangs. Ils sont tailleurs, épiciers, artisans. Leur organisation communautaire, le Vaad, fonctionne plutôt bien.

La première moitié du XVII^{e} siècle marque l'apogée de la communauté juive polonaise comme de la Pologne tout entière. À partir de 1648, la montée des puissances suédoise et moscovite entraîne et celle-ci et celle-là dans un long naufrage.

Tout commence par l'invasion de la Crimée russe, ukrainienne, et ottomane par les Tatars. Les Juifs d'Odessa et de la mer Noire sont massacrés. Les survivants, vendus comme esclaves sur les marchés d'Istanbul, y sont rachetés par des Juifs de Salonique.

Cette année-là, la révolte des Cosaques zaporogues – menée par un certain Bogdan Chmielnicki, d'abord au service des Polonais – entraîne, après maintes batailles et révoltes, un immense massacre, le plus important jusqu'alors dans toute l'histoire juive européenne : deux cent mille tués en quelques mois. Sur les trois cent cinquante mille survivants dans la région, plus de cent vingt-cinq mille refluent vers la Pologne centrale, la Moravie, l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie. D'autres s'engagent dans la lutte des Polonais contre la Russie en 1654, puis contre la Suède en 1655, enfin contre la Turquie en 1667. La Pologne reprend alors une bonne part des territoires qu'elle avait perdus à l'est.

De plus en plus de marchands et d'artisans juifs deviennent fournisseurs des armées ; ils y bénéficient d'une situation à la fois de plus en plus jalousée et menacée. Les incidents entre communautés se multiplient, la récession et le chômage aiguisent la concurrence. Quelques banquiers juifs, pris dans les massacres, ne peuvent plus rembourser les placements que leur ont confiés des chrétiens. En 1659, traumatisé par les persécutions, le Conseil des quatre pays interdit tous les signes extérieurs de richesse : chaque Juif doit limiter le nombre des invités à ses fêtes en fonction des impôts qu'il paie à la communauté.

Face aux attaques que seigneurs et paysans leur font endurer, les monarques soutiennent et protègent les Juifs. En 1669, le roi Michel Wisniowiecki confirme le statut des Juifs de Lituanie. Jean Sobieski III, son successeur, leur accorde un moratoire de leurs dettes (pour une fois, ce n'est pas l'inverse !) et oblige les villes à s'engager à protéger leurs communautés. En 1674, il interdit même à la ville de Cracovie d'augmenter les impôts sur les Juifs de la cité[414]. La noblesse polonaise dénonce alors son gouvernement comme une « junte israélite ». En 1683, des tailleurs chrétiens accusent des concurrents juifs de malhonnêteté. Nouveaux massacres. En 1694, des distillateurs chrétiens refusent de vendre de l'alcool à des cabaretiers juifs[414].

Les menaces de la Russie se font de plus en plus lourdes sur une Pologne de plus en plus affaiblie. Le vaste empire orthodoxe n'héberge toujours pas de Juifs. Quand, en 1665, Smolensk redevient russe par conquête, ses Juifs doivent choisir entre l'exil sans leurs biens et la conversion. La plupart se convertissent et créent des lignées de marranes. Un certain Samuel Vistritzki, qui se convertit, continue de parapher en hébreu les contrats qu'il signe. Un autre, nommé Chafir (*saphir*, en hébreu : « beau », « superbe »), devient un grand marchand. On retrouvera un peu plus tard son petit-fils, sous le nouveau nom de Pavel Filippovitch Chafirov, marrane de cour comme tant d'autres avant et après lui. Ailleurs en Russie, on rencontre aussi des orthodoxes aux noms étranges venus, dit-on, de ce royaume khazar dont l'aristocratie se serait convertie au judaïsme au VII^{e} siècle. Ils se nomment Kazarinov et Chaldeev…

7. Juifs du prince et princes sans Juifs (1492-1700)

Ghetto ou Livourne

En Italie, il existe deux formes de société politique et, parallèlement, deux formes de vie juive : les unes, les cités féodales, accueillent les Juifs comme prêteurs et artisans, et les enferment la nuit dans les ghettos ; les autres, les cités marchandes, les reçoivent en tant qu'agents du grand commerce et les laissent vivre en toute liberté. D'un côté, Venise et les États du pape ; de l'autre, la Toscane et la Florence des Médicis.

En 1492, le pape Alexandre VI accueille en ses États quelques exilés d'Espagne et du Portugal, surtout des banquiers pouvant payer très cher leur licence[313]. Ils lui sont d'autant plus nécessaires que les monts-de-piété, d'inspiration chrétienne, ont fait faillite, à l'instar de celui créé en 1462 à Pérouse par Barnabé de Terni. Les Juifs venus d'Espagne y arrivent avec leurs rites ; ils se sentent si profondément différents de leurs coreligionnaires installés là parfois depuis plus de quinze siècles qu'ils ne se mêlent pas à eux ; certaines communautés anciennes, pour se défendre, éloignent les nouveaux arrivants. Au bout de vingt ans, cependant, l'intégration se fait : en 1524, les Juifs de Rome, très anciennement établis, acceptent enfin de partager la direction de la communauté avec les récents réfugiés d'Espagne, de France et d'Allemagne.

À Venise, l'accueil réservé aux Juifs espagnols est aussi bon que dans les États du pape. D'une part, on n'a pas oublié les services qu'ils ont rendus lors des guerres contre les Turcs, en particulier pendant le siège de Candie. D'autre part, Venise a besoin d'eux non comme banquiers, mais comme marchands internationaux pour entretenir ses relations avec le Levant et y exporter les textiles italiens[69]. Mais, là encore, des communautés existantes s'inquiètent. Le conseil de celle de Padoue, préoccupé par cet afflux, veut interdire, « en raison de la situation économique », l'entrée de la ville à tout nouvel arrivant, fût-il parent d'un membre de la communauté[193]. Là encore, cependant, les rabbis y mettent bon ordre : le *betdin* de Venise, dont Padoue dépend, ordonne qu'on les laisse entrer. Parfois, on use de certains détours. Ainsi, en 1511, un certain David Bamberg débarque d'Anvers à Venise pour

y créer une grande imprimerie hébraïque ; ce sera la première entreprise juive quasi industrielle, employant une centaine d'ouvriers[75].

En 1516, devant l'afflux – plusieurs milliers – d'émigrants, et pour les garder sans qu'ils se révèlent trop envahissants, les cinq mille Juifs de Venise sont tenus de s'entasser dans un minuscule quartier insalubre de la Giudecca qui prend le nom de *ghetto*[75]. L'origine du mot est incertaine : il viendrait de *geto nuovo* (« nouvelle fonderie » en italien), ou de *borghetto* (« petit bourg » en italien), ou encore de *ghet* (« séparation » en hébreu). Ce n'est pas le premier quartier séparé : il y en a déjà eu d'autres à Valladolid en 1412, à Bologne en 1417, à Turin en 1425, à Francfort en 1458. Le nom vénitien va s'imposer pour les désigner tous.

Le ghetto marginalise les Juifs, mais il les protège aussi. On les enferme, on ne les expulse plus, et ils s'assimilent moins. Le ghetto suscite un style de vie fait de misère, de travail acharné et d'humiliations allant du sermon de conversion jusqu'à l'enlèvement d'enfants. Mais aussi de joies familiales, artistiques et intellectuelles[75] : on y joue pour la première fois du théâtre juif ; entre 1528 et 1575, on y construit cinq synagogues ornées de splendides décorations[75] ; on y calligraphie de magnifiques enluminures ; on y imprime de nombreux livres – le Talmud dès 1525 – et on y organise d'intenses débats philosophiques.

L'expérience vénitienne plaît à Rome. Comme le pape continue de recevoir des redevances confortables des banquiers juifs installés dans ses États, il n'est pas question de les en chasser. La décision est alors prise : séparation. En 1553, Jules III condamne le Talmud – imprimé à Venise – sous prétexte qu'il attaquerait le Christ. Dans une bulle datée de juillet 1555, *Cum nimis absurdum*, son successeur, Paul IV, retire aux Juifs de ses États (« condamnés par Dieu à la soumission perpétuelle à cause de leurs péchés[313] ») les droits accordés par Paul III et Jules III, et leur interdit la pratique de la médecine, du commerce, du fermage de redevances et de péages, et tout métier autre que la friperie, la brocante et le prêt à intérêt. Il les contraint au port d'un chapeau jaune et généralise le ghetto. Il en crée un, dès août 1555, à Rome (deux mille personnes), puis un autre à Ancône, le port de Rome (mille personnes), puis un autre encore à Bologne ; d'autres enfin, sous le nom de « carrières », en Comtat Venaissin : à Carpentras (huit

cents personnes), en Avignon (deux cents), à L'Isle-sur-la-Sorgue (deux cents), à Cavaillon (cent).

La création du ghetto d'Ancône en août 1555 est l'occasion d'un grave incident diplomatique : en regroupant les Juifs de la ville, l'Inquisition trouve sur le port des marranes portugais inconnus qu'elle emprisonne et fait juger comme apostats. Parmi eux, un agent de Gracia Ha-Nassi, d'Istanbul ; c'est un sujet ottoman, avec des lots considérables de marchandises. Gracia Mendes demande à Sélim II le Magnifique d'intervenir pour le faire libérer. Le sultan saisit le pape de cette requête et, en guise de représailles, confisque les biens de marchands chrétiens d'Ancône qui sont de passage dans un port de l'Empire ottoman. La lettre de Sélim II arrive chez le pape après qu'un premier groupe de marranes portugais a été conduit au bûcher ; le pape lève le séquestre sur les biens de Gracia Ha-Nassi, mais ne libère pas son agent, conduit lui aussi au bûcher[314]. Gracia Ha-Nassi réclame alors le boycottage total du port d'Ancône et persuade rabbi Joseph ibn Levi, responsable d'une *yeshiva* qu'elle a fondée à Istanbul, de signer un *herem* (un ordre) interdisant à tout Juif de commercer avec Ancône. Mais cet ordre ne tient pas longtemps, les Juifs d'Ancône en étant les premières victimes. D'autres tenteront un peu plus tard de le faire à nouveau appliquer, toujours en vain.

Réflexion doctrinale importante : en 1556, à peine relégué dans le ghetto, le rabbin et banquier pisan Yehiel Nissim réfléchit, dans un traité théologique intitulé *La Vie éternelle*[456], à l'éthique d'opérations financières que le Talmud n'avait pu prévoir. Celles qui portent sur des objets concrets (la lettre de change, les contrats d'association, l'assurance maritime) restent autorisées[329] ; celles qui sont dépourvues de fondement économique ou d'utilité sociale (telle la spéculation sur les monnaies) sont interdites. Par exemple, acheter des marcs pour les besoins du commerce est licite ; mais le faire « dans l'espoir que le cours de cette monnaie augmentera lors des grandes foires » est « le genre d'usure que la Torah a interdit »[456]. Rabbi Nissim formule là un interdit exprimé d'autre manière, mais exactement au même moment, par les rabbis du Maroc : l'économie spéculative est prohibée parce qu'elle ne crée rien. Pour parvenir à cette conclusion, les lettrés ont sans doute échangé bien des lettres entre Fès et Pise. On

retrouvera ces notions de prudence financière chez des financiers d'Amsterdam au XVII[e] siècle et de Londres au siècle suivant.

En 1559, après des années de débats théologiques, la publication du Talmud et du *Zohar* dans les États pontificaux est autorisée, moyennant des coupures. Cela ne change rien à la condition des Juifs : en 1569, Pie V les accuse encore de « faussetés », de « trahison » et d'avoir, par « leurs rapines, ruiné les États de l'Église »[313]. Il supprime tous les ghettos de ses villes italiennes, sauf ceux de Rome et d'Ancône, « car la sainteté du lieu pourrait opérer leur conversion ». En réalité, c'est pour maintenir le très lucratif commerce du Levant et les quelques banques dont il a besoin. Le pape suivant, Sixte Quint, reconnaîtra d'ailleurs que l'argent qu'il tire des négociants juifs est ce qui l'incite à les tolérer à Ancône[313].

Les Pisa, les Nissim, les del Banco, les Volterra, les Rieti, les Tivoli, chassés de Pise en 1569, prennent alors la route du nord. Parmi eux, un certain Andrea del Banco, changeur, dont on retrouvera bientôt les descendants en Allemagne sous le nom de la localité où ils vont émigrer : Warburg[18].

Deux ans plus tard, après la victoire de Lépante, le gouvernement de Venise décide à son tour d'expulser du ghetto tous les Juifs, déclarés complices des Turcs et agents du duc de Naxos ; puis, comme tant de fois dans l'histoire, il rapporte cette décision contre paiement d'un impôt.

Les communautés serrent les rangs. En 1577, le conseil de celle de Padoue, en Vénétie, excommunie quiconque aura recours aux tribunaux civils plutôt qu'au *betdin* de Venise[75]. Gravissime condamnation qui entraîne l'interdiction de pénétrer dans une synagogue, de commercer avec un autre Juif et d'acheter de la nourriture casher. En 1586, les dernières communautés italiennes tentent même de se doter d'une organisation unique, comme viennent de le faire celles de Pologne et du Maroc. Mais le projet échoue : en 1593, Clément VIII (pape intransigeant qui fera par ailleurs beaucoup de difficultés pour admettre la conversion d'Henri de Navarre, devenu Henri IV sur le trône de France, et qui désapprouvera l'édit de Nantes) réaffirme l'expulsion des Juifs de ses États – sauf, une nouvelle fois, ceux de Rome et d'Ancône à qui le Vatican vend encore des licences de banquier pour 250 écus par an[313].

Une première : pour tenter de démontrer leur loyauté (mise en doute après que le duc de Naxos a fomenté une attaque turque contre Venise), les Juifs vénitiens font écrire en 1638 par Simone Luzzato, rabbin de la cité durant cinquante-sept ans, un *Essai sur les Juifs de Venise* où il vante leur sérieux, leur compétence, leur rapidité, leur efficacité, leur sincérité et surtout leur fidélité[75]. De plus, ajoute-t-il, faute de mère patrie, les Juifs vénitiens n'ont personne à qui envoyer l'argent qu'ils gagnent, ce qui n'est pas le cas des autres marchands étrangers installés dans la ville. Il reprend l'antienne du Talmud : rien n'est bon pour les Juifs si ce n'est bon aussi pour ceux qui les entourent. On retrouvera sans cesse cet argument : et les communautés vont chercher partout à mettre en avant les services qu'elles peuvent rendre.

En 1692, Innocent XI interdit aux derniers Juifs de ses États – ceux d'Ancône et de Rome – de prêter avec intérêt. Il ferme leurs banques, sans leur ouvrir pour autant de nouvelles professions[313]. À bout de moyens, les Juifs d'Ancône tentent encore de résister en boycottant leur propre port. En vain : ils sont les principales victimes de cette mesure. Ne leur est plus concédé que le métier de fripier. Beaucoup partent. Faite d'humiliation et de misère, la vie de ceux qui restent dans ces deux ghettos devient épouvantable.

La seule région de la péninsule où les Juifs demeurent libres – quand la papauté n'y exerce pas trop d'influence – est la Toscane, et surtout son port principal, Livourne. Ils y sont bien reçus et leur nombre atteint près de cinquante mille quand affluent en 1492 des Juifs espagnols attirés par les maîtres de Florence, les Médicis[263]. Dès 1494, les uns et les autres sont expulsés par Savonarole. Ce jour-là, Ferdinand, oubliant qu'il les a lui-même chassés d'Espagne deux ans plus tôt, écrit aux nouveaux maîtres de Florence pour protester contre l'expulsion de ses sujets[19] !

En 1512, quelques rares Juifs (deux cents) reviennent à Florence avec les Médicis ; ils doivent en repartir ensemble en 1527 pour y revenir, à nouveau ensemble, en 1530, et y rester sous sept générations de Médicis. S'ouvre alors, pour ces quelques Juifs toscans, une longue période de liberté économique et culturelle.

Dès 1551, Cosme I[er] de Médicis (très lié à Judah Abravanel, le fils d'Isaac, qu'il a connu à Naples) propose une charte aux marchands juifs des Balkans pour les attirer vers la Toscane et les détourner de Naples, de Venise et d'Ancône. Après une nouvelle expulsion – la quatrième – de Naples en 1540, et après la création de ghettos dans les États du pape en 1555, quelques centaines d'entre eux se tournent vers la Toscane[263].

Renversement : en 1570, pour obtenir la reconnaissance par le Vatican de son titre de grand-duc de Toscane, Cosme II se résigne à enfermer les communautés de Florence et de Sienne dans des ghettos. L'année suivante, on y cloître à la tombée de la nuit les cinq cents Juifs du grand-duché.

Au cours de cette période, seuls ceux de Livourne restent protégés : la ville, déclarée port franc en 1548 (les Médicis veulent en faire la rivale d'Ancône), demeure accueillante aux Juifs. Ils peuvent y exercer tous les métiers, et même occuper des emplois publics. Privilège suprême : la cité leur garantit l'immunité vis-à-vis de l'Inquisition pour les transgressions passées ; autrement dit, les *conversos* livournais conservent le droit de redevenir juifs sans être considérés comme « relaps ».

De partout, on vient alors s'installer dans cette rare ville d'Europe sans ghetto : alors qu'en 1600 une centaine de Juifs y résident, ils sont trois mille en 1689 et cinq mille à la fin du siècle. Ils se considèrent bientôt comme une élite juive, ainsi que le feront plus tard les Juifs allemands. En 1600, un médecin, Moïse Cordovero, y est aussi un banquier important. Certains créent des entreprises de tissage de la soie, de soufflerie du verre, d'artisanat du corail. Ils font commerce avec Alger, Tunis, l'Inde et le Brésil – d'où ils importent, en 1632, le premier café en Italie. Leurs imprimeurs publient tous les livres de prières utilisés en Afrique du Nord. Leurs échanges culturels avec l'Orient, l'Amérique et l'Afrique du Nord sont considérables. Après Amsterdam, Livourne devient le deuxième grand centre de l'activité commerciale, de l'imprimerie et de la vie intellectuelle juives.

De Luther aux Juifs de cour

Chez les Habsbourg – qui, depuis l'élection à l'empire de Charles Quint en 1519, règnent sur l'Autriche, l'Allemagne, les Flandres, l'Espagne et une

partie de l'Italie –, les Juifs sont à peine tolérés. Ils n'y sont admis que comme prêteurs sur gages, sauf en Bohême et en Moravie où ils ont aussi accès à l'artisanat. Les princes les utilisent également pour collecter les impôts tout en les faisant prêteurs involontaires et forcés, encore haïs pour les services qu'ils rendent. En 1538, le clergé de Hesse compare les prêteurs juifs de Francfort à « une éponge qui aspire la richesse du peuple pour la recracher dans le trésor du prince »[193]. Les quelques centaines de Juifs de Francfort, en Hesse, sont relégués depuis 1458 dans une seule rue séparée par de hautes murailles et fermée chaque soir aux deux extrémités. Logements exigus. Insalubrité totale. Familles nombreuses. Longues soirées d'étude.

À Prague, la communauté est beaucoup plus nombreuse et plus libre qu'ailleurs en Europe centrale. On y compte des artisans, des marchands, des médecins, des *yeshivot*. C'est même la première ville située au nord des Alpes où sont imprimés, dès 1526, des livres en hébreu.

Ce développement général de l'imprimerie en Europe entraîne une autre conséquence inattendue : lisant directement les Évangiles, certains chrétiens remettent en cause la pertinence de la lecture qu'en fait l'Église ; une autre éthique chrétienne fait son apparition, impliquant un tout autre rapport à l'argent, plus proche des Juifs.

En octobre 1517, un moine augustin de trente-quatre ans, Martin Luther, placarde sur la porte de l'église collégiale de Wittenberg *Quatre-vingt-quinze thèses contre les indulgences pontificales*, protestant contre le trafic massif d'indulgences organisé par le pape Jules II, successeur d'Alexandre VI, pour édifier Saint-Pierre de Rome[92]. S'appuyant en Allemagne et dans des cantons suisses sur les sentiments antiromains des églises et des monarchies, il étend son mouvement. En 1521, il est excommunié. En mars 1536, à Bâle, Jean Calvin s'en prend comme Luther à l'obligation du célibat ecclésiastique, au culte marial, aux monastères. Il veut proclamer le sacerdoce universel et en revenir à une lecture directe du texte des Évangiles, sans la médiation des clercs.

L'attitude des premiers protestants à l'égard des Juifs est d'abord conciliante[214]. Pour Luther, c'est leur persécution qui a retardé leur conversion ; il faut donc dialoguer avec eux. Un théologien catholique, Johann Eck, le dénonce même comme « amoureux des Juifs ». L'espoir se

lève dans les communautés d'Allemagne[193] : « Grâce à Dieu et à la Réforme, écrit en 1537 le rabbin David Levi, nous possédons maintenant, dans les divers États que nous habitons, des droits et des privilèges inconnus de nos ancêtres depuis leur dispersion. »

En 1540, l'Église réplique à Luther, entre autres, par la création de la Compagnie de Jésus et par la remise en ordre, autour d'Ignace de Loyola, de son corps doctrinal.

Puis les réformateurs proposent une révision majeure de l'éthique économique. L'argent n'est plus sale ; il est permis de le faire travailler, Calvin autorise les pasteurs à pratiquer le prêt à intérêt en raison des « pieux loisirs qu'il dispense aux ministres du culte ». Exactement ce que disent les rabbins depuis quinze siècles !

C'est un changement radical pour la chrétienté : au-delà des premiers banquiers catholiques, plus ou moins dissimulés comme marchands, les prêteurs juifs se trouvent désormais face à une concurrence ouverte et directe : celle des protestants, et, bien vite, pas seulement des pasteurs.

La violence de la Réforme contre les Juifs se manifeste d'abord dans les discours explicitement antijudaïques de Luther lui-même[214]. En 1543, il publie une série de pamphlets *Contre les Juifs et leurs mensonges*, qui reprennent les accusations classiques : meurtre rituel, empoisonnement des puits, sorcellerie. Y compris les accusations sur l'usure. Il réclame que leurs maisons et leurs synagogues soient brûlées, le Talmud et leurs livres de prières confisqués, et qu'on les condamne aux travaux forcés.

Partout dans l'Empire, la situation des rares communautés devient précaire et difficile. Vers 1550, un certain Josel de Rosheim est élu « commandant des Juifs de l'Empire »[193], reprenant les vieilles fonctions de l'exilarque et du *stadlan* pour négocier les chartes et défendre les Juifs devant la Diète.

À Cassel, capitale de l'électorat de Hesse-Cassel, vivent maintenant quelques Juifs qui prêtent aux riches paysans et aux marchands de blé. Parmi eux, les Del Banco, banquiers de Pise venus s'installer là en 1556 après leur expulsion. Ils changent alors de nom pour devenir les von Cassel[18.] Dans certains États allemands, les Juifs doivent faire précéder leur

nom de *ben* en l'associant au nom de leur père. Dans d'autres, ils doivent prendre le nom de la ville où ils résident précédé de *von*. Dès 1559, Simon von Cassel, « changeur d'argent et prêteur sur les biens agricoles », déménage de Cassel à Warburg, en Westphalie, où quelques centaines de Juifs sont revenus après les massacres du XIV^e^ siècle. Le tuteur de Warburg, le prince-évêque de la ville voisine de Paderborn, lui accorde le droit de s'installer là pour dix ans. Après lui, son fils Samuel, puis son petit-fils Jacob Simon dirigeront la petite affaire familiale de prêt sur gages. Ils prennent alors le nom de la localité ; Jacob Simon von Warburg devient même le chef de la petite communauté juive de l'évêché de Paderborn[18].

Disséminées dans l'Empire, les communautés sont encore peu nombreuses. À Francfort, la plus importante de l'Empire passe de 400 à 1 380 membres entre 1542 et 1610, toujours entassés dans la même rue. Pour éviter d'en accueillir davantage, les autorités locales, comme celles de toutes les autres villes de l'Empire, limitent à douze par an le nombre des mariages (autorisés seulement après vingt-cinq ans) et à deux par an le nombre des nouveaux venus autorisés à s'établir. Les autorités de Hesse leur interdisent toujours l'agriculture, le commerce des armes, celui des épices, du vin et du blé. Ils doivent porter un insigne (deux anneaux jaunes concentriques). Il leur est interdit de sortir du ghetto la nuit, les dimanches et jours de fêtes chrétiennes ; les autres jours, ils ne peuvent circuler en ville par groupes de plus de deux individus ni pénétrer dans un parc ou une auberge. Dans cette communauté minuscule, et pourtant centre du judaïsme de l'Empire, se réunissent clandestinement en 1603 des délégués venus de toute l'Allemagne pour discuter des moyens de préserver leur unité, d'éviter l'assimilation, en particulier d'empêcher leurs membres de porter les litiges qui les opposent devant les tribunaux non juifs ; on y envisage la désignation d'un nouveau délégué général, on y parle de la création d'un fonds de solidarité sociale, on y souligne la nécessité de surveiller la moralité des transactions commerciales. Mais la police de l'Empire fait irruption dans la réunion et arrête des délégués pour haute trahison : on les accuse de collusion avec les « puissances du Nord ». La conférence est interrompue ; ses projets sont oubliés, chaque communauté reste seule.

En 1607, les Warburg déménagent encore une fois. Jacob Simon s'installe plus au nord, à Altona ; ce port franc sur l'Elbe est sous souveraineté danoise, beaucoup plus tolérante que les villes environnantes. Quelques

Juifs, ashkénazes et portugais, y sont implantés depuis des siècles. Ville de la Hanse, capitale des communautés de la région, c'est le siège du tribunal rabbinique des localités alentour. Cette fois, la famille ne change pas de nom. Vers 1615, Jacob Warburg (le *von* a disparu) fait aménager dans sa propre demeure d'Altona une belle synagogue, la première de l'évêché[18].

À Hambourg, ville allemande qui jouxte Altona, la situation est bien différente : le Sénat de la ville ne tolère que vingt-cinq séfarades, en contrepartie d'un impôt considérable de 1 000 marks – et encore, en leur interdisant de pratiquer leur religion, même en privé. Parmi eux, un marchand d'épices, un importateur de produits du Brésil, un agent de change, un importateur de sucre.

La situation semble ensuite se détendre dans l'Empire. Quelques marchands juifs commencent à accumuler un peu d'épargne, à investir, confiants dans l'avenir. À Vienne, en 1621, une communauté revient après deux siècles d'exil. Parmi elle, les Oppenheim, les Oppenheimer, les Wertheimer, les Aguilar, petits prêteurs sur gages, deviennent banquiers de la cour et organisent d'énormes emprunts pour l'État. Jacob Bassevide Treuenberg est désigné en 1630 comme fournisseur des armées en produits agricoles[372]. Un peu plus tard, en 1641, à Prague, Ferdinand III accorde aux Juifs le droit de commercer pour les remercier d'avoir participé à la défense de la ville contre les Suédois. À Hambourg, en 1650, la pratique du judaïsme est autorisée en privé.

En 1648, au sortir de la guerre de Trente Ans, en Europe centrale, le système des corporations est mort ; la Hanse a perdu de son importance ; les guildes se sont effacées. Les Juifs font alors irruption dans l'artisanat et l'industrie. À Prague, un nommé Leopold Porges, issu d'une famille venue d'Espagne, installe un atelier de cotonnades[34]. C'est le premier industriel juif répertorié. Encore un mythe détruit : les Juifs ne se sont pas volontairement cantonnés dans le commerce et la banque ; dès que les guildes disparaissent, dès que les contraintes religieuses s'estompent, ils viennent aussi travailler dans ce qu'on n'appelle pas encore l'industrie.

La libéralisation semble annoncer l'émancipation et l'assimilation : à Spa, des enfants de marchands juifs viennent se faire soigner dans des hôpitaux chrétiens ; à Francfort, en 1685, des marchands juifs sortent du ghetto dans la journée pour travailler à la Bourse.

Mais le temps n'est pas encore venu, et l'émancipation s'arrête à peine amorcée : dès que des courtiers juifs se montrent à la Bourse de Francfort, les banquiers protestants se plaignent que « les Juifs leur ont extorqué toutes les lettres de change ». On les chasse de la Bourse, on leur interdit de s'installer « dans les meilleures rues de la ville[34] », on les renferme dans le ghetto. Pour plus d'un siècle… À Vienne, ils sont alors cent onze familles avec trois synagogues ; le 14 février 1670, sous l'influence de sa femme Marguerite-Thérèse, fille du roi d'Espagne, fidèle soutien des jésuites, l'empereur Léopold I[er] de Habsbourg les expulse de nouveau. En cinquante ans, les prêteurs juifs auront prêté 35 millions de florins au gouvernement qui les chasse[403]. Le 8 août de la même année, Léopold vend pour 100 000 florins le quartier juif, rebaptisé Leopoldstadt. Il ne tolère plus que quelques banquiers auxquels il doit beaucoup et qu'il souhaite encore pressurer.

Inversement, le 21 mai 1671, Frédéric-Guillaume, électeur de Brandebourg, accepte l'installation de quelques Juifs à Berlin contre une redevance annuelle de 8 thalers « pour leur protection », et d'un florin d'or pour chaque mariage et chaque enterrement.

Destin : Samuel Oppenheimer[403], né à Worms en 1630, émigré à Vienne, devient vers 1660 fournisseur de l'armée. Mécène des études talmudiques, il fonde de nombreuses synagogues et *yeshivot*. En 1673, alors que la communauté est chassée de Vienne, il apporte encore à l'empereur les moyens de financer la guerre contre la France ; puis, en 1682, celle contre les Turcs. Pas remboursé, il est accusé en 1697 – à tort – d'avoir comploté pour faire assassiner son associé, Samson Wertheimer[357]. En 1701, il finance encore la guerre de Succession d'Espagne – et il n'est toujours pas remboursé. À sa mort en 1703, le Trésor impérial lui doit 5 millions de guldens et refuse de les rembourser à ses héritiers, ce qui entraîne la banqueroute de sa maison, dernière firme juive de Vienne où les Juifs ne reviendront pas avant trente ans.

8. Juifs de contrebande au cœur du capital (1492-1700)

Quelques-uns parmi les plus aisés des exilés d'Espagne prennent le risque d'émigrer vers les pays du « cœur » du capitalisme, là où vivre en juif est particulièrement dangereux : en Flandre, en Angleterre et dans les colonies d'Amérique. Juifs, ils ne peuvent y passer qu'en contrebande.

Extraordinaire mentalité que celle de ces gens qui courent le risque de se faire expulser de nouveau ou, pire, s'ils se présentent convertis, d'être dénoncés et torturés. Les *conversos* avouent alors en général être restés juifs en secret. Ils se repentent, tout en inventant ruses et codes pour persister dans leur foi. Les « relaps » sont parfois expulsés, et le plus souvent condamnés à être brûlés vifs dans de grands autodafés publics ; les repentants bénéficient du privilège d'être tués avant d'être livrés aux flammes.

Ces *conversos* mêlent souvent croyances chrétiennes et juives, et ils ignorent de plus en plus l'essentiel des unes et des autres. Élevés dans un climat de doute, écartelés entre deux religions, toujours aux aguets, cherchant le neuf dans les vides laissés par les certitudes des autres, refusant les définitions univoques du vrai, du juste, du beau, du normal, capables d'apprécier, d'admettre, de croire des choses contradictoires, ils inventent l'esprit scientifique et deviennent les esprits les plus émancipés de leur temps[457].

De Montaigne à Colbert

Depuis 1394, il n'y a en principe plus de Juifs dans le royaume de France ; les Français ne connaissent d'eux que ce qu'en montrent les pantomimes et les passions du Christ[61]. Ceux des États du pape – affreusement entassés, humiliés, maltraités – parviennent parfois à s'infiltrer en contrebande à Nîmes, Montpellier, Narbonne et jusqu'au Massif central. Ils sont alors commerçants ambulants, marchands de chevaux, mourant de peur d'être pris, revenant dans les ghettos une fois leurs affaires faites[204]. D'autres se font oublier à Rouen, en Bretagne ou à Toulouse, d'où certains marranes financent en secret le départ de Juifs vers Amsterdam et Livourne.

Après 1492, seule la Guyenne les accueille ouvertement : depuis Louis XI, le parlement de Bordeaux est en effet autorisé à exempter les étrangers du droit d'aubaine en vertu duquel les biens de ceux-ci reviennent à l'État à leur décès. Il autorise donc deux cent soixante marchands de la péninsule Ibérique, venant surtout du nord de l'Espagne et du Portugal, à devenir « bourgeois » sous le nom de « marchands portugais » ou « nouveaux chrétiens ». On sait qu'ils sont juifs, on les admet comme tels ; on les laisse même redevenir juifs plus ou moins publiquement. Un peu plus tard, des lettres patentes d'Henri II leur assurent – toujours en Guyenne – la liberté de circuler et de commercer, le droit d'acquérir des biens immobiliers et même le statut de « régnicoles » (nés dans le pays). Ils s'installent à Bayonne, à Bordeaux. Les Gradis, les Lupes, les Memir[246] recréent les réseaux de leur commerce avec la Hollande. Ils resteront juifs discrets, parfois pendant trois siècles, avant de se dévoiler de plus en plus. D'autres deviennent chrétiens et s'assimilent.

La plupart demeurent des esprits ouverts, voyageurs de la liberté, tel Michel de Montaigne, petit-fils, par sa mère, d'un de ces réfugiés, le marchand Antonio de Lupes, passé par Toulouse avant de s'installer à Bordeaux. Montaigne deviendra maire de cette ville en 1581. Imprégné de son ascendance et de ses relations juives – il assiste un jour à une circoncision –, il incarne par ses écrits[279] la philosophie de tous les marranes. Pessimiste : « Tout recule autour de nous, en tous les grands États que nous connaissons, soit de la Chrétienté, soit d'ailleurs. Regardez-y : vous y trouverez une évidente menace de changement et de ruine. » Universel : « J'estime tous les hommes compatriotes… » L'écriture est sa seule richesse : « J'ai pris une route par laquelle j'irai sans cesse et sans trêve, autant qu'il y aura plume et papier au monde[279]. » Nomade : « Le voyage me semble un exercice profitable […]. Je me promène pour me promener. » Avec une parfaite conscience de la précarité de la condition humaine : « Mon dessin est divisible partout : il n'est pas fondé en grandes espérances, chaque journée en fait le bout. »

À Paris, les Juifs ne sont pas autorisés à venir s'installer. Quelques rares visiteurs s'y risquent, notamment des étudiants en Sorbonne qui se présentent comme des *conversos*. Vers 1540, l'ambassadeur de François I^{er} à Venise, l'évêque Georges de Selve, propose la chaire d'hébreu du tout nouveau Collège royal (futur collège de France) à rabbi Eliya Bahour

Lévita, lequel décline l'invite pour protester contre l'interdiction des Juifs dans le royaume[211]. Clément Marot adapte des Psaumes ; Rabelais étudie le Talmud. On note aussi, en 1615, le passage à Paris d'un médecin juif de Venise, le docteur Montaldo. Peut-être y eut-il également à l'époque d'autres Juifs en secret. De fait, les rumeurs sont promptes à courir dès qu'un notable s'éloigne de l'Église. Par exemple, en cette même année 1615, au mois d'avril, quand un protégé de Concini, l'abbé de Saint-Mahé, Cosme Ruger, refuse sur son lit de mort les sacrements, préférant mourir en athée, le bruit se répand aussitôt qu'il est juif, que d'autres Juifs contrôlent Concini et qu'ils sont les maîtres du pays[211]. Pour calmer la colère du peuple, le 12 mai, la régente Marie de Médicis et le jeune Louis XIII renouvellent l'édit d'expulsion de 1394 « sans aucune exception ni privilège » : une expulsion sans Juifs !

Quelque vingt ans après, le même Louis XIII autorisera les « marchands portugais des Provinces-Unies » à circuler en France. Pas à s'y installer.

Vers 1651, Pascal, qui a pu rencontrer des *conversos* à Rouen vers 1645, est l'un des premiers à reconnaître ce que l'Évangile et le christianisme doivent aux Juifs. Molière en parle en passant dans *L'Avare* : le mot est alors une insulte, au théâtre comme dans la langue populaire.

Une insulte qui peut mener loin : en 1652, un incident révèle encore le fantasme d'une présence juive à Paris[61]. Un certain Jean Bourgeois se moque un jour en public de la confrérie des fripiers et les désigne comme « ces messieurs de la synagogue ». Se sentant injurié, un fripier le tue. Scandale. Des pamphlets accusent le meurtrier d'être juif. Le procès établit qu'il était, au contraire, furieux d'être pris comme tel, alors que les fripiers « sont de bons catholiques qui ont le tort d'exercer un métier juif » (les vêtements d'occasion servent de gages aux prêteurs). Pourtant, il n'y a plus, en principe, de prêteurs juifs à Paris depuis deux cent soixante ans !

Un peu plus tard, en octobre 1684, à Paris où l'on ne trouve toujours pas de Juifs, on les accuse encore d'avoir fait disparaître des enfants ! Le 20 novembre, la police ordonne à quatre-vingt-treize artisans et à leurs familles, dénoncés anonymement comme Juifs, de quitter le pays dans un délai d'un mois[61].

Peut-être les croit-on venus de l'Est, où des Juifs n'entrent légalement en France qu'avec l'annexion de Metz en 1552. En 1657, par lettre patente du 25 septembre, Louis XIV prend sous sa protection les Juifs d'Alsace, rejoignant ceux de Metz devenus français un siècle auparavant. Communautés pauvres et nombreuses : plus de dix mille personnes contraintes de vivre pour l'essentiel du prêt sur gages et du petit commerce[67]. Comme ceux du Comtat Venaissin, ils voyagent un peu dans le reste du royaume où ils n'ont pas le droit de s'établir et y introduisent des pratiques nouvelles, vendant avec une faible marge des articles non conformes aux modèles corporatifs, plus proches des besoins des consommateurs, et dont ils savent faire la promotion en brisant le cadre étroit du mercantilisme[67]. S'ils reçoivent l'approbation de la monarchie, si Colbert fait parfois leur éloge et vante leur utilité pour l'État[68], nul n'ose encore les laisser revenir ouvertement à Paris et ailleurs.

De Shylock à Cromwell

En 1493, plus masqués encore qu'à Bordeaux, un petit nombre de *conversos* s'installent à Londres et à Bristol, où les Juifs sont interdits depuis 1391. Médecins et marchands, on les tolère sans être dupe. On les estime utiles à la diplomatie et à l'espionnage, au double jeu et aux affaires. On sait qu'ils haïssent l'Espagne et on a besoin d'eux comme agents secrets dans la guerre qui s'annonce avec ce pays. En 1536, ils ne sont encore que trente-sept familles – médecins et marchands – organisant chaque jour, chez l'une d'elles, un service religieux. La police, parfaitement informée, laisse faire, sur ordre d'Henri VIII, qui utilise certains théologiens juifs pour justifier bibliquement son divorce d'avec Catherine d'Aragon et son remariage avec Anne Boleyn.

En même temps, avec le développement du commerce et de l'artisanat, des mines et de la métallurgie, l'investissement et le crédit deviennent de plus en plus nécessaire. En 1545, dans le bouleversement anglican, Henri VIII autorise le prêt à intérêt – décision que le Parlement refuse de promulguer en 1552. En 1571, le crédit est finalement permis et la noblesse s'y résigne, méprisant ceux qui en font commerce. Cette année-là, un certain Thomas Wilson publie un *Discours sur l'usure* critiquant « l'intérêt qui peut

faire s'effondrer la société en poussant les gens à emprunter ». Toujours le même reproche depuis quinze siècles… Pas question encore d'admettre ouvertement des Juifs à Londres[152].

À partir de 1558, Élisabeth I^re^ tolère près d'elle quelques *conversos* venus de Rouen et de Bordeaux. L'un d'eux, Rodrigo Lopez, devient vers 1570 le médecin du comte de Leicester, alors favori de la reine.

Vers 1580 arrive aussi, cette fois de Prague, à la demande de la Royal Mining Company, un Juif ingénieur des mines de Bohême, Joachim Ganz (ou Gans ou Gaunse), apparenté à l'astronome David ben Salomon Ganz[291] qui travaille à Prague avec Kepler et Tycho Brahé. En Angleterre, Joachim Ganz, resté juif en secret, est employé dans les mines de cuivre – alors métal stratégique, essentiel à la fabrication du bronze dans lequel on fond les meilleurs canons. Il en révolutionne l'exploitation, réduisant la durée du processus de purification de seize semaines à quatre jours ; il trouve même un usage pour les impuretés dans la teinture des textiles. Ganz assure ainsi à la marine anglaise un avantage considérable sur les simples canons en fer dont dispose l'Armada espagnole. Francis Bacon ne s'y trompera pas, qui en fera, quarante ans plus tard, dans son utopie, *La Nouvelle Atlantide*[26], le modèle du savant sous le nom de Joachim.

En 1588, c'est un autre *converso*, le docteur Hector Nunes, qui, par les réseaux de marchands *conversos*, apprend l'arrivée imminente de la flotte espagnole et en informe les monarques anglais, lesquels prennent les dispositions nécessaires à la défense du pays.

Deux *conversos* totalement oubliés par l'Histoire, Nunes et Ganz, permettent ainsi aux Anglais de vaincre celle qu'on appelait l'Invincible Armada…

C'est l'année suivante, en 1589, qu'est représenté à Londres pour la première fois *Le Juif de Malte*, pièce de Christopher Marlowe[268] ; elle raconte l'histoire d'un Juif avare et cruel, nommé Barabas, dont la fille, amoureuse d'un chrétien, finit par se convertir. Histoire antijudaïque – d'aucuns la lisent aujourd'hui comme seulement athée –, d'autant plus absurde qu'à l'époque il n'y a de Juifs à Malte que quelques pauvres marchands enlevés entre Tunis et Livourne par les chevaliers de Malte,

pirates à leurs heures, et réduits à travailler misérablement à La Valette en attendant qu'une communauté veuille bien payer leur rançon.

En 1593, le comte d'Essex, qui craint l'influence du docteur Rodrigo Lopez sur la reine – il en est devenu le médecin –, l'accuse d'avoir tenté d'empoisonner Élisabeth. Lopez est arrêté, torturé et pendu malgré une intervention distraite de la souveraine en sa faveur.

C'est exactement à ce moment-là, entre 1594 et 1597, que William Shakespeare écrit *Le Marchand de Venise*[381]. Tous les enjeux des relations entre le monde, les Juifs et l'argent s'y trouvent mêlés. Dans une Venise de comédie, métaphore de la Londres du temps, port déjà grouillant d'activité, il est question de justice et de liberté, du droit de prêter et du droit d'exploiter, d'amour et de corruption. Un jeune chrétien, Bassanio, courtise une belle et riche héritière, Portia. Pour obtenir sa main, il doit résoudre une énigme cachée dans trois coffrets. Afin de faire sa cour, il emprunte quelques milliers de ducats à un marchand juif, Shylock, avec la caution de son meilleur ami, le marchand chrétien Antonio. Comme les bateaux avec lesquels ce dernier compte rembourser l'emprunt de Bassanio ne rentrent pas, Shylock exige son gage tel qu'il est décrit dans le contrat de prêt : une livre de la chair d'Antonio. L'affaire vient devant le juge – en fait la belle Portia, masquée –, qui exige que la loi soit respectée à la lettre : Shylock doit prélever une livre de chair exactement, mais sans verser une goutte de sang, sous peine de mort. Shylock ne peut évidemment s'y risquer ; sa fortune est confisquée ; il est condamné à se convertir ; sa fille Jessica s'enfuit avec un ami de Bassanio.

Shakespeare a repris là de très anciens éléments de l'antisémitisme chrétien ; la légende des trois coffrets vient notamment d'un conte italien de 1378 de Giovanni Fiorentino ; celle de la livre de chair est inspirée d'un poème antijuif du XIV^{e} siècle, le *Cursor Mundi*.

La pièce connaîtra au fil des siècles un immense succès dans le monde entier. Certes, un Peter Brook dira : « Je ne la monterai jamais tant qu'existera au monde un seul antisémite. » De fait, rien n'est moins juif que le comportement de Shylock : la morale juive interdit, on l'a vu, les représailles et refuse la loi du talion ; elle exclut aussi toute découpe de chair sur un animal vivant. Shylock, persécuté devenu persécuteur, est en fait représentatif des puritains anglais (exigeant le respect de la loi à la lettre

et s'opposant à l'arbitraire des tribunaux d'exception) et du capitalisme financier (qui s'oppose au capitalisme aventurier d'Antonio, enrichi par le trafic d'esclaves dénoncé par Shylock). Antonio et Shylock, unis par la même « tristesse » (un des derniers mots de la pièce), partagent le même statut : gens d'argent délaissés l'un et l'autre à la fin par ceux qu'ils aiment. « Je suis juif, dit Shylock. Un Juif n'a-t-il pas des yeux […], des mains, des organes […], des sens, des émotions, des passions ? N'est-il pas nourri de la même nourriture, blessé des mêmes armes, sujet aux mêmes maladies, guéri par les mêmes moyens, réchauffé et refroidi par le même été et le même hiver qu'un chrétien[360] ? » Audace inouïe à l'époque : le Juif est un être humain ; il peut être utile.

La leçon du *Marchand de Venise* est d'ailleurs celle que l'Angleterre de l'époque a besoin d'entendre : il faut savoir accueillir les étrangers, parce que c'est d'eux que dépend la prospérité. D'autres vont bientôt venir le lui dire autrement.

Même si, en 1609, quelques marchands portugais sont encore expulsés de Londres parce qu'ils ont trop laissé voir qu'ils étaient juifs, les *conversos* sont de plus en plus nombreux à se risquer en Angleterre. Pour la plupart, ce sont des intellectuels que Francis Bacon, dans son *Utopie* de 1627, décrit comme des « savants parfaits »[26].

Tout s'accélère en 1649 avec l'arrivée au pouvoir d'Oliver Cromwell. Celui-ci utilise d'abord un certain Antonio Fernandez Carvejal comme espion en Hollande, puis reçoit en septembre 1655 la visite d'un extraordinaire personnage dont on reparlera, le rabbin Menasseh Ben Israël, venu d'Amsterdam lui expliquer que le Messie ne reviendra pas sur terre aussi longtemps que les Juifs n'auront pas été autorisés à vivre en Angleterre. De plus, souligne-t-il en reprenant les arguments employés en 1638 à Venise par le rabbin Luzzato, les Juifs seront fort utiles au développement du pays, puisqu'ils n'ont pas de patrie où envoyer leur argent et qu'ils le dépensent sur place. Enthousiaste, Cromwell convoque une conférence de marchands et de religieux, le 4 décembre 1655, afin de décider du retour des Juifs. Mais les notables anglais s'y opposent. Cromwell suspend alors la conférence dès le 18 décembre et propose à Menasseh une pension annuelle de 100 livres. Sachant Cromwell malade, le rabbi lui dit préférer recevoir 300 livres versées sur-le-champ et en une

seule fois. Il n'obtiendra rien du tout et mourra ruiné. Un an et demi plus tard, en 1657, Cromwell laisse bâtir à Londres une synagogue, la première en Angleterre depuis deux siècles et demi : après trois générations de « contrebande », plus d'un siècle et demi après que leurs ancêtres ont dû quitter l'Espagne, quelques centaines de *conversos* se déclarent alors ouvertement comme juifs.

La mort de Cromwell en 1658, suivie par la restauration de la monarchie en 1660 et par le mariage de Charles II avec Catherine de Bragance, n'empêche pas l'arrivée à Londres d'autres *conversos*, voire de Juifs déjà revenus à leur religion, tels les banquiers hollandais Jacob Henriques et Samson Gideon, attirés par le « cœur » du monde[152].

De fait, le vote par le Parlement de Westminster, le 9 octobre 1661, des *Navigation Acts* réservant le commerce d'importation aux seuls bâtiments britanniques déclenche une guerre avec les Provinces-Unies. Les Hollandais sont vaincus. La mer est désormais anglaise. Charles II rétablit l'Église anglicane et autorise les Juifs d'Angleterre à faire venir un rabbin de Hambourg. En 1684, ils sont acceptés et reconnus par le Parlement sous l'appellation d'« étrangers infidèles ». En 1689, John Locke expose, dans sa *Lettre sur la tolérance*, que la religion est une affaire privée dans laquelle le pouvoir civil n'a pas à intervenir, sauf pour assurer la liberté de tous. Cette année-là, Guillaume III d'Orange-Nassau, *stadhouder* de Hollande depuis 1672, devient roi d'Angleterre. Le pouvoir des deux superpuissances maritimes fusionne.

On ne dénombre alors encore que six cents Juifs en Angleterre. La plupart sont marchands ; certains exercent le monopole du commerce du corail ; d'autres sont banquiers, tels Joseph Salvador et Samson Gideon, devenu conseiller du chancelier de l'Échiquier. En 1690, douze Juifs, venus eux aussi d'Amsterdam, sont admis à la Bourse de Londres et y apportent l'expertise hollandaise ; ils traitent bientôt le quart de l'ensemble des emprunts gouvernementaux de l'époque[34]. Artisans ou banquiers, des Juifs ashkénazes, également en provenance d'Amsterdam, construisent leur première synagogue. Un peu plus tard, George II propose au Parlement d'accorder la nationalité britannique à tous les Juifs résidant dans le pays depuis au moins trois ans. Les raisons qu'il avance éclairent bien le rôle qu'ils jouent : « Une grande partie sont des Juifs étrangers ; il importe de les

inciter à dépenser leurs revenus dans le royaume […]. Si les Juifs ont les mêmes droits civils que les autres sujets, ils s'attacheront au pays. Enfin, leurs liens avec les principaux banquiers d'Europe seront d'un grand avantage en cas de guerre, puisqu'ils faciliteront les emprunts du gouvernement[152]. » Il retrouve ainsi le fondement même de l'altruisme juif : rien n'est bon pour eux si ce n'est bon pour leurs hôtes. Le pragmatisme anglais, nourri par les arguments avancés un demi-siècle auparavant par Menasseh Ben Israël, triomphe ainsi de trois siècles d'ostracisme : les Anglais ont besoin des Juifs dont ils savent le rôle aux Pays-Bas.

Au cœur de l'argent des autres : en Flandre

En 1492, l'ensemble des Flandres est sous contrôle des Habsbourg et les Juifs y sont interdits de séjour. Quand, en 1516, Charles Quint, qui règne à Gand, se trouve en même temps à la tête de l'Espagne par une série de morts prématurées (il est le petit-fils de Ferdinand), la situation devient encore plus difficile pour les rares *conversos* venus en Flandre après l'expulsion d'Espagne : l'Inquisition y débarque et les rattrape. Aussi n'y restent que ceux qui sont sûrs de leur conversion ou qui ont d'impératives raisons de prendre un tel risque. On en trouve à Bruges, marchands ou professeurs[143]. Parmi eux, Juan Luis Vives, né en 1492 à Valence, juste avant l'expulsion[469]. Après avoir étudié en Sorbonne – c'est un des rares *conversos* à être passés par Paris –, il enseigne à Louvain et à Oxford, où il devient l'ami de Thomas More. Dans un mémoire très détaillé qu'il a adressé en 1526 aux échevins de Bruges *(De subventione pauperum)*, il proclame que chaque homme a un égal droit aux richesses de la nature et propose la création d'un revenu garanti pour chacun – pas seulement pour les pauvres : « y compris pour les prostituées et pour les joueurs »[143]. En échange, même les plus âgés devront un travail à la société. L'Histoire attribuera à tort cette idée de revenu minimum à Thomas More ; elle vient en droite ligne, par ce *converso* de Bruges, de la *tsedaka* biblique.

Après Bruges, et avant Amsterdam et Londres, c'est en Flandre, et d'abord à Anvers, que l'argent du monde se concentre. De fait, tout comme Venise a été la vraie bénéficiaire des croisades, Anvers est, avec Séville, celle de la découverte de l'Amérique et du commerce avec les Indes. C'est là

qu'en 1501 débarque le premier bateau portugais venu de Calicut avec des épices destinées à l'Europe du Nord. Anvers devient alors la capitale de l'économie-monde[69].

Les rares *conversos* qui s'y risquent sont très surveillés[66]. En 1532, l'un d'eux, Diego Mendes, frère d'un marchand *converso* resté à Livourne, y est dénoncé et arrêté comme « judaïsant », sans doute à cause de quelque rivalité commerciale. On trouve dans un entrepôt lui appartenant pour 170 000 ducats d'épices en provenance du Portugal. Le roi de ce pays, Jean III, obtient de Charles Quint qu'on le libère. Il deviendra un banquier important, et son fils davantage encore : il sera bientôt Juan Ha-Nassi, duc de Naxos, à Istanbul. L'année suivante, de nouvelles poursuites sont lancées à Anvers contre d'autres « nouveaux chrétiens » accusés d'accaparer le commerce des épices. Elles aboutissent à la confiscation de leurs biens, étant établi qu'ils font venir chaque année du Portugal pour 300 000 ducats d'épices[66].

En 1578, le souverain lusitanien retire aux derniers *conversos* restés à Lisbonne, accusés de judaïser en secret, le monopole du commerce du poivre. Privés de marchandises, leurs correspondants aux Pays-Bas se retournent alors vers le commerce de la soie et celui du diamant – qu'ils font aussi venir d'Inde, mais par Venise. Faute de poivre, ils font ainsi d'Anvers, en quelques décennies, la capitale mondiale des diamantaires.

Encore un épisode très dangereux : malgré la banqueroute[69] de 1557 qui les ruine en même temps que Gênes, les Espagnols, conduits par Alexandre Farnèse, ont encore la force de reprendre le 27 août 1585 Anvers révoltée, d'où fuient en hâte les *conversos*. Ils n'y reviennent qu'après le départ définitif des Espagnols, en 1609. Ils y ramènent le commerce du diamant[28].

Ils sont pourtant à peine tolérés dans la région. En 1674, le clergé de Vilvoorde, cité flamande voisine de Bruxelles, forcera les autorités civiles à leur refuser l'hospitalité, malgré l'offre d'une redevance considérable. Et il faudra attendre 1716 pour que le premier Juif soit admis dans Bruxelles, quittée en 1349 : il s'agira d'un certain Joseph Hartog, évidemment diamantaire, en provenance d'Amsterdam.

Car c'est dans cette dernière ville que tout se joue désormais. Dès 1520, quelques rares marranes y sont arrivés, bien que la cité soit sous contrôle

espagnol. Au cours du siècle, la ville est toute-puissante ; vers 1580, sa flotte est aussi forte que l'ensemble des autres marines européennes : 48 000 marins équipés d'un extraordinaire nouveau type de navire de commerce, la « flûte »[69]. Les marranes venus là durant le XVI[e] siècle trouvent des amis chrétiens et d'autres *conversos*, anciennes relations commerciales, qui acceptent de leur servir de prête-noms dans leur commerce au loin, afin de ne pas mettre en danger les marranes d'Espagne dont ils continuent d'être les correspondants.

Il faut attendre l'indépendance des Provinces-Unies, en 1593, et le départ des Espagnols, pour que des Juifs s'y installent ouvertement. Les descendants de marranes déjà sur place se dévoilent ; d'autres viennent d'Allemagne. Certains, tel Balthazar Orobio de Castro, deviennent même des rabbins ultra-orthodoxes.

Ces anciens marranes ne vont pas tarder à constituer une petite communauté florissante. En 1609, ils sont vingt-quatre, portugais et espagnols, à participer à la création de la Bourse d'Amsterdam avec sept cents autres actionnaires[58] : parmi eux Diego Dias Querido, Duarte et Antonio Seraye, Philippe Dias Vittoria, Francisco Rodrigues, Garcia Gomes, Gaspar Sanchez, Gaspar et Manuel Lopes Souro. Ils ne sont alors encore que cent familles. Arrive cette année-là dans leur communauté un *converso*, Gaspar Rodrigues Nunes, né à Lisbonne de parents et de grands-parents *conversos*, fuyant le Portugal où on l'a soupçonné d'être resté juif en secret pour avoir voyagé en Espagne – c'est là l'un des indices retenus par l'Inquisition… Torturé, expulsé en 1604 vers Madère où naît son troisième fils Menasseh, Gaspar Nunes échoue donc à Amsterdam avec sa femme et ses trois enfants après un séjour à La Rochelle. Plus d'un siècle après que ses arrière-grands-parents ont officiellement cessé de l'être, il redevient ouvertement juif sous le nom de Joseph Ben Israël. Il est le père du rabbin Menasseh Ben Israël, dont il a déjà été question à propos de ses contacts avec Cromwell. En 1615, les États généraux des Provinces-Unies autorisent cette petite communauté à exercer publiquement son culte. Les métiers des Juifs se diversifient. Ils dominent maintenant l'industrie de la soie[28]. En 1616, un certain Salomon Franco achève son apprentissage de tailleur de diamant auprès d'un tailleur protestant, David Bulsinck. Plusieurs marchands juifs continuent de commercer avec le Portugal (sucre, huile, tissus et monnaie) et avec l'Espagne, mais à travers des prête-noms. David

de Castro Tartas édite un journal en espagnol, *La Gazette d'Amsterdam*, contenant des informations politiques, commerciales et maritimes, et envoyé aux marranes d'Espagne et du Portugal[58]. Aucune information publiée ne laisse soupçonner qu'il s'agit d'un journal de marranes. Et pourtant c'est le lien entre toutes ces familles dispersées.

Un destin : Menasseh Ben Israël devient rabbin en 1622 à l'âge de dix-huit ans ; en 1626, il se prend de passion pour l'imprimerie et reçoit des dirigeants de la communauté la responsabilité d'une imprimerie en caractères hébreux et latins, créée avec l'argent commun. Succès : à partir de 1628, employant des ouvriers chrétiens, il publie cinq à six volumes par an[34] et devient l'ami de Grotius et de Rembrandt, qui peint son portrait. En 1634, il est même le seul Juif, au milieu de cent cinquante-neuf chrétiens, à participer à la foire des libraires qui se tient déjà à Francfort[58].

À l'inverse, d'autres marranes s'intègrent encore très mal. La plupart n'arrivent pas à renouer avec une pratique qu'eux-mêmes n'ont jamais connue. Certains rabbins non *conversos* refusent d'ailleurs de les reconnaître comme juifs : depuis des générations, les leurs ne sont ni circoncis, ni mariés religieusement. Le médecin Juan de Prado, le philosophe Pedro Nuñez, l'écrivain Isaac de La Peyrère se rebellent contre l'orthodoxie des rabbins[57]. Ils affrontent la colère des communautés pour poursuivre librement leurs recherches. La figure majeure de ces marranes rebelles est un certain Baruch Spinoza, né en 1632 dans une famille de *conversos* portugais revenus au judaïsme à Amsterdam[457]. Il étudie à l'école juive, apprend l'hébreu et l'espagnol, découvre Maimonide et Crescas avec un ami marrane, lui aussi rebelle aux rabbins, le médecin Juan de Prado.

Les Juifs sont maintenant quinze cents sur les cent quatorze mille habitants que compte la ville. Il s'agit pour l'essentiel de séfarades issus de familles de *conversos ;* quelques ashkénazes venus d'Allemagne les rejoignent. Bien qu'ils soient encore considérés comme des étrangers, ils se sentent désormais plus tranquilles et investissent leur épargne dans l'économie. Alors que 1 % seulement des chefs de famille chrétiens sont titulaires d'un compte dans une banque, 9 % des Juifs le sont[58]. On afflue de partout pour créer des entreprises : en 1641, Emmanuel Benveniste vient de Venise pour implanter une imprimerie avec d'importants capitaux privés et promet de constituer un dangereux rival pour Menasseh Ben Israël qui, pour

résister, s'associe en 1643 avec des relieurs chrétiens, à la grande colère de la communauté juive qui l'a financé. Il n'en a cure et imprime jusqu'à huit mille exemplaires de livres de prières toutes les six semaines, partout exportés en Europe. En 1648, il demande à faire partie de la guilde des libraires – ce qui, à sa grande déception, lui est refusé. En 1650, il publie son propre livre, *L'Espérance d'Israël*[44], texte magnifique dans lequel il présente l'éthique juive à des chrétiens. En 1655, avant de partir pour Londres où il espère être mieux reçu, il publie une *Apologie des Juifs* dans laquelle il dresse le portrait de Juifs ayant servi leur prince, d'Antipater auprès de César à Juan Ha-Nassi auprès de Soliman. Il explique que les quatre cents familles juives des Pays-Bas rapportent beaucoup d'argent à l'État et que, partout où ils sont admis, les Juifs sont de bons citoyens qui ne veulent rien d'autre qu'apporter la prospérité autour d'eux. « Ce sont de fidèles vassaux. » Cette année-là, Baruch Spinoza est excommunié par les rabbins d'Amsterdam[457].

Quand Menasseh Ben Israël part pour l'Angleterre, le gouvernement hollandais, inquiet à l'idée de perdre « ses Juifs », charge son ambassadeur à Londres de le surveiller. À son retour, bredouille, le 2 juin 1657, le conseil de la ville, ayant mesuré le danger, s'empresse d'accorder la citoyenneté aux principaux marchands juifs. Cette année-là, Menasseh Ben Israël meurt dans la misère. L'année suivante, Joseph Attias crée une nouvelle imprimerie et fait de la publicité dans les journaux sur les nouvelles polices de caractères qu'il propose à ses clients. En 1661, il est admis dans la guilde des libraires chrétiens, ce qui avait été refusé à Menasseh treize ans plus tôt[58].

Cette prévention des guildes contre les artisans juifs ne concerne pas que l'imprimerie. Cette année-là est également créée une guilde de la soie qui vise à aider les nouveaux soyeux chrétiens à évincer les Juifs de ce marché où ils sont tout-puissants depuis un demi-siècle. Ceux-ci décident alors de transférer leurs ateliers et leurs employés chrétiens dans un petit village où ils ont leurs résidences d'été, hors la juridiction des guildes[58]. Cet expédient durera sept ans, puis ils feront faillite.

Refuge majeur de ceux qui fuient les guerres et les persécutions religieuses, Amsterdam accueille alors protestants français et anversois, Juifs séfarades et ashkénazes[58]. Vers 1660, le tiers de la population, soit cent

cinquante mille personnes, est d'ascendance étrangère[69] ! On ne dénombre cependant que deux mille Juifs allemands et polonais, et autant de séfarades. Leur niveau de vie n'est pas très élevé.

En 1660, seulement sept familles juives – toutes séfarades – sont propriétaires de leurs maisons (dont les De Pinto et les Souza Coutinho). La plupart adoptent les règles et coutumes de la société protestante et commencent à employer des Juifs allemands et polonais, avec qui leurs relations ne sont pas toujours des plus amicales…

Vers 1660, Uriel Acosta, fils d'un marrane venu s'installer à Amsterdam au début du XVII[e] siècle en même temps que le père de Menasseh Ben Israël, renâcle à se plier aux règles de l'orthodoxie juive : « Quel est le diable qui m'a poussé vers les Juifs[457] ? » écrit-il même à la fin de sa pathétique autobiographie. Exclu par les rabbins, il finit par se suicider.

Les relations commerciales entre Juifs de Hollande et marranes d'Espagne restent dangereuses. Tragédie : en 1655, le consul espagnol à Amsterdam dérobe la liste des marranes d'Espagne travaillant avec les Juifs des Pays-Bas et l'envoie au roi Philippe IV, qui la transmet à l'Inquisition[58]…

Comme ailleurs, les marchands Juifs sont aussi des diplomates. Moses Curiel, *alias* Geronimo Nuñes Da Costa, est représentant commercial des Pays-Bas au Portugal – dans la gueule du loup ! La famille Belmonte agit comme représentante diplomatique en Espagne – encore plus au cœur du danger[172] ! En 1650, Guillaume II, stathouder, confie à Moses Machado, fournisseur à la fois des armées hollandaise et française, des missions diplomatiques pendant le conflit… franco-hollandais ! En 1659, Henrico de Azevedo est chargé par le gouvernement hollandais de conclure un accord avec l'Algérie.

En 1666, passé le pitoyable épisode de Shabbataï Zvi à l'occasion duquel beaucoup de dirigeants de la communauté d'Amsterdam se ridiculisent, la pensée philosophique peut s'exprimer plus librement. Et ce n'est pas une coïncidence si, quatre ans plus tard, paraît anonymement le *Tractatus theologico-politicus* de Baruch Spinoza[457]. Il y fait l'apologie de la démocratie et de la liberté religieuse. Il y jette les bases d'une critique biblique systématique, reprenant les arguments d'un autre esprit libre,

Abraham ibn Ezra, qui avait conclu que le Pentateuque n'était pas de la seule main de Moïse. Pour Spinoza, les lois bibliques ne sont pas des vérités révélées, dictées par Dieu, mais des textes humains que chacun doit confronter avec sa propre conscience, elle-même fondée sur la raison universelle, pour trouver sa propre voie vers Dieu[457]. Non pas le Dieu d'une foi révélée, source de conflits et d'intolérance, mais un Dieu universel, l'Univers lui-même incarné dans la Nature. En 1672, Spinoza refuse la chaire de philosophie de Heidelberg que lui propose le grand électeur, tout comme la pension que propose de lui allouer Louis XIV s'il lui dédie l'une de ses œuvres. Il renonce à publier l'*Éthique*[396] et se retire à La Haye, où il gagne sa vie en polissant des lentilles optiques, tout en correspondant avec Leibniz. Il meurt en 1677, occupé à traduire la Bible en flamand.

On trouve de semblables destins chez d'autres fils de marchands juifs qui refusent de prendre la suite de leurs pères dans les affaires. Certains deviennent poètes (Daniel Lévi de Barrios, David Jessurum, Hazan David Abenatar Mello, Antonio Enriques Gomez), écrivains (outre Menasseh Ben Israël et Baruch Spinoza, citons David Cohen de Lara, Moses Israël de Mercado, Alonso de Herrera) ou calligraphes (Abraham Fidanque, Jacob Guedella, Benjamin Senior Godines)[457].

Mais d'autres sont encore marchands et préfèrent spéculer non plus sur les idées, mais sur les devises : de Pinto, del Monte, Suasso, Bueno de Mesquita organisent des prêts aux gouvernements en jonglant sur les taux d'intérêt et les taux de change. Il n'est pas rare qu'un banquier emprunte à 3 % en Hollande pour prêter à 7 % en Angleterre. À la Bourse, le jeu sur les actions devient très sophistiqué ; il mobilise déjà près de quatre mille cinq cents « joueurs », dont cinq cents Juifs[58]. Les marchands juifs ressortent le livre écrit en 1556 à Pise, dans lequel rabbi Yehiel Nissim mettait en garde contre la spéculation sans création de richesses[456]. En 1688, un curieux financier juif, Joseph de la Vega, fait paraître à Amsterdam, sous le titre *Confusión de confusiones*, le premier traité jamais écrit sur les marchés boursiers, mettant lui aussi en garde contre les spéculations stériles : « On a vendu à terme du hareng avant qu'il n'ait été attrapé, des blés avant qu'ils n'aient poussé, et d'autres encore, marchandises espérées du Nouveau Monde[58]… » Amsterdam est devenu le temple de la spéculation, le lieu de formation des « bulles » financières.

Comme la communauté se construit une magnifique synagogue, la ville en vient à exagérer la richesse des Juifs. On raconte qu'une des pièces de la demeure des De Pinto est pavée de ducats d'argent. Quand, en février 1670, meurt le riche Jacob Del Monte – *alias* Jacob Del Sotto, *alias* Jacob Van den Bergh, *alias* Cornelius Van Dick –, la communauté s'attend à recevoir une part importante d'un héritage qu'on estime fabuleux, mais la veuve proteste, arguant qu'il ne reste rien et que, de toute façon, le mourant a fait brûler son testament. Au bout de deux années de contentieux, la communauté reçoit 40 000 guilder et une partie du cimetière privé que Jacob Del Monte avait acheté juste avant de trépasser.

En fait, la fortune des Juifs est plus apparente que réelle. En 1674, seulement 250 Juifs portugais sur 2 500 sont imposables ; et seulement trois Juifs ashkénazes sur 2 500 sont recensés comme employeurs. En 1683, seulement 200 Juifs hollandais (dont deux ashkénazes) sur 5 000 possèdent leur logement[58]. Les plus aisés des chrétiens sont beaucoup plus riches que les plus fortunés des Juifs, à telle enseigne que le seul patrimoine du plus opulent des chrétiens de l'époque, Gerbrand Omnia, dépasse ceux, réunis, des dix Juifs les plus prospères.

9. Les trois nouveaux mondes (1492-1700)

De l'Afrique à l'Inde : les armateurs juifs

Depuis mille cinq cents ans, bien des Juifs sont plus volontiers marins que paysans, armateurs que banquiers. Bien que le plus grand nombre d'entre eux vivent alors en Pologne, quelques-uns de ceux qui se sont établis sur les bords de l'Atlantique le traversent pour participer à la mise en valeur des Amériques, d'abord espagnoles et portugaises, puis hollandaises et anglaises.

S'installent alors d'extraordinaires réseaux masqués entre Juifs et marranes installés dans tous les pays de la chrétienté.

Deux groupes de marchands se répartissent d'abord le commerce des épices de l'Orient à destination de l'Europe. L'un va de l'Inde vers Lisbonne

(c'est le « contrat indien »), l'autre de Lisbonne vers le reste de l'Europe (c'est le « contrat européen »). À leur arrivée à Lisbonne, les marchandises du « contrat indien » sont revendues aux participants au « contrat européen », la moitié des profits allant au roi de Portugal[358]. Les Juifs masqués sont présents dans les deux « contrats », largement organisés par des marchands *conversos* à partir de Bordeaux et d'Anvers, puis d'Amsterdam et de Londres. Ils importent, vendent et parfois transforment épices, drogues, coton, soies, perles, diamants. Ils brouillent les pistes pour qu'on ne sache pas qui est le vrai propriétaire des cargaisons qu'ils transportent. En 1576, Conrad Rott, principal participant aux deux « contrats », reconnaît d'ailleurs être financé par des marchands *conversos* qu'il devine être encore juifs. Les Gradis, à Bordeaux, alliés aux Pinto, de Londres et d'Amsterdam, ajoutent à ce commerce celui du vin de Portugal. En 1603, un marchand hollandais, J.W. Ijzerman, écrit dans son *Journal de voyage (1598-1601)* : « À mon avis, les Juifs, avec leur commerce dans les monopoles de l'Inde orientale, nous enfoncent partout[58]. »

Non seulement ils financent, mais ils voyagent. Ils assurent aussi les risques en créant au passage l'assurance maritime hollandaise dont les primes énormes, mesure des risques encourus, s'élèvent alors à 70 guilder pour 1 000 guilder de marchandises achetées pour un voyage en Europe, et à dix fois plus pour un parcours à destination des Indes ou des Amériques. La prime double ainsi pratiquement le prix de revient des produits, faisant la fortune des assureurs. Elle laisse entendre que le prix de vente final de ces produits lointains est un multiple très élevé de leur prix d'achat.

Les Compagnies des Indes

À la fin du XVI^{e} siècle, après leur guerre d'indépendance contre l'Espagne et leur conflit avec le Portugal, les Hollandais ne peuvent plus utiliser Lisbonne comme relais commercial. Ils commercent pour eux-mêmes et remplacent les Portugais sur les côtes d'Afrique. Ils créent alors des compagnies publiques auxquelles l'État vend et revend à l'infini des monopoles de commerce sans cesse expropriés pour se faire plus d'argent.

En 1602, une Compagnie des Indes orientales reçoit le monopole du commerce avec l'Inde. Comme il faut être citoyen des Provinces-Unies pour

en être actionnaire, on n'y compte alors que deux actionnaires juifs[58] : un homme, Stephan Cardozo, et une femme, Élisabeth Pinto, pour 5 % du capital. D'autres s'y joignent au cours des deux années suivantes : Melchior Mendes, Manuel Tomas, Miguel Lopez Fernandez, Manuel Carvalho et Diego Dias Guerido.

En 1609, une trêve de douze ans est signée avec l'Espagne ; elle n'est pas renouvelée en 1621. Les Hollandais créent alors la Compagnie des Indes occidentales et se lancent dans une guerre privée avec l'Espagne sur l'Atlantique[69]. Contre paiement d'un million de guilder (montant sans cesse augmenté), la Compagnie obtient pour vingt-quatre ans le monopole du commerce le long des côtes d'Afrique et d'Amérique, « des îles de chaque côté de l'Amérique » et des « terres australes et du Sud ». Elle a surtout le droit de « faire tout ce que le service de cette province, le profit et le développement du commerce requerront ». Plus clairement, elle a le droit de piller tous les bateaux espagnols et portugais qu'elle rencontrera. Il y a d'ailleurs, dans les comptes de cette entreprise de piraterie, un poste officiellement intitulé « profits et pertes pour flibuste et pillage maritime ».

En quinze ans, les huit cents navires de la Compagnie captureront cinq cent quarante bâtiments espagnols avec leurs cargaisons d'or[69]. En 1627, une fois la mer nettoyée, le capitaine hollandais Piet Heyn mène deux raids contre Bahia, capitale du Brésil portugais, assez rémunérateurs pour permettre à la Compagnie de reprendre souffle. Les *conversos* des Pays-Bas, ennemis jurés des Espagnols et des Portugais, s'y associent sans déplaisir à partir de 1633, même s'ils se retrouvent parfois confrontés à d'autres marranes, marchands sur des bateaux venus du Portugal.

Le 29 avril 1638, une fois les Hollandais installés à Recife, après moult querelles et autant de faillites, le gouvernement des Pays-Bas réduit le domaine de la Compagnie au seul commerce de matériel de guerre, de bois de teinture et surtout d'esclaves (branche qui lui rapporte 240 % de profit net par tête). Le rôle des armateurs juifs y devient si significatif qu'en 1652 la principale source de revenus de la communauté d'Amsterdam est la taxe qu'elle prélève sur les revenus des parts juives au sein de la Compagnie[58].

D'autres Juifs restent des armateurs commerciaux : en mai 1657, Samuel Nuñes de Mercado est l'unique propriétaire du vaisseau *L'Échelle de Jacob*. Antonio Lopez Pereira, Simon Drago, Diego Martinez sont copropriétaires

de navires qui partent d'Amsterdam, complètent leurs cargaisons en Angleterre, transportent les marchandises européennes vers les ports du Brésil hollandais et en reviennent chargés de produits exotiques. Ils sont même les premiers à importer du tabac, du coton, du sucre de canne et du café en Italie, en Allemagne et en Europe du Nord, tout en évitant soigneusement les bateaux et les ports ibériques.

Curieusement, ils font peu de commerce avec la Turquie, malgré leurs relations culturelles intimes avec les communautés d'Istanbul, d'Izmir et de Salonique. Ils ont tourné la page : ils regardent désormais vers l'ouest. En 1658, on ne compte plus que sept Juifs sur les cent soixante-sept actionnaires de la Compagnie des Indes orientales[143] ; ils ne sont encore que onze en 1658 et en 1674. Tous d'ascendance marrane ; parmi eux, Antonio Lopes Suasso, Abraham Alewijn, David et Isaac de Pinto, Jacob Nuñez Henriquez, Athias Halevy.

L'Inde et la Chine

Le poivre qui, comme dit un Vénitien de l'époque, « entraîne avec lui toutes les autres épices[69] », vient encore de la côte de Malabar. Pendant des siècles, des Juifs y ont contrôlé l'intégralité de son commerce, mais ce n'est plus le cas. En 1524, les derniers ont été massacrés à Anjuvannam sous prétexte qu'ils contrôlaient encore le marché du poivre. À Cochin, une communauté créée en 1344 par des émigrés de Mésopotamie, protégée ensuite par le radjah de Cochin, se meurt. Et quand l'Inquisition débarque à bord de bateaux du Portugal en 1502, le chef musulman local protège encore ces rares marranes, acteurs désormais marginaux du commerce du poivre, face au colonisateur chrétien.

Quand, le 9 août 1663, les Hollandais prennent Cochin et la côte de Malabar aux Portugais, ils y trouvent encore quelques Juifs qui ne se revendiquent plus comme tels. Ceux-ci sont banquiers, marchands, diplomates, interprètes ; certains sont noirs, d'autres blancs. Le débarquement hollandais les libère de la menace d'être découverts. (Encore aujourd'hui, l'anniversaire de cette arrivée est une fête à Cochin.) En 1686, quelques Juifs d'Amsterdam y apportent des livres imprimés en hébreu ; les Indiens n'en ont encore jamais vu. Une nouvelle petite communauté

s'installe. Les Juifs de Hollande et ceux de Cochin vont continuer de travailler ensemble, mais sans se mélanger ni pour se marier, ni pour prier, ni même pour manger.

Plus loin, en Chine, déjà première puissance démographique mondiale, les quelques communautés juives, installées là vers l'an mil et sans contact avec l'extérieur depuis 1300, n'existent plus. En 1605, le père jésuite Matteo Ricci, fondateur de la mission catholique en Chine, rencontre à Pékin un jeune homme arrivant de Kaifeng où vivent encore, dit-il, douze familles aux coutumes bizarres et qui se croient musulmanes (Ricci identifie des pratiques juives). Elles ne savent rien de leurs origines et n'ont même jamais entendu parler du christianisme. Il aura donc fallu trois siècles d'isolement pour que l'immense Chine avale une communauté qui n'a pu se régénérer, comme en Inde, par de nouveaux arrivants.

Colonies d'Espagne

Dans l'Amérique de Colomb, de Pizarro et de Cortés, certains marranes font fortune dans les mines d'argent du Potosi, ou comme marchands d'esclaves ; d'autres restent de modestes artisans, de misérables colporteurs. En 1590, quand l'Inquisition arrive, elle installe trois tribunaux du Saint-Office à Lima, Mexico et Carthagène. Les arrestations commencent.

Destins brisés[434] : un riche marchand d'esclaves, Manuel Bautista Perez, surnommé « le Grand Capitaine », chef à Lima des judaïsants en secret, est brûlé. Un vagabond, Juan Vincente, est par deux fois « réconcilié », c'est-à-dire repenti, avant d'être condamné au bûcher en 1626. Un rabbi caché, Francisco Maldonna de Silva, défie ses juges, mêlant sa foi et sa passion pour la raison, citant Aristote sous la torture, avant d'être brûlé vif en 1639 à Mexico. Des femmes aussi subissent ce sort, telle Leonor Nuñez à qui les judaïsants secrets de Mexico s'adressent pour la toilette des morts. Enfin, la femme du marchand Francisco Botello refuse toute repentance et clame son judaïsme en mourant brûlée vive sur la Plazza Mayor de Mexico en 1659.

Colonies du Portugal

Après la découverte du Brésil en 1500 par Cabral accompagné du Juif polono-indien Gaspar de las Indias, nul n'est pressé de s'y installer : il n'y a là ni or, ni argent, ni épices. C'est un *converso*, Fernando de Noronha, qui reçoit du roi de Portugal la concession de la région. Faute de volontaires, on y envoie des condamnés de droit commun. Quelques marranes s'y précipitent, se croyant là aussi à l'abri de l'Inquisition. Ils sont médecins, avocats, marchands, collecteurs d'impôts. Aux environs de 1550, les Portugais importent de Madère la technique sucrière et établissent sur les côtes du Nordeste les premiers champs de canne à sucre d'Amérique. Une énorme industrie démarre. Pendant plus d'un siècle, le Brésil livrera en moyenne à l'Europe 1 600 tonnes de sucre brut par an.

En 1580, après l'union du Portugal et de l'Espagne, l'Inquisition débarque au Brésil[326] ; de nombreux marranes préfèrent alors fuir, et ceux qui restent sont menacés, comme à Mexico. L'Inquisition soupçonne ainsi des armateurs portugais naviguant sur le Rio de la Plata, achetant sucre, riz, étoffes, esclaves avec des réaux d'argent, d'être de « nouveaux chrétiens » et de judaïser. Ces *conversos* portugais, qui ont mené la conquête du Brésil pour le compte du Portugal, espèrent alors beaucoup des Hollandais qui commencent à rôder sous ces latitudes. Nombre de Juifs portugais les rejoignent quand les Hollandais prennent Recife en 1630. Ils y sont bien reçus ; en 1634, le gouverneur général hollandais Maurice de Nassau y permet la libre expression religieuse. Une communauté s'installe alors ouvertement à Recife, regroupant *conversos* de Bahia et Juifs d'Amsterdam.

Tragique destin d'un certain Isaac de Castro[469], arrivé en 1641, à seize ans, en provenance d'Amsterdam. En 1644, la nouvelle communauté de Recife l'envoie à Bahia, capitale du Brésil portugais, pour y chercher des *conversos* et les ramener à l'abri à Recife. Il y est découvert et arrêté ; comparaissant devant l'évêque de Bahia, il prétend se nommer José de Liz, Juif français venu au Brésil pour en savoir plus sur le catholicisme. On l'expédie à Lisbonne, où il change de version : il se prétend fils de *conversos* portugais venus en France, mais, pour être exonéré du crime de « relaps », il soutient qu'il n'a pas été baptisé. On lui donne le choix : ou bien devenir catholique et faire cinq ans de prison, ou bien réaffirmer son judaïsme et mourir. Il persiste, dit prier sept fois par jour et obéir aux six cent treize *mitzvot*. Pendant deux ans, des prêtres essaient de le convertir.

En vain. En 1647, à vingt-deux ans, il est condamné à mort et brûlé en chantant des prières juives.

D'autres Juifs ne tardent pas à débarquer dans le Brésil hollandais. Ils viennent de Hongrie, de Pologne, de Turquie, du Maroc, d'Espagne, du Portugal, de Hollande et d'Allemagne. Un ingénieur juif, Balthazar dal Fonseca, construit le pont reliant Recife à Mauricius. Deux cents Juifs affluent d'Amsterdam à Recife sous la direction de rabbi Isaac Aboab et de Moses Raphael Aguilar[326] : voilà une communauté toute constituée, avec ses rabbins et ses professeurs.

En 1648, sur les douze mille habitants européens du Brésil hollandais, on dénombre mille quatre cent cinquante Juifs, presque tous installés à Recife[326]. Certains d'entre eux, raffineurs de sucre ou courtiers, acquièrent de grandes plantations de canne dans la vallée de Pernambouc. D'autres jouent un rôle significatif dans le commerce des esclaves qu'ils achètent aux bateaux de la Compagnie des Indes pour les revendre à crédit aux planteurs, à un prix très élevé, moyennant de surcroît un intérêt de 3 à 4 % par mois, payable à la récolte de la canne. Leurs profits sont parfois de 300 % par tête. Ils jouent un tel rôle sur ce marché que les enchères aux esclaves n'ont pas lieu les jours de fêtes juives. En 1648, le gouverneur de Recife, Adriaen Lems, écrit à la Compagnie des Indes : « Les non-Juifs ne peuvent prospérer, parce que les Nègres leur sont vendus trop cher et avec un intérêt trop élevé[326]. » Cette même année, les règlements des communautés de Recife et de Mauricius exigent le paiement par les marchands d'esclaves d'une taxe (une *imposta*) de cinq *soldos* pour chaque esclave acheté à la Compagnie des Indes, et un impôt de 4 % sur le prix de toute marchandise importée.

Sucres et tabacs

Le sucre de canne brut est raffiné aux Pays-Bas, puis distribué dans toute l'Europe. Le trafic commercial est énorme : en permanence, cent navires font la navette entre Recife et Amsterdam, où les raffineries rapportent le quart des impôts indirects des Pays-Bas[69]. L'un des plus importants marchands de sucre, basé à São Salvador et à Recife, le marrane Manuel

Rodrigues Vega, installe deux grands entrepôts à Amsterdam pour y stocker le sucre de l'île de Saint-Michel. En 1655, Abraham et Isaac Pereira, « marchands portugais de la nation juive », établissent une raffinerie à Amsterdam[58]. D'autres reçoivent du sucre brut *via* le Portugal, pourtant en guerre contre les Pays-Bas. Mystère des réseaux marranes : en juillet 1657, à Amsterdam, Simon et Luis Rodrigues de Sousa reçoivent de Porto, parmi d'autres marchandises, 135 caisses de sucre d'un marchand « juif en secret » installé au Brésil portugais, Antonio da Silva. En novembre 1658, un certain Sebastian Coutinho en reçoit lui aussi six caisses. La même année, Salomon, Moses et Isaac del Pina construisent une autre raffinerie à Amsterdam, qu'ils revendront en 1669 à des chrétiens[326]. Quand le sucre commence à être produit ailleurs qu'en Europe, les Juifs, pressentant le déclin de ce métier, l'abandonnent.

Alors le tabac devient plus encore une affaire juive – et un facteur de croissance pour l'économie des autres. L'histoire veut même que le premier Blanc à avoir mis les pieds sur le sol américain, le marrane Luís de Torres, ait été aussi le premier à en avoir fumé. En 1611, le premier baril de tabac importé en Europe est vendu par un marchand juif, David Abendana, à un marchand chrétien de Hoorn. Neuf ans plus tard, on trouve à Amsterdam deux courtiers juifs en tabac. Sur les trente maisons importantes qui le traitent et le vendent, dix sont juives[58]. Les premières sont celles d'Isaac Italiander, de Jacob Franco Mendes, d'Isaac Mendes et de Sara Dias de Fonseca, qui possède une « filature » de tabac employant quatorze ouvriers. Il s'agit d'une véritable industrie, fonctionnant hors des guildes[451]. Parmi les quatorze importateurs de tabac qui signent une pétition en faveur d'un certain Manuel Lopez de Azevedo, onze sont juifs. Jacob de Jehuda Léon – connu aussi comme Jan Portremiel – emploie dans ses manufactures de tabac de nombreux ouvriers juifs allemands. C'est d'ailleurs une spécialité des Juifs de l'Est : sur vingt-quatre mariages ashkénazes célébrés d'avril 1649 à juin 1653 à Amsterdam, quatorze concernent des broyeurs de tabac. Les séfarades n'en sont pas exclus : Menasseh Gaon, industriel du tabac, emploie en 1661 un « fileur » ashkénaze, Moises Heyman, et trois séfarades : David de Oliveira, Moises Da Fonseca et Abraham Lévy. Mais, en général, les séfarades sont patrons et les ashkénazes employés.

En 1654, après vingt-quatre ans de présence hollandaise, les Portugais reprennent Recife. Les deux mille Juifs qui y vivent fuient sur quinze

bateaux vers Cayenne, Curaçao, la Jamaïque, la Barbade, Panama, le Costa Rica et les Antilles françaises, qu'ils doivent bientôt quitter sur ordre du roi de France. Dans cette région des Caraïbes, l'armement naval pirate devient un quasi-monopole juif, avec des équipages et des capitaines juifs.

En 1667, les Hollandais troquent La Nouvelle-Amsterdam contre le Surinam, qu'occupaient les Anglais. Un an plus tard, on y trouve des Juifs portugais détenteurs de neuf plantations : les Pereira, da Costa, da Silva, Casseres, Alonza de Fonseca, Mesa possèdent 233 esclaves, 55 chaudrons à sucre et 106 têtes de bétail[34]. L'année suivante s'ajoutent six autres plantations juives avec 181 esclaves, 39 chaudrons à sucre et 66 animaux. À la fin du siècle, sur les quatre cents plantations de canne à sucre du Surinam, cent quinze appartiennent à des Juifs. En 1690, certains d'entre eux sont même à l'avant-garde de la répression des révoltes d'esclaves. Dix d'entre eux demandent à émigrer à la Jamaïque avec 322 esclaves, mais le gouverneur hollandais du Surinam, craignant pour la prospérité de sa colonie, les retient pendant huit ans encore.

L'un des bateaux sur lesquels les Juifs fuient Recife, repris par les Portugais en 1654, est capturé par des pirates espagnols. Ceux-ci s'apprêtent à vendre les Juifs comme esclaves quand ils sont à leur tour arraisonnés par un bateau français, le *Saint-Charles*, dont le capitaine est un certain Jacques de La Motthe[55], en route vers une minuscule colonie hollandaise. Ils y débarquent ; c'est La Nouvelle-Amsterdam. Treize ans plus tard, elle est échangée avec les Anglais contre le Surinam et devient New York…

Les colonies anglaises

En 1584, Sir Walter Raleigh, un des favoris d'Élisabeth I^re^, reçoit l'autorisation d'explorer la Virginie et d'y installer une colonie, espérant y trouver de l'or, et un passage vers l'Orient – Raleigh veut aussi y chercher du cuivre, métal stratégique. Il embauche notamment pour le voyage Joachim Ganz (ou Gaunse), l'ingénieur de Bohême venu, à la demande de la Compagnie minière royale, on l'a vu, bouleverser la métallurgie du cuivre en Angleterre.

Partie de Plymouth, l'expédition, commandée par l'amiral Richard Grenville, débarque en 1585 à Roanoke (aujourd'hui en Caroline du Nord). En l'honneur de la « reine vierge », Élisabeth, on baptise la région « Virginie ». C'est le premier établissement anglais en Amérique du Nord, trente-cinq ans avant que le *Mayflower* accoste plus au nord, dans une région qui deviendra le Massachusetts. Ganz trouve du cuivre, mais la colonie ne tient pas : maladies, peurs, conflits avec les Indiens. Le 19 juin 1586, Sir Francis Drake les rappelle en Angleterre[64]. Ganz se réfugie alors à Bristol, où il survit de leçons d'hébreu et d'allemand. Sir Walter Raleigh perd la faveur de la reine pour cet échec et pour avoir mis en doute la divinité de Jésus, ce qui attire l'attention sur Ganz : ce Juif ne serait-il pas le sulfureux maître à penser de Raleigh ? Ne serait-ce pas lui qui a tout fait échouer, en semant le doute dans l'esprit de ce bon chrétien ? Ne seraient-ils pas juifs tous les deux ? En 1589, accusé de blasphème – juste après la victoire sur les Espagnols qu'il a rendue possible –, Ganz reconnaît être juif pour éviter d'être considéré comme « relaps ». On le défère devant le Conseil privé. Il semble qu'on lui accorde alors la vie sauve et qu'il soit expulsé vers la Bohême.

Rentré en grâce, Raleigh repartira vers l'Amérique et remontera l'Orénoque en 1595. Il sera ensuite condamné à mort pour athéisme, puis gracié. Après quinze ans de prison, il repartira à la recherche d'or, mais échouera encore. Jacques I^{er} le fera exécuter en 1618.

Quant à Ganz, il aura permis à l'Angleterre de vaincre l'Espagne, de prendre pied en Amérique du Nord et de mettre en marche la révolution industrielle. Qui se souvient de lui ?

Soixante-dix ans plus tard, en 1654, en débarquant à La Nouvelle-Amsterdam, les passagers du *Saint-Charles* (Lévy, de Piza, Taro, Lumbroso, Mercado, Nuñes[55]) trouvent, parmi les premiers colons installés là, un Juif allemand nommé Bar Simhon. Le gouverneur hollandais, Peter Stuyvesant, jette en prison les nouveaux venus, puis les libère sur ordre de la Compagnie dont beaucoup d'actionnaires sont juifs. Courtiers de nouveau, ils commercent avec les Indiens, échangeant tabac, fourrures, poisson contre tissus et outils[55]. L'année suivante, d'autres, venus d'Amsterdam, les rejoignent. Comme toujours, ils vivent mieux là où l'Église ne les poursuit pas. Dès 1657, les droits civiques leur sont reconnus

« sous la condition qu'ils ne constituent pas un fardeau pour la Compagnie hollandaise des Indes occidentales, et que leurs indigents soient entretenus par leur propre communauté[106] ». La *tsedaka* ainsi débarque en Amérique. Certains fondent là quelques-unes des futures grandes familles des États-Unis[55] : les Nathan, Lazarus, Lopez, Lombroso, Seixas.

En 1667, on l'a vu, les Anglais échangent le Surinam contre La Nouvelle-Amsterdam, qui devient New York. Il n'y a pas à s'inquiéter pour les colons : les Juifs sont à présent tolérés en Angleterre alors qu'ils ne l'étaient, dix ans auparavant. D'autres – quelques dizaines – arrivent d'Europe orientale ; courtiers d'avant-garde, ils s'installent dans le Maryland, en Pennsylvanie, en Georgie et en Caroline[106].

10. Vie et mort des nations au XVIIIe siècle

Au début du XVIIIe siècle, la population juive mondiale se monte environ à trois millions et demi de personnes, soit moins qu'en l'an mil. Elles sont passées pour la plupart en terres chrétiennes. Toutes les communautés d'Inde, d'Asie, du Proche-Orient et d'Afrique du Nord ont sombré dans le déclin. Celles d'Europe s'éveillent, dont celle, flamboyante, de Pologne, et celles, prometteuses, des deux rives de l'Atlantique. Un monde auquel croyaient tant de gens disparaît en même temps que surgit une autre façon d'être juif dans la révolution industrielle qui s'annonce. Une autre façon aussi d'être utile, qui reste la condition pour être accepté.

Assoupissement de l'islam

L'Occident ne s'intéresse qu'à l'Ouest ; il oublie l'islam, qui oublie lui-même l'Orient.

En 1739, les Turcs prennent Belgrade, déjà occupée en 1521 et disputée avec les Autrichiens ; c'est leur dernière conquête. Le reflux commence pour eux en 1774, date à laquelle ils abandonnent aux Russes la Crimée et une partie du pourtour de la mer Noire, où vivent plus de trois cent mille Juifs. Les communautés demeurées dans l'Empire ottoman, toujours aussi

marginalisées et humiliées, s'ouvrent à l'esprit occidental et se concentrent dans quelques pôles : Istanbul (qui reste alors, avec 450 000 habitants, une des premières villes du monde après Pékin et Canton), Smyrne (ou Izmir), Alger, Tunis. Essentiellement préoccupés par leurs frontières occidentales, les Turcs abandonnent à leur sort les provinces du Levant[383].

Coupée de tous les grands courants commerciaux, la Palestine est exsangue. Le textile, seule activité locale notable, sombre dans le marasme. Moins de cent mille Juifs y vivent encore, et autant d'Arabes. Les exactions des Bédouins y reprennent de plus belle ; les pèlerins se font rares. Saint-Jean-d'Acre fait figure de modeste capitale régionale. Ce recoin de l'Empire ne se différencie guère, à ce moment, de l'espace syrien auquel il appartient géographiquement et administrativement.

Au Maroc, les Juifs vivent de moins en moins en circuit fermé et sont de mieux en mieux acceptés par les souverains alaouites[459]. Marchands et artisans juifs commercent avec leurs voisins arabes. L'argent est de plus en plus présent dans les échanges. Pour contourner l'interdiction de recourir entre eux au crédit, les marchands en organisent encore le remboursement sous la forme de devises, de denrées ou d'un métal précieux de nature différente de celui du prêt. Ce qui permet d'en fixer librement le cours à la date du remboursement, et d'y intégrer l'équivalent d'un intérêt. Dans un jugement rendu à Fès en 1723, sous le règne de Moulay Ismaïl, rabbi Judah Ben Attar stigmatise encore « cette pratique qui s'étend comme une plaie », destinée, écrit-il joliment, à « couvrir d'un tamis la vue du soleil[459] ». Un autre arrêt du même tribunal rabbinique de Fès stipule en 1735, sous Moulay Abdallah : « Le remboursement d'une dette doit s'effectuer ainsi : quiconque emprunte de l'argent ou de la marchandise les restituera à leur cours fixé à la date de l'emprunt. Aucune estimation n'est à nouveau nécessaire, que les prix aient augmenté ou diminué[459]. » En 1760, Moulay Mohammed, en montant sur le trône, fait reconstruire toutes les synagogues et choisit un Juif comme trésorier et principal ministre. Il fait construire les ports d'Anfa (en 1760) et d'Essaouira (en 1765) et y installe des Juifs en nombre.

Le Maroc est, avec la Turquie et la Pologne, l'un des pays au monde où les Juifs sont le plus nombreux, même s'ils n'y sont pas forcément le mieux traités.

La fin de la Pologne

Au début du XVIII[e] siècle, plus de six cent mille Juifs vivent en Pologne, en Ukraine et en Lituanie, dans une région ravagée par les guerres, où même les paysans libres, sont ruinés et retombent en servage. Le pays n'est plus qu'une marionnette entre les mains des puissances étrangères. Le siècle s'annonce sombre pour tous les Polonais, juifs ou non. Contraints en 1697 d'accepter l'élection au trône de l'électeur de Saxe Auguste II, soutenu par la France, l'Autriche et la Russie, et financé depuis Vienne par les banquiers Oppenheimer et Lehman[414], les Polonais reçoivent ensuite comme monarque Stanislas Leszczynski, désigné (en 1704, puis de nouveau en 1733) avec l'appui de la France et de Marie Leszczynska ; puis, c'est en 1723, Auguste III de Saxe ; en 1764, sous l'influence russe, Stanislas II Auguste Poniatowski devient le dernier roi de Pologne[414].

Les deux tiers des Juifs polonais s'entassent désormais dans les villes qui sont encore leurs protectrices. Ni les rois ni les princes n'ont plus besoin d'eux. Les bourgeois veulent leur place. Ils restent encore la propriété des villes, qui ne leur accordent aucun droit, en particulier face à la police. Les loyers explosent avec l'arrivée de nouveaux immigrants et avec l'exceptionnelle démographie. Le droit au mariage est alors strictement contrôlé pour ne pas augmenter la demande de logements. Aucun Juif ou presque ne travaille plus la terre. Un sixième d'entre eux sont tenanciers d'auberges, un tiers exercent dans le commerce (cire, savon, sel, tabac, alcool), un tiers sont artisans. Parmi ces derniers, deux sur trois travaillent les peaux et les textiles[414]. En 1712, à Vilna, on interdit aux tailleurs juifs de travailler pendant les fêtes chrétiennes, d'employer des chrétiens et même d'avoir des clients chrétiens[414]. Quelques ateliers se développent néanmoins et embauchent des salariés – ouvriers, tailleurs, employés – au service de capitalistes, parfois juifs. Quelques Juifs sont encore intendants, tel Israël Rubinowicz, intendant d'Elisabeth Sieniawska pendant plus de quarante ans[414]. Il n'y a plus un seul grand banquier juif auprès des princes, mais certains conseils de communautés gèrent encore l'argent de nobles et de l'Église[414].

Devant l'écart de revenus considérable entre ces quelques riches et tous les pauvres, il arrive – à Cracovie, à Leszno, à Drohobycz en Ukraine – que

certains se révoltent contre les dirigeants communautaires. Deux réactions contradictoires se font alors jour parmi les Juifs polonais.

D'une part, comme partout en Europe, apparaît une demande de liberté individuelle doublée d'une mise en cause des instances communautaires. Ce mélange de revendication laïque et d'exigence sociale est le fait des « assimilationnistes » qui se sentent polonais avant tout. Certains, parmi eux, pensent même que leur sort ne peut s'améliorer qu'avec celui de tous les paysans, et ils rejoignent les révolutionnaires nationalistes[414].

D'autre part, vers 1750, un mouvement inverse s'amorce en Podolie autour d'Israël ben Eliezer, célèbre rabbin connu sous le nom de Baal Chem Tov, qui reprend les thèmes du *Zohar* pour prôner la sortie d'un monde qui ne veut pas d'eux : ce sont les *hassidim,* qui font l'apologie du bonheur et de l'enthousiasme par la fête et le refus dans la société marchande. Les « orthodoxes » les excommunient parfois, comme à Vilna où rabbi Salzmann, le célèbre *gaon*, les exècre ; mais les orthodoxes s'allient volontiers aux hassidiques contre les « assimilationnistes », leur ennemi commun.

Plusieurs dirigeants catholiques polonais, tels Tadeusz Czacki et Maciej Topor Butrymowicz, prônent eux aussi l'assimilation des Juifs, la disparition des *betdin*, la réduction des compétences du Vaad et la réorientation des artisans vers l'industrie et l'agriculture. Tous citoyens polonais égaux.

En 1764, la Diète polonaise dissout le Vaad. Mais la crise économique aiguise l'antijudaïsme des artisans polonais contre leurs concurrents juifs[451], et le processus d'assimilation est interrompu. En 1768, des pogroms ont lieu à Cracovie, Poznan, Lvov, Vilna et Brest-Litovsk ; ils font plus de dix mille morts. En Ukraine, les paysans orthodoxes réclament l'indépendance de leur pays et massacrent des milliers de catholiques polonais et des dizaines de milliers de Juifs ukrainiens, considérés comme les alliés des occupants polonais. La voie de l'assimilation est donc d'autant plus fermée qu'une partie de la Pologne passe à la Russie.

Le 5 août 1772, aux termes d'un premier partage, la Pologne perd quatre millions et demi d'habitants ; cent cinquante mille Juifs se retrouvent intégrés en Autriche, vingt-cinq mille en Russie et d'autres en Prusse. La

frontière austro-polonaise passe désormais en Galicie, entre Cracovie, qui reste polonaise, et Kazimierz, qui devient autrichienne. Beaucoup de Juifs des zones de combat partent alors pour la Lituanie. Ils n'y sont pas très bien reçus par les communautés locales : le Conseil des Juifs de Lituanie propose même de les refouler, faute de place, quand le *gaon* de Vilna refuse de siéger, faisant observer qu'une telle décision n'a nul besoin d'être prise : elle l'a déjà été… à Sodome et à Gomorrhe !

En 1790, les Juifs sont neuf cent mille en Pologne et en Lituanie, et cent cinquante mille dans l'Empire. Leur nombre a plus que doublé en un siècle, par le seul jeu de la démographie. L'entassement est de plus en plus difficile à supporter.

Le 3 mai 1791, les bourgeois prennent le pouvoir dans ce qui reste de la Pologne ; la Diète instaure une monarchie à la fois héréditaire et libérale. Celle-ci accorde aux bourgeois les mêmes droits qu'aux nobles ; elle décide aussi que les Juifs ne sont plus la propriété des villes, et qu'en conséquence, par exemple, nul ne devrait pouvoir les emprisonner sans jugement, comme c'est le cas depuis des siècles. C'est la joie dans les communautés. Au premier anniversaire de cette Constitution, des services d'action de grâces ont lieu dans toutes les synagogues du pays.

Les magnats, mécontents de cette révolution bourgeoise qu'ils avaient toujours redoutée, font appel à la Prusse et à la Russie, laquelle attaque Varsovie et Vilna. En 1794, Tadeusz Kosciuszko, qui défend le pays contre l'envahisseur russe, organise une unité militaire juive dont il justifie l'existence : « Rien ne peut plus convaincre des nations éloignées de la sainteté de notre cause et de la justesse de notre révolution que de voir des gens, différents de nous par la religion et les coutumes, prêts à sacrifier leur vie de leur plein gré pour soutenir notre révolution. » En avril 1794, Kosciuszko et Poniatowski commencent par battre les Russes puis reculent : en 1795, la Pologne perd de nouveau Varsovie, Kalisz et trois millions d'habitants. Poznan, largement juive (cette année-là, on y dénombre 923 tailleurs juifs pour 676 tailleurs chrétiens), passe à la Prusse. L'Autriche s'arroge le reste de la Galicie avec Cracovie, dont tous les commerçants juifs sont chassés. L'Autriche va de Cracovie au nord à Trieste et Sarajevo au sud. Catherine II annexe la Lituanie, la Biélorussie et l'Ukraine de Vilna à Odessa, soit au total, si l'on y ajoute ceux qui viennent de l'Empire ottoman, près de deux millions de Juifs. L'initiative des

magnats contre les bourgeois n'aura servi qu'à faire disparaître la Pologne. La plus grande communauté juive du monde a maintenant basculé, pour l'essentiel, en Russie.

Premier Juif de cour

En Russie, les Juifs polonais se retrouvent dans un pays qui ne sait pas ce qu'est un Juif. Tout au long de ce siècle comme aux précédents, aucun tsar, pas même Pierre le Grand, n'a autorisé l'un quelconque d'entre eux à s'y installer. On ne trouve trace que de rares passages de marchands isolés, à Moscou ou dans les ports septentrionaux, et de quelques convertis intégrés au gré des conquêtes russes.

Un destin[403] : le fils de Chafirov, ce marchand juif converti de Smolensk dont on a déjà parlé, est remarqué vers 1690 par un ami d'enfance du tsar, le prince Menchikov, qui le présente au jeune Pierre le Grand. Anobli, il devient le conseiller personnel du souverain, qu'il accompagne dans ses voyages. Il négocie en 1704 la capitulation des troupes suédoises à Narva, en Estonie. Marchand, devenu très riche, il se fait construire un premier hôtel particulier à Saint-Pétersbourg par l'architecte italien Rastrelli – celui-là même qui édifie les principaux palais de la ville –, puis il en fait aménager quatre autres pour ses filles qui font des mariages princiers. Nommé vice-chancelier, il marie l'une de ses nièces au duc de Courlande et obtient le titre de baron. En 1711, quand l'empereur, en guerre contre les Turcs, est fait prisonnier, Chafirov se constitue à sa place en otage ; il reste deux ans et demi à Istanbul, où il noue des contacts avec un marrane portugais, Daniel de Fonseca ; il se fait alors reconnaître comme juif, ce qui facilite sa vie de prisonnier. Il revient en Russie couvert d'honneurs. En 1716, Pierre le Grand le charge de rédiger un récit de la guerre contre la Suède où, pour la première fois en russe, il est question de « citoyen » et de « révolution ». C'est le premier succès de librairie russe : plus de vingt mille exemplaires. En 1722, au cours d'une expédition en Perse, le tsar se brouille avec le prince Menchikov, le protecteur de Chafirov ; tous deux tombent en disgrâce. Le second est exilé à Novgorod et ses biens sont confisqués. À la mort de Pierre le Grand, en 1725, Chafirov revient à Moscou et meurt comblé en 1739.

En 1778, Catherine II autorise les marchands et artisans juifs dont elle vient d'hériter aux termes du premier partage de la Pologne à entrer dans les guildes, ce qui leur permet d'élire des représentants au sein des corporations et des municipalités. C'est la première fois dans l'histoire de la Diaspora que des Juifs sont admis à voter.

Quand s'achèvent les trois partages polonais et l'expansion de la Russie, au détriment de l'Empire ottoman, vers le bassin du Dniepr, la mer Noire et la Crimée, près de deux millions de Juifs ont basculé dans l'Empire russe, comme enfermés dans ce qui va devenir un immense ghetto.

11. Fournisseurs de cour et révolution industrielle (1700-1800)

Juifs tolérés en France et en Italie

En 1737, les deux mille Juifs du ghetto de Venise sont autorisés à en sortir le soir et le dimanche[75]. En 1757, c'est aussi le cas de ceux de Florence. La situation de ceux qui sont restés à Ancône reste épouvantable. À Livourne, la ville demeure accueillante et libre. Dans le Comtat Venaissin, autre État du pape, leur situation n'a guère évolué non plus[204] ; un témoin[57] de l'époque note :

« Les Juifs du Comtat Venaissin vivent dans d'affreuses conditions. Les chrétiens de cette région ne considèrent pas qu'un enfant d'Israël soit un être humain semblable à eux. Les Juifs doivent résider dans un quartier qui leur est assigné et d'où ils ne peuvent sortir que durant des créneaux horaires strictement imposés. Si, par malchance, ils se trouvent dans une rue où passe une procession chrétienne (ce qui est fréquent), ils doivent fuir pour échapper aux pierres qui leur sont jetées de tous côtés […]. Ils doivent toujours porter un chapeau jaune ; les Juives doivent avoir un foulard de même couleur en travers de leur poitrine. Malheur à ceux qui quitteraient leur quartier sans ces signes distinctifs. Les Juifs doivent obligatoirement, en s'inclinant respectueusement, saluer tous les chrétiens, même les mendiants qui leur disent alors : “Faites une offrande !” Le Juif doit obéir et donner cinq sous. Dieu seul sait combien de pièces de vingt-cinq centimes

un Juif est ainsi obligé de payer chaque fois qu'il sort de chez lui ![57]. » Pour survivre, ils doivent de plus en plus fréquemment sortir du Comtat[204]. En 1740, des marchands de Montpellier se plaignent de leur concurrence, ce à quoi l'intendant royal répond : « Si les chrétiens avaient des boutiques aussi bien assorties que celles des Juifs, la clientèle y viendrait aussi bien[293]. »

En Guyenne, où les lettres royales les nomment indifféremment « nouveaux chrétiens » ou « Juifs », ils sont de plus en plus ouvertement tolérés. En juin 1723, le Régent renouvelle leurs privilèges contre 100 000 livres (« Les Juifs desdites généralités, connus et établis en notre royaume sous le titre de “Portugais”, ou autrement “nouveaux chrétiens” […], sont sujets du royaume bénéficiant du droit d'acquérir des propriétés foncières, de choisir leur quartier de résidence… »)[67]. À Bordeaux, la famille Gradis vend à Londres et à Amsterdam des vins, des liqueurs, du bœuf salé, de la farine, achetés à Bordeaux et à Rouen ; elle fonde la Société du Canada pour approvisionner les possessions françaises d'Amérique ; pendant la guerre de Sept Ans, elle affrète des navires pour le compte du roi. D'autres familles de Bordeaux (les Lopès-Dubec, Raba, Furtado) sont banquiers, marchands de vins et de produits coloniaux, assureurs maritimes, commerçants et artisans. Quarante et une femmes sont recensées comme exerçant une activité professionnelle, dont une banquière et une négociante en vins[67].

En Alsace, les Juifs sont 2 125 familles en 1740 ; on en dénombre 3 942 en 1784, soit 19 624 personnes. Beaucoup sont commerçants et prêteurs sur gages aux paysans. Les lettres patentes du 10 juillet 1784 les autorisent à travailler la terre : « Permettons aux Juifs d'Alsace d'y prendre des fermes à bail dans les communautés où ils auront été admis, mais à condition qu'ils demeurent dans lesdites fermes et qu'ils les exploiteront eux-mêmes. Les autorisons aussi à louer, mais pour les cultiver également eux-mêmes, des vignes, des terres, et généralement toute autre espèce de bien-fonds. Leur défendons au surplus d'employer des domestiques chrétiens soit à l'exploitation desdites fermes, soit à la culture desdites vignes et terres[293]. »

En Lorraine, ils sont assez nombreux à la fin du XVII^{e} siècle. L'un d'eux, Samuel Levy, est trésorier général de Lorraine, avant d'être arrêté en 1721 ; tous les Juifs sont expulsés. Ils reviennent en 1726, et Stanislas, le roi

détrôné de Pologne, les reçoit en échange d'une forte contribution. Quand la Lorraine rejoint la France, le royaume les tolère.

À Paris aussi est maintenant tolérée une petite communauté de « Portugais » (venus de Bordeaux et de Pont-Saint-Esprit-lès-Bayonne) et une autre faite d'Allemands, de Messins, d'Anglais, de Polonais et de Hollandais. Une synagogue de rite portugais est ouverte rue Saint-André-des-Arts ; une autre, de rite allemand, rue Brisemiche. Les « Portugais » font en général commerce du chocolat et de la soie, et habitent le quartier de l'Odéon. Les « Allemands » sont quincailliers, fripiers et bijoutiers ; ils dépendent de la police pour leur permis de séjour, et habitent en garni aux Arts et Métiers, à la Sorbonne et à Saint-Merri[141]. Jusqu'en 1787, ils sont tenus de ne faire commerce qu'hors boutique et restent exclus des corporations. Ce sont en général de petites gens, même s'il se trouve parmi eux quelques rares industriels, financiers et intellectuels : un traducteur de la Bibliothèque du roi, Israël Bernard de Valabrègue ; un médecin à la cour de Louis XV, Daniel de Fonseca, d'une famille venue d'Istanbul ; l'agent officiel auprès du roi de la « nation » juive de Bordeaux, Jacob Rodrigues Pereira. En 1772, un banquier allemand, Cerf Berr, obtient la nationalité française. L'édit royal le concernant précise : « La guerre, ainsi que la disette qui s'est fait sentir, en Alsace, pendant les années 1770 et 1771, lui ont donné l'occasion de prouver le zèle dont il est animé pour notre service et pour celui de l'État[327]. » Ils ne sont pas prêteurs, sauf en Alsace. En 1777 est d'ailleurs créé un nouveau mont-de-piété, plus d'un siècle après la fermeture de celui de Théophraste Renaudot, avec un taux de 10 %. Il deviendra le Crédit municipal[68].

Le 17 novembre 1787, Louis XVI charge Malesherbes, ministre d'État, de proposer une réforme du statut des Juifs de France. La même année, il les autorise à posséder des boutiques et à être admis dans les corporations. En 1788, des évêques s'inquiètent de la reconnaissance des non-catholiques : « Combien la révolution sera plus prompte encore dans les villes, au milieu des progrès effrayants de l'irreligion et de l'immortalité. »

À la veille de la Révolution, quarante mille Juifs résident ouvertement en France : cinq cents à Paris, vingt-cinq mille dans la « nation alsacienne », sept mille cinq cents en Lorraine, le reste en Guyenne et dans le Comtat Venaissin[141]. Les discussions entre les philosophes des Lumières traduisent

aussi l'évolution du regard porté en France sur les Juifs : de moins en moins théologique, de plus en plus économique et politique. Il n'est pas spécialement aimable. En 1720, Montesquieu écrit : « Tu me demandes s'il y a des Juifs en France ? Sache que partout où il y a de l'argent, il y a des Juifs[292]. »

En 1723, dans son *Dictionnaire universel du commerce*, Savary cite des proverbes désignant les Juifs comme de dangereux escrocs : « “Un vrai Juif” : marchand qui surfait et qui rançonne ; “tomber entre les mains des Juifs” : traiter avec des gens durs, tenaces et difficiles en affaires… » Il ajoute : « Les Juifs ont la réputation d'être très habiles dans le commerce ; mais aussi ils sont soupçonnés de ne pas le faire avec toute la probité et la fidélité possibles. Quoi qu'il en soit de ce reproche, il est certain que les nations mêmes qui sont les plus prévenues contre les Juifs, non seulement les souffrent parmi elles, mais semblent même se piquer d'en apprendre les secrets du négoce et d'en partager avec eux les profits[356]. »

Dans l'édition de 1732 du *Dictionnaire universel* de Trévoux, on lit la définition suivante : « On dit “riche comme un Juif” pour dire qu'on est fort riche. On appelle aussi un marchand qui trompe ou qui rançonne, un “Juif”, parce que les Juifs sont de grands usuriers, fripons et trompeurs[419]. »

En 1764, dans une de ses lettres, reprise dans le *Dictionnaire philosophique*, Voltaire écrit : « Les Hébreux ont presque toujours été ou errants, ou brigands, ou esclaves, ou séditieux. Ils sont encore vagabonds aujourd'hui sur la terre, et en horreur aux hommes, assurant que le Ciel et la terre et tous les hommes ont été créés pour eux seuls […]. Vous ne trouverez en eux qu'un peuple ignorant et barbare, qui joint depuis longtemps la plus sordide avarice à la plus détestable superstition, et à la plus invincible haine pour tous les peuples qui les tolèrent et qui les enrichissent. […] Vous [les Juifs] êtes des animaux calculants ; tâchez d'être des animaux pensants[432] ! » Et, dans l'*Essai sur les mœurs*, il conclut : « On regarde les Juifs du même œil que nous voyons les Nègres, comme une espèce d'hommes inférieure[431]. »

Le basculement de l'image du peuple hébreu se fait en 1765 avec l'*Encyclopédie*. L'article « Juif », rédigé par le chevalier de Jaucourt, l'une des chevilles ouvrières de l'ouvrage, s'étonne que « ce peuple subsiste

encore après les horreurs que les Juifs ont éprouvées, et j'admire leur ferme attachement à la loi de Moïse ». Il cite « leur genre de vie sobre et réglée, leur abstinence à leur travail » ; leur incapacité de « posséder aucun bien-fonds et d'avoir aucun emploi ». Enfin, il trouve injuste de traiter les Juifs d'« infâmes usuriers », puisque les chrétiens ne leur ont laissé, pour « subsister, de ressources que le commerce ». Il conclut : « On a confisqué leurs biens lorsqu'ils recevaient le christianisme ; et, bientôt après, on les a fait brûler lorsqu'ils ne voulurent pas le recevoir. » Et encore : « On s'est fort mal trouvé en Espagne de les avoir chassés, ainsi qu'en France d'avoir persécuté ces sujets dont la croyance différait en quelques points de celle du Prince. » Diderot ajoute : « Mais quels hommes nous offre [l'Histoire] qui soient comparables en autorité, en dignité, en jugement, en piété, en conscience, à Abraham, à Isaac et à Jacob ? […] Et Moïse ? Quel historien ! Quel législateur ! Quel philosophe ! Quel poète ! Quel homme[114] ! »

Fournisseurs de cours en Allemagne et en Autriche

Au début du XVIII[e] siècle, l'Empire constitue l'État le plus vaste et le plus peuplé d'Europe : avec les domaines patrimoniaux des Habsbourg, il englobe le royaume de Bohême et ses dépendances, la part du royaume de Hongrie que les Ottomans n'occupent pas, le Milanais, le royaume de Naples et de Sicile. À la mort de Charles VI, en 1720, une crise de succession débouche sur une guerre européenne. Sa fille Marie-Thérèse réussit après d'innombrables péripéties, à s'imposer.

Les Juifs, presque tous expulsés de Vienne en 1670, y reviennent peu à peu. Une petite communauté séfarade s'installe en 1737 et recrée un réseau commercial avec les communautés des Balkans et d'Istanbul.

En Allemagne, écartelée et ruinée depuis la guerre de Trente Ans, de multiples petits États cherchent à fonder ou à consolider des gouvernements absolutistes, sur le modèle de celui de Louis XIV, admiré de tous. Tout prince allemand souhaite une armée permanente et un « petit Versailles »[329]. Des banquiers juifs – pourtant absents de la France, leur modèle – vont leur en fournir les moyens. Ne pouvant investir dans la propriété foncière ni dans les charges qui donnent accès à la noblesse, ils deviennent gérants des droits de douane, administrateurs des monnaies, fournisseurs des armées en

grains et des États en capitaux. « Fournisseurs de la Couronne », ils aident à transformer les vieilles structures en régimes efficaces, à imposer la raison d'État[13], à assurer son existence même : pas d'État sans capacité d'emprunter. Une fois de plus, ces étrangers à peine tolérés concourent à la naissance et au renforcement des nationalités.

S'ils portent perruques et habits à la mode, s'ils ont le droit de vivre hors des quartiers réservés aux leurs, s'ils sont libres de circuler dans les territoires de leur souverain, s'ils sont exemptés d'imposition et autorisés à acquérir des biens immobiliers, si certains de ces *General priviligierte Jüden* reçoivent même des titres de noblesse, les « fournisseurs de la cour » ne vivent pas à la cour. C'est donc à tort que beaucoup les appellent avec mépris « Juifs de cour »[372]. Sauf rares exceptions, ils ne portent aucun titre officiel et ils sont totalement exclus de l'aristocratie ; même si les dots qu'ils constituent pour leurs filles (736 livres au début du siècle, plus de 9 000 à la fin) valent celles des aristocrates chrétiens, ils ne sont jamais admis en son sein par la noblesse[117].

Quelques destins de ces « fournisseurs de cours »[403] :

Behrend Leffman (ou Lehman) est l'homme de confiance d'Auguste de Saxe. Juif pratiquant, il joue de nombreux rôles : politique, diplomatique, économique, sans jamais se départir d'une rigoureuse pratique religieuse qui, pense-t-il, le rend invulnérable[372]. Son prince l'envoie à Paris en 1697 chercher l'argent que Louis XIV avance, comme d'autres monarques, pour son élection comme roi de Pologne. Il le rapporte dans des barriques à alcool et l'emploie à acheter la voix du duc de Hanovre, déterminante.

Joseph Süsskind Oppenheimer, né à Heidelberg vers 1698, est le fournisseur de différentes cours avant de lier son sort à celui de Charles-Alexandre de Wurtemberg, gouverneur de Serbie, qui le nomme « administrateur de sa cassette[357] ». En 1733, quand Charles-Alexandre I^{er} accède au trône de Wurtemberg, il l'appelle à Stuttgart pour en faire l'administrateur des finances du duché, puis son représentant à Francfort où il est le seul Juif autorisé à vivre hors du ghetto, à l'auberge du Cygne d'Or. Nommé directeur de la Monnaie, puis directeur des Finances – seul « fournisseur de cour » à bénéficier d'un titre officiel –, il réorganise l'administration du Wurtemberg, acquiert une immense fortune, devient

l'homme le plus puissant et le plus abhorré du duché. Inquiet, il obtient de Charles-Alexandre I[er], le 2 février 1737, un décret l'amnistiant par avance pour tous ses actes, passés ou futurs, accomplis au service de l'État. Quand, quelques semaines plus tard, le 12 mars, le duc meurt mystérieusement, Süsskind est arrêté et jeté en prison[372]. Son procès, sa condamnation, son retour au judaïsme et son exécution à Stuttgart, en 1738, résonneront profondément dans toute l'Allemagne[402].

Wolf Wertheimer, fils de Samson Wertheimer, est banquier de Marie-Thérèse vers 1740. Il finance le Trésor public et réorganise l'administration, comme l'avait fait son père avant l'expulsion des Juifs de Vienne.

Behrend Lévi, fournisseur de la cour de Brandebourg, est aussi le *stadlan*, c'est-à-dire le représentant des Juifs de toutes les terres du Grand Électeur à l'ouest de l'Elbe. Il défend en fait les intérêts du Grand Électeur et gère si durement les Juifs de Clèves que ceux-ci se révoltent contre lui.

Le plus célèbre de tous ces fournisseurs de cour sera Mayer Amschel Rothschild[286]. Né dans le ghetto de Francfort en 1743, il est le premier à utiliser ce nom qui renvoie à celui d'une maison occupée par un ancêtre en 1560. Dans la famille, on est commerçant, changeur, marchand de laine et de soie. Le père de Mayer, commerçant pieux, est en relation d'affaires avec Joseph Süsskind Oppenheimer quand celui-ci vit à Francfort. Mayer étudie d'abord à l'école rabbinique de Fürth. À l'âge de douze ans, il part pour Hanovre, chez Wolf Jakob Oppenheim, autre fournisseur de cour et ami de son père. Il se spécialise dans les pièces et médailles. Contraint, en 1764, de revenir dans le ghetto de Francfort, il réussit à vendre quelques médailles à Guillaume, prince de Hesse-Cassel. En 1769, il obtient le titre de fournisseur de cette cour. En 1770, il épouse la fille d'un autre fournisseur de la cour de Saxe (il a vingt-huit ans, ce qui à l'époque est plutôt âgé pour se marier). Il devient un expert et un marchand réputé en pièces antiques. Il rédige des catalogues qu'il envoie à ses clients numismates. Si l'un d'eux recherche quelques monnaies particulières, il les lui trouve. En 1780, le prince Guillaume et le duc de Weimar – le mécène de Goethe – sont ses clients réguliers. En 1787, devenu l'un des plus riches habitants du ghetto, il a besoin d'agrandir sa maison : son épouse lui a donné un enfant par an entre 1771 et 1792, ce qui n'est alors pas exceptionnel dans le judaïsme d'Europe centrale. Sur ces dix-neuf enfants, dix survivent, dont cinq garçons

et cinq filles. Après la naissance du dernier, Jacob, en 1792, Mayer Amschel commence à faire crédit à ses clients. Les impôts qu'il acquitte montrent qu'en 1794 son revenu approche celui de la famille de Goethe qui vit en ville. Comme tous les Juifs depuis deux millénaires, il reverse le dixième de ses revenus aux œuvres sociales de la communauté. En 1794, il propose au prince de Hesse de lui fournir non plus des pièces, mais de l'argent métal « au meilleur prix possible[286] ». Il est devenu banquier.

Les fournisseurs de cour sont formidablement utiles au développement des pays auxquels ils apportent les moyens financiers de mettre en place un État moderne.

Les fournisseurs de cour jouissent d'une influence incontestable, sans pour autant constituer de véritables réseaux politiques[14]. Ils ne manifestent une réelle puissance collective qu'en 1744, lorsque l'impératrice Marie-Thérèse décide d'expulser les Juifs de Bohême sous l'accusation d'espionnage au profit des Prussiens[357]. Wolf Wertheimer alerte alors des fournisseurs de cours et des responsables de communautés à Rome, Bordeaux, Bayonne, Francfort, Amsterdam, Londres et Venise. La communauté de Rome intervient auprès du pape ; celles de Bordeaux et de Bayonne organisent des collectes en faveur des expulsés. À la demande de Juifs de leur entourage, le roi d'Angleterre et les États généraux des Pays-Bas interviennent auprès de Marie-Thérèse. Elle finit par revenir sur l'arrêté d'expulsion contre le paiement de 240 000 florins par Wolf Wertheimer et ses amis. C'est la dernière tentative d'expulsion de Juifs d'un pays avant 1939. Encore, à ce moment-là, ne sera-t-il plus question d'expulsion…

Cette émancipation des fournisseurs de cours n'entraîne pas pour autant celle des autres Juifs d'Allemagne et d'Autriche, qui vivent pour la plupart dans une très grande misère. Un écrivain prussien de l'époque, Christian Wilhelm Dohm, chrétien, soutien des Juifs, se plaint « de la pratique en vigueur depuis Frédéric-Guillaume I^{er}, qui accorde aux Juifs riches toutes sortes de faveurs et d'aides, souvent aux dépens d'autres Juifs[391] ».

En 1740, Frédéric II obtient le pouvoir en Prusse au terme d'une longue guerre avec l'Autriche. En 1750, il fait tout pour restreindre le nombre des Juifs dans son royaume : un père ne peut plus transférer ses droits de résidence qu'à un seul de ses fils ; leurs métiers sont très limités : ils n'ont

pas le droit de vendre de l'or, du bétail, de la laine, de l'alcool, du cuir, du tabac. Ils ne peuvent se livrer qu'au commerce de produits importés (pierreries, vêtements, chevaux, fourrures, miel, thé, café, chocolat) et exercer des activités particulières (camelot, fripier, prêteur sur gages, imprimeur, artisan). Cependant, en Prusse comme en Autriche, ceux qui sont autorisés à rester progressent socialement : en deux générations, les fripiers deviennent négociants ; les artisans, industriels ; les prêteurs sur gages, banquiers ; les camelots, propriétaires de chaînes de magasins ; les imprimeurs, éditeurs. Par leurs innovations, ils participent au développement économique et social de l'ensemble du pays.

Mais ils ne changent pas pour autant de trajectoire : ceux qui sont banquiers refusent d'entrer dans l'industrie. Non par mépris, mais à chacun son métier : « Quand la fabrique de miroirs de Neuhaus, en Basse-Autriche, qui était subventionnée par l'administration, se révéla improductive, le Juif Wertheimer donna à l'empereur l'argent nécessaire pour la racheter. Lorsqu'on lui demanda de prendre la direction de l'usine, il refusa, disant que son temps était entièrement pris par d'autres transactions financières[323]. » On en voudra aux Juifs de ne pas diriger eux-mêmes les entreprises qu'ils financent, leur faisant la réputation de ne rien comprendre à la révolution industrielle. En réalité, ils savent que la finance n'est pas ce qui prépare le mieux à la direction d'entreprise, et que l'industrie exige des compétences particulières.

Destin : Moses Mendelssohn, né à Dessau (Allemagne) en 1729, fils d'un professeur de Torah, apprend l'hébreu, le français, le latin, le grec, l'anglais et l'italien à Berlin. Il devient un ami de Kant, publie de la philosophie, entre comme précepteur chez un riche fabricant juif de soieries, Isaac Bernhard ; il reçoit en 1763 un prix de l'Académie des sciences de Prusse pour un essai « sur la métaphysique comme science ». Il entre dans la firme d'Isaac Bernhard et devient son associé. En 1779, il est le modèle de *Nathan le Sage*, la pièce de Gotthold Ephraim Lessing, dramaturge et partisan des Lumières en Prusse. Il s'oriente vers un déisme qu'il pense démontrable par la science. En 1785, dans son livre *Jérusalem, ou le pouvoir religieux et le judaïsme*, il fait l'apologie de l'intégration des Juifs dans le monde laïc, de la coexistence des religions, tout en revendiquant pour le judaïsme le caractère unique d'une religion révélée. Le premier, il exhorte les Juifs à refuser la vie de ghetto, à vivre dans le monde. Il devient le symbole du moment juif des

Lumières, la Haskalah (« la raison »). Il traduit la Bible en allemand, tout en l'écrivant dans l'alphabet hébraïque, pour souligner la nécessité d'un passage entre les deux mondes. Le premier, il appelle les Juifs de l'Est vers la modernité, le refus du Talmud comme le cœur de l'éducation, s'initier à la découverte des sciences profanes. Grâce à lui, en 1778, des écoles juives laïques, pour garçons et filles, commencent à apparaître à Berlin en 1778. Il recommande aussi de vivre dans la langue du pays de résidence et à refuser le yiddish, à travailler dans l'industrie, à ne plus attendre le Messie, à chercher à améliorer le monde des vivants. Il exhorte ainsi le judaïsme d'Europe centrale à sortir d'un ghetto plus ou moins volontaire.

L'émancipation politique des Juifs commence donc timidement par le progrès économique, génération après génération. Les autorités font tout pour ralentir ces évolutions ; si les princes ne peuvent plus les spolier comme naguère, ils peuvent toujours les tenir à distance. À Francfort, en 1784, on refuse à la communauté le droit de sortir du ghetto le dimanche. Si certaines maisons sont belles, et tous les intérieurs bien tenus, aucune voirie n'est installée dans les rues. En 1788, un professeur de mathématiques autorisé d'abord à vivre hors du ghetto doit y rentrer après une émeute. En 1795, un médecin juif dont beaucoup de clients sont chrétiens est lui aussi interdit de séjour en ville après les protestations des médecins chrétiens qui souffrent de sa concurrence. Goethe visite alors le ghetto où réside encore Mayer Amschel Rothschild, et s'étonne des conditions de vie lamentables de ses habitants qui « sont des êtres humains, après tout ».

En Autriche, le nouvel empereur, Joseph II, tente en 1765 d'échanger l'abandon des servitudes contre celui des particularismes. En 1781, il abroge les taxes spéciales sur les Juifs, leur octroie des droits civils, les autorise à pratiquer les métiers manuels et l'agriculture, et les admet dans les universités. En contrepartie, il entend les obliger à s'habiller comme les chrétiens, à passer quelques années dans l'armée et à parler l'allemand. En 1789, il écrit : « Dès le début de notre règne, un de nos principaux buts fut que tous les citoyens de nos États, une fois tolérés sans tenir compte de leur nationalité, prissent part au bien-être public[117]. » En 1792, devant la réticence des communautés juives à s'intégrer aussi vite, son éphémère successeur, Léopold II, transforme le service militaire en impôt et abroge le décret faisant obligation de parler allemand[117]. On commence à se rendre compte que les Juifs apportent plus de richesses aux autres qu'à eux-mêmes.

En 1797, Léopold autorise enfin les marchands juifs de l'empire à résider hors des ghettos[117]. Cette année-là, à Berlin, un comédien ouvre une représentation du *Marchand de Venise* par un discours d'excuses à l'adresse des Juifs éventuellement présents dans le public.

Décadence aux Pays-Bas

À la mort en 1702 de Guillaume III – le stathouder devenu roi d'Angleterre en 1689 –, les États généraux de Hollande refusent de lui donner un successeur : les bourgeois des Pays-Bas reprennent leur autonomie à l'égard des princes.

Quelque vingt mille Juifs vivent à Amsterdam, moitié séfarades, moitié ashkénazes. En 1743, un document fort intéressant[58] recense minutieusement les métiers qu'ils exercent : ils travaillent pour l'essentiel dans la finance et le courtage, rarement dans le commerce, plus rarement encore dans l'artisanat. Voici le détail : 150 familles sont dans la finance (110 vivent de la banque, 40 sont cambistes) ; 135 dans le courtage (130 courtiers en titres, 1 courtier maritime, 4 courtiers en tabac) ; 29 dans le commerce de gros (10 du tabac, 6 des vêtements, 3 du coton, 2 du textile, 3 des tapis et couvertures, 2 des dentelles, 1 de la porcelaine, 2 des fromages) ; 40 dans le commerce de détail (6 des vêtements, 16 du coton, 10 du thé, 6 du tabac, 1 du bambou, 1 du fil de coton) ; 30 dans les bijoux (23 joailliers et 7 polisseurs de diamants) ; 18 dans le commerce de l'alcool (2 propriétaires de débits de boissons, 10 brasseurs, 6 propriétaires de caves à vin) ; 58 exercent des métiers intellectuels (14 imprimeurs, 9 libraires, 2 avocats, 12 médecins, 5 chirurgiens, 5 pharmaciens, 3 enseignants, 6 chanteurs, 1 boucher casher, 1 instructeur) ; 9 sont ouvrières (1 distillateur, 1 laveur de laine, 2 perruquiers, 5 portiers). La plupart sont très modestes.

Certains sont encore très riches : quand le courtier Abraham de Fonseca meurt en 1712, il laisse une fortune considérable en diamants, perles, pierres précieuses, coraux, or et argent[34]. Quatorze familles possèdent leur propre équipage ; vingt ont des domaines à la campagne. Ceux-là sont intégrés dans la vie publique : Jacob Chizkya Machado, fils du fournisseur des armées Moses Machado, devient l'un des principaux directeurs de la

Compagnie d'Utrecht et se mêle de créer une banque de change, d'organiser une loterie et de faire creuser un canal d'Utrecht au Zuiderzee « afin que cette ville devienne aussi puissante qu'Amsterdam »[58]. En 1748, un de Pinto et un Emmanuel Suasso figurent parmi les principaux dirigeants de la Compagnie des Indes orientales[69]. Un an plus tard, un autre de Pinto est nommé directeur de la Compagnie des Indes occidentales. À la Bourse d'Amsterdam, les Juifs ont maintenant leurs emplacements réservés, leurs cafés ; le commerce de titres devient même une spécialité juive. Un document[409] d'avril 1739, définissant les règles du commerce à options, est signé de trente spécialistes, dont vingt-deux Juifs (Israël Ricardo, David Spinoza, Isaac Abravanel, Rodrigues Silva, Salomon de Meza, Cardoso, Mendes, Belmonte, etc.)[58].

Au milieu du siècle, les Juifs ashkénazes sont encore beaucoup plus pauvres que les séfarades. En 1743, une seule famille « allemande » dispose d'un revenu supérieur à 8 000 guilder. Et les quatre cents plus riches familles juives portugaises d'Amsterdam prennent encore en charge huit cents familles pauvres venues d'Allemagne et de Pologne. En 1747, un des jeunes responsables de la communauté séfarade, Isaac de Pinto, écrit : « Le nombre de contributeurs de la communauté a baissé de 629 à 610 en vingt-cinq ans ; et le nombre de familles dans le besoin est passé de 450 à 750. »[58] En 1748, 1769 et 1785, la communauté réclame à l'État une détaxation du charbon et du pain des plus pauvres, pour l'essentiel des ashkénazes.

Mais les séfarades aussi déclinent. Le commerce du sucre et ses raffineries, le négoce de pierres précieuses et les ateliers de polissage des diamants dépérissent ; seuls ceux qui ont réussi à se reconvertir dans le commerce de titres maintiennent leur rang et participent à la modernisation de la société hollandaise[69]. Mais ils ont oublié les leçons de prudence énoncées par Yehiel Nissim à Pise il y a deux siècles, et par Joseph de la Vega à Amsterdam il y a un siècle : pas de spéculation sans création de richesses économiques réelles. Les marchands « portugais » reçoivent le coup de grâce le 25 juillet 1763 : après la guerre de Sept Ans, l'une des plus grosses banques chrétiennes fait faillite par suite d'une mauvaise spéculation boursière, entraînant avec elle la banque juive Joseph Arendt & Co., puis d'autres[58]. En octobre, neuf banquiers « portugais » d'Amsterdam adressent une requête au tribunal de la ville demandant l'indulgence dans

l'application de la loi sur les lettres de change. Refus : tous sont acculés à la banqueroute. Joseph Arendt s'enfuit.

L'année suivante, quarante et un banquiers (dont trente-six Juifs) établissent de nouvelles règles de bourse pour éviter de tels excès. Mais la leçon n'a pas servi : les spéculations reprennent en 1773, une seconde crise, partie cette fois de Londres, entraîne la faillite de la Compagnie anglaise des Indes orientales dans laquelle des séfarades hollandais ont beaucoup investi[69]. Protégeant d'abord ses propres banquiers, la Banque d'Angleterre refuse d'escompter les lettres de change tirées sur la place d'Amsterdam. Tout le monde s'en trouve ruiné. La communauté juive d'Amsterdam décline maintenant, avec la ville surtout les séfarades.

Cette année-là, le même Isaac de Pinto, devenu responsable de la communauté hollandaise, propose, pour rattraper les affaires perdues, d'abolir le shabbat et les jours fériés. Il ajoute dans un texte magnifique : « Notre nation [juive portugaise] s'appauvrit chaque année, nos maisons commerciales sont touchées, plusieurs sont en faillite ; d'autres montrent un luxe et une extravagance extrêmes. La classe moyenne est très prudente. Le commerce des actions dans lequel nos hommes les plus importants sont engagés tout entiers est un désastre. Au total, la nation juive portugaise a connu son été et approche de son hiver, tandis que les Allemands les plus pauvres se précipitent ici, méprisés par nous, en réalité plus travailleurs que nous, ayant dépassé leur hiver et voyant devant eux un avenir prospère. Nous tombons. Ils montent[117]. »

Ils « montent », mais ne restent pas, car les ashkénazes voient se dessiner leur avenir ailleurs : en Angleterre, ils partent en masse. En 1783, le traité de Versailles retire à la Hollande le commerce de l'océan Indien ; la Compagnie hollandaise des Indes orientales ne distribue plus de dividendes et nombre d'actionnaires se retrouvent indigents. Beaucoup de Juifs d'Amsterdam (ils y sont encore vingt mille, soit 10 % de la population) partent alors pour l'Angleterre, où ils vont développer le commerce des valeurs. La prédiction de Menasseh Ben Israël se réalise cent trente ans plus tard.

Révolution financière en Grande-Bretagne

De fait, dès le début du XVIII[e] siècle, le judaïsme anglais est tout entier tourné vers la mise en place des finances publiques. Comme à chaque montée en puissance d'une nation, il n'est pas de prospérité privée qui ne soit précédée par l'instauration d'un État fort. Et il n'est pas d'État fort sans finances saines, donc sans financiers de confiance pour prêter à long terme. Tel va être, une fois de plus, comme si souvent dans l'histoire, le rôle des Juifs : bâtir les fondements financiers de la nouvelle puissance. La création de l'office de Lord Treasurer et la mise en place du Board of Treasury permettent d'organiser les finances publiques et de débarrasser l'État des intermédiaires féodaux qui le parasitent, cette kyrielle d'« officiers » ayant acheté leurs charges et incapables de financer l'État. S'amorce une sorte de nationalisation des finances publiques avec des Juifs aux commandes, apportant de l'extérieur les ressources nécessaires et aidant à les organiser.

En 1700, une première synagogue séfarade est édifiée à Londres, suivie d'une imprimerie de livres en hébreu. Ces deux piliers de toute communauté souveraine sont ainsi en place cinquante ans après l'avoir été aux Pays-Bas et un siècle avant qu'on ne les trouve en France.

La même année, un banquier juif hollandais, Salomon de Medina, est fait chevalier à Londres par Guillaume III. Medina a fait fortune en payant au maréchal de Marlborough, pendant toutes ses campagnes, une redevance annuelle de 6 000 livres sterling pour être le premier à apprendre de lui le sort des armes à l'issue des batailles de Ramillies, Oudenarde et Malplaquet (Blenheim pour les Anglais) – informations dont il tire aussitôt profit en Bourse. Tout est encore dans les réseaux de communication intellectuelle et marchande.

Et ces réseaux se reforment. D'autres marchands arrivent d'Amsterdam avec des marchandises venues du continent, qu'on échange encore contre des textiles de Manchester. *The Spectator* du 27 septembre 1712 découvre ce réseau qui n'a, en fait, pas cessé de fonctionner depuis plus de mille ans : « Les Juifs sont si disséminés à travers les ports commerciaux du monde qu'ils sont devenus les instruments par lesquels les nations les plus éloignées dialoguent les unes avec les autres et par lesquels l'humanité est maintenue en relation. Ils sont comme les chevilles et les clous d'un grand

bâtiment, qui sont absolument indispensables pour que l'ensemble ne se disperse pas, bien que peu considérés. »

Et en effet, en Angleterre, malgré leur rôle essentiel dans l'éveil économique du pays, les Juifs sont encore « peu considérés ».

En 1753, un projet de *Jewish Naturalization Bill*, attribuant aux Juifs nés à l'étranger les mêmes droits qu'aux Juifs anglais, est rejeté. Cela n'empêche nullement nombre de Juifs d'Allemagne et de Pologne d'affluer en Angleterre. Beaucoup sont courtiers en marchandises (blé, colorants, épices, chanvre, soie) et en devises. D'autres, orfèvres ou banquiers ; certains se spécialisent dans le lancement d'emprunts d'État, mettant d'énormes sommes à la disposition de la Couronne. Parmi eux, un marchand venu d'Allemagne, Isaac Ricardo. La stabilité financière et politique du pays, à laquelle ils participent, donne confiance aux prêteurs. Isaac de Pinto écrit en 1771 depuis Amsterdam, comme avec envie : « L'exactitude scrupuleuse et inviolable avec laquelle ces intérêts ont été payés et l'idée qu'on a de l'assurance parlementaire ont établi le crédit de l'Angleterre au point de faire des emprunts qui ont surpris et étonné l'Europe. » Il ajoute qu'en Angleterre « personne ne thésaurise plus dans des coffres-forts » et que « l'avare lui-même a découvert que faire circuler son bien, acheter des fonds d'État, des actions des grandes compagnies ou de la Banque d'Angleterre, vaut mieux que l'immobiliser[117] ».

La confiance est telle qu'en avril 1782, dans une situation financière difficile, le gouvernement anglais, qui cherche à emprunter trois millions de livres sterling, s'en voit offrir cinq ! « Il a suffi d'un mot aux quatre ou cinq grosses firmes de la place de Londres[69]. »

L'Angleterre devient le cœur de l'économie-monde. Quelques Juifs y jouent un rôle très important : banquiers, courtiers, financiers de la dette publique, acteurs (parmi d'autres) de la révolution financière préalable nécessaire à la révolution industrielle. Là encore, ils apportent du neuf – ici, de l'argent – au pays qui les accueille. Et pas question d'être bien accueilli si on ne démontre pas en quoi on peut aider ses hôtes. Les émigrants affluent : le nombre de Juifs anglais passe de six cents en 1700 à vingt mille à la fin du siècle. David Ricardo, un fils d'Isaac, né en Angleterre en 1772, fait fortune en Bourse à vingt ans puis se consacre à la théorie économique[339] pour la révolutionner.

Dans l'Inde encore néerlandaise, l'un des dirigeants de la Compagnie hollandaise des Indes orientales, David Ezechiel Rahebi, s'installe à Cochin. En 1760, il reconnaît comme juifs les Beni Israël installés là depuis Titus. Ses descendants y resteront encore pendant cent vingt-cinq ans en tant qu'importateurs de livres. Un marchand d'Alep, Chalom Cohen, arrivé à Calcutta en 1798, fait fortune dans le commerce de la soie et de l'indigo d'Alep à Bénarès, jusqu'à être nommé, en 1816, joaillier du nabab de Lucknow. À Madras, Calcutta, Bombay et Hong Kong, les Solomon, Castro et Sassoon participent aux premiers pas de la colonisation anglaise en se livrant au commerce de diamants, de pierres précieuses, de coton, de jute et de tabac.

L'espérance américaine

En 1728 s'ouvre la première synagogue en Amérique du Nord, à Philadelphie. Une autre voit le jour à Manhattan deux ans plus tard[106]. En 1740, le Parlement britannique « autorise » les Juifs à s'établir dans les colonies anglaises… où ils sont déjà depuis plus d'un siècle ! De nombreux émigrants s'installent à Charleston, à Savannah, à Newport où une forte communauté de marchands tient le commerce des esclaves et du rhum[55]. En 1750, on dénombre deux mille cinq cents Juifs dans toute l'Amérique du Nord. En 1768 est édifiée la première synagogue du Canada, celle de Shearith Issael à Montréal. Vers 1770, Aaron Lopez (le premier Juif naturalisé, en 1762, citoyen du Massachusetts) à Newport, Isaac da Costa à Charleston participent, avec d'autres, au commerce d'esclaves.[106]

Comme on utilise plusieurs devises avec des taux de change qui varient sans cesse, et comme on paie aussi bien en argent qu'en grains ou en fourrures, quelques Juifs deviennent, avec d'autres, courtiers. Ils encaissent des chèques, transfèrent de l'argent à l'étranger, achètent et revendent des obligations d'État et des marchandises. Comme en Angleterre à la même époque, certains assurent la mise en place d'une trésorerie publique, instrument essentiel de la souveraineté : pas d'État sans budget, c'est-à-dire sans impôt et sans capacité d'emprunter.

C'est d'ailleurs par l'impôt que commence en 1773 la guerre d'Indépendance : un groupe de colons, pour protester contre les droits de douane sur le thé, jettent à la mer la cargaison d'un bateau anglais ancré dans le port de Boston. Le 19 avril 1775, la bataille de Lexington marque le début des hostilités. La déclaration d'Indépendance, le 4 juillet 1776, fait des États-Unis d'Amérique le premier pays au monde à accorder aux Juifs une totale égalité politique[106].

John Locke, qui a rédigé dès 1670 la Constitution des deux Carolines, y a inclus un article protégeant « les Juifs, païens et autres dissidents ». La Constitution de Pennsylvanie, composée en 1681 par William Penn et qui servira de modèle à celle des États-Unis, stipule dans son article 9 : « Tous les hommes ont reçu de la Nature le droit imprescriptible d'adorer le Tout-Puissant selon les inspirations de leur conscience. » Celle de Virginie, rédigée en 1776, affirme quant à elle : « L'homme peut bénéficier du libre exercice de la religion selon sa conscience. »

Le président Woodrow Wilson écrira plus tard que la Bible a représenté un modèle pour les auteurs de la Constitution américaine : « Les colons se sont souvenus de ces passages de la Bible qui critiquent l'autorité royale et enlèvent à la Couronne le manteau de sa divinité, faisant de la société hébraïque un modèle de gouvernement pour nos pionniers. Dans l'esprit de notre Constitution, on trouve ce qui est au cœur de l'organisation juive, qui est que la plus haute autorité appartient aux principes (“la rébellion aux tyrans est obéissance à Dieu”), et aussi parce qu'elle est un précédent divin de démocratie pure. »

La guerre d'Indépendance prend fin le 19 avril 1783 par le traité de Paris. Elle a fait vingt-six mille morts, soit, en proportion, beaucoup plus que n'en fera, pour les Américains, aucune autre guerre ultérieure.

En 1787, chacun des nouveaux États envoie des délégués à la convention de Philadelphie, chargée de rédiger la Constitution de l'union que ratifient ensuite les États. L'esprit de la Bible est encore là : le premier projet de sceau de l'union représente les Juifs traversant la mer Rouge, poursuivis par Pharaon. Jefferson, Franklin et Adams le rejettent et lui préfèrent l'aigle[106]. Ils placent cependant sur la Cloche de la Liberté une inscription tirée du Lévitique : « *And Proclaim Freedom Throughout The Land Unto All the Inhabitants Thereof* (25, 10). »

En avril 1789, George Washington – dont les réticences vis-à-vis des Juifs sont manifestes dans son adresse du 18 août 1790 à la communauté de Newport – devient le premier président des États-Unis. En 1792, vingt-quatre négociants new-yorkais créent une bourse d'échange au numéro 68 de Wall Street à New York. En 1795, une loi impose de vivre depuis cinq ans sur le sol des États-Unis pour obtenir la nationalité américaine. Trois mille Juifs l'acquièrent sur 3,9 millions d'habitants : des paysans, des courtiers, des banquiers, tels Mordecai Sheftall, Francis Salvador ou Isaac Moses qui crée en 1781 la Bank of North America avec Alexandre Hamilton[106]. Et deux destins de la finance : David Francks et Haym Salomon.

Né à Philadelphie dans une famille de banquiers allemands, David Salisbury Francks[55] part pour le Canada rejoindre les Insurgents quand ils envahissent ce pays en 1775. Il finance l'armée sur ses propres deniers. Après l'échec subi au Canada, en juillet 1776, il regagne Philadelphie et, comme il parle le français, devient officier de liaison avec les forces de l'amiral d'Estaing, commandant des forces navales françaises. Il est ensuite nommé aide de camp du gouverneur militaire de Philadelphie qui prend le contrôle de la garnison de West Point. Il ne le suit pas quand celui-ci trahit et tente de rendre West Point aux Anglais. Devenu diplomate, Francks rejoint à Paris Benjamin Franklin, ambassadeur des Insurgents et lui apporte la copie du traité reconnaissant l'indépendance américaine. Il devient consul à Marseille, négocie en 1786 un traité avec le Maroc. En 1789, le Congrès lui accorde 400 acres de terre en reconnaissance des services rendus.

En 1775, Haym Salomon[55] quitte la Pologne. Il a trente ans quand il débarque à New York et sert dans les troupes allemandes de Hesse venues là aider leur prince devenu roi d'Angleterre. En 1776, les Anglais le soupçonnent d'espionner pour le compte des Insurgents et le jettent en prison. Il s'évade et pousse les soldats de son régiment à déserter. Il reprend son métier de courtier et se marie avec Rachel Francks, fille du précédent. De nouveau arrêté pour espionnage, il sert d'interprète aux Allemands au service des Anglais, s'évade, gagne Philadelphie, devient fournisseur des troupes françaises dont il parle aussi la langue. Entre-temps, encore une histoire de finances publiques : le gouvernement continental imprime du papier-monnaie à l'infini, faute de pouvoir lever d'impôt. En mai 1776,

l'armée est au bord de la faillite. L'hiver suivant, des soldats meurent de faim. Le surintendant des Finances du gouvernement provisoire, Robert Morris, nomme Haym Salomon « courtier du ministre des Finances »[55]. De 1781 à juillet 1782, celui-ci place 200 000 dollars d'obligations d'État, montant considérable ; il est le premier financier du Trésor américain. Quand, à la fin d'août 1782, la guerre tourne mal et plus personne ne veut lui acheter ces titres. Salomon les prend alors à son propre compte et en attendant de les placer l'année suivante[106]. Il prête aussi personnellement de l'argent à des dirigeants de la jeune république américaine, dont James Madison, secrétaire d'État puis quatrième président des États-Unis (qui le reconnaît dans ses Mémoires), sans jamais demander à être remboursé. Il meurt oublié, après avoir joué un rôle décisif dans la victoire des armées continentales en assurant leur financement.

En 1801, le troisième président des États-Unis, Thomas Jefferson, fait demander à des explorateurs envoyés par l'État vers les grandes plaines de l'Ouest de lui rapporter la réponse à la question suivante : « Puisqu'il n'est pas exclu que les tribus perdues d'Israël soient quelque part dans les Plaines, quels liens existe-t-il entre les cérémonies des Indiens et celles des Juifs[106] ? »

4

NOMBRES

(1789-1945)

1. *Les communicateurs de la révolution industrielle*
2. *Trois fantasmes*
3. *Quatre matrices*
4. *La loi du nombre*
5. *Le neuf, la crise, le vieux*
6. *L'économie de la Shoah*

Le monde occidental s'est dégagé de l'emprise féodale et religieuse. La démocratie et le marché bousculent monarchies et empires. On pourrait alors penser que l'assimilation accomplira ce que les persécutions n'ont pu réaliser : faire disparaître le peuple juif dans la banalisation du nombre, dans les batailles entre classes et nations nouvelles. Il n'en est rien. Il va survivre, jouant un rôle plus singulier encore dans les bouleversements du monde et de son économie.

La société occidentale commence de mettre en œuvre la révolution industrielle. Le peuple juif, qui n'est plus cantonné dans un lieu ou un métier, va explorer les territoires et les métiers nouveaux qu'elles offrent.

Là encore, le Pentateuque illustre l'Histoire. Son quatrième livre – les Nombres, ou « Dans le désert »90 – fonctionne comme une métaphore du siècle et demi allant de la Révolution française à la Shoah. Il raconte le séjour du peuple hébreu dans le Sinaï, pendant trente-huit ans et demi, de la

deuxième année de la traversée jusqu'à la mort de Moïse près de Canaan. Il commence par un recensement (combien de familles doivent être nourries par la manne, combien d'hommes doivent payer l'impôt, et combien doivent porter les armes) et s'achève par un autre décompte (combien entreront en Terre promise). À l'entrée comme à la sortie, compter porte malheur : au mieux, on dénombre les contribuables ; au pis, on recense les soldats d'une guerre à venir – pas un de ceux qui entrent dans le piège du désert n'en sort vivant.

De même, la période que couvre ce chapitre raconte un voyage, essentiellement à travers l'Europe, dans l'espoir de rejoindre des Terres promises. La plupart y succomberont.

Tout y tourne aussi autour de nombres. Durant le millénaire précédent, le nombre total de Juifs a stagné pendant que la population du monde quadruplait[86]. En 1800, il n'y a toujours qu'un peu plus de quatre millions de Juifs, soit moins qu'au moment de la destruction du Temple[35]. Plus de trois millions vivent en Europe, principalement en Russie et dans l'Empire autrichien. Près d'un million sont ailleurs, pour l'essentiel en terres d'islam.

Commence alors une croissance extraordinaire : en 1880, ils sont huit millions, dont sept en Europe et en Russie ; puis quatorze millions en 1914, et seize en 1939, dont près de la moitié sont des indigents entassés en Europe de l'Est. Comme parqués là avant de disparaître.

Comme dans le Livre, compter porte malheur.

À ceux qui leur reprochent d'être différents, les Juifs n'ont plus qu'une réponse : tout faire pour ne plus l'être, sans pour autant s'écarter, pour la plupart, de leur culture. On ne peut plus vivre en circuit fermé sans s'appauvrir ; participer à la croissance d'ensemble exige de s'assimiler. Sans oublier que rien n'est bon pour un Juif qui ne soit bon aussi pour ceux qui l'environnent. Comme dans le désert, certains adorent le Veau d'or ; d'autres se dotent de lois nouvelles, inventent des métiers inédits, créent des richesses nouvelles. Beaucoup se noient dans le nombre et y perdent leur identité. D'autres, en revanche, la trouvent dans l'individualisme, l'intégration, la compétition, le refus des règles collectives, l'esprit d'entreprise, sans que disparaisse l'exigence de solidarité.

Car l'époque des Nombres est aussi celle des aventures personnelles, des choix solitaires. C'est un temps de grands destins individuels, de dynasties intellectuelles, industrielles et financières, avec, comme par le passé, l'obsession juive : la valorisation des Noms. Mais c'est aussi l'époque des masses anonymes, ouvriers sacrifiés et rebelles, pathétiques bâtisseurs de la modernité.

Certains pourraient montrer quelque réticence à voir ici nommer ces réussites : on n'a pas oublié qu'il n'y a pas si longtemps désigner quelqu'un comme juif revenait à le condamner à mort. Il n'empêche : nommer est aussi, dit la Bible, la condition de l'éternité.

1. Les communicateurs de la révolution industrielle

Encore un mythe à démolir : tout occupé à prêter aux princes et à se défendre contre les persécutions, le peuple juif serait passé à côté de la révolution industrielle. Rien n'est plus faux. Déjà, on l'a vu, de nombreux Juifs se sont manifestés dans les débuts de l'industrie hollandaise, britannique, allemande, polonaise et autrichienne, aux XVI^{e}, XVII^{e} et XVIII^{e} siècles. C'est encore davantage le cas au XIX^{e} : les Juifs seront au premier rang des prodigieuses mutations technologiques, industrielles et financières qui vont rendre possibles la production de masse. Démocratie et marché se révéleront là inséparables. L'entrée dans l'une va accélérer l'entrée dans l'autre.

Comme les autres, chacun pour soi

L'un après l'autre, les systèmes post-féodaux et les empires despotiques s'effondrent. Les castes et les guildes se dissolvent. Les Églises voient leur influence décroître. Les communautés perdent leur justification défensive. Pour beaucoup, le sens même du judaïsme – structure de survie, cadre protecteur et référent consolateur –, tend à s'effacer. Chacun veut s'affirmer citoyen libre, indépendant, laïc ; vivre et travailler au milieu des autres, dans la nouvelle économie de masse, et non plus dans l'artisanat confiné des

ghettos. Ils veulent tous être admis, comme le sont déjà les fournisseurs de cours, dans quelques rares pays d'Europe centrale.

L'émancipation commence précisément là où ils sont proches du pouvoir : dans l'Empire, en Prusse et dans les principautés allemandes. En 1781, puis en 1789, l'empereur Joseph II exempte tous les Juifs autrichiens du port de l'insigne distinctif et du paiement d'impôts spécifiques ; il les autorise à devenir artisans, paysans, professeurs, officiers. Plusieurs princes allemands font de même ; le principal d'entre eux, la Prusse, reste intolérante.

En France, alors que gronde la révolte, les Juifs ne sont encore que vingt-cinq mille en Alsace, sept mille cinq cents à Metz, cinq cents à Paris, quelques milliers à Bordeaux et en Avignon, quelques-uns à Toulouse et en d'autres villes du Midi. Aucun n'est à la cour, en tout cas connu comme tel. Les trois quarts vivent à la campagne dans des conditions souvent très humiliantes. L'Église s'inquiète de la reconnaissance des non-catholiques.

Seuls les Juifs de Bordeaux, Bayonne et Metz sont invités à rédiger leurs cahiers de doléances. Les « Portugais » – généralement bien plus aisés que les « Lorrains » – restent prudents, craignant l'amalgame avec les petits prêteurs sur gages d'Alsace, très mal vus de leurs débiteurs. Ils réclament seulement le droit de s'organiser en communauté et d'exercer les métiers encore interdits par les guildes[164]. Ailleurs en France où les rares Juifs ne sont pas encore autorisés à résider ouvertement, les cahiers de doléances les mentionnent rarement, si ce n'est pour dénoncer, en Alsace, « l'abominable comportement des Juifs qui poussent les pauvres chrétiens à emprunter au-delà de leurs moyens[164] ».

Lors des États généraux, le représentant des « Portugais », l'armateur bordelais Gradis – dont la famille vit dans la région depuis trois siècles –, est bien accueilli par le tiers état : bourgeois, il n'est ni noble ni prêtre. Le 24 décembre 1789, il obtient que l'Assemblée reconnaisse aux quelques milliers de Juifs du Sud-Ouest les droits civiques pleins et entiers, reconnus aussi par la même occasion aux quelque cent mille protestants du pays. Mais pas question de leur accorder des droits spécifiques, ni en tant que religion ni comme peuple. Pas de reconnaissance de leurs tribunaux, de leurs règles alimentaires, de leurs fêtes. Pas question de les laisser s'organiser politiquement ni économiquement[27]. À la tribune de l'Assemblée

constituante, Clermont-Tonnerre prononce cette phrase définitive : « Il faut tout refuser aux Juifs comme nation et tout leur accorder comme individus ; qu'ils ne constituent dans l'État ni un corps politique, ni un ordre[164]… » Tout est dit : pour eux comme pour les autres, voici venu le temps du chacun pour soi.

Ils n'obtiennent pourtant pas le même statut que les membres des autres religions. Le 12 juillet 1790, il n'est pas question d'appliquer aux rabbins la Constitution civile du clergé votée par l'Assemblée constituante. Leurs émoluments restent à la charge des communautés, tout comme leurs écoles, l'assistance à leurs pauvres et leurs tribunaux.

Après une forte campagne menée par certains « Portugais » qu'épaulent des alliés inattendus – tel l'abbé Grégoire[179] qui s'inspire en l'occurrence de Blaise Pascal –, le 27 septembre 1791, tous les autres Juifs du royaume obtiennent les mêmes droits qu'eux. Mais l'Assemblée législative ne prend aucun décret d'application ; puis la Convention, qui veut instaurer le culte de l'Être suprême, ferme les synagogues, comme les églises, et interdit la pratique de l'hébreu[27]. Tout devient plus facile avec le Directoire, à partir de 1795. De nombreux Juifs du reste de l'Europe et de Constantinople viennent alors s'installer en France. Fortunés pour la plupart, s'exprimant déjà en français, ils forment bientôt une communauté de quelques centaines de familles. À Paris, en 1795, Beer Léon Fould, originaire de Lorraine, fonde la première maison de banque juive à Paris, rue Saint-Georges.

Partout où elles passent, les armées révolutionnaires poussent à l'émancipation des Juifs. Ainsi, en octobre 1792, quand elles bombardent Francfort et détruisent en partie le ghetto, elles permettent aux Juifs allemands – en particulier aux Rothschild – d'en sortir presque fortuitement, les murs détruits n'étant pas remplacés. L'obligation de porter une marque vestimentaire distinctive, celle de faire précéder leur nom du préfixe « ben » sont elles aussi supprimées.

À Amsterdam, au printemps de 1796, un petit groupe de Juifs rassemblés avec des chrétiens dans une société dite « Felix Libertas », accueille les régiments français en libérateurs. Le 2 septembre 1796, la Chambre de la République batave vote l'émancipation des Juifs hollandais. Les guildes y sont défaites, plus aucun métier ne leur est interdit. Ce qui devait arriver ne manque pas de se produire : la libéralisation tend à briser les mécanismes de

solidarité propres aux communautés, et de nombreux dirigeants juifs s'opposent aux réformes. Le conflit commence entre Juifs laïcs et religieux sur le terrain social.

L'émancipation se poursuit avec l'ouverture par Bonaparte des ghettos de Florence, de Venise et, en 1798, des États pontificaux à Rome et Ancône. À propos de ce dernier, un témoin note : « La communauté juive, portant bonnet jaune et brassard avec l'étoile de David, y vivait confinée dans un ghetto bouclé la nuit. [On] remplaça le bonnet jaune et le brassard par la rosette tricolore, [on] supprima le ghetto. Les Juifs d'Ancône furent surpris et ravis de constater que les premiers soldats français qui entrèrent dans le ghetto étaient des Juifs[293]. »

En mars 1798, à son arrivée à Alexandrie, Bonaparte publie une proclamation instituant un conseil des Juifs d'Égypte et une fonction de « grand prêtre »[305]. Il espère occuper Saint-Jean-d'Acre, se rendre ensuite à Jérusalem, y lancer une autre proclamation appelant à la création en Palestine d'un État juif indépendant, avant de s'emparer de Damas[305]. Les Anglais, accourus au secours des Turcs, le font reculer ; il ne pousse pas jusqu'à Jérusalem, et s'étonne de l'étroitesse du Jourdain (« On dirait la Seine à Montereau »). Le texte de sa *Proclamation à la nation juive,* qui devait être daté du 1er floréal an VII de la République française (20 avril 1799), « Quartier général Jérusalem », n'est pas publié[441]. Premier texte « sioniste » en même temps que réflexion sur l'émancipation de tous les peuples, il mérite d'être lu pour ce qu'il annonce de radicalement neuf pour les deux siècles à venir :

« Bonaparte, commandant en chef des armées de la République française en Afrique et en Asie, aux héritiers légitimes de la Palestine, Israélites, nation unique que les conquêtes et la tyrannie ont pu, pendant des milliers d'années, priver de leur terre ancestrale, mais ni de leur nom, ni de leur existence nationale ! […] Debout dans la joie, les exilés ! Cette guerre, sans exemple dans toute l'Histoire, a été engagée pour sa propre défense par une nation de qui les terres héréditaires étaient considérées par ses ennemis comme une proie offerte à dépecer. Maintenant, cette nation se venge de deux mille ans d'ignominie […]. La Providence m'a envoyé ici avec une jeune armée, guidée par la justice et accompagnée par la victoire. Mon quartier général est à Jérusalem et dans quelques jours je serai à Damas,

dont la proximité n'est plus à craindre pour la ville de David. Héritiers légitimes de la Palestine ! La Grande Nation [la France], qui ne trafique pas les hommes et les pays selon la façon de ceux qui ont vendu vos ancêtres à tous les peuples (Joël 4, 6), ne vous appelle pas à conquérir votre patrimoine. Non, elle vous demande de prendre seulement ce qu'elle a déjà conquis. Et, avec son appui et son autorisation, de rester maîtres de cette terre et de la garder malgré tous les adversaires. Levez-vous ! Montrez que toute la puissance de vos oppresseurs n'a pu anéantir le courage des descendants de ces héros qui auraient fait honneur à Sparte et à Rome (Maccabées 12, 15). Montrez que deux mille ans d'esclavage n'ont pas réussi à étouffer ce courage. Hâtez-vous ! C'est le moment, qui ne reviendra peut-être pas d'ici mille ans, de réclamer la restauration de vos droits civils, de votre place parmi les peuples du monde. Vous avez le droit à une existence politique en tant que nation parmi les autres nations[441]. »

S'il avait été lancé publiquement, cet appel n'aurait sans doute pas été entendu : le retour à Sion n'est pas une attente juive de l'époque. Il ne faudra cependant pas « mille ans », mais seulement cent quarante-cinq, pour que « revienne le moment » d'un tel retour.

Rentré en France, Bonaparte veut attirer le plus possible de Juifs dans son empire – « pour le progrès du commerce[305] », dira-t-il plus tard à l'un de ses compagnons de Sainte-Hélène : c'est encore l'idée que les Juifs apportent la prospérité autour d'eux, que la richesse qu'ils créent est supérieure à celle dont ils profitent ; victoire posthume de Simone Luzzato, rabbin de Venise, et de Menasseh Ben Israël, rabbin d'Amsterdam…

Dans son obsession centralisatrice, l'Empereur souhaite, avant de les accueillir, mettre en place les départements, régler les rapports de l'Église et de l'État et organiser le statut du crédit. Aussi, une fois la Banque de France fondée en 1800 et sa charte édictée en 1803, définit-il une politique de crédit interdisant à toute personne physique de faire profession de prêteur, sauf à créer une banque : *ispo facto,* toutes les activités des prêteurs juifs en Alsace sont interrompues.

Au même moment, un autre souverain d'Europe semble s'orienter, lui aussi, vers l'émancipation des Juifs : en 1804, un nouveau tsar de Russie, Alexandre I^{er} – sur le trône depuis 1800, et qui a maintenant sur son sol près de la moitié de tout le peuple juif, récupérée avec une partie de la Pologne,

la Lituanie et l'Ukraine –, parle de les intégrer en les poussant, par l'agriculture et l'artisanat, à sortir des ghettos. Mais ce vœu restera pratiquement lettre morte : les Russes refusent de leur octroyer des terres et de les accepter dans les guildes, tout comme les Juifs refusent d'abandonner la solidarité communautaire qui assure leur sécurité. Aucun ne veut de l'autre.

Dans l'Empire français, après qu'un concordat a précisé les règles d'organisation de l'Église catholique, que des articles organiques ont défini celles applicables aux protestants, et que le statut des banques a été élaboré, Napoléon s'occupe du sort des Juifs. Il veut d'abord rassembler des représentants des Juifs de tous les pays qu'il contrôle pour les faire débattre entre eux[305]. Le cardinal Fesch, son oncle, le met en garde : « La fin du monde aura lieu quand les Juifs seront rassemblés. » Kellermann mobilise les adversaires des Juifs et Chateaubriand craint « des mesures imposées qui, d'effet en effet, feront tomber les finances du monde aux échoppes des Juifs et entraîneront partout une subversion totale[441] ».

Le 26 juillet 1806, Portalis, ministre des Cultes, réunit une assemblée de cent onze délégués – des marchands lettrés et quinze rabbins – venus de toute l'Europe impériale pour distinguer ce qui, dans le judaïsme, relève de la théologie et du politique, et en déduire comment la pratique du judaïsme peut être rendue compatible avec la loyauté envers l'État. Le 23 août 1806, Napoléon écrit à son ministre des Cultes pour préciser ce qu'il attend d'une telle réunion :

« Jamais, depuis la prise de Jérusalem par Titus, autant d'hommes éclairés appartenant à la religion de Moïse n'ont pu se rassembler en un même lieu. Dispersés et persécutés, les Juifs ont été soumis soit à des taxes punitives, soit à l'abjuration de leur foi, soit à d'autres obligations et concessions opposées à leurs intérêts et à leur religion […]. La droite ligne de la foi religieuse ne peut être tracée par des isolés ; elle doit être établie par un grand congrès de Juifs légalement et librement rassemblés et comprenant des membres des communautés espagnole et portugaise, italienne, allemande et française, soit des représentants des Juifs de plus des trois quarts de l'Europe[441]. »

C'est l'enthousiasme au sein des communautés, ce dont s'inquiètent les pays de l'Alliance. En septembre 1806, Metternich, ambassadeur d'Autriche

à Paris, écrit au comte Stadion, ministre des Affaires étrangères à Vienne : « Tous les Juifs voient en Napoléon leur Messie[441]. » La police autrichienne en déduit qu'il est indispensable de surveiller les Juifs d'Autriche, susceptibles de soutenir les Français et peut-être d'espionner pour leur compte.

Un débat s'ouvre d'abord sur les compétences des tribunaux rabbiniques, en particulier sur les conditions du mariage. L'Empereur veut imposer aux rabbins de célébrer des mariages mixtes. L'assemblée répond que « leur religion leur ordonne de regarder la Loi suprême comme la loi du prince en matière civile et politique[293] » : ainsi trouve-t-elle une façon d'autoriser les mariages mixtes… tout en les rendant totalement impraticables. Portalis propose alors d'organiser un système pyramidal où chaque communauté, dans chaque ville, serait dirigée par un conseil de notables élus par les chefs des familles les plus imposées, l'État nommant et rémunérant les rabbins comme les curés et les pasteurs, avec – c'est la grande nouveauté – un organe d'ensemble, un « consistoire » central, gérant l'ensemble des communautés de chaque pays de l'Empire.

Pour rédiger et négocier les textes des décrets faisant entrer en application ces principes, Napoléon convoque le 9 février 1807, sous le nom de Sanhédrin, une réunion de soixante et onze responsables juifs de France et d'Italie, en majorité des marchands et des financiers lettrés. Ni le nom, ni le nombre, ni la pompe de cette réunion ne sont évidemment laissés au hasard. Le président du Sanhédrin est un banquier bordelais, Abraham Furtado, qui proclame Napoléon « le Cyrus des temps modernes[441] ». Il prend comme conseil la plus haute autorité talmudique de l'époque, le rabbin David Sintzheim, de Strasbourg.

À l'issue d'un an de discussions, les 17 mars et 20 juillet 1808, sont publiés quatre décrets applicables à tout l'Empire[293] :

Le premier répartit les Juifs en « consistoires » qui doivent, entre autres fonctions, recenser les conscrits juifs astreints au service militaire, sans pouvoir, comme font les chrétiens, s'acheter un remplaçant. L'uniforme des rabbins, tel qu'il existe encore aujourd'hui, est défini en détail.

Le deuxième décret précise leur statut en tant que citoyens : les Juifs ne doivent plus être considérés comme une nation à part, ni être à part dans la

nation. Chacun doit se choisir un nom de famille et un prénom. La compétence des tribunaux rabbiniques est strictement limitée aux questions religieuses. Les autres questions, notamment les litiges économiques, relèvent du nouveau Code civil et des tribunaux impériaux – ce qu'ont en vain tenté de refuser les rabbins. C'est la fin, au moins en France, du rôle des *betdin* dans la formation du droit social, financier et commercial.

Le troisième décret porte sur « la répression des abus imputés aux Juifs ». Il fait écho à ce qui leur est reproché depuis longtemps en Alsace. Le métier de prêteur sur gages leur est désormais interdit, comme à tout le monde ; un moratoire de dix ans est institué sur toutes les créances ; de plus, celles contractées par une femme sans le consentement de son époux, ou par un mineur sans celui de ses parents, sont purement et simplement annulées. Pour ouvrir un commerce, un Juif doit demander une patente au préfet de son lieu de résidence, lequel ne peut l'accorder qu'après un vote conforme du conseil municipal « constatant que ledit Juif ne s'est livré ni à l'usure ni à un trafic illicite ». Abraham Furtado a tout tenté pour empêcher la promulgation de ce texte qu'il désigne comme le « décret infâme[293] ». Il obtiendra progressivement son annulation pour le Midi, le Sud-Ouest, les Vosges, puis pour Livourne. Pas pour l'Alsace.

Le quatrième décret stipule que les Juifs de l'Empire sont tenus de rester dans leur pays de résidence ; et que les Juifs étrangers à l'Empire ne peuvent s'y installer qu'en acquérant une propriété agricole ou en y étant employés. Aucun Juif non encore domicilié dans le Haut-Rhin ou le Bas-Rhin ne pourra venir s'y établir.

L'ensemble est très bien accueilli par tous les Juifs d'Europe. C'est la fin de l'humiliation, du ghetto, de la marque jaune, du couvre-feu, des métiers prohibés. En Angleterre, en Autriche et en Russie, on envie ceux de l'Empire français qu'on ne peut rejoindre. Seuls quelques rabbins tentent d'empêcher les membres de leurs communautés de porter leurs conflits devant les tribunaux impériaux. En vain : l'accès au travail, aux libertés, l'entrée dans les universités, les relations avec les intellectuels chrétiens bousculent tout. On assiste ainsi à la première rupture sérieuse entre, d'un côté, les tenants du judaïsme orthodoxe et, de l'autre, les marchands et les intellectuels juifs. Les uns craignent que cela conduise à la disparition du judaïsme ; les autres en espèrent l'éradication de l'antijudaïsme. Ni les uns

ni les autres n'attendent plus rien de Jérusalem. Sur tous ces points, les uns comme les autres se trompent lourdement…

Tout va cependant très vite. Dès 1810, dans l'Europe de l'Empire, on voit apparaître des Juifs dans des métiers nouveaux : ingénieur, chimiste, industriel, scientifique, journaliste, avocat, magistrat, officier, peintre, romancier, musicien. Plus une profession est nouvelle, plus elle les attire, parce qu'aucun pouvoir n'a pu encore en verrouiller l'accès.

À Paris, en 1810, quinze familles – arrivées pour certaines de Francfort et d'Istanbul avant le décret interdisant l'installation de Juifs étrangers et pour d'autres après avoir obtenu des dérogations – font maintenant partie de la bourgeoisie d'affaires parisienne : les Fould, Oppenheim, Furtado, Goudchaux, d'Eichtal, Rodrigues, Stern, Worms, Laurent-Meyer, Javal, Halphen, Allegri. Les Fould notamment, banquiers juifs de Bordeaux, établis à Paris, participent au financement de l'effort de guerre de l'Empereur. En 1811, le « décret infâme » est enfin rapporté en Alsace. La même année, les « Portugais » de Bordeaux, ultimes quasi-marranes, ouvrent leurs synagogues au grand jour.

En Prusse, une timide émancipation, décidée en 1812, n'est pas vraiment appliquée, les Juifs étant accusés d'être des espions à la solde de Napoléon – dont ils vont d'ailleurs protéger la fuite pendant la retraite de Russie.

Aussi, partout en Europe, la chute de l'Empereur est-elle l'occasion d'émeutes antijuives et d'un retour à l'ordre ancien ; dans toute l'Europe, la Sainte-Alliance[117] invalide les dispositions d'émancipation. À Florence, avec la restauration de la maison de Lorraine, les Juifs sont tenus de revenir dans le ghetto. Dans les États du pape, Pie VII fait payer aux Juifs de son ressort l'humiliation qu'il a subie lors du sacre de Napoléon I^{er}. Seule, Livourne, miraculeusement épargnée, conserve son statut de port franc. En Allemagne, il est de nouveau interdit aux Juifs d'acheter des terres, de se marier librement, d'habiter le lieu de leur choix. À Francfort, on les fait aussi rentrer dans le ghetto[117].

Puis c'est le reflux : les Juifs souhaitent être intégrés et le sont peu à peu. L'évolution commencée au XVI^{e} siècle parvient à son terme, en tout cas en Occident. En France, de 1818 à 1830, tous les décrets de l'Empire, dont la validité était prévue pour durer dix ans, sont reconduits. Sauf le troisième,

qui a perdu sa raison d'être : les créances des prêteurs d'Alsace ont été, de fait, toutes annulées. La plupart des métiers leur sont maintenant ouverts. À Hambourg, à partir de 1818, dans certaines synagogues, au grand dam des Juifs orthodoxes, les prières sont dites en allemand et n'évoquent plus ni le retour à Sion, ni la venue du Messie, ni les sacrifices du Temple ; l'office hebdomadaire a même lieu le dimanche. En 1819, les Juifs allemands économiquement émancipés réclament – en vain – l'émancipation civique et politique. Au Portugal, les Juifs reviennent en 1821, avec la suppression du tribunal du Saint-Office. Ils s'établissent à Lisbonne et à Faro, arrivant du Maroc ou de Gibraltar. En France, en 1831, l'État décide de prendre à sa charge l'entretien des rabbins, comme c'est déjà le cas pour les prêtres et les pasteurs[141]. Il étend dès la conquête sa tutelle aux Juifs d'Algérie – sans toutefois leur reconnaître la nationalité française – en les plaçant sous la responsabilité d'un certain Samuel Bacri, « chef de la nation juive ». En 1834, l'émancipation, c'est-à-dire la citoyenneté égale, est totale aux Pays-Bas. Elle le devient en Suède en 1835 et dans une partie de la Suisse en 1838.

En Angleterre, l'émancipation est moins rapide : un premier projet, approuvé en 1833 par les Communes, est rejeté par la Chambre des lords. Cette année-là, un premier avocat juif, Francis Goldsmid, est admis au barreau et prête serment sur sa Bible. En 1837, la reine Victoria nomme chevalier un jeune banquier juif, apparenté aux Rothschild, dont on reparlera : Moses Montefiore. En 1841 paraît le premier journal juif en anglais, *The Jewish Chronicle*(il paraît encore aujourd'hui). La même année, un autre banquier juif, Isaac Lyon Goldsmid, premier Juif à recevoir un titre héréditaire, est fait baron et, à ce titre, membre de la Chambre des lords.

En Allemagne, à la même époque, le débat sur l'émancipation des Juifs fait rage. Vers 1825, Berlin veut réserver la citoyenneté aux Juifs riches et désigner les autres comme « protégés ». La *Haskalah*, le mouvement juif des Lumières né avec Mendelssohn, exhorte à vivre dans la langue et la culture du pays de résidence. Vers 1840, dans ses *Dix-neuf épîtres,* Samson Raphaël Hirsch, rabbin allemand de Francfort, défend l'idée qu'on peut concilier le respect de « la Torah avec un engagement dans le monde » [200]. En 1843, le philosophe libéral Bruno Bauer écrit, dans *La Question juive,* que l'émancipation réclamée par les Juifs passe par la disparition de leur religion – à l'instar des autres cultes – et par leur participation à

l'émancipation de l'Allemagne : « En Allemagne, personne n'est politiquement émancipé. Nous-mêmes ne sommes pas libres. Comment pourrions-nous vous libérer ? Vous devez travailler, en votre qualité d'Allemands, à l'émancipation politique de l'Allemagne et, en votre qualité d'hommes, à l'émancipation humaine […]. Le Juif, par exemple, aura vraiment cessé d'être juif quand il ne se laissera pas empêcher par sa Loi de remplir ses devoirs envers l'État et ses concitoyens. Et qu'au jour du shabbat il assistera aux séances de la Chambre des députés et y prendra part[38]. » La même année, Bauer publie *Le Christianisme dévoilé*, critique historique des Évangiles.

À Londres, Lionel de Rothschild, fils de Nathan, petit-fils de Mayer Amschel, est élu en 1847 aux Communes. Mais il n'occupe pas son siège, car il refuse de prêter serment « selon la vraie foi chrétienne ». Il faudra attendre sa cinquième réélection pour que le texte du serment soit modifié[1]52.

En 1848, partout en Europe, de nombreux intellectuels, marchands, ouvriers, commerçants et artisans juifs participent aux révolutions nationales. Ils se sentent allemands, autrichiens ou français avant d'être juifs. En Allemagne, Gabriel Riesser, petit-fils d'un célèbre rabbin d'Altona et leader d'un mouvement de « Juifs libéraux », est l'un des meneurs des insurrections. Les chefs des communautés juives de l'Empire – de riches marchands – sont aussi à la tête de la révolution à Vienne.

À Hambourg, comme dans la plupart des villes allemandes, les Juifs obtiennent la citoyenneté ainsi que l'ouverture du ghetto. La Hesse et le Wurtemberg se montrent plus libéraux que la Bavière, la Saxe et le Hanovre. En France, Adolphe Crémieux, avocat juif de Nîmes, président du Consistoire israélite en 1843, député de 1841 à 1851, contribue au renversement de Guizot et devient le premier Juif français à occuper un poste ministériel : garde des Sceaux dans le gouvernement de 1848, il abolit l'esclavage dans les colonies et la peine capitale pour délits politiques.

Rapidement, tout rentre dans l'ordre autoritaire. Seule conséquence durable des événements de 1848 : le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume IV, constitue, le 31 janvier 1850, une « Union restreinte » de vingt-huit États allemands. Peu à peu, les Juifs y deviennent des citoyens comme les autres,

dans les limites d'une démocratie censitaire où seuls les hommes riches ont le droit de s'exprimer.

Les dernières digues qui séparent en Europe les Juifs des autres finissent par céder : en 1855, Sir David Salomons est le premier lord-maire juif de Londres. L'émancipation totale des Juifs britanniques est votée en 1858. Lionel de Rothschild occupe enfin son siège au Parlement. Est créé le Jewish Board of Guardians, organisation juive laïque de soutien aux pauvres et aux émigrants venus de toute l'Europe de l'Est, qui fait sortir la *tsedaka* du cadre religieux. Parmi les dizaines de milliers de Juifs émigrés, tous les rabbins doivent abandonner leurs titres et leurs fonctions, pour devenir des *reverend misters*. Ne sont appelés *ministers* que les rabbins affiliés à la United Synagogue avec un costume très proche de celui des pasteurs. La religion juive passe de la sphère collective à la sphère privée.

En Suisse, en 1856, un arrêté fédéral accorde enfin aux Juifs l'égalité politique sur tout le territoire.

La même année, à Bologne (qui fait encore partie des États du pape), la police enlève un enfant juif de six ans, Edgardo Mortarra, et le place à Rome dans une maison religieuse parce qu'une employée – juive – affirme l'avoir fait baptiser pour se venger de ses parents. Les protestations venues du monde entier entraînent la création en 1860, à Paris – par Adolphe Crémieux, redevenu avocat, et Charles Netter –, de l'Alliance israélite universelle[88] pour défendre les droits civils et religieux des Juifs à travers le monde. En dépit des protestations, Edgardo Mortarra sera élevé dans un monastère, jusqu'à devenir un proche de Pie IX. En 1861, la naissance de l'Italie, avec Florence pour première capitale, conduit à l'abolition des ghettos ; le dernier, celui de Rome – que les papes ont maintenu aussi longtemps que possible –, disparaît en 1870.

En 1865, l'un des Warburg, Samuel, est élu député du Schleswig-Holstein au Parlement danois, dont dépend la ville d'Altona. Quand, en 1866, la ville devient allemande, Samuel Warburg devient le premier Juif député au parlement d'un État d'Allemagne[18].

Le 14 juillet 1865, musulmans et Juifs d'Algérie sont autorisés à demander la nationalité française[374] ; la citoyenneté sera accordée de droit à tous les Juifs d'Algérie, le 24 octobre 1870, par un décret signé d'Adolphe

Crémieux, devenu, après sa traversée du désert sous l'Empire, député d'extrême gauche de Paris et éphémère ministre de la Justice du gouvernement provisoire de la Défense nationale[374].

À Londres, en 1867, Benjamin Disraeli, petit-fils d'un boulanger juif italien, écrivain à succès comme son père, converti et fier de ses origines juives, devient Premier ministre de Grande-Bretagne et Lord Beaconsfield.

En 1878, le traité de Berlin reconnaît l'indépendance de la Serbie, de la Bulgarie et du Monténégro, et émancipe les Juifs de ces trois pays – mesure que refuse toujours la Roumanie.

Partout en Europe occidentale, la majorité des Juifs vivent désormais dans les grandes agglomérations, plus favorables à l'intégration, sauf en Allemagne et en Alsace – où il faudra attendre 1910 pour que 45 % des Juifs soient devenus des citadins. Souvent, les progrès de l'enseignement laïc relèguent celui de l'hébreu et du savoir religieux aux seuls samedis. En France et en Angleterre, où affluent des réfugiés d'Europe centrale et de Russie, les communautés financent des cours et des mouvements de jeunesse, telles les *Jewish Lads Brigades* en Angleterre. Les communautés de France et d'Angleterre font tout pour que ces réfugiés perdent au plus vite leur allure de Juifs de l'Est. Çà et là émergent les figures de grands économistes comme David Ricardo, d'ingénieurs comme Emil Berliner, de scientifiques, comme Albert Einstein, de marchands d'art comme Nathan Wildenstein.

Quand, en 1905, l'*Alien Immigration Act* restreint l'immigration, deux cent cinquante mille Juifs vivent en Angleterre, contre soixante mille un siècle avant. Ils sont soixante-dix mille en France. Les Juifs d'Occident sont désormais des citoyens à part entière et le judaïsme n'est plus qu'un aspect de leur personnalité. La religion est devenue une affaire personnelle. Les voici tout entiers, comme les autres occupés à participer à la construction du monde nouveau.

Les Juifs dans l'industrie européenne : communiquer

Beaucoup d'historiens[438] ont soutenu que les Juifs n'avaient joué aucun rôle dans la révolution industrielle. Les raisons avancées pour expliquer

cette absence ont été nombreuses : rejetés par les guildes, ils n'auraient pas eu de tradition industrielle ; leurs règles religieuses auraient été incompatibles avec l'emploi du temps industriel ; les ouvriers chrétiens n'auraient pas aimé leur obéir ; appréciant d'être artisans, à leur compte, ils auraient rechigné à la production de masse ; la production en nombre aurait été contraire à la morale juive ; ils auraient préféré conserver leur épargne en argent liquide pour mieux la dissimuler en cas de menace de spoliation plutôt que d'investir dans des machines ; enfin, il se serait agi d'une révolution de l'énergie, et les Juifs ne se seraient jamais occupés que de commerce et de finance.

Nombre de contemporains – même juifs – ont partagé ce point de vue, ne voyant pas de Juifs dans l'industrie et les croyant tout occupés à la finance. Ainsi Disraeli écrit-il : « Ce qui est curieux, dans ce vaste développement [de l'industrie anglaise], c'est que les dirigeants du monde financier n'y ont pas participé. Ces puissants bailleurs de fonds, qui tiennent souvent entre leurs mains le sort des rois et des empires, semblaient comme des hommes qui, contemplant quelque excentricité de la nature, y assistent avec un mélange d'étonnement et de crainte[286]… »

S'il est exact que les banquiers juifs *et* non juifs ont tenu – on verra pourquoi – à ne pas devenir eux-mêmes des industriels, d'autres Juifs ont joué un rôle dans le développement industriel du XIX^e^ siècle. Un rôle considérable et incroyablement sous-estimé. Là encore, ils ont créé des richesses bien au-delà d'eux-mêmes.

En premier lieu, des courtiers venus d'Allemagne pour faire du commerce basculent dans l'industrie. Ainsi, quinze sociétés juives de Francfort important des textiles anglais s'installent à Manchester, d'abord pour en acheter, puis pour en produire. Ils sont suivis dans la même ville, et à Liverpool, par des acheteurs d'étoffes venus d'Istanbul, de Vienne ou de Livourne. On les trouve aussi dans l'industrie minière – qu'un Juif tchèque a révolutionnée, on l'a vu, dans l'Angleterre du XVI^e^ siècle. Ils sont également présents dans les verreries et les industries de consommation.

De nombreux Juifs européens – en particulier durant le dernier tiers du XIX^e^ siècle – jouent un rôle majeur dans la mise en œuvre des principales révolutions technologiques et industrielles. Innovateurs, entrepreneurs, ils agissent en conformité avec leur éthique : entreprendre, explorer, valoriser.

La liste de leurs innovateurs est impressionnante ; encore ne sont cités ici – avec les réserves qu'implique ce genre de liste – que ceux des grands acteurs de la révolution industrielle européenne pour qui le judaïsme a compté.

Vers 1860, un chimiste juif bavarois, Ludwig Mond, met sur pied l'industrie chimique allemande, notamment la purification du nickel, avant d'émigrer avec son entreprise et de devenir citoyen britannique en 1872. Son fils, Alfred Mond, prend le relais à partir de 1906 et devient membre du Parlement de Westminster la même année ; il créera en 1926 l'Imperial Chemicals, qui devient plus tard ICI, une des plus grandes entreprises chimiques d'Europe.

Avant même la mise au point de la lampe électrique par Edison en 1879, Emil Rathenau acquiert le premier brevet de l'Américain Edison, installe le premier « réseau » électrique allemand à l'automne 1878 et fonde la première compagnie allemande d'électricité, l'AEG, en 1883.

Alfred Beit, né à Hambourg et établi en Afrique du Sud, travaille d'abord pour les Porges, diamantaires d'Anvers, avant de fonder en 1888, avec Cecil Rhodes, la De Beers, qui deviendra la première firme de diamants du monde.

Fritz Haber, professeur de chimie, ami intime d'Albert Einstein, invente en 1904 une méthode de synthèse industrielle de l'ammoniac permettant d'en augmenter massivement la production, ce qui aura des effets considérables sur la fabrication des engrais et la productivité agricole.

Beaucoup d'autres noms seraient à citer dans l'industrie textile anglaise, allemande, française et flamande, comme dans celle des meubles et dans la joaillerie. Ils produisent en quantité, sans respecter les règles des anciennes guildes dont ils n'ont jamais fait partie, adaptant les produits à la demande, inventant des techniques nouvelles de distribution, ainsi, en 1895, Theophile Bader et Alphonse Kahn créent, à partir d'une petite mercerie, ce qui deviendra les Galeries Lafayette.

Plus remarquable encore : de nombreux Juifs sont à l'origine des industries de la communication. Si on ne le souligne pas assez en général, c'est que les historiens ne voient dans la révolution industrielle qu'une formidable avancée dans l'usage de l'énergie et dans la mécanisation du

travail, oubliant souvent qu'elle est aussi l'occasion d'un bouleversement dans les moyens de communication utilisant cette énergie.

Quelques destins – pour ne s'en tenir qu'à l'Europe :

Charles Havas[332], d'abord traducteur de presse, crée sa société de traduction en 1825 puis fonde à Paris, avec Bernhard Wolf, en 1832, la première agence de presse portant son nom. Il la développe quand, à partir des travaux de Samuel Morse, en 1840, les nouvelles peuvent passer par télégramme, et d'abord les horaires de train[322].

Israël Beer Josephat, petit-fils d'un rabbin allemand, d'abord employé de banque à Göttingen, vient travailler à Paris chez Havas en 1848, puis crée en 1849 à Bruxelles un système postal par pigeons voyageurs[332]. Émigré en 1851 en Angleterre, avec son ami Sigismund Engländer, un des dirigeants juifs autrichiens de la révolution de 1848, il utilise ses pigeons pour acheminer à grande vitesse des informations sur les cours de Bourse et les prix des matières premières aux journaux britanniques : il a compris que ce que vend un journal, c'est du *temps*, du neuf. Le premier *scoop* politique est, le 10 janvier 1859, la publication, grâce à Reuter, d'un discours du roi de Piémont-Sardaigne qui conduit au déclenchement de la guerre franco-autrichienne et à l'indépendance italienne. Le *Times* le publie le jour même. Pour se faire accepter par la société anglaise, largement xénophobe, il choisit le nom de Julius Reuter et, en 1865, change le nom de sa société en Agence Reuter. En 1871, il est fait baron par le duc de Saxe-Cobourg-Gotha[332].

L'instituteur allemand Philip Reis invente le premier « téléphone » en 1860, c'est-à-dire bien avant même que Graham Bell ne le conçoive en 1876.

Gabriel Lippman invente la photographie en couleurs à Paris en 1891, ce qui lui vaut de recevoir l'un des premiers prix Nobel de physique en 1908.

Abraham Stern met au point l'une des premières machines à calculer automatisée.

D'autres innovent dans les moyens de transport : Moritz Herman von Jacobi invente ainsi en 1838 un moteur électrique à électro-aimant pour actionner les bateaux. Siegfried Marens construit en 1864 une des premières

automobiles à pétrole, puis un autre modèle en 1875. Vers 1880, Albert Ballin fonde la *Hamburg Amerika Linie*, la « Ligne », qui deviendra plus tard la Hapag-Lloyd[18], compagnie de transport maritime transatlantique dont il fera l'une des plus grandes entreprises allemandes[81]. En 1896, Otto Lilienthal invente et fait voler en Rhénanie la première machine plus lourde que l'air, avant de mourir la même année dans un accident. En 1892, David Schwartz invente le ballon dirigeable navigable ; il meurt avant de l'exploiter et sa veuve vend les brevets au comte von Zeppelin, qui reste crédité de la découverte. En 1924, Karl Arnstein construit et pilote le premier zeppelin au-dessus de l'Atlantique.

André Citroën est le fils d'une immigrée de Pologne et de Lévi Citroën, bijoutier à Paris, qui s'est suicidé, ruiné, en 1884, alors qu'André n'avait que six ans. C'est en se rendant chez sa mère, à Lodz, qu'André découvre un engrenage astucieux en forme de chevron, dont il se porte acquéreur. Polytechnicien en 1898, il dirige les Entreprises automobiles Mars en 1906, avant de fonder sa propre société d'engrenages en 1912 sur le brevet polonais. La guerre, on le verra, changera son destin.

Comme au siècle précédent, le succès de ces pionniers masque néanmoins la condition de l'immense majorité du peuple juif, fait d'ouvriers, d'artisans, d'aubergistes, de conducteurs de diligences, de professeurs et de petits commerçants. À côté des innovateurs et des capitaines d'industrie, une classe ouvrière juive se forme ainsi en Angleterre, puis en Allemagne et en France, avec les immigrés de l'Est qu'on trouve notamment dans le textile, l'alimentation et le tabac. Pour lutter contre l'exploitation de ces ouvriers par leurs patrons – juifs ou chrétiens –, que dénonce souvent à Londres *The Jewish Chronicle*, des syndicats spécifiquement juifs ou des sections juives de syndicats se créent et s'organisent. Ainsi, en France, voit le jour une section ouvrière juive au sein de la SFIO.

Mais c'est encore une fois par la banque que passe pour l'essentiel le rôle d'avant-garde des Juifs dans la révolution industrielle européenne.

La banque juive dans la révolution industrielle européenne

À partir des fournisseurs de cours, un petit groupe imaginatif – les banquiers d'affaires – se forme en Allemagne, en France et en Angleterre pour financer les infrastructures publiques et les entreprises privées. Les banquiers juifs, depuis deux mille ans experts en prêts, en constituent l'avant-garde.

La jurisprudence religieuse interdit encore à toute banque juive de verser et de percevoir des intérêts entre Juifs, mais certains rabbis, tel rav Yosef Rosen, considèrent que si la banque devient une entité anonyme – limitée à ses seuls actifs –, l'intérêt devient possible[409]. Pour eux, une société n'est pas une personne et elle peut donc prêter à intérêt. D'autres estiment au contraire que la société n'est que le masque de ses actionnaires et que les banquiers juifs ne peuvent tirer intérêt que des Gentils.

Les banquiers d'affaires oublieux de la doctrine s'attachent en tout cas à continuer de financer les États et les infrastructures publiques nécessaires au capitalisme. Tout débute à Francfort : la Bourse de la ville, déjà prééminente dans l'Allemagne du XVIII^{e} siècle, se développe encore davantage dans la décennie qui suit Waterloo. La fortune de la cité est alors principalement entre les mains des princes et de quelques fournisseurs des ducs de Hesse, de Bade et de Wurtemberg. Il leur faut maintenant s'ouvrir à d'autres clients.

La plus influente banque juive de l'époque, la banque Speyer, fondée en 1794, dispose bientôt de succursales familiales dans toute l'Europe. Elle finance le développement des entreprises allemandes. La fortune de la famille, évaluée à 420 000 florins, vers 1820, est l'une des toutes premières du pays. Une autre banque, celle de Joseph Mendelssohn – un oncle de Félix, le musicien –, est fondée en 1795. Salomon Oppenheimer ouvre la sienne à Cologne en 1801. Samuel Bleichröder en fonde une autre à Berlin en 1803. Toutes pratiquent le change, les prêts à long terme aux États, la gestion des fortunes des princes, des marchands et des armateurs. Rarement encore des prêts aux industriels. Encore moins des fusions.

Les plus influents seront bientôt les Rothschild, qu'on a laissés en 1797, date à laquelle Mayer Amschel est devenu l'un des tout premiers antiquaires et numismates de Francfort. Il est déjà, cette année-là, l'un des dix hommes les plus riches de la cité. Depuis sa maison du ghetto, il commerce avec des antiquaires renommés à Berlin, Vienne, Amsterdam, Paris et Londres, et

avec le landgrave de Hesse-Cassel, Guillaume IX, à qui il prête de quoi acheter objets et pièces, avant de s'imposer peu à peu comme son principal conseiller financier. En 1798, il envoie son deuxième fils, Nathan, le plus brillant, à Londres pour le représenter. Si l'aîné, Amschel Mayer, reste à ses côtés à Francfort, Rothschild a compris que l'avenir du marché financier est à Londres. De ce choix va découler la suite de l'histoire de la famille.

En 1806, quand les armées françaises pénètrent en Hesse et libèrent le ghetto de Francfort, le Grand Électeur confie à Mayer Amschel Rothschild des titres, des pièces et des bijoux à dissimuler dans les catacombes de la ville, dont les Juifs connaissent les moindres secrets pour les avoir utilisées au fil des siècles pour fuir le ghetto quand il était attaqué. Dénoncé, Mayer Amschel est arrêté par les troupes de Napoléon, qui ne parviennent pas à lui faire avouer où est caché le trésor princier. À Londres, pendant ce temps, Nathan ouvre une banque ; il obtient la nationalité britannique en 1804. L'argent caché par son père à Francfort lui sert à garantir sa souscription de bons du Trésor britannique, qu'il place ensuite partout en Europe. Nathan se fait ainsi peu à peu courtier, plaçant les emprunts que le gouvernement de Londres lance pour financer la guerre. Les commissions, très élevées en raison des risques, font à la fois la puissance des Rothschild et celle de Guillaume IX, dont les biens servent de caution aux emprunts anglais. Rothschild père et fils deviennent vite indispensables aux puissances coalisées contre Napoléon : entre 1811 et 1815, ils réunissent même la moitié des financements apportés par Londres aux puissances continentales – d'abord aux Danois, puis à des États allemands –, qu'ils replacent ensuite auprès d'épargnants britanniques. Ils ne sont pas tout à fait les « trésoriers de la Sainte-Alliance » dont parlent à leur sujet certains biographes[76], mais ils jouent un rôle important dans le financement de la guerre.

Par fidélité à leur monarque, les Rothschild auront ainsi été parmi les rares Juifs d'Europe à choisir le camp de la Sainte-Alliance contre celui de Napoléon.

Comme la clef du métier de banquier réside dans l'évaluation du risque – donc dans la qualité des informations permettant de le mesurer –, l'idée vient à Mayer Amschel de se constituer un réseau privilégié d'informateurs[286]. Peut-être s'inspire-t-il en cela de ce qu'avait fait un siècle avant lui, à Londres, Salomon de Medina, en se faisant expédier par pigeons

voyageurs les nouvelles des batailles du duc de Marlborough. De Francfort, il établit des liens avec la famille de Tour-et-Taxis qui, depuis des siècles, détient la charge de la poste dans l'Empire ; il lui achète le droit d'utiliser son formidable réseau de pigeons voyageurs pour faire circuler en priorité ses propres messages. Ainsi Nathan apprend-il, par les oiseaux de Tour-et-Taxis, convoyant les messages d'officiers anglais bien rémunérés, la victoire de Waterloo longtemps avant que la nouvelle ne parvienne – en quatre jours[332] ! – à Londres par les canaux officiels. Ce matin-là, il achète au plus bas, à la Bourse de Londres, les titres bradés par ceux qui croient certaines rumeurs annonçant la victoire de Napoléon ; le surlendemain, une fois connu le sort des armes, il les revend au plus haut. On murmurera plus tard[286] – mais rien ne l'établit – qu'il aurait lui-même fait courir la rumeur d'une défaite anglaise pour mieux faire baisser les cours.

Après la chute de Napoléon, les besoins d'argent des États européens sont encore plus considérables pour la paix que pour la guerre. Les Rothschild, financiers des vainqueurs, en prennent la charge. Sans jamais prélever sur leurs propres biens, ils savent, en bons courtiers, où trouver des capitaux au meilleur coût. Pour les États qu'ils contribuent à reconstruire, mais aussi pour financer les investissements des entreprises : sidérurgie, textiles et bientôt chemins de fer.

En 1816, le quatrième fils de Mayer Amschel, Salomon, part pour Vienne et devient l'un des banquiers des Habsbourg. En 1817 s'installe à Paris le plus jeune des cinq frères, James, envoyé récolter le fruit des liens tissés avec les Bourbons durant leur exil ; pendant cinquante ans – y compris sous Napoléon III, pas rancunier –, il sera le plus puissant banquier de l'État et des grandes fortunes françaises. Enfin,vers 1820, le cinquième fils de Mayer Amschel, Karl, s'établit à Naples, royaume alors prometteur au sein d'une péninsule dont le nord est encore autrichien.

Le réseau est en place, mais il ne s'agit pas d'une seule et même société. Chacun est soumis aux exigences de son pays d'adoption, même quand elles contrecarrent les intérêts de l'un des autres frères. À de multiples occasions, les frères se trouvent même en situation de concurrence[286]. C'est à tort que Hannah Arendt écrira : « Il n'y a pas de meilleure preuve de ce fantastique concept d'un gouvernement mondial juif que cette famille, les Rothschild, citoyens de cinq pays différents, puissants dans chacun, en affaires très

étroites avec au moins trois gouvernements (anglais, français et autrichien) sans que les conflits entre nations aient jamais un instant remis en cause la solidarité des banquiers. Aucune propagande n'aurait pu créer pour des raisons politiques un symbole plus efficace que la réalité elle-même[13]. » En fait, on le verra, ils n'accordent aucun prêt d'importance sans obtenir, dans leurs pays respectifs, l'accord explicite du ministère compétent, en général celui des Affaires étrangères. Ils ne sont fidèles qu'à leur gouvernement et n'oublient pas que la clé du succès – et de la morale – des Juifs reste la même depuis deux millénaires : rien n'est bon pour eux si ce n'est pas bon aussi pour leurs voisins non juifs où qu'ils soient.

Les Rothschild, nouveaux venus, tissent des liens avec les plus vieilles maisons juives. En 1820, MM. Warburg, qui existent depuis plus de deux siècles, s'allient à eux de deux façons : d'une part, ils deviennent les correspondants à Hambourg des Rothschild de Londres, et trouvent des prêteurs pour leurs emprunts en or ; d'autre part, Rosa, fille de Sarah Warburg, qui gère alors la maison avec ses deux fils Siegmund et Moritz, épouse un jeune banquier de Hambourg, Paul Schiff, directeur de la maison tout juste créée à Vienne par Salomon Rothschild, le Kreditanstalt. Un peu plus tard, on retrouvera un parent de ce même Paul Schiff comme premier banquier new-yorkais, et encore allié aux Warburg. Par ailleurs, les Rothschild travaillent aussi avec d'autres banques juives plus anciennes qu'eux : les Oppenheimer de Cologne ainsi qu'avec Samuel Bleichröder, établi à Berlin en 1803. En 1822, Nathan Rothschild devient consul général d'Autriche en Angleterre avec le titre de baron autrichien – qu'il ne portera pas, espérant plutôt un titre britannique.

Après la mort de Mayer Amschel, en 1824, le centre de la famille bascule à Londres qui prend le pas sur Francfort, ce que les Rothschild ont prévu avant d'autres : la City est désormais le premier entrepôt de devises du monde, drainant l'épargne disponible du continent pour financer l'industrialisation de l'Angleterre et des terres lointaines. Cela fera de Rothschild la première banque juive du monde. Des intermédiaires, les *jobbers* et les *brokers*, achètent et vendent des titres anglais sur les marchés boursiers. Les *merchant banks* – dont les Rothschild et une dizaine d'autres nouvelles banques juives, tels les Goldsmid, les Hambros, les Montaigu – organisent les augmentations de capital et les prêts à long terme, et conseillent les entreprises industrielles anglaises dont la croissance est

phénoménale. Le rôle des *merchant banks* est de rechercher des intermédiaires et des épargnants pour acheter les titres des entreprises. C'est un métier de stratèges et de courtiers plus que de financiers. Ils accordent aussi des prêts alimentant les budgets de la France, de la Russie, de l'Autriche, de la Prusse et de pays nouvellement indépendants d'Amérique du Sud ; ces prêts sont libellés en sterling, ce qui leur permet de ne pas prendre de risques de change. Hambros – du nom d'une famille juive venue d'Altonã au début du siècle – sert les intérêts scandinaves. Si les banquiers juifs assurent le financement de l'industrie et des chemins de fer naissants – en 1839, les Rothschild financent les premiers chemins de fer prussiens, comme la Kaiser-Ferdinands Nordbahn, et d'autres en France –, ils s'interdisent de s'impliquer dans la gestion des entreprises qu'ils financent, afin de conserver leur liberté de jugement.

Seul manquement à cette stratégie : en 1843, à Vienne, Salomon, devenu von Rothschild, acquiert les aciéries de Witkowitz, premier et rare investissement d'un banquier d'affaires dans l'industrie. Mais parce que les prêts qu'ils avaient faits aux précédents propriétaires ne pouvaient être remboursés.

D'autres établissements prospèrent partout outre-Rhin : les Haber, fournisseurs des ducs de Bade-Wurtemberg au XVIII^{e} siècle, deviennent en 1820 l'une des premières banques d'Allemagne. En 1833, Samuel Haber, devenu von Haber, fonde la Darmstadter Bank. À Francfort, la banque Bethmann, qui a sauvé les finances des Habsbourg au XVIII^{e} siècle, est la première à se lancer dans l'émission d'obligations pour les entreprises et les États d'Europe centrale. Elle est suivie par les Eskeles et les Arnstein à Vienne, les Bischoffsheim et les Goldschmidt à Berlin, les Warburg à Hambourg, les Pereire et les Fould à Paris, les Lambert à Bruxelles, les Hambros, Montagu, Goldsmid, Sassoon, Montefiore à Londres, les Goldschmidt à Anvers, puis, un peu plus tard, par Leopold Kronenberg à Varsovie, les Rosenberg à Jitomir, les Günzburg à Kiev et Saint-Pétersbourg, les Aschkenasi à Odessa…

Deux cas particuliers qu'on retrouvera encore à plusieurs occasions :

Le premier est celui de Moses Montefiore, né en 1784 à Livourne, élevé à Londres dans une ambiance très religieuse ; d'abord apprenti chez un marchand de thé, il devient ensuite l'un des douze courtiers juifs de la City ;

il épouse en 1812 Judith Cohen, sœur de l'épouse de Nathan Mayer Rothschild, dont il devient ainsi le beau-frère, puis l'agent de change. Fortune faite, Montefiore se retire des affaires à quarante ans pour se consacrer aux institutions communautaires. On verra qu'il y jouera un rôle considérable pendant soixante ans.

Le second cas est celui de Maurice de Hirsch, né en Allemagne en 1831 dans un milieu de banquiers – sa mère est une Wertheimer, banquiers à Francfort. En 1841, il travaille à la banque Bischoffsheim et Goldschmidt à Bruxelles, et épouse en 1855 Clara, la fille de Jonathan Bischoffsheim. Il devient ensuite l'ami du prince de Galles (futur roi Édouard VII) et de l'archiduc Rodolphe de Habsbourg. On le verra jouer dans les affaires juives un rôle plus considérable encore que Montefiore.

Leurs alliances restent soigneusement étudiées pour éviter le morcellement des maisons et garder les secrets d'affaires dans le cercle le plus étroit. À Paris, les Fould s'allient aux Oppenheim, puis aux Heine, banquiers de Hambourg – les parents du poète –, venus aussi s'installer à Bordeaux. Les Lambert à Bruxelles s'allient aux Rothschild. En général, l'essentiel des dots est incorporé au capital de la banque de l'époux.

L'un des fils de Benedict Goldschmidt (de Bischoffsheim et Goldschmidt), Leopold Benedict, épouse Regina, une fille de Jonathan Bischoffsheim ; un autre, Maximilien, épouse la fille du baron Wilhelm von Rothschild. Une des filles de Raphael Bischoffsheim épouse August Bamberger, un banquier de Mayence dont le fils, Heinrich, épouse la sœur du baron de Hirsch. On verra qu'un autre fils Bamberger, Ludwig, sera l'un des fondateurs en 1868 de la Banque de Paris et des Pays-Bas, en 1870 de la Deutsche Bank, puis de la Reichsbank en 1871. Une autre fille de Raphael Bischoffsheim, Clara, épouse Louis Cahen, l'un des fondateurs du Crédit mobilier d'Anvers. Gerson Bleichröder, sur les conseils de son père, dont il devient l'adjoint en 1839, épouse la fille d'un banquier de Breslau.

En 1840, Rothschild se hisse au-dessus de toutes les autres banques, juives ou non juives. Après Nathan, son fils Lionel instaure en 1836 un quasi-monopole sur les émissions du Trésor britannique, certains marqués d'une connotation politique : en 1847, pour lutter contre la famine irlandaise ; en 1856, pour financer la guerre de Crimée.

La City attire désormais les fortunes d'Europe et les pousse à s'investir en Amérique, en Indonésie, au Nigeria, au Kenya et en Afrique australe. Les banques juives ne sont pas les seules à s'intéresser à l'industrie britannique, mais, plus que d'autres, elles trouvent le financement des chemins de fer, de la sidérurgie, des mines, puis du pétrole. Elles prêtent ainsi à des aciéries en Suède, à des compagnies de chemins de fer aux États-Unis, à des sociétés minières en Afrique australe et en Amérique latine. Le baron de Hirsch obtient une concession du gouvernement turc, organise le financement du chemin de fer reliant Constantinople à l'Europe, l'Orient-Express et crée des entreprises dans le cuivre et l'industrie sucrière. La banque Speyer finance l'industrialisation de la Turquie ; Rothschild, celle de l'Égypte. David Sassoon, originaire de Bagdad, installé à Bombay en 1832 (et refusant toujours de considérer comme tels les Juifs de Cochin), finance le budget du vice-roi des Indes avec le concours de banques juives de Londres. Plus tard, les Sassoon, avec les Ezra, les Kadoorie (qui possèdent encore à Hong-Kong le Peninsula Hotel et la State Line) et les Hardoon, s'établiront à Hong Kong et à Shanghai, où prospérera bientôt une extraordinaire communauté de marchands juifs.

Après 1850, des banques chrétiennes reprennent le contrôle des prêts aux États. Baring, fondée en 1839, devient le financier attitré de la famille impériale russe, de gouvernements d'Amérique du Sud et des infrastructures d'Amérique du Nord. En 1857, ces banques britanniques détiennent même la moitié des actions des chemins de fer américains. Pour leur plus grand malheur : plusieurs font faillite avec eux, provoquant une grave crise dont elles transfèrent les effets en Europe. Les banques juives, plus prudentes, moins exposées sur les marchés à risques, jouent un rôle décisif dans la solution de cette crise en faisant intervenir leurs réseaux à travers l'Europe. Par exemple, Sarah Warburg trouve, pour la ville de Hambourg en faillite, un prêt pour six mois à 6 %. Le prêteur à Vienne est son propre gendre, Paul Schiff, qui a préalablement demandé et obtenu l'accord explicite du ministre autrichien des Affaires étrangères[18]. On n'est pas passé loin de la catastrophe…

L'un des deux fils de Sarah, Siegmund Warburg, qui gère alors la banque familiale avec sa mère, consigne cette phrase que tout autre Juif aurait pu prononcer depuis presque trois mille ans : « Les Warburg ont toujours eu cette chance : chaque fois qu'ils étaient sur le point de devenir très riches,

quelque chose survenait qui les faisait redevenir pauvres et les forçait à tout recommencer à zéro[18]. »

En 1843, Samuel Bleichröder informe le baron James de Rothschild à Paris que son fils Gerson dispose à présent de la *prokura* – la signature : « J'ai pris cette décision au vu de la probité de Gerson ainsi que de son activité et de son zèle à servir vos honorables intérêts[404]. » En 1847, Gerson devient l'associé de son père et, en 1855, à sa mort, il dirige la banque, d'abord avec son frère Julius, qui quitte ensuite l'établissement familial pour fonder sa propre banque. Gerson cultive plus assidûment encore que son père les relations avec les Rothschild et avec la Salomon Oppenheimer et fils et Cie, devenue une entreprise d'envergure européenne, dirigée en 1840 par Abraham et Simon Oppenheim, deux frères d'un dynamisme exceptionnel dont la devise vaut d'être rapportée : « Vendre une perle que vous avez à quelqu'un qui en a envie, ce n'est pas faire des affaires ; mais vendre une perle que vous n'avez pas à quelqu'un qui n'en veut pas, voilà ce qui s'appelle faire des affaires [18] ! »

Le caractère spécifiquement familial de ces banques s'estompe peu à peu : il est difficile d'assurer la continuité familiale d'une affaire au-delà de trois générations. Souvent les petits-fils du fondateur sont attirés par les arts ayant perdu ce qu'on nomme encore le « feu sacré ». Des intérêts juifs commencent à s'unir à des intérêts chrétiens pour fonder des établissements promis à un exceptionnel avenir.

Première fusion : la Shaafhausenscher Bankverein, fondée en 1848 à Cologne, fusionne en 1853 avec la banque d'Abraham Oppenheim pour devenir la Darmstadter Bank. Un grand nom disparaît ; un autre naît.

En 1860, Gerson Bleichröder s'associe à des banquiers chrétiens, les Hansemann, pour fonder le Consortium prussien, syndicat bancaire qui réunit les 30 millions de thalers empruntés par le roi de Prusse pour financer la mobilisation prussienne pendant la guerre franco-autrichienne en Italie.

Deuxième fusion : après avoir travaillé avec Bischoffsheim et Goldschmidt à Mayence, Ludwig Bamberger fonde à Amsterdam, en 1863, la Banque de crédit et de développement des Pays-Bas ; en 1866, il revient en Allemagne pour y créer en 1870, avec Hermann Karkuser et Aldebert Dalbruck, la Deutsche Bank, aujourd'hui l'une des premières banques du

monde[155]. Il se rend ensuite à Paris et fusionne, le 27 janvier 1872, sa Banque des Pays-Bas avec la Banque de Paris, elle-même créée en 1869 à Paris par Henri Cernuschi : c'est la naissance de la Banque de Paris et des Pays-Bas, longtemps l'une des premières banques d'affaires françaises.

Troisième fusion : Eugen Gutmann fonde en 1871 la Dresdner Bank en fusionnant plusieurs banques locales. Le fondateur est juif ; les capitaux ne le sont pas.

À côté de ces grandes banques, il en existe maintenant en Allemagne plus de deux mille autres, plus petites, dont trois cents au moins sont juives. Leur importance et leur influence ne cessent de croître sans qu'elles reçoivent de dépôts ni n'ouvrent de filiales. L'une d'elles, la banque Warburg, est alors en passe de devenir la plus influente d'Allemagne du Nord.

Les réseaux familiaux se resserrent encore : en 1862, Siegmund Warburg, fils de Sarah, épouse la fille d'un banquier juif russe de Jitomir, Theophilie Rosenberg, dont la mère, une Günzburg, est issue d'une famille de banquiers de Kiev et Saint-Pétersbourg. Une des sœurs de Theophilie est mariée à Léon Aschkenazi, fondateur de la banque du même nom à Odessa ; une autre épouse le baron Joseph von Hirsch-Gereuth, associé de la banque Bischoffsheim et Goldschmidt à Berlin. Comme il est d'usage dans ces familles, les deux tiers de la dot viennent grossir le capital de la banque. En 1864, le frère de Siegmund Warburg, Moritz, épouse Charlotte Oppenheim, fille d'Abraham, le banquier de Cologne.

Lionel de Rothschild à Londres, Pereire à Paris, Günzburg à Saint-Pétersbourg, Kronenberg à Varsovie, Stern Bros à Londres, Bischoffsheim et Goldschmidt à Bruxelles, Bleichröder à Berlin, Warburg et Behrens Söhne und Lieben à Hambourg, financent ensemble, de l'Europe aux États-Unis, de la Chine au Pérou, des emprunts publics pour des entreprises dont les États se portent garants.

En France, les banques d'affaires juives – Fould, Pereire, Dreyfus, Lazard, Rothschild, Milhaud, Haas, Bamberger (ce dernier associé à d'autres banquiers juifs originaires d'Istanbul : le comte de Camondo et le baron Leonino) – financent le commerce extérieur et le déficit budgétaire, tout en se tenant à l'écart des banques de dépôt qui se développent à partir

de 1863 autour du Crédit lyonnais. En 1865, cinquante Juifs sont dirigeants de banques à Paris ; en 1872, sur quatre cent quarante patrons d'établissements financiers, ils sont quatre-vingt-quinze, ce qui marque leur apogée.

Après 1870, leur rôle en Europe redevient modeste, comparé à celui de la haute banque protestante et de la grande banque catholique qui dominent désormais le marché des capitaux avec de nombreuses agences, des milliers de comptes, des participations industrielles multiples. Les Juifs restent influents comme conseils des États. En 1871, à Paris, les Rothschild organisent l'emprunt lancé par la France vaincue pour régler à la Prusse le montant des dommages de guerre. En 1875, Lionel de Rothschild, à Londres, trouve moyen d'avancer au gouvernement britannique les capitaux nécessaires à l'achat de ses parts dans le canal de Suez, dont la construction vient de s'achever. Maintenant, les banquiers juifs investissent aussi dans des projets plus exotiques : les Rothschild sont dans les chemins de fer aux États-Unis et, malgré leurs réticences face à l'antisémitisme russe, dans le pétrole de Bakou ; le baron de Hirsch investit, pour sa part, dans le sucre et le cuivre dans l'Empire ottoman.

Les banques juives ne restent toutes-puissantes qu'en Allemagne autour de Warburg et de Bleichröder, premières banques d'affaires du pays.

À la mort de Sarah Warburg en 1885, et après celle de son fils aîné Siegmund en 1889, le cadet Moritz se retrouve, à cinquante et un ans, à la tête de la banque avec ses cinq fils (Abraham, Max, Felix, Paul et Fritz) et ses deux filles (Olga et Louisa). Le sort de ces cinq frères illustrera l'évolution des traditions financières juives en cette fin de siècle. Quatre d'entre eux vont entrer dans l'Histoire[18].

Abraham, l'aîné, épousera une chrétienne, au grand scandale de la famille[436], et deviendra l'un des plus grands historiens d'art de tous les temps[170]. Il créera le célèbre institut qui porte son nom aujourd'hui à Londres. Max, Felix et Paul connaîtront de fabuleux destins politiques et financiers en Allemagne et aux États-Unis. Fritz assurera les considérables œuvres charitables de la famille, en particulier pour les immigrants russes et en Palestine.

En 1891, première alerte pour Max qui épaule son père à la place d'Abraham, parti étudier l'art italien à Florence : une banque russe appartenant à la famille de son oncle Siegmund, la banque des Günzburg de Saint-Pétersbourg, a englouti dans les mines de la Lena, en Sibérie septentrionale 7 millions de marks, empruntés à MM. Warburg[18]. La banque Günzburg ne peut honorer ses échéances. Rosa, une des filles de Siegmund, donc cousine de Max, doit épouser en juin de l'année suivante le baron Alexandre de Günzburg, à qui elle est fiancée depuis deux ans. Pas question de laisser la banque du futur gendre faire faillite ! Moritz Warburg se porte donc garant des dettes de Günzburg, sans limite, et escompte toutes ses lettres de change. La banque Günzburg se redresse. En 1894, le baron et Rosa, devenue son épouse, rembourseront tous leurs créanciers lors d'un fastueux dîner donné en leur hôtel particulier de Saint-Pétersbourg : chaque convive y trouvera son dû en pièces d'or placées sur son assiette, avec un sac en soie posé sur la chaise pour les y ranger une fois qu'on les aura comptées. La banque est sauvée… juste avant, comme on le verra, sa fermeture et l'expulsion des Günzburg du pays, sans un sou[18].

Les destins de deux autres fils de Moritz Warburg, Paul et Felix, intimement mêlés, bifurquent en Amérique. En 1894, Felix rencontre Frieda, la fille de Jacob Schiff, un émigré allemand dont on verra qu'il est alors à la tête de la banque Kuhn Loeb, le banquier juif le plus célèbre de New York et l'un des hommes les plus riches d'Amérique. C'est le coup de foudre. Pour une fois, ce n'est pas un mariage arrangé. Felix épousera Frieda, ira vivre à New York et travaillera pour son beau-père. En mars 1895, la cérémonie est l'occasion pour le Tout-Hambourg[54] et pour un certain nombre de banquiers européens de traverser l'Atlantique sur un navire de la Hapag, la compagnie de transport maritime que vient de créer Albert Ballin, l'ami de Max. Paul, garçon d'honneur de son frère, tombe amoureux de la très jeune tante de Frieda, Nina Loeb. Autre mariage. Paul devient ainsi l'oncle de son propre frère, et s'installe lui aussi à New York où il devient à son tour associé chez Kuhn Loeb. La plus ancienne famille de banquiers juifs encore en activité, venue d'Italie au XVI^{e} siècle sous le nom de Del Banco, s'implante en Amérique au premier rang de la fortune[18] sous le nom de Warburg.

Max reste en Allemagne pour tenir la vieille maison après la retraite de son père, en 1898. Il est très lié aux dirigeants allemands, qu'il veut engager dans l'aventure coloniale et éloigner du tsar antisémite. Un ingénieur juif russe devenu britannique, Chaïm Weizmann – dont on aura à reparler –, brossera un peu plus tard un portrait cruel de Max, valable au demeurant pour tous les financiers juifs du moment : « Il était le type même du Juif de cour, plus allemand que les Allemands, obséquieux, superpatriote, anxieux de deviner à l'avance les desseins et projets des maîtres de l'Allemagne[443]. »

En 1901, à Francfort, à la mort, sans héritier, de Wilhelm Carl von Rothschild, ferme la maison mère des Rothschild : pas question de la confier à un étranger. Les Rothschild quittent l'Allemagne. Les investissements sont moins précis, moins bien ajustés : en 1911, les Rothschild en viennent à vendre leurs parts dans les puits de pétrole de Bakou à Royal Dutch Shell. Sans qu'on puisse relier cette décision à un boycottage du tsarisme.

Même en Allemagne, la gloire et le rôle de ces banques s'essoufflent. La puissance économique juive allemande, toujours créatrice de richesses pour le pays, est maintenant concentrée autour de trois hommes : Max Warburg – qui tient la banque –, Albert Ballin[81] – qui tient l'industrie à partir de l'armement naval, secteur stratégique de l'époque – et Walther Rathenau – qui devient maître de l'énergie avec AEG, fondée par son père. Tous trois sont proches du Kaiser, malgré son antisémitisme. Et plus proches encore entre eux. La première ligne téléphonique privée installée en Allemagne relie les bureaux de Max et d'Albert. MM. Warburg lancent des opérations en Autriche avec le Kreditanstalt, aux États-Unis avec Kuhn Loeb, en Scandinavie et en Allemagne avec Siemens-Schuckertwerke, la Deutsche Bank, la Disconto-Gesellschaft et la Deutsche Orientbank. Ils financent les chemins de fer chinois avec un groupe germano-anglo-franco-américain dirigé par Jacob Schiff. Walther Rathenau, lui, entre en politique.

L'influence des banques juives sur la politique européenne au XIXe siècle

Prêtant aux États, ces banquiers sont la cible des mêmes critiques faites à leurs prédécesseurs depuis mille ans : oubliant qu'on s'est adressé à eux

parce que personne d'autre ne voulait rendre de tels services, créateurs de richesses pour d'autres qu'eux ; la presse, et leurs concurrents expliquent que les gouvernements ne sont que leurs marionnettes corrompues ; on les présente comme les maîtres de l'Europe, trop grassement payés pour ce qu'ils font. Certes, quelques banquiers juifs d'Europe figurent bien parmi les grosses fortunes de leur pays. Mais les Rothschild n'approchent pas la centième fortune britannique, et Fred Krupp reste de loin l'Allemand le plus riche de son temps, plus riche que l'empereur lui-même ; en France, aucun Juif n'approche la fortune des Morny ou des Hottinguer. Ils constituent une élite plus culturelle que matérielle ; comme si ce métier, fait de surveillance des signes, prédisposait à un usage sophistiqué de la spéculation intellectuelle. L'argent doit circuler ; c'est pour eux un outil de travail, pas une fin en soi. Partout, instruits par des millénaires de persécutions, ces banquiers refusent les honneurs et les titres trop voyants. Ils savent qu'on peut leur en vouloir pour les services qu'ils rendent et pour l'argent qu'ils prêtent. Ils vivent donc entre eux avec un grand sens de l'étiquette et une obsession unique : l'éducation des enfants. Ils possèdent parfois une maison de campagne, avec une domesticité souvent juive, des bijoux, de l'argenterie, des tableaux, du mobilier. Quelques femmes tiennent salon : à Paris, Clara Bischoffsheim, Henriette Goldschmidt, épouse d'Achille Fould, les Halévy, Mme Straus ; à Londres, les Rothschild ; à Vienne, la baronne Fanny von Arnstein, d'origine berlinoise, mariée à un riche banquier « toléré », tient un salon brillant et mondain, tout comme Henriette Herz à Berlin, qui reçoit Kant et Humboldt. Quelques banquiers sont de grands collectionneurs, perspicaces et visionnaires, parfois même marchands de tableaux, aisés et prospères. Nouvelle forme de l'éternel métier de courtier. Beaucoup de leurs enfants voudront fuir les métiers d'argent et, dès qu'ils le pourront, entreront, avec l'accord de leurs parents en général, dans les métiers artistiques : Heine, Mendelssohn, Offenbach en sont les premiers exemples.

Aucun n'est vraiment influent politiquement dans aucun pays d'Europe, sauf, on le verra, un Bleichröder en Prusse et, très fugacement, deux Pereire en France. Chargés de la collecte de l'épargne, du financement de l'État et accessoirement de l'industrie, des ports, des routes et de l'armement naval, ils restent entièrement soumis à la politique étrangère de leurs pays respectifs. Pour consentir un prêt important, ils vérifient toujours le *nihil obstat* de leurs diplomates. Si les ministres des Affaires étrangères les

consultent et les utilisent souvent comme messagers officieux, éventuellement contre leur Banque centrale ou même à la place de leurs ambassadeurs, s'ils restent essentiels au bon équilibre budgétaire de la plupart des nations d'Europe, ils n'ont en fait qu'une illusion de pouvoir et doivent une parfaite soumission à l'autorité[231].

Certains entrent en politique. Michel Goudchaux est ministre des Finances sous la Deuxième République et Achille Fould l'est sous le Second Empire. Sir Ernest Cassel, fils d'un petit banquier de Cologne émigré sans le sou à Londres, promu directeur de la banque Bischoffsheim, correspondant de Kuhn Loeb et de MM. Rothschild à Londres, devient l'ami et le conseiller du prince de Galles, dont il partage la passion pour les chevaux de course. Un Bischoffsheim est ministre en Belgique. Ludwig Bamberger, le fondateur de la Deutsche Banque et de la Banque de Paris et des Pays-Bas, devient député au Reichstag en 1870, et inspire la législation donnant naissance à la Banque centrale, la Reichsbank. En 1907, Luigi Luzzato devient ministre italien des Finances, puis président du Conseil. Walther Rathenau, fils de l'industriel Emil Rathenau, commence une carrière politique.

Un seul banquier – peut-être le plus discret de tous – joue un véritable rôle politique au XIX^{e} siècle en Europe : Gerson Bleichröder[404], que le baron Carl Meyer de Rothschild présente en 1865 à Bismarck, alors en quête d'un « bon banquier à Berlin ». Et c'est un bon banquier : tous les clients des Rothschild, lorsqu'ils se rendent dans la capitale allemande, règlent leurs affaires chez Bleichröder, sur Behrenstrasse, à quelques minutes du château de l'empereur et face à la future résidence de Bismarck, sur Wilhelmstrasse. Même des antijuifs notoires comme l'industriel Henkel, le musicien Richard Wagner et sa future épouse, Cosima von Bülow, y ont un compte. Devenu ainsi le financier personnel de Bismarck, Gerson pousse le chancelier à mettre fin au protectionnisme commercial. Il lui fournit les crédits refusés par le Parlement prussien pour les guerres austro-prussienne de 1866 et franco-prussienne de 1870 – Bismarck est le dernier chef de gouvernement à faire financer ses guerres par un banquier juif. Grâce à ses relations avec les Rothschild, Gerson offre au chancelier un moyen de communication confidentiel avec Disraeli. En 1871, devenu baron, il négocie les conditions de la paix entre la France et l'Allemagne avec les Fould. Bismarck, qui l'utilise toujours en très grand secret, écrit à ce propos

à l'un de ses ministres : « Tout d'abord, il faut que Bleichröder aille à Paris, qu'il rencontre ses collègues juifs et qu'il en discute [de l'indemnité de guerre de cinq milliards de francs] avec les banquiers[209]. » Mais, à partir de ce moment, l'antisémitisme feutré de Bismarck se transforme en crainte paranoïaque de l'influence supposée des Juifs. Bleichröder en devient la première cible : le voici espion et comploteur, corrupteur, tirant les ficelles, doté d'un pouvoir occulte, « ayant fait fortune à la Bourse au lieu de gagner son pain quotidien à la sueur de son front[209] ». Toujours le reproche du parasitisme, c'est-à-dire de prendre sans donner, sans rien apporter aux autres. Reproche auquel les Juifs font depuis toujours face, comme étrangers, particulièrement vulnérables.

De plus en plus concerné par les affaires juives, Bleichröder continue d'intercéder pour les communautés d'Allemagne, de Roumanie et de Russie tout en conseillant le chancelier. Bismarck ne reconnaîtra jamais ce qu'il lui doit. Il ne mentionnera même pas son nom dans ses Mémoires. Un biographe du banquier note : « [Bleichröder] comprit-il que le mélange de réussites et d'humiliations qui avait caractérisé sa vie était symptomatique des relations profondément perverties des Allemands et des Juifs[404] ? » Sans doute était-ce ce qu'avaient déjà ressenti les fournisseurs de cours à Bagdad au IX^{e} siècle, à Londres au XII^{e} siècle, à Cordoue au XIII^{e} siècle, à Séville au XV^{e} siècle, à Francfort au XVIII^{e} ;siècle, d'autant plus haïs qu'étaient étendus les services qu'ils rendaient.

Après la mort de Gerson Bleichröder en février 1893, ses enfants se convertissent ; la banque vivote. En collaboration avec les Rothschild et les Mendelssohn, elle participe encore à divers emprunts gouvernementaux destinés à financer la nouvelle *Weltpolitik* allemande. Elle conserve une position maîtresse dans les finances roumaines, italiennes et mexicaines, mais elle n'est plus au cœur des choses : les enfants de Gerson Bleichröder sont d'ailleurs oubliés par Kuhn Lœb et Max Warburg, en 1913, lorsqu'il s'agit de monter un prêt en Europe pour financer les chemins de fer américains, en particulier l'Illinois Central Rock Railroads. En souvenir de leur père, Max insiste pour qu'on les y associe au moins symboliquement. On verra qu'il reprendra bientôt le rôle politique de Gerson Bleichröder. Et, cette fois, au premier rang.

2. Trois fantasmes

Au moment où les Juifs cessent d'être prêteurs forcés aux petites gens, et alors que l'immense majorité d'entre eux est encore pauvre et dispersée, un petit nombre d'industriels et de banquiers juifs prennent une place considérable, visible et même spectaculaire dans la révolution financière et économique de l'Europe. Judaïsme et argent se mêlent alors dans l'esprit des hommes du siècle en trois nouveaux fantasmes d'où sortiront les tragédies du siècle suivant.

Premier fantasme : de Saint-Simon à Enfantin

Émancipée des rabbins, passionnée par la modernité, voilà la jeunesse bourgeoise juive à la recherche de nouveaux maîtres à penser. Elle est d'abord tentée par la franc-maçonnerie, inventée justement pour réunir ceux qui veulent débattre de sujets interdits ; mais elle n'y reste pas. Même si les Rothschild sont influents dans le rite écossais, et si Adolphe Crémieux, à la fin des années 1860, en devient un des responsables en France, en même temps que grand maître du Grand Orient, ils y sont rares : leurs réseaux familiaux leur suffisent.

En France, un étrange personnage attire nombre de Juifs par son idéologie du progrès et son universalisme : le comte Henri de Saint-Simon, petit-neveu du mémorialiste. Né en 1760, combattant en Amérique, ruiné par la Révolution, il prône une religion universelle, un « nouveau christianisme[353] », par la suppression de l'héritage et du prêt à intérêt, l'organisation scientifique du travail et le développement industriel. En 1820, parmi les premiers, dans l'Europe détruite par les guerres impériales, il préconise les grands travaux, alors si ridiculisés, et le crédit à bon marché, alors si combattu. Il fait même de la finance audacieuse et de la banque généreuse les principaux vecteurs de sa nouvelle religion. Il inspirera Auguste Comte et Léon Walras. De jeunes Juifs français sont séduits par cette doctrine, dans laquelle ils voient comme une façon de s'assimiler sans renier la richesse au service du bien, la vieille formule du Talmud. Le fils d'un banquier parisien, Léon Halévy, devient le secrétaire de Saint-Simon. Celui d'un banquier bordelais, Olinde Rodrigues, devient son mécène.

Après la mort du maître en 1825, Rodrigues fonde une revue, *Le Producteur*, avec le principal disciple de Saint-Simon, Prosper Enfantin : un illuminé à la limite du trouble mental. Deux autres disciples, les frères Pereire, originaires eux aussi du Sud-Ouest, d'abord employés des Fould, passent à l'acte pour réaliser les projets saint-simoniens. Émile Pereire affirmera : « Il ne suffit pas d'avoir écrit de gigantesques programmes ; je veux encore tracer mon idée sur le sol. » Ils rêvent de devenir les bâtisseurs d'un monde nouveau où le développement industriel gommerait les différences religieuses et sociales. Et pour cela, ils réussiront avec le premier mais périront à cause des secondes.

En 1832, sans un sou vaillant, les frères Pereire présentent un premier projet de ligne de chemin de fer Paris-Saint-Germain-en-Laye et déposent un plan de caisse d'épargne. Ils ne sont pas les seuls : la banque Fould-Oppenheim crée la Compagnie du chemin de fer Paris-Meudon-Sèvres-Versailles. En 1844, les Pereire fondent la première caisse de retraite ouvrière et militent pour l'abolition de l'esclavage. Au pouvoir, Napoléon III leur ouvre toutes les portes. En 1855, ils obtiennent une concession de chemin de fer que financent les Rothschild – qui les soutiennent encore, mais avec réticence, sur ordre de l'empereur. En 1857, ils unifient toutes les lignes du Sud-Est sous le sigle PLM (Paris-Lyon-Méditerranée) et participent à la mise en place d'autres réseaux ferroviaires en Espagne et en Tunisie. Dans cette frénésie de croissance, ils financent aussi les travaux de Haussmann à Paris et la création de la Compagnie générale transatlantique, qui doit donner à la France les moyens de redevenir une grande puissance maritime. C'est leur triomphe.

Leur défaite vient avec la banque. Malgré l'opposition des établissements de la place, Napoléon III leur laisse créer en 1852 une Société générale de Crédit mobilier pour proposer des crédits à bas taux à de nouveaux entrepreneurs. Si le succès est politique, il n'est pas financier : coûts de gestion trop élevés. En 1861 – l'année du traité de libre-échange avec l'Angleterre que les Pereire ont inspiré à Napoléon III –, les Rothschild et Achille Fould – banquier, nommé de nouveau en 1861 ministre des Finances – décident de se débarrasser des deux frères. En 1863, Fould leur refuse l'autorisation de transformer la Banque de Savoie, qu'ils ont rachetée lors du rattachement de la province à la France, en une concurrente de la Banque de France, ce qui leur aurait permis de réescompter le portefeuille

de prêts du Crédit mobilier et d'assainir leur bilan. Leur banque n'a plus alors de sources de financement et, en 1867 – mise en difficulté par des opérations immobilières à Marseille –, elle n'est sauvée par la Banque de France qu'en contrepartie de la démission des frères Pereire. Le Crédit mobilier se fondra plus tard dans le Crédit mobilier français, puis dans la Banque de l'Union parisienne, dans la BNCI et enfin dans la BNP.

Jusqu'à leur mort les Pereire continueront à défendre leurs idées et leurs projets. En 1880, Isaac Pereire, dernier saint-simonien, inspirera même au pape Léon XIII la première encyclique sur le progrès social, *Rerum novarum*.

Deuxième fantasme : de Marx à Drumont

Après l'amalgame entre Juif, argent et pouvoir d'État, voici celui entre Juif, argent et exploitation capitaliste. Alors que la doctrine juive impose aux communautés d'être utiles au monde, on les accuse de vouloir détruire. Tout comme le seul remède possible à la faillite a été l'élimination des Pereire, ici le seul remède à l'exploitation est, pense-t-on, la disparition du judaïsme, supposée entraîner celle du capitalisme. Ce lien entre capitalisme et judaïsme, à détruire l'un par l'autre, constitue la thèse d'un jeune philosophe né dans une famille de rabbis et de marchands juifs de Trèves (son père est Hirschel Ha Levi, sa mère Henrietta Pressburg Hirshel) converti au protestantisme quand il avait six ans. En 1844, quatre ans avant le *Manifeste* qui le rendra universellement célèbre, Karl Marx – puisque c'est de lui qu'il s'agit – publie *Sur la question juive*, en réponse à Bruno Bauer qui, l'année précédente, proposait aux Juifs de s'assimiler pour s'émanciper.

Pour Marx, le Juif est la matrice du capitalisme ; l'assimiler ne changerait donc rien à son statut. Il ne peut s'émanciper qu'avec la disparition conjointe du capitalisme et du judaïsme. Dans ce texte épouvantable, l'une des sources involontaires de l'antisémitisme économique moderne, on peut lire[270] : « Ne cherchons pas le secret du Juif dans sa religion, mais cherchons le secret de la religion dans le Juif réel. Quel est le fond profane du judaïsme ? Le besoin pratique, l'utilité personnelle. Quel est le culte profane du Juif ? Le trafic. Quel est son dieu profane ? L'argent. […] La

nationalité chimérique du Juif est la nationalité du commerçant, de l'homme d'argent. Le judaïsme n'atteint son apogée qu'avec la perfection de la société bourgeoise ; mais la société bourgeoise n'atteint sa perfection que dans le monde chrétien […]. Le christianisme est issu du judaïsme ; et il a fini par se ramener au judaïsme. […] Ce n'est donc pas seulement dans le Pentateuque et le Talmud, c'est dans la société actuelle que nous trouvons l'essence du Juif de nos jours. […] L'argent est le dieu jaloux d'Israël, devant qui nul autre dieu ne doit subsister. » Et Marx d'esquisser la théorie du capital, qu'il développera si longuement trente ans plus tard : « L'argent abaisse tous les dieux de l'homme et les change en marchandise. L'argent est la valeur générale et constituée en soi de toutes choses[270]. »

Puis, par un jeu sur le mot « émancipation », Marx entend démontrer que la libération du Juif implique que la société se libère du judaïsme : « L'émancipation politique du Juif, du chrétien, de l'homme religieux, en un mot, c'est l'émancipation de l'État à l'égard du judaïsme, du christianisme, de la religion en général[270]. » Autrement dit, pour émanciper les Juifs – et avec eux les autres croyants –, il faut en finir avec toutes les religions et avec le capitalisme qu'elles fondent.

Dans ce texte terrible, Marx explique que judaïsme et argent sont inséparables, qu'on ne peut éliminer l'un sans éliminer l'autre, que le travailleur peut, par une révolution contre la propriété privée, en même temps libérer de Dieu et du capital. Bref, par son combat, « le travailleur peut se rendre libre ».

Anticapitalisme et antijudaïsme se mêlent ainsi dans une confusion dont beaucoup se nourriront après Marx. En effet, si pour lui c'est l'élimination du capitalisme qui entraînera celle du judaïsme, pour d'autres[278], la réciproque sera également vérifiée : éliminer le judaïsme – c'est-à-dire, pour eux, les Juifs – permettra de se débarrasser du capitalisme dont les Juifs sont la source.

Par une monstrueuse ironie, c'est alors en dévoyant la formule de Marx que d'autres Allemands, un siècle plus tard, écriront aux portes des camps : « Le travail rend libre. » Dès l'année suivante, en 1845, en France, un disciple de Fourier, spécialiste des animaux et de la chasse, Alphonse Toussenel, reprend la thèse de Marx : le Juif, c'est le capital. Il écrit *Les*

Juifs, rois de l'époque. Histoire de la féodalité financière[416]. Gros succès qui inspirera Drumont, Georges Duchêne et l'Action française.

En 1860, un autre Juif allemand, Ferdinand Lassalle, fondateur du mouvement socialiste, écrit : « Je peux affirmer que je ne suis plus juif. […] je n'aime pas les Juifs et j'aurais même tendance à les détester en général[278]. » Haine de soi, dans un environnement hostile qui pousse même les Juifs à haïr le judaïsme.

Un peu plus tard, Friedrich Engels, le mécène de Marx, inquiet des dégâts que l'antisémitisme commence à causer au sein de la classe ouvrière allemande, regrette qu'il soit utilisé comme « une arme de propagande de la classe bourgeoise pour détourner les masses ouvrières du sentiment anticapitaliste[278] » ; il craint que la haine des Juifs ne serve de dérivatif à la juste colère des classes exploitées contre les patrons, et ne les éloigne des partis révolutionnaires. « En suscitant parmi les ouvriers de l'hostilité envers les Juifs, les classes bourgeoises évitent que les revendications ouvrières ne soient dirigées contre elles[137]. » Pour Engels, toutes les classes et tous les peuples opprimés devraient se fondre en une Internationale socialiste, nouvelle famille, nouvelle identité des peuples, rassemblant ouvriers et minorités de toute nature, dans un même combat contre la bourgeoisie[137]. Autrement dit, les Juifs auraient intérêt à s'allier à la classe ouvrière mondiale pour réclamer eux aussi leurs droits civiques et sociaux en tant que minorité.

En 1873, Charles Darwin refuse la dédicace du *Capital* que Karl Marx lui annonce : ce n'est pas de son domaine, observe-t-il prudemment.

En Allemagne, Otto Glagau dénonce en 1874, dans une série d'articles, les fluctuations de la Bourse et les « spéculations financières juives ». Il oppose le « capital prédateur » (juif) et le « capital créateur » (chrétien). Le second est national et protectionniste ; le premier est apatride et mondialiste. « Le système de libre-échange prôné par l'école de Manchester est la doctrine de l'argent du roi Midas. Il veut tout transformer en argent ; il glorifie l'égoïsme, rejette tout sentiment de solidarité et tout principe moral. Le judaïsme constitue le développement de ce système poussé à l'extrême. Seul l'intéresse le commerce, et encore uniquement le marchandage et l'usure. Le Juif ne travaille pas, mais fait travailler les autres ; il spécule et

fait des affaires avec le produit du travail manuel et intellectuel d'autrui. Le centre de son activité, c'est la Bourse[310]. »

Le Juif est assimilé à l'étranger, particulièrement suspect quand s'exacerbent les nationalismes allemand, français ou russe. En 1878, dans un pamphlet publié anonymement, *La Juiverie dans la musique*, Richard Wagner écrit : « Les Juifs sont, à l'image des Rothschild, les détenteurs de l'or, les pourrisseurs du monde[310]. »

En 1879, un journaliste allemand, Wilhelm Marr, invente le terme « antisémitisme » pour désigner ce qu'il appelle la haine « non confessionnelle » envers les Juifs et le judaïsme, c'est-à-dire la haine de l'étranger, du traître potentiel, de celui qui remet en cause l'ordre national et ouvre les frontières aux influences venues d'ailleurs[310]. Le mot est suffisamment vague pour maquiller la haine du Juif en l'englobant dans une acception plus vaste, mieux adaptée au patriotisme naissant.

La même année (1879), Adolf Stöcker, chapelain luthérien de la cour impériale et fondateur du nouveau parti chrétien-social, dénonce l'émancipation des Juifs qui favorise la spéculation boursière et critique le « capital mobile » aux « ramifications internationales et apatrides ». Il crée une Ligue antisémite avec un célèbre philosophe aveugle, Karl Eugen Dühring, et réclame l'expulsion des Juifs étrangers et le renvoi des Juifs allemands de la fonction publique. S'exhale par ces mots la peur du monde qui vient, le refus de la modernité, la peur de ce que l'étranger peut apporter de neuf et de dérangeant.

L'année suivante, en 1880, Franz Mehring et Friedrich Engels installent le mot « capitalisme » ; tous les mots en « isme » font désormais fureur.

Avec la crise économique de 1883, l'antisémitisme jusqu'ici théorique se fait pratique, d'abord en France et en Allemagne. En reliant dans l'esprit du peuple haine du capital, haine du pouvoir et haine des Juifs, on impute à ces derniers toutes les faillites, toutes les inégalités, toutes les misères sociales. Cette année-là, par exemple, un ancien employé des Rothschild, Émile Bontoux, rend ses anciens employeurs responsables du krach de sa banque, l'Union générale, créée en 1878. En 1886, quelques mois après la mort de Victor Hugo, Édouard Drumont publie un des plus grands succès de la fin du siècle[36], *La France juive*, qui désigne le Juif comme un être inhumain,

quasi bestial, un monstre physique : « Les principaux signes auxquels on peut reconnaître un Juif restent donc : ce fameux nez recourbé, les yeux clignotants, les dents serrées, les oreilles saillantes, les ongles carrés, le torse trop long, le pied plat, les genoux ronds, la cheville extraordinairement en dehors, la main moelleuse et fondante de l'hypocrite et du traître[123]. »

L'antisémitisme n'a plus alors qu'à trouver une occasion de se cristalliser si possible autour d'un étranger inassimilable placé au cœur du pouvoir d'État, en situation de trahir la patrie. Ce pourrait être, en France, le 7 septembre 1892, un scandale dont on reparlera, celui du canal de Panama ; mais ce désastre boursier est encore insuffisant pour cristalliser une haine nationale contre les Juifs.

Le 7 décembre 1893, au Reichstag, Libermann von Sonnenberg dénonce, au nom de la Ligue antisémite et de ses nouveaux élus, « la Bourse, presque entièrement aux mains des Juifs[310] ». Toujours l'accusation de constituer un pouvoir étranger. Le pouvoir politique allemand laisse faire. En Allemagne comme en France, aucun Juif n'est admis dans la haute fonction publique – en particulier dans l'armée et la diplomatie –, ni dans l'Université. Beaucoup de Juifs allemands prônent alors l'assimilation à marche forcée. Ne plus parler d'autres langues que l'allemand, s'identifier à la culture allemande, sans renoncer – pour l'essentiel – à leur foi.

Puis vient en France, le 14 octobre 1894, l'occasion tant attendue par les antisémites : un Juif soupçonné de trahison[72]. Et pas n'importe lequel : le capitaine d'artillerie Alfred Dreyfus, polytechnicien, fils d'un riche industriel alsacien qui a choisi, en 1871, de rester français avec ses enfants mineurs. Très brillant, et seul Juif à servir comme officier d'état-major – où il est admis avec réticence comme stagiaire –, le capitaine est arrêté : il aurait transmis des documents secrets à l'Allemagne, où vit une partie de sa famille alsacienne. On compare à la hâte son écriture à celle d'un document manuscrit, le « bordereau » de l'espion. On prétend y trouver une preuve. Ainsi, même le plus assimilé des Juifs ne mériterait pas d'être citoyen. Il nie tout en bloc. Le frère d'Alfred Dreyfus et un jeune journaliste juif, Bernard Lazare – qui vient de publier une *Histoire de l'antisémitisme* –, prennent sa défense. L'« Affaire » va diviser le pays en deux camps où l'on retrouve

mêlés socialistes et conservateurs. L'« Affaire » n'est pas une affaire d'argent.

Le 22 décembre 1894, devant un tribunal militaire qui le juge sur la base d'un dossier gardé secret, Dreyfus est reconnu coupable de trahison. Il est condamné à la dégradation et à la déportation perpétuelle, et envoyé au bagne à Cayenne. Péguy, Proust, Mallarmé mobilisent les « intellectuels » dans sa défense – Paul Valéry et bien d'autres ne sont pas à leurs côtés. Le 10 novembre 1896, *Le Matin* publie un fac-similé du bordereau qui accuse Dreyfus : il apparaît clairement que le document ne saurait être de sa main. *Le Matin* appartient en partie à un camarade de promotion de Dreyfus, un certain Philippe Bunau-Varilla[73], qu'on retrouvera plus loin, aidant au financement par les banques juives américaines… du canal de Panama ! Le colonel Picquart, qui a pris la défense de Dreyfus, est soupçonné d'avoir provoqué la « fuite » vers la presse de la fausse preuve.

Un an plus tard, en novembre 1897 – mois capital dans le déroulement de l'Affaire[72] –, *Le Matin* reproduit encore deux lettres à l'attaché militaire allemand, supposées avoir été écrites par Dreyfus, ainsi qu'une authentique lettre de Dreyfus adressée à Bunau-Varilla. Cette preuve s'ajoute à celles accumulées depuis un an par Bernard Lazare. Le 12 janvier suivant, Émile Zola publie le célèbre *J'accuse*[72] dans *L'Aurore*, et clame l'innocence de Dreyfus.

Malgré l'action des très nombreux défenseurs de Dreyfus, l'antisémitisme redouble dans le pays, y compris dans les milieux populaires. Et certains socialistes voudraient bien le récupérer pour en faire un thème et une arme contre les bourgeois. En juin 1898, une association se forme, regroupant des ouvriers juifs de Paris, et proteste auprès de la SFIO contre l'antisémitisme des socialistes : « Nous remarquons que votre attitude [celle des socialistes français] envers l'antisémitisme n'est pas assez franche, assez énergique, comme elle est en d'autres cas pareils où un principe de progrès et d'humanité est en jeu […]. Vous laissez faire parce que vous croyez le mal profitable, parce que vous considérez l'antisémitisme comme un arbre amer, mais qui prend vite et bien dans un certain sol, et sur lequel il serait facile, après, de greffer du socialisme. Vous voulez centrer la haine de classe sur la haine des Juifs. En d'autres termes, votre attitude est une transaction, sur le terrain politique, entre les vieux appétits barbares, les vieux appétits

féroces, et les nouvelles aspirations humanitaires et libertaires. » Texte prémonitoire : les idées du jeune Marx continuent à rôder dans l'environnement socialiste. Puisque des Juifs sont des capitalistes, on peut dénoncer pêle-mêle les uns avec les autres. Le traître juif justifie la violence des attaques contre le capital, juif ou non. Les deux tragédies du XX^{e} siècle sont annoncées.

À la fin d'août 1898, un officier des services secrets français, le colonel Henry, reconnaît être l'auteur des faux qui accablaient Dreyfus, et se donne la mort[72].

En septembre 1899, Dreyfus est rejugé. Condamné cette fois à dix ans de réclusion, il est immédiatement gracié par le président Loubet[72]. Tollé de ses partisans, qui exigent sa réhabilitation.

Pendant ce temps, en Allemagne, après la disgrâce de Gerson Bleichröder, Max Warburg est le seul à conserver de l'influence, et les antisémites se manifestent toujours ouvertement. À Vienne, Karl Lueger, chef de l'antisémite parti social-chrétien, qui vient d'être nommé maire de la capitale autrichienne, reproche publiquement aux cent mille Juifs de la ville d'être la cause de ses problèmes financiers.

En 1899, un Anglais naturalisé allemand et devenu le gendre de Richard Wagner, Houston Stewart Chamberlain, explique dans *Les Fondements du XIX^{e} siècle* que Jésus n'est pas juif mais aryen et que les Juifs « constituent la race la plus corrompue et la plus dégénérée du monde[315] ».

En France, l'Affaire s'achève : en juillet 1906, la Cour de cassation réintègre le capitaine Dreyfus dans son grade. Avec la conclusion de l'Affaire, la France moderne a gagné une bataille, l'antisémitisme n'y est plus dominant. Mais celui-ci n'a pas dit son dernier mot : le 4 juin 1908, pendant le transfert des cendres de Zola au Panthéon, un illuminé tire sur le colonel Dreyfus et le blesse. Un peu plus tard, un des héros de cette aventure, l'infatigable enquêteur, le colonel Picquart, devient ministre de la Guerre.

Troisième fantasme : de Weber à Sombart

Avec la séparation progressive de l'Église et de l'État en France et l'atténuation en Europe occidentale des accusations ouvertes de déicide, le judaïsme devient sujet d'étude sociale. Le fantasme prend alors de nouvelles dimensions, universitaires cette fois : voilà qu'on érige l'éthique juive en source historique et idéologique du capitalisme. Mais si l'on est prêt à accepter ce dernier, à le glorifier même, c'est en le débarrassant de sa filiation juive. Comme on a voulu chasser les Juifs de l'histoire de Dieu, on veut maintenant les exclure de celle de l'argent. Ou plutôt les reléguer dans ses recoins les plus noirs, dans ce que l'argent a de plus louche et de moins productif. Il ne s'agit plus de rechercher la présence du judaïsme dans les faits, mais dans les têtes. De montrer qu'il est constitutif de la partie la moins avouable du capitalisme, liée à la spéculation, non créative de richesses. Pour rendre le capitalisme moral, on en conclura qu'il faut le débarrasser de cet héritage, purifier en somme le capitalisme de ses origines juives, comme l'Église a si bien su oublier ses origines hébraïques. Telle est l'ambition de certains théoriciens allemands, à la fin du XIX^{e} siècle.

En 1902, plus de vingt ans après qu'il a été forgé, et après *Das Kapital* de Marx, Werner Sombart fait le premier usage du mot « capitalisme » dans un cours universitaire, *Der moderne Kapitalismus*[392].

Deux ans plus tard, en 1904, dans *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*[438], un célèbre philosophe d'une culture encyclopédique, Max Weber, entend démontrer que la source du capitalisme réside dans une éthique religieuse bien antérieure à sa naissance, et non dans une simple façon d'organiser les échanges économiques : le capitalisme n'est pas affaire de propriété, mais de culture et de conscience morale, « centre de direction de toutes les matrices de décision chez l'individu et le groupec[438] ». Pour lui, plus précisément, l'éthique créatrice du capitalisme repose sur une apologie de la responsabilité individuelle, de la rigueur rationnelle, de l'éducation, de l'excellence et surtout d'un usage moral du profit. « L'avidité d'un gain sans limite n'implique en rien le capitalisme, bien moins encore son esprit[438] » ; au-delà de la recherche et de la défense de la propriété privée, le capitalisme est donc « la maîtrise rationnelle de cette impulsion anarchique[438] ». Cette morale conduit donc à modérer la soif du gain, à discipliner la jouissance, à réinvestir le surplus, à se fonder sur la raison et sur « des chances pacifiques

de profit », et non sur de simples pirateries : le capitalisme n'est pas l'extorsion de profit, mais l'éthique de l'épargne.

Pour Weber, la source de cet ensemble de règles morales nécessaires au capitalisme est à rechercher dans les religions, plus précisément dans leurs « impulsions pratiques pour l'action », souvent contraires à leurs propres doctrines théologiques. Weber est un des premiers à relier la force du capitalisme à la société religieuse, alors que beaucoup avant lui voyaient dans l'argent le libérateur de l'obscurantisme théologique. Et en particulier, écrit-il, le judaïsme « a eu une importance historique décisive dans l'épanouissement de l'éthique occidentale en matière d'économie[438] ».

Décisive, certes, mais accessoire, car, selon lui, dans le judaïsme, « l'activité économique ne se trouve pas promue au rang de vertu[438] » ; elle n'est que tolérée. Énorme erreur historique, Weber en commet, on va le voir, quelques autres. Car, continue-t-il tout aussi péremptoirement, le judaïsme met l'accent sur la responsabilité collective, alors que le capitalisme a besoin de mettre en œuvre la responsabilité individuelle. Pour le judaïsme, selon Weber, il n'y a pas d'ambition privée, distincte du destin collectif : « La recherche du perfectionnement individuel est subordonnée à la logique de la rédemption de la collectivité juive[438]. » Ce qui conduit le judaïsme à pratiquer un capitalisme particulier, moralement condamnable.

Jusque-là, le raisonnement de Weber est seulement faux. À partir de ce point, il dérape dans le délire antisémite : pour lui, la précarité du statut des Juifs les a incités à ne pas créer d'entreprises industrielles permanentes – donc nécessairement ascétiques –, mais à se contenter de mettre à profit les erreurs d'autrui, par l'usure, le marchandage et les trafics, pour participer à des « brigandages politiques et coloniaux sans que Dieu en soit choqué, puisque la morale est ailleurs[438] ». Leur précarité les a donc poussés à violer leur propre Loi. Les Juifs, « qui voulaient soumettre leur activité économique à l'impératif d'éthique sociale de la *berith* – l'alliance –, ont été amenés à assumer le double rôle d'exploité et d'exploiteur[438] ». En agissant ainsi, ils ont inventé un « capitalisme de paria » qui n'a rien à voir, dit Weber, avec le vrai capitalisme. Prêteurs aux institutions publiques, aux opérations immobilières, aux guerres, aux marchés de fournitures, aux entrepreneurs coloniaux, aux fermiers de domaines, aux partis politiques, aux *condottieri*, aux spéculateurs, les Juifs sont « du côté du capitalisme

aventurier, orienté vers la politique et la spéculation[438] ». Et non du côté du capitalisme industriel, « le seul qui soit honnête[438] ». En conséquence, ils n'ont pas participé à la mise en place de ce que le capitalisme a de plus spécifique : l'épargne, l'organisation rationnelle du travail et l'augmentation de la productivité qui en découle. Les Juifs, souligne Weber, sont alors incapables de créer des entreprises industrielles, même pour leur propre profit ou par solidarité entre eux : « Comment se fait-il qu'alors qu'existaient de larges couches misérables d'artisans juifs, on n'ait vu naître aucune bourgeoisie spécifiquement moderne, c'est-à-dire industrielle, pour utiliser le travail juif à domicile[438] ? » Au passage, pour que le judaïsme entre dans le vrai capitalisme, il recommande donc de faire financer par des banquiers juifs… « le travail juif à domicile » !

Le catholicisme, poursuit Weber, ne fait pas mieux que le judaïsme, puisqu'il condamne la richesse, qui permet de consommer, et interdit l'ascèse, qui permet d'accumuler. Par contre Luther et Calvin, explique-t-il, jettent les véritables fondements de la morale capitaliste en garantissant un gain éthique à « toute activité menée avec méthode et conscience pour acquérir les biens de ce monde[438] ». Tandis que pour les Juifs un succès économique n'est que le signe que rien d'interdit n'a été accompli, et que pour les catholiques il est l'annonce d'un danger moral, le protestantisme, lui, l'assume. Les commerçants de Londres trouvent ainsi dans le succès de leurs affaires le signe de la prédestination divine. Autrement dit, pour le puritain protestant, la conduite la plus éthique possible doit être austère, rationnelle et individualiste. Dans le protestantisme réside donc l'éthique bourgeoise : celle-ci pousse à l'appropriation privée du capital autour des valeurs d'épargne, de sobriété, de loyauté et d'honorabilité. C'est elle qu'il faut glorifier, mettre en valeur, extraire de sa gangue historique, comme source de toute la modernité.

La thèse de Weber, malgré – ou à cause de – ses contresens, va faire le tour du monde : elle permet aux protestants anglo-saxons de justifier idéologiquement leur domination nouvelle sur le reste de la chrétienté. Weber ne voit pas que les Juifs ont inventé l'éthique bien avant les Grecs et les puritains, que celle de l'argent n'en constitue qu'une composante ; que pour eux l'activité économique est un moyen essentiel d'aller vers Dieu ; que le libre arbitre individuel est omniprésent et n'a aucun rapport avec ce qu'il appelle, en un total contresens, « la logique de la rédemption de la

collectivité juive ». Il ne voit pas non plus que ce sont des banquiers juifs, d'abord prêteurs forcés, qui ont aidé à constituer les administrations et les trésors publics sans lesquels aucun capitalisme privé n'aurait pu se développer. Faute d'avoir étudié les textes du judaïsme et exploré la réalité historique, il ne voit pas que la morale juive, présente dans chaque détail de la conduite individuelle et collective, interdit le comportement qu'il décrit. Et qu'en faisant du Juif un « paria » du capital, il ignore son rôle de découvreur, d'organisateur des finances publiques, d'inventeur de l'éthique individualiste à partir de Hillel et, plus encore, d'inventeur de la civilisation en remplaçant la loi du talion par le dédommagement monétaire des blessures. Il ne voit pas enfin qu'au moment même où il écrit, des Juifs sont justement en train d'inventer les principales technologies dont se nourriront les industries du XX^{e} siècle. Croyant faire l'apologie de l'éthique du capitalisme protestant, il ne fait qu'ajouter un étage à l'échafaudage de l'antisémitisme.

Le débat, rapidement lancé autour de son imposant ouvrage, fait reconnaître Max Weber comme le plus grand sociologue de son temps. Et aujourd'hui encore, beaucoup citent avec respect cette somme d'ignorance et de naïveté, sans voir qu'elle est l'une des sources majeures – avec Marx, qu'il détestait – de l'antisémitisme allemand.

En 1911, un autre universitaire allemand, beaucoup plus marginal, l'historien et économiste Werner Sombart, lui répond par *Les Juifs et la vie économique*[392], où il prétend réhabiliter le rôle de ces derniers dans la naissance du capitalisme : il s'agit en fait d'une autre caricature, plus outrancière encore que celle de Weber ou de Marx. Pour Sombart comme pour Marx, mais à la différence de Weber, les Juifs ont inventé le capitalisme ; mais, pour Sombart comme pour Weber, la morale juive ne constitue le fondement que de l'un des capitalismes : celui de la spéculation financière, et non pas, comme pour Weber, celui de l'aventure coloniale[329]. Le capitalisme commence d'ailleurs, explique Sombart, avec la chute de Constantinople qui oriente l'Europe vers l'Ouest, avec l'introduction – par des Juifs – des chiffres arabes et avec la commercialisation – par eux aussi – des métaux précieux. Pour Sombart, certains courants antérieurs du catholicisme, tel le thomisme, en condamnant la jouissance et l'oisiveté, ont joué dans cette invention un rôle considérable, au contraire du protestantisme qui , dit-il, dénonce l'amour de l'argent, méprise les biens

terrestres, prône l'ascétisme – et non l'épargne – et exalte la communion avec Dieu. La morale puritaine, dont Weber fait la source de l'éthique du capitalisme, n'est, aux yeux de Sombart, qu'une pâle copie du thomisme, exhortant les fidèles à un contrôle méthodique des pulsions en « apportant à leur défense autant d'ardeur passionnée que d'étroitesse d'esprit », et en poussant le souci d'épargne jusqu'à la mesquinerie[392] et non jusqu'à la prise de risque industriel.

Pour Sombart, un des capitalismes modernes, celui de la finance, naît d'une des incarnations très particulières du judaïsme : les Juifs polonais émigrés en Angleterre à partir du milieu du XVII^e^ siècle[329]. « Le capitalisme anglais a été polonisé à la suite de l'émigration des Juifs polonais fuyant les persécutions cosaques [de 1648][392]. » Ces Juifs-là étaient maîtres en négociation ; or « l'âme de tout commerce moderne, c'est la négociation[391] ». Sombart invente là, pour les besoins de sa cause, une présence totalement fantaisiste des Juifs de Pologne dans l'Angleterre du début du XIX^e^ siècle. Il cite l'historien juif allemand Heinrich Graetz qui explique comment l'étude du Talmud formait les Juifs polonais à la stratégie de négociation : « Le jeune homme assimilait les subtilités enseignées dans les écoles et s'en servait pour rouler le moins rusé […]. Les non-Juifs avec lesquels il était en relation eurent plus d'une fois l'occasion de se rendre compte, à leurs dépens, de la supériorité de l'esprit talmudique du Juif polonais[392]. » Il n'y a pour lui qu'une différence de degré, et non de nature, entre le « petit marchand ambulant » polonais, le « Juif marchand de vieux habits », et Nathan Rothschild, banquier juif anglais « qui, dans une conférence de plusieurs jours, négocie avec l'intermédiaire prussien, dans des conditions extraordinairement compliquées, un emprunt de plusieurs millions[392] ». Ce talent de négociateur du marchand juif se manifeste dès 1815 « lorsque les chefs militaires britanniques, corrompus par les financiers juifs, les informent en priorité de l'issue des batailles ». Sombart en conclut que, « du roi Salomon à Gerson Bleichröder, la richesse juive traverse l'Histoire comme un fil d'or, sans la moindre discontinuité[392] ». Ainsi le capitalisme financier, nécessairement parasite et transnational, est-il une invention et une spécialité juive[329].

Le livre de Sombart – bourré d'erreurs factuelles et d'anachronismes – fait ainsi figure de recueil plus ou moins involontaire de caricatures

antisémites. Par exemple, afin d'expliquer le goût pour l'épargne qu'il prête aux Juifs, il cite un proverbe allemand selon lequel « on a rarement vu “un bouc sans barbe et un Juif sans épargne« », utilisant ainsi le rapprochement, cher aux antisémites, du bouc et du Juif [329]. À l'instar de Weber, Sombart parle des Juifs, sans rien dire ou presque de leur statut de prêteurs forcés, de la spoliation multiséculaire de leur épargne, de l'obligation où ils furent de dissimuler tout patrimoine, de l'obsession antijudaïque de l'Église et des princes, de l'éthique solidaire et exigeante du Talmud, de leur rôle dans l'innovation industrielle.

En 1934, Werner Sombart publiera *Le Socialisme allemand*, ouvrage ouvertement pronazi qui lui apportera la gloire, la reconnaissance officielle et un éternel discrédit.

Ainsi, par de multiples canaux – journalistiques, polémiques, politiques ou universitaires –, à partir de la fin du XIX^e^ siècle, la haine des Juifs revient en force dans le champ des idées. Elle n'est plus seulement religieuse, mais aussi théorique, laïque et économique : pour certains, il s'agit d'en finir avec l'argent et ceux qui le manipulent ; pour d'autres au contraire, il ne faut pas que les Juifs puissent tirer crédit des bienfaits du capitalisme. Dans les deux cas, il faut s'en débarrasser. Ils ont fait leur temps. Ils deviennent alors le point de focalisation de toutes les haines, l'ennemi commun aux libéraux et aux socialistes.

Il est grand temps pour eux de chercher un autre refuge. Ils en trouveront quatre. Dans chacun, ils seront à l'origine d'un des fondements de la modernité – d'une nouvelle façon de « reconstruire le monde », comme le dit si bien le Midrash. Quatre refuges, quatre matrices.

3. Quatre matrices

Dès le début du XIX^e^ siècle, la plus libre circulation des marchandises, des hommes et des idées, la fin des institutions féodales et les débuts de l'émancipation poussent certains Juifs à choisir plus librement leur destin.

D'aucuns vont accompagner fort loin l'aventure coloniale. Mille histoires de marchands mériteraient ici d'être contées, d'Aden à Singapour, de Bombay à Montevideo, de Melbourne à Alger,de Pretoria à Shanghai. On

en esquissera une seule : celle de ce fils de commerçant de Vienne, Eduard Schnitzer, né en 1840, devenu médecin, parti pour Khartoum, avec le général Gordon, nommé gouverneur de la ville, pour entrer en lutte – sous le nom d'Emin Pacha – contre des marchands d'esclaves qui l'assassinent, en 1892, au Congo.

Hors de ces trajectoires aussi fulgurantes qu'isolées, quatre lieux s'imposent aux masses juives : la Russie et l'Autriche-Hongrie, où résident alors plus des deux tiers du peuple hébreu ; l'Amérique et la Palestine, où se trouvent aujourd'hui les deux tiers de ce qui en reste.

Chacun d'eux constituera l'une des matrices de la modernité : le socialisme, la psychanalyse, l'américanisation, le sionisme.

La matrice du socialisme : le judaïsme russe jusqu'en 1917

À partir de 1795, il n'y a plus de Juifs polonais, et il n'y a pas encore de Juifs russes ou autrichiens. Il n'y a que des Juifs polonais devenus russes, prussiens ou autrichiens par les hasards des déplacements de frontières.

Arrivés des siècles plus tôt dans un pays alors accueillant, la Pologne, près de la moitié des Juifs de l'époque – deux millions – se retrouvent, pour les malheurs du temps, chez leurs pires ennemis, les Russes et les Autrichiens. Varsovie est russe. Cracovie est autrichienne. Ils vont devenir la matrice du socialisme en Russie et celle de la psychanalyse en Autriche.

Les Russes accordent à la noblesse polonaise – les magnats et la *szchlarta* qui ont aidé à leur victoire – le pouvoir d'administration économique que les rois avaient jusqu'ici largement délégué aux Juifs. Ceux-ci ne sont pas autorisés pour autant à quitter la Pologne, leur « zone de résidence », et se regroupent dans des bourgades, les *shtetl* (en yiddish), devenus les *mestechkos* (en russe), rassemblant plusieurs milliers d'habitants[117]. Ils y mènent une existence particulièrement difficile, dans des conditions d'extrême pauvreté et de grande insalubrité. La vie tourne autour de la synagogue, du marché et de l'école, souvent située dans la maison du rabbin, où un maître, le *melamed*, apprend aux enfants à lire et à écrire l'hébreu, et le yiddish. Ces Juifs gagnent très péniblement leur subsistance,

souvent en travaillant avec leur femme et leurs enfants, dans l'artisanat, dans de petites industries textiles, ouvriers à domicile. Ils sont aussi camelots, commerçants, aubergistes, terrassiers, épiciers, négociants en vins, mineurs, tanneurs, tailleurs, fourreurs, prêteurs sur gages.

Au début, c'est encore une période heureuse – du moins veut-on le croire. Vers 1800, le merveilleux rabbi Nachman de Breslau (ou Bratislava, ou Presbourg) écrit : « C'est une grande *mitzvah* [devoir] que d'être heureux. » Car être heureux selon la Loi montre au monde que le bonheur est compatible avec la morale. Et aussi, comme en écho à une sourde inquiétude, cette métaphore : « L'histoire de la vie se passe sur un pont long et étroit. Pour le franchir, l'essentiel est de ne pas avoir peur. » La peur est là et ne les quittera plus.

Pour les tsars, l'objectif est de fusionner tous les peuples de la Grande Russie en un seul, doté d'une seule langue, d'une seule religion, d'une seule économie. Les Juifs, pensent les Russes, ne sont pas assimilables, au moins à court terme : trop différents. Aussi faut-il éviter qu'ils ne s'installent dans tout le pays, qu'ils ne « contaminent » les paysans avec leur langue, leur religion et leurs règles économiques si particulières.

Les Juifs vivent pourtant la naissance de ce nouveau siècle dans l'espérance de l'avènement d'un tsar qui saurait abolir la tyrannie de ses prédécesseurs et revenir au temps béni des grands rois polonais. Malgré l'horreur croissante de leur situation, ils ne renonceront pas, avant la toute fin du XIX^{e} siècle, à considérer la Russie comme un refuge : chaque couronnement sera comme une espérance, sans cesse déçue de libération, de Terre promise et chaque tsar comme un Messie possible.

Le premier tsar du siècle, Alexandre I^{er}, promulgue un statut, en 1804, qui délimite les régions dans lesquelles les Juifs sont autorisés à vivre : la Pologne, l'Ukraine et les rives de la mer Noire ; on les incite à quitter les campagnes – sauf s'ils y possèdent leurs propres terres – on les engage à coloniser l'Ukraine malgré l'opposition des masses locales qui voient encore en eux des supplétifs des Polonais. Le port d'Odessa attire les foules des campagnes alentour. Une extraordinaire vie culturelle – en yiddish et en russe – y fleurit dans la misère des humbles marchands, des petits voleurs et des ouvriers du port. Partout on interdit aux Juifs de distiller, de vendre de l'alcool et de prêter de l'argent aux paysans. On les autorise à s'inscrire dans

les écoles publiques, mais, comme il leur faut pour cela abandonner le yiddish – parfois plus constitutif de leur identité que la Torah –, peu s'y rendent. La langue russe tarde à se frayer un chemin dans les communautés.

On n'assiste encore à aucune frénésie d'émancipation. S'émanciper pour devenir quoi : Russe ? Polonais ? Rien ne semble avoir de sens.

Le statut si libéral de l'Empire napoléonien n'est appliqué qu'à l'éphémère duché de Varsovie, reconstitué de 1807 à 1814, jusqu'à ce que cent mille Polonais (dont des Juifs) meurent en héros en couvrant la retraite de la Grande Armée. En 1815, Cracovie redevient ville libre sous contrôle autrichien. La Russie reprend Varsovie, où les Juifs représentent encore le quart de la population. Pour les punir de leur collaboration avec Napoléon, on les relègue à la périphérie de la ville – et encore, seulement s'ils justifient d'au moins 9 000 roubles de revenus[414].

Malgré les projets d'Alexandre I^er^, rien n'est vraiment fait en Russie pour intégrer ces gens doublement étrangers, juifs et polonais à la fois. Même si l'accusation d'être des « buveurs de sang » est proscrite en 1817 – mais sans sanction pour les contrevenants –, leur isolement reste total.

Ils sont pourtant encore peu nombreux à vouloir quitter le pays : la Russie reste un refuge. Les communautés y vivent comme des sociétés solidaires, protégées, joyeuses, lumineuses, même si c'est dans une situation de plus en plus misérable. L'optimisme se jauge à la natalité : encore une des plus élevées au monde, plus de six enfants par famille. En Russie, ils sont plus de 2 250 000 en 1825.

Pour casser cette identité insubmersible et cette démographie galopante, Nicolas I^er^, le « tsar de fer », ordonne en 1827 d'enrôler dans l'armée russe tous les jeunes Juifs de douze à vingt-cinq ans et de y les maintenir… au moins vingt-cinq ans, après leur avoir donné une éducation chrétienne et les avoir convertis à l'orthodoxie. Chaque communauté est ainsi astreinte à fournir chaque année un contingent de conscrits. Des *khapers* viennent dans les villages enlever les garçons que l'on cache. Épouvantables tragédies, figures de héros et de lâches. Émeutes, maquis, violences. Révoltes, parfois seuls, parfois aux côtés des autres Polonais, comme pendant une insurrection brutale, en 1831, matée par les troupes tsaristes, provoquant la

célèbre déclaration du maréchal Sebastiani, alors ministre français des Affaires étrangères : « L'ordre règne à Varsovie. »

En avril 1835, face à la poussée démographique juive, Nicolas Ier élargit le territoire où ils ont le droit de vivre : la « zone de résidence » s'étend désormais de la mer Baltique à la mer Noire, de Lodz à Vilna, de Kiev à Minsk, de Varsovie à Odessa. En 1837, près de trois millions de Juifs s'y entassent. Comme l'ont fait les Prussiens peu auparavant, Nicolas Ier distingue alors les Juifs « utiles » (riches, artisans, agriculteurs) des « superflus » (pauvres, petits commerçants). Les « utiles » sont tolérés ; les autres, sont expédiés dans l'armée ou dans des colonies agricoles. On intensifie la chasse aux jeunes ; on force des dizaines de milliers d'hommes à partir cultiver des sols de qualité médiocre en Russie méridionale. De nombreuses familles perdent ainsi leurs chefs ; des femmes, avec parfois dix ou douze enfants, sont réduites à la mendicité.

Les villes se peuplent de malheureux. En 1842, le recensement des artisans juifs d'Odessa indique qu'il y a là 12 forgerons, 9 horlogers, 41 cordonniers avec 88 ouvriers, 14 imprimeurs-relieurs, 101 tailleurs avec 94 ouvriers, 14 vitriers avec 17 ouvriers, 43 chapeliers avec 38 ouvriers… Des milliers d'autres sont commerçants ou ouvriers sur le port, aubergistes et camelots. Des dizaines de milliers d'autres encore, misérables habitants des villages voisins, sont mendiants et viennent en ville, l'été, travailler pour un kopeck par jour au port ou dans les carrières de pierre. Le rapport, peu suspect de sympathies juives, note : « Des vieillards, écrasés de chaleur, se donnent du courage en murmurant les Saintes Écritures[117]. »

En 1843, soixante mille Juifs sont expulsés de la ville de Kiev, où certaines familles sont implantées depuis des siècles. En Pologne russe, on ne les autorise plus à posséder de la terre agricole qu'en acquittant des droits exorbitants : il n'y reste plus que 6 159 familles paysannes juives[414]. On ne leur reconnaît donc plus le droit de vivre ni en ville ni à la campagne.

Tout est fait pour casser leur identité. En 1844, les communautés perdent le droit d'avoir leurs propres institutions culturelles et sociales. Coup terrible : plus personne pour organiser la charité envers les centaines de milliers de mendiants, ni pour représenter les Juifs auprès de l'administration russe qui, cette année-là, crée aussi des écoles spéciales pour les « amener plus près des chrétiens et déraciner leurs néfastes

croyances, influencées par le Talmud ». La plupart refusent d'y envoyer leurs enfants, qui continuent de fréquenter l'école du rabbin, souvent clandestine. Comme la *tsedaka*.

En 1846 – il y a maintenant plus de trois millions de Juifs en Russie –, Sir Moses Montefiore, devenu baron anglais, vient pour réclamer aux autorités de Saint-Pétersbourg l'arrêt de ces persécutions. En vain. Quelques milliers de Juifs commencent à quitter le pays. Certains, les plus aisés, partent étudier dans des universités allemandes et prennent des patronymes germaniques. D'autres, plus pauvres, s'installent en Angleterre. Quelques-uns, très rares encore, vont jusqu'en Amérique. Pour les autres, la situation reste dramatique jusqu'en 1855. La « zone de résidence » est donc comme un pays très pauvre, enkysté dans un pays pauvre, où les Juifs vivent de plus en plus en circuit fermé, d'une économie de plus en plus archaïque, sans aucun accès au progrès technique.

En 1855 – on dénombre maintenant plus de 3,6 millions de Juifs en Russie – monte enfin sur le trône celui que les Juifs espéraient depuis soixante-dix ans : Alexandre II, qu'ils surnomment vite le « tsar juste ». En 1861, il abolit le servage. Après des émeutes opposant des étudiants et des marchands juifs – dont Leopold Kronenberg – et polonais à la police russe, à l'occasion des obsèques d'un général polonais, Silowinski, symbole du nationalisme polonais, au lieu de prendre de nouvelles mesures répressives, le tsar supprime le terrible système de conscription des enfants : en vingt-neuf ans, celui-ci en aura englouti plus de quarante mille. La même année, le gouverneur de la province de Kiev lève les interdictions de résidence : les expulsés peuvent revenir dans leur ville. Certains Juifs – dit « utiles » – sont même autorisés, pour la première fois dans l'histoire russe, à vivre à l'extérieur de la « zone de résidence » : médecins, marchands, artisans, avocats et journalistes quittent Varsovie, Vilna, Lodz ou Odessa pour tenter leur chance à Moscou et à Saint-Pétersbourg, où voient le jour quelques dynasties bancaires et industrielles : les Günzburg, les Rosenberg, les Ashkénazi, les Rosenthal, les Friedland, les Zaks, les Brodski, les Poliakov, tout de suite en relation avec les banquiers allemands et britanniques qui, tels les Warburg et les Hirsch, cherchent à financer de grands projets. Kronenberg crée la banque Handlowy à Varsovie. Samuel Poliakov construit des chemins de fer en Russie occidentale en utilisant comme main-d'œuvre des Juifs autorisés pour l'occasion à quitter la « zone de

résidence ». Ceux-ci deviennent Russes par la langue et le sentiment d'appartenance.

En 1863, après bien des famines, une nouvelle révolte polonaise, soutenue encore par des Juifs, avorte ; les relations s'améliorent entre les Juifs et les autres Polonais, alors qu'une agitation antisémite reprend en Russie. Un journal, le *Novoye Vremya*, dénonce la présence – pourtant toute récente – des Juifs dans l'économie de l'Empire et les accuse de constituer un État dans l'État. Dostoïevski écrit[10] : « Aujourd'hui, le Juif et sa banque dominent partout, l'Europe et les Lumières, toute la civilisation, le socialisme surtout, car, avec son aide, le Juif éliminera le christianisme et détruira la civilisation chrétienne. Alors il ne restera que l'anarchie. Le Juif gouvernera l'univers… » Le Juif n'est plus seulement considéré comme la cause des malheurs du monde ; il est soupçonné de les organiser pour s'emparer du pouvoir. Négation totale de la conception juive de l'économie. Alors que, dans la doctrine biblique, le salut du Juif dépend de celui du monde, on l'accuse maintenant de vouloir s'approprier le monde pour l'exploiter à son profit.

L'intégration ne progresse pas. En 1864, seulement six mille élèves fréquentent les écoles d'État réservées aux Juifs. Cette année-là est créé à Mohilev, sur le modèle des sociétés de secours des artisans juifs du Moyen Âge, le premier syndicat juif : un syndicat d'ouvrières du textile. En 1870, les quatre millions de Juifs russes – le nombre a presque doublé depuis 1825 ! – survivent dans une grande misère. Le tiers vit de la charité des autres[117], de plus en plus difficile à organiser, surtout depuis les récoltes désastreuses de 1860. Une commission gouvernementale, là encore peu favorable aux Juifs, relève que « 90 % des Juifs constituent une masse indigente menant une existence misérable[117] ».

À partir de 1875, une grande première : des ouvriers juifs, employés dans des conditions épouvantables dans les premières usines autour de Varsovie, Lodz, Moscou et Saint-Pétersbourg, se mettent en grève. Ces grèves comptent parmi les toutes premières à éclater en Russie, juste après les grèves ouvrières majeures – de travailleurs juifs en particulier – qu'ont connues les États-Unis, l'Allemagne et l'Angleterre. La situation économique du pays empirant, les désordres sociaux augmentent. Certains dans les ghettos, à Varsovie, à Vilna, à Odessa, commencent à rêver d'un

socialisme juif ; d'autres évoquent l'avènement d'un socialisme russe ; d'autres encore songent à un socialisme mondial. Est fondée, en 1880, l'ORT, organisation de soutien des travailleurs juifs de l'industrie et de l'agriculture : il s'agit de montrer qu'ils sont capables de produire.

En mars 1881, l'assassinat du « tsar juste », Alexandre II, met un terme aux espoirs des communautés. Face au mécontentement du peuple, les pouvoirs ressortent la vieille recette : c'est la faute des Juifs. Un massacre de Juifs à Elisabethgrad déclenche une vague de tueries dans tout le sud-ouest du pays.

Alors commencent les *pogroms*[225] (mot russe signifiant « destruction », « tonnerre », « furie », « anéantissement de l'ennemi ») : plus de deux cents tueries, dans cent soixante villes, causent près d'un millier de morts au cri de : « Frappe les Juifs pour sauver la Russie[225] ! » Les autorités ne les condamnent que mollement, ou bien les encouragent même ; les attaquants se disent d'ailleurs convaincus d'avoir le soutien du nouveau tsar, Alexandre III, épouvantable tyran, dans la lutte contre l'« exploitation juive ». L'émigration vers l'Angleterre et les États-Unis commence. Elle deviendra bientôt massive.

Le procureur général du Saint-Synode, ancien précepteur et conseiller spirituel du tsar, Pobedonostsev, pronostique : « Un tiers se convertira, un tiers mourra, un tiers émigrera. »

En 1882, des lois d'exception, dites « lois de mai », restreignent la surface de la « zone de résidence ». On regroupe les Juifs dans un minimum d'endroits ; on leur interdit à nouveau de vivre dans les campagnes, de louer ou de posséder des terres agricoles ; on les exclut de la fonction publique, où ils avaient pu entrer vingt ans auparavant ; on leur interdit de commercer le dimanche et les jours de fêtes chrétiennes, alors que, leurs échoppes étant les seules ouvertes, cela leur permettait de se faire un peu d'argent. Le nombre de collégiens juifs autorisés dans les écoles secondaires est réduit. C'est sans importance, car, dans de nombreuses villes – même celles où les Juifs représentent les deux tiers de la population –, la plupart des salles de classe demeurent vides : plus question d'aller étudier chez les tortionnaires ! Partout où leur séjour est autorisé, les Juifs doivent s'entasser dans des conditions de promiscuité de plus en plus intolérables. Ceux qui avaient choisi de devenir pleinement russes sont désespérés. Le directeur de *Razvet*,

journal en langue russe de l'intelligentsia juive, fondé vingt ans plus tôt dans l'euphorie du règne d'Alexandre II, écrit : « Quand je pense à tout ce qui nous a été fait, comment on nous a appris à aimer la Russie et la langue russe, au point que nos enfants ne parlent plus aujourd'hui d'autre langue que le russe, et comment nous sommes maintenant persécutés et traqués […], mon cœur se remplit de désespoir, car il n'y a pas d'issue[117]. » Ceux qui, estimant que le problème juif sera réglé par la fin du tsarisme, ont rejoint le mouvement révolutionnaire national russe des *Narodniki* (« Populistes ») sont déçus par l'absence de solidarité de leurs camarades socialistes face aux pogroms. Des mouvements révolutionnaires spécifiquement juifs se forment alors : antireligieux, anticapitalistes et antitsaristes, ils esquissent et incarnent un nationalisme juif sans territoire affecté.

En 1887 éclate une grande grève juive de masse : les ouvriers juifs du textile de Byalistock, en Russie polonaise, cessent le travail pendant deux mois. Souffrances extrêmes. Beaucoup commencent alors à partir, d'abord pour l'Angleterre – donc bien plus tard que ne l'affirmera, un peu tard, Werner Sombart…

En 1888, Alexandre III et sa famille échappent par miracle à un accident de chemin de fer. Interprétant l'événement, l'éminence grise Pobedonostsev y voit la nécessité d'en revenir à un régime dur, en particulier contre les Juifs. En 1889, des campagnes antisémites sont orchestrées par le pouvoir. On leur impute les échecs économiques du régime. De nouveaux massacres se produisent dans vingt-six localités. En 1891, ceux qui avaient pu s'installer à Moscou après 1865 en sont expulsés sur ordre du frère du tsar, le grand-duc Sergueï : vingt mille personnes doivent tout quitter en quelques jours pour revenir s'entasser dans la « zone de résidence » déjà surpeuplée. Ne sont autorisés à rester à Moscou que les hommes qui acceptent de se convertir et les femmes qui acceptent de se prostituer[117].

Beaucoup de Juifs de l'Empire russe – plus d'un million sur les quatre – souhaitent désormais émigrer en Angleterre et aux États-Unis. Un jeune étudiant, Chaïm Weizmann, part faire des études en Allemagne. D'autres partent sans le sou vers la France où ils se regroupent surtout près de la Bastille. Mais comment financer et mettre en œuvre un pareil exode ? Quelques rares mécènes juifs européens tentent de relever cet extraordinaire

défi : organiser le départ vers l'Occident des quatre millions de Juifs de Russie !

En 1891, voici Maurice de Hirsch, banquier allemand dont la fortune est alors estimée à cent millions de marks. Entièrement dévoué à l'action sociale, il offre par exemple aux hôpitaux de Londres tous les gains remportés par ses chevaux de course (« Mes chevaux courent par charité », ironise-t-il). Il crée trois fondations : l'une, la Fondation Baron de Hirsch, « pour aider à financer l'éducation juive » en Galicie ; une autre pour venir en aide aux émigrés déjà arrivés aux États-Unis ; et la troisième, la Jewish Colonization Association, pour mettre en œuvre un immense projet : l'émigration, en vingt-cinq ans, de 3 250 000 Juifs de Russie vers l'Argentine et le Brésil ! Il alloue à cette association, pour commencer, un budget de 36 millions de dollars (le tiers de sa fortune personnelle). Avec l'accord du gouvernement russe, il installe un quartier général à Saint-Pétersbourg, pour organiser les départs puis un autre à Buenos Aires, pour organiser les arrivées. Mais cet immense projet tourne rapidement court : le choix des colonies agricoles n'est pas adapté et les moyens financiers, quoique considérables, sont très insuffisants. En cinq ans, 6 757 personnes seulement partiront pour l'Argentine et le Brésil (à Philippson, dans l'État du Rio Grande do Sul, où s'établissent trente-sept familles de Bessarabie). Maurice de Hirsch en installe d'autres en République dominicaine et dans le New Jersey, à Woodbine. Mais, là encore, nouvel échec : les Juifs ne tiennent pas à reconstituer le ghetto en exil.

En 1892, à Londres, Hagun Zitlovsky décrit dans *D'un Juif aux Juifs* l'utopie d'un socialisme agraire juif en Russie et critique une partie de l'intelligentsia juive pour son éloignement du peuple et le caractère trop théorique de ses projets.

Malgré les départs, il y a maintenant près de cinq millions de Juifs en Russie, même si, pour la première fois, vers 1893, le nombre des émigrants est supérieur à la croissance démographique naturelle : nul ne fait plus rien pour les retenir.

Alexandre III, le tsar haï, meurt en 1894 pendant des vacances près de Yalta, quelques semaines après avoir ordonné l'expulsion des Juifs de cette ville parce qu'il en avait peur. Son successeur, Nicolas II, rétablit un peu de la liberté d'expression accordée naguère par son grand-père. Quelques Juifs

de Varsovie issus de milieux fortunés, telle Rosa Luxemburg – elle a alors vingt-quatre ans –, adhèrent au Parti du prolétariat, sont arrêtés, s'évadent et émigrent. Des ouvriers juifs – qui, à Varsovie, Lodz, Vilna ou Kiev, travaillent en usine dix-huit heures par jour, pour dix roubles par mois[414], dans des conditions épouvantables – rejoignent eux aussi les mouvements ouvriers de Pologne, de Russie, de Lituanie et d'Ukraine – parfois des mouvements spécifiquement juifs. L'un d'eux, Iouli Tsederbaum, dit Martov, futur compagnon de Lénine, écrit alors : « Lorsque les ouvriers juifs seront partout organisés […], nous aurons des alliés sûrs, les ouvriers russes, polonais, lituaniens, […] nous croîtrons en force ; avec cette force, nous obtiendrons l'égalité des droits. »

Les Juifs sont si nombreux à la pointe du mouvement que, en 1896, au deuxième congrès de la IIe Internationale, le dirigeant russe Plekhanov déclare qu'ils sont « l'avant-garde de l'armée des travailleurs » en Russie.

L'année suivante, 1897, au moment même où, on le verra, Theodor Herzl lance à Bâle le mouvement sioniste –, à Vilna, en octobre, est créée clandestinement – par un groupe dont les animateurs sont un instituteur, Aaron Kremer, et quelques ouvriers, Liber, Kossovsky – une organisation d'une importance considérable, à l'origine du mouvement socialiste russe et du sionisme : mi-parti, mi-syndicat, l'Algemeyner Yiddisher Arbeter Bund (Ligue générale des travailleurs juifs de Russie, Pologne et Lituanie) est une organisation vite efficace et puissante, nommée le Bund (« syndicat » en yiddish) ; il réclame des droits nationaux et culturels à l'intérieur de l'Empire russe. Son utopie est de croire que l'antisémitisme disparaîtra avec la dictature. Le Bund organise des centaines de grèves de forgerons et de tisserands, et constitue des groupes d'autodéfense pour résister aux pogroms, tout en proclamant le yiddish, mélange d'hébreu et d'allemand, parlée depuis des siècles, langue nationale juive. Il reçoit immédiatement une assistance financière de quelques Juifs des États-Unis, ce qui ne fait qu'accroître la colère des milieux nationalistes russes qui accusent le Bund de trahison.

Le 26 août 1897 paraît en Russie, dans le journal *Le Drapeau*, sans mention de provenance, un texte qui provoque un énorme scandale[96] : les *Protocoles des Sages de Sion*,« ouvrage composé par un conseil de sages juifs pour dominer le monde et anéantir la chrétienté »[96]. C'est un prétendu

compte rendu de vingt-quatre soi-disant « conférences secrètes » par lesquelles des dirigeants juifs du monde sont supposés organiser la chute des monarchies chrétiennes d'Allemagne et la ruine de l'aristocratie russe, se préparer à régner sur le monde et à réduire les non-Juifs à l'état d'esclaves :

« L'intensification des armements, le développement des forces de police sont essentiels ; il ne doit y avoir dans le monde rien d'autre que nous, les masses du prolétariat, quelques millionnaires dévoués à nos intérêts, la police et l'armée […]. Nous devons créer à travers l'Europe des ferments de discorde et d'hostilité. Nous devons être rusés dans toute négociation […] paraître honnêtes pour être acceptés comme les sauveurs. Nous devons forcer les gouvernements à agir dans la direction de notre plan et nous devons faire pression secrètement sur l'opinion publique en utilisant la presse qui, mis à part quelques exceptions sans importance, est entièrement entre nos mains. Nous devons créer des loges maçonniques dont les membres seront pour la plupart des agents des polices nationales et internationales, qui sauront quoi faire avec les rebelles[96]… »

Personne ne met en doute l'authenticité de ces révélations farfelues. Elles connaissent un retentissement considérable, dans le monde entier et renforcent l'idée, née avec Marx et les philosophes allemands, d'une mainmise non seulement de la pensée biblique, mais aussi de quelques financiers juifs sur l'économie et la politique mondiales. Elles seront largement exploitées aux États-Unis, en Angleterre, en France[96] et, plus tard, en pays d'islam. On découvrira beaucoup plus tard – en 1921 et, curieusement par une lettre d'un lecteur turc adressée au *Times* de Londres qui vient de les déclarer authentiques ! – que ces prétendus *Protocoles* ont été écrits par un émigré russe à Paris, Pierre Ratchovsky, collaborateur de la police secrète tsariste, plagiant un pamphlet français rédigé à Bruxelles en 1864 par un certain Maurice Joly et dirigé contre Napoléon III, et où il n'est pas question des Juifs ! Personne ne pourra plus désormais en douter : c'est un faux.

Cette même année 1897, selon le recensement russe, 4 899 300 Juifs vivent encore dans la « zone de résidence ». Dans certains districts ils sont encore majoritaires, malgré les départs qui s'accélèrent. La plupart sont paysans, artisans, ouvriers, notamment dans les nouvelles villes

industrielles de Pologne comme Lodz. Rarissimes sont les banquiers. De plus en plus nombreux sont les syndicalistes et les révolutionnaires, qu'ils adhèrent à des mouvements juifs ou à des organisations russes.

En mars 1898, à Minsk, le Bund participe à la naissance – clandestine elle aussi – du Parti social-démocrate russe. Martov, devenu entre-temps militant ouvrier du Bund, et Léon Davidovitch Bronstein, dit Trotsky, fils d'un marchand agricole d'Odessa, élevé en Ukraine, rejoignent ses rangs et entrent dans la clandestinité. Arrêté et exilé en Sibérie, Trotsky s'évade et part pour l'Angleterre, comme Martov.

En décembre 1899, le congrès clandestin du Bund discute des droits nationaux des Juifs ; en 1901, il demande que les Juifs soient reconnus comme une nation à l'intérieur de la Russie, et condamne le sionisme naissant comme une « réaction bourgeoise à l'antisémitisme[117] ». Cette année-là, un autre militant juif, Grigori Evseïévitch Radomylsky, dit Zinoviev, rejoint lui aussi le Parti social-démocrate russe.

Les antisémites russes n'ont pas baissé la garde et multiplient les incidents, avec l'appui et le financement – tantôt ouverts, tantôt occultes – de l'appareil d'État. Le 6 avril 1903, à Kichinev, en Bessarabie (aujourd'hui Moldavie), une jeune fille chrétienne se suicide ; la presse locale en rend aussitôt responsable son employeur juif. L'éditeur d'un journal du cru reçoit même de l'argent du ministre de l'Intérieur – V.K. von Plehve, violemment antisémite – pour lancer une campagne d'appel au meurtre visant les Juifs. Pendant deux jours d'affilée, la foule déchaînée massacre et saccage : 50 morts, 100 blessés, 1 300 maisons détruites. Les assassins sont condamnés à des peines légères. La presse occicentale commence à s'intéresser et à dénoncer ces massacres.

Dans les villages se créent des unités d'autodéfense juives. Les révoltes se multiplient ; les grèves juives se généralisent. L'émigration vers les États-Unis s'accélère encore.

Destin juif : Grigori Andreïévitch Gershvni, Juif lituanien établi à Minsk où il dirige un laboratoire de bactériologie, organise l'assassinat de plusieurs responsables politiques tsaristes. Condamné à mort, il voit sa sentence commuée en exil à perpétuité en Sibérie, d'où il s'évade et gagne les États-Unis en passant par la Chine et le Japon. Il y militera pour obtenir des

banquiers et des syndicats américains des fonds pour la lutte social-révolutionnaire russe. Avec succès : les banquiers juifs américains, on le verra, préféreront les socialistes russes aux tsars antisémites.

Autre destin juif : Maxim Wallach, Juif letton, entre en 1903 au Parti social-démocrate sous le nom de Maxime Maximovitch Litvinov. On aura à en reparler.

La même année encore, Martov, devenu un des responsables du Parti social-démocrate, défend à Londres l'idée d'un parti de masse démocratique et non violent. Il anime ainsi la fraction *menchevik* (minoritaire) contre Lénine et les *bolcheviks* (majoritaires), qui donnent la priorité à la mise en place d'une élite de révolutionnaires professionnels. Le fossé se creuse entre les deux courants du mouvement révolutionnaire russe. En 1904, le ministre Plehve est assassiné. Certains Juifs en sont accusés. Sur les trente mille travailleurs juifs syndiqués que compte le Bund, cinq mille sont en prison ou relégués en Sibérie. L'exil s'accélère encore : les Juifs partent maintenant par dizaines de milliers vers New York.

Partout, des émeutes ouvrières mêlent Juifs et chrétiens dans des manifestations pour le pain. Le 1er juillet 1905, le journal français *L'Illustration*, qui s'intéresse maintenant, comme toute la presse occidentale, à la situation polonaise et russe, décrit la situation des Juifs de Lodz, grande cité ouvrière : « Il y a quinze jours, tout le monde en France ignorait, ou à peu près, l'existence de la ville de Lodz, en Pologne […]. Il y vint [au cours du XIXe siècle] de nouveau des Allemands et beaucoup d'Israélites, auxquels la possession du sol et même les travaux de la terre étaient interdits en Russie. La ville neuve les attira […]. Lodz est maintenant une formidable ville industrielle, habitée par 400 000 âmes. Mais l'ouvrier y est très malheureux en raison même du pullulement de main-d'œuvre. […] Ceux des industriels qui consentirent à utiliser leurs services profitèrent de leur situation d'"outlaw« pour leur offrir des salaires dérisoires : la paie moyenne d'un ouvrier de Lodz ne dépasse pas 60 kopecks (1,60 franc environ). La moyenne s'établit fatalement d'après le tarif que les ouvriers étaient obligés de subir. Croupissant dans une misère noire, inquiétés d'autre part, à cause de leur religion, par l'autorité, les Juifs de Lodz s'efforcèrent de quitter cet enfer. Le "sionisme« en fournit à nombre d'entre eux le moyen. Ils émigrèrent en masse en Amérique. Le socialisme s'en mêla, remua les

ouvriers non israélites et aussi maltraités, au point de vue du gain, que les Juifs. La population ouvrière de Lodz tout entière fermenta : on sait quel a été, ces derniers jours, le résultat de ce lamentable état de choses[414]. » On voit bien ici comment les revendications propres aux Juifs nourrissent celles du reste de la classe ouvrière russe et polonaise.

En 1905, le Bund compte trente-trois mille membres, dont six mille sont en prison. Cette année-là, lors de la déclaration de guerre au Japon, le pouvoir tsariste reproche aux Juifs d'avoir inspiré le refus – sur lequel on reviendra – opposé par les banquiers de New York à une demande de prêt de la Russie. Aussi, lorsque la défaite militaire s'annonce, les nationalistes russes en tiennent les Juifs pour responsables. Les « Cent Noirs » – des chômeurs et des officiers vaincus dans la guerre en Mandchourie, manipulés par l'Okhrana, la police politique, et financés sur les fonds secrets personnels du tsar – inscrivent à leur programme l'élimination des Juifs, ces « ennemis de l'intérieur ». Il faut vaincre les Juifs et les socialistes, puisqu'on n'a pu vaincre les Japonais ! Les monarchistes de l'Union du peuple russe organisent ainsi des pogroms dans plus de trois cents villes, dont Lodz, massacrant près de mille personnes et en blessant plusieurs milliers.

L'émigration devient plus massive. La plupart des pauvres partent pour les États-Unis. Quelques banquiers juifs de Saint-Pétersbourg et d'Odessa choisissent l'Allemagne, où se trouvent déjà leurs familles.

En 1906, un parti sioniste est fondé en Russie, *Poalei Zion* (les « Travailleurs de Sion ») ; d'orientation marxiste, il prône l'installation d'un État juif socialiste en Palestine.

L'émigration atteint son sommet en 1908 et 1909 : En l'espace de ces deux ans, un demi-million de Juifs quittent la Russie. À la fin de 1909, plus d'un million et demi de personnes ont émigré, dont 90 % à destination des États-Unis. La croissance démographique ne se ralentissant pas, il en reste encore près de cinq millions.

Exilé en 1908 avec Lénine en Europe occidentale, principalement en Suisse, Zinoviev devient l'un de ses plus proches collaborateurs. Trotsky et Litvinov font eux aussi partie de cet entourage. D'autres partis politiques russes souhaitent maintenant voir leur pays rejoindre les rangs des

démocraties occidentales. En particulier, ils réclament l'émancipation des Juifs. En février 1911, le Parti socialiste et le Parti libéral à la Douma proposent l'abolition de la « zone de résidence », ouvrant aux Juifs le droit de vivre là où ils le souhaitent et d'exercer tous les métiers. Évidemment, les organisations de droite et les monarchistes s'y opposent. Ils accusent les Juifs d'être à la fois antirusses (comme ceux qui, aux États-Unis, ont aidé le Japon à gagner la guerre), antitsaristes (comme ceux qui, en Suisse, militent auprès de Lénine pour le renversement de l'autocratie) et anticapitalistes (comme ceux qui, au sein du Bund, fomentent les grèves). Pour la police, le socialisme, ce sont les Juifs. Discréditer les uns, c'est discréditer les autres.

En mars 1911, nouvel épisode lourd de conséquences : à Kiev, après le meurtre d'un jeune chrétien, Andreï Iouchinsky – dont l'assassin, un chrétien, est identifié sur-le-champ –, un contremaître juif employé dans une briqueterie, Mendel Beilis, est arrêté sous l'accusation de meurtre rituel ; il moisit en prison pendant deux ans, le temps qu'on cherche à monter contre lui un dossier avec de faux documents et de faux témoignages. Mais le monde a changé ; les quelque deux millions de Juifs russes désormais installés aux États-Unis, relayés par la presse, déclenchent une campagne. On parle d'une nouvelle Affaire Dreyfus ; en octobre 1913, le procès Beilis à Kiev est suivi par des journaux du monde entier. C'est l'occasion d'attirer l'attention de l'Occident sur la situation dramatique des Juifs russes. Le tribunal déclare Beilis innocent à l'unanimité. Renversement radical : le pouvoir tsariste est ouvertement nargué par un tribunal. (Le procureur qui a requis lors du procès, G. Zamyslovsky, réitérera ses accusations dans un livre, *Le Meurtre d'Andreï Iouchinsky*, dont la publication, à la veille de la Révolution, sera financée sur fonds secrets avec l'approbation du tsar en personne[117].) Toute la Russie nationaliste se sent ridiculisée par ce procès nationaliste, qu'elle ressent comme un « complot des Juifs » et de l'étranger contre la Russie. Le socialisme est juif et traître.

Lors des élections de 1912 à la Douma, la quasi-totalité des partis lancent des campagnes antisémites. Partout, à Varsovie comme à Kiev, on boycotte les magasins des Juifs. On les accuse de diriger la révolution : de fait, si le Parti social-démocrate ne compte que 364 Juifs sur 23 000 membres, plusieurs de ses principaux dirigeants le sont – entre autres, Martov, Zinoviev, Trotsky, Litvinov, Sverdlov, Radek, Kamenev, Ouritsky. Beaucoup d'autres sont partis.

Au total, entre 1881 et 1914, plus de deux millions et demi de Juifs ont quitté le « refuge » russe pour les États-Unis et, accessoirement, vers l'autre Terre promise : la Palestine. Beaucoup vont les imiter à partir de leur autre « refuge » d'Europe, l'Empire austro-hongrois.

La matrice de la psychanalyse : les Juifs de Vienne

À partir de 1790, les mesures oppressives se multiplient dans l'Empire autrichien, qui compte un demi-million de Juifs au début du XIX^{e} siècle. L'éphémère Léopold II est bien décidé à restreindre au maximum leurs libertés. En 1804, François II rend leur séjour à Vienne de plus en plus périlleux ; il fait systématiquement donner la chasse à tous les clandestins, alourdit l'« impôt de tolérance » frappant les quelques résidents privilégiés, et cherche à leur imposer la germanisation par l'obligation de porter un patronyme allemand (comme ailleurs, on en choisit un modeste, nom d'animal ou de métier manuel, pour ne pas attirer l'attention des voisins et du fisc).

En 1820, les Juifs sont trois fois plus nombreux dans l'Empire autrichien qu'en Allemagne (750 000 contre 250 000), mais trois fois inférieure à celle de la Russie. Des impôts exorbitants réduisent leur niveau de vie. Il leur est interdit de devenir propriétaires d'immeubles ; le commerce de détail, l'industrie et un grand nombre de métiers artisanaux leur sont barrés. Partout, des mesures drastiques limitent les mariages pour maîtriser leur nombre. En Bohême et en Galicie est appliquée, depuis 1773, une loi destinée à empêcher l'accroissement de la population par la limitation du nombre des mariages : seul l'aîné de chaque famille peut fonder une famille. Jusqu'en 1848, aucun Juif ne peut convoler sans avoir passé, devant la police, un examen portant sur le contenu d'un manuel d'instruction religieuse d'un certain Herz Homberg, rabbin si assimilé qu'il prône la création d'un impôt sur les cierges allumés le vendredi soir[117] !

À Kazimierz, où vivent 10 820 Juifs en 1830, un tiers d'entre eux – les *Luftmenshen*, les « gens qui vivent de l'air du temps » – subsistent, grâce aux secours d'organisations charitables juives financées par les moins démunis et par des subsides des communautés d'Europe occidentale.

À Prague, où est implantée l'une des plus anciennes communautés juives d'Europe, et en Galicie orientale et occidentale, le sort des Juifs est particulièrement lamentable. En Hongrie et en Transylvanie, ils sont environ 250 000 en 1815, vivant repliés sur eux-mêmes, dans des quartiers séparés ; là aussi, interdiction leur est faite d'exercer certaines professions et ils doivent acquitter un très lourd « impôt de tolérance ». La Hongrie semble pourtant moins imperméable que le reste de l'Empire aux idées libérales issues de la Révolution française : en 1839, la Diète hongroise autorise les Juifs à devenir propriétaires de logements. Un député hongrois, Joseph Eötvös, propose même leur émancipation – ce que refuse le gouvernement impérial de Vienne. À partir de 1842, les ghettos disparaissent des villes hongroises. En contrepartie, l'exigence d'assimilation se fait plus pressante. L'empereur décrète que quiconque voudra ouvrir un commerce en Hongrie devra faire la preuve qu'il a été scolarisé dans une école hongroise, ce qui exclut la plupart des Juifs[117].

En Bohême, en Moravie, en Galicie, la police poursuit impitoyablement les Juifs qui tentent de se soustraire aux impôts exorbitants ou aux lois sur la limitation des mariages. Après la révolution de 1848, plus violente dans l'Empire autrichien que partout ailleurs, le jeune François-Joseph reçoit la couronne de son oncle Ferdinand. Il ne la quittera qu'à sa mort, en 1916. L'émancipation s'accélère, plus encore entre 1859 et 1867, à la faveur des défaites autrichiennes face à la France puis à la Prusse. Après Magenta et Solferino, l'empereur s'engage dans une voie plus libérale, jusqu'à l'adoption en 1867 d'une nouvelle Constitution qui reconnaît l'autonomie de la Hongrie, rattachée à la couronne des Habsbourg par une union personnelle. Est proclamée l'égalité politique et civique de tous, quelle que soit la religion. La tutelle cléricale sur l'enseignement est abolie. Les Juifs obtiennent comme les autres la liberté de séjourner dans tout l'Empire, même à Vienne et à Budapest.

C'est la ruée. Dans la capitale, leur nombre passe de cinq mille en 1848 à quarante mille en 1860 et à quatre-vingt mille en 1880. Ainsi commence la gloire intellectuelle de Vienne. Beaucoup de ceux à qui l'on a interdit les métiers d'argent s'adonnent alors à l'activité intellectuelle[14]. L'argent n'est pas leur tropisme. Il n'était qu'un passage obligé, un mode d'accès à la liberté. Le chef de la communauté juive de la ville, Ignaz Kuranda, fonde

une presse libérale et devient même, à partir de 1861, le chef du Parti libéral. Des procès intentés pour « meurtre rituel » (en Galicie, en Hongrie, en Bohême) s'achèvent par des acquittements. À Vienne, dont le maire Karl Lueger est ouvertement antisémite, la population juive atteint cent cinquante mille individus en 1900. Dans cette société hostile, la seule façon d'être accepté est de devenir célèbre. À Vienne et à Prague, la vie devient tolérable pour les intellectuels juifs. Y vivent Kafka, Freud, Webern, Schoenberg, Mahler, Klimt et bien d'autres. Le théâtre, en particulier, y est presque entièrement juif. Interpréter, mettre en scène, se donner en spectacle, ce que les Juifs font depuis longtemps entre eux dans les ghettos est maintenant offert à tous.

Un destin : Sigismund Shlomo Freud, né en 1856, fils d'un modeste et religieux marchand de laine de Moravie dont toute la vie est hantée par les problèmes d'argent. Après avoir étudié l'hystérie d'après le cas Anna O., puis l'interprétation des rêves, Sigismund énonce une théorie de la folie doublement révolutionnaire à l'égard de l'argent et de la folie[8].

Toute maladie mentale peut se soigner en la dévoilant à soi-même par le truchement d'un analyste, à qui il faut payer cher la cure – celle-ci, dit Freud, étant, quoi qu'elle coûte, une « bonne affaire », comparée à ce qu'il aurait fallu débourser pour un traitement médical classique. Pour lui, il est donc essentiel que le client paie[8]. Sinon il pense recevoir un cadeau du psychanalyste, il lui est redevable et ne travaille pas sur lui-même. Payer force donc le client à l'introspection, pour justifier sa dépense. Et ce travail est la condition de sa guérison.

Plus généralement, l'argent renvoie à la forme anale de la sexualité ; c'est une matière sale, à expulser[8]. L'argent organise donc, selon lui, la forme première, primaire, (de la sexualité et de la société), qu'il faut remplacer par une forme supérieure, intellectuelle. Freud écrit :

« En vérité, partout où a régné ou bien persiste le mode de pensée archaïque, dans les civilisations anciennes, dans le mythe, les contes, les superstitions, dans la pensée inconsciente, dans le rêve et dans la névrose, l'argent est mis en relation intime avec l'excrément. Il est bien connu que l'or dont le diable fait cadeau à ses amants se change en excréments après son départ, et il est certain que le diable n'est rien d'autre que la personnification de la vie pulsionnelle inconsciente refoulée. D'autre part,

on connaît la superstition qui met en rapport la découverte de trésors avec la défécation, et nul n'ignore la figure du “chieur de ducats« (*Dukatenscheisser*) : déjà, pour l'ancienne Babylone, l'or est l'excrément de l'enfer, *Mammon = ; ilu manman*. Donc, quand la névrose suit l'usage linguistique, c'est qu'ici comme ailleurs elle prend les mots dans leur sens originaire, chargé de toute sa signification, et que là où elle semble présenter un mot au figuré, elle ne reproduit d'habitude que la signification ancienne de ce mot.

« Il est possible que l'opposition entre ce à quoi l'homme a appris à accorder le plus de valeur et ce qui est le plus dénué de valeur, et qu'il rejette comme déchet, ait conditionné cette identification de l'or et de l'excrément[153]. »

À l'image de la communauté juive viennoise, échangeant l'argent qui l'isole contre le théâtre qui lui ouvre toutes les portes, Freud répudie l'argent comme « sale ». Il annonce ainsi l'imminence d'une sortie générale des Juifs des métiers de la finance.

Mais d'autres, ailleurs, y sont encore en plein : ils inventent l'américanisation du monde.

La matrice de l'américanisation du monde : les États-Unis au XIXe siècle

Pendant que les Juifs russes inventent le socialisme et que les Juifs autrichiens découvrent la psychanalyse, les Juifs américains participent, au tout premier rang, à la naissance du capitalisme américain et à l'américanisation du monde.

Au jour de la déclaration de l'indépendance de la nouvelle République, le 4 juillet 1776, la société américaine n'est encore qu'une économie agricole avec quelques marchands, très peu d'industrie et personne pour prendre le risque de la financer. Comme la puissance britannique a tenu à maintenir les colonies dans la dépendance de la métropole, il n'y a personne non plus pour pourvoir aux besoins en capitaux du fragile État qui se met en place : ni les banques anglaises, ni les banques européennes. Encore une fois, des

Juifs vont combler ce vide, prenant des risques que personne d'autre ne veut assumer ; cette fois sans y être forcés.

En 1800, ils ne sont encore que trois mille en Amérique du Nord, d'origine portugaise et espagnole pour la plupart[55]. Citoyens libres et égaux, pour la première fois, ils sont trop peu nombreux pour vivre en circuit fermé. Ils inventent alors un judaïsme ouvert, avant même que celui-ci n'apparaisse en Europe. Dès 1809, dans une synagogue séfarade, à New York, l'office est dit en anglais ; le rabbin y est appelé *reverend*. Le judaïsme n'est plus qu'une dimension de la vie privée de ces colons ; l'assimilation semble en marche, surtout dans les États du Sud, très chrétiens.

À la différence de toutes les autres émigrations juives depuis deux mille ans, on ne vient pas ici en famille. On ne reste pas groupé. Au moins au départ. Et si les nouveaux venus sont, comme toujours, pionniers et explorateurs, ils le sont maintenant à titre individuel. Les Juifs, comme les autres, s'établissent d'abord dans des villages qui deviendront Chicago, Indianapolis et Saint Paul ; en 1817, un certain Joseph Jonas se fixe à Cincinnati. Une fois installés, ils s'efforcent de retenir auprès d'eux quelques autres familles juives de passage, de fonder avec elles une communauté, d'acheter du terrain pour un cimetière, puis de tisser des liens avec les communautés des villes voisines, recréant ainsi les réflexes propres aux réseaux de l'an mil en Méditerranée. En 1820, ils sont cinq mille, pour l'essentiel des commerçants. Certains, parmi les plus anciennement installés au Sud – les Seixas, les Lazarus, les Nathan, les Cardoso, les Benjamin – sont devenus riches ; plus des trois quarts des familles juives de Charleston, Richmond et Savannah emploient des esclaves, comme près de la moitié des familles de ces villes. Au Nord, quelques-uns protestent déjà contre l'esclavage[55].

Vers 1825, en Allemagne, alors qu'un petit nombre parmi les plus fortunés poursuivent des études à l'université et s'efforcent de s'intégrer à la société allemande, les plus démunis commencent à partir pour l'Amérique, emportant les maigres économies de la famille, parfois pour retrouver un ami ou un cousin parti plus tôt : l'émigration se fait par capillarité, comme pour les Irlandais et les Italiens.

Pour les aider à s'installer, un certain Mordechai Emmanuel Noah, né en 1785 à Philadelphie, fils d'émigré, officier, journaliste et juge devenu riche avocat, achète en 1825 des terres à Great Island, sur le Niagara, près de Buffalo, afin d'y créer une colonie juive qu'il veut appeler Ararat, nom du lieu d'arrivée de Noë, car son but est d'« arracher ses coreligionnaires au Déluge[55] ». Le projet avorte : les nouveaux arrivés préfèrent rester dans les ports d'accueil ou partir plus à l'ouest ; nul ne souhaite voir reconstituer le ghetto dont il sort.

Débarquent alors, à partir de 1840, au milieu d'une foule de jeunes gens aussi démunis les uns que les autres, les quelques aventuriers qui vont bouleverser et structurer le capitalisme américain : Goldman, Guggenheim, Kuhn, Lazard, Lehman, Levinsohn, Loeb, Macy, Sachs, Schiff, Schoenberg, Sears, Seligman, Strauss, Warburg, Werheim…

Tous arrivent démunis – sauf, on le verra, les Schoenberg (devenus Belmont) et les Warburg. La plupart – hormis les Lazard, les Warburg et les Guggenheim – sont originaires de Bavière ou de Francfort. Les Guggenheim, eux, viennent de Suisse alémanique ; quant aux Lazard, ils sont français.

Plus tard, ces immigrants se surnommeront entre eux les « Cent », les « Grands-ducs juifs », ou « Notre Groupe » (*Our Crowd*)[54]. Aucun parmi ceux-là – sauf les Warburg – n'est issu de grandes familles juives d'Europe ; aucun des rejetons des dynasties de fournisseurs de cours ne prend encore le risque d'ouvrir un bureau sur les terres nouvelles. Ceux-là sont trop occupés dans l'ancien monde, trop embourgeoisés pour « aller vivre au milieu des sauvages ». Les nouveaux venus vont s'enrichir en donnant à l'Amérique les moyens d'organiser son formidable développement. Une fois de plus, rien n'est durablement bon pour eux qui n'est aussi utile pour ceux qui les entourent.

Ces jeunes émigrés ne sont pas les premiers à créer des banques dans le Nouveau Monde. Le métier du crédit n'étant pas encore réglementé – il ne le sera qu'après la guerre de Sécession –, on dit alors que « pour être banquier, il suffit de s'habiller en banquier[54] ». En 1826 est ainsi créé à New York, par un protestant, Nathaniel Prime, le premier établissement spécialisé dans le conseil et le prêt à long terme aux entreprises – la première « banque d'investissement », forme américaine de la *merchant*

bank anglaise. En 1826 est ouverte à Baltimore une deuxième banque, par un autre protestant, Alex Brown ; la même année, une autre l'est encore par John Vermilye ; puis Jay Cooke crée la sienne à Philadelphie. Plus tard, Pierpont Morgan et John D. Rockefeller. Les suivantes seront fondées par des Juifs. Et avec quel succès !

Ces futurs maîtres de la finance américaine débutent, pour la plupart, comme modestes commerçants. Dans le flot d'immigrants, dont le plus grand nombre resteront pauvres et anonymes, arrive d'abord, en 1837, Joseph Seligman, aîné des onze enfants de David et Fanny Seligman, commerçants juifs traditionalistes de Baiersdorf, village de Bavière[54]. Dès l'âge de huit ans, Joseph aide sa mère à la boutique quand il ne va pas à l'école à Erlingen. À quatorze ans, il parle l'allemand, l'hébreu, le yiddish, un peu le français et l'anglais. Comme tous les adolescents juifs allemands, il aspire à partir pour l'Amérique où un cousin, qui vient d'émigrer, est employé dans un magasin de Manch Chunk, en Pennsylvanie. David Seligman est réticent : laisser un enfant s'exiler, c'est s'afficher pauvre au moment où l'assimilation devient possible en Bavière. Fanny a néanmoins fini par le convaincre : il n'y a pas d'avenir en Allemagne. En juillet 1837 – il n'a que quinze ans –, Joseph, avec l'équivalent de cent dollars remis par sa mère, embarque à Hambourg sur le *Telegraf* : plusieurs semaines de traversée à manger du porc ! À son arrivée en Pennsylvanie, le cousin lui trouve un emploi de caissier, à 400 dollars par an, sur un chantier, à Watertown, dirigé par un nommé Asa Packer – lequel deviendra un riche industriel, sera élu membre du Congrès et rendra plus tard quelques services à la banque Seligman[54].

La même année (1837) débarque aussi un certain August Schoenberg, âgé de vingt ans[54]. Mais lui voyage en première classe. Apprenti dès l'âge de treize ans chez les Rothschild (peut-être, dira-t-on plus tard, parce qu'il est un fils illégitime de Nathan), à Londres, puis à Naples, à La Havane et à New York. Jusque-là, les Rothschild n'attachaient guère d'importance aux États-Unis et aucun membre de la famille ne s'y était encore rendu. Ceux de Londres estiment maintenant que New York pourrait devenir un jour un grand port, doublé d'un marché financier considérable. À l'époque, c'est encore une ville bien moins importante que Boston, Philadelphie ou Charleston, et c'est voir loin que de décider d'y ouvrir un bureau de finance. August Schoenberg transforme alors son nom en Auguste Belmont, et se

fait passer pour un Juif français venu proposer des financements au gouvernement américain. Il tait ses liens avec les Rothschild : à New York, les séfarades interdisent leurs synagogues aux « Allemands » et Belmont parvient à s'y faire admettre, laissant entendre qu'il est un descendant de marranes.

En 1840, les Juifs sont quinze mille aux États-Unis. On les trouve à Chicago, à La Nouvelle-Orléans et jusqu'à San Francisco. Pour l'essentiel, ils sont courtiers, commerçants, pionniers – le plus souvent pauvres, en tout cas. En 1843, les plus fortunés fondent une société laïque d'entraide, le *Bnaï Brith*, qui essaime dans tout le pays.

Parmi les nouveaux arrivés, un certain Henry Lehman débarque en 1844, venu de Rimpar, en Bavière, non loin de chez les Seligman qu'il ne connaît pas. Aussi pauvre qu'eux, il ne reste pas à New York. Il part pour l'intérieur, s'installe à Mobile, dans l'Alabama, d'où il rayonne avec une carriole pour faire du commerce le long des rivières. Avec l'argent ainsi gagné, il ouvre une épicerie à Montgomery, principale ville de l'État et métropole du commerce du coton, et il y vend aux colons des outils, des bagages, des graines.

Après l'échec des révolutions européennes de 1848 afflue une deuxième vague de Juifs allemands, plus âgés et mieux éduqués que les premiers. Ils émigrent cette fois en famille, nantis de quelques économies. Ils sont médecins, rabbins, enseignants, tailleurs. Ils s'installent en groupe, forment des communautés dans Hester Street à New York et dans Maxwell Street à Chicago.

Dans ce flot de nouveaux venus, quatre arrivées notables :

D'abord Simon Guggenheim, avec sa seconde épouse et huit enfants ; il vient d'Aargau, en Suisse, où la famille (originaire de Guggenheim, près de Heidelberg, en Allemagne) est établie depuis 1696. Il s'installe à Cincinnati, où il achète des produits d'entretien et des teintures qu'il revend sous sa marque.

La même année, Marcus Goldman arrive de Burgpreppach, en Bavière ; il épouse une modiste, une certaine Bertha Goldmann – sans lien de parenté avec lui –, et s'installe comme tailleur dans Market Street, à Philadelphie.

La même année encore arrivent les Sachs, de Wurtzbourg, qui s'établissent comme commerçants à Baltimore. Ce Goldman, ce Sachs et ce Guggenheim vont bientôt se rencontrer.

Toujours en 1848, Alexandre et Simon Lazard, ainsi que leur cousin Alexandre Weil, émigrent d'Alsace et s'installent comme marchands à La Nouvelle-Orléans, puis, très vite, comme banquiers à San Francisco.

Pendant ce temps, d'autres banques non juives sont devenues puissantes. En 1849, les Morgan et les Peabody organisent les premiers investissements de capitaux anglais en Amérique. Quelques banquiers juifs européens viennent enfin : les Speyer, banquiers établis d'Allemagne, ouvrent de modestes officines américaines ; un autre immigrant juif allemand, Isaias Hellman – qui deviendra président de la célèbre Wells Fargo Nevada Bank de San Francisco –, fonde la première banque de Los Angeles (ville prise par les Américains aux Espagnols en 1849) à la faveur de la première ruée vers l'or.

En 1850, Henry Lehman, épicier à Montgomery depuis six ans, a suffisamment épargné pour permettre à ses deux frères, Emmanuel et Mayer, de le rejoindre. Ils ouvrent ensemble un bureau de courtage de coton à Montgomery.

La même année, deux beaux-frères – Abraham Kuhn et Salomon Loeb – quittent Worms pour l'Amérique. Eux non plus ne restent pas à New York, mais s'en vont vendre des tissus en gros à Cincinnati.

Toujours en 1850, les Lazard, depuis San Francisco, viennent ouvrir un bureau à Paris, dans leur pays d'origine.

Cette année-là encore, l'un des émigrés de 1837, Jo Seligman, quitte Watertown, où il s'est installé à son compte, pour New York. Son frère Jesse, qu'il a fait venir, part pour San Francisco où il ouvre un commerce de couvertures, de whisky, d'or, de coton, de chaussures et de cigares. Courtier en tout, comme c'est la tradition, il vend à crédit et prête de l'argent à ses clients. Avec la ruée vers l'or, c'est la fortune : il collecte le métal précieux que lui apportent les mineurs, prête à gages dessus à New York chez son frère qui le commercialise[54]. Extraordinaire organisation, quand les diligences du Far West sont encore si peu sûres pour les convoyeurs de métal jaune ! En 1857, l'essentiel des 500 millions de dollars d'or arrivant

de Californie à New York transite par les deux Seligman[54] ! La richesse arrive. Les dix frères et sœurs de Jo le rejoignent l'un après l'autre.

Comme les Seligman font fortune dans l'or en Californie, les Lehman s'enrichissent au Sud dans le coton qu'ils vendent au Nord contre des *cotton bills*, lettres de change négociables qu'ils placent auprès des banques de La Nouvelle-Orléans et de New York.

Les premiers chemins de fer américains, qui faciliteront grandement leur commerce, apparaissent alors, financés par des banques et des compagnies d'assurances. Le 25 août 1857, l'endettement excessif de ces compagnies provoque une grave crise financière : d'abord une compagnie d'assurances de province, la Ohio Life and Trust Company, suspend ses paiements, suivie le 17 octobre par cent cinquante banques américaines[298]. La rumeur s'est aussi étendue aux compagnies de chemins de fer : au début d'octobre, le cours des actions de l'Illinois Central Railroad et d'autres compagnies a chuté d'un tiers. Les Rothschild, *via* Belmont, prêtent alors 10 millions de dollars à deux banques américaines de Cincinnati dont elles prennent le contrôle. Les Seligman, qui ont anticipé les événements, n'ont conservé que des liquidités et de l'or, ce qui augmente encore leurs actifs.

En 1858, Henry Lehman meurt de la fièvre jaune à La Nouvelle-Orléans[54]. Son frère Mayer Lehman reste à Montgomery, où il épouse une jeune femme qui se trouve être la belle-fille d'Isaias Hellman, le fondateur de la première banque de Los Angeles. Le troisième frère, Emmanuel Lehman, s'installe à New York pour organiser la vente du coton de son frère.

L'économie américaine semble redémarrer lorsque, en avril 1861, le président Lincoln, un an après son élection, impose le blocus du Sud esclavagiste. Auguste Belmont est alors le conseiller financier de la Maison Blanche, mais les Rothschild hésitent : personne en Europe ne croit que le Nord va gagner la guerre qui s'annonce, et aucune banque européenne ne veut prêter à Washington[218]. Le gouvernement confédéré, au contraire, peut facilement placer ses bons, gagés sur le coton qu'Emmanuel Lehman, avec d'autres, vient écouler en Angleterre. La rumeur veut d'ailleurs que ses balles de coton ne servent que de camouflage pour l'exportation d'or, d'argent et d'objets précieux.

Les Seligman s'engagent alors du côté de l'Union en lui proposant pour commencer un modeste marché de fournitures aux armées : Jo envoie son jeune frère Isaac à Washington pour offrir à un autre émigré allemand (non juif), qui occupe un poste important dans l'intendance des troupes nordistes, de financer l'achat d'uniformes – vieux métier des fournisseurs de Cours en Allemagne ! – pour l'armée du Nord. Washington est intéressé : les grandes manufactures ne veulent pas leur en fournir, de crainte de ne pas être payées par un Trésor chancelant. Seligman obtient ainsi une première commande, achète les uniformes à crédit à des tailleurs, se fait payer en bons du Trésor qu'il parvient à placer avec un bon profit, puis règle ses fournisseurs. En six mois, il conclut d'autres marchés du même genre avec l'État, pour un total d'un million et demi de dollars, qu'on lui paie de nouveau en bons du Trésor, qu'il replace[54].

Première alerte antisémite : en 1862, le général nordiste Grant expulse tous les Juifs du Kentucky, du Tennessee et du Mississippi, parce qu'un marché noir du coton y a été découvert et que la rumeur a dénoncé des Juifs – sans preuve. Le président Lincoln annule immédiatement l'ordre.

Cette même année, Jo Seligman fait un tour d'Europe (Francfort, Berlin, Amsterdam, Londres) pour placer ses bons américains auprès de banques commerciales. Ainsi deux jeunes Juifs américains venus d'Allemagne, Jo Seligman et Emmanuel Lehman, se croisent-ils à Londres à la fin de 1862, cherchant chacun à financer l'un des deux camps de la guerre de Sécession !

Jo Seligman y réussit, plus difficilement qu'Emmanuel Lehman : pour replacer les bons du Nord auprès d'épargnants européens sceptiques, les banques doivent leur proposer un taux d'intérêt, particulièrement attractif, de 7,3 %. Seligman rentre triomphant : il a récupéré sa mise et démontré qu'il sait financer le budget du nouvel État. En 1863, Washington se tourne à nouveau vers lui, cette fois pour placer directement un emprunt du Trésor, sans plus parler de commandes d'uniformes[54]. Des bons que Belmont a refusé de placer l'année précédente…

Cette même année, le général Lee, commandant en chef des armées sudistes, est stoppé à Gettysburg dans sa montée vers Washington. Commence le reflux sudiste[218]. En deux ans, Seligman aura placé en Europe pour près de 500 millions de dollars de bons du Trésor, jouant ainsi un rôle majeur dans le financement de l'armée du Nord, condition de sa victoire.

En 1864, Simon Guggenheim, encore commerçant en draperie à Cincinnati, devient banquier et déménage à Philadelphie. La même année, le président Lincoln offre à la Northern Pacific Railroad le cadre juridique nécessaire pour acheter des terres et foncer vers Seattle.

Toujours en 1864, un certain Jacob Schiff, âgé de dix-sept ans, arrive d'Allemagne ; il en est parti à l'insu de son père, agent de change à Francfort, issu d'une famille fortunée : un de ses ancêtres avait été grand rabbin d'Angleterre au XVIII^e^ siècle et un autre, si l'on en croit la tradition, un certain Uri Phoebus Schiff, changeur à Francfort au XIV^e^ siècle, se prétendait descendant du roi Salomon ! C'est en tout cas une famille connue : Heinrich Heine lui est apparenté et le père de Jacob est un ami de Sarah Warburg dont la fille vient d'épouser un autre Schiff, directeur de la banque Rothschild à Vienne.

Quelques heures après la reddition du général Lee à Appomattox, qui marque, en 1865, la fin de la guerre de Sécession, Jo Seligman fonde officiellement sa banque, la J. & W. Seligman & Co. À l'instar des Rothschild, il installe trois de ses frères en Europe – William à Paris, Henry à Francfort, Isaac (devenu l'ami de Lincoln) à Londres. Deux autres frères, Abraham et Leopold (les moins doués), vont à San Francisco ; quant aux deux derniers, James et Jesse (devenu l'ami de Grant), ils restent avec lui à New York. J. & W. Seligman & Co. restent les banquiers du Trésor américain qu'ils ont financé pendant la guerre.

Les aciéries tournent à plein, le télégraphe fonctionne à travers le continent ; l'Union Pacific et la Northern Pacific avancent vers l'ouest, la Central Pacific vers l'est ; le gouvernement fédéral met 60 millions de dollars à leur disposition pour acheter des terres. De petites banques, comme celle des Guggenheim et celle de Seligman, gagnent beaucoup d'argent en « syndiquant » les emprunts de ces compagnies et en prélevant des commissions sur ces placements.

En 1866, malgré la découverte de nouveaux gisements d'or en Californie, qui devrait faire baisser les cours, la mise au jour de mines d'argent dans le Nevada provoque l'effondrement des cours de ce métal, et non de ceux de l'or. Seligman parie juste et gagne une fortune.

Nouvelle alerte antisémite : en 1866, sept compagnies d'assurances de New York, qui ont décidé de ne plus faire d'affaires avec des Juifs, doivent revenir sur leur décision face à l'ampleur du boycottage qu'elles subissent en retour[54].

New York devient la capitale de la finance américaine au détriment de Boston et de Philadelphie. Modestes encore, les Loeb, les Lehman, les Goldman rejoignent les Seligman près de Wall Street.

D'abord les Loeb : le 1er février 1867, avec les 500 000 dollars qu'ils ont gagnés en vendant des vêtements à Cincinnati, Abraham Kuhn et Salomon Loeb, les deux beaux-frères, reviennent à New York, comme l'ont fait avant eux les Guggenheim, et y ouvrent un bureau de prêteurs sur gages au 31, Nassau Street.

Puis les Lehman : Emmanuel et Mayer travaillent toujours ensemble. À Montgomery, on produit le coton, à La Nouvelle-Orléans on le commercialise, à New York on le finance.

Enfin les Goldman : en 1868, Marcus Goldman quitte Philadelphie pour New York ; lui aussi cesse d'être tailleur pour devenir prêteur sur gages. Les Goldman et les Loeb, qui maintenant se connaissent, parcourent la ville à pied pour rendre visite aux bijoutiers en gros, aux marchands de cuir, auxquels ils apportent les liquidités que les banques leur refusent. En échange, ils prennent des lettres de change (qu'ils cachent dans leur chapeau)[54] et, l'après-midi, vont les placer auprès de banques qu'ils parviennent à convaincre par le volume des opérations qu'ils apportent et par le sérieux de leurs créances : le montant des affaires se mesure au volume du chapeau.

Au même moment, Jacob Schiff fonde sa propre société de courtage bancaire à Wall Street. Il a à peine vingt ans.

Les banques européennes, juives et non juives, commencent à percevoir l'ampleur du marché américain et ouvrent quelques bureaux à New York et à Boston, ou achètent des banques dans le Middlewest et en Californie. D'autres Juifs allemands, attirés par l'expansion américaine, débarquent alors et créent des établissements du même type : voici les Morgenthau, les Lewison, les Oppenheimer.

Jay Cooke, John Pierpont Morgan, Seligman et Guggenheim rivalisent maintenant dans les prêts aux chemins de fer et aux aciéries. Le premier placement garanti est réussi en 1869 par Jay Cooke : il s'agit d'un prêt de deux millions de dollars à la Pennsylvania Railroad Union. Banques juives et non juives se concurrencent, mais collaborent quelquefois. Andrew Carnegie développe ses activités dans l'acier avec un financement de Guggenheim. Pierpont Morgan finance les marchands juifs de coton. Ensemble, ils constituent les conseils d'administration de certaines sociétés dont ils organisent le financement, tels les compagnies des chemins de fer. Les Guggenheim et la National Bank de Cincinnati – contrôlée, *via* Belmont, par les Rothschild de Londres – financent aussi un certain John D. Rockefeller ; ils l'aident notamment à développer, après 1870, la Standard Oil et à racheter ses concurrents ; quand il tentera de s'assurer un monopole du cuivre, les Guggenheim – devenus experts dans ce métal – lui conseilleront fermement de ne pas le faire.

En 1869, année de la mise en service du canal de Suez, Grant propose à Jo Seligman le poste de secrétaire au Trésor ; celui-ci refuse. La même année, le jeune Jacob Schiff échoue à New York et revient mortifié en Allemagne. De leur côté, les Goldman s'associent aux Sachs pour fonder une modeste banque commune.

Ces quelques familles ne sont en rien représentatives du sort des quatre-vingt mille Juifs qui vivent aux États-Unis en 1870, soit 2 % de la population totale du pays. Si quelques-uns créent des entreprises, d'autres deviennent médecins, avocats ; beaucoup sont fripiers, commerçants, tailleurs, ouvriers. Quelques-uns contrôlent l'essentiel de l'industrie du vêtement, dont celle du vêtement de travail, le *jeans*, que brevètent Levi-Strauss et Jacob Davis en 1873. Aux États-Unis, plus de la moitié des Juifs vivent à New York. Ils y recréent un véritable ghetto à l'est de Manhattan, avec ses commerces, ses artisans, ses écoles, ses théâtres, ses restaurants. On y trouve des journaux et des imprimeries en yiddish. Certains – surtout des « Allemands » – s'installent dans des bourgs ruraux comme commerçants et colporteurs, généralement en nombre suffisant pour construire une synagogue et créer une société d'entraide, pivots de l'organisation communautaire.

Parmi ceux qui ont émigré entre 1837 et 1860, le plus riche est Jo Seligman. Les Lehman sont encore marchands de coton à New York et à La

Nouvelle-Orléans. Les Strauss sont commerçants à New York sous le nom de Macy's. Salomon Loeb est banquier à New York avec Kuhn, comme Goldman avec Sachs. À Philadelphie, les Guggenheim font fortune grâce au financement des chemins de fer et bientôt grâce à celui du marché du cuivre. Seuls parmi les futurs puissants, les Lazard ne sont pas allemands : après San Francisco, Paris, ils ouvrent un trosième bureau à Londres en 1870.

Les Juifs allemands fortunés continuent à parler l'allemand entre eux. Ils jouent de la musique allemande. Ils vont prendre les eaux et se soigner en Allemagne. Ils envoient leurs enfants dans les universités allemandes. Ils ouvrent dans la Cinquième Avenue la synagogue *Emanu El*, où les femmes prient à côté des hommes et où officie en hébreu un rabbin britannique. Ils versent (anonymement, sinon l'offrande ne compte pas) le dixième de leurs revenus à des œuvres juives : écoles, séminaires, hôpitaux. D'aucuns financent aussi l'université de Harvard ou celle de Francfort. Ils ne s'intéressent pas encore, comme certains Juifs d'Europe, à la Russie et à la Palestine. En 1870, ils fondent la United Hebrew Charities qui fournit logements, nourriture, éducation aux nouveaux arrivants dans des bâtiments de World's Island.

Tous n'ont pas encore vraiment choisi de s'installer durablement en Amérique, et ils suivent avec passion la politique allemande. En 1871, après la proclamation de l'Empire allemand, Abraham Kuhn – qui a fondé sa banque à New York avec son beau-frère Salomon Loeb – prend sa retraite et rentre à Hambourg, plein d'espoir en la nouvelle Allemagne ; il y rencontre le jeune Jacob Schiff, revenu mortifié d'Amérique après son échec et envoyé par sa famille travailler à la Deutsche Bank – fondée, on l'a vu, l'année précédente par un autre banquier juif ami de son père, Ludwig Bamberger, qui vient d'être élu au Reichstag. Schiff n'a pas renoncé à son rêve américain et supplie Abraham Kuhn de lui trouver un modeste emploi dans sa banque aux États-Unis. Abraham consent seulement à lui remettre une lettre d'introduction pour Salomon Loeb, à New York. Muni de ce viatique, Jacob débarque une seconde fois en Amérique en 1872. Il plaît à Salomon, qui l'engage, sans se rendre compte qu'il vient de trouver son maître.

Jacob Schiff est en effet une personnalité extraordinaire. Dès son arrivée – il a vingt-cinq ans –, il épouse Theresa Loeb, la très jeune fille de

Salomon – c'est le mariage mondain dont il a été question plus haut –, et devient son associé l'année suivante. Autant Loeb est prudent, autant Schiff est audacieux. Loeb préfère financer les commerçants ; Schiff devient expert dans le financement des chemins de fer. Dès qu'on lui parle d'une ligne à financer, il sait choisir le meilleur instrument financier du moment et parvient à placer au mieux les emprunts des compagnies. En concurrence maintenant avec J.P. Morgan, Seligman, Guggenheim et Belmont, ce jeune homme ambitieux et très doué est aussi prompt à mépriser tout le monde. Il dit de Belmont : « Une huître, sans la coquille[54]. »

Malgré l'immensité américaine, on se marie encore entre soi, comme en Allemagne. Jo Seligman a épousé sa cousine ; trois frères Seligman épousent trois sœurs Levi ; Mayer Guggenheim épouse sa belle-sœur ; Levinsohn, sa nièce. Des Lehman épousent des Lehman. Des Schiff épousent des Loeb et des Warburg, qui épousent des Seligman. Conformément à l'ancestrale tradition, plusieurs veuves se marient avec le frère cadet de leur défunt mari. Comme dans un village polonais ou allemand, on se marie entre enfants d'associés, ce qui révèle la force reconstituée de l'organisation familiale. Deux fils Sachs épousent deux filles Goldman (là commence Goldman-Sachs). Une fille Sachs épouse un fils Strauss (là commence Macy's). Deux beaux-frères, Leopold Cahn et Semon Bache, fondent ensemble la J.S. Bache & Co. qui deviendra le premier agent de change de Wall Street. Les quatre principaux fondateurs de Hallgarten (une des premières chaînes de grands magasins), comme ceux de Goldman-Sachs, sont aussi des beaux-frères et des gendres.

En 1873, l'année du jean, soit une quinzaine d'années après la première crise de 1847 éclate la deuxième grande crise financière du capitalisme américain, provoquée elle aussi par l'excès de crédit[18]. Cette fois, les banquiers juifs y sont si exposés que des articles antisémites attaquent, dans la presse américaine, les Juifs allemands, ces « parvenus », ces « quarante-huitards », qui se sont hissés « aux commandes de la finance ».

La crise fait pourtant basculer progressivement le « cœur » du monde industriel de ce côté de l'Atlantique. Les industries de l'acier, les chantiers navals, les chemins de fer se concentrent. L'équipement en électricité connaît une accélération fulgurante. Dans cet essor, les banquiers juifs sont plus que présents : ils financent la plupart des infrastructures, tandis que d'autres mènent l'industrie textile et que d'autres encore inventent une part notable des usages de l'énergie électrique.

Un cas parmi d'autres : Emil Berliner, Juif allemand né à La Havane en 1851, émigré aux États-Unis en 1870, invente en 1887 le microphone, le disque plat, le transformateur et, quatre mois avant Thomas Edison, le « transmetteur téléphonique », que lui rachète Graham Bell. Il fonde ensuite en Allemagne, puis en Grande-Bretagne, ce qui deviendra la plus importante compagnie de disques d'Europe : la Deutsche Gramophon.

À côté de ces quelques célébrités, d'autres milliers de Juifs travaillent en 1870 comme artisans, enseignants, médecins, commerçants, restaurateurs ou simples ouvriers. Le tiers d'entre eux vivent encore à New York, où débarquent de plus en plus nombreux les émigrants de Russie, et non plus seulement d'Allemagne.

Lorsque des Français proposent de construire la statue de la Liberté en hommage à cette Amérique accueillante, les riches Juifs allemands de Wall Street ne veulent pas entendre parler d'un projet qui leur rappelle trop leur passé. Alors que les séfarades, tels les Lazarus et les Pinto (qui se désignent entre eux comme *sefardis* ou parfois comme *grandees*[55], et non comme Juifs), conscients que leur grandeur est liée à cette mémoire-là, en financent le socle, même s'ils sont moins riches.

Les banques d'affaires ont acquis une puissance considérable. John Pierpont Morgan Jr, qui succède à son père, finance les chemins de fer, organise la General Electric et la US Steel, et fonde une nouvelle filiale, la

Drexel, Morgan & Co. ; il est, dit-on, plus puissant que le président des États-Unis en personne. Moins influents, Jo Seligman et Simon Guggenheim, ainsi que d'autres maisons encore modestes : Lazard, Kuhn-Loeb, Lehman Brothers et Goldman-Sachs. En 1875, Jo Seligman fonde une deuxième banque à San Francisco, l'Anglo-Californian, présentée comme la filiale d'un établissement basé à Londres. Il s'américanise, s'intéresse à l'agriculture, ne mange plus casher. Comme beaucoup, il tend à oublier qu'il est juif. Comme à beaucoup, les autres ne vont pas tarder à le lui rappeler.

La crise de 1873 et les débordements antisémites qu'elle a entraînés n'ont en effet pas fini de provoquer des ravages. Cette année-là, le propriétaire d'une chaîne de magasins new-yorkais, Alexander T. Stewart, meurt en laissant une immense fortune, dont le plus luxueux hôtel de Saratoga, ville d'eaux proche de New York où les riches clients venus du Sud ont importé les jeux d'argent pratiqués sur les *steamboats* du Mississippi. Les New-Yorkais en sont devenus de gros clients. Jo Seligman, qui n'est pourtant pas joueur, est un habitué du palace et s'apprête à s'y rendre quand l'exécuteur testamentaire d'A.T. Stewart, un certain juge Henry Hilton (sans rapport avec Conrad Hilton, le créateur de la chaîne d'hôtels du même nom), lui en interdit l'accès.

Scandale, menace de procès : c'est la première affaire majeure d'antisémitisme aux États-Unis. D'autres hôtels imitent celui de Saratoga, tel celui du Lake Placid Club ; le barreau de New York refuse l'admission d'un avocat juif ; les promoteurs immobiliers de Coney Island veulent interdire aux Juifs l'accès du nouveau parc de loisirs ; d'autres clubs célèbres leur ferment leurs portes. Le juge Hilton fonde même une éphémère American Society for the Suppression of the Jews…

Jo Seligman ne se laisse pas faire. Il organise le boycottage des magasins d'A.T. Stewart ; la chute des ventes y est telle que, paniqué, Henry Hilton cherche la paix : il fait un don de mille dollars à une œuvre juive. Suprême affront ! Le boycottage redouble, largement appuyé par les milieux protestants. A.T. Stewart ne tardera pas à faire faillite.

Très marqué par cette affaire, Jo Seligman meurt l'année suivante, en 1878. La ville de Roller's Ridge, dans le Missouri, change alors de nom

pour s'appeler Seligman. Jesse, le frère de Joseph, de vingt ans l'aîné de Jacob Schiff, devient le premier banquier d'Amérique.

L'année même de la disparition de Jo, Jesse Seligman s'intéresse à un vieux projet qui reprend forme : un canal traversant le Panama ou le Nicaragua pour relier les deux océans.

À Paris, auréolé de la gloire que lui a value le percement de l'isthme de Suez, Ferdinand de Lesseps, à soixante-dix ans, prépare avec beaucoup de publicité l'émission d'actions d'une Compagnie universelle du Canal interocéanique, prévu pour suivre un tracé à travers le Panama, qui appartient à la Colombie. Mais il ne lève que 8 des 400 millions de francs nécessaires, et les Américains, qui n'apprécient pas du tout l'idée de voir des Français se mêler d'entreprendre le plus grand projet américain, se réjouissent de son échec.

En 1881 – soit un an après le déménagement de la banque Lazard de San Francisco à New York –, le déclenchement de nouveaux pogroms en Russie entraîne l'arrivée aux États-Unis de deux cent cinquante mille nouveaux émigrants. Ce sont désormais des familles entières, orthodoxes, totalement démunies pour la plupart, qui, épuisées, ne dépassent pas les limites des ports de débarquement. Elles reconstituent l'équivalent des *shtetls* dans le Lavendost Side de New York et le West Side de Chicago. Elles instituent leurs tribunaux, créent des restaurants, des théâtres, des syndicats, des fraternités, des *yeshivas*, des journaux ; certains marchands lettrés retrouvent leurs métiers de courtiers, bouchers, vendeurs d'objets de culte. Ouvriers pour la plupart, ils se font embaucher dans des fabriques de chaussures, de cigares, dans des ateliers de confection – en général de petites entreprises familiales, souvent juives, où ils continuent de parler entre eux le yiddish ou le russe. Beaucoup deviennent syndicalistes, et parmi eux se recrutent les meneurs des grèves dures qui commencent. À leur tête se trouve Samuel Gompers, un Juif d'origine hollandaise né à Londres, apprenti cordonnier à dix ans, arrivé aux États-Unis à quatorze ans, en 1864, et devenu ouvrier cigarier. Il a déclenché sa première grève en 1875 et il est devenu, en 1877, le président du syndicat des ouvriers du cigare ; le premier, il institue le versement de cotisations régulières et organise une assistance aux nouveaux adhérents.

Les Juifs allemands n'apprécient pas l'« orientalisme » de ces « sauvages Asiatiques » qu'ils surnomment les *kikres* (leurs noms se terminant en -ky…) ou les *bohunk*(« barbares » et « socialistes »). Effrayés par leur activisme syndical et politique, ils organisent leur accueil du mieux qu'ils peuvent et font tout pour les aider à s'assimiler. Le premier hôpital juif aux États-Unis (initialement appelé « Hôpital des Juifs de New York ») est fondé par un groupe de Juifs new-yorkais d'origine allemande, dont Samson Simson, l'un des meilleurs juristes de l'époque, le banquier Samuel Myer Isaacs – qui finance aussi la création du Maimonide College de Philadelphie – et Adolphus Simeon Solomons qui, avec Clara Barton, fonde aussi en 1881 la Croix-Rouge américaine.

Cette année-là, Jacob Schiff a définitivement pris l'ascendant sur son beau-père et il est devenu le patron de Kuhn, Loeb et Co. Sa très jeune fille – elle n'a que dix-sept ans – épouse, comme on l'a vu plus haut, Felix Warburg, rencontré en Allemagne, qui devient alors associé chez Kuhn Loeb, avec son frère Paul qui épouse la belle-sœur de Jacob, l'autre fille Loeb. C'est l'union des deux maisons, Kuhn Loeb et Warburg, autour de Jacob Schiff qui devient ainsi le patron des deux banques d'affaires les plus renommées au monde, d'un côté et de l'autre de l'Atlantique[18].

Comme deux sœurs de Henry Goldman ont épousé deux frères Sachs, une autre se marie avec un certain Samuel Hammerslough, jeune tailleur de Springfield (où il a connu Abraham Lincoln), qui vient d'acheter avec son beau-père une petite firme de vente par correspondance dont le nom deviendra fameux : Sears Roebuck. ; Goldman et Sachs l'aideront à devenir l'un des premiers groupes de distribution des États-Unis en concurrence avec R.H. Macy, propriété de l'époux d'une autre fille Sachs.

C'est à ce moment que Jesse Seligman est approché par des hommes d'affaires français pour reprendre à son compte le financement du projet de canal de Panama qu'ils ne parviennent pas à monter. Seligman met en place un financement avec la Banque de Paris, Drexel et Morgan : rare cas d'alliance de banques juives et protestantes. Grande offensive médiatique contre eux : on les accuse, au Sénat, de vouloir « vendre l'Amérique à la France ». On parle de conspiration juive, et l'on reproche à Morgan de « rejoindre les Juifs[54] ». Seligman réplique que les principaux bénéficiaires du projet seront les États-Unis, d'où viendront les machines qui perceront le

canal. Gustave Eiffel et beaucoup d'autres font sa publicité. Ils gagnent : l'emprunt est sur-souscrit en Europe et à New York.

Mais les partisans de l'autre tracé, tous américains, n'ont pas renoncé, et en 1884 le gouvernement de Washington signe avec celui de Managua un traité, dit de Zavala, pour la construction d'un canal à travers le Nicaragua. Le Sénat hésite à ratifier ce traité. En 1885, les travaux commencés à Panama en 1882 n'avancent guère. On est encore à moins de la moitié du déblaiement. Lesseps se résigne aux écluses que préconise l'ingénieur en chef qu'il a engagé, Philippe Bunau-Varilla[73] dont on a vu le rôle dans l'affaire Dreyfus.

Pour mieux s'inscrire dans les exigences de l'économie moderne tout en luttant contre les tendances à l'assimilation, le judaïsme réformé américain s'organise en 1885 avec la « Plate-forme de Pittsburgh » : il renonce aux règles alimentaires, à la circoncision, au shabbat. En 1887 est fondée la Hebrew Immigrant Aid Society, société laïque, financée par tous les Juifs des États-Unis, et pas seulement les plus fortunés, pour assister les plus démunis d'entre eux. En moyenne, les Juifs ne sont pas plus aisés que les autres Américains. En 1890, selon les statistiques officielles américaines, 35 % de ceux-ci sont de petits commerçants, 29 % des employés, 12 % des ouvriers, 15 % des courtiers, des avocats, des banquiers, 5 % des médecins. L'idéal souhaité pour les enfants : avocat ou médecin.

En 1886, Samuel Gompers, qu'on a vu présider le syndicat des ouvriers du cigare, rassemble, à trente-six ans, tous les syndicats américains en une American Federation of Labour, constituée d'un syndicat par métier. Redoutable négociateur, il restera, jusqu'à sa mort en 1924, l'homme le plus influent de la classe ouvrière américaine.

Après neuf ans de travaux, en 1889, Lesseps a dépensé tout ce qu'il a reçu des souscripteurs de ses emprunts, soit 400 millions de dollars (un milliard de francs) ; or un tiers seulement du canal est creusé. Le devis initial se montait en tout et pour tout à 600 millions… de francs ! En 1889, Philippe Bunau-Varilla présente un plan pour dynamiter les rochers sous l'eau[73].

Au même moment se joue un tout autre destin de Juif américain, porteur à sa façon si particulière de l'esprit bimillénaire des découvreurs : Salomon

Bibo, né en Prusse en 1853, rejoint en 1869 ses deux frères émigrés trois ans avant lui au Nouveau-Mexique. Ils travaillent d'abord tous les trois pour une autre famille de pionniers juifs, les Spielberg. Puis les trois frères s'installent dans un poste avancé pour faire du commerce avec les Indiens Navajos. Ils servent ensuite d'intermédiaires et de négociateurs entre les Indiens, les Mexicains et les Anglo-Saxons, et défendent les premiers quand les Blancs tentent de leur prendre leurs territoires. En 1882, Salomon Bibo établit un poste de commerce – l'éternel métier de courtier ! – chez les Indiens Acomas, apprend leur langue, étudie leur situation, comprend qu'ils sont exploités par les Blancs, passe de leur côté et devient leur négociateur. Il a alors vingt-quatre ans. En échange d'un bail de location des 94 000 acres cédées aux Indiens en 1877 par le gouvernement américain, il s'engage à protéger leurs terres et leur bétail et à exploiter leurs mines de charbon ; il leur versera un loyer annuel de 12 000 dollars, auquel s'ajouteront 10 dollars par tonne de minerai extraite. Le contrat fonctionne si bien que Bibo devient une sorte de chef indien. En 1888 – il a trente-cinq ans –, il est même reconnu par l'administration fédérale à Washington comme « gouverneur du peuple Acoma ». En 1889, il épouse la petite-fille du chef, la princesse Juana, qui se convertit au judaïsme. Il est officiellement le chef des Acomas. Onze ans plus tard, le seul chef indien juif de l'Histoire s'installera à San Francisco pour permettre à ses enfants de recevoir une éducation religieuse…

Un autre destin encore : Anton Oppenheimer – sans relation avec les fournisseurs de la cour de Vienne –, né en Bavière en 1840, émigré aux États-Unis en 1858, d'abord commerçant au Texas dans une petite ville nommée… Palestine, soldat dans l'armée des Confédérés du Sud, devenu marchand de bestiaux, puis propriétaire de terres, acquiert une société de commerce en gros qui prend en 1890 le nom d'American Hat and Shoe Company : énorme succès !

La Lehman Brothers est maintenant une très importante maison de négoce de matières premières, mais les Lehman ne vivent pas encore dans le même monde que les Seligman ou les Guggenheim, et encore moins dans celui des Schiff et des Warburg. Quand Emmanuel Lehman meurt, le pouvoir passe à son fils Philip et son neveu Arthur ; celui-ci épousera la fille d'Adolph Lewinsohn, patron d'une importante société minière américaine liée aux Seligman.

Les enfants de ces quelque cinquante grands banquiers sont alors élevés dans les meilleurs collèges protestants et font leur *bar mitsvah*. On ne parle plus l'allemand à la maison. Le tsar, dont on suit avec colère la politique antisémite, représente pour ces banquiers « l'ennemi de l'humanité », et ils ne détesteraient pas financer une révolution en Russie. Ils financent d'ailleurs les débuts du Bund à Vilna. Joueurs de squash, amateurs d'opéra, ils possèdent yachts, terrains de polo privés et chevaux de course[18]. Ils font des dons aux œuvres sociales, juives ou non, et s'occupent de près de l'éducation de leurs enfants. Quand ils partent pour l' Europe en bateau, les plus riches emmènent maître d'hôtel, femme de chambre et cuisinier. Chez eux s'entassent des Dürer, des Rembrandt, des Botticelli.

En 1892, le prince André Poniatowski, reçu chez les Seligman, décrit bien leur mode de vie : « L'argent en lui-même n'a pas de signification pour eux en dehors des affaires […]. Ils ne parlent que sport, littérature, art, spécialement musique, financent des œuvres et leurs partis politiques, et sont par-dessus tout dévoués à la vie de famille, avec une intensité qu'on ne trouve aujourd'hui que dans les provinces françaises […]. La vie de ces hommes, mis à part leur goût pour le sport, ressemble à celle des banquiers des vieilles maisons de Lyon[18]. »

Mais le calme ne dure jamais. L'année suivante, les Seligman sont atteints par un scandale.

En 1893, une panique boursière à New York entraîne, entre autres, la faillite de la compagnie de Lesseps. Elle doit interrompre le creusement du canal. 85 000 souscripteurs sont ruinés. Lesseps rentre en France, épuisé, pour affronter une enquête du Parlement. On découvre alors qu'il a corrompu des hommes politiques de premier plan et des journalistes célèbres pour masquer la vérité sur l'état d'avancement des travaux.

Comme le scandale met en cause, parmi d'autres complices, deux courtiers juifs (Cornelius Herz et Jacques Reinach), Drumont se déchaîne « contre ceux qui ont ruiné 85 000 souscripteurs », oubliant que l'escroquerie est essentiellement le fait de notables appartenant aux partis catholiques. Lesseps est condamné ; son fils Charles s'enfuit en Grande-Bretagne. On recherche un acquéreur pour le canal inachevé. Mise à prix : 100 millions de dollars.

En France, on ne renonce pas : le canal est devenu stratégique, parce que l'Allemagne a pris pied au Venezuela pour contrôler les mouvements de bateaux sur l'Atlantique. Malgré le scandale, une Compagnie nouvelle du canal de Panama est créée en 1894, l'année même du déclenchement de l'affaire Dreyfus, au moment où une enquête diligentée par le Congrès américain accuse J.P. Morgan et Seligman d'avoir gagné beaucoup d'argent en commissions de placement des emprunts français. On reproche en particulier à Jesse Seligman d'avoir proposé la présidence du Comité du Canal à l'ancien président Grant. Elle a finalement échu à R.W. Thomson, secrétaire à la Marine du président Hayes, qui a démissionné du gouvernement pour accepter le poste moyennant un salaire annuel exorbitant de 24 000 dollars ; sa présence rassurante a contribué à attirer des petits épargnants. Bien que la commission du Sénat, au terme de sa longue enquête, ne trouve absolument rien à reprocher à Jesse Seligman, celui-ci ne survit pas au scandale : il meurt quelques semaines plus tard, victime, comme son frère seize ans auparavant, d'attaques injustifiées.

Les autres Seligman décident de ne pas renoncer au projet de percement, toujours avec les Français et toujours à travers le Panama. Ils engagent une partie de l'équipe de la Compagnie nouvelle du canal de Panama[73] dont Philippe Bunau-Varilla. Après le scandale, il n'est plus question de chercher l'argent auprès du public ; il faut faire payer le contribuable. La bataille entre les deux projets se déplace alors devant le Congrès.

En novembre 1896, tandis qu'à Paris Bunau-Varilla aide à faire éclater la vérité sur l'affaire Dreyfus dans son journal *Le Matin*, à New York naît un autre grand journal : Adolph Simon Ochs rachète le *New York Times*, alors très modeste feuille, ne tirant qu'à 9 000 exemplaires. Né à Cincinnati en 1868 de Juifs émigrés d'Allemagne en 1848, devenu ouvrier imprimeur à onze ans à la *Knoxville Chronicle* puis au *Chattanooga Times*, Ochs prend à vingt ans le contrôle, moyennant 250 dollars, de cet obscur journal en faillite. En 1889, il épouse la fille du rabbin Wise de Cincinnati, l'un des fondateurs du judaïsme réformé aux États-Unis, qu'on verra jouer plus tard un rôle essentiel au sein de la communauté juive américaine. Ochs fixe les principes du journalisme éthique, au moment où Jo Pulitzer (avec le *World*) et William Hearst (avec le *Journal*) misent sur le sensationnel. Il installe l'indépendance de l'information par rapport à la publicité et à la ligne des éditoriaux. Le *Chattanooga Times* devient le quotidien le plus respecté du

sud des États-Unis. Pour lui, le judaïsme n'est qu'une religion ; il est hostile au sionisme qui vient d'apparaître et qu'il estime contraire aux valeurs juives. Le *New York Times* connaît rapîdement un fabuleux succès : son tirage passera de 9 000 exemplaires en 1896 à 780 000 en 1925.

En 1897, le Sénat confirme le choix de la route par le Nicaragua – aujourd'hui encore considérée comme celle qui aurait été techniquement la meilleure.

Affluent en Amérique, à ce moment, un million de Juifs russes qui fuient les pogroms de 1894. Leur arrivée bouleverse la structure du judaïsme américain : les trois quarts des nouveaux venus deviennent ouvriers dans les grandes villes ; ils fabriquent la plupart des vêtements du pays. Au lieu de 12 % il y a vingt ans, les deux tiers des Juifs américains sont à présent des ouvriers, comme les Italiens et les Irlandais qui débarquent en même temps que les Juifs russes. Ceux-ci sont toujours aussi mal accueillis dans les associations financées par les riches. La *Yiddish Gazette* indique par exemple en 1897 : « Dans les institutions philanthropiques des Juifs aristocrates allemands […] chaque réfugié est questionné comme un criminel. On le dégrade, il tremble comme une feuille, comme s'il se trouvait devant un fonctionnaire russe. »

Leur expérience ouvrière en Russie les propulse à la tête de nombreux syndicats autour de Samuel Gompers : ainsi Morris Hillquit, Meyer London, Sidney Hillman. Appuyés parfois par la bourgeoisie juive (Jacob Schiff, Louis Marshall, Henry Mesowitz), ils contraignent les patrons à accepter leurs principales revendications : semaine de cinquante heures, embauche préférentielle des ouvriers syndiqués, procédures de médiation. En 1900 est même créé le premier syndicat proprement juif : un syndicat de femmes travaillant dans l'habillement.

Les conflits entre les banques juives et celles des WASP (White Anglo-Saxon Protestants) deviennent aigus. En avril 1901, une bataille boursière oppose encore Morgan et Schiff pour le contrôle du financement des chemins de fer, en particulier la Northern Pacific Union – une « bataille des géants » que personne ne remporte.

Après l'assassinat, le 6 septembre 1901, du président McKinley, favorable au tracé nicaraguayen, remplacé par le vice-président Theodore

Roosevelt, plus incertain, commence une autre bataille entre les banques protestantes et juives pour le choix du tracé du canal : Morgan abandonne le camp des Seligman et mène campagne pour un financement public du projet nicaraguayen. En 1902, le Sénat penche pour le projet de Morgan quand une éruption du volcan Momotombo, au Nicaragua, suivie d'une autre – celle de la montagne Pelée, en Martinique –, modifie la donne. Trois jours avant le vote, Philippe Bunau-Varilla a l'idée d'envoyer à chaque sénateur américain un timbre du Nicaragua qui montre le Momotombo fumant[73]. Le Nicaragua est une terre volcanique – pas le Panama, où le canal ne serait pas menacé. Renversement : le Sénat vote en faveur de l'acquisition de la Société du canal de Panama par l'État américain. Même opération avec la Chambre des représentants, qui se prononce dans le même sens.

Tout n'est pas encore réglé : l'isthme de Panama fait partie du territoire colombien et le Parlement de Bogota, sous influence allemande, vient de voter contre une cession du terrain nécessaire à la poursuite du creusement. À moins de verser dix millions de dollars… Bunau-Varilla suggère alors aux Seligman de provoquer la sécession du Panama : moins coûteux que de corrompre le gouvernement et le Parlement colombiens ! Les Seligman versent donc cent mille dollars[54] – Bunau-Varilla, dans ses Mémoires[73], prétend les avoir versés lui-même – à un petit groupe d'indépendantistes panaméens dirigé par le docteur Amadon. Dans les bureaux new-yorkais de Seligman, Bunau-Varilla rédige la Déclaration d'indépendance et la Constitution de la nouvelle république. Il rencontre à la Maison Blanche le Président, Theodore Roosevelt, et lui demande s'il interviendrait au Panama pour protéger les vies et les intérêts américains au cas où une révolution y éclaterait. Silence consentant du Président. La révolution panaméenne éclate le 3 novembre 1903 ; la présence de l'*USS Nashville* dans la baie convainc les Colombiens d'accepter la sécession en décembre. Un traité est signé entre le secrétaire d'État Hays pour les États-Unis et Bunau-Varilla pour Panama ; il donne le canal pour un siècle aux États-Unis. La république de Panama est proclamée. Le docteur Amadon en devient le premier président. La France et les États-Unis le reconnaissent, et Bunau-Varilla est nommé… son ambassadeur aux États-Unis ! Apogée de la puissance des Seligman et vengeance posthume de Jesse, neuf ans après sa mort.

En 1903, Paul Warburg, le frère de Max, citoyen allemand pour quelques mois encore, publie un *Plan pour une Banque centrale* dans lequel il annonce de nouvelles crises bancaires en l'absence de contrôle du crédit : sur le modèle de ce que Ludwig Bamberger a créé en 1870 dans l'Empire allemand, il propose la mise en place d'une Banque centrale qui servirait de garantie mutuelle aux banques et dont seraient propriétaires à parts égales le gouvernement et les grandes banques privées. Seules une dizaine de banques fédérales régionales seraient encore autorisées à émettre de la monnaie gagée sur l'or, et contrôleraient les crédits des banques[18].

Mais personne, à Washington, n'attache d'importance au projet de ce riche banquier allemand qui ne réside que six mois par an à New York et passe le reste de son temps à Hambourg. L'économie explose et le contrôle des banques contrarierait trop d'intérêts.

Kuhn Loeb – que Jacob Schiff dirige maintenant avec un nouveau venu, Otto Kahn, fraîchement débarqué d'Allemagne –, finance désormais Westinghouse, US Rubber, Armour, ATT, et réorganise les chemins de fer.

Les banquiers juifs vivent et agissent toujours sous le contrôle des mêmes chefs de famille. Ainsi, chez Kuhn Loeb, Felix et Paul Warburg sont, à la banque comme à la maison, sous l'autorité sourcilleuse de Jacob Schiff, beau-père de l'un et beau-frère de l'autre. Chaque vendredi soir, les trois familles dînent ensemble au 932, Cinquième Avenue, où Jacob Schiff – il a maintenant cinquante-sept ans – a fait aménager une sorte de palais de quatre étages[18]. Jacob Schiff dit les prières en hébreu que la famille écoute en silence. On parle anglais, bien que tous les adultes présents soient d'origine allemande. Jacob Schiff est très engagé dans les œuvres sociales pour l'intégration des immigrés russes. Il fonde une nouvelle organisation caritative, l'American Jewish Committee (AJC), ainsi que le Séminaire théologique et le Herbert Union College ; il crée une division juive à la New York Public Library ; il finance une nouvelle traduction anglaise de la Torah ; il préside pendant trente-cinq ans le Montefiore Hospital de New York, où il se rend toutes les semaines. Il finance la Croix-Rouge américaine et milite pour l'intégration des Noirs, pour la gratuité de l'enseignement, pour les droits syndicaux et contre le travail des enfants. Mais l'essentiel de son combat concerne le sort des Juifs russes : en 1905,

après un pogrom à Odessa, il obtient que le président Theodore Roosevelt proteste personnellement auprès du tsar – en vain.

C'est alors que le Japon, frustré de ses conquêtes en Chine, attaque la Russie. Si, à la stupeur des Européens et des Américains, l'Empire du soleil levant se révèle être une puissance militaire moderne, il ne peut battre l'armée tsariste sans acheter des armes. Schiff accepte alors d'organiser pour lui un colossal emprunt de 200 millions de dollars. Il obtient le soutien des Warburg et des Morgan. Le placement est difficile, mais Jacob le réussit. Au même moment, il refuse de participer à un prêt organisé à Wall Street pour le compte de la France, car il craint que cet argent n'aille en définitive aux Russes, très emprunteurs à Paris à cette époque. La colère russe contre les financiers américains ne fait qu'aggraver les pogroms. Le 11 juillet 1906, alors que la guerre tourne à son avantage, le Japon lance à Londres un nouvel emprunt de 30 millions de livres sterling. Kuhn Loeb, à New York, et MM. Warburg, à Hambourg, le placent dans plusieurs autres banques. Cette fois, la demande est dix fois supérieure à l'offre : le sort des armes ne fait plus de doute.

La victoire du Japon est bientôt totale ; le traité de Portsmouth lui accorde des droits en Mandchourie, une partie de Sakhaline, des concessions en Chine et un protectorat sur la Corée. Max Warburg et Jacob Schiff deviennent alors les financiers attitrés du Japon. Schiff effectue même un voyage triomphal dans l'archipel, à la grande fureur des Russes. Pour la première fois, un empereur nippon invite à dîner à sa table un étranger non membre d'une famille régnante. La fille du négociateur japonais – lequel sera ensuite ministre des Finances, puis Premier ministre, avant d'être assassiné en 1936 – viendra vivre plusieurs années à New York chez les Schiff.

En 1906, Kuhn Loeb – où, pour la première fois, un associé non membre de la famille, Otto Kahn, devient très influent – importe encore des capitaux européens pour investir dans l'industrie américaine : on emprunte 48 millions de dollars en France pour financer la Pensylvania Railroad Union.

À l'automne 1907, la faillite de Knickerbocker Trust & Co. provoque la nouvelle crise financière qu'avait prévue Paul Warburg quatre ans plus tôt. Les banques sont accusées d'avoir gagné trop d'argent en accordant des

prêts inconsidérés et de n'avoir pas vu venir la panique. Le projet de Banque centrale de Paul Warburg – dont le frère Felix est un de ces banquiers accusés de laxisme – devient alors d'actualité.

Entre le 1er juillet 1908 et le 30 juin 1909, après de nouveaux pogroms, c'est la ruée : 540 000 Juifs de Russie arrivent en Amérique par familles entières, souvent très orthodoxes, apportant avec eux une riche et profonde culture yiddish. Les États-Unis hébergent maintenant la troisième population juive du monde avec – selon une estimation bien trop précise pour être exacte – 1 777 185 personnes, contre 5 215 805 en Russie et 2 084 591 en Autriche-Hongrie.

Le *melting pot* (expression créée à cette époque par l'écrivain juif anglais Israel Zangwill, dans une pièce dédiée à Theodore Roosevelt) fait de l'Amérique l'utopie où chacun vient « construire la République de l'homme et le Royaume de Dieu[460] ».

Le Gold Standard Act installe la suprématie du dollar. Comme à chaque fois qu'une nation se transforme en entrepôt de marchandises, elle devient peu après entrepôt de monnaies. Trente ans après sa prise de pouvoir industriel, l'Amérique, qui fait maintenant plus de profits qu'elle ne peut en investir chez elle, commence à prêter ses devises aux entreprises et aux autres États du monde. Les banques d'affaires américaines, qui continuent d'emprunter en Europe de quoi prêter à l'Amérique, commencent à opérer aussi en sens inverse. En 1910, Kuhn LoebLoeb et N.M. Rothschild mettent ainsi en place un crédit pour la République dominicaine, dont le remboursement serait garanti sur les droits de douane que perçoit celle-ci. Avant de décider d'y participer, Jacob Schiff télégraphie à Londres à Sir Ernest Cassell : « S'ils ne paient pas, qui ira chercher ces droits de douane ? » Cassell répond : « Vos Marines et les nôtres[18]. » La superpuissance militaro-financière n'est plus seulement britannique, l'Amérique est devenue impériale.

Cette même année 1910, Paul Warburg, à quarante-deux ans, devient enfin citoyen américain, laissant Max seul à Hambourg gérer la plus vieille banque juive du monde. L'Association des banquiers de New York soutient alors officiellement son projet. Un sénateur de Rhode Island, Nelson Aldrich – beau-père de J.D. Rockefeller Jr. que finance justement la banque

Kuhn LoebLoeb, dont Paul est l'un des associés –, président de la Commission monétaire nationale, s'intéresse à ses idées.

Les banques de Wall Street – au premier rang desquelles Kuhn Loeb, Lehman Brothers, Guggenheim, Seligman et maintenant Goldman Sachs, puis, plus loin et plus petit, Lazard – aident les entreprises à se financer par l'émission d'obligations ou d'actions ; en 1910, c'est le cas pour Underwood ; en 1911, pour Studebaker ; en 1912, pour F.W. Woolworth, puis pour Continental Can. Les noms de Goldman Sachs, Lehman, Kuhn Loeb et Guggenheim deviennent mythiques.

Un autre nom apparaît en 1910 : Salomon. Les trois frères – Arthur, Herbert et Percy Salomon – et un certain Benjamin Levy reprennent la petite société paternelle de courtage monétaire, sous le nom de « Salomon Brothers ». Ils commencent par financer les équipements de chemins de fer et la trésorerie des entreprises avant de faire de leur société l'une des premières firmes au monde spécialisées en émission d'obligations.

La suspicion envers les banques, juives ou non, s'accroît. Au début de 1912, une commission du Sénat, le Money Trust Investigation Committee, enquête sur les activités de Kuhn Loeb, J.P. Morgan, Kidder, Lee Higginson et la National City Bank. Certains États votent des lois instaurant un contrôle du crédit. En novembre 1912, le président Wilson, sitôt élu contre Taft et Theodore Roosevelt, demande à Paul Warburg de rédiger un projet de loi à partir de son livre. Présenté au Sénat par Robert Owen, et à la Chambre des représentants par un élu de Virginie, Carter Glass, le projet de Paul Warburg devient le Glass-Owen Act, qui crée les douze banques régionales de réserve et la Banque fédérale de réserve prévues par Paul. Wilson lui propose alors la présidence de la « Fed », la Banque fédérale de réserve ; Paul se sent encore trop allemand et n'accepte que la vice-présidence, sans qu'un autre président soit nommé. Benjamin Strong, gendre de John Pierpont Morgan – qui meurt cette même année –, est nommé président de la banque régionale de New York. Équilibre des pouvoirs, encore une fois, entre banques protestantes et juives.

Otto Kahn devient, après Jacob Schiff, l'homme le plus important de Kuhn Loeb. Il est plus influent que Paul Warburg, pris par la Banque fédérale, et que Felix, occupé à ses mondanités et à ses œuvres.

En 1913, Albert Strauss, premier associé de la banque Seligman à ne pas être membre de la famille, entre au conseil d'administration de la General Motors, alors en plein développement, comme Ford qui, lui, est antisémite.

Extraordinaire décalage entre cette poignée de milliardaires et les autres, la multitude des Juifs qui, en Russie, en Allemagne, en Autriche, en France, en Angleterre, au Maroc, en Turquie, en Algérie, survivent tant mal que bien, si souvent misérables et persécutés. Entre ceux qui se battent – y compris les armes à la main – contre le capitalisme. Et ce million et demi d'autres qui, arrivés aux États-Unis entre 1900 et 1914, sont restés concentrés pour l'essentiel à New York, dont ils représentent alors 28 % de la population. Ceux-là, il est vrai, ont à tout le moins réalisé les aspirations de la Révolution française : en finir avec le ghetto, trouver une terre de liberté.

Quelques-uns, beaucoup plus rares, regardent déjà vers une autre Terre promise.

La matrice du sionisme : premiers regards vers la Palestine

Contrairement à tous les mythes, la quasi-totalité des Juifs du monde, et surtout les plus riches d'entre eux, feront montre de scepticisme, voire d'hostilité vis-à-vis du projet sioniste quand il apparaît à la fin du XIX^{e} siècle. Ils finiront par se laisser convaincre de financer quelques colonies pour abriter des Juifs russes, mais pas plus qu'en Argentine ou au Canada : le projet sioniste n'est pas un projet de l'« argent juif », comme le dénonceront plus tard ses ennemis.

Tout commence en 1833 quand le pacha (gouverneur) d'Égypte, Méhémet-Ali, envahit la Palestine et la Syrie, et proclame l'égalité en droits de tous ses sujets. La Palestine est déjà un enjeu géopolitiquement stratégique, au moins pour les Anglais, sur la route de l'Inde. Aussi convoquent-ils en 1840 une conférence à Londres qui contraint Méhémet-Ali à restituer la Palestine aux Turcs en échange de l'hérédité du gouvernorat d'Égypte, transformée en 1841 en monarchie indépendante. Des Juifs continuent d'y travailler dans le commerce et la banque[235].

Pendant ce temps, l'Arabie côtière passe sous le contrôle de Séoud le Grand, qui étend l'empire wahhabite à toute l'Arabie avant d'être stoppé par Méhémet-Ali et les Égyptiens.

Les trois cent mille Juifs de l'Empire ottoman exercent tous les métiers ; ils peuvent même, maintenant, accéder à des emplois publics : fonctionnaires, directeurs d'administrations, juges, consuls. Ils sont désormais autorisés à porter le chapeau national, le *fez*, sans arborer de signe distinctif. Des figures de banquiers[235] et de marchands (Gabbaï, Adjiman, Carmona, Camondo) illustrent cette période de modernisation. Le banquier Camondo finance à Istanbul une école moderne ouverte où l'on enseigne en français, provoquant une crise avec le rabbinat. Ailleurs dans l'Empire, les Juifs sont presque tous très pauvres, menuisiers, fripiers, commerçants, parfois employés par les Turcs comme lointains fonctionnaires – ainsi au Maghreb jusqu'à l'arrivée des Français. En Syrie, en 1840, un grave incident : le consul de France les accuse du meurtre rituel d'un moine capucin ; beaucoup sont alors torturés et assassinés. Les survivants sont libérés par la Porte sous la pression internationale, mais le mythe s'installe durablement dans le monde arabe comme il le fut longtemps en chrétienté : les Juifs ont besoin de boire du sang humain.

En Palestine, (qui inclue alors l'actuelle Jordanie) leur sort est encore plus misérable. En 1845, s'ils sont encore majoritaires à Jérusalem (huit mille Juifs sur les quinze mille habitants), ils ne sont que trente mille sur tout le territoire pour cinq cent cinquante mille Arabes. Le 11 août 1850, Gustave Flaubert écrit dans ses *Carnets de voyage* : « La malédiction de Dieu semble planer sur la ville, ville sainte de trois religions qui crève d'ennui, de marasme et d'abandon[145]. »

Pendant ce temps, l'Arabie côtière passe sous le contrôle de Séoud le Grand, qui étend l'empire wahhabite à toute l'Arabie avant d'être stoppé par Méhémet-Ali et les Égyptiens.

Le premier banquier juif à se soucier du sort des Juifs de Palestine est un Juif livournais devenu gendre des Rothschild et baron anglais, Moses Montefiore. Devenu très religieux, il fait construire, en 1860, sa propre synagogue dans sa propriété de Ramsgate et ne voyage qu'avec son propre boucher. À côté des projets qu'il finance pour améliorer la situation des Juifs en Russie, en Pologne, en Roumanie et au Maroc, il s'intéresse à ceux

de Palestine, terre qui n'est pas, pour lui, d'une nature différente de leurs autres lieux de résidence. Il établit ainsi un village à Yemin Moshe, au pied des remparts de la vieille ville de Jérusalem – premier quartier *extra muros* –, pour aider des Juifs résidant alors en Palestine à vivre en autosuffisance. Pour en aider d'autres à devenir paysans, il achète les premières fermes juives : dix hectares de plantations d'orangers à Jaffa. Pas question encore d'aider à l'immigration d'autres Juifs.

En Europe et aux États-Unis, l'idée de la restauration d'un État juif n'occupe pas non plus l'esprit des communautés. Personne n'a oublié le rêve bimillénaire, mais peu de rabbins et d'intellectuels, et encore moins de marchands, l'évoquent et s'y consacrent. Sans doute certains – tel Moses Hess, en 1862, dans son livre *Rome et Jérusalem* – y ont-ils déjà songé, mais on n'en trouve de trace politique que dans une conversation entre deux chrétiens. En 1863, le président Abraham Lincoln confie à un étrange prêtre canadien, Henry Wentworth Monk – vivant à Jérusalem et convaincu d'être chargé par Dieu de recréer l'État d'Israël –, qu'il espère que les Juifs pourront « restaurer leur foyer national [*national home*] » en Palestine ; « c'est un rêve noble partagé par beaucoup d'Américains ». Puis il ajoute ce jeu de mots : « Comme mon médecin est un Juif qui m'a souvent remis sur mes pieds, je ne vois aucune raison de ne pas donner un coup de main [*a leg up*, littéralement “un coup de jambe«] à ses compatriotes. » Mais les communautés juives, pour leur part, n'y sont pas du tout préparées et la Palestine n'est encore à leurs yeux qu'une communauté parmi d'autres.

En Europe, l'état d'esprit est le même. Après avoir fondé de nombreuses écoles à Tétouan, Tanger, Bagdad, Istanbul, Andrinople, Smyrne, Salonique, Sofia, l'Alliance israélite universelle[88] créée, on l'a vu, à Paris en 1860 en ouvre une autre en 1873 près de Jaffa, à Mikve Israël, puis deux autres encore : à Motsa, près de Jérusalem, et à Petah Tikva. Mais, là encore, rien de spécifique, si ce n'est le rôle personnel joué par Charles Netter, l'un des fondateurs de l'Alliance, soucieux de promouvoir la Palestine. Les Juifs français, allemands et britanniques sont plus occupés à soutenir les trois millions de Juifs russes qu'à aider la Palestine ; et ils ne voient pas en celle-ci un refuge éventuel pour ceux-là.

Le premier projet cohérent d'État juif en Palestine est formulé en 1880 quand un Juif russe, Leo Pinsker, médecin à Odessa, publie à Berlin *L'Auto-*

émancipation. Il soutient en Russie la fondation – clandestine – de l'association *Hovévé Sion* (Les Amants de Sion), dont le but est « la résurrection politique, nationale et spirituelle du peuple juif en Palestine » et celle du mouvement étudiant *Bilu* (acronyme de *Beit Yaakov lekhu ve-neletha* : « Maison de Jacob, alors marchons »). L'un et l'autre organisent bientôt le départ d'Odessa vers Istanbul et la Palestine de trente mille Juifs russes, polonais et roumains. Pour l'essentiel, il s'agit d'étudiants idéalistes et inexpérimentés. Jaffa, porte d'entrée pour l'*Alya* (« Montée »), ne compte encore que quelques centaines de Juifs. L'arrivée de ces nouveaux venus double la population juive du pays, mais ils ne disposent d'aucun moyen matériel.

Après celle de Montefiore, la première aide significative apportée aux Juifs palestiniens vient, en 1882, du baron Maurice de Hirsch. Ce banquier à la fois allemand, belge, anglais et français, qui va financer un peu partout des projets d'assistance aux réfugiés, est très hostile à l'idée d'un État juif, qu'il juge farfelue. Si, en mars 1882, il achète à des Turcs 2 200 hectares de terres afin d'y installer des réfugiés, c'est pour lui un projet comme il en a d'autres dans une dizaine de pays.

Il s'agit d'un tour de force, car la quasi-totalité de la terre de Palestine appartient à l'État ottoman ou à quelques personnes privées vivant à l'étranger, en particulier à Damas et à Beyrouth. Toute acquisition suppose donc de longues démarches bureaucratiques auprès des autorités locales, hostiles à toute présence juive, et de non moins difficiles tractations avec des propriétaires. En juin 1882, le gouvernement ottoman tente d'interdire l'installation de nouveaux immigrants juifs, ainsi que tout achat de terre et toute construction. Interdictions vite contournées. Le baron de Hirsch fait construire sur ses terres les premières fermes privées, des *moshavot* : Rishon Lezion, Rosh Pina et Zikhron Ya'akov. Les premiers émigrants, peu familiarisés avec l'agriculture, commencent par drainer les marais, éliminer les pierres, créer des terrasses afin de rendre les parcelles cultivables et planter des eucalyptus. Des Juifs yéménites s'installent à Jérusalem comme ouvriers du bâtiment et travaillent dans les premières plantations de citronniers. Mais, faute de moyens, certaines fermes sont rapidement au bord de la faillite.

L'une des premières voix juives américaines favorables à la création d'un État juif se fait entendre l'année suivante, en 1883. C'est celle d'Emma

Lazarus, descendante d'une des familles du *Saint-Charles* débarquées à New York en 1654, la poétesse dont quelques vers sont gravés sur le socle de la statue de la Liberté. Pour elle, « la Palestine devrait être le pays des sans-patrie, un but pour les errants et un asile pour les persécutés d'une nation qui aura cessé de l'être[55] ».

En 1884, un an avant sa mort, le centième anniversaire du baron Montefiore est décrété jour de fête dans toutes les communautés juives du monde. L'autre grand mécène, Maurice de Hirsch, rencontre la tragédie : la mort de son fils unique, Lucien, en 1887. Il s'installe alors à Paris et se noie dans le travail. Il écrit : « J'ai perdu mon fils, mais pas mon héritier : l'humanité est mon héritière. » Il se lance dans un projet grandiose. En 1890, il organise la Jewish Colonization Association ; son objectif, on l'a vu, est l'émigration de 3 250 000 Juifs russes en Argentine en vingt-cinq ans. En Argentine, pas en Palestine.

Cette même année 1890, le débat sur le retour en Palestine gagne en intensité. Apparaît le mot « sionisme », inventé par un écrivain viennois, Nathan Birnbaum. En 1891, un écrivain russe, Asher Ginsberg, plus connu sous le nom d'Achad Haam, insiste sur l'importance de la laïcisation du judaïsme, d'un accord préalable avec la population arabe avant de parler de créer un État juif, et sur la nécessité d'attirer des intellectuels en Palestine. C'est le « sionisme culturel ». Aux États-Unis, la culture biblique et protestante conduit les dirigeants à établir sans cesse un parallèle entre l'Amérique et Israël, deux Terres promises. Et ainsi à s'intéresser au sionisme. En 1892, alors que les pogroms en Russie tournent au carnage, le procureur de la Cour suprême, le speaker de la Chambre des représentants, le révérend William Blackstone et le cardinal Gibbons présentent au président Benjamin Harrison et au secrétaire d'État James Blaine une pétition protestant contre le sort infligé aux Juifs de Russie et demandant que soit convoquée une conférence internationale « pour considérer la réclamation juive sur la Palestine, leur ancienne patrie, et promouvoir par tout autre moyen juste et adapté l'allégement de leurs souffrances […]. Pourquoi ne pas rendre la Palestine aux Juifs ? Selon la distribution par Dieu des nations, c'est leur patrie, inaliénable, dont ils ont été expulsés par la force. C'était un pays industrieux et cultivé, le centre d'une civilisation et d'une religion. Nous pensons qu'il est approprié de donner aux Juifs le droit au retour sur la terre dont ils ont été dépouillés par nos ancêtres romains ».

Aucun Juif américain en vue n'est à l'initiative de cette profession de foi sioniste de quelques-unes des plus hautes personnalités du pays.

La gloire d'avoir lancé le mouvement sioniste ne reviendra à aucun de ces précurseurs ni à aucun financier. Elle ira à Theodor Herzl, correspondant à Paris d'un journal viennois, la *Neue Freie Presse*. En 1895, frappé par la vague d'antisémitisme qu'entraîne le scandale de Panama et par le déclenchement de l'affaire Dreyfus, plus que par la situation russe, Herzl écrit *L'État des Juifs* (*Die Judenstaat*)[197], dont la conclusion renvoie à celle du livre de Pinsker rédigé quinze ans auparavant : la nation juive doit ressusciter sur un territoire, en Palestine si possible. Il propose la création d'une « compagnie juive » pour acquérir des terres *« over there »* (là-bas), sans préciser encore où se situe cet *« over there » ;* cette société de droit anglais, au capital de 200 millions de dollars, aurait pour mission d'acheter les biens laissés par les Juifs dans les pays qu'ils quitteraient et de les leur payer en liquide et en *terres « over there »,* où ils seraient orientés vers l'agriculture. La compagnie ferait ses profits en gérant et en revendant les biens achetés aux Juifs. Le capital de cette « compagnie juive » serait souscrit par des financiers juifs du monde entier, mais aussi par des « petits porteurs » juifs et des « petites banques » juives – afin de ne pas dépendre que des « gros banquiers », « qui pourraient rejeter le projet avec le sourire », voire par des actionnaires chrétiens « qui pourraient voir avec intérêt le règlement de la question juive et être attirés par la rentabilité du projet[197] ».

En fait, si Herzl apporte ces précisions, c'est qu'il sait ne pas pouvoir compter sur le soutien des financiers juifs, ni en Europe ni aux États-Unis. Ni Guggenheim, ni Rothschild, ni Seligman, ni Schiff, ni Warburg, ni Hirsch, ni Kahn, ni Goldman, ni Lazard, ni Oppenheim, ni Salomon ne sont prêts à financer un tel projet : pour eux, c'est une idée fantaisiste.

Le baron de Hirsch meurt en 1896. Sa Jewish Colonization Association continue tant bien que mal à transporter des Juifs russes en Amérique latine. Dans les trois ans qui suivent, son épouse, Clara, fait don de 15 millions de dollars, prélevés sur sa fortune personnelle, à des œuvres, juives pour la plupart, à New York, en Galicie, à Vienne, Budapest et Paris, puis elle lègue 10 millions de dollars à des fondations. Mais pas grand-chose pour la Palestine.

L'un des fils de James de Rothschild, Edmond-James, approché par Herzl, refuse lui aussi de participer au projet sioniste[286] ; mais, sollicité par les responsables du village de Rishon LeZion – qui dépend du mouvement sioniste Hoveve Zion au bord de la faillite –, il décide de le soutenir, de même que le village de Zikhron Ya'akov. Il va les visiter et revient enthousiaste, même si, comme Hirsch et Montefiore, il n'est nullement devenu sioniste.

En 1896, Theodor Herzl, sans se laisser décourager par ces premiers refus, rencontre toute une série d'autorités politiques pour leur soumettre son idée. Il discute même avec le nonce apostolique à Vienne de l'éventuelle extraterritorialité d'une partie de Jérusalem au cas où un État juif s'établirait en Palestine. Il veut rassembler ses principaux soutiens et tenir un congrès sioniste à Munich, mais l'opposition de la communauté locale le pousse à déplacer ce rassemblement à Bâle, ville où résident très peu de Juifs.

Le 29 août 1897, soit quelques semaines avant la fondation clandestine du Bund à Vilna, Herzl réunit à Bâle le premier Congrès sioniste mondial : deux cents participants de dix-sept pays rassemblés au casino municipal, dont soixante-neuf délégués d'organisations sionistes et divers invités à titre individuel. Chacun est venu à ses frais. Dix non-Juifs participent, sans droit de vote. Aucun financier juif important n'a accepté d'être présent. C'est une affaire d'intellectuels et de médecins.

Herzl expose son programme au sein d'un comité présidé par un de ses amis, Max Nordau, fils d'un rabbin de Budapest, devenu médecin à Paris en 1880. Selon ce programme le sionisme cherche pour le peuple juif une « patrie publiquement et légalement reconnue en Palestine ». Le congrès décide « la promotion de l'installation en Israël de fermiers, artisans et entrepreneurs juifs ; l'organisation et l'union des Juifs du monde, localement et internationalement, selon les lois de chaque pays ; le renforcement du sentiment national juif ; la préparation en vue d'obtenir le consentement des gouvernements, si nécessaire, pour atteindre les buts du sionisme ».

À l'incitation de Leo Motzkin, un mathématicien russe émigré à Berlin, de nombreux délégués demandent qu'on ajoute que le futur État juif doit être « reconnu par la loi internationale », et non simplement imposé. Autrement dit, qu'un accord soit trouvé avec les Arabes. D'autres voix s'y opposent. Une formule de compromis est trouvée : l'État devra être

« garanti par la loi publique ». On y parle de la nécessité d'un droit du travail exemplaire.

Herzl est élu président ; Nordau devient l'un des trois vice-présidents. Un comité est créé pour gérer le mouvement entre les congrès annuels. Chacun devra acquitter annuellement une cotisation d'un shekel équivalant symboliquement à un franc, un mark, un demi-dollar ou deux shillings.

En 1898, le II^e^ Congrès sioniste crée le Jewish Colonial Trust pour financer l'achat de terres en Palestine, sur le modèle du projet de « compagnie juive » de Herzl. Aucun grand financier juif, là non plus, ne s'y associe, et l'on ne collecte, par un appel aux petits donateurs de la communauté britannique, que 395 000 livres sur les 8 millions escomptés. Nouvel échec financier d'un projet sioniste. Pour la première fois, un groupe de socialistes demande à être associé à la direction du mouvement.

Herzl propose au sultan ottoman d'effacer la dette extérieure de la Sublime Porte en échange de la souveraineté juive sur la Palestine. Aucun des banquiers créanciers ne l'a pourtant autorisé à négocier en leur nom une telle offre… qui est refusée.

Au III^e^ Congrès, réuni en 1899, toujours à Bâle, Herzl rend compte de ses rencontres à Berlin, Constantinople et Jérusalem. Il s'efforce d'éviter une discussion sur la nature de l'identité juive et sur celle de l'État à construire, de crainte qu'elle ne provoque une scission entre religieux et laïcs. On discute du point de savoir s'il faut se concentrer sur une action diplomatique « un peu illusoire », comme celle de Herzl, ou s'il faut développer des implantations « concrètes », comme le fait Rothschild, hors du mouvement sioniste. On reproche à Herzl de ne s'intéresser qu'aux personnalités qu'il rencontre, et non à l'organisation pratique du mouvement. On décide alors que le Jewish Colonial Trust affectera les fonds qu'il pourra collecter exclusivement aux achats de terres en Palestine et en Syrie. Le *« over there »* désigne désormais la Palestine.

Sur le terrain, les non-sionistes restent plus efficaces que Herzl. Edmond de Rothschild regroupe les colonies qu'il finance avec celles de la Jewish Colonial Association fondée par le baron de Hirsch. Il en prend la direction, développe Zikhron, Ya'akov, Rishon Lezion, et, sans le savoir, fixe les limites septentrionales du futur pays par les villages de Rosh Pina et de

Metulla, et par contrôle des sources d'eau proches du fleuve Litani. Passionné, le baron se pique au jeu, achète des terres, aide à les viabiliser, favorise la naissance d'une petite industrie juive ; il contrôle de très près le fonctionnement économique de ces colonies, qui emploient maintenant des travailleurs arabes, plus expérimentés, et il installe à Jaffa une administration pour les contrôler, à la grande colère des colons[286].

On ne dénombre encore que 85 000 Juifs en Palestine (sur dix millions dans le monde), pour plus d'un demi-million d'Arabes, Transjordanie comprise. Difficile d'imaginer un État dans de telles conditions. Tout l'argent du monde n'y changerait rien. D'ailleurs, il fait défaut.

En 1900, le IVe Congrès sioniste se tient à Londres ; le but est d'attirer à la fois l'attention de l'opinion publique de la première puissance du monde et l'argent de la florissante communauté juive britannique. On discute de la piètre situation économique des exploitations agricoles créées en Palestine. On passe des heures à évoquer un projet de mouvement sportif, le Maccabi ; les orthodoxes, conduits par le rabbin Yitzak Yaakov Reines, protestent contre cette perte de temps ; ils réclament que l'on se concentre sur les questions politiques et sur le financement de l'achat de terres nouvelles. Là-dessus, toujours rien : l'échec est total.

Le Ve Congrès, réuni en 1901 à Bâle, décide, pour pallier l'échec du Jewish Colonial Trust, de créer une organisation chargée de collecter auprès des masses juives les fonds nécessaires à l'achat de terres : le *Keren Kayemeth Le-Israël* (KKL), ou Jewish National Fund. Un groupe dirigé par Leo Motzkin, Martin Buber et Chaïm Weizmann demande que soit adopté un programme de promotion de la culture juive dans la Diaspora, pour inciter au retour à Sion. Il réclame aussi plus de démocratie dans le mouvement. L'Organisation sioniste permanente, basée à Vienne, se renforce. Les congrès ne se tiendront plus, désormais, que tous les deux ans.

Sur le terrain diplomatique, aucun progrès. Personne, à Istanbul, n'entend céder la Palestine. Alors, sans aucun mandat, Herzl change de stratégie : en 1901, il évoque avec le sultan Abdul Hamid II l'idée d'installer les Juifs à Chypre, et non plus en Palestine. L'autre ne répond pas : c'est le vieux projet de Joseph Ha Nassi, celui qui jadis contribua à la terrible défaite de Lépante…

Les Anglais, soucieux de protéger leurs lignes de communication avec l'Inde et de veiller sur le canal de Suez, sont, eux, de plus en plus intéressés par la Palestine. En outre, alors que les navires commencent à utiliser le mazout, Londres éprouve un regain d'intérêt pour le Proche-Orient : en 1901, William d'Arcy obtient une concession pour l'extraction du pétrole d'Irak et d'Arabie. Abd el-Aziz Ibn Saoud prend le pouvoir en Arabie et reprend Riyad aux Turcs. Toute la politique mondiale ne va pas tarder à tourner autour de ces gisements d'or noir. Le sort de la Palestine, et du sionisme, en dépendra très largement.

En 1902, Herzl est reçu par la Commission royale sur l'immigration étrangère et par Joseph Chamberlain, secrétaire d'État britannique aux Colonies, qui lui propose d'établir une colonie à El-Arish, dans le Sinaï qui appartient alors à l'Égypte (elle-même sous tutelle britannique depuis 1882). Herzl évoque l'Argentine et Chypre.

Au même moment, un parti religieux, le Mizrahi, se constitue à Vilna pour revendiquer la « Terre promise ». Le Bund et le Mizrahi sont nés dans la même ville, mais leurs objectifs diffèrent radicalement : l'un veut des droits pour les Juifs en Russie ; l'autre, en Palestine. Une jolie boutade dira que ce qui distingue les bundistes des sionistes, c'est seulement… le mal de mer !

En 1903, le gouvernement britannique propose officiellement à Herzl une implantation des Juifs… en Ouganda, « dans des conditions qui devraient leur permettre de respecter leurs coutumes nationales ». Malgré l'absurdité du lieu choisi, c'est une victoire pour Herzl : il voit reconnaître par la superpuissance de l'heure la légitimité de sa revendication nationale.

Cette même année, le Jewish Colonial Trust parvient à créer à Londres une petite filiale, l'Anglo-Palestinian Company, avec seulement 50 000 livres sterling de capital. Première banque juive, pour la Palestine : personne ne connaît encore parmi les dirigeants le projet ougandais.

Scandale : en 1903, Herzl présente aux délégués du Congrès sioniste le projet d'un foyer juif en Ouganda. Solution d'urgence et temporaire pour les Juifs de Russie, plaide-t-il, reconnaissance du droit national qui n'implique pas de renoncer au but ultime du sionisme : la Palestine. Surprise horrifiée, tempête ! Les Juifs russes se montrent les plus hostiles. Max Nordau,

principal confident de Herzl, défend, avec d'autres, le projet de son ami. Quasi-scission. Un vote (295 pour, 178 contre et 98 abstentions) décide d'envoyer une simple mission d'observation en Ouganda pour ne pas indisposer les Britanniques, mais sans s'engager à rien.

En 1904, le KKL, créé deux ans auparavant, réalise les premières acquisitions sionistes – très modestes – de terres en Judée et dans la région de Tibériade.

Toujours en 1904, le pape Pie IX refuse de soutenir le mouvement sioniste. Ultime déception pour Herzl, qui meurt le 3 septembre, épuisé, à l'âge de quarante-quatre ans.

L'écrivain britannique Israel Zangwill, inventeur du mot « sionisme[460] », prend alors la tête du mouvement. Les principaux dirigeants écartent le projet ougandais ; on en revient à la seule Palestine, sur la base du slogan « Une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». Certains, pourtant, ne renoncent pas à établir d'autres refuges hors du Moyen-Orient. Zangwill lui-même dit qu'il accepterait un territoire n'importe où, même en Ouganda, pour les Juifs martyrs de Russie. On parle du Canada, de l'Australie ; des délégations sont envoyées en Irak, en Libye, en Angola. Jacob Schiff – qui n'est toujours pas sioniste – finance l'installation de 9 300 Juifs russes à Galveston, au Texas.

En 1905, le VII[e] Congrès, qui se tient à nouveau à Bâle, exclut définitivement toute implantation du futur État hors de la Palestine ou de ses voisins immédiats. Israel Zangwill démissionne alors et crée la Jewish Territorial Organization, qui reprend le projet ougandais. Impasse : Nordau refuse de lui succéder, et c'est David Wolffsohn qui hérite du poste. Les bureaux de l'Organisation sioniste sont transférés de Vienne – dont le maire est jugé par trop antisémite – à Cologne, où ils sont bien accueillis. On avait attendu la mort de Herzl pour le faire. Il y a alors 85 000 Juifs en Palestine.

En 1907, le VIII[e] Congrès se tient à La Haye, en même temps que le Congrès international pour la paix. Un ingénieur chimiste russe devenu anglais, dont on a déjà parlé, Chaïm Weizmann, devient le principal porte-parole du mouvement. Les « pragmatiques », qui soutiennent que seule l'ampleur des implantations permettra d'être reconnu par les grandes puissances, l'emportent : l'Organisation sioniste ouvre enfin un bureau de

liaison à Jaffa. Arthur Rupin est nommé à sa tête premier responsable sioniste à venir vivre en Palestine. Remarquable administrateur, ayant étudié le droit et l'économie, Rupin est partisan d'un État binational, juif et arabe. Il crée des villages, transforme des étudiants en paysans, des paysans en entrepreneurs, et organise des cours de formation agricole dans des fermes spécialisées.

À la suite de nouveaux pogroms, arrive par mer la première vague d'immigrés russes en Palestine. Ils sont quelque cinq mille : nombre dérisoire, comparé aux cinq cent mille qui affluent au même moment aux États-Unis. Ce sont surtout des jeunes aux idées aussi socialistes que celles de ceux qui ont préféré suivre Lénine : parmi eux, David Ben Gourion, Moshe Sharet, Yitzhak Ben Zvi.

Les nouveaux venus participent à la création d'une trentaine de villages. Au lieu de faire appel à des Arabes salariés, ils mettent sur pied en 1907 une organisation d'autodéfense, Bar-Giora. Leur priorité est de créer un mouvement socialiste. Arrive d'Odessa un autre dirigeant sioniste au projet simplement nationaliste, Vladimir Jabotinsky.

Mais leurs ressources financières sont très insuffisantes ; les pionniers s'enlisent. Sur les quinze mille Juifs russes débarqués alors en Palestine, la moitié repartent au bout de quelques années et rejoignent en Amérique le million et demi qui s'y sont rendus directement.

À Londres, Menahem Oussichkine, Chaïm Weizmann, Nahum Sokolov et, à Jaffa, le Mouvement des travailleurs en Palestine accusent le président de l'Organisation sioniste, Wolffsohn, établi à Cologne, d'abandonner les pionniers à leur sort.

Cette année-là (1907) est créé en Palestine Ha-Shomer Hatsair, organisation juive d'autodéfense. On voit apparaître à Jaffa et à Jérusalem des journaux en hébreu, des partis politiques, des organisations de travailleurs agricoles. De nouveaux quartiers sont construits à Jérusalem. Jaffa compte maintenant cinquante mille habitants, dont dix mille Juifs.

À Istanbul, la révolution des Jeunes Turcs – appuyée par de nombreux Juifs turcs – ouvre en 1908 un espoir tant pour les Arabes que pour les Juifs de Palestine. Le sultan abdique en 1909 ; son fils Abdul Hamid III lui

succède, mais sans plus guère de pouvoirs. L'égalité des droits est reconnue à tous, sauf aux Grecs, aux Arméniens et aux Juifs.

En avril 1909, Rupin, patron de l'Organisation sioniste en Palestine, regroupe soixante familles au sein d'une association, Ahouzat Bayit, et achète un terrain sur la côte, près de Jaffa. Les lots sont tirés au sort ; le quartier s'appellera Tel-Aviv. Cette même année, il crée aussi le premier *kibboutz* (communauté), Degania, au bord du lac de Tibériade. C'est un village sans hiérarchie, sans propriété, sans argent. Le théoricien de cette utopie est Aron David Gordon, intellectuel socialiste né en 1856 en Russie, arrivé en Palestine en 1904. Pour lui, seuls le retour à la nature et l'élimination de l'argent permettront de changer la destinée des Juifs. Avant de pouvoir bâtir une nation entière sur ces principes, il propose de construire des communautés – des *kibboutzim* – fondées sur la propriété conjointe de la terre et de tous les biens, l'égalité absolue des membres, l'éducation collective des enfants et l'absence d'argent. La plupart des premiers *kibboutzim* seront aménagés selon le même plan : un château d'eau, des baraquements, des terres, une salle à manger, une bibliothèque, une épicerie, une laverie, des étables pour les animaux. Une assemblée générale des membres vote le budget et approuve l'admission de nouveaux membres. Un secrétaire, responsable de l'ensemble, est élu en même temps qu'un trésorier et un coordinateur du travail. Les femmes réclament de faire le même travail que les hommes ; aucun salarié extérieur, ni juif ni arabe, n'est admis. L'éducation des enfants repose sur la vie collective, jusqu'à leur rencontre du monde extérieur avec l'université.

Au Congrès sioniste de 1911 – où, pour la première fois, une session se tient en hébreu – est défini un programme de création d'autres *kibboutzim*. Beaucoup expliquent que le *kibboutz* n'est que le modèle réduit du futur État juif, d'où l'argent sera banni. Shlomo Kaplansky soulève encore la question des relations avec les Arabes. Otto Warburg, parent éloigné des banquiers, remplace David Wolffsohn à la tête de l'Organisation.

En 1912, à l'issue de la première guerre balkanique, la Grèce récupère Salonique, peuplée pour plus de la moitié de Juifs d'origine espagnole. Commencent hellénisation, discrimination et déjudaïsation.

En 1913, le XI^e^ Congrès sioniste se tient à Vienne, ancien siège de l'Organisation, où le judaïsme intellectuel est triomphant. On discute de la

création d'une université hébraïque à Jérusalem.

En 1914, l'Anglo-Persian Oil Company (APOC), fondée cinq ans avant, passe sous le contrôle de l'Amirauté britannique, qui a décidé d'employer le mazout pour la propulsion de ses navires. Le pétrole irakien et iranien commence à jaillir en abondance.

Au total, quarante mille Juifs ont émigré en Palestine de 1904 à 1914, la plupart originaires de Russie ou d'Autriche-Hongrie. Les Juifs américains ne s'intéressent toujours pas au mouvement sioniste. Et l'aide financière des communautés du reste de la Diaspora est si faible que plus des trois quarts des émigrants repartent, spécialement vers l'Amérique. En 1914, il ne reste que quatre-vingt mille Juifs en Palestine sur un total mondial d'environ onze millions et demi (soit près du triple de leur nombre au début du XIX^{e} siècle).

On connaît le détail de la répartition de ces onze millions et demi : en effet, du 16 septembre 1909 au 3 octobre 1910 est tenté un premier dénombrement – évidemment très approximatif – du judaïsme mondial par l'*American Jewish Year Book*[470] pour l'année juive 5670. Les Juifs sont installés pour plus de la moitié en Europe de l'Est et pour un huitième aux États-Unis. Pour plus de 70 % d'entre eux, ils vivent dans trois pays : Russie (5 215 800), Autriche-Hongrie (2 084 600) et États-Unis (1 777 200). Le reste est regroupé pour l'essentiel en Europe (20 %) : Allemagne (607 900), Grande-Bretagne et Empire britannique (380 800), Roumanie (250 000), Pays-Bas (160 000), France (158 000, dont Algérie : 63 000), Italie (52 000), Bulgarie (36 455), Suisse (12 000), Belgique (12 000), Grèce (8 000), Serbie (5 500), Danemark-Suède (4 000), Espagne (2 500), Luxembourg (1 200), Crète (1 000), Norvège (642). En Islam, ils ne sont plus que 7 % du total : Empire ottoman (464 000), Maroc (110 000), Tunisie (62 600), Perse (49 500), Égypte (38 600), Libye (18 600), Turkestan-Afghanistan (14 000), Abyssinie (3 000). L'Amérique latine et l'Asie ne représentent que 0,5 % du total : Argentine (30 000), Mexique (9 000), Brésil (3 000), Cuba (4 000), Surinam (1 158), Curaçao (1 000), Pérou (500), Venezuela (411), Costa Rica (43). La Chine et le Japon en comptent 2 000, pour la quasi-totalité établis à Shanghai.

Au total : 11 530 000 Juifs, dont plus de 90 % en terre chrétienne. Signe des temps : la Palestine n'est même pas distinguée, dans le décompte, du

reste de l'Empire ottoman !

En un siècle, cette répartition géographique s'est énormément modifiée. Le peuple juif n'est plus paysan en Pologne, mais ouvrier en Russie et en Amérique. Parmi les Juifs, quelques-uns sont d'exceptionnels innovateurs. Ils ne sont plus seulement dénoncés comme les agents plus ou moins involontaires de tous les malheurs du monde, ou comme de cupides accapareurs, des usuriers, des parasites, mais aussi comme les organisateurs explicites et conscients de leur prise de pouvoir sur l'économie de la planète.

4. La loi du nombres

La mort des empires

Quand, le 3 août 1914, le *Cristobal*, avec à son bord Philippe Bunau-Varilla, inaugure la mise en service du canal de Panama, l'événement passe totalement inaperçu : le même jour éclate la Première Guerre mondiale.

Pas plus que les autres, les Juifs ne disposent de moyen d'enrayer le cours de la tragédie qui commence. Soupçonnés de trahison par les Russes, les Polonais, les Allemands, les Autrichiens, les Anglais, les Français, ils sont indifféremment accusés d'avoir déclenché le conflit en vendant des armes à tous les belligérants, de s'enrichir avec la guerre et de prôner le pacifisme. Un spécialiste de l'histoire de l'impérialisme, le Britannique O.R. Hobson[202], ira même jusqu'à écrire que « la maison Rothschild jouait en France un rôle plus important que tout autre gouvernement étranger[202] » et qu'« il n'y aurait pas eu de Grande Guerre si Rothschild s'y était opposé[202] »… Odieuse mythologie ! Ils ne jouent en fait aucun rôle particulier dans le financement de cette guerre[395].

En réalité, on trouve évidemment des Juifs dans tous les camps parce qu'ils soutiennent, comme presque toujours, les pays dont ils sont les citoyens ; ils sont même pour la plupart des patriotes enflammés. En Allemagne, cent mille Juifs partent au front, y compris des Juifs polonais

enrôlés après l'avancée des troupes du Kaiser à l'est ; d'autres se trouvent dans l'armée austro-hongroise. En Angleterre, cinquante mille Juifs sont enrôlés dans l'armée, dont un régiment d'émigrés juifs russes, le 38e bataillon royal de fusiliers. Dans l'Empire ottoman, une grande partie de la population juive se mobilise en faveur du gouvernement, allié à l'Allemagne. En Russie, on compte plus de trois cent cinquante mille Juifs dans l'armée du tsar. James, le fils d'Edmond de Rothschild, combat dans l'armée britannique ; Eric, le fils de Max Warburg, sert dans l'armée allemande ; Jimmy, le petit-fils de Paul Warburg, se battra bientôt dans l'armée américaine.

De même pour l'industrie de guerre : en Allemagne, Walther Rathenau dirige la politique de répartition des matières premières. En France, à côté de Georges Mandel, qui entre dans le cabinet de Clemenceau, un jeune ingénieur juif, issu d'une famille orthodoxe, Marcel Bloch, futur Marcel Dassault, invente une nouvelle hélice et fabrique en 1917 un biplace révolutionnaire, le SAE-4, dont l'armée fait un usage immédiat ; un autre ingénieur, André Citroën, abandonne ses engrenages à chevrons pour construire des usines d'obus et réorganiser le service des munitions, puis le service postal. En Grande-Bretagne, encore un autre ingénieur juif, par ailleurs porte-parole du mouvement sioniste, Chaïm Weizmann, découvre une nouvelle façon de produire de l'acétone, solvant indispensable à la fabrication d'explosifs, et devient directeur des laboratoires de l'Amirauté. En Allemagne, un très grand nombre de savants juifs se mettent au service de l'effort de guerre du Reich.

Les financiers juifs sont tout aussi nationalistes : Max Warburg place des emprunts de guerre allemands et finance l'industrie de guerre du Kaiser. Il note dans son journal intime : « Jamais notre destin financier n'a été aussi étroitement lié à la destinée politique de l'Allemagne. […] Il n'est probablement pas une seule banque privée allemande qui ait garanti plus d'emprunts en faveur de l'Empire allemand que nous ne l'avons fait. […] Nous avons contribué à financer la guerre, notamment en donnant notre garantie pour des achats aux pays neutres[18]. » À Londres, la communauté et les banques juives sont à fond derrière leur gouvernement, tout comme le sont les Français, tels les Rothschild ou Horace Finaly à la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Les Juifs américains s'accordent avec tous les autres pour considérer que le seul pays à combattre est la Russie tsariste. Pour le reste, ils sont divisés. Certains se déclarent nettement pro-allemands, tel Otto Kahn, le principal associé de Kuhn Loeb. Jacob Schiff – alors âgé de soixante-huit ans – est lui aussi pro-allemand parce qu'il pense que les Anglais financent directement ou indirectement la Russie. C'est également le cas de Henry Goldman. D'autres, tel Samuel Sachs, choisissent au contraire le camp franco-britannique et cessent de financer toute transaction avec l'Allemagne et ses alliés. Les Sachs n'adressent plus la parole aux Goldman. Felix Warburg hésite : un de ses frères conseille le Kaiser ; un autre dirige la Banque fédérale des États-Unis !

Peu à peu, Felix Warburg et Otto Kahn se rangent du côté des Alliés. Pas Schiff, qui propose de démissionner de Kuhn Loeb – ce qui lui est refusé. Les autres s'aligneront au bout du compte sur la position du gouvernement américain et se mobiliseront pour vendre les bons de guerre émis par Washington ; ils créeront ainsi, à l'échelle du continent, d'énormes réseaux de vente qui placeront ces bons à marche forcée, inventant par là des techniques utilisées ensuite pour placer *ad nauseam* des titres d'entreprises américaines.

En novembre 1914, Felix Warburg, opposé à cette guerre fratricide, se fait élire trésorier de l'American Jewish Relief Committee, qui regroupe toutes les organisations américaines d'aide aux Juifs d'Europe, de quelque côté des tranchées qu'ils se trouvent. Une agence, le Joint Committee, enverra des fonds aux communautés victimes de la guerre.

Tandis que le conflit s'enlise – et que la Grande-Bretagne accumule les emprunts auprès des banques américaines –, en Arabie le colonel Lawrence promet à Fayçal, chérif de La Mecque, d'en faire le souverain d'un grand pays arabe englobant la Palestine, s'il l'aide à hâter l'effondrement de l'Empire ottoman. Aussi, en mai 1916, pendant qu'à Verdun l'armée française fait, seule, face aux Allemands, à Londres Georges Picot signe avec Sykes un accord de partage du Levant : Paris s'adjuge une petite zone d'influence en Syrie, au Liban et dans la région de Mossoul ; aux Britanniques resteront l'Irak et l'Iran, où se trouvent la plupart des gisements de pétrole connus. Quant à la Palestine, elle demeurera soumise à un statut spécial, à décider : on ne révèle à personne les promesses faites à Fayçal par Lawrence. Il sera toujours temps de leur dire qu'elle doit devenir arabe.

En avril 1917, craignant que l'Allemagne ne prenne le contrôle de l'Atlantique – peut-être aussi redoutant que l'asphyxie de la Grande-Bretagne qui s'ensuivrait ne lui interdise de rembourser ses emprunts –, les États-Unis entrent enfin en guerre. On trouve alors des milliers de Juifs parmi les soldats américains au front, dont Jimmy, le fils de Paul Warburg, engagé dans les Marines après ses études à Harvard.

Jacob Schiff s'éloigne de Kuhn Loeb qui, sous la direction d'Otto Kahn, devient à partir de 1917 l'ennemi irréductible de l'Allemagne, organisant les levées de fonds pour la Grande-Bretagne et la France, et poussant les neutres à refuser de prêter à Berlin. On raconte que le Kaiser aurait alors déclaré : « Il est plus important d'éliminer Otto Kahn que le président des États-Unis ou le général Pershing[54]. » Une flotte de sous-marins prend d'ailleurs en chasse le navire sur lequel il se trouve pendant un voyage à destination de l'Europe.

En juin, c'est à l'État allemand de ne pouvoir faire face à ses dettes de guerre. Et comme – grâce aux pressions d'Otto Kahn, entre autres – personne ne lui accorde de nouveaux prêts, le Kaiser s'adresse à la Banque centrale qui actionne la planche à billets ; l'inflation, jusque-là contenue, explose. Max Warburg insiste alors auprès du Kaiser pour qu'on tente à nouveau de lancer des emprunts à long terme auprès de pays neutres, y compris sous condition d'abandons territoriaux. Son plan est écarté. Le 6 juillet 1917, devant le Reichstag, il prédit l'échec de la guerre sous-marine et annonce la défaite allemande par effondrement de l'économie.

Pendant ce temps, les troupes britanniques du général Allenby progressent vers la Palestine avec l'aide arabe et grâce aux manœuvres de Lawrence d'Arabie. Le mouvement sioniste n'entend pas laisser la maîtrise de Jérusalem aux alliés arabes de Londres. Le 4 juin 1917, en réponse à une lettre de Lord Rothschild, le secrétaire général des Affaires étrangères en France se déclare favorable à l'établissement en Palestine d'une « nationalité juive ». En août, Chaïm Weizmann et Lord Rothschild, dirigeants de l'Organisation sioniste mondiale, fondent un Comité anglo-palestinien, qui interroge le ministre britannique des Affaires étrangères, Lord Balfour, sur ce qu'il compte faire de la Palestine après la guerre. D'intenses tractations[7] suivent l'envoi de cette lettre pour obtenir une réponse favorable avant que les troupes britanniques n'entrent en Palestine.

Le 2 novembre 1917, Lord Balfour écrit à Lord Rothschild, président de la British Zionist Federation, la lettre attendue depuis deux mois, espérée depuis vingt ans, rêvée depuis vingt siècles, et dont les termes ont été soigneusement négociés :

« Cher Lord Rothschild, « J'ai le grand plaisir de vous adresser, au nom du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration suivante de sympathie à l'adresse des aspirations sionistes, déclaration soumise au cabinet et approuvée par lui. Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays. « Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste.

« Arthur James Balfour. »

Si Lord Rothschild est le seul destinataire de la lettre, c'est que Weizmann n'avait pas été associé aux premières démarches et à la rédaction du premier projet de lettre. Cette missive arrive juste à temps : quelques semaines plus tard, l'armée britannique d'Allenby s'empare de Jérusalem, mettant fin à quatre cents ans de domination turque sur la ville. La Palestine tombe de fait sous mandat britannique. N'y vivent que 56 000 Juifs et 600 000 Arabes (Transjordanie incluse). La France et l'Italie – alliées de Londres dans la guerre – approuvent aussitôt la déclaration de Balfour pour ne pas laisser la question d'Orient sous le seul contrôle britannique.

Le 26 novembre 1917, moins d'un mois après la prise de pouvoir par les bolcheviks, la Russie de Lénine demande l'armistice. Le 3 mars 1918, les Russes conduits par Trotsky signent la paix à Brest-Litovsk en faisant de très larges concessions territoriales. L'Empire allemand croit alors bénéficier d'un répit, voire d'une perspective de victoire. Il entre en fait en agonie.

En avril, Otto Kahn, qui s'est fait, au nom des banquiers, l'organisateur du blocus financier de l'Allemagne, est reçu en France comme un héros. Il dîne avec Clemenceau, qui le désigne comme « le plus grand Américain

vivant », visite le front et informe les Alliés qu'il a appris – par une indiscrétion du roi d'Espagne, Alphonse XIII, qui l'a reçu à Madrid – qu'une révolution communiste menace en Allemagne[54]. La nouvelle est d'importance : la victoire peut être acquise à l'arrière avant de l'être au front.

En juin 1918, lors du renouvellement de son mandat, Paul Warburg propose au président Wilson de quitter la vice-présidence de la Banque fédérale pour ne pas la laisser, après l'entrée en guerre des États-Unis, aux mains d'un ex-citoyen allemand[18]. À sa grande surprise, cette démission est acceptée. Amer, il revient chez Kuhn Loeb. Ce jour-là, le *New York Times* écrit que « nul plus que lui, dans sa modestie, ne pourrait prétendre au titre de fondateur du Système fédéral de réserve[18] ». En août 1918, après sept mois d'hésitations, le président Wilson approuve la déclaration de Lord Balfour.

À Berlin s'accélère la déroute, pour l'heure plus politique que militaire. Au début d'octobre, le Kaiser appelle le prince Max de Bade à la Chancellerie, et propose à Max Warburg le poste de ministre des Finances. Celui-ci refuse : dans sa famille, on n'est pas ministre. Le 5 novembre, un comité révolutionnaire prend le pouvoir à Hambourg ; le prestige de Max Warburg est tel que ce comité, après l'avoir pris en otage et pressé de dire où se trouve l'argent de la ville, protège sa famille, l'invite à déjeuner et écoute ses conseils[18]. Guillaume II abdique et part en exil aux Pays-Bas. Albert Ballin, l'ami juif du Kaiser et de Max, fondateur de l'Hamburg American Line, l'un des plus grands industriels allemands, se suicide de chagrin devant la défaite de son pays.

Les États-Unis sont désormais la plus grande puissance du monde. Premiers producteurs de blé, de charbon et d'acier, ils détiennent la moitié de l'or de la planète. Le dollar est la seule monnaie encore vraiment convertible en or. La livre a fait son temps.

Le nouveau chef du gouvernement allemand, Friedrich Ebert, demande à Max Warburg de diriger à Paris la délégation financière aux négociations du traité de paix[223]. Son frère Paul Warburg fera, lui, partie de la délégation américaine ! Par ailleurs, une délégation juive sera présente, dirigée par un financier de Wall Street, Bernard Baruch, devenu célèbre pour avoir fait

fortune avant trente ans à la Bourse et qui, depuis, a conseillé plusieurs présidents des États-Unis.

Les pourparlers débutent le 12 janvier 1919, pendant la semaine sanglante en Allemagne, en pleine grève générale. Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, Juifs polonais, seront bientôt assassinés.

Quand est débattue la question de l'avenir de l'Empire ottoman, Chaïm Weizmann, membre de la délégation juive, déclare à la conférence qui discute du sort de la Palestine : « Nous ne demandons pas un gouvernement juif. Nous demandons que, sous le gouvernement de la région, il s'établisse dans le pays des conditions déterminées et une administration telle que nous puissions envoyer en Palestine des émigrants […]. Nous nous attacherions à créer des écoles où serait enseignée la langue hébraïque et nous bâtirions graduellement une nation qui serait aussi juive que la France est française et la Grande-Bretagne, britannique. Quand cette nation formera la majorité de la population, c'est alors que le moment sera venu de réclamer le gouvernement de ce pays[444]. »

L'émir Fayçal, fils du chérif Hussein, confiant en la promesse anglaise, signe à Versailles un accord avec Weizmann qui parle de « collaboration en vue de réaliser les aspirations nationales ». Il accepte la mise en œuvre de la déclaration Balfour, en échange de la promesse de la création d'un État arabe sur toute la région. Baruch obtient la garantie que les droits civiques et culturels seront accordés aux Juifs établis dans tous les pays d'Europe, ainsi qu'un droit de regard des sionistes sur la Palestine.

Les Allemands se résignent à la perte de leurs colonies, à la neutralisation de la rive gauche du Rhin, à l'abandon de leurs investissements à l'étranger, à celui de l'essentiel de leur flotte et au versement de 132 milliards de marks-or de « réparations » aux Alliés, dont cinq à régler avant le 1er mai 1921, en échange d'approvisionnements en nourriture et en matières premières. L'Empire austro-hongrois est démantelé. De nombreux États apparaissent : Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne, pays baltes…

Les sept millions de Juifs ottomans, russes et austro-hongrois sont à présent séparés par vingt-sept frontières.

La naissance de l'Union soviétique

Karl Marx avait prédit que l'élimination du capitalisme ferait disparaître l'antisémitisme. Rien de tel ne se produit quand le socialisme s'installe en Russie.

En mars 1917, la chute du régime tsariste entraîne l'émigration des quelques familles juives restées à Pétersbourg après les événements révolutionnaires de 1905, dont le baron Alexandre de Günzburg et sa femme, la sœur de George Warburg[18]. Mais l'immense masse juive assiste avec enthousiasme au renversement de l'autocratie. S'il y a relativement peu de Juifs parmi les membres du Parti bolchevique, on en relève plusieurs parmi les hauts dirigeants. Quatre en particulier : Grigori Evseïévitch Radomylsky, dit Zinoviev, devenu l'un des plus proches collaborateurs de Lénine, est nommé à la tête de la III^{e} Internationale ; Lev Davidovitch Bronstein, dit Léon Trotsky, fonde l'Armée rouge avec de nombreux officiers juifs ; Isaac Nahman Steinberg, écrivain yiddish, originaire d'une famille juive lituanienne traditionnelle, auteur d'une thèse de doctorat en droit sur la loi pénale dans le Talmud, membre de la fraction bolchevique du Parti social-démocrate russe, puis du Parti bolchevique, devient, à trente ans, commissaire du peuple à la Justice ; enfin, Maxime Litvinov, arrêté à Londres, échangé contre un consul britannique, devient commissaire du peuple adjoint aux Affaires étrangères. Il en est d'autres encore, moins en vue, comme Sokolnikov, commissaire du peuple aux Finances, ou Sverdlov, président de l'exécutif des soviets. Beaucoup, autour de Trotsky, rêvent d'un socialisme mondial, d'une « Commune planétaire » dont la révolution russe ne constituerait qu'une première étape.

La « Déclaration des droits des peuples de Russie » reconnaît d'abord des droits religieux et nationaux aux Juifs. Des synagogues et des écoles juives sont ouvertes, des publications paraissent en hébreu et en yiddish. Mais les décrets d'application encadrent très sévèrement ces nouvelles libertés. Dès janvier 1918, la séparation des Églises et de l'État conduit à la confiscation des biens des différents clergés et à l'interdiction de l'enseignement religieux, chrétien ou juif.

Pour les bolcheviks, comme pour Marx, la religion disparaîtra naturellement avec le capitalisme. Aux yeux de Lénine, il n'est pas question

de favoriser le maintien d'une culture juive, « slogan des rabbins et des bourgeois, qui sont nos ennemis[226] ». Pour Trotsky aussi, le judaïsme disparaîtra avec la mise en œuvre du socialisme.

Au printemps 1918, lorsque la révolution bolchevique se propage à l'Ukraine, une guerre civile y éclate. L'Armée rouge doit se défendre à la fois contre la guérilla ukrainienne de Petlioura, contre les troupes blanches de Denikine et de Wrangel, et contre l'armée polonaise de Pilsudski ; des chefs de bandes, les *atamans*, se mêlent aussi à la bataille. Le seul autre ennemi commun à toutes ces armées antibolcheviques, ce sont les quelque deux millions de Juifs qui vivent là ; à leur encontre, elles reprennent en chœur le vieux slogan des pogroms : « Frappe les Juifs pour sauver la Russie ! » Des groupes d'autodéfense juifs se constituent. Lorsque l'Armée rouge l'emporte, les troupes blanches en déroute massacrent tous les Juifs qu'elles rencontrent. Près de deux mille pogroms font plus de cent mille morts et un demi-million de sans-abri.

À la fin de la guerre, en novembre 1918, la Pologne et la Lituanie recouvrent leur indépendance perdue en 1795. Une fraction du judaïsme polonais se dégage alors de l'emprise russe, mais c'est moyennant d'importants mouvements de population : la nouvelle Pologne expulse six cent mille Juifs vers la Russie. Ventes forcées, meurtres, famine… Deux millions et demi de Juifs restent en définitive dans l'orbite socialiste ; un million et demi d'autres se retrouvent en territoire polonais, apparemment libérés de la dictature. Vingt ans plus tard, une partie de ceux d'Union soviétique survivront. Tous ceux de Pologne disparaîtront.

En 1919, le Bund polonais est reconstitué dans l'euphorie. Le Bund russe rallie le Parti communiste et constitue les *Yevsektsiya*(« sections juives »)[226].

La bataille continue à l'ouest de la Russie. Alliés provisoirement aux Ukrainiens, les Polonais prennent Kiev en mai 1920, puis reculent devant l'Armée rouge. Bataille devant Varsovie. Les Polonais stoppent la cavalerie russe de Toukhatchevsky et son avancée vers Berlin. Menacée à nouveau de disparaître, la Pologne accepte un armistice, signé à Riga le 12 octobre 1920. L'Ukraine, qui espérait l'indépendance, est avalée par la Russie. Ceux des Juifs restés en Russie et qui se sont battus avec les Polonais sont considérés comme traîtres et traités comme tels ; des délégués venus de l'ensemble de la Russie à une conférence sioniste sont arrêtés et déportés en

Sibérie. Les organisations juives, accusées de représenter une « tendance bourgeoise-cléricale », sont liquidées. On s'emploie à distinguer les « bourgeois », qui ont le tort de vouloir rester juifs, des ouvriers, qu'on dit disposés à ne plus l'être.

Mêmes mesures que celles qui frappent les Églises chrétiennes : on ferme des synagogues, des écoles ; on confisque des livres ; on empêche le fonctionnement des sociétés d'assistance. Les quelques bourgeois juifs encore présents dans le pays sont arrêtés par la police politique, la Tcheka de Beria et de Dzerjinsky. On autorise encore l'usage du yiddish, son théâtre et sa presse, mais, comme il n'y a pratiquement pas d'écoles secondaires ni d'universités en yiddish, le nombre de ceux qui le parlent décline jusqu'à disparaître. L'enseignement de l'hébreu, « langue réactionnaire et cléricale », est lui aussi interdit.

Le gouvernement soviétique s'adresse alors, en 1920, aux commerçants juifs dont on vient de nationaliser les magasins :

« Le pouvoir soviétique lutte obstinément contre la spéculation et le commerce libre. Il inflige ainsi, contre son gré, un coup dur aux masses juives qui, en raison de la politique tsariste, ont été forcées jusqu'à présent de vivre du petit commerce et d'autres occupations précaires. Mais, tout en vous privant de vos affaires honteuses et non profitables, il vous donne en même temps le droit et l'occasion de vous engager dans un travail sain, honnête et productif, y compris l'agriculture qui vous était interdite sous le régime du tsar ; rejoignez les rangs des travailleurs, et le pouvoir soviétique vous viendra en aide[226] ! »

L'anéantissement du judaïsme russe se poursuit. L'exil est fermé aux Juifs : plus question de partir pour l'Amérique. La Russie était un enfer ouvert ; l'URSS devient un enfer clos.

Certains parviennent encore à émigrer. Martov quitte la Russie ; il s'installe à Berlin, avec la famille de Nabokov, comme représentant des mencheviks. Pinhas Rutenberg, gouverneur de Petrograd sous Kerensky, emprisonné pendant six mois, est autorisé, lui, à émigrer en Palestine où il fondera la Compagnie d'électricité et dirigera le premier embryon d'armée juive, la *Haganah*.

On continue, en Europe occidentale, à affirmer que la révolution bolchevique est dirigée par des Juifs. En Grande-Bretagne, en France, aux États-Unis, on parle d'une connexion entre la « juiverie internationale » et la Révolution russe. Le 8 février 1920, Winston Churchill écrit : « À la notable exception de Lénine, la majorité des dirigeants russes sont juifs. De plus, la principale inspiration et la force viennent des dirigeants juifs[226]. » C'est, curieusement, à cette époque qu'une lettre d'un lecteur turc du *Times* de Londres révèle le nom de l'auteur de la mystification des *Protocoles des Sages de Sion*. Sans doute l'a-t-on découvert dans les archives de l'Okhrana, la police secrète du tsar. Au même moment, surgit à Istanbul le manuscrit d'un énigmatique chef-d'œuvre de la littérature russe : *Roman avec cocaïne*.

Des dirigeants juifs de la Révolution tombent en disgrâce[226] : en 1923, Isaac Nahman Steinberg, le jeune commissaire du peuple à la Justice, réussit à quitter Moscou ; installé à New York, il écrira des essais politiques en yiddish, éditera des publications juives et deviendra directeur d'un institut d'études juives. Zinoviev, impliqué dans un scandale lié à l'envoi d'une lettre au Parti communiste britannique, est écarté, tout comme Trotsky, par Staline. En 1925, le correspondant du *Times* en URSS, Robert Wilton[448], pense néanmoins pouvoir encore écrire, noms à l'appui, que les trois quarts du Comité central du Parti communiste sont juifs, tout comme dix-sept ministres sur vingt-trois et quarante et un membres du Politburo sur soixante. Invérifiable : les noms ne prouvent rien et l'auteur n'avance aucune preuve convaincante.

En 1924, pour aider les Juifs à mieux survivre dans la nouvelle URSS – dont ils ne contestent pas le projet –, Felix Warburg et Julius Rosenwald (patron de Sears & Roebuck) créent l'American Jewish Joint Agricultural Corporation, avec l'appui de John D. Rockefeller Jr. (dont les antisémites prétendront, contre toute vraisemblance, qu'il est « juif en secret »). Leur ambition est d'y regrouper, avec l'accord des autorités soviétiques, des centaines de milliers de Juifs dans deux cent quinze exploitations agricoles sur deux millions et demi d'acres. L'Agro-Joint achète les terres, le bétail, les tracteurs, et finance quatre cents écoles pour former aux métiers de l'artisanat (imprimerie, travail du bois). En 1927, Felix Warburg visite quarante de ces colonies agricoles juives, dont deux portent son nom. Il est si bien reçu qu'à son retour il fait l'apologie du régime soviétique, « qui améliore le sort économique des Juifs », sans faire aucune mention de

l'annihilation culturelle du judaïsme. La même année, le gouvernement soviétique projette la création d'une « région juive autonome », le Birobidjan, région stratégique à la frontière chinoise ; l'Agro-Joint est mise à contribution pour y financer l'installation des premiers colons en 1928. La famine tue des millions de paysans juifs, russes et ukrainiens. En 1930, les sections juives du Parti, les *Yevsektsiya*, sont dissoutes ; leurs dirigeants, accusés par Staline de « tendances nationalistes », sont déportés ou exécutés. En guise d'épitaphe, Staline déclare : « Les Juifs ne sont une nationalité que sur le papier, le sionisme est un mouvement bourgeois réactionnaire, et le yiddish un jargon. » Lazare Kaganovitch et quelques autres Juifs sont encore aux plus hauts postes du pays ; Lef Efimovitch Meriajine est encore président de la Banque centrale.

Un destin juif particulier : Armand Hammer, né en 1898 à New York, de parents juifs immigrés – venus, selon la tradition familiale, en Russie depuis Jérusalem, descendant de Judas Maccabée dit aussi « Judas le Marteau » (à moins que *Arm* et *Hammer* n'aient été choisis parce que le bras et le marteau sont les symboles du Parti social-démocrate russe ?…). Son prénom aurait été inspiré à son père par le héros de *La Dame aux camélias*. En 1917, étudiant en médecine, il reprend le petit laboratoire pharmaceutique paternel, devient l'un des premiers producteurs mondiaux de gingembre, fait fortune, achève ses études de médecine en 1921 à Columbia, offre ses services comme médecin en Russie où sévit la famine, y découvre des fourrures de grande valeur qu'il échange contre du blé américain. Il se sent ainsi plus utile que comme médecin et devient l'un des maîtres du commerce Est-Ouest, conciliant son amitié pour Lénine et sa pleine adhésion au système capitaliste. Il exploite des mines d'amiante en URSS, y importe des voitures, des tracteurs, et acquiert d'innombrables œuvres d'art russes auprès de l'État en échange de produits industriels. Il quitte l'Union soviétique en 1931 et se retire alors des affaires… jusqu'à se retrouver propriétaire d'une modeste compagnie pétrolière dont il fera une des *majors* : Occidental Petroleum, développant entre autres… le pétrole libyen.

En 1928, le Birobidjan est déclaré « région autonome juive », bien que les Juifs n'y représentent pas le cinquième de la population. Dans le cadre de la collectivisation, les riches colonies de l'Agro-Joint sont expropriées

par les autorités soviétiques et rattachées aux kolkhozes voisins. Les Juifs qui les habitent sont mêlés, de force, aux autres paysans.

Désormais, 40 % des Juifs soviétiques sont répartis dans six villes. Des centaines de milliers d'entre eux sont devenus ouvriers. Les mariages mixtes augmentent. Malgré la répression, alors qu'ils ne représentent plus que 2 % de la population, ils sont encore 15 % des étudiants.

À partir de 1930, Maxim Litvinov, jusque-là adjoint de Tchitcherine, prend en charge la politique étrangère soviétique. En 1933, il obtient la reconnaissance de l'URSS par les États-Unis, se fait l'avocat de l'alliance avec eux contre les nazis, avant d'être relevé de ses fonctions, en mai 1939, après la signature du pacte de non-agression germano-soviétique. Remplacé par Molotov, il devient ambassadeur aux États-Unis jusqu'en 1943. Il meurt en 1951.

Quand la guerre éclate, l'annexion de l'est de la Pologne et des États baltes vient ajouter deux millions de Juifs polonais aux trois millions restés en Russie.

5. Le neuf, la crise, le vieux

Weimar et Wall Street

Hannah Arendt note que c'est au moment où les Juifs perdent rôle et influence, où ils sont intégrés, assimilés, que l'antisémitisme s'exaspère et qu'ils sont le plus menacés[14]. C'est bien ce qui se passe après la Grande Guerre, comme ce fut si souvent le cas au cours des siècles précédents.

En Autriche, ce n'est pas sous Metternich et François-Joseph que l'antisémitisme s'exprime avec le plus de virulence, mais sous la République de 1920. En France, ce n'est pas non plus sous le Second Empire, période où les Juifs français sont au faîte de leur puissance financière, que se déclenchent les pires attaques, mais bien autour de la Première Guerre mondiale, quand ils sont moins visibles dans des postes importants[14]. En Allemagne, au lendemain du désastre de 1918, intégrés, parfaitement

identifiés à la culture du pays dont ils représentent moins de 1 % de la population (460 000 personnes), les Juifs ne tardent pas à être brutalement attaqués et même, pour les plus influents, assassinés.

Premier banquier du pays, Max Warburg finance l'achat de nouveaux navires pour la « Ligne » qu'il a sauvée de la faillite après la mort de Ballin[81]. Pour contourner ce que le traité de Versailles impose à l'Allemagne et éviter la saisie des filiales à l'étranger de Zeiss et de Krupp, il déguise celles-ci en entreprises britanniques et néerlandaises en les faisant racheter par deux filiales de MM. Warburg rouvertes à Londres et à Amsterdam[18]. Walther Rathenau, devenu ministre de la Reconstruction de mai à octobre 1921, négocie le traité de Rapallo avec Tchitcherine, en qualité de ministre des Affaires étrangères. Il écrit *La Nouvelle Société* pour critiquer tant le socialisme totalitaire que le capitalisme déshumanisé par le progrès technique, et pour proposer une troisième voie dans laquelle l'État contrôlerait l'économie et les salariés dirigeraient les entreprises. Hugo Preuss, juriste juif, rédige la Constitution de Weimar. Kurt Eisner dirige le gouvernement révolutionnaire bavarois, à la tête d'une équipe dont la majorité des ministres sont juifs.

L'antisémitisme explose. La chasse aux Juifs est bientôt ouverte. Au printemps 1921, Kurt Eisner et plusieurs de ses ministres juifs, ainsi que Hugo Preuss, sont assassinés. Le 24 juin 1922, c'est au tour de Walther Rathenau, alors ministre des Affaires étrangères, d'être tué par deux nationalistes antisémites, membres d'une organisation secrète, Consul. Tous sont accusés de n'avoir pu faire annuler les réparations imposées à l'Allemagne. Les banques allemandes sont presque toutes ruinées. MM. Warburg ne survit que grâce à un prêt de Kuhn Loeb.

À la fin de septembre 1923, Paul et Max Warburg, avec la Norddeutsche Bank et la Dresdner Bank, créent la Hamburger Bank qui émet ses propres billets garantis sur l'or et réescomptables en dollars par l'intermédiaire de MM. Warburg – l'argent vient, là encore, de Kuhn Loeb. Cela sauve d'abord MM. Warburg puis, comme soixante-six ans plus tôt, Hambourg. Hjalmar Schacht, depuis deux ans à la Reichsbank, reprend l'idée à son compte et suggère au président du Conseil, Gustav Stresemann, de créer une nouvelle monnaie pour toute l'Allemagne, le Rentenmark, gagée sur l'ensemble des biens de l'économie allemande, avec un nouvel institut d'émission, la

Rentenbank. Grand succès : les Warburg ont permis à la république de Weimar de se stabiliser.

À l'été de 1925, lors d'un déjeuner chez Schacht, Max Warburg rencontre le maréchal Hindenburg qui vient d'être élu président de la République à la mort d'Ebert, le 28 février 1925.

On l'envoie à Moscou, à la tête d'un consortium, ouvrir un crédit commercial aux Soviétiques. Il y croise son frère Felix, qui s'y rend alors pour visiter ses colonies agricoles…

Cette année-là, en Amérique, en raison du chômage, des quotas limitent l'arrivée des gens d'Europe de l'Est. La grande immigration s'arrête au moment où elle serait dramatiquement nécessaire.

Les Juifs ont alors perdu la quasi-totalité des postes clés détenus par eux depuis plus de cent ans dans les banques et les industries allemandes, sauf à la Deutsche Bank que dirige Oscar Wasserman et à la Darmstädter Bank de Jacob Goldschmidt. La communauté juive allemande est très intégrée ; les mariages mixtes se multiplient. Elle s'assimile si vite que des statisticiens de l'époque prévoient sa disparition pour… 1950.

Au milieu de ce marasme, quelques exceptions. En Grande-Bretagne, les Rothschild[286], dont la banque reste dominante ; en France, Horace Finaly prend la présidence de la Banque de Paris et des Pays-Bas, et en fait une très grande banque. Marcel Bloch fabrique maintenant des automobiles et des chasseurs-bombardiers à l'efficacité réduite par la modeste qualité des moteurs français. André Citroën construit en 1919 la première usine européenne de production d'automobiles en série ; il invente le marketing et la publicité – jusqu'à la mégalomanie : il fait éclairer la tour Eiffel de deux cent cinquante mille ampoules dessinant son nom ! Grand mécène juif, il aide à développer l'ORT en France, institution sociale destinée à former de jeunes Juifs au travail industriel. Peu intéressé par l'argent, plus sensible aux charmes du jeu et des femmes, il fait faillite en 1934 et doit céder son entreprise à Michelin, son principal créancier, juste après le lancement de la « petite voiture », la Traction, quelques mois avant sa mort, en 1935.

Aux États-Unis, les quatre cinquièmes des Juifs vivent maintenant à New York, Chicago et Los Angeles. Si le quart de la population juive américaine appartient encore au prolétariat, les émigrés originaires d'Allemagne passent

du textile à la banque, abandonnant les autres métiers aux plus récents émigrés venus de l'Est, qui passent bientôt eux-mêmes du statut d'ouvriers à celui d'avocats ou de la condition de ferrailleurs à celle de commerçants ; 60 % travaillent maintenant dans le commerce et 17 % dans les professions libérales (contre 3 % en 1900). Très peu sont encore ouvriers. Tous les moyens de promotion sociale sont utilisés pour progresser : vingt-six Juifs américains sont champions du monde de boxe entre les deux guerres, les plus célèbres étant Barney Ross et Benny Leonard. Spectaculaire mutation.

Dans l'industrie, un destin particulier : en 1922, Louis Blaustein fonde une *major* du pétrole, l'American Oil Company (l'Amoco). Arrivé de Lituanie en 1883, d'abord camelot, il invente en 1900 un réservoir étanche qu'il fait tirer par des chevaux pour vendre du kérosène aux épiciers, puis, en 1910, de l'essence, et un carburant spécifique qu'il appelle l'*Amoco*. Il crée des stations-service et, en 1923, quand l'usage de l'automobile se développe, il cède la moitié de l'Amoco à la Pan-American, pour ne plus dépendre de la Standard Oil, son fournisseur en pétrole. Mais la Pan-American est rachetée par la Standard Oil en 1925… L'Amoco ne recouvrera son indépendance que beaucoup plus tard, à l'occasion du démantèlement de l'empire Rockefeller par les autorités antitrust.

Les grandes familles s'effacent. En avril 1920, Jacob Schiff, qui n'a rien compris à la guerre, meurt en laissant une fortune estimée entre 50 et 200 millions de dollars, soit beaucoup moins que ce qu'il a distribué à des œuvres tout au long de sa vie. Son fils Mortimer lui succède à la direction de Kuhn Loeb, qui draine encore 9 milliards de dollars par an : les deux tiers pour financer les chemins de fer, le reste destiné à l'industrie et à des émetteurs étrangers[18]. Chaque associé gagne encore plus d'un million de dollars par an. Ce n'est plus la première banque d'affaires du pays. Les autres banques juives tendent aussi à s'effacer du devant de la scène : Seligman disparaît ; Lehman et Guggenheim perdent de leur influence. Goldman Sachs et Salomon tiennent encore.

Les mariages mixtes deviennent plus fréquents. En Europe, les Rothschild en font même une règle. Aux États-Unis, plusieurs Seligman changent de religion. Otto Kahn, devenu avec la guerre le banquier le plus renommé de New York, déclare que « saint Paul, saint François et Jésus sont les trois plus grands personnages de l'Histoire[54] ». Dillon (de la banque

Dillon Read), qui se nomme en réalité Lapowski, refuse de se considérer comme juif. Felix Warburg, l'un des Américains les plus fortunés de son temps, ne va plus à la banque. Il est celui vers qui s'incline le chef d'orchestre quand il se rend au Metropolitan Opera, mais ce n'est plus le dandy d'avant-guerre. Passionné par les affaires juives, transfiguré par son action militante, il préside avec enthousiasme, depuis 1914, le Joint Distribution Committee qui aide les réfugiés juifs, l'implante dans le monde entier, participe à la fondation de l'Appel juif américain qui coordonne les collectes de fonds en faveur du Joint. Il n'est toujours pas sioniste, mais le sort des Juifs du monde entier lui tient à cœur ; il n'approuve rien de ce qui se passe en Palestine – où, selon lui, les Juifs russes apportent le communisme –, mais il distribue, dans les quinze dernières années de sa vie, plus de 13 millions de dollars à des œuvres juives[18].

Paul Warburg ne vient plus à son bureau de Kuhn Loeb. Au début de 1929, il dénonce la « bulle » financière qu'il voit se former, et annonce « une dépression générale dans tout le pays[18] ». Nul ne l'écoute, une fois encore.

La Crise vient en octobre avec le Kreditanstalt à Vienne. Elle est une catastrophe pour toute la Diaspora comme elle l'est pour le reste de l'Occident. À Londres, le quartier de White Chapel se peuple à nouveau de Juifs miséreux. À Paris, les besoins des réfugiés de l'Est excèdent les moyens d'assistance des communautés. En Allemagne, les banques juives survivent à peine, et la crise aiguise l'antisémitisme. La Darmstädter Bank de Jacob Goldschmidt comme MM. Warburg sont en péril. Le tiers des Juifs allemands sont plongés dans la misère. Le 8 décembre 1931, une « taxe de fuite » est instituée par le gouvernement allemand, frappant ceux qui partent, égale au quart de la valeur courante de leurs biens au moment de leur départ. Partout, en Europe et aux États-Unis, les banques juives sont accusées, sans preuve, d'être responsables de la récession. L'antisémitisme se fait de plus en plus rageur contre la « ploutocratie juive ». Sur les quatre millions et demi de Juifs présents sur le sol américain, près d'un million basculent dans la pauvreté. Certaines organisations d'assistance communautaire sont même en faillite. Pour la première fois, en Amérique, de nombreuses familles juives descendent dans l'échelle sociale. L'Amérique ferme plus hermétiquement encore ses portes et des centaines

de milliers de Juifs européens cherchant refuge trouvent maintenant porte close aux États-Unis.

Les anciennes grandes banques juives sont au plus mal. Goldman Sachs, qui a créé en 1928 un fonds d'investissement (la Goldman Sachs Trading Corporation) dont la moitié des titres ont été vendus au public, est en quasi-faillite. Tout comme le sont Kuhn Loeb, mais aussi des banques protestantes telles que Morgan, Kidder Peabody's et Lee Higginson.

Mortimer Schiff meurt en août 1931, ne laissant à son fils John et à ses autres héritiers que 7,6 millions de dollars en liquidités et des titres dans 81 sociétés. La valeur de ceux-ci, évaluée encore à 28,7 millions de dollars au jour de sa mort, baisse de 54 %, en raison de l'effondrement de la Bourse, au moment où ils sont répartis entre les héritiers : ce que laisse Mortimer n'est plus alors que le dixième de ce que lui a légué son père, onze ans plus tôt !

Paul Warburg, qui doit céder une large part de sa fortune pour sauver de la faillite son fils Jimmy, meurt le 24 janvier 1932 d'une crise cardiaque, ne laissant que 2,5 millions de dollars. À sa mort, le journaliste Walter Lippmann écrit : « Il a prévu le pire et l'a annoncé à temps. Il a été l'un des architectes de ce qu'il y a de plus solide dans notre Banque centrale, et le plus sincère critique de ses faiblesses. »

Felix, lui, a encore les moyens de se montrer généreux. En 1931, il envoie à la Deutsche Bank, alors présidée par Oscar Wassermann, 3 millions de dollars à transférer aux Juifs victimes de pogroms dans la Galicie redevenue polonaise.

En 1935, une seule société financière juive américaine semble s'en tirer : la plus récente, Salomon Brothers, relance l'émission d'obligations. En 1936, selon le magazine *Fortune*, seulement 30 des 420 directeurs de la New York Clearing House sont juifs comme 46 sur les 252 membres du New York Stock Exchange.

Le dernier Seligman, Jeff, meurt en 1937 sans héritier. La maison s'étiole sans les fondateurs. Les enfants de Felix Warburg ne sont pas plus passionnés que leur père par la finance : son fils aîné, Frederick, s'installe à Middleburg, en Virginie, où il possède un haras ; Gerald, son second fils, fait une belle carrière de violoncelliste et de chef d'orchestre. À sa sortie de

Harvard, Jimmy, le fils de Paul Warburg, écrit sous pseudonyme le livret d'une comédie musicale à succès, *Time and Dandy*[18].

En 1939, la moitié des Juifs d'Amérique travaillent dans le commerce et le quart exercent des professions libérales – deux secteurs favorables à la promotion sociale. On lit dans la revue *Fortune* : « La communauté juive n'a pas monopolisé l'industrie, comme on le dit souvent, même si des Juifs s'intéressent à certains domaines. Il y a et il y aura encore quelques Juifs pour occuper des fonctions éminentes dans la banque et l'assurance… Le commerce de l'alcool (qui était traditionnellement juif en Pologne, où ils n'en buvaient pas) est aux États-Unis entre les mains des Juifs non allemands (ils y représentent la moitié des distillateurs). »

Samuel Bronfman figure parmi les meilleurs de ces distillateurs. Après un début dans l'hôtellerie avec son père, il crée au Canada une affaire de spiritueux qui le conduit à contrôler l'une des plus grosses distilleries mondiales, Seagram's Ltd. Selon son biographe, « alors que le whisky écossais vieillit en douze ans, pour celui de Sam Bronfman cela ne demande que deux jours[54] ». L'alcool touche alors aux zones d'ombre de la société américaine. Et donc aussi à celles du judaïsme américain.

Chicago

Aucune société n'est évidemment exempte de délinquants. Pas plus la diaspora juive que les autres. Pourtant, tout est fait pour éviter les violences. L'obsession des communautés a toujours été de prévenir l'immoralité, et l'éthique juive les protège beaucoup mieux que d'autres contre la criminalité. Au point que, on l'a vu, depuis l'aube des temps, une communauté se considère comme collectivement responsable de tout meurtre commis dans son voisinage, elle s'interdit d'accepter comme un don le produit d'un vol ou d'un crime. Et elle réprime sévèrement toute fraude – surtout, on l'a vu aussi, à l'égard d'un non-Juif.

En dehors des accusations de « crimes rituels », on ne trouve aucune accusation sérieuse de meurtre en bande organisée, avant l'arrivée en masse de Juifs russes sur le sol américain, vers 1910. Les rumeurs sont pourtant innombrables, telle celle qui veut que Jack l'Éventreur, jamais arrêté, se

cachait dans White Chapel, un des quartiers juifs de Londres. Aussi, ceux dont on va évoquer ici le parcours sans repère, sans structure d'accueil, sans formation, sans famille ni communauté, constituent autant de preuves *a contrario* de la force de l'éthique juive, quand elle est respectée.

Dans l'Amérique du non-droit, tout devient possible. Et parmi les trois millions de Juifs américains d'après la Grande Guerre surgissent quelques centaines de criminels isolés. Mais, chez eux, comme toujours, on ne fait pas les choses à moitié : quitte à être criminels, autant être les premiers. Selon *The Jewish Almanach*, « il n'est pas exagéré de dire que leur influence sur le crime organisé aux États-Unis dans les années vingt et trente égale, voire dépasse celle des Italiens ».

Avant 1914 ont immigré trois millions d'Italiens, avec autant de Juifs en provenance de Russie et de l'Empire austro-hongrois. Tous ou presque s'installent à New York et à Chicago, dans des *Little Italy* ou des quasi-ghettos. Les Italiens importent les mœurs de la Main noire et de la Camorra ; des Juifs – sans plus aucun lien avec leur communauté et sans relation entre eux – deviennent leurs associés.

Le premier Juif patron du crime à New York, Arnold Rothstein, surnommé « le Cerveau », organise vers 1910 la corruption sur les matches de base-ball, prend le contrôle de la police de la ville, planifie l'importation d'alcool (dont la consommation est prohibée à partir de 1919) du Canada et d'Europe, tout en arbitrant et maintenant l'ordre entre d'autres redoutables chefs de bande, tels Arthur Flegenheimer (dit « Dutch Schultz ») et Louis Buchalter, qui massacre son propre gang avec l'aide de son premier lieutenant, Jack « Legs » Diamond.

Rothstein repère un jeune fils d'immigrés russes, né en 1902 à Grodno en Russie, Mayer Lansky. Le jeune homme commence – dès 1916, soit cinq ans après son arrivée en Amérique – par voler des voitures et parier au coin des rues de New York ; puis il bascule dans le grand banditisme. Le judaïsme n'est pour lui qu'une vague attache le reliant à la mémoire de son père, rien d'autre. Chez lui, on fête Noël et on ignore tout des fêtes juives. Grand organisateur, sans le moindre scrupule, il passe pour un homme ordinaire. Il se marie, il a des enfants ; il fuit la célébrité, laissant à d'autres le soin de tuer à sa place, même s'il lui arrive d'exécuter lui-même[180]. En 1919, alors qu'il travaille pour Rothstein, avec son ami d'enfance Bugsy

Siegel – un tueur psychopathe –, un Italien nommé Charlie Luciano vient lui proposer de le protéger contre rémunération. Mayer refuse, mais lui propose plutôt de s'associer ; l'Italien accepte. Étrange alliance : l'habitude des mafieux est de ne coopérer qu'entre Italiens originaires de la même province. Mais le Russe et le Sicilien s'apprécient et se comprennent à demi-mot. Ensemble, ils prennent le contrôle des prêteurs sur gages et des courtiers d'assurances des ghettos et des *Little Italy*, achètent des entreprises de paris à New York et montent un syndicat de book-makers dans tout le pays, tout en planifiant la corruption de policiers et de politiciens déjà initiée par Rothstein. Lansky ne s'oppose à Luciano que lorsque celui-ci veut s'intéresser à la prostitution. Ailleurs, Juifs, Italiens et Irlandais font la loi ensemble. Ainsi, en 1920, le nord de Chicago est-il contrôlé par les Irlandais, le sud par les Italiens, les uns et les autres assistés de lieutenants juifs. Tous gèrent la prohibition.

Sur la côte Est, la Mafia est dirigée par Giuseppe Masseria et Sal Maranzano, qui demandent à Luciano de se débarrasser de Lansky, de récupérer son territoire et de les rejoindre : un Sicilien, disent-ils, ne travaille pas avec un Juif. Charlie refuse et se tient à l'écart de la lutte entre Maranzano et Masseria pour le titre de *capo dei tutti capi.*

Le FBI laisse faire : l'adversaire d'Edgar Hoover, son chef depuis 1924, ce ne sont pas les gangsters, mais les communistes. Pour lui, la Mafia n'est pas prioritaire.

En septembre 1928, Arnold Rothstein est assassiné à New York – sans doute sur ordre de Dutch Schultz, qui veut prendre sa place. Le 9 mai 1929, Lansky et Luciano réunissent à Atlantic City tous les chefs du crime de l'Est américain : Guzik et Capone de Chicago, Buchalter de New York, Bernstein de Detroit, Dalitz de Cleveland, Hoff et Rosen de Philadelphie. Pour arrêter les vendettas, ils proposent d'organiser le Syndicat comme une sorte de coopérative, sans chef, avec partage des territoires. Lansky fonde ce qu'on appellera la « Murder Inc. », un groupe de tueurs à son service, dont il confie la direction à Siegel et à Buchalter. Schultz et Lansky deviennent dès lors les grands patrons du gangstérisme juif américain.

Le 10 septembre 1931, à la chute de Masseria, deux gangsters juifs, Bugsy Siegel (l'homme de main de Mayer Lansky) et Bo Weinberg (le second de Dutch Schultz), liquident, sur ordre de Lansky et de Luciano, le

vainqueur, nouveau *capo dei tutti capi*, Maranzano, dans son bureau de l'Unione Siciliana. Lansky fait ainsi de Charlie Luciano, devenu « Lucky », le chef de la Mafia de l'Est.

Luciano aide à son tour Lansky à se débarrasser d'un de ses principaux opposants, Waxey Gordon, qui dirige la production d'alcool à Philadelphie depuis l'assassinat de Rothstein. Pour ce faire, le Sicilien fait simplement parvenir à l'administration fiscale des informations sur Gordon, lequel est envoyé en prison sans jamais savoir qui l'a dénoncé. Parfois, l'élimination est moins douce : Lansky et Luciano aident ainsi Buchalter à liquider son propre lieutenant, Jack « Legs » Diamond. Ensemble ils prennent alors le contrôle total de leur région, puis organisent le syndicat du crime aux États-Unis.

Bien que Hoover persiste à nier son existence, la Mafia italienne – rebaptisée *Cosa Nostra* par la police pour ne pas reconnaître l'erreur du patron du FBI – est peu à peu démantelée. Al Capone se fait prendre en 1932 pour fraude fiscale ; Lucky Luciano lui-même est arrêté en 1935. Dutch Schultz, le rival de Lansky, meurt aussi cette année-là, dans les bras des policiers, après une fusillade, en proférant des paroles énigmatiques. Lansky, qui l'a sans doute fait liquider, se débarrasse de son ultime rival, Charles « King » Solomon, de Boston, qui importe l'essentiel du whisky dans le pays.

À la fin de la Prohibition, Lansky se tourne vers les jeux. D'abord à Saratoga, puis à La Nouvelle-Orléans et à Las Vegas, où il fera éliminer son dernier homme de main, Bugsy Siegel, coupable de ne pas avoir respecté le devis de construction d'un hôtel[180].

Quelques années plus tard, Lansky tentera de se réfugier en Israël, qui lui refusera le bénéfice de la Loi du Retour : par ses crimes, il aura perdu le droit d'être reconnu comme juif. Il mourra à Miami, dans son lit.

Hollywood

Au déclin de la puissance des Juifs dans la finance correspond leur flamboyante apparition dans les industries du spectacle. Après avoir été en Europe, avec d'autres, à l'origine des industries du téléphone et du disque,

de l'automobile et du transport aérien, les voici dans celle du cinéma[154]. Le théâtre de Vienne aura annoncé le film de Hollywood.

L'invention du cinématographe, en 1894, n'est pas juive. Ni Lumière, ni Méliès, ni Pathé, ni Gaumont ne le sont. Thomas Edison, l'inventeur du kaléidoscope en 1889, ne l'est pas non plus et fonde une très importante société de production ; les principaux studios d'avant 1914 (Selig, Vitagraph, Biograph, Lubin) ne sont pas propriétés juives. Pourtant les firmes essentielles d'aujourd'hui le sont : Universal, Fox, Paramount, Warner Bros, MGM, RCA et CBS sont toutes des créations d'immigrés juifs d'Europe de l'Est[154].

Comme dans la banque, ces maîtres de l'avenir ne se connaissent pas, à leur arrivée, et leurs ascensions ne sont en rien le produit d'une action coordonnée. En fait, beaucoup d'entre eux se sentent très peu juifs. Pourtant, sans en être conscients, ils mettent en œuvre des facultés de pionniers qu'on a déjà vues s'exprimer en maintes autres occasions. Voici quelques-uns de ces destins qui ont donné le jour au cinéma d'aujourd'hui :

Adolf Zukor débarque de Hongrie en 1890 ; il travaille d'abord dans la fourrure, puis achète des *nickelodeons*, machines à sous installées dans des caves insalubres où ne descendent que des hommes des milieux populaires, diffusant pour cinq *cents* des films d'animation d'une minute. Il comprend très vite que le cinéma possède un génie spécifique ; à l'apparition des salles en 1905, au lieu d'alterner, comme font les autres, jeux de scène et spectacles d'écran, il se lance dans le commerce de films plus longs en présentant pour la première fois, à partir de 1907, simultanément dans plusieurs salles, un premier film d'une durée de dix minutes, *The Great Train Robbery*. Zukor devient ensuite producteur, car, dit-il, on vend mieux ce qu'on a fait soi-même. Il écrit : « Les auteurs de films visaient trop bas, s'en tenant à l'anecdote. Il fallait au cinéma de l'ambition esthétique[154]. » Au cours d'un voyage en Bavière, en 1907, il enregistre une très longue représentation d'une *Passion du Christ* – largement antisémite, ce qui ne le gêne pas ! C'est un triomphe à New York. Il invente ainsi le long métrage. À la veille de la Première Guerre mondiale, il achète les droits de *La Reine Élisabeth*, jouée par Sarah Bernhardt, de *Tess d'Uberville* et du *Comte de Monte-Cristo*. En 1916, il s'implante à Hollywood. Associé à Jess Lasky, un producteur de théâtre – Broadway aussi est juif à l'époque, comme l'était le

théâtre à Vienne, et il est souvent peuplé de Viennois –, il fonde en 1917 la Paramount Pictures, qu'il met au service de la propagande de guerre.

Carl Laemmle, originaire de Laupheim, dans le Wurtemberg, apprenti tailleur, puis ouvrier agricole, découvre les *nickelodeons* à Chicago au début du siècle. À partir de 1906, il distribue des films dans de vraies salles équipées d'une centaine de fauteuils, accessibles aux femmes seules et aux familles. On y voit de courts documentaires – témoignages sur la vie américaine – et du théâtre mêlés. En 1909, il se lance à son tour dans la production, fonde à New York une compagnie qu'il nomme Independant Motion, et met en images un poème de Longfellow. En 1912, il déménage et crée la première maison de production de Californie, Universal Studios, tout en engageant un autre Juif, hongrois celui-ci, Wilhelm Fuchs, comme second. Il invente le *star system* avec Mary Pickford. Fuchs (qui devient Fox) s'établira à Long Island et créera la 20th Century Fox.

Les frères Warner – trois sont nés en Pologne, le quatrième au Canada – ouvrent leur premier *nickelodeon* en 1903 à Pittsburgh, en Pennsylvanie. Ils améliorent peu à peu la qualité des salles et, en 1912, produisent leur premier film à New York. En 1918, ils créent leur propre studio à Hollywood et, en 1923, fondent la Warner Bros.

Marcus Loew, né à New York en 1870 d'une famille autrichienne, passé de la fourrure au spectacle, doute longtemps de l'avenir du cinéma, pensant que le théâtre sera toujours prééminent. À partir de 1909, il distribue cependant les films de Zukor et, à la veille de la Première Guerre mondiale, construit le premier réseau d'une centaine de salles modernes où l'on se rend maintenant en famille : en 1913, dix millions d'Américains vont au cinéma.

Louis B. Mayer, d'abord ferrailleur, qui prétend ne connaître ni le nom de sa ville natale – c'est Minsk – ni sa date de naissance (il choisit l'année 1885 et la journée du 4 juillet, fête nationale des États-Unis), crée des salles de meilleure qualité à partir de Havervill, Massachusetts. Il fonde Alco, qui devient la Metro quand il la fusionne, en 1920, avec le réseau de salles de Marcus Loew.

En 1916, Samuel Goldfish, associé aux frères Selwyn, crée le Studio Goldwyn, qui devient la Goldwyn, en 1920. Cette année-là, Carl Laemmle,

président d'Universal, interdit à sa propre société de présenter des personnages juifs caricaturaux, ce qui laisse encore les autres indifférents.

En 1924, la Metro de Loew et Mayer et la Goldwyn de Goldfish et Selwyn fusionnent : la firme commune devient la Metro Goldwyn Mayer, puis la MGM, ce que beaucoup traduisent en yiddish – langue couramment parlée à Hollywood à cette époque – par *Mayer Ganze Mishpokhe* (toute la famille Mayer). Irving Thalberg, né à Brooklyn dans une famille juive peu pratiquante de Rhénanie, devient patron de la création artistique de la MGM.

En 1926, les frères Warner produisent le premier film dans lequel la musique peut être synchronisée avec l'image, *Don Juan*, et, en 1927, le premier film parlant, *The Jazz Singer*, interprété par un chanteur juif et racontant sa vie : fils du rabbin Moses Yoelson, arrivé à Washington en 1890, il s'agit de Jackie Rabinowitz Yoelson, né en Lituanie, qui en 1899 a transformé son nom en Al Jolson, puis est parti en tournée théâtrale avec son frère en se noircissant le visage. Le film remporte un énorme succès. Tout change : les spectateurs n'ont plus besoin de savoir lire l'anglais. Mais, pour contrôler la qualité du son, on ne filme plus qu'en intérieur, et seulement des textes de qualité, généralement des comédies inspirées de Broadway, avec des comédiens à l'anglais parfait. Parfois, des films en yiddish sont aussi tournés à New York pour le public de Brooklyn et de Chicago.

Vers 1928, les frères Warner rachètent deux cent cinquante salles et les studios de Burbank. La qualité des salles de projection et celle des films s'améliorent encore.

La Crise suscite un besoin de comédies musicales. Des musiciens juifs – entre autres – le remplissent : George Gershwin, par exemple, s'inspire des berceuses yiddish de son enfance pour composer certaines mélodies de son opéra sudiste, *Porgy and Bess*.

En résumé, Marcus Loew a fondé la Metro, Carl Laemmle Universal, Adolf Zukor la Paramount, William Fuchs la Fox, Louis B. Mayer, Samuel Goldfish, Marcus Loew et Irving Thalberg la MGM, Jack Warner la Warner Bros : toutes, d'une façon ou d'une autre, sont encore là aujourd'hui.

Dans aucun des films qu'ils produisent on ne décèle leurs origines, dont ils font tout pour se dégager. Aucun ne fait de politique. Seul Louis B. Mayer, ami intime de W.R. Hearst, le modèle de *Citizen Kane*, est un familier du président Hoover et l'un des plus grands bailleurs de fonds du Parti républicain[32].

En 1933, cinquante-trois producteurs sur quatre-vingt-cinq sont juifs quand débarquent de l'Allemagne hitlérienne, des metteurs en scène juifs (Lubitsch, Cukor, Sternberg, Mankiewicz). Goebbels dénonce alors Hollywood comme une *jüdisches Geselschaft* – sans réaction de la part des médias américains ni même des producteurs juifs. Quand, dans une conférence de presse, Cecil B. DeMille dénonce en 1937 « les abus de l'influence juive sur l'industrie cinématographique[154] », John Ford quitte la salle en claquant la porte, mais aucun producteur juif ne proteste. Jusqu'à l'entrée en guerre des États-Unis, les Juifs d'Hollywood se gardent même d'utiliser leur influence pour réaliser des films antinazis. Le seul film évoquant avant guerre la menace hitlérienne, *The Moral Storm*, parle de « non-Aryens », sans mentionner les Juifs[32]. En 1935, interrogé sur la conduite à tenir face à Hitler, Thalberg a cette phrase terrible : « Beaucoup de Juifs mourront, mais le judaïsme survivra au nazisme[32]. » À un journaliste qui lui demande en 1936 pourquoi ses films n'évoquent jamais le nazisme, Adolf Zukor – dont le propre frère est resté rabbin à Berlin jusqu'en 1932 – fait cette réponse encore plus terrible : « Hollywood ne doit se mêler que de divertir les gens. Faire jouer un rôle politique au cinéma serait une erreur, de la propagande[154]. »

En 1940, Charlie Chaplin est le premier réalisateur à réaliser un film antinazi, *Le Dictateur*. Par son personnage de semi-clochard, errant persécuté, il est sans doute le plus juif des hommes de cinéma. Il est en tout cas le seul à se dresser contre Hitler – qui, comme Robert Brasillach, le croit juif alors qu'il ne l'est pas, même s'il entretient le mystère sur ses origines, se plaisant souvent à déclarer qu'il « espère l'être un peu »…

En septembre 1941, Charles Lindbergh, hostile à l'entrée en guerre des États-Unis et même pronazi, dénonce encore : « Le plus grand danger qui menace ce pays, ce sont la propriété et l'influence juives de l'industrie du cinéma[154]. » Ni les Japonais ni les Allemands…

On trouve aussi des Juifs au premier rang de ceux qui développent les deux autres nouveaux moyens de communication : la radio et la télévision. Deux destins les illustrent :

Né près de Minsk en 1891, immigré à New York en 1905, devenu, après de brèves études dans une *yeshiva*, vendeur de journaux à quinze ans, puis télégraphiste chez Marconi, David Sarnoff reçoit, le 14 avril 1912, les ultimes messages du *Titanic* et fait connaître au monde entier les noms des survivants. En 1919, le voici directeur commercial chez RCA, qui a fusionné avec Marconi. En 1921, il a l'idée, à partir d'un émetteur de la marine, de commenter pour le public le championnat de boxe Carpentier-Dempsey. La radio est née – reste à la populariser. RCA investit 2 000 dollars dans le projet de Sarnoff. Il a ensuite l'idée de combiner radio et phonographe. En 1926, il met sur pied le premier réseau de radiodiffusion, puis devient président de RCA en 1930. En 1939, il lance la télévision en fondant la NBC.

Fils d'un émigré russe devenu fabricant de cigares, passé par Warton School, William S. Paley découvre en 1927 la radio à l'occasion de publicités faites par l'entreprise paternelle dans une petite station de Philadelphie, qu'il rachète en 1929. Il en fait CBS, introduit Bing Crosby et Frank Sinatra à la radio et, en 1939, lance CBS dans la télévision en même temps que Sarnoff crée NBC. Il en restera le patron jusqu'à l'âge de quatre-vingt-dix ans, en 1990, après avoir limogé trois de ses… successeurs !

Pendant ce temps, de 1924 à 1938, cent cinquante mille Juifs originaires d'Allemagne et d'Autriche réussissent à passer aux États-Unis malgré les quotas très limités réservés aux Juifs du Reich. Parmi eux, Albert Einstein, Hannah Arendt, Herbert Marcuse, Bruno Bettelheim. Et Edward Teller qui, sous la direction d'un physicien Juif new-yorkais, Robert Oppenheimer, va bientôt mettre en route le projet nucléaire américain à Los Alamos.

Jérusalem

À l'issue de la Grande Guerre, l'ancien Empire ottoman et la Perse, qui abritent alors les plus importantes réserves mondiales de pétrole, deviennent des lieux d'affrontement entre Occidentaux. Les Britanniques soutiennent

l'Arabie des Saoud et l'Irak et confirment l'indépendance du Koweït créé en 1915. La part allemande de la Turkish Petroleum Company – créée en 1912 par des banques allemandes pour contrôler le pétrole irakien – est cédée à la France. Une miette, comparée au « gâteau » que se partagent l'Anglo-Persian Oil Company (APOC), la Shell et le groupe local privé Gulbenkian.

Le 3 mars 1919, le président Wilson parle d'un *« Jewish Commonwealth »*. L'Organisation sioniste et des mécènes non sionistes achètent des terres dans la région de Jérusalem, de Tel-Aviv, de Haïfa et en d'autres zones jusque-là inaccessibles : le Neguev, la Transjordanie. La même année, un syndicat, la Histadrut, est fondé à Haïfa et compte aussitôt quatre mille membres. C'est rapidement un conglomérat économique et social. « L'objectif, disent ses statuts, est d'impliquer tous les travailleurs de Palestine qui vivent de leur travail sans exploiter personne dans l'installation de colonies nouvelles et dans toutes les questions économiques et culturelles affectant le travail en Palestine. » Il regroupe bientôt la moitié des salariés du pays.

En Palestine – Transjordanie comprise – vivent alors 600 000 Arabes et 60 000 Juifs ; 25 000 émigrés sont repartis sous la pression des Turcs. Mais une nouvelle *alya* se déclenche : 40 000 nouveaux émigrants viennent les remplacer.

En 1920, les Arabes fomentent des émeutes à Jérusalem, puis à Jaffa. Jusque-là favorable à un État binational judéo-arabe, Rupin se rallie à l'idée d'un État juif séparé. En 1921, le premier congrès sioniste de l'après-guerre se tient à Karlsbad (Karlovy Vary en Tchéquie) ; Chaïm Weizmann en devient le président. On discute de l'insuffisance de la collecte de fonds dans les communautés juives en faveur de la Palestine, et des difficultés rencontrées avec les Arabes. On conclut que le sionisme « veut vivre en relations d'harmonie et de respect mutuel avec le peuple arabe », et on demande à l'exécutif du mouvement de réaliser « une compréhension sincère avec le peuple arabe ».

En juillet 1922, la Société des Nations confie officiellement à la Grande-Bretagne un mandat sur la Palestine. La déclaration Balfour est reprise dans le préambule du mandat. Une décision qui rencontre, parmi d'autres, le soutien de la Chine de Sun Yat-sen – dont le principal conseiller est un Juif de Shanghai devenu général chinois, Morris Cohen, cependant qu'en face

un médecin juif autrichien, Jacob Rosenfeld, devient médecin dans la future Armée populaire de Mao Tsé-toung…

En septembre 1922, la Transjordanie, partie orientale de la Palestine, est confiée à l'un des fils de l'émir Huseyn, l'émir Abdallah, créant ainsi un État tampon entre la Syrie sous tutelle française et la péninsule arabique où monte encore la puissance de la famille Saoud. Il faudra attendre trois ans pour que la Transjordanie récupère Aqabah au détriment des Saoudiens et accède à la mer. Aucune identité nationale n'unit encore les divers habitants du reste de la Palestine, venus de Syrie, du Liban, d'Arabie et d'autres lieux.

Herbert Samuel est nommé haut-commissaire dans le reste de la Palestine. Y vivent maintenant 660 000 Arabes et 84 000 Juifs. Bien que les Britanniques veuillent contenir l'immigration juive, vingt-cinq nouvelles implantations sont créées dans des conditions économiques précaires ; le prix des terres contiguës aux colonies et de celles disposant de sources d'eau monte en flèche. On s'installe beaucoup plus en ville. En trois ans, Tel-Aviv passe de 13 000 à 40 000 habitants. De petites industries, des commerces s'y développent. Mais les dirigeants de l'Agence juive ne possèdent pas le capital nécessaire à l'assistance des 60 000 nouveaux arrivants, en l'espace de trois ans, de Pologne et de la nouvelle URSS (dont Golda Meyerson, qui deviendra Golda Meir).

La raison de cette insuffisance de ressources est toujours la même : malgré la déclaration Balfour, la plupart des Juifs riches restent hostiles ou indifférents au sionisme ; alors que les hommes politiques américains et européens l'approuvent, tel le président Harding qui parle, en 1921, de « restaurer les Juifs dans leur demeure historique nationale », ou de Calvin Coolidge qui évoque la « mère patrie juive en Palestine[7] ».

L'un des dirigeants sionistes, Menahem Ussishkin, élu en 1923 à la présidence du Jewish Colonial Trust, part alors avec Chaïm Weizmann en Europe et en Amérique pour tenter de collecter des fonds. Avec les maigres capitaux qu'il rapportera, un autre responsable, Yehoshua Hankin, financier hors de pair sous des allures de rabbin, négociera avec des Bédouins l'achat de 60 000 hectares à Rehovot, à Hadera, en Galilée, dans la vallée de Beit She'an, près du Jourdain, au sud de Tibériade. Personne n'a en tête une carte précise du pays à édifier.

Au printemps de 1923, Felix Warburg rencontre à New York Chaïm Weizmann, venu quêter le soutien politique et financier des communautés juives américaines. Le futur premier président de l'État d'Israël raconte ainsi sa rencontre avec l'un des Juifs les plus fortunés du monde – peut-être le plus riche –, qui résume bien l'attitude des Juifs américains de l'époque à l'égard du sionisme :

« Felix était un homme exceptionnel, charitable au plus haut degré, une figure centrale de la communauté juive américaine, même s'il n'était pas en contact étroit avec sa base. Il y avait quelque chose du “bon prince« en lui […]. Monsieur Warburg me fit un compte rendu de ce qui, selon ses renseignements, se passait en Palestine. Pour être franc, je n'ai jamais entendu galimatias plus fantaisiste de la part d'une personne inspirant confiance : bolchevisme, immoralité, gaspillage d'argent, inaction, inefficacité, tout cela fondé sur des ouï-dire[18]… »

Weizmann suggère alors à Felix Warburg de se rendre en Palestine pour se faire une idée par lui-même. À sa grande surprise, Felix accepte. Il y part même dans les semaines qui suivent. À son retour, il revoit Weizmann, encore en Amérique, qui note un certain changement dans l'attitude du milliardaire, passée de l'hostilité à la bienveillance distante :

« Nous ne considérions pas la Palestine sous le même angle : pour nous, sionistes, c'était un mouvement de renouveau national ; pour lui, c'était, tout au moins lorsqu'il commença à s'y intéresser, l'une de ses cinquante-sept activités philanthropiques – peut-être plus importante et plus intéressante que les autres, mais dont la nature n'était guère différente. Toute son éducation s'opposait à ce qu'il partageât nos vues ; d'ailleurs, ses collègues, dans les innombrables affaires où il était engagé, le prévenaient constamment du danger qu'il courait en s'identifiant de trop près aux sionistes. Warburg était un des atouts les plus précieux de leur communauté et ils craignaient fort de le perdre au profit d'une idée nouvelle qui, dans son principe et son essence, pouvait accaparer toute son attention[18]. »

À compter de ce jour, Felix Warburg va collaborer avec Weizmann en favorisant une série de projets culturels en Palestine. Mais il ne s'intéresse pas vraiment à l'acquisition de terres, et encore moins au projet politique des sionistes. L'opposition est même frontale entre les deux stratégies – l'une culturelle, l'autre politique.

Pour Warburg, la Palestine doit devenir un foyer culturel du judaïsme, le lieu de renaissance d'une identité éthique, et non pas une nation parmi d'autres ; il pense d'ailleurs que Weizmann nourrit surtout une ambition politique personnelle.

Warburg crée ainsi un comité destiné à financer le développement à Jérusalem d'une université, dont un embryon vient d'être installé sur le mont Scopus – elle était envisagée par le mouvement sioniste dès 1913. Il prend l'essentiel des dépenses à sa charge, à condition d'en faire une université du judaïsme, alors que Chaïm Weizmann – et plus tard Albert Einstein – souhaitent qu'elle devienne un institut scientifique. Felix, qui apporte l'argent, impose son point de vue. Pour le contrer, Weizmann et Einstein fondent alors, près de Tel-Aviv, ce qui deviendra bien plus tard l'Institut Weizmann, un des premiers instituts scientifiques du monde. En octobre 1924, tous viendront inaugurer les premiers locaux de l'Université hébraïque de Jérusalem, dont – toujours en désaccord – ils composent le premier conseil d'administration.

Seuls quelques Juifs européens se montrent actifs dans l'achat de terres. Ainsi les Rothschild, qui sont même pour certains d'entre eux devenus sionistes. En 1923, Edmond-James crée une Palestine Jewish Colonization Association, dont la première colonie est Binyamina (du nom hébreu de son père). Il est élu président d'honneur de l'Organisation sioniste mondiale, dont Weizmann est le président opérationnel. Le conseil exécutif de l'Organisation quitte Londres pour s'installer à Jérusalem, avec le Jewish Colonial Trust dont la filiale, l'Anglo-Palestine Company, devient la Banque Leumi (« Banque nationale »). Le nombre de Juifs en Palestine passe de 90 000 en 1927 à 160 000 en 1929.

La Turkish Petroleum Company (TPC) devient l'Irak Petroleum Company. Esso, Gulf, Texaco, Socal/Chevron et Socony/ Mobil figurent dans son capital. En 1928, un accord dit « de la ligne rouge » interdit aux compagnies actionnaires de l'Anglo-Palestine Company d'exploiter du pétrole sans l'accord des autres dans les limites de l'ex-Empire ottoman – Arabie saoudite incluse, Koweït exclu. La France perd Mossoul, mais reçoit en échange le quart de la production de brut de cette région par l'intermédiaire de la Compagnie française des pétroles (aujourd'hui TotalFina-Elf). La répartition du pétrole du Moyen-Orient est réglée, ainsi

que le sort de ceux qui en gèrent les territoires : ils seront sous tutelle anglo-saxonne. Non sans quelques trahisons entre eux, comme on va voir.

En 1929, pour la première fois, une conférence réunit à Londres l'Organisation sioniste mondiale et des représentants des communautés juives du monde entier. Décidant de soutenir le mouvement sioniste, cette conférence crée une nouvelle instance (il en existe déjà au moins trois autres !), le Keren Hayesod, pour collecter des fonds auprès des communautés exsangues et sceptiques d'Europe et d'Amérique, et surtout une agence chargée d'organiser, avec les Britanniques, l'accueil des Juifs en Palestine : l'« Agence juive », dont le principe était prévu dès 1922, dans le texte du mandat britannique. Son conseil d'administration s'installe à Londres, que vient de quitter l'exécutif de l'Organisation sioniste. Ce n'est encore qu'un club : « L'Agence juive, écrit Weizmann, réunit un groupe de personnalités des plus distinguées : toutes les classes de la société, toutes les œuvres de l'esprit humain sont représentées, depuis Léon Blum, le grand chef socialiste, jusqu'à Marshall et Warburg, personnages de droite ; depuis Lord Melchet, l'un des plus importants industriels de Grande-Bretagne, jusqu'à Albert Einstein et au poète Chaïm Nachman Bialik[443]. »

Cette même année, à Hébron, à Haïfa et en d'autres localités, des émeutes font 135 victimes juives et 116 arabes. À la demande des dirigeants arabes, le gouvernement MacDonald tente d'imposer une nouvelle fois des restrictions à l'immigration juive. En signe de protestation, Felix Warburg et Chaïm Weizmann, pour une fois du même avis, démissionnent du conseil de l'Agence et n'y reviennent que quand le Premier ministre britannique renonce à ces restrictions.

Mais Warburg reste méfiant envers Weizmann, qu'il considère de plus en plus « comme une sorte de Mussolini ». En 1929, il écrit à l'un des dirigeants juifs britanniques, le fondateur de la première compagnie chimique d'Europe, l'Imperial Chemicals, Sir Alfred Bond, devenu Lord Melchet, l'un des rares Juifs encore influents dans l'*establishment* britannique, membre comme lui du conseil de l'Agence juive : « Je suis pour toute action permettant de parvenir à un accord avec les Arabes et montrant que nos ambitions sont limitées. » Les relations entre Felix et Chaïm ne peuvent que se tendre encore. Les Britanniques ne se privent

d'ailleurs pas de jouer souvent Warburg, qui prône l'idée d'un « foyer » culturel, contre Weizmann, qui réclame la création d'un État.

En 1930, Edmond-James de Rothschild, seul acteur financier significatif du sionisme, acquiert avec ses propres capitaux 5 200 hectares sur lesquels il crée des villages (Pardess Hanna, Binyamina, Givat Ada, Bnei Brak et Herzliya), des *kibboutzim*, des *moshavim*, des vignobles, une compagnie électrique, une cimenterie. L'année de sa mort, en 1934, il achète 5 600 nouveaux hectares à deux familles arabes de Syrie, et établit des colonies en Haute-Galilée et dans la vallée du Huleh. Au total, il aura acheté 50 000 kilomètres carrés de terres et créé près de trente colonies, qui reviennent alors à une fondation à qui il a fait interdiction de les revendre.

En 1933, l'accord dit « de la ligne rouge » est rompu par les Américains : Socal/Chevron obtient du roi Ibn Séoud, que la Grande-Bretagne vient de reconnaître comme roi, la concession du territoire saoudien, où du pétrole a été découvert en 1930, sans l'assentiment des autres. La même année, un Haut Comité exécutif arabe, présidé par le grand mufti de Jérusalem, Hadj Amine el-Husseini, déclenche des troubles à Jérusalem et à Jaffa contre les Anglais, entraînant la mort de vingt-cinq Arabes et d'un policier britannique.

Avec l'arrivée au pouvoir de Hitler, l'émigration en provenance d'Europe s'accélère : de 1933 à 1936, 174 000 réfugiés – ouvriers, agriculteurs, employés, médecins – débarqueront encore d'Allemagne, de Pologne, d'Autriche, de Tchécoslovaquie, de Hongrie ; parmi eux, 60 000 seront originaires du Reich, parmi lesquels le grand philosophe allemand Martin Buber. Les organisations juives continuent d'acheter des terres. On dénombre maintenant en Palestine deux cent mille Juifs pour un million d'Arabes attirés par la croissance économique.

En janvier 1935, l'Agence juive s'érige en gouvernement officieux des Juifs de Palestine. Le 26 janvier 1935, une *fatwa* est lancée par le grand mufti de Jérusalem contre les Arabes qui vendent leurs terres à des Juifs. En novembre, le Haut Comité arabe que développe le grand mufti réclame encore l'interdiction de la vente de terres aux organisations sionistes, l'arrêt de l'immigration juive et une grande nouveauté : la mise en place d'un gouvernement autonome arabe.

Le haut-commissaire britannique accepte et propose l'instauration d'un Conseil législatif. Mais, en février 1936, Londres rejette le projet ; il est trop tôt : le déséquilibre entre les deux populations est encore trop grand.

Le 19 avril 1936, une révolte arabe massacre des passants juifs à Jaffa, puis d'autres à Tel-Aviv. En mai, une grève de cent soixante-quinze jours des travailleurs arabes s'emploie à interrompre les communications entre les différentes implantations juives, pour démontrer que le fonctionnement du pays dépend de la population arabe et pour contraindre les Britanniques à arrêter le développement du projet sioniste et à créer sur-le-champ un gouvernement national arabe sur toute la Palestine.

Au même moment, la menace hitlérienne conduit à la création du Congrès juif mondial – une organisation de plus ! –, qui vise à regrouper les organismes dirigeants des communautés juives du monde entier, sionistes ou non. C'est la première fois dans leur histoire que toutes les diasporas tentent de se coordonner. Le Congrès juif restera toujours un lieu de rencontre sans pouvoir et sans réelle légitimité représentative.

Malgré la volonté des Juifs de repousser encore la décision, dans l'attente de l'afflux de nouveaux immigrants, en juin 1937, une commission britannique chargée, sous la direction de Lord Peel, d'étudier une solution définitive, propose pour la première fois le partage du pays en trois entités : un État juif qui inclurait une zone côtière s'étendant du mont Carmel à Be'er Tuvia, la vallée de Jezreel et la Galilée ; un État arabe qui inclurait la Judée, la Samarie et le Neguev, et qui fusionnerait avec la Transjordanie ; une zone médiane, entre Jaffa et Jérusalem, qui resterait sous mandat britannique. Des couloirs permettraient à tous d'accéder aux Lieux saints, « dépôts sacrés de civilisation », qui demeureraient eux aussi sous mandat britannique. En attendant la création de ces deux États, les Juifs se verraient interdire d'acheter des terres dans la région allouée aux Arabes.

C'est la première fois que l'idée d'un État proprement juif semble prise au sérieux par les Anglais.

Le gouvernement et le Parlement britanniques acceptent les conclusions de la commission Peel. Quant aux sionistes, ils sont divisés : l'État serait exigu, réduit à deux cent mille habitants ; Jérusalem n'y serait pas incluse. David Ben Gourion veut accepter le plan : mieux vaut un État que rien. Les

Arabes le rejettent : ils ne veulent pas d'un État juif, même en échange d'un État palestinien. Les groupes militaires de la Haganah, l'armée officielle de l'Agence juive, et de l'Irgoun, milice paramilitaire sioniste de droite créée en 1937, lancent alors de nombreuses offensives contre les Britanniques pour créer un fait accompli sur un territoire plus vaste que celui prévu par la commission Peel. L'insurrection arabe reprend. Les Anglais dissolvent le Haut Comité arabe. Le grand mufti de Jérusalem s'enfuit au Liban.

Entre 1937 et 1939, 250 000 immigrants arrivent à passer, fuyant l'enfer nazi ; beaucoup d'autres doivent repartir, les barrages, les pressions arabes empêchant les Anglais de les laisser entrer en Palestine. La population juive totale atteint à présent 450 000 personnes. L'économie se développe : industries agro-alimentaires, textiles, raffineries de pétrole, coopératives de transport, compagnies d'électricité et compagnies des eaux, usines de potasse de la mer Morte. De nouveaux *kibboutzim* sont créés à des endroits stratégiques.

En 1939, le gouvernement britannique convoque une conférence entre Juifs et Arabes pour en finir ; les Arabes refusent d'y participer. Londres publie en mai 1939 un nouveau *Livre blanc* qui prévoit, quoi qu'il arrive, l'expiration du mandat dans un délai de dix ans. Catastrophe pour les sionistes : il renie la déclaration Balfour et prévoit la fondation d'un seul « État souverain de Palestine » divisé en trois zones, et une limitation de la population juive au tiers de celle des Arabes. Les frontières de ces trois zones sont différentes des lignes de partage indiquées par la commission Peel. L'une, comprenant les collines de Judée et de Samarie, la Galilée occidentale et le nord du Neguev, sera arabe, et les Juifs n'auront pas le droit d'y acheter des terres. Une autre (la vallée du Jezreel, la Galilée orientale et la plupart des plaines côtières) sera juive, et l'achat de terres pourra s'y poursuivre avec l'approbation du haut-commissaire. Une troisième enfin (une bande côtière allant de Zikhron Ya'akov à un point situé au nord de Rehovot, englobant les zones urbaines) sera elle aussi juive, et les achats de terres n'y seront soumis à aucune restriction. Ce n'est plus du tout la même carte ! Et surtout, ce *Livre blanc* limite l'immigration juive à 75 000 entrées en cinq ans, ce qui bloque en Europe ceux qui voudraient fuir le nazisme. Les Anglais ont abandonné toutes leurs promesses. Pourtant, lorsque éclate la guerre, Juifs et Britanniques se

retrouvent dans le même camp ; on met sous le boisseau les questions judéo-arabes.

En 1941, le grand mufti de Jérusalem prône l'extermination des Juifs en Palestine et demande à Hitler de « régler la question juive dans l'intérêt national et populaire, sur le modèle allemand ».

Le 6 mai 1942, à New York, les dirigeants de l'Agence juive rencontrent des représentants du gouvernement américain à l'hôtel Biltmore. David Ben Gourion, patron de l'Agence juive, explique qu'il n'y aura pas de nouvel ordre mondial « tant que le problème de l'absence de patrie des Juifs ne sera pas résolu ». Il ne sait pas qu'en Europe la Shoah a commencé.

6. L'économie de la Shoah

À d'innombrables reprises dans l'Histoire, les Juifs ont été expulsés après avoir servi. Cette fois, on va pousser la barbarie jusqu'au bout : ils ont aidé à mondialiser l'économie ; quiconque les hait ne peut donc prendre le risque de les expulser, de crainte de les voir se retourner contre lui de l'extérieur ; la seule solution de la haine est donc « finale ».

Tous les courants de l'antijudaïsme et de l'antisémitisme, explicites ou implicites, de Marx à Drumont, de Weber à Sombart, et beaucoup d'autres, convergent alors dans un tragique apogée : ils voulaient se débarrasser du judaïsme ; les nazis vont se débarrasser des Juifs[74]. Le Juif n'est pas pour eux un bouc émissaire, mais le point focal auquel tout ramène, celui qu'il faut éliminer pour en finir avec les deux premières contraintes du monde : l'argent et Dieu. Il n'y a là aucune rationalité, seulement une monstruosité.

Au départ, il s'agit encore d'expulser : le programme du Parti national-socialiste en date du 4 février 1921 énonce clairement, en son point 17, que, dès la prise de pouvoir, toute personne ayant un grand-parent juif entrée en Allemagne après le 2 août 1914 perdra sa nationalité, sera expropriée et « expulsée » de l'espace vital germanique. En 1924, Adolf Hitler écrit dans *Mein Kampf* qu'il faut protéger « l'existence et la reproduction de notre race et de notre peuple, la subsistance de nos enfants et la pureté de notre sang, la liberté et l'indépendance de notre patrie[201] ». Alfred Rosenberg, l'idéologue du Parti nazi, prône en 1930 dans *Le Mythe du XX^e siècle*, « la

purification de la race nordique », pour la préserver du métissage, en « liquidant » les « asociaux », les « parasites », les « indésirables », en particulier les Juifs, agents révolutionnaires alliés aux bolcheviks pour dominer le monde. On pourrait se contenter de les chasser, mais c'est sans compter qu'il serait dangereux pour eux, en les expulsant, de grossir le nombre d'ennemis de l'extérieur. Un Juif à l'extérieur étant aussi dangereux qu'à l'intérieur, il ne restera que la « solution finale ». Ce que l'on n'appelle pas encore la mondialisation interdit l'expulsion ; elle oblige à l'anéantissement.

L'antisémitisme, qui accompagne depuis des siècles la révolution industrielle, y trouve sa conclusion ultime : l'élimination, par la mise en œuvre des principes mêmes de cette révolution, des ennemis de l'Allemagne nouvelle. Pour les empêcher de nuire à l'Allemagne, de l'intérieur et de l'extérieur. Tous les acteurs de l'économie allemande, et pas seulement les nazis, vont y jouer leur rôle[74]. Et l'on ne créera pour cela aucun organe spécifique : dans l'acheminement, la comptabilité, la gestion, la récupération des sous-produits et la mise en place des camps de la mort, tout est imité des usines et de la société.

L'économie de la prise de pouvoir

Le 10 avril 1932, le maréchal Hindenburg est réélu avec 19,2 millions de suffrages contre 13,5 millions à Adolf Hitler. Heinrich Brüning, qui a soutenu le maréchal, reste chancelier et continue d'invoquer le chômage – qui frappe maintenant plus de cinq millions d'Allemands – pour réclamer l'annulation définitive des réparations de la Grande Guerre. Le 29 mai, il démissionne ; Franz von Papen lui succède à la tête d'un cabinet de techniciens et de « barons » ; il s'efforce d'inclure les nazis dans la majorité en vue de préparer de nouvelles élections, dans l'espoir de les neutraliser. En juin, à Lausanne, Papen obtient l'annulation définitive des réparations en échange de la vague promesse d'un versement ultérieur, par l'Allemagne, de trois milliards de marks à un Fonds de reconstruction de l'Europe, qui reste à établir. Aux élections législatives de juillet, les nazis refluent légèrement, remportant 200 sièges sur 607. Hjalmar Schacht se range alors derrière Hitler. Papen démissionne. Hindenburg fait appel au général von Schleicher.

Les troubles redoublent. On compte maintenant plus de six millions de chômeurs. Hindenburg décide une nouvelle dissolution en novembre 1932. À l'issue du nouveau scrutin, les nazis perdent 34 sièges.

Le 30 janvier 1933, à la demande de Papen qui pense être en mesure de manipuler le futur Führer, Hindenburg nomme Hitler au poste de chancelier avec seulement trois ministres nazis sur onze. Après un meeting d'appel de fonds à Berlin, le 8 février, et une réunion le 20 chez Hermann Goering, président du Reichstag, les industriels allemands – Frederick Flick, Röchling, Siemens, Westruck, Hugo Stinnes, Wilhelm Zangen, président du patronat allemand, et surtout les Krupp – rallient alors les nazis. Le 27 février, le Reichstag est incendié ; le 28, à la demande de Hitler, le maréchal-président suspend les libertés fondamentales et fait arrêter un grand nombre de communistes ; Hindenburg convoque des élections pour le 5 mars 1933. Les nazis obtiennent 44 % des voix. Hitler est confirmé à la chancellerie.

L'élimination des Juifs – théorisée depuis si longtemps – s'organise alors en six étapes : expropriation, concentration, travail forcé, opérations mobiles de tuerie, déportations, extermination.

Expropriation

Le 14 mars 1933, Max Warburg apprend que le maire de Hambourg ne le consultera plus sur les problèmes financiers de la ville parce qu'il a reçu de nombreuses pétitions contre la « dictature » des Warburg. Max ne s'inquiète guère : son ami Schacht, qui vient d'être désigné comme responsable du financement de la campagne électorale de Hitler, revient, dès le 17 mars, à la présidence de la Reichsbank, qu'il a quittée trois ans plus tôt. Mieux encore : dans le décret de nomination de Schacht, signé de la main de Hitler, sont également nommés les huit autres membres du conseil de la Banque centrale. Parmi eux, trois banquiers juifs : Mendelssohn, Wasserman, de la Deutsche Bank, et Max Warburg. Un Warburg nommé par Hitler !… C'est la preuve qu'il n'y a rien à redouter : les nazis ne feront rien de ce qu'ils annoncent. Le tout-puissant Schacht répète d'ailleurs à qui veut l'entendre qu'il n'est pas question de nuire aux Juifs, « si importants pour le bon état des finances internationales de l'Allemagne[18] ». Comme la plupart

des autres Juifs allemands, Max Warburg est donc encore confiant, même quand les nazis accusent les Juifs de contrôler la presse et d'avoir accaparé toute l'industrie en mettant à profit la crise de 1923. Quand, dès mars 1933, son neveu Siegmund quitte l'Allemagne en abandonnant tout et le supplie d'en faire autant, Max répond qu'« il sait de source sûre que les dirigeants nazis ne prennent pas eux-mêmes au sérieux ce qu'écrivent leurs propres journaux[18] ». Allemand depuis quatre siècles, Max ne peut croire à la folie de ses compatriotes…

Le 7 août 1933, lors d'une conférence réunie à Amsterdam, un avocat de New York, Samuel Untermeyer, réclame, au nom des Juifs américains, le boycottage de l'Allemagne. Plusieurs organisations juives organisent et financent quelques départs d'Allemagne à destination de la Palestine et des États-Unis. Aucun autre pays ne se porte volontaire pour les accueillir. Le Canada leur ferme même explicitement ses portes : *« None is too many »* (« Aucun est déjà trop »). Il y a alors 9,5 millions de Juifs en Europe, sur un total de 15,4 dans le monde ; 5,5 millions se trouvent en URSS et en Pologne.

En mai 1933, Haïm Arlozorof, qui dirige alors le département politique de l'Agence juive, négocie un accord secret avec les nazis (sous le nom de code *Haavara*, « transfert »). Aux termes de cet accord, les Juifs allemands qui partiraient vers la Palestine laisseraient leurs biens à des organisations juives, lesquelles les vendraient à des Allemands et, avec le produit de ces ventes, d'une part achèteraient des marchandises allemandes pour la Palestine et d'autre part assisteraient les émigrés à leur arrivée en Terre promise. On n'est pas loin de la Jewish Company imaginée quarante ans plus tôt par Theodor Herzl. Beaucoup de sionistes protestent. En juin 1933, Arlozorof est assassiné. À l'issue d'un grand débat – faut-il, ce faisant, soutenir indirectement l'économie nazie ? –, le projet est avalisé au congrès sioniste de Prague en octobre 1933. Rupin signe l'accord. MM. Warburg en organise le financement. Un des dirigeants du mouvement sioniste radical, Jabotinsky, juge pour sa part l'accord « ignoble, déshonorant, méprisable », et prône au contraire un renforcement du boycottage de l'Allemagne. Les quelque vingt mille Juifs allemands qui bénéficieront de ce plan auront, en définitive, la vie sauve.

À la fin de 1933, Henry Goldman, rentré en Allemagne en 1932, est arrêté par les nazis ; relâché, il repart au plus vite pour New York.

En juillet 1934, Schacht rassure encore Max Warburg : il a obtenu d'Adolf Hitler lui-même la confirmation que les Juifs « conserveront le droit vivre normalement en Allemagne ».

En juillet 1935 – quelques jours après qu'à Paris, le 14 juillet, le cortège funèbre d'Alfred Dreyfus a traversé la place de la Concorde devant les troupes en armes – sont promulguées les lois de Nuremberg « pour la protection du sang et de l'honneur allemands », interdisant les mariages entre Juifs et non-Juifs. Est déclarée juive toute personne ayant soit trois grands-parents juifs, soit seulement deux si son conjoint est juif. Les Juifs sont désormais bannis de la fonction publique, de la justice, de l'enseignement, des professions libérales, de l'armée et des métiers de la culture. Un quota limite leur admission dans les écoles et les universités.

Les entreprises juives, elles, continuent de fonctionner. En 1936 – alors que la coalition du Front populaire conduite par Léon Blum accède au pouvoir en France, suscitant une nouvelle vague d'antisémitisme –, les comptes de MM. Warburg sont encore à l'équilibre. Krupp continue de lui verser les intérêts dus au titre d'emprunts. De nombreux Juifs allemands pensent encore que le nazisme n'est qu'un phénomène passager qui va disparaître rapidement.

Il s'en trouve même pour laisser entendre que les nazis soutiennent le sionisme ! Une circulaire du ministère allemand des Affaires étrangères du 22 juin 1937 établit pourtant clairement le contraire : les nazis ne veulent pas de puissance juive hors d'Allemagne. Ce document capital atteste que la « solution finale » est dans tous les esprits dès l'avant-guerre : « Ce serait néanmoins une erreur de supposer que l'Allemagne soutient la formation d'une structure d'État en Palestine sous quelque forme de contrôle juif. Au vu de l'agitation anti-allemande du judaïsme international, l'Allemagne ne peut pas approuver [l'idée] que la formation d'un État juif en Palestine aiderait au développement pacifique des nations du monde. » Un mémorandum interne de la section des Affaires juives de la SS reprend et confirme : « La proclamation d'un État juif ou d'une Palestine administrée par les Juifs créerait pour l'Allemagne un nouvel ennemi qui aurait une profonde influence sur les développements [politiques] au Proche-Orient. »

Un État juif « travaillerait à apporter une protection spéciale aux minorités juives dans tous les pays, donnant par conséquent une protection légale à l'activité parasite du judaïsme mondial ». Un tel État ne pourrait pas absorber tous les Juifs, mais « servirait de base au judaïsme international, comme Moscou sert de base au communisme international ». Tout ici est explicité : puisque l'expulsion est dangereuse, l'élimination est la seule solution qui vaille. Beaucoup, dans les chancelleries anglaise, française et américaine, soucieux de leurs intérêts arabes, ne sont pas loin de penser aussi qu'il ne faut pas laisser les Juifs s'installer en masse ailleurs, c'est-à-dire en Palestine.

Dans un premier temps, pourtant, les licenciements de Juifs sont traités conformément à la loi allemande ; les tribunaux sont saisis de nombreux litiges qu'ils traitent imperturbablement : ainsi, un régisseur de plateau juif, engagé pour une durée indéterminée, assigne pour rupture de contrat une société cinématographique qui s'estime en droit de le licencier en vertu d'une clause de son contrat prévoyant la cessation d'emploi en cas de « maladie, mort ou causes similaires qui mettraient le régisseur dans l'incapacité de travailler ». En 1938, le Reichsgericht (la plus haute juridiction d'Allemagne) confirme d'ailleurs que cette clause de son contrat est « incontestablement applicable », au motif que les « caractéristiques raciales », du plaignant équivalent à une maladie ou à la mort[198]. Autrement dit, dès 1938, pour les plus hauts magistrats d'Allemagne comme pour ses diplomates, tous les Juifs du Reich sont déjà considérés comme juridiquement morts.

Cette même année 1938 débute l'expropriation des entreprises juives. En avril, les Juifs doivent d'abord déclarer toute valeur supérieure à 5 000 marks : 135 700 Juifs allemands déclarent ensemble un montant de 7 milliards de Reichsmarks ; 9 567 Juifs étrangers déclarent 415 millions de Reichsmarks ; 2 259 Juifs « apatrides » déclarent 73 millions de Reichsmarks. Total : 7,5 milliards de Reichsmarks. Là-dessus, on leur prélève des impôts qui rapportent 2 milliards de Reichsmarks, soit près d'un tiers de la valeur des patrimoines enregistrés.

Le 14 juin 1938, un décret du ministère de l'Intérieur demande que soient déclarées, en vue d'expropriation, toutes les entreprises industrielles juives. Sont considérées comme telles les entreprises dont les propriétaires sont

juifs ou dont le président, un des représentants légaux ou un membre du conseil d'administration est juif. Toutes ces entreprises doivent être cédées à des non-Juifs et « aryanisées ».

Est ensuite décidée l'aryanisation des entreprises de services (banques, conseils en crédit, transactions immobilières, courtage en Bourse). En mai 1938, MM. Warburg est cédé à un employé devenu nazi, Brinckmann[18]. C'est aussi le cas de Bleichröder, d'Oppenheim et d'une centaine d'autres banques juives. En juillet 1938, on supprime les licences des médecins et des avocats juifs.

Dans le *Gau* de Franconie, Julius Streicher fait convoquer tous les propriétaires juifs de logements, leur fait signer un transfert de leurs biens à la ville de Fürth ou à un autre acquéreur qu'il désigne, pour un prix symbolique. La ville paie 1 000 Reichsmarks des appartements qui en valent 100 000 ; un particulier achète pour 180 Reichsmarks une maison qui en vaut 20 000[198]. Max Warburg se décice à quitter Hambourg.

Ensuite, c'est au tour des commerçants. Dans la nuit du 9 au 10 novembre 1938, après l'assassinat à Paris d'un diplomate allemand par un jeune Juif polonais, Hershel Grinszpan, les nazis massacrent des centaines de personnes, en blessent grièvement des milliers d'autres ; 7 500 magasins sont pillés, 300 synagogues incendiées. C'est la « nuit de Cristal ».

Le surlendemain, 12 novembre 1938, à 11 heures, une réunion surréaliste, présidée par Goering, avec Goebbels et Heydrich, ordonne que les compagnies d'assurances remboursent le montant des dégâts causés dans les magasins juifs… au ministère des Finances, afin de compenser les impôts que les commerçants juifs ne pourront plus acquitter ! Les assureurs présents s'étonnent. Le ministère décidera, ajoute Goering, des sommes à reverser éventuellement aux propriétaires juifs. Il déclare : « La décision a été prise d'aryaniser l'économie allemande, d'en sortir les Juifs ; on a trop tardé à la mettre en œuvre […]. L'Allemagne veut s'approprier ce qui a été pillé. Donc, c'est le gouvernement allemand qui doit être indemnisé. […] Les Juifs doivent transférer leurs propriétés à l'État. » Une discussion s'ensuit : Goebbels propose d'ordonner aux Juifs de détruire eux-mêmes leurs synagogues pour les remplacer par des garages ; on discute de la question de savoir comment on va importer les six millions de vitres – soit l'équivalent de la production annuelle de vitrage en Belgique, le pays

fournisseur – nécessaires aux réparations, et on s'interroge enfin sur la façon de réserver aux Juifs des compartiments séparés dans les trains sans leur offrir pour autant l'avantage d'y être moins entassés que les autres…

En conclusion, il est décidé qu'une amende supplémentaire d'un milliard de marks sera infligée aux Juifs pour avoir provoqué « la juste colère du peuple allemand ». Vingt-cinq mille d'entre eux sont envoyés dans des camps de concentration à Dachau, Oranienburg-Sachsenhausen, Buchenwald, Ravensbrück et Mauthausen pour comportement « antisocial » et « criminel ».

Quelques semaines plus tard, les dernières entreprises industrielles, les derniers biens immobiliers, valeurs mobilières et comptes bancaires appartenant à des Juifs sont saisis.

En janvier 1939, Joachim von Ribbentrop répète que « l'Allemagne doit considérer la formation d'un État juif comme dangereuse », parce que « cela apporterait un accroissement international à la puissance du judaïsme mondial ». Personne ne veut entendre que son discours implique en réalité la liquidation de tous les Juifs sous contrôle allemand. De 1938 à mai 1939, seulement 150 000 d'entre eux quittent le Reich ; lorsque la guerre éclate, ils sont encore 370 000.

L'expropriation commence en septembre 1939 en Pologne, et à partir du 18 octobre 1940 en France, comme dans tous les pays annexés ou vaincus.

Les partages des biens juifs provoquent des conflits entre les services nazis[269]. Les stocks de matières premières confisqués vont à l'armée. Heinrich Himmler et le Bureau principal de renforcement de la germanité veulent faire attribuer les entreprises liquidées aux combattants et aux héritiers des Allemands « ethniques », puis à ceux des Allemands « assassinés » par les Polonais, enfin à ceux des combattants morts sur les différents fronts[198]. On décide donc de réserver des entreprises aux futurs anciens combattants, et l'on constitue alors des « sociétés de saisie » chargées d'administrer les entreprises juives dans l'attente du retour des guerriers.

C'est en France que, pour la première fois, les Allemands confient à un gouvernement étranger le soin de procéder pour leur compte à l'expropriation[269]. Le chef – allemand – de l'état-major administratif du

commandement militaire, le docteur Elmer Michel, écrit : « On s'efforcera de remplacer les Juifs par des Français pour faire également participer, de cette façon, la population française à l'élimination des Juifs, et pour éviter l'impression qu'uniquement des Allemands veulent se mettre à la place des Juifs[198]. » Le général Otto von Stüpnagel, représentant allemand, décrète que les entreprises comportant une participation juive minime pourraient ne pas être expropriées si elles se débarrassent « volontairement » de leurs actionnaires et dirigeants juifs. Le docteur Michel pousse alors à la cession « volontaire » des entreprises à des acquéreurs « aryens ». Si les Juifs refusent de brader leurs biens, la vente est conclue de force avec l'accord du commandement militaire. S'il n'y a pas d'acquéreur, le Service du contrôle du ministère de la Production industrielle et du Travail, dirigé par un ancien régent de la Banque de France, le président Fournier, nomme des administrateurs provisoires[269]. Tout est fait pour sauvegarder les apparences de la légalité. Pas assez, sans doute : en janvier 1941, le docteur Michel écrit au commandement militaire qu'« on essaie de susciter des doutes sur la validité légale que revêtiront, après la fin de l'Occupation, les contrats conclus par les administrateurs[198] ».

La loi vichyste du 22 juillet 1941 vise à « éliminer l'influence juive de l'économie nationale » en pratiquant les « consignations nationales ». En décembre 1941, le commandement allemand charge la Caisse des dépôts et consignations de collecter ainsi une amende d'un milliard sur les Juifs de France[232]. Elle rassemblera les « consignations » juives en achetant, à bas prix, à l'administration des Domaines les actions saisies dans les comptes bancaires de vingt-huit mille épargnants juifs.

Partout, dans le Reich et les territoires occupés, à partir de mars 1941, les acquéreurs allemands perdent le droit d'utiliser les marques de fabrique et dénominations commerciales juives. MM. Warburg devient ainsi MM. Brinckman[18]. La célébrissime marque de porcelaine Rosenthal est l'objet d'un débat ubuesque : la société, aryanisée en 1936 devenue Rosenthal Porzellan AG, souhaite conserver son nom (« Il ne s'agit pas d'un nom, mais du symbole d'un produit ») ; le ministre de la Propagande fait observer que le conseil d'administration est entièrement aryanisé, que le président, Philipp Rosenthal, fondateur de la société, a émigré en 1933, qu'il est mort, que sa veuve est une « pure Aryenne », que les nouveaux

propriétaires sont tous aryens ; tous les services sont favorables à la conservation du nom, mais personne n'ose prendre la décision d'autoriser une entreprise à garder un nom juif[198]. À la fin de 1941, les nazis finissent par décréter que… « Rosenthal » n'est pas un patronyme juif !

En octobre 1943, la situation en France de 11 000 entreprises et logements (le tiers en zone occupée) est « réglée ». Prudents, les acheteurs français de ces biens spoliés se constituent en association de « propriétaires d'anciennes entreprises juives » pour parer à toute contestation ultérieure. À l'été 1944, alors que les Alliés approchent de Paris, le docteur Michel exprime à nouveau sa satisfaction devant les progrès du « désenjuivement de l'économie française[53] » : 42 739 entreprises sont sous tutelle d'administrateurs nommés par l'État ; plus de 7 500 ont été liquidées, et autant vendues pour un montant de 2,1 milliards de francs.

Concentration

L'appauvrissement brutal des Juifs et leur exclusion du travail entraînent leur entassement dans les grandes villes, d'abord à Vienne et à Berlin. Dès 1939 s'y rassemblent plus de la moitié des Juifs du Reich. En Pologne, quand l'occupant allemand arrive, le 6 septembre 1939, à Cracovie, il y trouve 50 000 Juifs. En avril 1940, on leur laisse quatre mois pour évacuer la ville : 35 000 s'en vont et 15 000 sont autorisés à rester. Puis on les fait revenir et on les enferme dans des ghettos. Le premier est créé à Lodz dès 1940 ; il regroupe 150 000 personnes. D'autres le sont, en mars 1941, à Cracovie (20 000 Juifs, dont 6 000 des villages voisins), à Lublin et à Varsovie (où l'on entasse 500 000 personnes dans des conditions abominables). Dès que le ghetto est institué, les Allemands en délèguent l'administration à la communauté juive[198]. Chaque ghetto se constitue ainsi comme une cité-État assiégée, avec ses révoltes, ses héros et ses faiblesses.

En avril 1941, Paetsch, directeur de la Banque centrale du Reich, affirme que la gestion du ghetto de Lodz coûte un million de Reichsmarks par mois, et que celui de Varsovie reviendra aussi cher. Le chef de la division des Finances du gouvernement général de la Pologne occupée, Spindler, ajoute que celui de Varsovie représente une dépense annuelle « insupportable »

(*untragbar*) de 70 à 100 millions de zlotys[198]. Toutes les factures sont alors envoyées aux Juifs, qu'on soupçonne de dissimuler dans les ghettos des avoirs considérables. En juillet 1942, à Varsovie, le dirigeant du conseil du ghetto, Czerniakow, reçoit des factures de l'entreprise allemande de travaux publics Schmidt und Münstermann, pour frais de construction du mur du ghetto, d'un montant total de plus de 1,3 million de Reichsmarks[198].

Le travail forcé

Pour réduire le coût des ghettos, on s'efforce alors de les rentabiliser. Le docteur Gate, économiste de l'Office national de la rentabilité du gouvernement général, spécialiste de la rationalisation et de la planification de la production, recommande d'utiliser les Juifs à des travaux forcés : « En admettant qu'on puisse employer dans le ghetto de 60 à 65 000 Juifs, et en tablant sur une productivité de l'ordre de 5 zlotys par travailleur et par jour, en supposant que le nombre de Juifs travaillant sept ou huit mois de l'année sur des chantiers à l'extérieur du ghetto se maintienne au même niveau, sans variation des salaires, alors l'ensemble des activités dégagerait environ un demi-million de zlotys par jour pour payer l'approvisionnement, soit 93 zlotys par individu[198]. » Pour atteindre ces objectifs, il évalue les investissements nécessaires des entreprises allemandes à 40 millions de zlotys par an. Ces estimations sont jugées trop « théoriques »[198].

À partir du 26 octobre 1939, des « détachements juifs » des ghettos sont réquisitionnés au hasard des nécessités ; toute administration ayant besoin de main-d'œuvre dépose sa demande ; le chef des SS et de la police, Krüger, établit un fichier général recensant métier, âge, sexe, etc. Conflit d'autorité : Hans Frank, le gouverneur général, refuse de reconnaître aux SS la moindre autorité en ce domaine. Le travail forcé n'est naturellement pas rémunéré. Une exception : à Varsovie, au printemps 1941, l'un des principaux utilisateurs de main-d'œuvre juive, patron d'une entreprise de récupération de ferraille, le capitaine de cavalerie Sehn, se dit « opposé à l'esclavage » et paie à Czerniakow 2 zlotys par homme et par jour[198].

Pour rationaliser l'usage du travail forcé, une nouvelle structure se met en place : le camp de travail. Au lieu de faire travailler les gens hors du ghetto

en les autorisant à y rentrer chaque soir, on envoie dans des camps des chefs de famille qui laissent leurs proches en otages dans le ghetto. Le territoire polonais est bientôt parsemé de camps de travail dont la main-d'œuvre est utilisée sur des chantiers de fossés antichars, d'aménagements hydrauliques, de voies ferrées. En février 1940, Himmler décide de faire creuser un gigantesque fossé antichar sur les nouvelles frontières orientales de l'Allemagne : on rassemble quelques milliers de Juifs – et non des millions, comme envisagé dans le plan originel – à Belzec et à Plaszow pour creuser un fossé entre le Bug et le San. Cinq mille Juifs, rémunérés 50 pfennigs par jour, achèvent l'axe routier Gleiwitz-Oppeln, en Haute-Silésie[198]. L'aménagement fluvial du district de Varsovie utilise vingt-cinq mille Juifs.

Les camps de travail deviennent ensuite des pourvoyeurs de main-d'œuvre pour des entreprises industrielles à caractère militaire. En 1941, des dizaines de milliers de travailleurs juifs sont intégrés de force à l'industrie de l'armement et à l'industrie électrique (AEG – fondée par les Rathenau – et Siemens). Les équipes de travail ne nécessitent pas de surveillance rigoureuse, en raison des otages laissés dans les ghettos. Le prix de revient de la main-d'œuvre est très bas, et la gestion financière particulièrement simple : rien n'oblige à payer les salaires. En 1942, si les mandataires du Reich au Travail exigent de verser un salaire symbolique, l'administration régionale en prélève l'essentiel pour l'« entretien » des camps.

Les ghettos deviennent aussi en eux-mêmes des camps de travail. À Lodz, la gare charge de 70 à 90 wagons par jour d'articles à bon marché qu'on y fabrique. Rumkowski (le « plus ancien des Juifs ») reçoit pouvoir d'« astreindre tous les Juifs à travailler sans rétribution[198] ». Dans le ghetto de Varsovie, en juillet 1942, 95 000 « économiquement actifs » assurent des exportations tantôt officielles, tantôt clandestines. Les produits fabriqués sont les mêmes qu'à Lodz : uniformes, caisses à munitions, chaussures, petite quincaillerie, brosses, balais, matelas, jouets, réparation de meubles, ravaudage de vieux vêtements[198]. Les acheteurs sont les forces armées allemandes, les services des SS et de la police, les organismes de travaux, les entreprises privées. Rapidement, l'armée devient le principal acheteur et dépend de ce que produit la force de travail juive.

Mais les bureaux centraux attendent avec impatience la liquidation des ghettos pour se saisir des « trésors cachés ». Quand ils obtiendront gain de

cause, ils seront déçus : les deux millions et demi de Juifs des territoires occupés et du gouvernement général ne possèdent presque rien, beaucoup moins en tout cas que les huit cent mille Juifs du Reich[198].

L'Holocauste artisanal

Car après ces quatre premières étapes – définition, expropriation, concentration, travail forcé – vient la « solution finale ». Plus le Reich remporte de succès militaires, plus le nombre de Juifs s'accroît dans les territoires qu'il domine, moins il peut les gérer dans des camps de travail. Au moment de l'attaque allemande contre l'Union soviétique, le 22 juin 1941, 2 160 000 Juifs se trouvent déjà dans les régions occupées par les Allemands (l'Ukraine, la Biélorussie, la Crimée). Un million et demi de Juifs parviennent à fuir devant l'avancée des troupes allemandes ; plus de deux millions et demi sont pris au piège, dont 90 % sont regroupés dans moins de cinquante villes. Ceux qu'on ne sait pas mettre au travail, on ne peut pas les expulser. On a besoin de place : il faut les éliminer.

En juillet 1941, Himmler confirme son souhait d'éliminer tous les Juifs, « éternels ferments de corruption », de déplacer trente et un millions de Slaves vers la Sibérie, et de les remplacer par quatre millions d'Allemands, envoyés à la campagne pour les protéger de la « corruption urbaine ».

La décision étant prise, dans les mois qui précèdent l'invasion de l'URSS, les Allemands mettent au point une première méthode d'extermination de masse : les unités de tuerie mobiles, les *Einsatzgruppen*. Elles regroupent des SS, des policiers allemands – troupes banales – et parfois aussi des forces locales[168].

Dès l'entrée en URSS, quatre de ces unités, soit trois mille hommes – de la Wehrmacht, et non de la SS –, sont envoyées en éclaireurs, avec ordre de capturer les Juifs par surprise, de les conduire hors de la ville, de les exécuter, de préférence au bord d'une fosse qu'on leur a fait creuser, et de les enterrer[168]. Ces opérations sont menées par des soldats allemands ordinaires, qui auraient pu refuser les ordres sans craindre pour leur propre vie ; certains – rares – l'ont d'ailleurs fait[168].

Depuis la banlieue de Leningrad jusqu'à Odessa, Simferopol, Rostov, Babi Yar (près de Kiev), Ponar (près de Vilna) et Kaunas, entre juin et novembre 1941, ces *Einsatzgruppen* exterminent cinq cent mille Juifs. En novembre, deux millions de Juifs sont encore vivants en URSS. Une deuxième vague est lancée, cette fois avec un plus grand nombre de tueurs, toujours des soldats de la Wehrmacht. À la fin de 1943, neuf cent mille Juifs de plus sont exterminés de cette manière. Ces fusillades font l'objet de rapports ventilés par date, par localité et par catégorie de victimes[198], rédigés par des sous-officiers, regroupés et synthétisés quotidiennement par le RSHA (Office central de sécurité du Reich).

D'autres Juifs sont alors déportés vers des camps qui n'ont plus rien de camps de concentration ou de travail[236]. Mais ces opérations menacent le rendement des entreprises qui y sont associées. Le 14 octobre 1941, l'une des entreprises d'armement rattachées à un camp de travail envoie un télégramme à Heydrich : « Comme chacun sait, on procède actuellement à une nouvelle déportation de Juifs qui touche nos ouvriers juifs laborieusement formés en vue de leur spécialisation. Ils ont été dressés à la soudure et au blindage en zinc, et leur départ entraînerait une diminution de production peut-être égale à un tiers[198]. » Il faut préserver la capacité de production, d'autant que « ces ouvriers juifs se montrent plus capables et travailleurs que les autres et atteignent en ce moment des records tels qu'on pourrait presque comparer la productivité d'un Juif à celle de deux ouvriers spécialisés aryens[198] ». Heydrich accepte de surseoir à la déportation des Juifs de l'armement et de leurs familles.

Mais, ailleurs, l'extermination se poursuit. En fait, on retrouve ici la millénaire hésitation des persécuteurs entre l'exploitation durable et l'élimination immédiate. L'espace de quelques mois, les tenants de l'exploitation de la force de travail vont résister aux vœux de Hitler, préférant faire mourir les Juifs d'épuisement plutôt que gazés. Ils échoueront devant les décisions impatientes du Führer.

En décembre 1941 débutent des expériences d'extermination par le gaz à Chelmno, en Pologne, avec des camions dont les gaz d'échappement asphyxient des prisonniers entassés à l'arrière.

L'anéantissement industriel

Le 20 janvier 1942, à Berlin, dans une belle villa au bord du lac de Wannsee, les représentants de tous les ministères organisent la « solution finale ». Aussitôt la conférence achevée, le 25 janvier 1942, Himmler écrit à Glücks : « Les camps de concentration s'attaqueront aux grandes tâches économiques dans les prochaines semaines. » Il lui demande plus précisément de massacrer au plus vite cent mille hommes et cinq cent mille femmes[198]. Et ordonne que tous les Juifs du gouvernement général soient exterminés avant la fin de 1942. Albert Speer, ministre de la Production de guerre, et le général Fromm, chef de l'armée de réserve, tout en contestant le bien-fondé des statistiques de la SS, se plaignent à Hitler : la solution finale menace la réserve de main-d'œuvre juive et bloque dans les camps de concentration des soldats allemands qui seraient plus utiles ailleurs. Goebbels écrit le 27 mars 1942 : « Il ne restera pas grand-chose des Juifs… La prophétie qu'a faite à leur sujet le Führer, parce qu'ils ont suscité une nouvelle guerre mondiale, commence à s'accomplir de la plus terrible manière[198] ».

De hauts fonctionnaires établissent décrets et règlements, négocient la déportation avec les États occupés ; l'administration des chemins de fer se charge du transport[236]. Le meurtre prend une ampleur industrielle. L'usage du gaz asphyxiant devient la règle.

Après Chelmno, six camps sont retenus : Belzec, Sobibor, Treblinka, Maïdanek et Auschwitz.

Si Himmler a retenu ce dernier site – à quelques dizaines de kilomètres de Kazimierz –, c'est en raison de son accès facile par chemin de fer et de son isolement. Rudolf Hoess sera nommé à la tête de ce camp beaucoup plus moderne que les autres, disposant d'unités qui combinent une antichambre, une chambre à gaz et des fours crématoires pour brûler les cadavres. Les centres de mise à mort sont alors, peu à peu, mis en service : Belzec, le premier, d'octobre 1941 à février 1942, sert de prototype ; Sobibor est ensuite aménagé à un rythme infernal, de mars à avril 1942 ; puis Treblinka est construit par des Juifs raflés dans le ghetto de Varsovie, où les nazis saisissent aussi clous, câbles et interrupteurs. La réalisation de ces installations sophistiquées exige néanmoins plus de temps que prévu.

La Degesch, une société de lutte contre les parasites, propriété d'IG-Farben, Degussa et Goldschmidt, met au point le zyklon B, produit ensuite par Dessauer Werke et Kaliwerke à Kolin. La Degesch en contrôle la distribution, Heli et Testa en assurent la vente directe aux « utilisateurs » ; la Wehrmacht et la SS. IG-Farben fabrique le stabilisateur de ce gaz. Malgré le bombardement, en mars 1944, de l'usine de Dessau produisant le zyklon, jamais les SS n'auront été à court de gaz[198].

Les déportations vers les nouveaux camps donnent lieu à des décomptes minutieux ; les transports se préparent à l'aide de listes nominatives préalablement établies dans les camps de transit. En Pologne, l'administration des chemins de fer demande à son personnel de noter le nombre de déportés de chaque convoi afin de facturer leur transport à la police de sécurité. La comptabilisation se fait au départ ; l'administration des camps, quant à elle, n'enregistre que les Juifs gardés en vie.

Le transport des Juifs vers les camps exige une organisation considérable, placée sous l'autorité du bureau IV-B-4 du RSHA dirigé par Eichmann, placé d'abord sous la direction de Heydrich puis du chef de la Gestapo, le général Müller, et de Himmler. Ils utilisent les services de Reichsbahn, monstre administratif régnant sur cinq cent mille employés. Ce sont les responsables des trains de voyageurs qui forment et planifient les convois de la mort dans toute l'Europe, « au milieu de la gestion quotidienne des programmes de transport[198] ». Comme le fera remarquer Eichmann lors de son procès, « l'élaboration des horaires était une science en soi ». En novembre 1941, au lendemain des premiers transports, la Reichswehrnigung, l'organisation juive centrale, qui croit pouvoir empêcher la catastrophe en négociant avec les nazis, reçoit l'ordre du capitaine Gutwasser, du RSHA, de prélever sur les derniers biens des futurs déportés une somme qui sera versée sur un compte spécial W (*Sonderkonto W*) afin de payer, entre autres, leur « voyage » par chemin de fer[198]. Le 3 décembre 1941, Eppstein et Lilienthal, membres du præsidium de l'« Union nationale juive », dirigeants des communautés polonaises, transmettent les instructions reçues de « nos services de contrôle » (c'est-à-dire de la Gestapo) : il est demandé à chaque membre d'un « transport d'évacuation » de verser une somme égale ou supérieure à 25 % de ce qu'il possède encore[198]. Autofinancement de la « solution finale » : « Même transportés dans des fourgons à bestiaux, le tarif de base pour une place de troisième

classe est de 4 pfennigs par kilomètre de voie ferrée. Les enfants de moins de dix ans paient demi-tarif, ceux de moins de quatre ans voyagent gratuitement. Un tarif de groupe (demi-tarif troisième classe) est accordé si quatre cents personnes au moins sont transportées. La facture est adressée à l'organisme qui réquisitionne le convoi, le RSHA. Pour les déportés, il acquitte un aller simple ; pour les gardiens, il achète un aller-retour[198] ».

Les déportations vers les camps d'extermination[74] débutent en juin 1942. Cinq mille Juifs sont envoyés de Cracovie au camp de Belzec et gazés. À l'été 1942, on conduit à Maïdanek plusieurs milliers de Juifs, en raison de l'engorgement des lignes conduisant à Belzec et à Sobibor, et l'on y construit, en septembre-octobre, « trois petites chambres à gaz[198] » où la plupart sont aussitôt acheminés. En octobre, six mille autres sont encore envoyés à Belzec et gazés. Ces centres de mise à mort fonctionnent vite et bien : « Le nouvel arrivant descendait du train le matin, le soir son cadavre était brûlé, et ses vêtements empaquetés et entreposés pour être expédiés en Allemagne[198]. »

La récupération des biens des déportés quittant les ghettos et des victimes des camps est très planifiée. Les biens emportés par les déportés du ghetto de Lodz au camp de Kulmhof et les possessions abandonnées dans les ghettos sont centralisés dans un service ne dépendant ni de la SS ni de la police[74]. Les « recettes » vont à l'administration du ghetto. Celle-ci tient une comptabilité précise de l'ensemble des opérations de vente (hors fourrures, expédiées directement à Ravensbrück où fonctionne une usine de vêtements destinés à la Waffen SS). Tous les biens confisqués sont propriété du Reich. Le WVHA (Office central économico-politique) les distribue aux SS eux-mêmes, en particulier aux soldats blessés et décorés, ou comme cadeaux de Noël à leurs familles.

Une directive de Hans Frank, gouverneur général, réglemente avec une extrême précision la ventilation des « marchandises »[198]. La plupart des objets de valeur (argent, bijoux, montres en or, or dentaire) sont remis à la Reichsbank, qui a pour président le ministre de l'Économie, Walther Funk ; la plus grande partie des textiles (à l'exception de la soie, qui va directement au ministère de l'Économie) échoit à la VOMI (*Volksdeutsche Mittelstelle*), organisation d'aide sociale aux « Allemands de souche[198] ». Les sommes

sont déposées au Trésor sur un compte spécial, destiné au financement de la SS.

À Auschwitz, le directeur administratif s'occupe à la fois de la collecte, du tri, de l'inventaire et de l'empaquetage. À Maïdanek, Sobibor, Treblinka, Belzec, le chef des SS et de la police de Lublin, Globocnik, constitue un fichier central de tous les biens collectés et assigne les compétences[198] : Georg Wippern prend en charge les bijoux, devises, objets divers (de valeur) ; Hermann Höfle se réserve le tri des vêtements, chaussures, etc.

Les biens des camps de Pologne sont ensuite dirigés vers les entrepôts de Lublin. Les nazis se les disputent. À partir d'avril 1942, le général Grawitz, médecin-chef de la SS et de la police, écrit à Wigand, chef des SS et de la police de Varsovie : « Il m'est revenu que les chefs des SS et de la police de Varsovie et de Lublin détiennent des dépôts d'or ancien d'origine juive[198]. » Himmler alerte alors le ministère de l'Économie. Rudolf Brandt, de l'état-major personnel de Hitler, écrit au général SS Oswald Pohl : « Accorder un traitement généreux à toutes les demandes d'or et d'argent émanant de la SS[198]. » En août 1942, Globocnik sollicite l'autorisation de « prélever » 2 millions de zlotys sur l'« évacuation juive » pour financer des écoles destinées aux colons allemands du district.

En France, lors de leur arrestation, les Juifs se voient conseiller d'emporter avec eux autant de liquidités, de valeurs mobilières et de bijoux qu'ils le peuvent, afin de ne pas se trouver par la suite dans le dénuement[53]. À leur arrivée au camp de Drancy, argent, titres et bijoux leur sont immédiatement confisqués par la police française.

Dans les camps de la mort sont mises en place des entreprises SS qui tentent de faire travailler les prisonniers avant leur extermination, en vue de constituer un empire industriel SS. À nouveau le dilemme entre infliger la mort par le travail forcé et appliquer la « solution finale » sans travail…

Frank, qui dirige le WVHA, annexe certains camps et investit les centres de mise à mort situés dans le gouvernement général. Il tient à tout prix à utiliser la main-d'œuvre juive pour ses entreprises, même si cela doit ralentir la mise en œuvre de la solution finale. Le 16 septembre 1942, il écrit à Himmler : « Les Juifs utilisables qui émigrent dans l'Est devront interrompre leur voyage et travailler à l'industrie de guerre[198]. » Ils doivent « faire don jusqu'à la dernière seconde du temps qu'il leur reste à vivre, afin que la SS puisse créer une base industrielle et exercer un pouvoir

économique[198] ». Le 18 septembre, le général von Ginart proteste auprès de l'état-major contre le retrait des Juifs des entreprises : « Jamais les Polonais ne pourront les remplacer. Ils ne sont pas assez qualifiés. »

En novembre 1942, Hitler demande personnellement que tous les Juifs soient retirés de l'industrie de l'armement et remplacés par des Polonais, une fois ceux-ci familiarisés avec leur tâche. Les responsables des camps expédient alors la quasi-totalité des convois vers les chambres à gaz, ce qui exaspère les responsables SS de l'allocation main-d'œuvre. Pohl ne parvient plus à ralentir le processus. Au printemps 1943, 160 000 prisonniers seulement se trouvent encore sous son autorité : 15 % d'entre eux sont affectés à l'entretien des camps (cuisine, infirmerie, vidange, etc.) et aux opérations d'« anéantissement » (les *Transportkommandos* nettoient les wagons après déchargement ; les *Effektenkammerkommandos* trient les objets de valeur ; les *Sonderkommandos* sont employés aux fours crématoires) ; les autres travaillent pour les entreprises SS, pour d'autres firmes privées (IG-Farben) et aux installations des camps. Les entreprises SS se consacrent principalement à des activités rudimentaires : carrières de gravier (Auschwitz et Treblinka I), cimenteries (Maïdanek), produits dérivés du bois[198].

IG-Farben installe à Auschwitz même une usine de caoutchouc synthétique (« Buna »), d'une production de 25 000 tonnes, et y investit 700 millions de Reichsmarks. Les détenus qui y travaillent sont soumis au régime alimentaire du camp : IG-Farben ajoute un peu de « soupe Buna » pour « améliorer le rendement »[198]. La SS fournit les gardes. Quand IG-Farben réclame des punitions pour certains détenus, la SS les administre. Les méthodes et la mentalité SS deviennent celles de l'entreprise : par exemple, pendant la construction de l'usine, les prisonniers doivent « transporter le ciment au pas de course ». Sur les 35 000 prisonniers passés par « Buna III », 25 000 au moins périssent[198]. Lors d'une visite d'un groupe de dirigeants d'IG-Farben, l'un de ceux-ci désigne un prisonnier âgé, le docteur Fritz Löhner-Beda : « Ce cochon de Juif pourrait travailler un peu plus vite », ajoutant : « S'ils sont incapables de travailler, expédiez-les à la chambre à gaz[198]. » Une fois l'inspection terminée, le docteur Löhner-Beda est extrait de l'équipe de travail et battu à mort[198].

Malgré les ordres de Hitler, qui ne veut pas du travail forcé, en 1943 plusieurs importantes sociétés rejoignent IG-Farben dans les camps de la mort : les usines de détonateurs de Krupp, détruites à Essen le 5 mars 1943 par un bombardement allié, font l'objet de dix-sept projets de réinstallation à Auschwitz. L'un des dirigeants de Krupp, Hölkeskamp, trouve cinq cents ouvriers juifs encore employés dans deux entreprises de Berlin et les expédie à Auschwitz pour les mettre à la disposition de son usine[198].

Pendant ce temps, les femmes, les malades, les vieillards, les enfants inaptes au travail sont éliminés. En 1943, la plus jeune fille de Theodor Herzl meurt au camp de Theresienstadt – ses deux aînés se sont suicidés en 1930.

Le 23 mars 1943, un statisticien, Richard Korherr, résume en seize pages l'état de la situation au 31 décembre 1942 et évoque explicitement la « solution finale du problème juif ».

Cependant, ici et là, des résistances s'organisent. L'armée italienne refuse parfois, à partir de janvier 1943, de coopérer avec l'armée allemande et de livrer les Juifs placés sous son contrôle, empêchant les Allemands de les déporter. En février, elle force même les Français à refuser un ordre de transfert de plusieurs centaines de Juifs français de Nice à Auschwitz. Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères, se plaint à Mussolini que « les cercles militaires italiens […] manquent d'une vision claire de la question juive ».

Des résistances s'organisent aussi dans les camps : à Cracovie, le mouvement Akiba résiste, jusqu'à ce qu'en mars 1943 tous les survivants soient envoyés au camp de travail de Plaszow. Treblinka se révolte le 2 août 1943 ; Sobibor, le 14 octobre 1943 ; Maïdanek et Auschwitz-Birkenau, le 7 octobre 1944. Rébellions pour l'honneur.

En octobre 1943, un million et demi de Juifs ont déjà été massacrés dans les camps de la mort.

Un destin : en novembre 1943, le rabbin Riccardo Pacifici de Gênes, deux cents membres de sa communauté et cent Juifs réfugiés là, venus du nord de l'Europe, sont déportés et gazés à Auschwitz. En 1944, les nazis raflent les 260 Juifs vivant en Crète à Candie (autre nom d'Héraklion) et les

mettent sur un navire avec 400 otages grecs et 300 soldats italiens. Le bâtiment est coulé : aucun survivant.

Pendant ce temps, on travaille encore dans les usines des camps de la mort. Le 1er mars 1944, un comité de coordination, autour de Speer, chargé de construire des usines d'aviation dans d'énormes bunkers, a besoin de deux cent cinquante mille travailleurs. Il demande à utiliser des Juifs. Non sans réticence, Hitler accepte qu'il emploie, « en dernier recours », les cent mille Juifs hongrois non encore déportés. Le général Pohl interroge : « Peut-on employer des femmes au programme de construction de l'Organisation Todt ?[198] » Réponse ironique de Himmler, le 24 mai 1944 : « Mon cher Pohl ! Bien sûr qu'il faut utiliser les femmes juives ! Il faudra seulement veiller à bien les nourrir. Ici, l'important est l'approvisionnement en légumes crus. Alors, n'oubliez pas d'importer beaucoup d'ail de Hongrie[198] ! » Le 9 juin 1944, Pohl annonce que dix à vingt mille « Juives hongroises » sont disponibles. Il plaide : « J'ai obtenu naguère des résultats exceptionnels chez Siemens en mettant les Juives aux installations électromécaniques. » Un responsable du ministère des Territoires occupés de l'Est lui réplique : « Les questions économiques ne doivent pas être prises en considération dans la solution de la question juive[198]. » À l'été 1944, les 425 000 Juifs de Hongrie terminent leur martyre à Auschwitz[445].

Au fur et à mesure que se développe le programme d'annihilation, les coûts augmentent. On estime à 150 millions de Reichsmarks les dépenses globales pour le transport, l'installation des camps et les opérations de mise à mort.

En France, le 31 juillet 1944, juste avant l'arrivée des Alliés dans la région parisienne[22], Maurice Kiffer établit les comptes du camp d'internement de Drancy, qu'il gère depuis octobre 1941, pour le préfet de police Amédée Bussière. Il estime à 24 208 422 francs le montant global des « rentrées », c'est-à-dire les sommes confisquées aux 67 000 déportés internés à Drancy avant d'être transférés vers les camps de la mort. Kiffer écrit : « J'ai transféré la plus grande partie des sommes restant en notre caisse à la Caisse des dépôts et consignations, soit un total de 12 039 892,85 francs » (environ 2,5 millions d'euros, valeur 2002). Que signifie « sommes restant en notre caisse », sinon que chacun s'est servi au passage ? Kiffer précise qu'il reste aussi en ses caisses des valeurs

mobilières (titres, bons au porteur) « pour [lesquelles] aucune décision n'a été prise », ainsi que des bijoux et des objets de valeur. Il évalue à 24 millions de francs (5 millions d'euros 2002) le total des sommes confisquées à Drancy. Comme on vient de le voir, sur ce total, en juillet 1944, il dépose le reliquat de 12 millions de francs à la Caisse des dépôts et consignations, qui se déclare aujourd'hui incapable d'indiquer ce que ces fonds sont devenus. Sans doute ont-ils été transférés sur des comptes de dépôts ouverts à la Caisse par la Préfecture de police…

Les derniers SS quittent Drancy le 17 août 1944. Au total, 75 721 Juifs ont été déportés de France[224] ; 300 000 ont été dépouillés de leurs biens, et beaucoup ne les ont jamais retrouvés.

En novembre 1944, les nazis décident que le problème juif est résolu et cessent les opérations de gazage à Auschwitz, le dernier camp d'extermination encore en service, détruisant les chambres à gaz et les fours crématoires. Les Russes y arrivent le 20 janvier 1945.

Le 2 avril 1945, une note interne de la direction de la Caisse des dépôts, confrontée à l'obligation de restituer ces actions ou de les rembourser à la valeur d'achat, emploie vingt-six fois l'expression « le Juif », dont quinze fois dans les deux premières pages. On peut y lire, par exemple : « Il est bien évident que le Juif prendra le parti le plus avantageux pour lui[232]. »

Même si l'innommable ne saurait se réduire à l'abstraction des Nombres, ceux-ci en disent assez : il y avait neuf millions de Juifs en Europe en 1933 ; les deux tiers ont été exterminés.

5

DEUTERONOME

(1945-)

1. *Les Terres et le Livre*

2. *Pas de sédentaires sans nomades*

3. *Le maillon d'Orient : Israël*

4. *Le maillon d'Occident : les diasporas*

5. *D'Occident et d'Orient*

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, toutes les stratégies échafaudées pendant trois millénaires se sont écroulées, les exils séculaires n'ont pas servi de refuges ; l'argent n'a pas détourné la violence ; Dieu n'a pas sauvé Son peuple de l'enfer. Les Juifs américains, qu'on disait si puissants, n'ont pu ni empêcher le massacre, ni construire l'État-refuge, ni accélérer l'issue de la guerre. La prétendue toute-puissance juive n'était qu'un fantasme de bourreaux.

Le bilan de la Shoah impose une évidence : la majorité de ce peuple était constituée de pauvres ouvriers d'Europe centrale, et non de riches banquiers d'Allemagne. Les survivants se taisent, témoins de massacres dont nul, autour d'eux, ne veut plus entendre parler.

Certains souhaitent retrouver l'anonymat, quitte à changer de nom, ne plus être dénombrés ni choisis par personne, pas même par Dieu. D'autres, au contraire, veulent éveiller les diasporas, leur redonner du lustre, des moyens, et d'abord reconstruire les institutions de la solidarité au profit des rescapés d'Europe.

D'autres, enfin, entendent construire au plus vite la nation-refuge qui a tant manqué. Pour certains de ceux-là, elle devra être banale, anonyme, échapper à la spécificité maudite ; la doctrine juive devra y être oubliée ; chacun devra pouvoir y exercer n'importe quel métier, fût-il illégal. Pour d'autres, elle devra être un État exemplaire de l'éthique laïque, à la fois socialiste à l'allemande et démocratique à la britannique ; pourra y naître un homme nouveau, débarrassé des exigences de l'héritage propre du judaïsme et de celles des pays d'accueil, à la fois héros de la Bible et intellectuel viennois. Pour quelques autres, enfin, l'État nouveau devra être une théocratie soumise aux seules lois du royaume de David, y compris le jubilé, l'interdiction du prêt à intérêt entre Juifs et la *tsedaka*, hâtant ainsi la venue du Messie. Dans ces trois projets, il s'agit d'une nation imaginaire, d'une utopie ; à bâtir sans argent, sans armée, sans organisation étatique, sans population même… Et au milieu d'un environnement hostile.

Tel est aussi, étrangement, le défi du dernier livre du Pentateuque, le Deutéronome « ou Paroles[90] ». Livre des utopies, il peut une dernière fois, métaphoriquement au moins, accompagner l'Histoire.

Méditation sur l'ensemble de la Loi, transmis pour l'essentiel, selon la tradition, par Dieu à Moïse dans les trente-sept derniers jours de sa vie, à l'orée de la Terre promise, le ciquième livre récapitule les principes nécessaires à la vie en Israël au milieu de populations hostiles : les dix commandements, les deux premières phrases du *shema* – la prière qui unit tous les Juifs, où qu'ils soient, aux heures les plus solennelles –, et le dernier discours du patriarche, ultime réflexion sur la place de la liberté dans la condition humaine. Ce livre réunit l'ensemble des lois nécessaires permettant à Israël d'être un exemple éthique, et l'ensemble des punitions qui l'attendent s'il ne l'est pas. Il décrit surtout comment faire le bien autour de soi, comment assurer sa prospérité par celle des voisins.

Rédigé sans doute – au moins en partie – peu après la sortie du désert, le Deutéronome vise à lutter contre les cultes païens environnants et à écarter les deux ennemis du peuple nomade enfin revenu chez lui : l'idolâtrie qui corrompt, la discorde qui disperse.

Ce sont très exactement les deux principales questions posées aux survivants à la sortie des déserts de la Shoah.

1. Les Terres et le Livre

Quand l'aube se lève sur les décombres, chacun prend conscience de l'incommensurable désastre. Ont disparu par dizaines de millions Russes, Ukrainiens, Tsiganes, Allemands, Polonais, Hongrois. En tout soixante millions de morts, dont les deux tiers du judaïsme européen.

Plus rien n'existe de ces communautés qui avaient pourtant réussi à résister, parfois pendant près de deux millénaires, à toutes les persécutions, d'Anvers à Odessa, de Bordeaux à Smyrne, de Livourne à Vilna, de Francfort à Trieste, de Vienne à Kiev, de Hambourg à Salonique, de Berlin à Breslau, d'Amsterdam à Lodz. Rien. Plus personne. Des Juifs d'Algérie ont aussi péri en grand nombre. À Kazimierz, deux mille miraculés sortent des caves et des maquis de Galicie. Dans toute la Pologne, les deux cent cinquante mille survivants ne doivent leur salut qu'à quelques « justes » polonais et à l'arrivée de l'Armée rouge ; quelques autres sont passés à temps dans les réseaux de résistance des Pays-Bas et de France, où les missions les plus risquées leur ont souvent été réservées.

L'immensité du désastre, inexplicable, laisse les survivants pétrifiés dans un incoercible sentiment de remords collectif : pour les Juifs d'Europe, celui d'avoir survécu ; pour les autres, celui de ne pas avoir compris à temps ce qui se jouait dans l'enfer nazi, de n'avoir pas su hâter le bombardement des voies conduisant vers Auschwitz, ni les débarquements en Normandie et en Sicile ni la contre-attaque soviétique.

Retour à la terre

À peine libérés des camps, les survivants d'Allemagne, de Hongrie et de Pologne quittent l'Europe centrale, pour beaucoup à destination de la Palestine. À travers leur organisation de solidarité unifiée, le « Joint », les Juifs américains financent ces départs, en général clandestins : la « fuite », selon le mot éloquent des organisateurs, de ceux qu'on nomme alors pudiquement les DP, *displaced people*.

Dans la nouvelle géopolitique qui se met en place, des frontières s'élèvent entre les deux blocs et tout semble devoir se lire désormais selon le nouvel

affrontement Est/Ouest. La Palestine n'est pourtant pas encore un enjeu de la guerre froide. Staline, devenu le maître de l'Est, semble encourager la naissance d'une nation juive, après tout inspirée par des Russes, et qui aidera, espère-t-il, contenir l'influence des Britanniques au Proche-Orient. Ces derniers, qui veulent se débarrasser au plus vite de leur mandat, n'approuvent plus que du bout des lèvres un tel projet qu'ils regrettent déjà, pour certains, d'avoir initié en 1917. À Washington, le président Truman y est favorable, pensant qu'après l'Holocauste c'est devenu un devoir d'appliquer la déclaration Balfour, alors que le Département d'État et le secrétaire à la Défense, eux, y sont franchement hostiles : à leurs yeux, les sionistes sont trop socialisants, et les pays arabes pétroliers pourraient être tentés de se ranger derrière Staline pour éloigner la menace sioniste. Pas question de laisser le pétrole aux Soviétiques.

Comprenant que les Britanniques veulent se débarrasser au plus vite de leur mandat, les sionistes décident d'occuper des positions stratégiques permettant de tenir un territoire assez cohérent pour constituer un pays. L'Agence juive gère ainsi une centaine d'installations avec le soutien financier (encore très modeste : moins de 50 millions de dollars) du Joint américain, principalement occupé à aider les réfugiés en Europe. En mars 1945, au Caire, six pays – l'Égypte, la Syrie, le Liban, l'Arabie Saoudite, l'Irak et la Transjordanie – créent la Ligue arabe. Le conflit se prépare.

En janvier 1946, les Britanniques laissent l'Irak à Fayçal, fils aîné de Hussayn du Hedjaz, et la Transjordanie à l'émir Abdallah, son frère cadet. Presque au même moment, en mars, Winston Churchill, dans son célèbre discours de Fulton, annonce qu'un « rideau de fer » est tombé entre les deux parties de l'Europe.

Pour régler le statut du reste du mandat, une commission anglo-américaine conclut à la nécessité de passer par l'Organisation des Nations unies tout juste créée. Beaucoup de chancelleries hésitent encore entre un État unique avec deux entités, l'une juive, l'autre arabe, et deux États distincts – et personne ne sait, dans les deux cas, que faire de Jérusalem.

En août 1946, au cours d'une réunion secrète[136] à Paris, la direction de l'Agence juive décide d'accepter la partition et obtient là-dessus l'accord du président Truman. Entre le Jourdain et la mer, l'équilibre démographique se modifie avec l'arrivée de Juifs survivants de l'Est. On dénombre maintenant

en Palestine 650 000 Juifs et toujours un million d'Arabes, venus parfois de loin, attirés par les emplois créés par les colons juifs et l'apport anglais. Aux 100 000 survivants polonais s'ajoutent 123 000 Roumains. En octobre 1946, onze nouvelles implantations, soigneusement réparties, donnent à l'Agence et à son chef, Ben Gourion, le contrôle du Néguev.

À peine l'Organisation des Nations unies est-elle en place que les Britanniques portent la question de la Palestine devant le Conseil de sécurité. L'une de ses premières décisions est la création, le 13 mai 1947, d'un Comité spécial sur la Palestine (UNSCOP), composé de représentants de onze nations. Dès le lendemain, le délégué permanent soviétique au Conseil de sécurité, Andreï Gromyko, prend nettement parti en faveur d'un État juif indépendant sur une partie de ce territoire : « Aucun État européen n'a su défendre les droits élémentaires des Juifs contre la violence fasciste. Cela explique les aspirations juives à avoir leur État. Il serait injuste de nier ce droit. »

Les diplomates américains et britanniques s'y rallient à contrecœur : au moment où le plan Marshall s'apprête à déverser 13 milliards de dollars sur l'Europe, pas un sou n'est disponible pour le Proche-Orient. Ni à Washington, ni à Londres, ni à Moscou. Ni pour les immigrés clandestins, notamment ceux de l'*Exodus* qui débarquent en juillet 1947 après une longue errance. Ni pour les Arabes des régions du mandat. Le Comité spécial des Nations unies enquête sur place en juin et juillet. L'Agence juive lui explique son projet ; le Haut Comité arabe boycotte le Comité qui rend son rapport en septembre : sept pays (Canada, Tchécoslovaquie, Guatemala, Pays-Bas, Pérou, Suède, Uruguay) recommandent la création de deux États séparés et d'une zone internationale autour de Jérusalem, les trois entités étant rassemblées dans une union économique ; l'État hébreu engloberait toutes les colonies existantes et serait peuplé de 558 000 Juifs et de 405 000 Arabes ; l'État palestinien, de 800 000 Arabes et d'un millier de Juifs ; la zone internationale, de 100 000 Juifs et 105 000 Arabes. L'Inde, l'Iran et la Yougoslavie recommandent la création d'un État unique comportant deux « provinces », l'une sous direction juive, l'autre sous direction arabe. L'Australie s'abstient.

Les sionistes acceptent le plan, malgré l'exiguïté du territoire qui leur est accordé et l'absence de Jérusalem : un État, enfin ! Les pays arabes refusent la partition et menacent d'entrer en guerre si un État hébreu est ainsi créé.

Un seul dirigeant arabe, le roi Abdullah de Transjordanie, fait savoir au responsable de l'Agence juive, David Ben Gourion, qu'il autoriserait l'installation d'un État juif à condition que le reste du territoire du mandat lui soit rattaché, comme les Britanniques l'avaient d'ailleurs laissé entendre à son père en 1917.

La tension monte. Au cours d'une rencontre secrète à New York, peu avant le vote, le 16 septembre 1947, le secrétaire de la Ligue arabe, Azzam Pacha, déclare au représentant de l'Agence juive, Abba Eban : « Vous ne pourrez obtenir quelque chose que par les armes. Nous essaierons de vous battre. Je ne suis pas certain que nous gagnerons. Nous avons chassé les Croisés, mais nous avons perdu l'Espagne et la Perse. Il est possible que nous perdions la Palestine. Il est trop tard pour parler de solution pacifique[136]. » La guerre est inévitable.

Le débat à l'Assemblée générale sur le rapport du Comité spécial commence le 21 octobre 1947, dans la patinoire de Flushing Meadows qui sert de siège provisoire aux Nations unies. La bataille diplomatique est incertaine. Le président Truman fait savoir que, réunis en une entité économique, les deux États peuvent former un ensemble viable : « Si on développe cette région comme nous avons développé le bassin du Tennessee, elle peut faire vivre vingt à trente millions de personnes. »

Lors d'une autre réunion secrète à Naharaya – au domicile d'Avraham Ruthenberg, le directeur d'une station électrique installée sur le Jourdain[136] –, le 17 novembre 1947, Abdullah de Jordanie signe avec une adjointe de Ben Gourion, Golda Meir, un accord par lequel il s'engage à ne pas intervenir dans le conflit au-delà de la ligne de partage proposée par le Comité spécial, en échange de l'abandon à son profit des territoires réservés à l'État palestinien : la Palestine, c'est lui.

Le 29 novembre, dans l'un des derniers votes non clivés par la guerre froide, l'Assemblée générale des Nations unies approuve le partage, par 33 voix pour, 13 contre et 10 abstentions. Le seuil nécessaire des deux tiers est atteint. Les États-Unis, l'URSS, la France, la Grande-Bretagne votent pour ; certains alliés des États-Unis (la Grèce et Cuba) votent contre ; d'autres (le Salvador et le Honduras) s'abstiennent. Il est décidé que la création des deux États sera proclamée à la fin du mandat britannique, fixé

au 14 mai 1948. Cette nuit-là, un commando arabe assassine les sept passagers juifs d'un autobus.

Le 5 décembre, les États-Unis décrètent un embargo sur les livraisons d'armes dans la région, alors que les Britanniques continuent d'en fournir aux Arabes et que les Juifs en achètent en contrebande en Tchécoslovaquie.

En janvier 1948, premier assaut arabe, celui de l'Armée de libération arabe de Faouzi El-Kaoukji, contre les *kibboutzim* du Nord. La Haganah tente d'établir une continuité territoriale entre les colonies et d'assurer le contrôle des sources d'eau alimentant le lac de Tibériade et le fleuve Litani : c'est le plan « D » de Ben Gourion. Le 1er mars 1948, le conseil du Yishouv, l'organe de gestion de l'Agence, se transforme en un Conseil provisoire du peuple de trente-sept membres, sorte de parlement provisoire qui prépare la proclamation de l'État. Sollicité par Ben Gourion, Albert Einstein, qui a milité pour cette création, refuse de devenir le premier président de l'État d'Israël. Il refusera une nouvelle fois en 1952, « triste de ne pouvoir accepter ». Le poste sera pour Weizman, qui en rêve depuis trente ans. Jusqu'en avril 1948, l'offensive est arabe ; les Juifs de Jérusalem sont isolés ; le 6 avril, les troupes de la Haganah tentent en vain d'ouvrir la route de Jérusalem. Le 9, le village arabe de Deir Yassin, situé sur une colline qui contrôle la route de Jérusalem, est attaqué par l'Irgoun, malgré l'opposition écrite de la Haganah. Le massacre fait une centaine de morts – moins que ce qu'annoncent tant l'Agence juive elle-même (pour effrayer les populations arabes) que les Arabes (pour dénoncer l'Irgoun). Cela déclenche un départ massif des Arabes, abandonnant maisons et champs[378]. Quatre jours plus tard, un convoi sanitaire juif, en route vers l'hôpital Hadassah de Jérusalem, tombe dans une embuscade : soixante-dix-sept médecins, infirmières, malades et blessés, sont tués. Le 22 avril, Haïfa est prise par la Haganah ; le 4 mai, la Légion arabe attaque le village de Kfar Etzion et massacre les survivants après leur reddition[136].

Le 14 mai, jour du départ des Britanniques, David Ben Gourion proclame la renaissance de l'État d'Israël après 1 878 ans d'absence, avec 700 000 habitants juifs et les 156 000 arabes qui ont choisi de rester.

Sur ce territoire encore incertain, l'essentiel de la terre, appartenant encore aux autorités du mandat, est remise au nouvel État. David Ben Gourion est chargé par Chaïm Weizmann de former un gouvernement

provisoire avec les cinq départements de l'Agence juive, celle-ci ne conservant plus que la responsabilité de l'accueil des réfugiés avec l'aide de la Banque anglo-palestinienne.

L'histoire qui commence est tout aussi singulière que celle des siècles passés. Et l'économie du peuple juif va revêtir encore une fois, à cet endroit, des caractéristiques particulières : en cinquante ans, il devra créer un nouvel État, sa population sera multipliée par sept ; un quart de son activité devra être consacré à la défense, et il ne pourra faire aucun commerce avec ses voisins. Malgré ces obstacles uniques dans l'Histoire, son niveau de vie sera multiplié par quarante en un demi-siècle ; il deviendra le premier pays du monde pour le niveau d'éducation, de recherche, d'exportation industrielle, de formation professionnelle et d'innovation technologique. L'assistance extérieure, d'abord très faible, puis très importante avant de retomber, n'explique pas tout, loin de là : celle que recevront ses voisins sera équivalente alors que leur niveau de vie restera dix fois inférieur.

Naturellement, il n'est pas possible au nouvel État d'obéir aux principes économiques du Talmud. C'est un État juif, pas un État biblique. C'est un gouvernement socialiste, pas théocratique. L'État possède la quasi-totalité des terres et des banques et les deux tiers de l'appareil de production industrielle. Le reste appartient à l'Agence, aux syndicats et aux *kibboutzim*. Seuls les petits commerces sont des entreprises privées. Personne ne dispute plus aux banques le droit de percevoir un intérêt sur leurs clients.

Les États-Unis sont les premiers à reconnaître *de facto* le nouvel État, onze minutes après sa proclamation. L'Union soviétique est la première à le reconnaître *de jure*, ce que la France fera au bout de quatre mois ; les Britanniques et Américains ne feront que huit mois plus tard. Léon Blum écrira au président Weizmann : « Juif français, né en France d'une longue suite d'aïeux français, ne parlant que la langue de mon pays, nourri principalement de sa culture, m'étant refusé à la quitter à l'heure même où je courais le plus de dangers, je participe cependant de toute mon âme à l'effort admirable – miraculeusement transporté au plan de la réalité historique – qui assure désormais une patrie digne, égale et libre à tous les Juifs qui n'ont pas eu, comme moi, la bonne fortune de la trouver dans leur pays natal. »

Personne ne songe plus à proclamer l'État palestinien voulu par les Nations unies ; les voisins arabes, quant à eux, ne songent qu'à détruire l'État hébreu.

Dès le 15 mai, le secrétaire de la Ligue arabe, Azzam Pacha, annonce « une guerre d'extermination ». Le même jour, les armées d'Égypte, de Syrie, de Transjordanie, du Liban et d'Irak attaquent. Face à elles, la Haganah – Tsahal (pour Tsavah Haganah Le-Israel) – ne dispose encore d'aucun tank, d'aucun canon ; sur ses 60 000 combattants, seulement 19 000 sont équipés d'armes lourdes venues de Tchécoslovaquie, puis de France. La bataille semble d'abord perdue : le 29 mai, les 2 500 Juifs de la vieille ville de Jérusalem se rendent ; le 11 juin, un cessez-le-feu est déclaré, mais ne tient pas. Puis le mouvement s'inverse : Lod est prise par un jeune colonel de Tsahal, Itzhak Rabin, le 12 juillet. Les Arabes en sont expulsés ; la route de Jérusalem est rouverte après un violent combat entre Tsahal et les troupes de la Légion arabe menées par l'Anglais Glubb Pacha. Une deuxième trêve, décidée le 18 juillet, ne tient pas non plus. En août, le comte Bernadotte vient négocier un accord au nom de l'ONU : il propose qu'Israël rende le Néguev et Jérusalem en échange de la Galilée, ce que les deux camps rejettent. Il est assassiné. Les dirigeants arabes continuent d'inciter les Arabes à partir, en attendant que « les Juifs soient jetés à la mer ». Tsahal occupe la Galilée jusqu'au Golan et au mont Hermon. La Légion arabe bombarde Jérusalem jusqu'en octobre. Le président Truman hésite toujours à soutenir trop nettement le nouvel État. Ses déclarations sont d'une extrême prudence. Ainsi, le 28 octobre 1948 : « C'est une responsabilité de vérifier que notre politique en Israël colle avec notre politique mondiale ; c'est mon désir d'aider à bâtir en Palestine un État démocratique fort, prospère, libre et indépendant. Il doit être assez grand, assez libre, assez fort pour permettre à son peuple d'assurer seul son développement et sa sécurité[136]. » Autrement dit : nous ne voulons pas que le nouvel État tombe dans l'orbite soviétique…

En décembre, Abdullah prend le titre de roi du « royaume hachémite de Jordanie », nouveau nom de la Transjordanie. Une partie de la Palestine, pour la première fois, est clairement indépendante. La résolution 194 des Nations unies demande à Israël de permettre le retour des Palestiniens exilés « dans leurs foyers le plus tôt possible », et une indemnisation pour tous « ceux qui décident de ne pas rentrer ». Aucune suite ne sera donnée et

les réfugiés s'entasseront dans des camps sans que les États arabes fassent rien pour les en sortir[378]. Au total, 700 000 Palestiniens ont quitté leur domicile – dont la moitié, selon les « nouveaux historiens » israéliens[378], sous la pression des Israéliens.

Pendant ce temps, un appareil d'État hébreu se construit à partir des agences et de l'administration du mandat. Le premier ministre des Finances, Eliezer Kaplan, institue la « lire » (une lire vaut alors quatre dollars) comme monnaie, émise d'abord par la Banque anglo-palestinienne, laquelle va devenir la Banque Leumi. Sa première priorité est la maîtrise des dépenses sociales et la collecte de l'impôt. Le premier budget, celui de 1949, est de 160 millions de dollars pour un PIB de moins d'un milliard de dollars. Le déficit extérieur est de 220 millions de dollars. L'aide de la Diaspora n'est que de 60 millions de dollars. Équation insoluble…

Le 31 janvier 1949, en même temps que la reconnaissance *de jure*, les États-Unis confirment l'embargo total sur les livraisons d'armes et accordent au nouvel État un premier prêt de 135 millions de dollars, qui couvre à peine la moitié du déficit extérieur de cette première année[42].

Le 14 février 1949, le parlement hébreu vote la « Loi de transition », qu'on appellera la « Petite Constitution » : elle ne tranche aucun débat difficile ; les dirigeants de l'époque, tous laïcs, ne souhaitent pas affronter les religieux, qui rêvent d'une théocratie.

En 1949, quatre armistices successifs sont signés : le 24 février avec l'Égypte ; le 3 avril, avec le royaume hachémite de Jordanie à Rhodes ; le 23 mars avec le Liban à Nahariya[136] ; enfin, avec la Syrie le 20 juillet à Mishman Hayarden. L'Irak ne signe pas. Un certain nombre de Palestiniens continuent à partir : ceux de Majdal vont à Gaza et le village devient Ashkelon. Dans les deux camps, des villages ont été détruits, des civils massacrés. L'État d'Israël couvre 836 000 hectares, dont 48 600 sont cultivés, comprenant 277 installations rurales, 15 villages, 99 *moshavim*, 159 *kiboutzim* ; leurs 111 000 habitants fournissent la quasi-totalité des produits agricoles.

Le 5 juillet 1950, David Ben Gourion désigne la « loi du Retour » comme l'une des lois fondamentales de l'État. Selon lui, « elle matérialise sa mission première : le rassemblement des exilés. Cette loi dispose que ce

n'est pas l'État qui accorde aux Juifs habitant à l'étranger le droit de s'installer en Israël, mais que ce droit leur est naturel et inhérent dans la mesure où, étant Juifs, ils désirent s'installer dans le pays ». Autrement dit, l'État est au service des immigrants. Affluent alors 121 000 Juifs irakiens, contraints de vendre leurs biens en déposant leur demande d'émigration, puis bien d'autres. Des ponts aériens sont organisés à partir de Shanghai (les communistes y ont pris le pouvoir en 1949), d'Izmir, du Yémen. Au total, autant de Juifs sont chassés des pays arabes que d'Arabes chassés de Palestine. Suivent les Bulgares et les Libyens, moins bien reçus que les Juifs de Pologne : on loue pour les premiers des chambres d'hôtel ; pour les autres, de simples tentes[378]. Au total, de 1948 à 1951, 700 000 immigrants viennent doubler la population juive du pays.

Comme personne ne veut prêter – encore moins donner – au nouvel État, le financement de ses besoins est couvert, à partir de mai 1951, par des « bons d'Israël » placés dans les diasporas, souvent par les rabbins qui autorisent exceptionnellement la perception d'intérêts sur des Juifs : la raison en est, expliquent-ils[409], que personne ne connaît au juste le nom des emprunteurs finaux, citoyens d'Israël dont certains ne sont pas juifs…

Les dons des diasporas à l'Agence juive, collectés dans 71 pays par le Keren Hayessod (Trésor de la colonisation juive) et aux États-Unis par l'United Jewish Appeal, rapportent environ 60 millions de dollars en 1951[42]. L'essentiel sert à loger les nouveaux venus. Israël se développe dans une économie de guerre. Mais l'embargo qui le frappe fonctionne comme une source de croissance : celle-ci est de 30 % en 1951, année où le budget reçoit des États-Unis un premier don de 65 millions de dollars pour aider à l'installation des réfugiés[41]. La Syrie refuse pour sa part l'assistance américaine et bascule peu à peu dans l'orbite soviétique.

En septembre 1952 est signé un accord avec l'Allemagne fédérale sur des « réparations » pour un montant – dérisoire au regard de ce que la RFA reçoit du plan Marshall ! – de 60 millions de dollars par an pendant douze ans, soit l'équivalent de l'aide américaine annuelle à Israël, soit encore environ un sixième du budget, alors que l'aide de la Diaspora diminue jusqu'à tomber à 27 millions de dollars. Le revenu par habitant est très encore faible : 470 dollars par tête, soit le quart de celui de la France[42].

En 1953, la croissance ralentit avec le nombre d'immigrants, cependant que l'inflation file jusqu'à atteindre 57 % par an. Israël s'enlise ; le projet sioniste semble mal parti. D'autant plus que la situation politique des voisins devient plus menaçante. En Jordanie, Abdallah, assassiné en début d'année, est remplacé par son fils, Talal ; mais dès mai 1953, celui-ci laisse le trône à son propre fils, Hussein, qui devient roi à moins de dix-huit ans. Au Caire, en 1952, le roi Farouk est renversé par un groupe de militaires encore plus hostile à Israël. En 1953, meurt le roi Ibn Séoud, qui règne en Arabie depuis cinquante ans. Son fils aîné Séoud et un cadet, l'émir Fayçal, se disputent le pouvoir. Les Américains continuent de faire confiance aux Britanniques pour gérer cette partie du monde et éviter qu'elle ne bascule du côté soviétique. Le président des États-Unis Dwight Eisenhower, président de 1952 à 1960, écrira dans ses *Mémoires* : « Nous considérions au fond qu'en dépit des intérêts américains et français, les Britanniques devaient conserver là leurs responsabilités sur le plan de la sécurité et de la stabilité. Les Britanniques avaient une science profonde de l'histoire, des traditions et des peuples de cette partie du monde. »

Mais quand, en octobre 1954, le colonel Nasser écarte le général Néguib et s'installe à la tête de l'Égypte, les Américains le soutiennent et lui livrent des armes alors que les Britanniques se méfient des ambitions du jeune *raïs*. Pour sa part, la France continue à fournir des armes et à échanger des secrets militaires avec Israël. En 1955 – pour leur première intervention dans la région –, les États-Unis proposent, par le plan Johnston, le partage des eaux du Jourdain et de son affluent, le Yarmouk, entre les pays riverains, qui tous rejettent ce plan, chacun voulant davantage. La même année, le fils du président syrien, Zaïm, propose aux Israéliens d'ouvrir des négociations et d'accueillir 300 000 Palestiniens. Ben Gourion tarde à répondre et Damas retire sa proposition.

Le 26 juillet 1956, le président Nasser nationalise le canal de Suez. La France et la Grande-Bretagne réagissent en débarquant à Suez, et les Israéliens en envahissant le Sinaï, sans l'accord des États-Unis. Le 5 novembre, le maréchal Boulganine, président du Conseil des ministres de l'URSS, menace la France et la Grande-Bretagne de représailles nucléaires si elles ne se retirent pas. Les deux Européens reculent et sortent du jeu. Israël se retire du Sinaï, ses troupes étant remplacées par des forces d'interposition des Nations unies. Le conflit Est/ Ouest s'étend désormais au

Moyen-Orient ; chacun place ses pions. Les Américains, qui commencent à espérer qu'ils pourront utiliser l'islam comme un antidote au communisme, ouvrent des lignes de crédit à la Jordanie, à l'Égypte et aux Palestiniens à travers l'UNRWA, l'organisation des Nations unies en charge des réfugiés. Les Soviétiques voient aussi l'islam comme une porte d'entrée dans les pays du Sud et multiplient les efforts d'assistance aux pays arabes ; l'Égypte, l'Irak et la Syrie basculent progressivement dans leur camp. En 1959, trois étudiants, Yasser Arafat, Khalil al-Wazir et Salah Khalaf fondent à Koweït, le Fatah, dont le but est la reconquête de toute la Palestine par la lutte armée.

Après une période de stagnation, l'économie israélienne recommence à croître avec l'arrivée de nouveaux immigrants, toujours financée par des emprunts contractés auprès des États-Unis et des communautés juives d'Occident. L'inflation dévore le reste. Arrivent alors les Juifs égyptiens, tunisiens et marocains, puis, en 1962, 14 000 Juifs d'Algérie – 200 000 autres préfèrent suivre les autres Français en métropole. Seulement mille Français et autant d'Américains font chaque année leur *aliah* (ou « montée »). Un accord d'union douanière est par ailleurs signé en 1965 entre Israël et l'Union européenne.

En Arabie, Fayçal écarte définitivement Séoud IV. En 1965, des Palestiniens créent l'Organisation de libération de la Palestine, que dirige d'abord Ahmed Choukheiri, sous la tutelle de Nasser. Le Fatah en devient membre. En mai 1967, à la demande de l'Égypte, les troupes des Nations unies se retirent du Sinaï. En juin, le port d'Eilat sur la mer Rouge est bloqué par l'Égypte qui ferme le golfe d'Akaba. Une guerre éclair se déclenche entre Israël, la Syrie, la Jordanie et l'Égypte. Elle donne, en moins d'une semaine, à Israël le contrôle de la Cisjordanie, du Sinaï, du Golan et de Jérusalem-Est, avec un million de Palestiniens. Israël annexe Jérusalem-Est et occupe le reste des territoires. En signe de protestation, la France cesse ses livraisons d'armes à Israël. Les États-Unis vont bientôt commencer les leurs.

Le 12 juin 1967, le leader du Fatah, Yasser Arafat, décide de lancer la lutte armée en Cisjordanie, où il se rend en secret en juillet. En août, le sommet arabe de Khartoum rejette toute négociation avec Israël.

Le 22 novembre 1967, la résolution 242 du Conseil de sécurité, dont les versions française et anglaise sont volontairement contradictoires, exige qu'Israël restitue « les » – ou « des » – territoires occupés. Elle reconnaît aussi implicitement Israël ; Nasser l'accepte, à la différence du Fatah. En décembre 1967, Ahmed Choukeiri démissionne de la présidence de l'OLP.

Les dirigeants travaillistes israéliens (Moshe Dayan, David Ben Gourion, Golda Meir) hésitent : rendre les terres conquises à la Jordanie, à l'Égypte et à la Syrie, n'est-ce pas recréer la menace antérieure, sans avoir rien obtenu en échange ? Les « restituer » à qui. À l'ancien occupant jordanien ? À un État dont les autres États arabes ne veulent pas vraiment ? Créer la Palestine, n'est-ce pas prendre le risque de créer un ennemi supplémentaire ? L'annexer pour améliorer les conditions de la sécurité, n'est-ce pas devenir une nouvelle Afrique du Sud ? Rien n'est explicitement décidé.

S'installe alors en Israël une euphorie politique et une frénésie de consommation. Si, en 1968, il y a encore dix fois moins de voitures par millier d'habitants qu'aux États-Unis, l'écart de niveau de vie se réduit avec l'Europe et se creuse avec les Arabes de Cisjordanie et ceux des pays voisins.

Le Fatah s'installe maintenant en Jordanie, d'où partent des attentats. Le 18 mars 1968, un autobus transportant des enfants heurte une mine près d'Eilat ; deux passagers sont tués. En réponse, le 21, les Israéliens attaquent une base du Fatah à Karameh, village de réfugiés, en Jordanie. Les Palestiniens prennent de plus en plus de place en Jordanie, au point de menacer le pouvoir du « petit roi ». Certains dirigeants arabes et quelques Israéliens voient d'ailleurs la solution du problème palestinien dans le remplacement des dirigeants de Jordanie par ceux de l'OLP : la Jordanie deviendrait la Palestine et tout rentrerait dans l'ordre. En avril 1968, Arafat devient le porte-parole de l'OLP. Le Conseil national palestinien adopte en juin une charte qui fait de « la lutte armée […] la seule voie ». Les Palestiniens s'installent aussi au Sud-Liban.

Pendant ce temps, s'accélère la course aux armements : la guerre des Six-Jours a montré que le Moyen-Orient peut constituer un banc d'essai pour les deux blocs. Aussi l'industrie américaine commence-t-elle, après celle de la France, à utiliser les succès militaires israéliens comme des arguments

commerciaux auprès d'autres clients à travers le monde. En conséquence, Israël obtient, cette même année, la promesse que l'assistance militaire américaine lui permettra toujours de conserver un « avantage qualitatif » par rapport à l'armement soviétique de ses voisins. Richard Nixon reconnaît d'ailleurs l'intérêt commercial des États-Unis à financer la défense d'Israël : « L'engagement des États-Unis pour la sécurité et l'avenir d'Israël est fondé sur notre conception morale aussi bien que sur notre propre intérêt. » Le ton est bien différent de celui de ses prédécesseurs…

En février 1969, Yasser Arafat devient président de l'OLP : les mouvements de guérilla ont pris le pouvoir. Pendant qu'un autre mouvement palestinien – le FPLP, Front populaire pour la libération de la Palestine – prépare des détournements d'avions en Europe ; le Fatah, principale branche de l'OLP, s'arroge de plus en plus de pouvoirs en Jordanie. En juin 1970, ils prennent en otages des clients de grands hôtels d'Amman. En juillet, l'Égypte et la Jordanie donnent leur accord à un plan de paix avancé par le secrétaire d'État américain Rodgers. Israël accepte. La paix est à portée de main. À la fin d'août, les Palestiniens refusent. Le 6 septembre, le FPLP détourne deux avions (un américain et un suisse) puis, le 9, un troisième. Les trois appareils sont amenés en Jordanie. Le 16 septembre le roi Hussein massacre vingt mille (selon certaines sources) militants palestiniens avant d'expulser les survivants. Yasser Arafat et l'OLP s'établissent alors à Beyrouth, avec « Septembre noir », mouvement terroriste.

L'économie israélienne reste socialisante : l'Agence juive, le syndicat, les *kibboutzim* et l'armée – quatre « fardeaux » selon les théories classiques, quatre points d'appui selon la pratique sioniste – se partagent encore le pouvoir économique et social. Le secteur privé demeure marginal : comme depuis deux mille ans au sein de la Diaspora, les Juifs d'Israël n'aiment pas être les salariés d'un employeur privé, même juif. En 1971, le PIB par habitant a pourtant triplé depuis la naissance de l'État. Avec un taux de 10 % par an, la croissance reste très supérieure à celle de l'Occident qui pourtant vante l'économie de marché. Faute de travailleurs juifs en nombre suffisant, l'économie se met même à dépendre de la main-d'œuvre arabe ; commence alors la colonisation de la rive ouest du Jourdain et de la bande de Gaza.

L'aide des diasporas ayant beaucoup augmenté après la guerre des Six-Jours, les Juifs américains commencent à exercer une influence ouverte au sein de l'Agence juive : ils désignent désormais 30 % de ses dirigeants.

Cette assistance reste équivalente à celle des États-Unis et se maintient à 100 millions de dollars par an, soit moins de 5 % du budget israélien[41]. Durant la même période, l'ensemble des États arabes voisins reçoivent des mêmes États-Unis une aide deux fois supérieure. Le 28 novembre 1971, le Premier ministre jordanien Wasfi Tall, celui qui a écrasé les derniers *feddayin* palestiniens, est assassiné par Septembre noir.

L'accélération de la course aux armements exige un financement de plus en plus élevé. En 1972, pour la première fois, s'ajoutent aux dons américains des prêts destinés au financement d'équipements militaires venus d'Amérique. Le budget militaire représente maintenant la moitié du budget général et dépasse le tiers du PIB[41]. Les dépenses augmentent dès lors nettement plus vite que les recettes, bien que la gestion des territoires mobilise encore très peu de ressources (300 fonctionnaires israéliens et 15 000 palestiniens).

En septembre 1972, un groupe du Fatah prend en otages des athlètes israéliens aux jeux Olympiques de Munich : onze sont tués. La tension militaire et la menace terroriste se font plus fortes. Plusieurs dirigeants palestiniens sont assassinés à Beyrouth par des commandos israéliens. Le Premier ministre, Golda Meir, prévenue, ne croit pas à l'imminence d'une attaque arabe. Pourtant, le 6 octobre 1973, jour de Kippour, l'Égypte et la Syrie attaquent Israël et reprennent une partie du Sinaï et le Golan. Après deux semaines de combats où l'existence même d'Israël est un moment menacée – et en partie grâce au coup d'audace d'un jeune général, Ariel Sharon, qui prend à revers les troupes égyptiennes dans le Sinaï –, l'Égypte perd dix mille hommes, 650 tanks et 180 avions. À l'armistice, la résolution 338 des Nations unies reprend les termes de la résolution 242. Nasser démissionne, avant d'être rappelé par son peuple. Les sommets arabes d'Alger (novembre 1973) et de Rabat (octobre 1974) reconnaissent l'OLP comme seule représentante du peuple palestinien. En juin 1974, l'OLP se donne comme programme d'« édifier l'autorité nationale indépendante sur toute partie du territoire palestinien qui sera libérée » ; mais sa charte n'est pas abrogée. En novembre 1974, devant l'Assemblée générale des Nations unies, Arafat parle du « rêve » d'un « État démocratique où chrétiens, juifs et musulmans vivraient en toute égalité ». La situation économique d'Israël devient beaucoup plus difficile : la hausse du prix du pétrole et l'augmentation des dépenses militaires ralentissent la croissance et font

exploser l'inflation : en 1974, il faut désormais 6 lires pour un dollar ! Quant aux dépenses publiques, elles représentent maintenant 80 % du PIB : autant qu'en URSS, ou presque ! Les déficits publics explosent. Pour les financer, l'État monopolise toute l'épargne du pays, étouffant l'économie privée. Malgré cela, Israël connaîtra encore des taux de croissance de la productivité parmi les plus élevés au monde, avec une moyenne annuelle de 4,4 % sur vingt-cinq ans. Les budgets de solidarité souffrent ; les nouveaux immigrants en sont les premières victimes. Commencent des mouvements sociaux, tel celui des Black Panthers, mouvement radical de Juifs marocains exigeant des moyens supplémentaires pour l'intégration des séfarades, dans cet État construit par des ashkénazes. Itzhak Rabin devient Premier ministre en mai 1974.

Face au déversement d'armes soviétiques dans les pays voisins, les Israéliens ont besoin d'armes nouvelles qu'ils n'ont toujours pas les moyens de se payer. Aussi, en cette année 1974, les États-Unis leur font pour la première fois un don de 2,2 milliards de dollars pour acheter des armes – aux entreprises américaines, évidemment – et bloquent des ventes d'armes de ces mêmes entreprises à certains pays arabes.

Au même moment, Washington cherche des alliés au sein de l'islam contre l'influence croissante des Soviétiques en Afghanistan, en Afrique et ailleurs, dans l'espoir de provoquer un enlisement de l'adversaire et même une révolte dans les républiques d'Asie centrale.

Dans une sorte de synthèse des positions de ses prédécesseurs, Jimmy Carter, élu en 1977, explique le soutien américain à Israël à la fois par la morale religieuse et par l'intérêt économique des États-Unis : « Les États-Unis ont avec Israël une relation unique et moralement juste. Elle est compatible avec nos convictions religieuses profondes, et elle est juste en termes d'intérêt stratégique des États-Unis. » Malgré ce soutien, Israël est de plus en plus isolé sur le plan international. En janvier 1975, il doit se défendre contre des attaques venues du Sud-Liban. Commence la guerre entre les phalanges chrétiennes et les Palestiniens. Le 10 novembre 1975, l'ONU adopte une motion assimilant le sionisme au racisme. En juin 1976, l'armée syrienne intervient aux côtés des chrétiens libanais contre les Palestiniens.

Une nouvelle hausse du prix du pétrole pousse l'inflation israélienne à 30 % en 1977 et avale l'intégralité de l'aide américaine. Il faut maintenant 10 lires pour un dollar…

En août 1977, Menahem Begin, chef du parti de droite, le Likoud, arrive au pouvoir ; la situation sociale et économique du pays est d'autant plus désespérée que les dépenses militaires augmentent sans cesse. À la surprise générale, en novembre 1977, Anouar el-Sadate se rend à Jérusalem : la situation économique de l'Égypte n'est pas meilleure que celle de son adversaire. En septembre 1978, des négociations s'ouvrent à Camp David sous l'égide du président Carter. Par un traité signé le 26 mars 1979, Israël restitue le Sinaï à l'Égypte en échange de sa reconnaissance. Les autres dirigeants arabes boycottent l'Égypte et désignent l'OLP comme le représentant unique et légitime des Palestiniens. Arafat se déclare prêt à accepter à titre provisoire la rive ouest du Jourdain et Gaza comme un État aux frontières encore floues. L'URSS envahit l'Afghanistan en décembre 1979.

En Israël, la paix avec l'Égypte ne résout pas la crise financière. En 1980, même si une nouvelle monnaie, le *shekel* – retour à la grotte achetée par Abraham ! –, remplace la lire, l'inflation atteint 131 % et les dépenses budgétaires représentent toujours plus des deux tiers du PIB.

Le Liban, où s'est établi le quartier général de l'OLP, devient la menace principale pour Israël après l'installation à la frontière nord du pays, en février 1981, d'un mouvement fondamentaliste chiite lié à l'Iran, le Hezbollah. Pour se dégager, Israël bombarde et envahit le Sud-Liban. Le 6 juin 1982, Tsahal impose même le blocus de Beyrouth. Arafat doit se réfugier à Tripoli, au Liban-Nord. Le 9 septembre 1982, le sommet arabe de Fès reconnaît le « droit à la paix de tous les États de la région », sans toutefois nommer Israël. Les 16 et 17 septembre, en représailles après l'assassinat du président Gemayel, près de deux mille civils palestiniens et libanais sont assassinés ou disparaissent dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila, près de Beyrouth, tués par des miliciens chrétiens, sans qu'interviennent les troupes du général Sharon qui occupent alors Beyrouth. Le 20 décembre 1982, Yasser Arafat et son entourage embarquent sur des bateaux grecs, escortés par des navires français, et part pour Tunis.

La situation économique et politique d'Israël devient critique, même si la menace militaire semble s'éloigner ; sa dette extérieure est l'une des plus élevées du monde, et l'aide des États-Unis ne réussit plus qu'à en rembourser les annuités. En août 1983, Begin démissionne et son successeur, Itzhak Shamir, ne peut pas non plus réduire les déficits. En quasi-faillite, les quatre principales banques du pays sont nationalisées. En 1984, l'inflation grimpe à 400 % ; un dollar s'échange contre 800 shekels !

En septembre 1984, Shimon Peres, devenu Premier ministre d'un gouvernement d'union nationale, renverse radicalement la politique économique : il diminue tous les salaires de 30 %, bloque les prix, réduit le déficit budgétaire et privatise une partie de l'économie ; un nouveau shekel (= mille « anciens » shekels) est mis en circulation. C'est une mutation radicale. Pour accompagner la réforme, l'aide américaine s'installe sur un rythme annuel de 3 milliards de dons (1,8 de dons militaires et 1,2 de dons civils), soit, cette année-là, 8 % du budget total. Son montant ne bougera plus jusqu'en 1997, puis diminuera et tendra à représenter une part décroissante des dépenses de l'État. De surcroît, les trois quarts de l'assistance militaire reviennent aux États-Unis, dans plus d'un millier d'entreprises américaines réparties dans quarante-sept États – la politique intérieure veille !…

En 1985, les États-Unis signent avec Israël leur premier accord d'union douanière. Cet accord de libre-échange profite aux entreprises américaines, dont les exportations vers Israël vont tripler en dix ans. Plus explicitement que jamais, Ronald Reagan parle alors d'Israël comme d'un « actif » stratégique pour les États-Unis : « Ce n'est qu'en prenant conscience du rôle essentiel de l'État d'Israël dans nos calculs stratégiques que nous pouvons bâtir les fondations destinées à écarter les visées de Moscou sur des territoires et des ressources vitales pour notre sécurité et notre bien-être. »

Le programme de Shimon Peres, prolongeant les réformes du gouvernement Begin, est un succès : en un an, l'inflation tombe de 400 % à 20 % ; la part des dépenses publiques dans le PIB baisse d'un quart ; l'économie privée commence à se développer avec la privatisation progressive de l'ensemble des actifs de l'État – 165 entreprises, la plupart très réduites, qui représentent 8 % des salariés de l'industrie – et de ceux du syndicat, la Histadrout.

En octobre 1985, un navire de croisière italien, l'*Achille Lauro*, est pris en otage par un commando palestinien, en vue d'obtenir la libération de cinquante prisonniers palestiniens en Israël ; pour la première fois, un Juif américain est assassiné. La situation économique et sociale s'aggrave dans les « territoires ». La moitié de la population a maintenant moins de dix-huit ans. Le 8 décembre 1987, un accident de la route, dans lequel un camion israélien renverse quatre travailleurs de Jabaliya, un bidonville de Gaza, déclenche une émeute à coups de pierres et de cocktails Molotov. Commence la première *Intifada*, femmes et enfants lapidant soldats et colons, d'abord à Gaza puis en Cisjordanie. D'innombrables contacts secrets tentent néanmoins de rapprocher Israéliens et Palestiniens.

La stabilisation économique patine. La gestion des territoires devient de plus en plus coûteuse. Israël reste encore au premier rang mondial pour la dette extérieure par habitant. En 1988, un nouveau gouvernement d'union nationale (Shamir devient Premier ministre, avec Peres aux Finances) décide d'un plan d'austérité complémentaire : les dépenses de défense sont stabilisées (avant de baisser progressivement de 30 à 14 % du PIB).

Avec l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir à Moscou, le conflit Est/Ouest s'estompe et, avec lui, la tension au Moyen-Orient. En juillet 1988, le roi Hussein renonce à toute prétention territoriale en Cisjordanie. À Alger, en novembre 1988, l'OLP reconnaît les résolutions 242 et 338 de l'ONU, admettant implicitement le droit d'Israël à l'existence et abandonnant la « lutte armée ». En mai 1989, Yasser Arafat déclare à Paris que la charte de l'OLP qui prévoit la destruction de l'État d'Israël est « caduque » ; il renonce, à Genève, au terrorisme. En novembre 1989, la chute du mur de Berlin provoque l'afflux en Israël de deux cent mille Juifs d'URSS en deux ans ; 53 % d'entre eux sont en âge de travailler et parmi eux la plupart ont un niveau de cadre supérieur ou d'ingénieur. Le 25 mai 1991, un pont aérien rapatrie aussi d'Éthiopie la communauté des Falashas. On s'attend à ce que ces nouveaux venus représentent une charge considérable, et les Américains promettent jusqu'à 10 milliards de dollars d'aide supplémentaire sur cinq ans pour financer leur installation. En fait, ces réfugiés sont immédiatement un facteur de croissance, en raison de leurs exceptionnelles qualifications professionnelles. Même si les nouveaux arrivants perçoivent, à travail égal, un salaire de 40 % inférieur aux autres, ils rattrapent l'essentiel de ce retard en l'espace de quelques années. Grâce à

eux, l'industrie évolue vers les secteurs de haute technologie. Le taux de croissance annuel reste de 6 % en moyenne.

Le conflit du Moyen-Orient n'est plus un conflit Est/Ouest ; il n'est pas encore un conflit Nord/Sud. Les États-Unis ont désormais beaucoup moins de raisons stratégiques d'aider Israël. D'autant plus qu'en janvier 1991 ils ont surtout besoin de l'alliance de tous les Arabes – et des Soviétiques, en pleine crise – pour chasser du Koweït l'Irak, soutenu par la Jordanie et l'OLP et qui a envahi l'émirat l'été précédent.

Le 3 octobre 1991, après la défaite de l'Irak, la paix se rapproche. Israéliens et Palestiniens se rencontrent d'abord en public à Madrid, puis en secret à Oslo. Le 9 septembre 1993, Israël et l'OLP se reconnaissent mutuellement, et Israël accorde un régime d'autonomie partielle à quelques parties des territoires occupés. Mais, parmi bien d'autres, la question de Jérusalem n'est pas réglée, pas plus que celle des réfugiés. Le 13 septembre 1993, Yasser Arafat serre la main d'Itzhak Rabin à la Maison Blanche devant Bill Clinton. Une conférence de l'ensemble des pays donateurs apporte la promesse de 2,4 milliards de dollars d'assistance aux Palestiniens. À peine la moitié sera effectivement versée.

Le terrorisme ponctue – de part et d'autre – toute avancée vers la paix. En pleine négociation, en février 1994, un colon juif américain tue quarante personnes à la mosquée d'Hébron. Le drame est suivi par le premier attentat suicide du mouvement islamique Hamas. Cela n'empêche pas, le 29 avril 1994, la signature entre Israël et l'OLP d'un accord sur l'économie, visant à encourager des sociétés israéliennes à s'implanter à Gaza, à aider à la création d'entreprises palestiniennes et à réduire la dépendance des travailleurs palestiniens à l'égard des employeurs d'Israël.

Un traité avec la Jordanie, signé le 17 octobre 1994, prévoit qu'Israël fournira à ce pays 50 millions de mètres cubes d'eau par an jusqu'à la signature d'un accord définitif de partage des eaux du Jourdain.

Plus de vingt pays nouveaux établissent alors des relations diplomatiques avec l'État hébreu. Ses exportations augmentent de plus de moitié avec l'Inde, de près des deux tiers avec la Thaïlande ; la Chine devient l'un des premiers clients des industries civiles et militaires israéliennes, qui voient se réduire les commandes de Tsahal.

Le 28 septembre 1995, après de nouvelles négociations à Oslo, est signé un nouvel accord intermédiaire entre Israéliens et Palestiniens : la Cisjordanie est divisée en une centaine de zones dotées de trois statuts différents, définissant les contours d'un futur État. L'armée israélienne doit se retirer des huit plus grandes villes ; un Conseil national palestinien doit être élu. On n'est pas loin de la création de l'État palestinien quand, le 4 novembre 1995, Itzhak Rabin est assassiné par un extrémiste israélien. Les attentats suicides perpétrés par le Hamas reprennent immédiatement. L'économie replonge. La paix s'éloigne. Le 29 mai 1996, les élections législatives sont remportées par la droite et Benjamin Nethanyahu devient Premier ministre. L'application des accords d'Oslo est remise en cause.

Pour tenter de moins dépendre des États-Unis dans les négociations de paix, Israël propose alors au gouvernement américain de supprimer son aide économique et d'augmenter l'aide militaire de la moitié du montant de celle-ci (la portant de 1,8 à 2,4 millions de dollars). Entre 1990 et 1998, huit cent mille Juifs russes continuent d'affluer en Israël, soit, en proportion, l'équivalent d'une population égale à celle de la France venant s'installer aux États-Unis ! Contrairement à ce que beaucoup redoutent, les richesses qu'ils créent continuent de l'emporter nettement sur leur coût.

La promesse de paix attire encore énormément d'investissements étrangers : ceux-ci passent de 100 millions de dollars en 1990 à 2 milliards de dollars en 1998. Après des accords d'application signés à Wye, aux États-Unis, le 23 octobre 1998, Israël reçoit encore la promesse d'une aide spéciale pour retirer ses troupes de certaines zones à restituer à l'Autorité palestinienne, laquelle reçoit pour sa part une aide afin d'installer les siennes[136].

Les négociations de paix reprennent après la formation, le 17 mai 1999, d'un nouveau gouvernement travailliste dirigé par Ehoud Barak. En septembre 1999, est arrêté un nouveau calendrier visant à la conclusion d'une paix globale pour le 13 septembre 2000. L'espoir réside encore pour l'essentiel dans le fait que la conduite des discussions se trouve des deux côtés entre les mains de laïcs, conscients de ce qu'ils risquent dans leur propre camp s'ils laissent dégénérer une bataille territoriale en conflit théologique. Aussi est-il tacitement admis de n'aborder les questions religieuses qu'après un accord sur la répartition des territoires, sur le retour

des réfugiés et sur la question de l'eau (90 % de l'eau de Cisjordanie est utilisée par les Israéliens).

En juillet 2000, après de nombreux préparatifs, commence à Camp David, sur l'insistance de Barak et contre l'avis des Palestiniens, une réunion au sommet visant cette fois à la création d'un État palestinien et à la conclusion d'une paix définitive. Personne ne s'est encore préoccupé de savoir quelle(s) sera(seront) la (ou les) monnaie(s) du nouvel ensemble, comment sera organisée la libre circulation des travailleurs, quels seront les moyens de souveraineté mis à la disposition de la future Palestine, où corruption et chômage restent les pires ennemis de la paix. Personne ne sait non plus comment sera maintenue une identité nationale israélienne, une fois les frontières ouvertes. On est cependant près d'un accord sur les frontières, sur la base de propositions de Bill Clinton, quand viennent les questions des réfugiés – ils sont officiellement 3,7 millions, pour l'essentiel en Jordanie et à Gaza – et de Jérusalem. Afin de renforcer sa position sur ce point, Yasser Arafat provoque une réunion du « comité Al-Qods » rassemblant l'ensemble des États arabes intéressés par la ville sainte, qui réaffirme que Jérusalem doit devenir la capitale du futur État palestinien. Clinton propose que la partie arabe de la ville soit gérée par les Palestiniens tout en restant sous souveraineté israélienne. D'autres subtilités permettent d'approcher d'un compromis. L'accord est presque là, sur un territoire palestinien représentant 96 % de la Cisjordanie (avec échange pour les 4 % restants) ; la souveraineté palestinienne serait reconnue sur les quartiers à majorité arabe de Jérusalem ; le Mur occidental sous souveraineté israélienne.

Parce qu'ils vivent en démocratie, les Israéliens n'ont aucun moyen d'empêcher un ancien général couvert de gloire et d'opprobre, Ariel Sharon, de venir sciemment souligner, par sa présence, le 28 septembre, sur l'esplanade des Mosquées, le caractère insoluble du problème de Jérusalem. Et parce qu'ils ne vivent pas encore en démocratie, les Palestiniens n'ont, eux non plus, aucun moyen d'empêcher certains de leurs extrémistes de détruire des lieux aussi saints pour l'islam que pour les autres monothéismes. Tout dérape. On entre dans des discussions de plus en plus absurdes sur les conditions de retour ou de non-retour des réfugiés, oubliés jusque-là de tous, et sur les conditions de l'exercice de l'autorité sur le mont du Temple et l'esplanade des Mosquées.

Le 4 mars 2001, après la dislocation de la majorité de Barak et des élections, le général Ariel Sharon devient Premier ministre de l'État d'Israël. Jamais la paix n'a été aussi éloignée. Toute l'année 2001 est jonchée d'attentats, de représailles, d'émeutes, d'occasions manquées. Vingt-cinq nouvelles colonies de peuplement sont créées. L'économie de la région plonge. Le tourisme s'efface. Pour la première fois, la croissance d'Israël est négative. Israël et Palestine paient très cher le retour de la violence. Le 24 décembre 2001, Sharon interdit à Arafat l'accès à Bethléem.

Israël est-il un État juif ?

Un pays riche : depuis la naissance du pays, le PIB a été multiplié par vingt ; le revenu par tête l'a été par quarante et il est désormais voisin de celui de l'Espagne, du Portugal ou de la Grèce ; la capitalisation boursière est en proportion l'une des plus élevées au monde : plus d'un million d'Israéliens sont actionnaires ; le nombre moyen de voitures (une pour 3,4 habitants) est proche de celui de l'Europe ; les ménages (dont le patrimoine moyen dépasse les 160 000 dollars) restent très endettés ; la part de la défense demeure supérieure à 15 % du PIB, soit le triple de ce qu'elle est dans les autres pays développés.

Le pays n'est plus socialiste : la part du budget dans le PIB ne représente plus que 47 % en 2001, contre 77 % en 1984 ; les inégalités ont considérablement augmenté à partir de 1975 ; un million d'Israéliens vivent au-dessous du seuil de pauvreté ; le quart des enfants ne disposent pas du minimum vital. Si l'État possède encore 90 % du sol et 160 entreprises, les principales banques et l'industrie, naguère propriétés de l'État et des syndicats, sont maintenant privatisées[41]. Même s'ils assurent encore le tiers de la production agricole, les 270 *kibboutzim* du pays ne représentent plus que le cinquantième de la population et le quinzième de la production industrielle. Certains ne sont plus que des centres de tourisme ; d'autres, avec l'extension des villes, accueillent des grandes surfaces ou des laveries automatiques. Certains se privatisent. Les enfants y vivent avec leurs parents jusqu'à l'âge du lycée. Seul un enfant de *kibboutz* sur trois y retourne après l'armée. Par ailleurs, la Histadrut, au départ syndicat unique, ne joue plus aucun rôle économique : son pôle industriel, Koor, a été

démantelé ; sa banque, Hapoalim, a été privatisée ; sa caisse-maladie, Kupat Holim, est devenue autonome ; 30 % seulement des salariés y sont syndiqués, au lieu de 90 % au début des années 1950.

Le pays est devenu une économie de l'intelligence. À la différence des élites précédentes qui s'épanouissaient dans l'armée et les *kibboutzim*, celles d'aujourd'hui – mélange de sabras, de Marocains et d'anciens Soviétiques… – ont bâti l'une des premières industries du savoir. Avec un taux d'alphabétisation de 95 %, le pays a la plus forte proportion de scientifiques et d'ingénieurs au monde (14 pour 1 000 salariés, contre 8 aux États-Unis et au Japon) ; 15 % des travailleurs ont en 2002 plus de seize années d'études, alors qu'ils n'étaient que 1 % en 1979. Premier pays du monde en part des dépenses d'éducation (7 % du PIB), Israël dépose chaque année le plus grand nombre de brevets par habitant. Les nouvelles technologies représentent 15 % du PIB du pays et les deux tiers de la production industrielle. Seul le Japon exporte proportionnellement plus de logiciels qu'Israël, deuxième aussi – cette fois après la Suède – en nombre relatif de salariés employés dans l'informatique. Ses technologies modifient tous les secteurs, y compris l'agriculture, qui n'occupe plus que 2 % de la population, avec le premier rendement par hectare au monde. Pour occuper les autres emplois, Israël fait venir 300 000 Roumains et Thaïlandais ; la moitié des ouvriers du bâtiment et 11,5 % des travailleurs de l'industrie sont étrangers, dont 45 % palestiniens.

Israël conserve pourtant encore certains traits d'*un pays en développement :* le tiers de son budget reste consacré à la défense ; l'économie souterraine demeure très importante, en particulier par l'emploi d'une main-d'œuvre palestinienne clandestine ; une part significative des revenus – au moins 3 % – est consacrée à la loterie nationale et aux jeux illégaux.

Une aide extérieure de moins en moins nécessaire. L'apport des diasporas, si essentiel dans les premières années, est aujourd'hui devenu dérisoire. Malgré la tentative d'unification des collectes (l'United Jewish Appeal aux États-Unis et l'Appel juif unifié en France), des milliers d'associations se concurrencent pour récolter des sommes dont la récapitulation se révèle difficile. L'United Jewish Appeal récolte ainsi environ un milliard de dollars par an, qu'il répartit entre des institutions sociales en Amérique, le reste de la Diaspora et Israël. Les « bons d'Israël »,

qui ont rapporté 20 milliards de dollars en quarante ans, ne servent plus qu'à rembourser les bons antérieurs et à maintenir le réseau communautaire. Aux États-Unis, quatre mille fondations rassemblent des fonds destinés à des œuvres juives, et la moitié des Juifs américains, d'une façon ou d'une autre, y consacrent au moins 50 dollars par an. Les vingt premiers donateurs américains (qui versent ensemble environ 300 millions de dollars sur le total d'un milliard) se concertent deux fois par an sur le meilleur usage de leurs dons. Depuis la création de l'État, chaque Israélien a ainsi reçu de la Diaspora 20 000 dollars par tête, soit l'équivalent d'un an de revenu[41]. Aujourd'hui, après avoir représenté jusqu'à 5 %, les dons des communautés ne constituent plus qu'environ 0,3 % du PIB israélien. À cela s'ajoute ce qu'apportent chaque année les États-Unis (2,7 milliards de dollars de dons, pour l'essentiel militaires, soit six fois plus que ce que versent les diasporas) et l'Allemagne (600 millions de dollars sous forme d'« indemnisations » individuelles qui remplacent, à partir de 1965, les « réparations » globales)[41].

Au total, malgré l'ampleur de ces apports, l'aide extérieure est en fait devenue négative, car les remboursements de prêts antérieurs dépassent chaque année de 6 milliards de dollars les apports nouveaux. L'aide n'est donc plus qu'une façon de maintenir un lien culturel avec les diasporas et un lien technologique avec l'industrie de défense américaine. Rien de plus.

L'économie n'est en rien juive : une très faible part de ce qui est orthodoxe en Israël est intégré dans l'économie ; et l'économie elle-même obéit peu à la Loi. Sinon qu'elle redevient nomade : en basculant dans l'économie de l'intelligence, les industries – et ses cadres – peuvent quitter le pays quand bon leur semble : une diaspora de cinq cent mille personnes rassemble déjà les *yordim* (« ceux qui descendent », par opposition à « ceux qui montent »), c'est-à-dire les Israéliens qui ont quitté le pays. Ainsi apparaît aujourd'hui en Israël comme un post-sionisme qui fait du pays une communauté plus banale, moins idéologique, plus américanisée malgré la forte présence des religieux. Le statut des citoyens non juifs s'est même banalisé, au point que la Cour suprême autorise les Arabes israéliens – dont le nombre est passé de 156 000 à 1,1 million en cinquante ans – à acheter de la terre n'importe où dans le pays.

À côté d'Israël, l'économie jordanienne – partie avec pratiquement les mêmes atouts et handicaps qu'Israël – est restée très faible, avec un revenu par habitant sept fois inférieur à celui de son voisin. La Palestine a, en 2000, un revenu dix fois inférieur (et quinze fois même en 2001, du fait de la guerre). Les deux tiers de la population sont en-dessous du seuil de pauvreté : son économie est très dépendante de celle d'Israël : ce sont les ports israéliens qui collectent ses droits de douane, lesquels constituent l'essentiel des revenus de son budget ; le quart de son PIB provient des travailleurs employés en Israël. La plupart des échanges courants à Gaza et en Cisjordanie se font en shekels, les opérations d'investissements étant libellées en dollars. Les dons annuels de la diaspora palestinienne sont de l'ordre de 90 millions de dollars, acheminés pour l'essentiel *via* la Welfare Association, créée en 1983, qui distribue ses fonds à des organisations humanitaires en Palestine. Puissante, cultivée, laïque et brillante, cette diaspora, prospère en Amérique, en Grande-Bretagne et dans le Golfe ; elle apporte par ailleurs 100 millions de dollars, certaines années, pour financer des investissements industriels et 200 millions de dollars pour construire des maisons. Faute d'épargne locale, ces investissements représentent l'essentiel de ceux qui sont faits en Palestine. La plus importante entreprise palestinienne, la Papico, a d'ailleurs été créée en 1994, avec 350 millions de dollars, par cent quarante hommes d'affaires de la diaspora. D'autres sociétés – l'Apic, l'APFF, la Palestine Bank for Investment, Salam International Investment – tentent d'organiser le démarrage d'une économie étranglée par la guerre et les désordres administratifs.

Le réveil des diasporas

À la différence de ce qui s'est passé au Moyen Âge, le choc de la Shoah n'est pas suivi d'une renaissance des communautés sur les lieux de leurs malheurs. Celles d'Europe centrale ne sont pas reconstitués ; celles d'Europe de l'Ouest ont beaucoup de mal à financer l'accueil des rescapés.

En URSS, où ils sont encore plus de deux millions en 1945, la situation des Juifs reste très difficile. L'antisémitisme demeure intense, malgré la guerre et le rôle qu'y ont joué les cent généraux juifs de l'Armée rouge, les cent vingt et un Juifs qui ont reçu le titre de héros de l'Union soviétique et

les cinq cent mille soldats juifs. En 1947, Staline interdit la publication du *Livre noir*, recueil de témoignages de Russes sur la Shoah, rédigé par un comité antifasciste juif d'Union soviétique ; ses vingt-cinq membres, accusés de « cosmopolitisme », sont arrêtés et condamnés à mort. Bien qu'ils soient reconnaissants à Staline d'avoir vaincu Hitler et d'avoir, le premier, reconnu l'État d'Israël, beaucoup de Juifs russes tentent de quitter le pays, pour Israël ou ailleurs. Quand, en 1950, Staline abandonne ses espoirs de faire d'Israël un État satellite, la presse dénonce les Juifs russes, hongrois, tchèques, comme « cosmopolites sans racines », « démolisseurs de la fierté nationale », « agents au service de l'impérialisme occidental ». En août 1952, les condamnés du comité antifasciste sont exécutés en secret à la prison de la Loubianka avec quatre cent cinquante autres intellectuels juifs. Le même sort attend de nombreux Juifs des partis communistes d'Europe de l'Est.

Le 13 janvier 1953, Staline, qui a cessé de soutenir Israël, accuse un groupe de médecins juifs (soignant dans une clinique spéciale l'élite du parti et des dirigeants des partis frères) de fomenter l'empoisonnement des dirigeants soviétiques. C'est le « complot des blouses blanches ». Staline fait arrêter ces « saboteurs, agents d'organisations sionistes » et envisage de déporter en Sibérie tous les Juifs soviétiques, fichés par Beria. Le 28 février, ces plans de déportation sont même discutés au sein du Politburo. Selon l'une des versions qui circulent, Molotov, dont l'épouse est juive, se serait violemment opposé à la déportation ; le maréchal Vorochilov, héros de la guerre, aurait crié : « J'aurais honte de rester membre de notre Parti qui serait complètement déshonoré ! » Staline aurait hurlé : « Camarade, c'est moi qui déciderai à quel moment tu n'auras plus le droit d'avoir ta carte ! » Il serait alors tombé dans le coma, avant d'expirer quelques jours plus tard. Selon une autre version – acceptée aujourd'hui par tous les historiens –, Staline serait mort ce soir-là après un dîner trop arrosé en compagnie de Beria, Malenkov, Boulganine et Khrouchtchev. On aurait trouvé son corps le lendemain, dans sa chambre fermée à clé de l'intérieur.

Sous Khrouchtchev, la situation des Juifs soviétiques ne s'améliore pas. Boris Pasternak ne peut publier *Le Docteur Jivago*, Vassili Grossman est envoyé au Goulag. En 1959, ils sont encore deux millions et demi, pour la plupart de plus en plus assimilés. Si les deux tiers d'entre eux ont fait des études supérieures, s'ils représentent encore 15 % des médecins, 10 % des

avocats et des comédiens, des quotas viennent limiter leur accès à des positions importantes dans la recherche, l'université, l'administration, la justice, l'armée et le Parti.

Après la guerre des Six-Jours – où sont écrasées des armées arabes équipées d'armes soviétiques –, leur situation s'aggrave sérieusement. Le judaïsme est présenté à Moscou comme une « religion criminelle », différemment des autres. Après une vaste campagne antisémite qui les déchoit de leur nationalité, les derniers Juifs de Pologne et de Roumanie reçoivent l'autorisation d'émigrer ; le dernier quitte Kasimierz en 1968. Dans cette Europe centrale où, trente ans plus tôt, vivaient les deux tiers du peuple juif, il n'y a plus que des cimetières.

En revanche, ceux qui, en URSS, sont supposés détenir trop de secrets ne sont pas autorisés à partir. Les purges se poursuivent à l'université, dans les médias, au sein des institutions gouvernementales et à l'intérieur du Parti. Ida Nudel, Nathan Chtaranski et tous ceux auxquels on refuse un visa de sortie, les *refuzniki*, sont maintenant persécutés ouvertement. En 1970, des Juifs de Leningrad tentent de détourner un avion vers Israël, et leur procès marque le début d'une campagne internationale pour leur droit à l'émigration. On les tient ici pour responsables de la chute du tsarisme, du Goulag, de la terreur stalinienne, là pour responsables des échecs économiques et militaires du pays. On les accuse indifféremment d'être des agents de l'impérialisme occidental, de fomenter des complots antisoviétiques, ou d'être des staliniens totalitaires. De 1968 à 1981, 250 000 Juifs sortent d'URSS, arrachés un à un par des interventions occidentales, en échange de fournitures de blé ou d'autres denrées agricoles. En 1981, Brejnev ne donne plus de visas de sortie. Il faut attendre 1986 et Mikhaïl Gorbatchev pour que prenne fin l'antisémitisme d'État et que s'ouvrent les portes de l'empire sur ses deux millions de prisonniers ; en quinze ans, 1,4 million d'entre eux partent alors, dont neuf cent mille à destination d'Israël. Trois cent mille restent encore en Russie et deux cent mille en Ukraine ; d'autres persistent à ne pas quitter les nouvelles républiques d'Asie centrale.

Ailleurs, depuis la guerre mondiale, les diasporas ont partout décliné, sauf au Canada et en France où elles ont progressé, et aux États-Unis où la communauté américaine est restée très importante.

En Europe, les Juifs sont encore 1,5 million (les deux tiers en France, le reste surtout au Royaume-Uni), soit le nombre le plus bas depuis le XIV^e^ siècle. En Grande-Bretagne, où ils étaient encore quatre cent dix mille en 1967, ils ne sont plus que trois cent mille, formant une communauté très assimilée avec beaucoup d'artistes et d'hommes de théâtre, vieillissante en dépit de l'arrivée de trente mille Israéliens (autant que de Britanniques partis pour Israël).

En terres d'islam, pas une seule communauté de plus de vingt mille membres : les plus importantes sont encore en Turquie (19 000) et au Maroc (6 000).

En Amérique latine, les Juifs ne sont plus que quatre cent mille au total, pour l'essentiel arrivés d'Europe dans les années 1930. Beaucoup émigrent en Israël, en Espagne et surtout à Miami.

Aux États-Unis, où vivent encore près de la moitié des Juifs du monde, leur effectif stagne, à partir de 1960, autour de cinq millions. Encore ce nombre ne s'est-il maintenu que par l'arrivée d'une « nouvelle diaspora » : quatre cent mille émigrants venus d'URSS et trois cent mille autres venus d'Israël. Ils représentent désormais moins de 2,5 % de la population américaine, contre 4 % en 1920 ; 85 % d'entre eux vivent dans quinze villes. Les trois plus grandes communautés juives du monde se trouvent encore à New York (1,9 million), à Los Angeles (580 000) et à Miami (535 000). Beaucoup demeurent regroupés par origine : nombre de Russes sont à Brighton Beach, dans Brooklyn, les Syriens dans le Queen's, les Iraniens à Los Angeles. Comme le reste des Américains, ils tendent à se déplacer vers l'ouest et le sud. Seulement 3,5 millions d'entre eux appartiennent à des familles dont les deux parents sont juifs ; 15 % des enfants fréquentent des écoles juives. Les communautés sont divisées en plusieurs mouvements : les orthodoxes, les conservateurs, les reconstructivistes, les traditionalistes et les réformés. Avec des changements considérables : en 1972, les réformés ordonnent la première femme rabbin, suivis en 1983 par les conservateurs. La communauté juive se distingue davantage du reste des Américains par son niveau d'éducation que par son niveau de vie : 90 % des enfants juifs d'âge scolaire et universitaire font des études, contre 55 % pour le reste de la population. S'ils vivent avec un revenu moyen de 10 % plus élevé que celui de la moyenne de la population,

150 000 Juifs de New York peuvent prétendre à bénéficier des programmes publics de lutte contre la pauvreté ; 275 000 autres (cadres moyens au chômage ou surendettés, émigrés en provenance de l'ex-URSS, etc.) sont classés parmi les « presque pauvres », sans droit à l'assistance de la ville. L'essentiel des donations des plus aisés est d'ailleurs consacré à les aider et à leur permettre de trouver un logement et un travail.

En France, vit aujourd'hui la deuxième communauté juive hors d'Israël. Extrêmement diversifiée, contradictoire, d'un niveau de vie égal à celui du reste du pays, elle regroupe plus de 600 000 personnes, dont la moitié vivent dans la région parisienne et dont la majorité est séfarade. Le nombre de synagogues est passée de 30 en 1965 à 300 en 2002. Si 40 % sont membres d'une de ces synagogues, 4 % seulement des enfants (26 000) fréquentent l'une des cent écoles juives. Là encore, plus de 90 % de ceux qui sont en âge scolaire ou universitaire font des études, contre 70 % pour le reste de la population. L'organisation religieuse, rassemblée autour des consistoires établis par le Sanhédrin de Napoléon en 1807, est complétée par un grand nombre d'œuvres sociales laïques dont la plupart gravitent autour du Fonds social juif unifié, créé après la guerre. Un très dynamique judaïsme réformé attire une fraction significative et croissante de cette communauté, l'une des plus vivantes du monde, dont 15 % des membres sont considérés comme des observants et 50 % des traditionalistes.

Avec 300 000 personnes, pour beaucoup d'origine polonaise, russe ou marocaine, installées à Montréal, Toronto, Winnipeg et Vancouver, la communauté canadienne est elle aussi très dynamique, très présente dans la vie politique, économique (les Bronfmann, les Reichman) et artistique (Leonard Cohen). Destins : on trouve aujourd'hui dans la famille Shumiatcher, qui vit au Canada depuis un siècle, des écrivains, des cinéastes, des architectes, des avocats, des juges, des professeurs, des banquiers, des poètes, des imprésarios…

Les quatre cinquièmes des 7,5 millions de membres de la Diaspora vivent ainsi dans cinq pays : États-Unis, France, Canada, Royaume-Uni et Russie. Les autres sont surtout installés en Argentine (220 000), en Ukraine (150 000), en Afrique du Sud (114 000), au Brésil (110 000) et dans soixante-six pays, de la Turquie (19 000) à la Syrie (100) en passant par l'Australie (8 000).

Au total, le peuple juif rassemble aujourd'hui autour de 12,5 millions de personnes, soit 0,2 % de la population mondiale (au lieu de 3 %, semble-t-il, il y a deux mille ans). Relativement, il est donc quinze fois moins nombreux qu'à l'époque romaine. Sa part dans la richesse mondiale n'est au plus que de 0,5 %, ce qui devrait suffire à dissiper les fantasmes de fortune qu'on lui prête…

Pour en finir avec le mythe de l'argent juif

Après la Shoah, il est devenu impossible de parler de la place du peuple juif dans l'économie du monde. Très rares sont les entreprises restées proprement juives. La plupart de celles dont on a parlé jusqu'ici, qui l'étaient à cause de leurs fondateurs, ne le sont plus ou même ont disparu. De génération en génération, le feu sacré a fini par faiblir, puis par s'éteindre. Comme les autres, les Juifs s'assimilent, et leurs entreprises cessent d'être identifiables à leurs créateurs, même si ceux-ci leur ont laissé leur nom. Enfin, ceux qui dirigent encore des entreprises, comme salariés, ne leur impriment pas une spécificité juive et ne constituent pas un groupe particulier : il n'y a plus – ou presque plus – d'« argent juif ».

D'abord, certains industriels juifs cessent de l'être. Parmi ceux-ci, à son retour de Buchenwald, Marcel Bloch devient Marcel Dassault, se convertit et produit en 1949 un premier avion à réaction, l'*Ouragan*, puis le *Mystère* et le *Mirage*. D'autres créateurs changent eux aussi de nom, parfois sans s'en cacher – tel Ralf Lifchitz, devenu Ralph Lauren – parfois plus discrètement.

À l'inverse, certains dirigent des entreprises en tant que cadres salariés sans que celles-ci puissent évidemment être considérées comme juives, ainsi que le prétendent pourtant d'innombrables pamphlets antisémites. Par exemple, Dupont de Nemours, entreprise chimique fondée à la fin du XVIII^{e} siècle par un protestant français, fut un temps dirigée par un Juif lituanien, Ernest Shapiro, et une partie de ses titres fut détenue un moment par le groupe Bronfman, sans que jamais elle devienne pour autant une firme juive. De même, la Walt Disney Company, dont les principaux cadres dirigeants d'aujourd'hui sont juifs, n'est pas une société juive, en dépit de ce qu'en disent aussi d'innombrables sites et publications antisémites aux

États-Unis. Tel est également le cas de Time Warner, de Warner Music, d'ABC, de CBS. Michael Bloomberg, fondateur d'une agence d'informations financières et nouveau maire de New York, Larry Ellison, fondateur d'Oracle, et Steve Balmer, président de Microsoft, ne font évidemment pas des entreprises qu'ils dirigent – ou qu'ils ont créées – des « entreprises juives ».

À Hollywood, Goldwyn Pictures reste avec NBC (que dirige le fils de David Sarnoff) la seule entreprise d'origine juive encore dirigée par un descendant du fondateur (le fils de Samuel Goldwyn). À Londres, l'agence Reuter – qui ne cache pas ses origines dans sa « biographie » officielle – n'a jamais rien eu d'une agence spécifiquement juive !

Dans la presse écrite, le groupe Newhouse (fondé par Samuel Newhouse, né en Russie en 1895 et dirigé par ses enfants Samuel et Donald) contrôle vingt-six quotidiens, des maisons d'édition et des magazines (*Vogue*, *Vanity Fair*, *New Yorker*)[261] sans être spécifiquement juif. Comme le *New York Times*, qui appartient encore à la famille Ochs et reste dirigé par l'arrière-petit-fils du premier propriétaire, Arthur Ochs Sulzberger. Le *Washington Post* appartient toujours à la fille d'Eugen Mayer, devenue Kathy Graham, dont le fils dirige aujourd'hui le groupe, propriétaire également de *Newsweek*. Aucun réseau secret ne les rassemble, ni en public ni en coulisse. Et si les Pritzker sont propriétaires des hôtels Hyatt, il n'y a évidemment rien de spécifique dans leurs affaires ou leur clientèle !

Enfin, peu nombreuses à survivre sont les banques juives qui financèrent l'économie du XIX^{e} siècle : Warburg, Seligman, Bichoffsheim, Kuhn-Loeb ont été avalées par d'autres ; Oppenheim, Guggenheim, Lehman, Bleichröder sont devenues quasi insignifiantes.

Dans le placement d'emprunts, seuls deux établissements d'origine juive – Salomon Brothers et Dillon-Reed – restent les principaux courtiers en placement d'obligations, tout en ayant perdu depuis longtemps toute spécificité. Salomon Brothers sauve New York de la faillite en 1975 – avec Felix Rohatyn, de Lazard –, et Chrysler en 1980 en lui trouvant 5 milliards de dollars de prêts garantis par le gouvernement fédéral. Ni l'un ni l'autre de ces deux établissements ne sont dirigés par des descendants des familles fondatrices, et rien ne rappelle – pas même dans leurs brochures ou sur leur site Internet – leurs origines, que Dillon a toujours écartées.

Parmi les banques d'affaires du XIX[e] siècle, ne conservent une importance que Goldman-Sachs, Lazard et Rothschild, les deux dernières étant les seules à être encore dirigées par des descendants des familles fondatrices.

Goldman-Sachs, qui s'est hissée avec Merryl Lynch au premier rang des banques d'affaires mondiales à partir de 1986, n'est plus, depuis le début du XX[e] siècle, dirigée par des membres des familles fondatrices. Jusqu'il y a peu, elle a été dirigée par John L. Weinberg, fils et petit-fils de dirigeants de la firme, mais sans lien de parenté avec les fondateurs.

La banque Lazard, développée par André Meyer[333] à partir des années 1940, puis, à partir de 1975, par Michel David-Weill, descendant d'un des trois fondateurs, est aujourd'hui une grande maison mondiale, conseil des principales fusions et acquisitions, sans spécificité juive. Venu de Hongrie en passant par Paris, Felix Rohatyn y a joué un rôle considérable, relayé aujourd'hui par Bruce Wasserstein qui en prend la direction à la place de Michel David-Weill.

La maison Rothschild maintient son rang en Grande-Bretagne. En France, David de Rothschild, fils de Guy, descendant de James, a recréé la maison à Paris comme banque d'affaires en 1987, après sa nationalisation comme banque commerciale en 1982. Il a ensuite été associé à la direction de celle de Londres et fait de l'ensemble, avec son cousin Evelyn, l'une des premières banques d'affaires du monde. Il dirige encore, après son père, Guy, l'institution d'assistance sociale de la communauté française, le FSJU. Son cousin Benjamin, fils d'Edmond, dirige un autre groupe Rothschild, autre ensemble de banques, sans ou presque aucune relation financière avec le précédent.

Nombre de banques créées par des Juifs en Europe ont disparu avec le nazisme et n'ont pas resurgi des décombres. À Bruxelles, la banque Bischoffsheim, devenue Philipson, puis De Groof pendant la guerre, n'a pas été restituée à ses propriétaires initiaux. À Hambourg, la banque Warburg, devenue Brinckmann en 1939, redevenue Warburg en 1991, deux ans après le retrait de la famille Brinckmann, a pratiquement disparu. La Deutsche Bank – qui ne mentionne pas, dans sa « biographie » officielle, le judaïsme de son fondateur, Ludwig Bamberger – et la Dresdner Bank – qui, elle, ne le

cache pas –, n'ont plus rien de juif. En Pologne, tel est aussi le cas des banques Handlowy et PKO. De même, à Londres, Hambros a cessé depuis longtemps d'être une banque juive, par ses actionnaires comme par ses dirigeants.

Trajectoire météorique : le neveu de Max Warburg, Siegmund[18], crée la maison S.G. Warburg à Londres en 1938, avant de participer au financement de l'économie de guerre, d'inventer les OPA, puis de lancer les premiers emprunts en eurodollars, et de tenter, en vain, de fusionner avec Kuhn Loeb, pour renouer avec la tradition familiale. Il meurt en 1982 sans avoir vu disparaître sa maison – dont il a fait alors l'une des premières du monde –, engloutie quinze ans plus tard dans l'Union des banques suisses.

Par ailleurs, plusieurs Juifs éminents jouent un rôle important dans la mise en place des institutions financières internationales qui s'installent à partir de 1944.

Ainsi Harry Dexter White, fils d'émigrés lituaniens, né à Boston en 1892. Il fait sa thèse sur les mouvements financiers étrangers en France, montrant que les exportations de capitaux peuvent conduire un pays au désastre. Après s'être battu sur le front en 1917, il enseigne l'économie dans diverses universités américaines avant de travailler dans l'administration en 1934. Devenu vice-ministre des Finances et adjoint de Henry Morgenthau en 1942, il prépare avec les Britanniques, les statuts des futures institutions financières internationales prévues pour voir le jour après la fin de la guerre, à l'issue alors encore indécise. Il propose la mise en place d'un Fonds de stabilisation des changes qui émettrait une monnaie de réserve, l'*unitas*, et d'une banque mondiale d'investissement qui financerait le développement des pays à reconstruire et gérerait le stock d'or mondial. Face à lui, le négociateur britannique, John Maynard Keynes – qui a déjà été l'un des négociateurs britanniques du traité de Versailles à l'issue de la Première Guerre mondiale –, propose un système moins dépendant des États-Unis : une monnaie mondiale, le *bancor*, et une banque centrale mondiale. Harry Dexter White impose d'autant plus aisément ses vues à Keynes que les convois de navires de secours américains traversant l'Atlantique semblent ralentir ou s'accélérer au rythme des progrès accomplis par les négociateurs… En juillet 1944, à Bretton Woods, aux États-Unis, le rôle du Fonds monétaire international est réduit à l'octroi de

prêts à court terme pour compenser les fluctuations des taux de change ; celui de la Banque mondiale se ramène à consentir des prêts pour le lancement de projets spécifiques dans le tiers monde. Nommé premier administrateur américain du FMI, Harry Dexter White, très malade, doit démissionner dès mars 1947. En janvier 1948, il est accusé d'être un agent communiste pour avoir souhaité l'adhésion de l'URSS au FMI et pour avoir proposé, avec Henry Morgenthau, le démantèlement de l'industrie allemande. En avril, il est entendu par une commission d'enquête du Sénat. Interrogatoire tendu : on lui refuse le repos qu'il sollicite ; il meurt quarante-huit heures plus tard. En 1953, le sénateur McCarthy accusera le président Truman d'avoir caché que Harry Dexter White était un espion soviétique, avant que les archives n'établissent qu'il n'en a jamais rien été.

D'autres, plus tard, joueront un rôle d'influence auprès des puissants, dans certains pays d'Europe, créant plusieurs autres institutions financières internationales et continuant d'échapper, par la littérature ou la science, aux métiers d'argent.

Aujourd'hui que *brokers* et fonds de pension gèrent l'essentiel de l'épargne du monde, le métier de courtier en capitaux emprunte de nouvelles directions. Une fois de plus, on trouve des courtiers juifs dans les secteurs les plus risqués : d'abord les *junk bonds*, titres très risqués, un temps si utiles au financement de l'industrie américaine, puis les *hedge funds*, mécanisme de couverture des risques. Certains travaillent dans des banques ou dans des fonds spécialisés, tels Marshall-Wace, Voltaire, Meditor ou Tiger. On en trouve parmi les gérants des principaux fonds, tels Capital Research International, Fidelity ou ceux de la Deutsche Bank, voire dans des fonds de *venture capital* dédiés à financer l'innovation.

Parmi ces derniers, l'un des seuls à avoir créé sa propre structure est George Soros. Né en Hongrie en 1930, arrivé à Londres en 1947, il travaille d'abord pour ce qui reste alors de la petite banque Bleichröder à New York, avant de fonder en 1979 le Quantum Fund, qui gère bientôt plus de 15 milliards de dollars. Plus qu'un investisseur, il est spécialisé dans la gestion à court terme, y compris la spéculation sur les monnaies, avant de consacrer l'essentiel de son temps, et de sa fortune, à ses fondations pour la promotion de la démocratie en Europe de l'Est et à la propagation des idées du philosophe Karl Popper.

Deux secteurs restent largement juifs, comme depuis des siècles : les industries du vêtement à Londres, Chicago, New York et Paris, et le courtage du diamant, dont l'essentiel se déroule entre la 47e Rue à New York, Tel-Aviv et Anvers. L'un et l'autre sont fortement concurrencés : le marché indien semble en particulier prendre le pouvoir dans le diamant.

Le rôle relatif du « milieu » juif dans la criminalité diminue aussi avec la mondialisation, même si l'on trouve encore certains de ses membres comme courtiers dans certains types de blanchiment du trafic de drogue, de Los Angeles à Moscou, de Bogota à Tel-Aviv. Un seul réseau spécifiquement juif a été mis au jour, en février 1990, à New York ; il empruntait le circuit suivant : une partie de la drogue du cartel de Cali était échangée en Colombie contre des diamants ; pour les transformer en argent liquide, ceux-ci étaient expédiés à Milan et montés en bijoux qui repartaient ensuite à Manhattan pour y être vendus légalement – comptant – sur la 47e Rue où, selon un commentaire emphatique du quotidien israélien *Maariv,*, qui dévoila l'affaire, « il y a plus de restaurants *casher* que dans tout Tel-Aviv et où se trouve la plus grande blanchisserie d'argent de la drogue des États-Unis ». Une partie du produit de cette vente était alors remise par les bijoutiers à des institutions juives de New York, qui en restituaient une partie – toujours en *cash* – à des passeurs des cartels. Les dirigeants de ce réseau font croire à certains de leurs relais – des Juifs orthodoxes, tel un rabbin de Brooklyn dont l'arrestation, en février 1990, révéla toute l'affaire – qu'ils aident des diamantaires de la 47e Rue à frauder le fisc, ou des Juifs iraniens à sortir leurs capitaux. Le chef de ce réseau, un Israélien, a avoué avoir ainsi blanchi 200 millions de dollars pour le compte du cartel de Cali – soit moins de 1 % du chiffre d'affaires annuel de ce cartel, qui distribue les quatre cinquièmes de la cocaïne et le tiers de l'héroïne consommées dans le monde.

Que reste-t-il de l'antisémitisme ?

Avec la Shoah et la naissance d'Israël, l'antisémitisme se fait en Europe plus discret, sans pour autant disparaître : comme toujours, il revient en force avec les crises économiques. Aux vieilles accusations de déicide et de pratique de l'usure s'ajoutent désormais celles des adversaires de la politique

d'Israël qui mêlent parfois antisionisme et antisémitisme : Dieu, la terre et l'argent.

En 1963, le concile Vatican II, à l'initiative de Jean XXIII, met en principe fin à deux millénaires d'accusations de déicide dans un texte où chaque mot compte :

« L'Église ne peut oublier qu'elle a reçu la révélation de l'Ancien Testament par ce peuple avec lequel Dieu, dans Son ineffable miséricorde, a daigné conclure l'antique Alliance, et qu'elle se nourrit de la racine de l'olivier franc sur lequel ont été greffés les rameaux de l'olivier sauvage que sont les Gentils. L'Église croit en effet que le Christ, notre *Paix*, a réconcilié les Juifs et les Gentils par Sa croix, et en Lui-même des deux a fait un seul. […] Elle se rappelle aussi que du peuple juif sont nés les apôtres, fondements et colonnes de l'Église, ainsi que le plus grand nombre des premiers disciples qui annoncèrent au monde l'Évangile du Christ. […] Bien que les chefs des Juifs, avec leurs partisans, aient poussé à la mort du Christ, cependant, ce qui a été commis durant sa Passion ne peut être imputé ni indistinctement à tous les Juifs vivant alors ni aux Juifs de notre temps. S'il est vrai que l'Église est le nouveau peuple de Dieu, les Juifs ne doivent pas pour autant être présentés comme réprouvés par Dieu ni maudits, comme si cela découlait de la Sainte Écriture. »

Malgré – ou à cause de – ce texte, rien n'est vraiment encore clos : ainsi, en 1965, dans un sermon prononcé le dimanche de la Passion, Paul VI, successeur de Jean XXIII, déclare que « ce jour marque la triste et grave page racontant le conflit entre Jésus et les Juifs, le peuple prédestiné à attendre le Messie, qui ne l'a pas reconnu et qui finalement l'a tué ». Il faut attendre janvier 1975 pour que le Vatican publie un document appelant les catholiques à combattre l'antisémitisme, et 1985 pour qu'un document romain mentionne l'Holocauste et l'État d'Israël.

L'année suivante, Jean-Paul II est le premier pape à pénétrer dans une synagogue, celle de Rome ; en 1993, il établit des relations diplomatiques avec Israël, puis s'y rend et prie devant le Mur occidental ; en 2000, il publie enfin un document sur les « erreurs de l'Église », mentionnant pour la première fois, parmi elles, l'Inquisition et les conversions forcées.

L'antisémitisme chrétien s'atténue et s'estompe sans disparaître tout à fait. Il est encore présent, à l'état de traces plus ou moins oubliées, dans d'innombrables livres de l'enseignement catholique.

L'antisémitisme économique continue, lui, à se manifester plus ou moins sporadiquement, à chaque récession, sous la forme d'accusations d'exploitation, de parasitisme et surtout de domination de l'économie mondiale. En Grande-Bretagne et en Belgique existent des mouvements ou des partis ouvertement antisémites. En France, en 1954, lorsque Pierre Mendès France devient, après Léon Blum et René Mayer, le troisième Juif président du Conseil, un tract proclame : « Français honnêtes ! Français de vieille souche ! À vos torches… ! Ça brûlera. L'argent des Juifs, c'est la misère des autres ! N'achetez plus rien aux Juifs. Dépistez leurs combines. Établissez vos dossiers. Sachez que Mendès (dit France) vient de vendre Paris à la Juiverie internationale[56]. » Aux États-Unis, le maccarthysme s'accompagne d'une violente dénonciation (évidemment sans preuves) des liens présumés entre les Juifs de Hollywood et ceux de Moscou. En 1950, le livre d'un certain William Wickliffe, *The Federal Reserve Corporation*, remporte un énorme succès en expliquant comment les banquiers juifs contrôlent la Banque fédérale de réserve et, par là, l'économie américaine. Un autre ouvrage, *The Federal Reserve Conspiracy*, d'un certain Eustace Mullins, affirme : « Le peuple américain supporte le fardeau de centaines de milliards de dollars de dettes simplement parce que nous avons laissé une poignée d'étrangers ennemis prendre le contrôle de notre système monétaire. Les trois plus importants sont : Paul Warburg, le Juif allemand qui rédigea le *Federal Reserve Act*, Emmanuel Goldenweiser, le Juif russe qui contrôla le détail des opérations du Federal Reserve Board pendant trente ans, et Harry Dexter White, fils de Juifs lituaniens, qui créa le Fonds monétaire international. »

En 1967, des manifestations opposent à New York enseignants noirs et juifs, et poussent des intellectuels américains – parfois eux-mêmes juifs, comme Noam Chomsky – à s'opposer à Israël sans toujours éviter des dérapages antisémites. Plus tard, l'un des dirigeants noirs les plus extrémistes, Louis Farrakhan, répète sans relâche : « Est-ce que la Banque fédérale est possédée par le gouvernement ? Non, par les Juifs ! L'année même où on a créé l'administration fiscale, on a créé le FBI et la Ligue juive contre la diffamation. Ce n'est pas une coïncidence ! » D'autres

ressassent que New York, ville juive (« Jew York »), n'est pas l'Amérique. Mille sites Internet, qui fleurissent aujourd'hui, aux États-Unis et ailleurs, sans aucun contrôle, en raison de la primauté reconnue à la liberté d'expression, prétendent dévoiler – sans avancer eux non plus d'autres preuves que leurs invectives – comment des Juifs contrôlent l'ensemble des industries du spectacle, ou celle du sucre, ou encore, au gré de la fantaisie de leurs auteurs, celles des chaussures, des bijoux, du blé, du coton, du pétrole, de l'acier, de l'alcool, des médias ou des banques… Le Juif n'est plus seulement le parasite qui détourne par l'usure une partie des richesses, ni celui qui cherche à influencer les pouvoirs pour servir ses propres intérêts, mais il est aussi le maître caché des marchés (comme dans les *Protocoles des Sages de Sion*), l'architecte de la mondialisation. Ceux-là voient des Juifs masqués dans toutes les manifestations d'un pouvoir financier, culturel ou politique. Pas un puissant qui ne soit dénoncé par eux comme tel, ou comme soumis à l'influence d'une « tyrannie juive mondiale ». Comme un complot est par définition clandestin, inavoué, la preuve de sa réalité réside justement dans l'impossibilité de l'établir ; et ceux qui le mettent en doute sont nécessairement des agents à la solde des comploteurs ! C'est ainsi qu'en 1992 James Bo Gritz, candidat hypothétique du Parti populiste à l'élection présidentielle américaine, explique que « huit familles juives contrôlent la Banque fédérale de réserve : les Rothschild, Lazard, Israël Roses Seils, banquier d'Italie [?], Lehman Brothers, la Chase Manhattan, Kuhn-Loeb et Goldman Sachs ». Si aucune banque de cette liste n'est actionnaire de la Banque fédérale, une seule est actionnaire de la Federal Reserve Bank de New York, la Chase, justement la seule à n'avoir jamais eu d'attaches juives !…

En 1997, en Suisse, un best-seller dû à un Allemand, Jan Van Helsing, *Les Sociétés secrètes et leur pouvoir au XX*e *siècle*, accuse les Juifs d'être tout uniment responsables du capitalisme, du bolchevisme, des crises économiques et des instabilités politiques. Au Japon, un autre livre, *Les Japonais et les Juifs*, qui se vend à plus d'un million d'exemplaires, expose pêle-mêle la responsabilité des Juifs dans la guerre russo-japonaise, Hiroshima, Nagasaki et le sida[171]. La secte Aum Shinrikyo affirme même que les Juifs ont tiré profit de la défaite japonaise de 1945 pour contrôler le monde[171]. En Allemagne comme en France, les profanations de cimetières juifs, les agressions contre les rabbins, les dirigeants, les synagogues et les

centres communautaires n'ont pas disparu. On accuse même les Juifs d'être indirectement responsables de la Shoah : Hitler ne serait, avancent certains historiens allemands tel Ernst Nolte, qu'une réponse au marxisme et à l'Union soviétique. Il suffira d'ajouter que le marxisme et l'URSS sont des « créations juives » pour que le Juif persécuteur devienne, raffinement suprême, responsable de sa propre persécution !

Dans les pays musulmans, l'antisémitisme sert souvent de faux-fuyant pour défier l'Occident sans le nommer. En pleine crise des changes, en septembre 1997, à la réunion annuelle du FMI à Hong Kong, le Premier ministre malais accuse ainsi les « banquiers juifs » d'être responsables de la chute de la monnaie de son pays. Il devra retirer ses propos un peu plus tard.

Au moment où l'une des religions monothéistes, fille du judaïsme, reconnaît ses torts à son égard, d'aucuns, dans une autre religion qui l'a accueilli pendant quatorze siècles, prennent le relais de la haine. Ainsi, dans une partie de la presse arabe d'aujourd'hui, en sus des attaques antisionistes, renaissent toutes les vieilles accusations abandonnées par les chrétiens[462]. On accuse ainsi des conseillers agronomes israéliens en Égypte de répandre des maladies, d'autres d'empoisonner l'eau ; on reproche à des médecins juifs de stériliser des Palestiniennes à Gaza et même de leur inoculer le virus du sida. Le ministre de la Santé de l'Autorité palestinienne, Riad Al-Zaanoun, écrit dans le quotidien palestinien *Al-Ayam* du 25 juillet 1998 : « Les médecins israéliens utilisent les patients palestiniens pour l'expérimentation de médicaments et pour la formation de jeunes médecins. » Le secrétaire de l'Autorité palestinienne, Taïb Abdel Rahim, écrit que les avions israéliens ont déversé sur la bande de Gaza des chocolats empoisonnés. Un certain Moustafa Mahmoud écrit le 23 juin 2001, dans le quotidien égyptien *Al-Ahram* : « Qu'est-ce que les Juifs veulent exactement ? Lisez le neuvième *Protocole des Sages de Sion*. » Plusieurs pays arabes réimpriment en toutes les langues ce faux forgé il y a un siècle par la police tsariste. Le 25 mars 2001, Mahmoud Al-Saïd Al-Kourdi écrit dans le quotidien égyptien *Al-Akhbar* : « Le Talmud, le deuxième livre saint des Juifs, décrète que les *matsot* du Jour du Pardon doivent être pétries avec du sang d'un non-Juif. De préférence, il doit s'agir du sang des jeunes obtenu à la suite d'un viol. » Le 20 février 2001, le mufti de Jérusalem, Ikrama Sabri, déclare dans une *fatwa* diffusée par la radio

palestinienne : « Il existe plusieurs versions sur la raison pour laquelle les Juifs pleurent devant le Mur. D'après l'une de ces versions, ils pleurent parce qu'ils n'ont pas respecté les dix commandements de notre maître Moïse, la paix soit avec lui. D'après une autre version, ils pleurent sur le fait que le prophète Mohammed était arabe et pas juif. C'est à cause de cela qu'ils appellent ce mur *Mur des lamentations*. Mais, d'après la loi internationale, il s'agit d'un patrimoine islamique consacré, puisque le mur Al-Bourak fait partie de la muraille de la mosquée Al-Aksa. Qui plus est, c'est le prophète Mohammed lui-même qui l'a sanctifié lorsqu'il y attacha la monture Al-Bourak, qui l'avait transporté sur son dos de La Mecque à Jérusalem dans la nuit du Maaraj. D'où nous décrétons que ce mur appartient à l'islam et qu'il n'a aucun lien avec les Juifs[462]. »

On pourrait ajouter mille exemples tirés d'autres journaux arabes ou des livres scolaires de ces pays. Enfin, selon le père du fondamentalisme musulman, l'Égyptien Sayyid Qutb, dans son livre *Notre combat contre les Juifs*, la nature « maléfique » des Juifs s'explique par leur haine envers l'ange Gabriel, qui a révélé son rôle de prophète à Mahomet, et par leur « ingratitude » à l'égard de l'hospitalité des musulmans. Ce sont, insiste-t-il, « les pires ennemis des musulmans ».

Heureusement, toutes ces expressions restent encore largement minoritaires et sont dénoncées par les responsables officiels de l'islam, tout aussi menacé que le judaïsme.

2. Pas de sédentaires sans nomades

Il n'y a pas lieu de s'étonner de ces survivances. Trois millénaires d'histoire montrent comment s'est constitué peu à peu le mythe du Juif fasciné par l'argent et devenant tout-puissant. Mais aussi et surtout comment s'est déployée l'extrême diversité des destins juifs.

Aucun fil conducteur ne paraît relier au long des siècles ces marchands qui étudient les textes à la chandelle en même temps qu'ils transportent des balles de coton sur des navires faisant route d'Aden vers l'Inde, ces tailleurs qui cousent des fourrures dans les échoppes d'un village polonais, ces paysans qui cultivent la vigne dans une douce province française, ces

orfèvres qui négocient des pièces rares à Francfort, ces financiers qui placent les emprunts des princes allemands et des compagnies de chemin de fer américaines, ces syndicalistes qui organisent des grèves en Lituanie, ces dirigeants communistes russes, ces ouvriers polonais, ces industriels allemands, ces explorateurs d'Amérique et de Chine, ces marranes qui meurent pour leur foi, ces pirates des Caraïbes, ce chef indien, ces producteurs d'Hollywood, mais aussi ces musiciens viennois, ces dockers d'Odessa, ces mathématiciens français, ces mendiants dans les marchés du Maroc, ces fripiers dans le bled algérien. Tous sont pourtant confrontés au même choix : s'installer, devenir sédentaires, s'assimiler et perdre leur identité, ou bien rester eux-mêmes, remplir des rôles dont les autres ne veulent pas, courir le risque d'être persécutés et renvoyés.

Ceux qui ont choisi l'une de ces mille et une façons de persister dans leur être ont montré qu'il n'est pas de culture juive sans une dimension nomade, qu'il n'est de richesse qu'au service d'une éthique, que rien n'est bon pour eux qui ne soit bon pour le monde, et que le monde a tiré d'énormes bénéfices des rôles qu'il leur a fait tenir en leur demandant de créer leurs moyens de vie et de payer leur droit de séjour.

Bien au-delà d'eux-mêmes, ils révèlent cette réalité rarement prise en compte : *aucune des sociétés sédentaires n'aurait pu survivre sans nomades* transportant entre elles marchandises, idées, capitaux, et osant pour cela prendre des risques intellectuels et matériels qu'aucun sédentaire n'aurait été prêt à courir. Telle est la première différence entre l'un et l'autre type de culture : le degré de danger que chacun est prêt à affronter. Admis temporairement comme sédentaires, créant des richesses pour leurs hôtes, sans cesse menacés d'avoir à repartir, haïs pour les services qu'ils rendent, suspectés pour les changements qu'ils apportent, les nomades sont chassés quand les menaces qu'ils assumaient sont assez bien maîtrisées pour être désormais affrontées par les sédentaires eux-mêmes. À l'inverse aussi, *le nomade a besoin du sédentaire* pour trouver accueil dans ses oasis, pour échanger et commercer. Il a besoin aussi de rester uni pour bénéficier de l'aide de la communauté.

Le peuple juif a joué le rôle du nomade créant des richesses pour le sédentaire. C'est ainsi qu'il remplit son rôle de « réparateur du monde ». Aussi son identité s'est-elle construite dans ce nomadisme forcé : son nom est voyage ; sa vie est mouvement ; sa nostalgie est sédentaire. L'hospitalité

et l'enrichissement de ses hôtes est la condition de sa survie. Sa culture, sa morale sont structurées autour des nécessités de l'errance : solidarité, hospitalité, tolérance sont les articles de sa loi. Précarité et marginalité sont sa condition. Le neuf constitue son fonds de commerce. Nomade, il ne peut accumuler durablement ni s'enraciner ; l'argent ne peut être pour lui qu'un véhicule. Le nomadisme n'est pas une supériorité – juste une spécificité partagée avec d'autres peuples et absolument nécessaire à la survie et au bien-être des sédentaires.

Plus précisément, les Juifs assurent depuis près de trois mille ans les trois services essentiels rendus par les voyageurs : découvrir, relier et innover. Sans ces apports, aucune société ouverte n'aurait pu survivre.

Découvrir

Toute découverte est nécessairement le résultat d'un vagabondage nomade ; elle n'est jamais une appropriation, mais la mise à disposition de tous d'une idée, d'un territoire ou d'un savoir. Dès qu'ils s'ébranlent pour leur premier voyage, et avant même d'assurer leur identité par leur Livre, les Hébreux sont des découvreurs.

Leur première découverte est celle de l'unicité de Dieu. Une telle percée ne pouvait être faite que par des nomades : en voyageant, ils transportent leurs dieux avec eux ; ceux-ci finissent nécessairement par se fondre en un seul, pour être transportable. Ce dieu étant désormais partout avec eux, il n'est plus le dieu d'un territoire, mais forcément aussi celui des lieux qu'ils traversent : leur dieu ne peut qu'être celui de tous.

Une autre découverte à laquelle ils participent au premier rang est celle de la monnaie et de ses instruments : le chèque, la lettre de change, le billet de banque. Abstraction, forme d'universel, bien nomade, l'argent remplit dans le domaine matériel des fonctions parallèles à celles de Dieu : comme Dieu remplace le polythéisme, l'argent se substitue au troc. Comme lui, il se substitue à la violence, au sacrifice, aux représailles. Comme l'idée de Dieu, l'argent est une abstraction nomade. Comme Lui, mais sur un tout autre terrain, il se présente comme tout-puissant, infaillible, jaloux, incompréhensible, organisateur de la vie collective. Comme Dieu, l'argent

permet de voyager léger ; il est source de découverte. Il est un moyen de servir Dieu, de faire le bien. Il n'est pas différent de ce qu'est le pinceau pour le peintre, dira au XX[e] siècle le banquier Siegmund Warburg, retrouvant ainsi l'obsession juive de ne considérer la fortune que comme un moyen de réaliser d'autres exigences. Mais, différence radicale avec Dieu, qui est éternel, l'argent est précaire, volatile, réversible. Il est l'autre face de Dieu.

Le nomade est aussi celui qui découvre des territoires : c'est pourquoi les Juifs figurent parmi les premiers dans l'astronomie, la cartographie, la géographie – science majeure, connaissance précieuse –, mais aussi parmi les voyageurs impénitents qui relièrent l'Europe à la Chine, aux Indes, à l'Amérique, tel Yehudah Crescas ou Gaspar de las Indias dont il a été question plus haut.

Cette découverte de l'universel en même temps que de l'abstrait les conduit à participer à l'invention de la méthode scientifique. De fait, la manière même des rabbis s'apparente à celle de la science puisqu'elle consiste, on l'a vu, à repérer des invariants derrière les cas particuliers, des principes derrière une jurisprudence, des nombres derrière des mots, des concepts derrière des faits. Or, comme on les laisse surtout chercher là où personne ne se hasarde encore, les Juifs sont devenus pionniers dans la médecine, les mathématiques, la musique, la chimie, la physique nucléaire, la psychanalyse, la génétique et plus généralement en tout domaine où une découverte peut menacer un ordre établi et créer des richesses nouvelles, pour d'autres que les pouvoirs en place : il y a d'autres façons de changer le monde que par l'économie.

Enfin, le nomade n'habite pas seulement l'espace, mais également le temps, à l'intérieur duquel il voyage pour prévoir le futur et en évaluer les risques. Aussi la spéculation intellectuelle constitue-t-elle à ses yeux un voyage virtuel dans la durée. Ce sens du long terme est aiguisé par le métier de prêteur forcé, qui pousse les Juifs à évaluer les aléas, à prendre des gages, à s'assurer. C'est pourquoi ils sont présents dans tous les métiers liés à l'estimation du risque, autrement dit à l'exploration du temps : de banquier à assureur, de philosophe à futurologue… Et là encore ils découvrent, annoncent, quitte à être tenus pour responsables des événements qu'ils prédisent, des menaces qu'ils soulignent. Encore boucs émissaires.

Relier

Découvrir, c'est souvent simplement relier des domaines qui n'ont *a priori* aucun rapport les uns avec les autres, comme font, parmi beaucoup d'autres, Sigmund Freud entre rêve et sexualité, Albert Einstein entre ondes et particules, Gabriel Lippmann entre chimie et photographie… C'est aussi, plus prosaïquement, relier entre eux des territoires connus et découverts, avec les sédentaires qui y résident. Ainsi se mettent en place dès l'Antiquité des communautés-relais dans tous les ports et foires, et se créent des réseaux de communication culturels et commerciaux entre des lieux, des peuples, des groupes sociaux, des entreprises, des marchés sans lesquels l'économie du monde n'aurait pu croître. Le premier métier juif est donc tout naturellement celui de *courtier*, qui consiste à trouver un fournisseur pour ce que l'on veut acheter, ou un client pour ce que l'on veut vendre. Ils exercent aussi tous les autres métiers de « relieurs » : navigateurs, armateurs, diplomates, banquiers d'affaires, imprimeurs, journalistes, écrivains, cinéastes… Des radhanites du XI^e^ siècle aux marranes du XVII^e^, de Gracia Mendes à André Meyer.

L'écrit est l'instrument premier de cette relation. Un nomade ne peut relier s'il ne lit pas. Aussi le mode d'expression écrit, dont les Juifs sont parmi les plus anciens détenteurs, est-il pour eux si essentiel. Et, avec lui, l'imprimerie, le téléphone, la radio, le cinéma et toutes les autres formes de la communication. De Menasseh ben Israël aux frères Warner. De Julius Reuter à Isaac Berliner. Des frères Soncino à David Sarnoff.

Innover

Comme ils exportent, comme ils relient, ils importent. Une fois admis par des sédentaires et ayant relié entre elles des nations sédentaires, ils apportent dans l'une ce qu'ils ont découvert en d'autres : des marchandises, des capitaux, des idées.

Le premier métier des étrangers est d'ailleurs de fournir ceux qui les accueillent en produits de l'extérieur. Ils fournissent donc du poivre à Lisbonne, des diamants à Anvers, du café à l'Italie, du tabac à Lisbonne, des uniformes à l'Amérique, des soieries précieuses aux princes allemands.

Ils apportent aussi du neuf jusque dans les métiers les plus sédentaires, bouleversant par exemple l'agriculture en Babylonie, en Espagne, en Mésopotamie, en Palestine, en Égypte, en Pologne, au Brésil, au Surinam, aux États-Unis. Ils bouleversent aussi bien les relations sociales : premiers syndicalistes, voire premiers révolutionnaires, important en Amérique ces idées mûries en Europe occidentale et mises en pratique en Europe de l'Est.

Importateurs d'argent et de métaux précieux, ils sont enfin apporteurs de capitaux destinés aux paysans, aux croisés, aux villes, aux églises, aux cours, aux armées, de Babylone jusqu'en Espagne, de Pologne jusqu'en Allemagne, de Londres jusqu'en Amérique. L'argent devient avec eux le véhicule du neuf, et eux-mêmes deviennent une *bourgeoisie-joker*, une bourgeoisie de substitution, s'employant à trouver les ressources dont ont besoin les trésors publics : banquiers des croisades, des rois d'Angleterre, des villes allemandes, de la jeune Amérique, toujours haïs pour les services qu'ils rendent. Encore une fois boucs émissaires.

Parmi ces grands courtiers du neuf : le duc de Naxos à la conquête de Tibériade, Nathan Rothschild à la recherche du financement de la Sainte-Alliance, Joseph Seligman en quête d'argent pour Abraham Lincoln, les frères Pereire échafaudant des projets de financement des chemins de fer ; mais aussi Samuel Gompers, fondant des syndicats américains à partir de concepts et de méthodes importés d'Europe, et nombre d'anonymes exerçant tous les commerces de choses et d'idées.

Ces trois rôles – découvrir, relier, innover – sont essentiels au fonctionnement de l'économie sédentaire. Ils sont la clé du développement du monde. Pas de développement sédentaire sans ces nomades. Mais également, pas de remise en cause de l'ordre établi sans eux. Aussi sont-ils longtemps mal vus : on exècre ceux qui contribuent à bouleverser les situations acquises.

À partir du XVI^{e} siècle, avec l'expansion de la liberté, de nombreux pays d'Occident s'efforcent de favoriser les voyages de leurs propres ressortissants et d'attirer à eux les voyageurs étrangers. Déclinent les pays qui n'ont pas de diaspora chez les autres, ou qui chassent de chez eux celles des autres. Ainsi l'Espagne qui expulse les Juifs, et la Russie qui les

cantonne dans des rôles sédentaires sans faire remplir par d'autres les fonctions dévolues aux nomades.

Durer

Les nomades sont pris entre deux feux : menacés de disparaître par la violence, ils le sont tout autant par la paix qui les assimile. Pour durer, il leur faut mêler permanence et changement, court et long terme. L'Histoire amène alors les Juifs à se conformer à sept lois, jamais explicitées et pourtant toujours appliquées :

• *Vivre en groupe* pour se protéger des persécutions. D'où l'organisation rigoureuse de la vie communautaire, l'interdiction de prier seul, l'exigence des mariages internes et surtout l'obligation lancinante de la solidarité, magnifiquement exprimée par ce commandement de la Genèse : « Laisse ta maison grande ouverte et traite les pauvres gens comme des membres de ta famille » – et par cet autre commandement du Lévitique : « Si ton frère vient à désobéir, si tu vois chanceler sa fortune, soutiens-le, fût-il étranger et nouveau venu ; et qu'il vive avec toi » ; et enfin par ce commentaire qui demande aux membres d'une même communauté de « se rendre réciproquement tous les services compatibles avec leur propre intérêt ». On en a vu l'application concrète au long des siècles.

• *Rester sans cesse aux aguets*, évaluer les menaces, se tenir prêt à chaque instant à partir en cas de danger. Souvent, des communautés chargent l'un des leurs des relations avec les pouvoirs extérieurs et de veiller aux menaces. Le *nassi*, l'*exilarque*, le *naguib*, le *stadlan* négocient ainsi, chacun dans son pays, avec les autorités sédentaires.

• *Transmettre l'héritage culturel* aux générations suivantes. L'éducation, juive comme laïque, est le premier devoir : obligation sans cesse répétée et qui confère au livre, à la lecture, à l'écriture une place unique dans l'Histoire.

• *S'imposer une morale très austère*, ne tolérer ni arrogance ni immoralité, pour ne créer ni jalousie ni prétexte à persécution. Le Talmud précise en grand détail comment ne pas se laisser prendre par

les exigences de l'argent et maintenir des priorités morales, comment ne pas faire de fêtes tapageuses ni de dépenses somptuaires. Pourquoi ne pas accumuler de *biens sédentaires* ; pas de terres, pas de châteaux : ne pas s'encombrer ni exhiber de richesses. Ne posséder que des biens nomades : des idées, des livres, un violon, des diamants. « Il n'est pas donné à toute personne qui fait beaucoup d'affaires de devenir un sage », conclut le Talmud.

• *Accepter la loi de l'hôte* sans violer la sienne, vivre des loyautés simultanées et non successives, accepter la dualité sans jamais mentir sur sa foi, hormis pour sauver sa vie. Ainsi du marrane qui ne se dit jamais juif sans jamais oublier de l'être. Ainsi du citoyen qui doit être absolument fidèle à toute république qui l'accueille.

• *Accepter les apports étrangers*, les idées, les cultures, la langue des autres, et en particulier accueillir les nouveaux venus convertis au judaïsme. C'est sans doute la loi la moins facile à faire appliquer.

• *Créer des richesses nouvelles* ou des services nouveaux, porteurs de progrès pour ceux qui environnent la communauté et ne jamais construire une force ou une richesse en accaparant des biens qui existent déjà. Pour que rien ne leur profite qui ne profite aux autres. Pour que les autres aient intérêt à leur bien-être. Dans un verset qui résume tout, le Deutéronome dit : « Tu dois aimer Dieu de toutes tes forces » – « c'est-à-dire, commente Rachi, avec toutes tes richesses[409] ».

Sans ces lois, les communautés juives n'auraient sans doute résisté ni à la violence qui chasse ni à la sédentarité qui assimile. Avec ces lois, il a su garder sa raison d'être. Resté sur sa terre il y a deux mille ans, sans doute le peuple juif y aurait-il perdu son identité. Réduit à un pays, il serait devenu un peuple du Moyen-Orient parmi d'autres. Or aucun de ceux-ci n'a survécu. La persécution, en le maintenant nomade, l'a paradoxalement aidé à perdurer. En donnant à chacun un intérêt à rester juif, pour survivre.

Mais rien ne garantit qu'il en ira de même dans l'avenir : qui, en 1800, aurait pu prédire ce qui est advenu au XIX^e^ siècle ? Et davantage encore, qui aurait su en 1900 annoncer les tragédies dont le XX^e^ siècle allait être le théâtre ?

Alors que le centre de gravité du monde – au moins sur le plan démographique – bascule à nouveau vers l'Orient, l'histoire d'Israël se jouera, une fois de plus, sur sa capacité à remplir un rôle de passeur, de courtier de paix et de progrès entre l'Orient et l'Occident. S'il tente de limiter son identité aux terres acquises, il est perdu. S'il continue sa route, il pourra survivre et aider l'humanité à ne pas disparaître.

3. Le maillon d'Orient : Israël

Pendant toute l'histoire humaine – exception faite du dernier demi-siècle –, l'essentiel du peuple juif a vécu en Orient. C'est de nouveau le cas aujourd'hui, avec Israël comme point central. Mais cet État, pour survivre, ne pourra rester isolé, dérisoire enclave d'Occident dans un Orient hostile. Il devra, une fois de plus, être utile à ceux qui l'entourent, avant même de penser à lui. C'est-à-dire à la fois aider à l'occidentalisation de la région et accepter sa propre orientalisation.

Buts de guerre, formes de guerre

Les Israéliens sont aujourd'hui 6 millions (dont 1,1 million d'Arabes) et les Palestiniens, 3,2 millions (sans compter les réfugiés à l'extérieur). Les Égyptiens, les Syriens, les Irakiens et les Jordaniens sont 180 millions. Demain, ce déséquilibre démographique va s'accentuer.

Certes, Israël connaît encore le plus haut niveau de fécondité de tous les pays développés (2,8 enfants par femme) et sa population reste jeune : par le seul jeu de la croissance démographique, elle passera à 7,6 millions en 2025 et à plus de 8,5 millions en 2050.

Mais, au plus tard en 2010, la population arabe d'Israël et de Palestine sera plus nombreuse que la population juive. Dès cette année-là, les Arabes représenteront 58 % des 15,2 millions d'habitants installés entre la mer et le Jourdain. Car, si l'un connaît un taux de fécondité plus élevé que tous ceux de l'hémisphère Nord, l'autre connaît le taux le plus élevé de la planète (5,6 %). Avant 2050, les Palestiniens seront plus nombreux que les Israéliens, et, pour maintenir un équilibre entre Juifs et Arabes, un afflux

annuel de 50 000 immigrants serait nécessaire à Israël. À côté, l'Irak, la Syrie, l'Égypte, le Liban et la Jordanie, aujourd'hui trente fois plus peuplés à eux tous qu'Israël, le seront trente-deux fois plus en 2050.

L'équilibre serait rompu plus vite encore si un droit de retour était accordé aux descendants des Palestiniens partis en 1948. À moins que le même droit ne soit accordé aux descendants des Juifs chassés au même moment des pays arabes.

Les 10 millions d'Israéliens se trouveront alors confrontés à 350 millions de voisins arabes. Une telle configuration, combinée à un écart croissant de niveaux de vie, ne pourrait être tolérable qu'en situation de paix.

Or Israël est menacé par *chacun des cinq buts de guerre* qui guettent le monde : pour des territoires, des religions, des richesses, de l'eau, de l'énergie. Et ce pays pourrait avoir, une fois de plus, à expérimenter toutes les *nouvelles formes de guerre*de l'avenir : terrorisme urbain, combats sans uniformes, armes civiles, guerre sans armes.

• Une guerre a commencé pour les *frontières* entre l'État hébreu et un État palestinien. Guerre de civils, rue par rue, enfants juifs et arabes mêlés ; guerre de représailles où chacun assassine pour venger le mort précédent ; guerre contradictoire, aussi, où des extrémistes commettent des attentats ou des meurtres pour empêcher d'autres, dans leur propre camp, de faire la paix. Encore une fois guerre de rétorsion, meurtrière de toutes les civilisations. Elle peut déboucher sur la disparition de l'Autorité palestinienne, sur le retour à une occupation directe des territoires, sans que cela apporte de solution durable à la coexistence des deux peuples.

• Israël, dernier pays du Nord implanté au sud, est aussi l'un des possibles enjeux d'*une guerre entre le Nord et le Sud*. La différence des niveaux de vie (de un à dix) dans la région excite les jalousies et exacerbe le sentiment d'injustice. Travail au noir, exploitation, immigration clandestine s'y trouvent mêlés. Une guerilla économique pourrait saboter les lieux de puissance de l'économie d'Israël.

• Israël est également pris dans la *guerre religieuse* déclarée par une partie de l'islam à l'Occident judéo-chrétien, une guerre dont le sionisme est un symbole et la cause palestinienne un alibi. On pourrait

alors imaginer une guerre impliquant toutes les forces religieuses et laïques contre celles de ces extrémistes religieux. Pour obtenir l'exclusivité de Dieu.

• Israël pourrait encore être pris dans une *guerre pour le pétrole* dont le Moyen-Orient contrôle les deux tiers des réserves mondiales. Une telle guerre est, de fait, en arrière-plan du conflit israélo-palestinien depuis la déclaration Balfour et l'accord de partage des richesses du Golfe.

• Enfin, le *déficit en eau* de la région pourrait devenir une cause de guerre. Israël, la Jordanie, la Palestine disposent aujourd'hui de moins de 500 mètres cubes d'eau par habitant et par an, et ce volume va décroître, exigeant un nouveau partage et des investissements considérables.

Au total, Israël ne pourrait survivre à l'accumulation de telles guerres et à de tels rapports de force. Malgré sa supériorité technologique, il serait écrasé démographiquement ; ses élites partiraient, son économie s'effondrerait. La guerre durable, totale marquerait la fin du sionisme.

Ce qui se joue là ne serait d'ailleurs que la préfiguration de conflits plus vastes hors du Moyen-Orient autour des mêmes buts de guerre, mais avec de nouveaux instruments, en particulier par des détournements de moyens civils de communication (comme à New York le 11 septembre 2001) destinés à en faire des instruments de mort. Bien des frontières seront alors contestées, bien des batailles opposeront les gens du Nord à ceux du Sud, bien des mouvements religieux se dresseront les uns contre les autres, bien des hostilités seront déclenchées pour s'assurer le contrôle de sources d'énergie (notamment dans le Caucase) ; enfin, l'appropriation des sources d'eau deviendra vite une cause de tension majeure : en 2015, trois milliards d'êtres humains manqueront d'eau. On se battra pour elle.

Pas d'Israël sans Palestine

La paix est pourtant encore possible et, là encore, Israël a besoin d'être utile aux autres pour survivre : 5 millions de Juifs et 4 millions d'Arabes

vivent aujourd'hui sur 24 000 kilomètres carrés entre le Jourdain et la Méditerranée, et les Palestiniens ne réclament que 20 % de cette terre. Israël a plus que personne intérêt à les leur accorder. Il a besoin de la Palestine au moins autant que la Palestine a besoin d'Israël. On pourrait même dire qu'Israël a plus intérêt à l'existence de la Palestine, qui lui permettra de reprendre son développement dans la sécurité, que l'OLP elle-même. Pour celle-ci, en effet, la création de l'État pourrait conduire à la remise en cause de son rôle dirigeant, car l'évolution de la Palestine vers la démocratie ferait apparaître une tout autre élite. Puisque la guerre le condamne à disparaître, l'État hébreu ne survivra à long terme qu'en reconnaissant à la Palestine un droit à l'existence, c'est-à-dire le droit à un État doté de tous les instruments de la pleine souveraineté, sur un territoire viable et cohérent, avec un statut spécial pour Jérusalem, capitale de l'un et de l'autre, ville pour tous. Inversement les Palestiniens doivent reconnaître le droit à l'existence d'un État juif et reprendre leurs réfugiés en échange de la reconnaissance de Jérusalem-Est comme capitale de la Palestine. Enfin, chacun doit accepter la présence de l'autre sur son propre territoire.

De cela, beaucoup semblent désormais convaincus. Il ne reste qu'à trouver dans les deux camps les hommes d'État pour l'imposer à leurs propres extrémistes. Des hommes capables de comprendre que la force seule, sans respect des besoins de l'autre, conduit à la ruine. La paix passe par l'acceptation de l'existence de l'autre, la séparation des combattants, la mise en place d'une force d'interposition pour faire respecter un cessez-le-feu, la lutte de chacun contre ses propres extrémistes.

La communauté internationale devra aider Israéliens et Palestiniens à réapprendre à travailler ensemble, à combattre le terrorisme chez eux et à partir de chez eux.

Une fois cette reconnaissance réciproque établie et – plus difficile encore ! – la haine retombée, il faudra, pour que la paix s'installe durablement, organiser une véritable coopération entre l'un et l'autre pays. Ce ne sera pas chose aisée : ils sont en effet très différents, et pas seulement sur le plan religieux.

Depuis longtemps, le monde arabe rêve d'édifier son unité économique et de rassembler en un ensemble intégré les 300 millions d'habitants de vingt pays allant de l'Arabie saoudite au Soudan et de l'Irak à la Libye. De

multiples projets ont été lancés en ce sens : Fonds arabe pour le développement économique et social ; Conseil de l'unité économique arabe ; Conseil de coopération du Golfe ; Banque arabe de développement économique ; Banque islamique ; marché commun arabe ; zone arabe de libre-échange… Tous ces projets ont échoué, et même les droits de douane entre ces divers pays restent très élevés. Les écarts de niveau de vie, les différences de système social, les rivalités politiques les ont empêchés de s'intégrer et le commerce entre pays arabes ne représente encore que 5 % de leurs échanges.

Il serait encore plus difficile d'unir Israël et la Palestine avec leurs voisins, la Jordanie, l'Égypte, le Liban et la Syrie. Aux séquelles des guerres s'ajoute le fait qu'ils n'ont pas l'habitude de commercer l'un avec l'autre et que peu produisent ce dont l'autre a besoin. Pourtant, un tel projet serait la condition nécessaire d'une paix durable, comme ce fut le cas en Europe. Créer les conditions pour que chacun ait intérêt au succès de l'autre.

La mise en œuvre de ce projet commencerait par une libération progressive de la circulation des biens et des services. Elle rendrait possible le retour de tous à la croissance et à l'emploi, et conduirait peu à peu, comme en Europe, à l'harmonisation des législations et à la mise en commun des ressources de base, en particulier l'eau qui exigera de considérables investissements conjoints. Comme en Europe aussi, des fonds sociaux devront être financés pour compenser les énormes différences de niveau de vie entre ces divers pays. Une fois aménagé un tel espace économique, les identités nationales cesseraient d'être antagoniques, chacun aurait intérêt à la croissance de l'autre. On passerait de l'hostilité à la rivalité, de la rivalité à la concurrence, de la concurrence à la coopération. La paix serait d'abord dangereuse pour les dirigeants ; des dictateurs verraient leurs peuples retourner leur colère contre eux et réclamer la démocratie et l'union.

L'« Union du Moyen-Orient » aurait alors un jour une monnaie, un parlement, voire, beaucoup plus tard, comme l'Europe, un exécutif. Israël devrait alors accepter d'être traversé par des populations qui lui sont aujourd'hui hostiles ; il serait même tenu d'accorder à ces étrangers le droit de séjour, d'installation, d'achat de terres, de vote aux élections locales. Membre parmi d'autres de l'« Union du Moyen-Orient », Israël serait alors rejoint par ses voisins dans un mode de vie plus ou moins commun, dans un

destin commun. Comme en Europe, des mariages mixtes scelleraient l'achèvement du processus. Devenu ainsi sédentaire, Israël devrait accepter l'apport des autres. Il y perdrait son identité, telle en tout cas que l'ont voulue ses fondateurs.

En définitive, dans la paix comme dans la guerre, le projet sioniste perdrait son sens.

D'Orient et d'Occident

Face à cette double impasse – dans la guerre comme dans la paix –, les élites israéliennes hésitent. Elles ne veulent ni des dégâts de la guerre ni des conséquences de la paix. Elles voient avec terreur comment la plus absurde des guerres de religion a dévasté l'Irlande ; elles constatent avec angoisse comment la plus belle des paix transforme l'Afrique du Sud. Quant aux Palestiniens, traversés des mêmes doutes, certains voient encore dans la poursuite du conflit le meilleur moyen de maintenir leur unité, craignant que la paix ne la fasse exploser.

Pour sortir de ce dilemme, d'aucuns, dans l'un et l'autre camp, proposeront une bunkérisation des deux nations, enfermées derrière des frontières. Des déplacements massifs de populations, comme ce fut le cas entre la Croatie et la Serbie, permettant de créer des entités quasi homogènes. Entre elles, une sorte de « mur de Jéricho » : le premier mur entre le Nord et le Sud. Une telle solution, qui servirait beaucoup d'intérêts dans chaque camp, serait pourtant politiquement et économiquement impensable : on ne peut concevoir que les Arabes israéliens acceptent d'être ainsi coupés de leurs cousins vivant de l'autre côté du mur, comme ce fut le cas en Allemagne et aujourd'hui encore en Corée. Pour Israël, cela supposerait d'expulser tous les Arabes israéliens et de vivre sans aucun lien avec son voisinage. Quant à la Palestine, une telle partition la priverait d'une part considérable de ses revenus et entraînerait pour elle un effondrement économique plus profond encore que celui dont elle pâtit aujourd'hui. L'un et l'autre choix sont impossibles, sauf pour quelques extrémistes des deux camps.

Israël devra donc accepter la paix et ce qu'implique l'ouverture. Il devra cesser de fonder sa spécificité sur la seule propriété d'un sol, pour se définir une fois de plus par sa capacité à promouvoir une identité de nomades, de passeurs, c'est-à-dire à continuer d'exister et de rayonner par une langue, une histoire, une culture, un ensemble de valeurs. Il deviendrait alors le courtier et le chantre de ses propres valeurs, comme celui des valeurs occidentales, en même temps qu'il accepterait d'être enrichi par les valeurs de l'Orient et de l'islam.

Plus loin dans le temps, au cœur du futur triangle où tout se jouera – Occident, islam et Extrême-Orient –, s'ouvrira, pour la plus orientale des puissances d'Occident, un nouveau rôle de courtier de la paix et du progrès.

L'éducation sera alors le plus stratégique des atouts. La course aux armements, de l'esprit – vaudra seule d'être engagée. La Diaspora aura alors à remplir un rôle stratégique qu'elle ne semble plus en situation de jouer : à de très rares exceptions près, elle est en effet en train de disparaître justement dans l'uniformité de l'occidentalisation et dans l'oubli de son identité.

4. Le maillon d'Occident : les diasporas

Disparaître par indifférence

La population juive mondiale, estimée à 12,5 millions en 2002, décroît depuis le milieu des années 1970 où elle atteignait encore 13,7 millions. La Diaspora est aussi passée en quelque vingt ans de 9 à moins de 7,5 millions. Sans même compter les départs vers Israël, son très faible taux de fécondité (1,6 enfant par femme, sauf dans les familles orthodoxes) ne lui permet pas de maintenir ce nombre. En résulte son vieillissement : aux États-Unis, seulement 21 % des Juifs américains ont moins de 18 ans, contre 35 % pour la population américaine dans son ensemble. Ailleurs – sauf au Canada et en France –, c'est pire : en Russie, les enfants de moins de 14 ans représentent moins de 10 % du total, et les plus de 55 ans sont devenus près de la moitié de la communauté.

À cela s'ajoutent la multiplication des mariages mixtes et la régression du sentiment d'appartenance. Partout en Occident, on vit de moins en moins chez ses parents, on se marie de plus en plus avec quelqu'un qu'on a rencontré au travail ou à l'université. Dans toutes les communautés minoritaires du monde, le nombre des mariages mixtes augmente. Dans la diaspora juive en particulier, ce nombre est passé de 3 % des mariages en 1940 à 8 % en 1960 et à plus de 52 % en 2001. En Argentine, il est de 57 %. Aux États-Unis, il atteint même 72 % pour les laïcs, même s'il reste cantonné à 3 % chez les ultra-orthodoxes. 8 sur 10 des couples non mariés sont mixtes. Seuls les Afro-Américains aux États-Unis et les musulmans en Europe échappent encore en partie à cette tendance, parce qu'ils le désirent et parce qu'ils sont l'objet de ségrégation. Et comme le niveau universitaire pousse à l'assimilation, la diaspora juive est particulièrement concernée. Éternel dilemme : le savoir laïc menace l'appartenance spécifique.

La plupart des mariages mixtes ne se traduisent pas par la conversion du conjoint juif à une autre religion, mais par le refus de conversion du conjoint non-juif, et surtout par l'abandon du judaïsme à la génération suivante. Aujourd'hui, si un tiers des jeunes de la Diaspora épouse un non-Juif qui ne se convertit pas, plus de la moitié des enfants issus de mariages mixtes aux États-Unis ne deviennent pas juifs. Aux États-Unis, 700 000 jeunes de moins de 18 ans dont un des parents est juif sont élevés dans une autre religion, et 600 000 adultes nés d'au moins un parent juif pratiquent une autre religion.

Même les enfants de couples juifs perdent leur identité : aux États-Unis, deux enfants juifs sur trois ne reçoivent pas d'éducation religieuse. En France, cette proportion est presque d'un sur deux. L'une des rares exceptions en diaspora est Anvers, où 90 % des enfants fréquentent encore une école juive.

Plus que jamais, l'appartenance devient un choix individuel, de moins en moins dicté par l'environnement. S'il est difficile, pour un Israélien, de ne pas se dire tel, pour beaucoup de Juifs de la Diaspora, en particulier américains – dont un Jerry Seinfeld constitue le modèle –, cette appartenance à la Diaspora ne se manifeste plus aujourd'hui que par des données vagues : le souvenir de la Shoah, la vigilance face aux menaces d'antisémitisme, la nécessité d'un soutien à l'État d'Israël, la solidarité avec les plus pauvres, la piété filiale et le respect des traditions familiales. Ne

restent juifs que ceux qui le choisissent, mais, comme ne peuvent le choisir que ceux qui sont nés tels, leur nombre ne peut que décroître.

En fin de compte, si les tendances actuelles se prolongent, le tiers de la Diaspora aura disparu en 2020, et les deux tiers en 2050. Selon une analyse encore plus pessimiste de certains chercheurs de Harvard, il n'y aura plus aux États-Unis en 2080 que 900 000 Juifs, au mieux. D'après une autre analyse de l'American Jewish Committee pour l'*American Jewish Year Book*, la population juive américaine atteindra encore 3,8 millions en 2080, mais 40 % d'entre eux auront alors plus de 65 ans.

Avec le canadien, le judaïsme français semble le moins menacé par ces évolutions crépusculaires, même si les rythmes d'assimilation y approchent peu à peu de ceux des États-Unis.

En conséquence, sauf si la guerre le vide de sa population, Israël deviendra en 2020 la première communauté juive du monde et la majorité du peuple juif y vivra avant 2050. Celui-ci cessera alors d'avoir une diaspora plus vaste que la nation. On parlera alors de « diaspora israélienne », et non plus de diaspora juive. Elle deviendra une diaspora nationale, et non plus culturelle, mêlée dans la globalisation aux autres diasporas nationales, métissée avec elles.

Le peuple juif aurait alors vécu deux mille ans en avant-garde pour disparaître quand les autres l'auraient rejoint. Cette disparition par l'uniformité n'est pas la seule qui le menace.

Disparaître par les différences

Affaiblies mais toujours jalousées, les diasporas pourraient aussi disparaître du fait de l'hostilité des sédentaires. On voit déjà se manifester contre elles un retour de la violence, comme à l'encontre d'autres minorités. Le souvenir de la Shoah ne suffit plus à les protéger de drames d'une ampleur comparable. Ils pourraient connaître un regain si se cristallisaient autour des diasporas des reproches fantasmatiques, comme celui de dominer la mondialisation. Ou encore si elles étaient désignées, par quelques forces encore indiscernables et imprévisibles, comme liées à un État dont l'existence menacerait, dirait-on, l'accès au pétrole de l'Occident,

ou, plus généralement, si elles étaient dénoncées comme l'obstacle majeur à un accord entre Orient et Occident ou entre islam et chrétienté. On pourrait alors aller, dans le pire des cauchemars, vers un accord des deux religions filles contre la mère, de l'islam et du christianisme contre le judaïsme. Ou de l'islam et des laïcs contre le judaïsme. Le récent discours du nouveau président syrien devant le pape, où est dénoncé le judaïsme comme déicide, et l'absence de réactions du Vatican à ce propos pourraient constituer l'un des signes avant-coureurs d'une telle coalition hostile au judaïsme. Reste à imaginer quelles forces, en Occident ou ailleurs, pourraient cultiver de tels fantasmes. C'est aujourd'hui heureusement impossible et cette menace est lointaine.

Plus généralement, la mondialisation, en poussant à l'uniformité, exacerbe la rivalité entre ceux qui se ressemblent[165] et focalise la violence sur un tiers : là encore, le peuple juif paraît en situation de devenir une fois de plus le « tiers souffrant », bouc émissaire de rivaux uniformes.

Rien ne laisse deviner pour l'heure l'éventualité de telles menaces, en tout cas dans l'état actuel des rapports de forces géopolitiques. Mais rien ou presque, en 1900, ne laissait présager ce qui advint quelques décennies plus tard…

5. D'Occident et d'Orient

S'ouvrir ou disparaître

Les nouvelles technologies de communication vont constituer un formidable outil de relation entre diasporas et communautés d'origine. Elles vont accélérer la prééminence des valeurs issues du peuple juif, en généralisant à tous les conditions et les moyens du nomadisme : il n'y a rien de plus juif, dans son esprit, que le téléphone portable.

Comme toutes les autres minorités, les diasporas juives ne pourront survivre que si recule la barbarie du monde, ce qui est loin de dépendre d'elles ; si chacun apprend à apprécier les différences, à trouver son bonheur dans celui de ses voisins. Non dans une juxtaposition de communautés plus

ou moins fermées, autour du communautarisme, mais dans la multiappartenance, la participation à des entités multiples ; et plus particulièrement pour ce qui est du judaïsme si un accord territorial devient possible. Enfin, si les religions poursuivent le formidable effort de renouveau culturel qui semble animer aujourd'hui certains de leurs dirigeants.

Un groupe de mécènes américains animé par un financier à Wall Street, Michel Steinhardt, fils d'un bijoutier de Brooklyn, souhaite favoriser une meilleure connaissance par les jeunes Juifs de l'histoire et de l'identité juives. Faisant de l'attachement à Israël un substitut à l'appartenance religieuse, ce groupe a fondé le Partnership for Excellence in Jewish Education, doté de 18 millions de dollars par an, pour envoyer des jeunes de la Diaspora découvrir Israël et son histoire : 8 000 jeunes la première année, 50 000 les années suivantes. Il a aussi fondé le Birth Right (« droit de naissance »), qui offre des lunes de miel aux jeunes mariés juifs. Enfin, grâce à des techniques commerciales modernes, il conseille des communautés sur la façon de faire évoluer leur approche du culte et des fidèles, renouant par là avec des tentatives voisines déployées par les Églises protestantes et catholiques d'Amérique et d'Europe avec l'appui, elles aussi, d'hommes d'entreprise : marketing religieux.

Bien d'autres apports seraient nécessaires pour que le judaïsme – comme les autres confessions – redevienne un pôle d'attraction et qu'il fournisse des réponses aux grandes questions que se pose l'humanité. Sans pour autant s'enfermer dans une orthodoxie intolérante, dans un communautarisme jaloux. Il n'est pas certain que toutes les diasporas juives auront les moyens de favoriser un tel renouveau spirituel. Pour ne plus se définir seulement par ce que les autres leur ont fait, ni parce que les autres font à Israël, il faudrait des professeurs, des écoles, des débats, des lieux de rencontre. Il faudrait la paix, l'ouverture, la tolérance, l'acceptation de la multiallégeance, la modernisation des rites, des pratiques et des idées. Si la guerre persiste au Moyen-Orient, la responsabilité de la survie du judaïsme pèsera alors sur trois communautés d'Occident : celles des États-Unis, du Canada et de la France. S'il devient un lieu de paix, Israël pourra en revanche financer à son tour la vie culturelle de certaines diasporas : il n'y aurait pas meilleur usage des fonds versés par les banques suisses pour indemniser les spoliations perpétrées pendant la dernière guerre mondiale.

Dans l'un ou l'autre cas, pour réussir un tel renouveau, il faudra surtout que le peuple juif, comme toute autre minorité, renoue avec l'ouverture aux nouveaux venus, qu'il tolère de nouveaux modes de vie et accueille plus facilement ceux qui voudraient le rejoindre. Le Joint Conversion Institute, créé en Israël en 1999, tente d'assouplir les règles de la conversion pour admettre aussi comme convertis ceux qui ne s'engageraient pas à vivre de façon orthodoxe. Ce n'est là qu'une première et timide esquisse. Seules peuvent survivre les sociétés ouvertes. Seule son ouverture a jusqu'ici assuré la survie du judaïsme.

Après tout, Ruth, l'arrière-grand-mère de David dont, selon le Talmud, descendra le Messie, n'était pas juive…

Passeurs d'Orient et d'Occident

À côté d'Israël, la diaspora juive pourrait, parmi d'autres, remplir un rôle éthique, rappelant à tous les humains les valeurs morales qui lui ont permis de durer, continuant d'aider les autres à dialoguer, à créer, à progresser, à échanger. Au moment où d'autres civilisations se façonnent et surgissent, le peuple juif devra retrouver, tout autrement, avec les outils nouveaux du virtuel, le rôle qu'il jouait il y a dix siècles : passeur entre l'Occident, l'islam et l'Orient ; passeur de richesses, d'idées, de cultures ; mais aussi et surtout, peut-être, dans cette phase nouvelle de l'histoire du monde, passeur de sa principale richesse : le temps.

Puisque le peuple juif pense son Dieu, devenu celui de tous, comme le maître du temps dans lequel il voyage et dont il mesure la valeur avec l'argent ; puisqu'il a mis, souvent pour son malheur, son Dieu et son argent à la disposition des autres, offrant ainsi du temps au monde – du temps d'éternité (par Dieu) et du temps matériel (par l'argent), du temps de l'esprit (par l'art) –, il lui reste à faire du temps une source nouvelle de progrès de l'humanité.

Dans le nouveau dialogue des civilisations, dans l'orientalisation en cours des hommes, dans l'occidentalisation en cours des choses, le peuple juif aura un rôle éminent à jouer dans la rencontre des diverses visions du temps, d'Orient et d'Occident, qui vont s'affronter. En mettant en avant la

seule vertu commune au sédentaire et au nomade, essentielle à la future culture du temps : l'*hospitalité*, où tout se joue dans le plaisir de faire plaisir et dans l'échange de temps. Un temps enfin arraché à la double emprise de la terre et de l'argent.

***

Cette histoire ne parle donc pas seulement d'un peuple démographiquement dérisoire, mais elle révèle le rôle de toutes les minorités dans l'histoire humaine. Elle souligne le dilemme auquel sont tôt ou tard confrontés tous les peuples : disparaître dans l'indifférence de l'uniformité ou mourir de l'intolérance à la singularité. Elle annonce la transformation en dernière instance de toutes choses et de toutes relations sociales en argent, la conversion de tous aux cultures dominantes. Elle souligne la menace qui plane sur toutes les minorités, désignées comme boucs émissaires par ceux dont elles défient les conservatismes, enviées parce qu'elles durent et persécutées pour ce qu'elles donnent. Elle montre aussi que les diasporas qui réussissent sont celles qui attachent le plus d'importance à l'éducation, à la mémoire, à l'excellence, à la longue durée, au respect des autres. Elle indique que l'avenir appartient aux nations ouvertes aux diasporas des autres et aux leurs propres. Elle illustre le fait qu'il n'y a pas de sédentaires sans nomades, ni de nomades sans sédentaires. Elle annonce enfin que l'Occident n'a intérêt à la paix avec l'Islam et l'Orient que s'il est prêt à s'ouvrir à leurs cultures et à leurs diasporas.

Tous les peuples du monde seront confrontés, d'une façon ou d'une autre, à ces enjeux. Tous ont une dimension à la fois nomade et sédentaire, avec une diaspora plus ou moins importante. Tous seront mêlés à ces diverses formes de guerre ; le terrorisme nomade n'épargnera personne. Tous seront confrontés à l'exigence de se définir par une identité culturelle, par une langue, et non pas seulement par un territoire. Aucun ne pourra, sauf en se ghettoïsant, être autre chose que le creuset d'un métissage. Tous devront redonner du sens à des valeurs éthiques, à des morales, pour servir de garde-fous dans les folies du monde. L'histoire du peuple juif, dans ses rapports avec l'argent et le monde, n'est qu'une avant-garde, précieuse pour tous, par les lois qu'elle enseigne, de ce qui attend chacun.

C'est encore en Orient que se trouvent aujourd'hui les diasporas les plus prometteuses. D'abord la chinoise, vingt fois plus nombreuse que la juive, trente fois plus riche qu'elle, tout aussi orientée vers la famille, l'éducation, l'effort, tout aussi capable de se nourrir des autres en protégeant son identité.

Demain, la mondialisation poussera à la multiplication de telles diasporas, tantôt disparaissant dans les nations qui les accueillent, tantôt renouvelées par de nouveaux apports d'immigrants, parfois sans racines, parfois sans nation. De cette mosaïque mouvante sera fait le monde. Il ne pourra survivre qu'en s'acceptant comme tel, qu'en apprenant à chacun ce qu'il doit attendre des autres et ce qu'il doit leur donner.

Au moins, que l'histoire des Juifs, du monde et de l'argent enseigne cette leçon : tout homme a besoin des autres pour être sauvé.

notes bibliographiques

1. Abbott (G.F.), *Israel in Europe*, London, Macmillan, 1907 .

2. Adams, *Le Monde religieux dévoilé* [rédigé d'après des notes fournies par Josué Van Oven, membre du Consistoire israélite d'Allemagne].

3. Adams (Hannah), *History of the Jews from the Destruction of Jerusalem to nineteenth Century*, Boston, 1812 .

4. Adler (E.N.), *Jewish Travellers in the Middle Ages : 19 first hand accounts*, New York, Hermon Press, 1966 .

5. Agus (I.), *The heroic age of franco-german Jewry*, New York, Bloch, 1969 .

6. Albright (Mike), *Yahveh and the Gods of Canaan*, New York, 1983 .

7. Alem (Jean-Pierre), *La Mémoire du siècle. La Déclaration Balfour aux sources de l'État d'Israël*, Bruxelles, Complexe, 1991 .

8. Amar (André), « Essai psychanalytique sur l'argent » , Paris, *Revue française de psychanalyse*, 1956 .

9. Anchel (Robert), *Un baron juif français au xviii^e^ siècle*, Paris, Souvenir et Science, 1930 .

10. Andics (H.), *Histoire de l'antisémitisme*, Paris, Albin Michel, 1967 .

11. Andrieu (Claire), « Le Mythe de la banque juive et les réalités de l'aryanisation » , *Pardès*, Paris, 1992 , n° 16.

12. Arendt (Hannah), *Les Origines du totalitarisme*, Paris, Le Seuil, 1998 , 3 volumes.

13. Arendt (Hannah), *Sur l'antisémitisme*, Paris, Calmann-Lévy, réédition 1973 .

14. Arendt (Hannah), *La Tradition cachée. Le Juif comme paria*, Paris, Christian Bourgeois, 1996 .

15. Aristote, *Éthique à Nicomaque*, Paris, J. Vrin, 1994 .

16. Armstrong (Karen), *A History of God, from Abraham to the present* : *the 4000-years quest for God*, London, Heinemann, 1993 .

17. Attali (Jacques), *Au propre et au figuré*, Paris, Fayard, 1988 .

18. Attali (Jacques), *Un homme d'influence*, Paris, Fayard, 1985 .

19. Attali (Jacques), *1492*, Paris, Fayard, 1991 .

20. Attias (J.-C.) & Benbassa (E.), *Dictionnaire de la civilisation juive*, Paris, Larousse, 1997 .

21. Avi-Yonah (Michaël), *The Jews under Roman and Byzantine rule, from Barkochba to the Arab conquest*, Jerusalem, Magnus Press.

22. Azéma (Jean-Pierre) & Bédarida (François) dir., *Vichy et les Français*, Paris, Fayard, 1992 .

23. Azéma (Jean-Pierre) & Bédarida (François) dir., *La France des Années noires*, t. I, *De la Défaite à Vichy*, Paris, Le Seuil, 1993 .

24. Azéma (Jean-Pierre), *De Munich à la Libération*, Paris, Le Seuil, 1979 .

25. Bäck (Samuel), *Die Geschichte des Jüdischen Volkes und seiner Literatur vom babylonischen Exile bis auf die Gegenwart*, Lissa, 1878 .

26. Bacon (Francis), *La Nouvelle Atlantide*, Paris, Flammarion, 1995 .

27. Badinter (Robert), *Libres et égaux… L'émancipation des Juifs 1789-1791*, Paris, Fayard, 1989 .

28. Barbour (Violet), *Capitalism in Amsterdam in the 17th century*, Baltimore, Johns Hopkins, 1950 .

29. Bard (Mitchell), *The Babylonians*.

30. Barnavi (Élie), *Histoire universelle des Juifs*, Paris, Hachette, 1992 .

31. Barnavi (Élie), *A Historical Atlas of the Jewish People*, New York, Alfred A. Knopf , 1992 .

32. Barnavi (Élie) et Friedländer (Saul), *Les Juifs et le xx^e siècle. Dictionnaire critique*, Paris, Calmann-Lévy, 2000 .

33. Barnavi (Élie), *Israël au xx^e siècle*, Paris, PUF, 1982 .

34. Baron (S.W), *Histoire d'Israël : Vie sociale et religieuse*, Paris, PUF, 1957-1964, 5 vol.

35. Baron (S.W) : « Population » in *Encyclopaedia Judaïca*, t. 13, 1971 .

36. Bastaire (Jean), « Drumont et l'antisémitisme » , *Esprit*, mars 1964 , n° 326.

37. Bauer (Julien), *La Nourriture casher*, Paris, PUF, 1996 .

38. Bauer (Bruno) , « La question juive », in *La Question juive par Karl Marx*, Paris, UGE, 1968 .

39. Bédarride (Israël), *Les Juifs en France, en Italie, et en Espagne*, Paris, Lévy frères, 1861 .

40. Benbassa (Esther), *Histoire des Juifs de France*, Paris, Le Seuil, 1998 .

41. Bendelac (Jacques), *Israël à crédit*, Paris, L'Harmattan, 1995 .

42. Bendelac (Jacques), *Les Fonds extérieurs d'Israël*, Paris, Economica, 1982 .

43. Benamozegh (Élie), *Israël et l'humanité*, Paris, Albin Michel, 1961 .

44. Ben Israël (Menasseh), *Espérance d'Israël*, Paris, Librairie philosophique J. Vrin, 1979 .

45. Ben Sassoon (M.), « Letter fragments from the Geniza to the beginnings of the renewal of contact between the Babylonian yeshivot with the West » , in *Tabriz*, vol. 56.

46. Bensimon (Doris) et Erréra (Églal), *Israéliens : des Juifs et des Arabes*, Bruxelles, Complexe, 1989 .

47. Ben Zion (Yeshua-Raz), *From the lost tribes in Afghanistan to the Mashed Jewish Converts of Iran*, 1992 .

48. Dr. S. Berg (Philip), *Kabbalah for the Layman*, Jerusalem, Press of the Research Centre of Kabbalah , 1981 .

49. Dr. S. Berg (Philip), *An entrance to the Zohar*, Jerusalem, Press of the Research Centre of Kabbalah, 1974 .

50. Berstein (Serge) et Milza (Pierre), *L'Allemagne 1870-1970*, Paris, Masson, 1971.

51. Gille (Bertrand), *La Banque en France au xix^e siècle*, Paris, 1970 .

52. Beugnot (Auguste-Arthur), *Les Juifs d'Occident*, Paris, 1824 .

53. Billig (Joseph), *Le Commissariat général aux questions juives*(1941-1944), Paris, Éditions du Centre, 1955-1960 (2 vol.).

54. Birmingham (Stephen), *Our crowd*, New York, Harper and Row, 1967 .

55. Birmingham (Stephen), *The Grandees*, New York, Harper and Row, 1971 .

56. Birnbaum (Pierre), *Un Mythe politique, la « république juive »*, Paris, Fayard, 1988 .

57. Blaze (Elzéar), *La vie militaire sous le Premier Empire. Souvenirs d'un officier de la Grande Armée*, Paris, 1906 .

58. Bloom (Herbert I.), *The Economic Activities of the Jews of Amsterdam in the 17th & 18th centuries*, London, Kennicot Press, 1982 .

59. Blumenkranz (Bernhard), *Juifs et chrétiens dans le monde occidental (430-1096)*, Paris, Mouton, 1960 .

60. Blumenkranz (Bernhard), *Les Auteurs chrétiens latins du Moyen Âge sur les Juifs et le judaïsme*, Paris, Mouton, 1963 .

61. Blumenkranz (Bernhard), *Histoire des Juifs de France*, Toulouse, Privat, 1972 .

62. Boccace, *Décaméron*, Paris, Bordas, 1988 .

63. Bogue (Donald. J.), *The Population of the United States*, New York 1959 .

64. Boorstin (Daniel), *Les Découvreurs*, Paris, Seghers, 1986 .

65. Bounan (Michel), *La Vie innommable*, Paris, Allia, 1993 .

66. Bornstein-Makovetsky (Leah), « L'activité de l'élite sépharade après l'expulsion » in *La Société juive à travers l'histoire*, t. III, Paris, Fayard, 1992-1993 .

67. Bourdrel (Philippe), *Histoire des Juifs de France*, Paris, Albin Michel, 1974 .

68. Bouvier (Jean), et Germain-Martin (Henry), *Finances et financiers de l'Ancien Régime*, Paris, PUF, 1969 .

69. Braudel (Fernand), *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Paris, Armand Colin, 1979 .

70. Braudel (Fernand), *La Méditérrannée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, Armand Colin, 1966 , 2 vol.

71. Braudel (Fernand) et Labrousse (Ernest), dir., *Histoire économique et sociale de la France*, Paris, PUF, 1970 .

72. Bredin (Jean-Denis), *L'Affaire*, Paris, Fayard-Julliard, 1993 .

73. Bunau-Varilla (Philippe), *Mémoires*, non publiés.

74. Burin (Philippe), *Hitler et les Juifs*, Paris, 1989 .

75. Calimani (Ricardo), *Histoire du ghetto de Venise*, Paris, Denoël, 1997 .

76. Capefigue (Jean-Baptiste), *Histoire des grandes opérations financières*, Paris, 1858 .

77. Cars (Jean des), *Malesherbes*, Paris, 1994 .

78. *Cataloguve d'Actes relatifs aux Juifs*, *Revue d'études juives*, III, p. 222, n° 86.

79. Catane (Moshe), *Des croisades à nos jours*, Paris, 1956 .

80. Cave (C) & Coulson (Herbert), eds., *A Source Book for Medieval Economic History*, Milwaukee, The Bruce Publishing Co., 1936 .

81. Cecil (L.), *Albert Ballin*, New Jersey, Princeton University Press, 1970 .

82. Cerbelaud (Dominique), *Écouter Israël*, Paris, Le Cerf, 1995 .

83. Charlot (Monica), *L'Angleterre, 1945-1980*, Paris, Imprimerie nationale, 1981 .

84. Chaunu (Pierre), *L'Expansion européenne du xiii^e^ au xv^e^ siècle*, Paris, PUF, 1969 .

85. Chauvel (Geneviève), *Saladin, rassembleur de l'Islam*, Paris Bordas, 1991 .

86. Chesnais (Jean-Claude), *La Population mondiale*, Paris, Bordas, 1991 .

87. Chevalier (Yves), *Le Juif, bouc émissaire : contribution à la théorie de l'antisémitisme*, thèse de doctorat, Paris IV, 1986 .

88. Chouraqui (André), *L'Alliance israélite universelle et la renaissance juive contemporaine*, Paris, PUF, 1965 .

89. Chouraqui (André), *Histoire du judaïsme*, Paris, PUF, 1974 .

90. Chouraqui (André), *L'Univers de la Bible*, Paris, Lidis, 1991 .

91. Chouraqui (André), *Les Hommes de la Bible*, Paris, Hachette, 1994 .

92. Cloulas (Ivan), *Les Borgia*, Paris, Fayard, 1987 .

93. Cohen (Raphaël), *Ouvertures sur le Talmud*, Paris, Jacques Grancher , 1990 .

94. Cohen (Raphaël), *Les Chemins de la Torah*, Le Hameau , 1986 .

95. Cohen (Brigitte-Fanny) : *Elie Wiesel, qui êtes-vous ?*, Lyon, La Manufacture, 1987 .

96. Cohn (Norman), *Histoire d'un mythe : « la conspiration juive » et « les protocoles des Sages de Sion »*, Paris, Gallimard, 1967 .

97. Colloque (XVII^e^) des intellectuels Juifs de langue française : *Le modèle de l'Occident*, Paris, PUF, 1977 .

98. Colloque (XVIII[e]) des intellectuels juifs de langue française : *L'Argent* , Paris, Denoël, 1989 .

99. Colomb (Christophe), *Journal*, Paris, La Découverte, 1991 .

100. Comte (Bernard), « Conscience catholique et persécution antisémite : l'engagement de théologiens lyonnais en 1941-1942 », *Annales ESC*, mai-juin 1993 , n° 3, pp. 635-654.

101. Conder (Claude-Reignier), *Judas Macchabeus and the Jewish war of independence*, London, 1894 .

102. Coran (Le), Flammarion.

103. Da Costa, *Israel en de Volken*, Utrecht, 1876 .

104. Dahan (Gilbert), *La Polémique chrétienne contre le judaïsme au Moyen Âge*, Paris, Albin Michel, 1991 .

105. Dahan (Gilbert), *Les Intellectuels chrétiens et les Juifs au Moyen Âge*, Paris, Le Cerf, 1990 .

106. Daly, *The Settlement of the Jews in North America*, New York, 1893 .

107. Davis (D.) éd., *Hebrew deeds of english Jews before 1290*, Fainsworth, Gregg, 1972 .

108. Dedieu (J-P.), *L'Inquisition*, Paris, Le Cerf, 1987 .

109. Delumeau (Jean), *La Civilisation de la Renaissance*, Arthaud, Paris, 1984 .

110. Depping (Georges-B.), *Les Juifs dans le Moyen Âge*, Paris, 1834 .

111. Deutsch (Émeric), *L'Argent entre violence et pacification in* « L'argent », XVIII[e] colloque des intellectuels Juifs.

112. Deutscher (Isaac), *Staline*, Paris, Gallimard, 1973 .

113. *Dictionnaire encyclopédique du judaïsme*, Paris, Laffont, 1996 .

114. Diderot (Denis) & d'Alembert (Jean), *Encyclopédie*, article « Judaïsme ».

115. Dimont (Max), *Jews, God and History*, New York, Simon and Schuster, 1962

116. Doubnov (Simon), *Précis d'histoire juive*, Service technique pour l'éducation , Paris, 1963 .

117. Doubnov (Simon), *Histoire moderne du peuple juif (1789-1938)*, Paris, Le Cerf, 1994 .

118. Draï (Raphaël), *L'Économie chabbatique*, Paris, Fayard, 1998 .

119. Draï (Raphaël), *Le Dieu caché et sa révélation*, Paris, Fayard 1990 .

120. Draï (Raphaël), *La Conscience des prophètes*, Paris, Fayard, 1993 .

121. Draï (Raphaël), *Le Mythe de la loi du talion*, Paris, Anthropos, 1996 .

122. Droz (Jacques) dir., *Histoire de l'Allemagne*, 4 vol., Paris, Hatier, 1970-1976 .

123. Drumont (Édouard), *La France juive, essai d'histoire contemporaine*, Paris, Marpon et Flammarion, 1886 .

124. Ducellier (Alain), Kaplan (Michel), Martin (Bernadette) et Micheau (Françoise), *Le Moyen Âge en Orient, Byzance et l'Islam*, Paris, Hachette, 1990 .

125. Ehrenbourg (Ilya) et Grosman (Vassily), *Le Livre noir*, Arles-Paris, Actes-Sud-Solin , 1995 .

126. Ehrengerg (R.), *Le Siècle des Fugger*, Paris, S.E.V.P.E.N , 1955 .

127. Einzig (Peter), *The Euro-bond Market*, Londres, Macmillan, 1969 .

128. Eisenberg (Josy), *Une Histoire du peuple juif*, Paris, Livre de poche , 1970 .

129. Eisenberg (Josy), *Histoire moderne du peuple juif, d'Abraham à Rabin*, Paris, Stock, nouv. éd., 1997 .

130. Eisenberg (Josy) et Abecassis (Armand), *À Bible Ouverte*, Paris, Albin Michel, 1978 .

131. Eisenberg (Josy) et Gross (Benno), *Un Messie nommée Joseph, À Bible ouverte V*, Paris, Albin Michel, 1983 .

132. Eisenberg (Josy), Abecassis (Armand), *Moi, le gardien de mon frère ?, À Bible ouverte III*, Paris, Albin Michel, 1980 .

133. Éliade (Mircea), *Histoire des croyances et des idées religieuses*, Paris, Payot, 1976 .

134. Emery (Richard W.), *The Jews of Perpignan in the 13th century*, New York, Columbia University Press, 1959 .

135. *Encyclopædia Judaica*, Jerusalem, Keter Publishing House, 1972 .

136. Enderlin (Charles), *Paix et guerres. Les secrets des négociations israëlo-arabes, 1917-1997*, Paris, Stock, 1997 .

137. Engels (Friedrich), *L'Origine de la famille de la propriété privée et de l'État*, Paris, Éditions sociales, 1971 .

138. Erstein (I.), *Studies in the Communal Life of Jews in Spain*, New York, Herman Press, 1968 .

139. Favier (Jean), *De l'or et des épices. Naissance de l'homme d'affaires au Moyen Age*, Paris, Fayard, 1987 .

140. Feingold, *The Politics of Rescue*, New Brunswick Rutgers University Press , 1970 .

141. Feuerwerker (David), *L'Émancipation des Juifs en France de l'Ancien Régime à la fin du Second Empire*, Paris, Albin Michel, 1976 .

142. Finkielkraut (Alain), *Péguy, les Juifs, l'argent*, in *L'Argent*, XXVIII[e] colloque des intellectuels Juifs.

143. Finot, *Étude historique des relations entre la Flandre et l'Espagne au Moyen Âge*, Paris, 1899 (Annales du Comité flamand de France).

144. Fischel (W.J.) (1965), « Rediscovery of the Medieval Jewish Community in Central Afghanistan » , *Journal of the American Oriental Society*, vol. 85.

145. Flaubert (Gustave), *Carnets de voyage à Carthage*, Publications de l'université de Rouen, 1999 .

146. Fleg (Edmond), *Anthologie juive des origines à nos jours* , Paris, Flammarion, 1956 .

147. Fleg (Edmond), *Moïse raconté par les sages*, Paris, Albin Michel, 1969 .

148. Fleg (Edmond), *Anthologie de la pensée juive*, « J'ai lu », Paris, 1966 .

149. Fontette (François de), *Histoire de l'antisémitisme*, Paris, PUF, 1993 .

150. Fraenckel (André-Aron), « …Et ils dépouillèrent l'Égypte… » in *L'Argent*, XVIII[e] colloque des Intellectuels Juifs.

151. Frazer, *Le Bouc émissaire* , Paris, Laffont, 1983 .

152. Freedman (Maurice), Parkes (James), Newstatter (Hannah), Brotz (Howard), *A minority in Britain. Social studies of the Anglo?Jewish community*, London, 1955 .

153. Freud (Sigmund), *L'homme Moïse et la religion monothéiste*, Paris, Gallimard, 1997 .

154. Gabler (Neal), *An Empire of Their Own : How the Jews Invented Hollywood*, New York, 1988 .

155. Gall (Lothar), D. Feldman (Gerald), James (Harold), Holtfrerich (Carl-Ludwig), E. Buschgen (Hans), *The Deutsche Bank 1870*, Londres, Weidenfeld and Nicholson , 1995 .

156. Gardet (Louis), *La Cité musulmane. Vie sociale et politique*, Paris, 1954 .

157. Garelli (Paul), *Le Proche-Orient asiatique*, Paris, PUF, 1974 .

158. Geiger (Abraham), *Das Judenthum und seine Geschichte*, Breslau, 1909 .

159. Génestal (R.), *Le Rôle des monastères comme établissements de crédit du xi[e] au xiii[e] siècle*, Paris, 1901 .

160. Geremek (Bronislaw), *La Potence ou la Pitié*, Paris, Gallimard, 1987 .

161. Gil (M.), *Les Tusturi, famille et clan*, Tel Aviv, 1981 (en hébreu).

162. Gil (M.), *Land of Israel during the first Muslim Period (634-1099)* .

163. Giniewski (Paul), *De Massada à Beyrouth*, PUF, Paris, 1983 .

164. Girard (Patrick), *La Révolution française et les Juifs*, Paris, Robert Laffont, 1989 .

165. Girard (René), *La Violence et le Sacré*, Paris, Grasset, 1970 .

166. Goitein (Salomon Dov), *Juifs et Arabes*, Éd. Minuit, 1957 .

167. Goitein (Salomon Dov), Notes et traduction *de Letters of medieval Jewish traders*, Princeton University Press, 1973 .

168. Goldhagen (Daniel), *Les Bourreaux volontaires de Hitler*, Paris, Le Seuil, 1997 .

169. Goldman (Nahum), *Autobiographie. Une vie au service d'une cause*, Paris, Fayard.

170. Gombrich (E.H), *Warburg Aby. An Intellectual Biography*, University of London, The Warburg Institute , 1970 .

171. Goodman (D.), Miyazawa (M.), *Jews in the Japanese Mind*, New York, Free Press , 1995 .

172. Gottheil (R.), *The Belmont-Belmonte Family*, New York, 1917 .

173. Gourevich (E.), *Guide des Hassidim*, Paris, Le Cerf, 1988 .

174. Graboïs (Aryeh), « L'abbaye de Saint-Denis et les Juifs sous l'abbatiat de Suger » , *Annales ESC*, 24, 1969 .

175. Graboïs (Aryeh), « Du crédit juif à Paris au temps de saint Louis » , *Revue des études juives*, t. 129, Paris, 1970 .

176. Graboïs (Aryeh), « Rôle et fonction de l'usure juive dans le système économique et social du monde médiéval (ix^e^-xiv^e^ s.) » in *La Société juive à travers l'histoire*, III.

177. Grayzel (Salomon), *Histoire des Juifs*, Service technique pour l'éducation, t. I, Paris, 1967 .

178. Graetz, Heinrich : *Histoire des Juifs* , t. I à V, Paris, Lévy, 1882-1897 .

179. Grégoire, abbé, *Histoire des sectes religieuses* , Paris, Potey, 1810.

180. Gribben (Mark), *Meyer Lansky, mastermind of the mob*, New York, Dark Horse Multimedia , 1999 .

181. Gribetz (Judah), Greestein (Edward), Stein (Regina), *Timelines of Jewish History*, New York, Simon and Schuster, 1993 .

182. Grollenberg (Luc H.), *Atlas de la Bible*, Paris, Elsevier, 1954 .

183. Gross N, ed.), *Economic History of the Jews*, Jerusalem Library of Jewish knowledge, Jerusalem, Keter Publishing House, 1975 .

184. Grunebaum (G.E. von), *Eastern Jewry Under Islam*, Viator , 1971 .

185. Güdemann (M.) citant Shekel (rabbi Chalom bar Isaac), *Geschichte des Erziehungswesen und der Cultur der Juden* , Wien, 1881-1884 , t. 3.

186. Guedj (Marc), « Argent et violence dans la loi du talion » in *L'Argent*, XXVIII[e] Colloque des intellectuels juifs.

187. Guggenheim (E.), *Le Judaïsme dans la vie quotidienne*, Paris, Albin Michel, 1992 .

188. Guillen (P.), *L'Allemagne de 1848 à nos jours*, Paris, Nathan, 1970 .

189. Hadas-Lebel (Mireille), « Sémite : histoire d'un mot » , *L'Histoire*, octobre 1991 , n° 148, pp. 16-18.

190. Hadas-Lebel (Mireille), *Le Peuple hébreu*, Paris, Gallimard, 1998 .

191. Hadas-Lebel (Mireille), *Flavius Josèphe. Le Juif de Rome*, Paris, Fayard, 1985 .

192. Hamburger, *Realencyclopädie des Judenthums*, Leipzig, 1896 .

193. Harris, *History of the Medieval Jews*, New York, 1907 .

194. Hayoun (Maurice-Ruben), *Le Zohar aux origines de la mystique juive*, Paris, Noësis, 1999 .

195. Heers (Jacques), *Christophe Colomb*, Paris, Hachette, 1981 .

196. Hérodote, *L'Enquête*, Paris, Gallimard, 1985 .

197. Herzl (Theodor), *L'État juif*, suivi de *Essai sur le sionisme*, Paris, La Découverte, 1990 .

198. Hilberg (Raul), *La Destruction des Juifs d'Europe*, Paris, Fayard, 1988 .

199. Hirschberg (H. Z.), *Les Trois cycles de l'histoire des Juifs d'Afrique du Nord*, vol. 6, automne 1965 , « Dispersion et Unité ».

200. Hirsch (Samson), *Dix neuf épîtres*.

201. Hitler (Adolf), *Mein Kampf*, trad. fr., Paris, Sorlot.

202. Hobson (O.R), *How the City works*. Londres, New Chronicle Book Department , 1955 .

203. Hume (David). *Histoire de l'Angleterre* , Paris, Didier, 1842 .

204. Iancu (Danièle et Carol), *Les Juifs du Midi. Une histoire millénaire*, Avignon, 1995 .

205. Jacobs (J.) éd., *Jews of Angevin England*, Tornsworth England, Gregg , 1970 .

206. Jacobson (David), « When Palestine meant Israël » , *Israël Biblical Archeology Review*, mai 2001 .

207. The Jewish Telegraphic Agency, « A Century of Vatican?Jewish Relations » , *The Jewish Exponent*, Philadelphia, Jewish Publishing Group .

208. *Jews and Judaism in the United States. A Documentary History*, New York, Behrman House, 1983 .

209. Jöhlinger (Otto), *Bismarck und die Juden*, Berlin, 1921 .

210. Johnson (Paul), *Une Histoire des Juifs*, Paris, Lattès, 1989 .

211. Jordan (W.C), *The French monarchy and the Jews from Philip August to Philip IV*, Philadelphie, 1989 .

212. Flavius-Josèphe, *La Prise de Jerusalem*, Monaco, 1965 .

213. Flavius-Josèphe, *La Guerre des Juifs contre les Romains*, Paris, 1968 .

214. Kaennel (Lucie), *Luther était-il antisémite ?*, Genève, Labor et Fides , 1997 .

215. Kaplan (Joseph), *Un enseignement de l'estime*, Paris, Stock, 1982 .

216. Karpeles, *Sketch of Jewish History*, Philadelphia, 1898 .

217. Kaspi (André), *Les Juifs pendant l'Occupation*, Paris, Le Seuil, 1991 .

218. Kaspi (André), *La guerre de Sécession*, Paris, Gallimard, 1992 .

219. Katz (Jacob), *Tradition and Crisis. Jewish society of the End of the Middle Age*, Glencœ , 1961 .

220. Katz (Jacob), *L'Émancipation des Juifs en Europe*, Paris, Hachette, 1984 .

221. Katz (Jacob), *Exclusion et tolérance : chrétiens et Juifs du Moyen Âge à l'ère des Lumières*, Paris, Lieu commun , 1987 .

222. Keynes (John Maynard), *The Economic consequences of the peace*, Londres, Macmillan, 1920 .

223. Keynes (John Maynard), *Carl Melchior*, 1920, Collected writings, Londres, Macmillan.

224. Klarsfeld (Serge), *La shoah en France*, Paris, Fayard, 2001 , 4 vol.

225. Klier (L.) and Lambroza (Shlomo), *Pogroms : Anti?Jewish Violence in Modern Russian History*, Cambridge University Press , 1992 .

226. Kochan (L.), dir., *Les Juifs en Union soviétique depuis 1917*, Paris, Calmann-Lévy, 1971 .

227. Kœnen, *Geschiedenis d. Juden in Nederland*, Utrecht, 1843 .

228. Kolatch (Alfred J.), *Le Livre juif du pourquoi*, Genève, 1990 .

229. Kriegel (Annie), *Israël est-il coupable ?*, Paris, Laffont, 1982 .

230. Kriegel (Maurice), *Les Juifs à la fin du Moyen Âge dans l'Europe méditerranéenne*, Paris, Hachette, 1979 .

231. Kriegel (Maurice), « Les Juifs et l'argent au Moyen Âge », actes du XVIII[e] Colloque des intellectuels juifs de langue française, Paris, Denoël, 1989 .

232. Caisse des Dépôts et consignations, *La spoliation antisémite sous l'Occupation : consignations et restitutions* , décembre 2001 .

233. Lambert (Christian Yohanan), *Le Talmud et la littérature rabbinique*, Paris, Desclée de Brouwer, 1997 .

234. Landes (David), « Les Juifs dans l'économie, images et réalités, l'argent » , actes du XVIII[e] Colloque des intellectuels juifs de langue française, Paris, Denoël, 1989 .

235. Landes (David), *Banquiers et pachas*, Albin Michel, Paris, 1993 .

236. Lanzmann (Claude), *Shoah*, Paris, Fayard, 1986 .

237. Le Bras (Gabriel), « Usure » , *Dictionnaire de théologie catholique*, t. XV, 2 (1950) .

238. Le Goff (Jacques), « Métiers licites et métiers illicites dans l'Occident médiéval » , in *Pour un autre Moyen Âge*, Paris, Gallimard, 1977 .

239. Le Goff (Jacques), *Marchands et banquiers du Moyen Âge*, Paris, PUF, 1972 .

240. Le Goff (Jacques), *Saint Louis*, Paris, Gallimard, 1996 .

241. *Le Juif et la France*, Catalogue de l'exposition du Palais Berlitz, 5 septembre 1941-15 janvier 1942, organisée par l'Institut d'études des questions juives, 1941 .

242. Le Lorrain (Hugues), *L'Antisémitisme est-il indigne du chrétien et du Français ?*, slnd.

243. Lemann (abbé Joseph), *L'Entrée des israélites dans la société française et les États chrétiens*, Paris, Lecoffre, 1886 .

244. Léon (Abraham), *La Conception matérialiste de la question juive*, Paris, Pionniers , 1946 .

245. Leroy (Béatrice), *L'Aventure séfarade*, Paris, Flammarion, 1991 .

246. Leroy (Béatrice), *Les « Menir » : une famille sépharade à travers les siècles (xii^e^-xx^e^)*, Bordeaux, CNRS , 1985 .

247. *Les Juifs d'Espagne, histoire d'une diaspora 1492-1992*, Collectif, Paris, Liana Levi , 1992 .

248. Leslie (D.D.), « Persia or Yemen ? The origin of the Kaifeng Jews » , in *Irano-Judaica*, p. 101-111.

249. Lévinas (Emmanuel), *De Dieu qui vient à l'idée*, Paris, Vrin, 1986 .

250. Lévinas (Emmanuel), *Difficile liberté*, Paris, Albin Michel, 1976 .

251. Lewis (Bernard), *Les Juifs en terre d'Islam*, Paris, Flammarion, 1986 .

252. Lewis (Bernard), *Sémites et antisémites*, Paris, 1991 .

253. Liber (Maurice), *Les Juifs et la convocation des États généraux*, Peeters , Louvain-Paris, 1989 .

254. Lombard (Maurice), *Espaces et réseaux du haut Moyen Âge*, Paris-La Haye, Mouton, 1972 .

255. Lombard (Maurice), *Études d'économie médiévale*, Paris-La Haye, Mouton, 1971 .

256. Lombard (Maurice), *L'Islam dans sa première grandeur (vii^e^-xi^e^ s.)*, Paris, Flammarion, 1971 .

257. Lulle (Raymond), *Le Livre du Gentil et des trois sages*, éd. de l'Éclat , 1992 .

258. Lyons (Malcon) et Jackson (David), *Saladin, The Politics of the holy war*, Cambridge University Press , 1997 .

259. Madariaga (Salvador de), *Christophe Colomb*, Paris, 1952 .

260. Maharal (Juddah Loew), *Commentaires*.

261. Maier (Thomas), *Newhouse : all the glitter, power, and glory of America's richest media empire and the secretive man behind it*, New York, Harper Collins , 1998 .

262. Maimonide (Moïse), *Le Guide des égarés*, Paris, Verdier , 1979 .

263. Malissa (Élisabeth D.), *Italy and the Jews*, Compiled and copyrighted , 2000 .

264. Malo (Charles), *Histoire des Juifs depuis la destruction de Jérusalem jusqu'à ce jour*, Paris, 1826 .

265. Mann (Thomas), *Joseph et ses frères. Joseph le nourricier*, Paris, Gallimard, 1980 .

266. Mariéjol (Jean-H.), *L'Espagne sous Ferdinand et Isabelle*, Paris, 1892 .

267. Mariéjol (Jean-H.), *Histoire de la France depuis les origines jusqu'à la Révolution française*, Paris, 1905 .

268. Marlowe (Christopher), *Le Juif de Malte*, traduit par H.A. Baatsch in *L'avant-scène, théâtre 1046*, Paris, 1999 .

269. Marrus (Michaël R.), Paxton (Robert O.), *Vichy et les Juifs*, Paris, Calmann-Lévy, 1981 .

270. Marx (Karl), *La Question juive*, Paris, 1968 .

271. Marx (Karl), *Le Capital*, Paris, 1985 .

272. Massing (Paul W.), *Rehearsal for Destruction*, New York, 1967 .

273. Mecklemburg (rabbi Yaacov), *Haktav ve hakabbalah*.

274. Mendez Bejarano (M.), *Histoire de la Juiverie de Séville*, Madrid, 1922 .

275. Michel (Alain), *Racines d'Israël. 1948 : Plongée dans 3 000 ans d'histoire*, Paris, Autrement , 1998 .

276. Michna, t. 8, *Baba batra* , t. 9. *Babakama, Babametzia, Traité Nasikin* , traduit de l'hébreu par R. Weil, Presses du Temps présent , 1973 .

277. Miquel (Pierre), *La Grande Guerre*, Paris, Fayard, 1983 .

278. Misrahi (Robert), *Marx et la question juive*, Paris, Gallimard, 1972 .

279. Montaigne (Michel de), *De la vanité*, Rivages , Paris, 1989 .

280. Montandon (Georges), *Comment reconnaître et expliquer le Juif ?*, Paris, Nouvelles éditions françaises , 1940 .

281. Montandon (Georges), *La Race, les races*, Paris, Payot, 1933 .

282. Montequieu (Charles de Secondat de), *Lettres persanes*, Paris, 1994 .

283. Morais (Umberto), *A Short History of Anti-Semitism*, New York, Norton and Co ., 1976 .

284. More (Thomas), *L'Utopie ou le Traité de la meilleure forme de gouvernement*, Paris, Flammarion, 1987 .

285. Morrisson, *The Jews under Roman Rule*, New York, 1893 .

286. Morton (F.), *The Rothschilds*, New York, Atheneum , 1962 .

287. Mumford (Lewis), *La Cité à travers l'histoire*, Paris, Le Seuil, 1964 .

288. Nahon (Gérard), *Les Hébreux*, Paris, Le Seuil, 1963 .

289. Nahon (Gérard), « Le crédit et les Juifs dans la France du xiii^e^ siècle » , Paris, *Annales ESC*, t. 24, 1969 .

290. Neher (André), *Faust et le Maharal de Prague*, Paris, PUF, 1987 .

291. Neher (André), *David Gans (1541-1613), disciple du Maharal, assistant de Tycho Brahé et de Jean Kepler*, Klincksieck , Paris, 1974 .

292. Neher (André et Renée), *Histoire biblique du peuple d'Israël*, Paris, Maisonneuve , 1962 , 2 vol.

293. Neher-Bernheim (Renée), *Histoire juive : faits et documents, de la Renaissance à nos jours*, 4 vol., Paris, Klincksieck , 1971-1974 .

294. Neusner (Jacob), *A History of The Jews in Babylonia*, Leyde, 1937 .

295. Neusner (Jacob), *Le Judaïsme à l'aube du christianisme*, Paris, Cerf, 1986 .

296. Ouaknin (Marc-Alain), *Le livre brûlé : lire le Talmud*, Paris, Lieu commun , 1986 .

297. Ouaknin (Marc-Alain), *De génération en génération…ÊÊtre Juif*, Paris, Bibliophane , 1989 .

298. Ormesson (Wladimir d') , *La Crise mondiale de 1857*, Paris.

299. Palmer, *A History of the Jewish Nation*, London, 1874 .

300. Parkes (James), *Les Juifs de la communauté médiévale*, New York, Sepher-Hermon Press, 1976 .

301. Parkes (Rev. Dr James), *The Conflict of the Church and the Synagogue*, Philadelphia, Jewish Publication Society of America , 1961 .

302. Paxton (Robert O.), « La Spécificité de la persécution des Juifs en France » , *Annales ESC*, mai-juin 1993 , n° 3.

303. Paxton (Robert O.), *La France de Vichy (1940-1944)*, Paris, Le Seuil, 1973 .

304. Pérez (Joseph), *Isabelle et Ferdinand, Rois Catholiques d'Espagne*, Paris, Fayard, 1988 .

305. Pietri (François), *Napoléon et les israélites*, Paris, Berger-Levrault, 1965 .

306. Piccioto, *Sketches of Anglo?Jewish History*, London, 1875 .

307. Poliakov (Léon), *L'envers du destin. Entretiens avec Georges Elia Sarfati*, Paris, De Fallois, 1989 .

308. Poliakov (Léon), *Histoire de l'antisémitisme* ; t. I : *L'âge de la foi* , Paris, Calmann- Lévy.

309. Poliakov (Léon), *Histoire de l'Antisémitisme*; t. II : *de Mahomet aux Marranes* , Calmann-Lévy.

310. Poliakov (Léon), *Histoire de l'antisémitisme* ; t. III : *L'Âge de la science* , Paris, Calmann-Lévy.

311. Poliakov (Léon), *Histoire de l'antisémitisme* ; t. IV : *De Voltaire à Wagner* , Paris, Calmann-Lévy.

312. Poliakov (Léon), *L'impossible choix*, Paris, 1994 , Austral .

313. Poliakov (Léon), *Les Banchieri juifs et le Saint-Siège, du xiii^e^ au xvii^e^ siècle*, Paris, Imprimerie nationale, 1965 .

314. Poliakov (Léon), *Du Christ aux Juifs de Cour*, Paris, Calmann-Lévy, 1955 .

315. Poliakov (Léon), *Le Mythe aryen*, Paris, Presses-Pocket, 1994 .

316. Poliakov (Léon), *Bréviaire de la haine. Le III^e^ Reich et les Juifs*, Calmann-Lévy, Paris, 1951 .

317. Polonski (Jacques), *La Presse, la propagande et l'opinion publique sous l'Occupation*, Paris, CDJC , 1946 .

318. Poncins (Léon de), *La mystérieuse Internationale juive*, Paris, Beauchesne et ses fils , 1936 .

319. Pool (David de Sola), *An Old Faith in the New World*, New York, Colombia University Press , 1955 .

320. Pool (David de Sola), *Portraits etched in stone*, New York, Columbia Unisersity Press , 1954 .

321. Potok (Chaim), *Une Histoire du peuple juif*, Paris, Presses-Pocket, 1996 .

322. Prévost (Philippe), *Histoire du ghetto d'Avignon*, Avignon, Aubanel , 1975 .

323. Priebatsch, Felix, *Die Judenpolitik des fürstlichen Absolutismus im 17 & 18. Jahrhundert.*

324. Pulido Fernandez (Angel), *Espagnols sans patrie*, 1905 .

325. Rachi, *Le Talmud, commentaires*, publié par Adin Steinsaltz .

326. Raizan (Marc), *Historia des Israelitas no Brasil*, Rio de Janeiro, 1937 .

327. Raphaël (Freddy) et Weyl(Robert), *Regards nouveaux sur les Juifs d'Alsace*.

328. Raphaël (Freddy), *Juifs en Alsace. Culture, société, histoire*, Toulouse, Privat, 1977 .

329. Raphaël (Freddy), *Judaïsme et capitalisme*, Paris, PUF, 1982 .

330. *Rapport du Congrès juif mondial*, 1938 .

331. Rault (Jean), *Drumont, la France juive et la Libre Parole*, Paris, Société française d'éditions littéraires et techniques , 1935 .

332. Read (Donald), *The Power of News, the History of Reuters, 1849-1989*, Oxford University Press , 1992 .

333. Reich (Carl), *The biography of André Meyer*, New York, William Morrow and Co , 1983 .

334. Reinach (Théodore), *Histoire des Israélites depuis l'époque de leur dispersion jusqu'à nos jours*, Paris, Hachette, 1884 .

335. Reinach (Théodore), *Textes d'auteurs grecs et romains relatifs au judaïsme*, Hildesheim, G. Olms . 1963 .

336. Renan (Ernest), *Judaïsme et christianisme*, Paris, Copernic , 1977 .

337. Renouard (Yves), *Histoire de Florence*, Paris, PUF, 1974 .

338. Renouard (Yves), *Les Hommes d'affaires italiens du Moyen Âge*, Paris, Armand Colin, 1972 .

339. Ricardo (David), *Œuvres complètes*, Zeller, 1966 .

340. Rogier (J.), Aubert (R.), Knowles (M.-D.), *Nouvelle histoire de l'Église*, Paris, Le Seuil, 1968 .

341. Rockevode (J.G.), ed., *Chronica Jocelini de Brakelonda*, London, Camden Society , 1840 .

342. Roll (Eric), *Memoirs. Crowded Hours*, Londres, 1985 .

343. Rosenbaum (E.), Sherman (A.J.), *Das Bankhaus M.M. Warburg & Co. 1798-1938*, Hamburg, Hans Christians Verlag , 1976 .

344. Roth (Cecil), *Doña Gracia Nasi*, Paris, Liana Levi , 1990 .

345. Roth (Cecil), *The House of Nasi, the Duke of Naxos*, New York, Greewood Press , 1948 .

346. Roth (Cecil), *Histoire du peuple juif*, Éd. de la Terre retrouvée , 1963 .

347. Roth (Cecil), *Histoire des marranes*, Paris, Liana Levi , 1990 .

348. Rouche (Michel), *Le Moyen Age en Occident*, Paris, Hachette, 1999 .

349. Roumani (Maurice), *The Case of the Jews from Arab Countries : A Neglected Issue*, Tel Aviv, World Organization of Jews from Arab Countries , 1977 .

350. Ruppin (Arthur), *Les Juifs dans le monde moderne*, Payot, Paris, 1934 .

351. Safran (Alexandre), *Un tison arraché aux flammes. La communauté juive de Roumanie 1939-1947, Mémoires*, Paris, Stock, 1987 .

352. Saint-Bonnet (Georges), *Le Juif ou l'internationale du parasitisme*, Paris, Vita , 1932 .

353. Saint-Simon (Henri de), *Le Nouveau Christianisme. Dialogues entre un conservateur et un novateur*, Paris, 1825 .

354. Santini (P.), ed., *Documenti dell'Antica Costituzione del Comune di Firenze*, in Documenti di Storia Italiana, Firenze, 1895 .

355. Sapori (Armando), *Le Marchand italien au Moyen Âge*, Paris, 1952 .

356. Savary, *Dictionnaire universel du commerce*.

357. Saville (Pierre), *Le Juif de Cour*, Paris, 1970 .

358. Sayous (André E.), *Les Débuts du commerce de l'Espagne avec l'Amérique (1503-1518)*, Paris, 1934 .

359. Sayous (André), « Les Juifs » , *Revue économique internationale*, mars 1932 .

360. Schacht (H.), *Mémoires d'un magicien*, Paris, Amiot-Dumont , 2 vol.

361. Schick (L.), *Un grand homme d'affaires du début du xvi^e siècle : Jacob Fugger*, S.E.V.P.E.N , Paris, 1957 .

362. Schlatter, *Israels Geschichte von Alexander den Grossen bis Hadrian*, Carlowitz, 1901 .

363. Schœnberg (Shira), *Ashkenazim*.

364. Scholem (Gershom), *Aux origines religieuses du judaïsme laïc : de la mystique aux Lumières*, Paris, Calmann-Lévy, 2000 .

365. Scholem (Gershom), *On the Kabbalah and its Symbolism*, Schocken Books , New York, 1969 .

366. Scholem (Gershom), *Sabbataï Tsvi, le Messie mystique*, Paris, Verdier , 1983 .

367. Schor (Ralph), *L'Antisémitisme en France pendant les années trente : prélude à Vichy*, Bruxelles, Complexe, 1992 .

368. Schörer (von), *A History of the Jewish People in the Time of Jesus Christ.*, New York, 1891 .

369. Schwarzfuchs (Simon), *Les Juifs de France*, Paris, Albin Michel, 1975 .

370. Schwarzfuchs (Simon), *Kahal. La communauté juive de l'Europe médiévale*, Paris, Maisonneuve et Larose , 1986 .

371. Schwarzfuchs (Simon), *Brève histoire des Juifs de France*, Paris, Comptoir du livre du Kéren Hassefer .

372. Schwarzfuchs (Simon), « Les juifs de Cour » , in *La Société juive à travers l'histoire*, t. III.

373. Schwarzfuchs (Simon), *Rachi de Troyes*, avec un glossaire d'ancien français, établi par Moshé Katane, Paris, Albin Michel, 1991 .

374. Schwarzfuchs (Simon), *Les Juifs d'Algérie et la France : 1855-1930,* Institut ben-Zvi , Jerusalem, 1981 .

375. Schwarzfuchs (Simon), *Aux prises avec Vichy,* Paris, Calmann-Lévy, 1998 .

376. Sédillot (René), *Histoire des marchands et des marchés,* Paris, Fayard, 1964 .

377. Segev (Tom), *Le Septième million*, Paris, Liana Lévi , 1993 .

378. Segev (Tom), *Les Premiers Israéliens*, Paris, Calmann-Lévy, 1998 .

379. Seltzer (Robert), *Jewish People, Jewish Thought*, New York, Macmillan, 1980 .

380. Séphipha (H-V), *L'Agonie des Judéo-Espagnols*, Paris, Entente , 1979 .

381. Shakespeare (William), *Le Marchand de Venise*, Gallimard, La Pléiade , t. I, 1975 .

382. Shatzmiller (Joseph), *Le Prêt d'argent dans la société médiévale*, Paris, Les Belles Lettres , 2000 .

383. Shaw (S.), *Histoire de l'Empire ottoman et de la Turquie*, Horvath.

384. Shirer (William), *L'Ascension et la chute du III^e^ Reich*, trad. fr., Paris.

385. Short (Walter), *The Exclusion of the Jews and Christians from the Arabian Peninsula*.

386. Silberstein (Laurence J.), « Others Within and Others Without » , in *Jewish Thought and History : Construction of Jewish Culture and Identity*, ed. by Laurence J. Silberstein and Robert L. Cohen , 1994 .

387. Silvain (Gérard), *Images et traditions juives, un millier de cartes postales*, préface d'Alain Poher, Astrid , 1980 .

388. Sirat (Colette), *La Philosophie juive médiévale en pays de chrétienté*, Paris, CNRS , 1988 .

389. Sirat (Colette), *La philosophie juive médiévale en terre d'islam*, Paris, Presses du CNRS , 1988 .

390. Sirat (René), *Les Fleur du soleil*, Paris, 1991 .

391. Soil (H), *Abranavel, Don Isaac, sa vie et ses œuvres*, Gallimard, Paris, 1983 .

392. Sombart (Werner), *Les Juifs et la vie économique*, Paris, 1923 .

393. Sombart (Werner), *L'Apogée du capitalisme*, Paris, 1932 , 2 vol.

394. Sombart (Werner), *Le Bourgeois. Contribution à l'histoire morale et intellectuelle de l'homme économique et moderne*, Paris, 1926 .

395. Soutou (Georges-Henri), *« Comment a été financé la guerre de 1914 » in La Première Guerre mondiale*, Paris, Flammarion, 1991 , t. II.

396. Spinoza (Baruch), *Éthique*, Paris, PUF, 1990 .

397. Starr (J.), *The Jews in the Byzantine Empire*, Tarnsworth, Gregg , 1969 .

398. Stein (Siegfried), « The Laws on Interest in the Old Testament » , *The Journal of theological studies*, t. 4, 1953 .

399. Stein (Siegfried), « The Development of the Jewish law on interest » , *Historia Judaïca*, 1955 .

400. Steingerg (August), *Studien zur Geschichte der Juden in der Schweiz während des mittelalters*, Zürich, 190 2.

401. Steinsaltz (Adin), *Hommes et femmes de la Bible*, Paris, Albin Michel, 1990 .

402. Stern (Selma), *Jude Süss*, Berlin, 1929 .

403. Stern (Selma), *The Court Jew, a contribution to the history of the period of absolution in Central Europ Philadelphie*, Jewish Publication Society of America , 1950 .

404. Stern (Fritz), *L'Or et le Fer, Bismarck, Bleischröder et la construction de l'Empire allemand*, Paris, Fayard, 1990 .

405. S*toléru* (Lionel), *Séminaire sur l'économie du judaïsme*, CUEJ , 1976 .

406. S*uarez* F*ernandez* (L.), *Les Juifs espagnols au Moyen Âge*, Paris, Gallimard, 1983 .

407. T*almud*, édition francaise Adin Steinsaltz, Paris, Ramsay/FSJU , 1999-2000 .

408. T*almud*, édité en hébreu par le rabbin Adin S*teinsaltz*, Jerusalem, Israel Institute for talmudic publications, 1994 .

409. T*amari* (Meir), *« With all your possessions », Jewish Ethnics and Economic Life*, New York, Macmillan, 1987 .

410. T*awney* (R. H.), *La Religion et l'essor du capitalisme*, Paris, M. Rivière , 1951 .

411. T*enenti* (A.), *Florence à l'époque des Médicis ; de la Cité à l'État*, Paris, Flammarion, 1968 .

412. T*halmann* (Rita), « La Traque des Juifs dans le contexte de la “mise au pas” de la France » , *Annales ESC*, mai-juin 1993 , n° 3,

413. T*homas* (Louis), *Les Raisons de l'antijudaïsme*, Paris, Les Documents contemporains , 1942 .

414. T*ollet* (Daniel), *Histoire des Juifs en Pologne du xvi*^{e} *siècle à nos jours*, Paris, PUF, 1992 .

415. Grégoire de Tours : *Historia Francorum* , VII, trad. Robert Latouche, Paris, 1965 .

416. Toussenel (Alphonse), *Les Juifs rois de l'époque : histoire de la féodalité financière*, Paris, 1845 .

417. Tovey D'Blossiers, *« Anglia Judaica » or the History and antiquities of the Jews in England*, Oxford, Fletcher, 1738.

418. Travaux du Centre d'histoire des religions de Strasbourg II, *Prière, mystique et judaïsme* , Paris, PUF, 1987 .

419. *Dictionnaire universel français et latin (Dictionnaire de Trévoux)*.

420. Trigano (Shmuel), dir., *La Société juive à travers les âges*, Paris, Fayard, 1992-1993 , 4 vol.

421. Trocmé (Étienne), *L'Enfance du christianisme*, Paris, Noësis, 1997 .

422. Tudèle (Benjamin de), *Voyages autour du Monde*, Paris, 1830 .

423. Turner (H.A), *Stresemann and the politics of the Weimar Republic*, Princeton University Press, 1963 .

424. Vajda (Georges), « Le rôle et la signification de l'ascétisme dans la religion juive » , *Archives de sociologie des religions*, 1964 .

425. Valdman (Édouard), *Les Juifs et l'argent. Pour une métaphysique de l'argent*, Paris, 1999 .

426. Vallat (Xavier), *Le Nez de Cléopâtre : souvenirs d'un homme de droite (1918-1945)*, Paris, Les Quatre Fils Aymon , 1957 .

427. Van Cleaf (Bachman), *Peltries or plantations*, 1969 .

428. Vaneigem (Raoul), *La Résistance au christianisme*, Paris, Fayard, 1993 .

429. Vaux (Roland de), *Histoire ancienne d'Israël des origines à l'installation en Canaan*, Paris, Gabalda , 1986 .

430. Vaux (Roland de), *Les Institutions de l'Ancien Testament*, Paris, Le Cerf, 1989-1991 , t. I.

431. Voltaire, *Traité sur la tolérance*, Oxford, Voltaire Foundation , 1999 .

432. Voltaire, *Dictionnaire philosophique*, Oxford, Voltaire Foundation , 1994 .

433. Wachtel (Nathan), *La Vision des vaincus. Les Indiens du Pérou devant la conquête espagnole*, Paris, Gallimard, 1971 .

434. Wachtel (Nathan), *La Foi du souvenir : labyrinthes marranes*, Paris, Le Seuil, 2001 .

435. Warburg (J.P.), *The long road home*, New York, Doubleday , 1964 .

436. Warburg (Aby), *Essais florentins*, Klincksieck, 1990.

437. Wasserstein (Bruce), *Britain and the Jews of Europe*, 1939-1945, Oxford, Institute of Jewish affairs , 1979 .

438. Weber (Max), *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon , 1964 .

439. Weber (Max), *Le Judaïsme antique*, Paris, Plon , 1971 .

440. Weber (Max), « La morale économique des grandes religions » , *Archives de sociologie des religions*, n° 9, 1960 .

441. Weider (Ben), *Napoléon et les Juifs*, conférence donnée à la Société napoléonienne internationale, Alexandrie, 1997 .

442. Weingort (Abraham), *Intérêt et crédit dans le droit talmudique*, Paris, Librairie de droit et jurisprudence , 1979 .

443. Weizmann (Chaïm), *Naissance d'Israël*, Paris, Gallimard, 1957 .

444. Weizmann (Ezer), *La Bataille pour la paix*, Paris, Hachette, 1981 .

445. Wiesel (Élie), *La Nuit*, Éd. de Minuit , 1958 .

446. Wiesel (Élie), *Les Juifs du silence*, Paris, Le Seuil, 1966 .

447. Wiesel (Élie), *Célébration biblique. Portraits et légendes*, Paris, Le Seuil, 1975 .

448. Wilton (Robert), *Les Derniers Jours des Romanov*, Paris, Crès , 1931 .

449. Winock (Michel), *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Le Seuil, 1990 .

450. Wirth (L.), *Le Ghetto*, Grenoble, PUG , 1980 .

451. Wiznitzer (D.), *A History of Jewish Crafts and Guilds*, New York, Jo Nathan David, 1965 .

452. Wolf, *The American Jews as Patriots, Soldiers, and Citizens*, Philadelphia, 1895 .

453. Yaffe (J.), *The American Jews*, New York, Random House , 1968 .

454. Ye'or (Bat), *The Dhimmi*, Fairleigh Dickinson University Press , 1985 .

455. Ye'or (Bat), *Juifs et Chrétiens sous l'Islam*, Paris , Berg international , 1994 .

456. Yeheil Nissim (Ben Samuel de Pise), *Banking and finance among Jews in Renaissance Italy*, éd. crit., notes de Gilbert Rosenthal, New York, 1962 .

457. Yovel (Yeremiahov), *Spinoza and other heretics*, Princeton University Press, 1989 .

458. Zafrani (Haïm), *Mille ans de vie juive au Maroc. Histoire et culture, religion et magie*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1983 .

459. Zafrani (Haïm), *Les Juifs du Maroc. Études de Taqqanot et de Responsa*, Paris, 1972.

460. Zangwill (Israël), *The Melting Pot*, Londres, Heinemann, 1919.

461. Zipoerstein (E.), *Business Ethics in Jewish Law*, New York, Ktav, 1983.

Journaux, revues et sites Internet

1. « L'Arche », Paris

2. « Fortune », *Lehman Bros* by Autella K., 1984.

3. « Business Week », *Warburg S.G, The exceptional survivor*, 14 mars 1977.

4. « Euromoney », numéro spécial. *A History of Eurobond Market.*

5. « Investor Chronicle », interview de Siegmund Warburg, 1973.

6. « Jewish Chronicle », Londres.

7. « Jerusalem Post », Jérusalem.

8. « The Jewish Virtual Library ».

9. « American Jewish Year Book », Philadelphie.

10. « Biblical Archeology Review », Washington.
11. « Quotidien du peuple », Pékin, 15 décembre 2000.

remerciements

M. le grand rabbin René Sirat, M. le rabbin Daniel Fahri, M. le rabbin Marc-Alain Ouaknin, Mme Jeanne Auzenet, M. Jacques Bendelac, M. Ronnie Bruckner, M. René Cleitman, M. Charles Enderlin, M. Denis Maraval ont bien voulu relire et discuter avec moi de tout ou partie de ce manuscrit. Mme Jeanne Auzenet a bien voulu en vérifier la bibliographie. Qu'ils en soient infiniment remerciés. Il va de soi que toute inexactitude ou jugement de valeur restent de ma seule responsabilité.

N.B. : Pour chaque événement il m'a fallu choisir une date parmi plusieurs qu'avancent divers historiens. Pour chaque nom propre, de personne ou de lieu, il m'a fallu retenir une orthographe quand plusieurs étaient employées par divers auteurs.

This file was downloaded from Z-Library project

Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.

z-library.sk z-lib.gs z-lib.fm go-to-library.sk

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library